

RAPPORT GENERAL

SUR LA

SECURITE SOCIALE

AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

2003

MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE
INSPECTION GENERALE DE LA SECURITE SOCIALE

RAPPORT GENERAL
SUR LA
SECURITE SOCIALE
AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

2003



LUXEMBOURG
NOVEMBRE 2004

SOMMAIRE

APERCU GLOBAL SUR LA PROTECTION SOCIALE AU LUXEMBOURG	1
1. La protection sociale au Luxembourg	3
2. Approche statistique	3
2.1. Le système européen de statistiques intégrées de la protection sociale	3
2.2. Les régimes SESPROS	4
2.3. Classification des recettes SESPROS	4
2.4. Classification des dépenses SESPROS	5
2.5. Méthodologie appliquée	6
2.6. Limitations	7
2.7. Source des informations	7
3. Recettes et dépenses de protection sociale au Luxembourg	7
3.1. Situation globale	7
3.2. Les sources de financement	9
3.3. Les dépenses de protection sociale	11
3.4. Recettes et dépenses totales de protection sociale	12
4. Comparaison internationale	14
4.1. Caractéristiques générales	14
4.2. Structure et évolution des prestations sociales	17
4.3. Les sources de financement	18
5. Protection sociale dans l'Union Européenne	20
5.1. Remarques préliminaires et sources statistiques	20
5.2. Tableaux concernant la protection sociale dans les Etats membres de l'Union Européenne	21
6. Données statistiques générales	27
 ASSURANCE MALADIE-MATERNITE	 33
Introduction	35
Les objectifs de l'assurance maladie maternité	35
L'organisation de l'assurance maladie maternité	35
1. Evolution démographique	37
1.1. Evolution du nombre des personnes protégées	37
1.2. Evolution du nombre des assurés du régime des prestations en espèces	41
2. Les prestataires de soins	42
2.1. Les médecins	42
2.2. Les hôpitaux	50
2.3. Autres prestataires	52
3. Les prestations	53
3.1. Les prestations en nature	53
3.2. Les prestations en espèces	67
4. Données financières	70
4.1. Situation financière globale	70
4.2. La gestion prestations en nature: résultat de l'exercice	71
4.3. Les gestions des prestations en espèces: résultats de l'exercice	72
4.4. La gestion des prestations de maternité: résultat de l'exercice	73
4.5. Le système de financement	73
 Partie statistique	
Section 1 - Evolution démographique	77
1.1. La gestion des soins de santé	77
1.2. Les gestions des prestations en espèces de maladie	80
Section 2 - Les prestataires de soins	82
Section 3 - Les prestations	85
3.1. Les prestations en nature: données comptables	85
3.1.1. Aperçu global	86
3.1.2. Les honoraires médicaux	86
3.1.3. Les frais de voyage et de transport	87
3.1.4. Les médicaments (secteur extra hospitalier)	88
3.1.5. Soins des autres professions de santé	88
3.1.6. Les moyens curatifs et thérapeutiques	89
3.1.7. Soins hospitaliers	90

3.1.8. La médecine préventive	92
3.1.9. Les prestations de maternité	93
3.1.10. Les prestations à l'étranger	94
3.1.11. Les indemnités funéraires	97
3.2. Soins de santé: statistiques établies selon la date de la prestation	97
3.2.1. Consultations visites et actes médicaux	98
3.2.2. Actes chirurgicaux: Fréquence et répartition	102
3.2.3. Les interventions d'exploration à but diagnostique	105
3.2.4. Gynécologie et obstétrique	106
3.2.5. Médecins-dentistes: Actes techniques	107
3.2.6. Hospitalisations	108
3.3. Les prestations en espèces	119
3.3.1. Les indemnités pécuniaires de maladie	119
3.3.2. Les indemnités pécuniaires de maternité	126

Section 4 - Données financières **128**

4.1. Les recettes et dépenses globales	128
4.2. Les cotisations de l'assurance maladie	129
4.3. La contribution de l'Etat au financement de l'assurance maladie-maternité	132
4.4. L'évolution financière des gestions	135
4.4.1. La gestion des prestations de soins de santé	135
4.4.2. La gestion des prestations en espèces (Art. 29.1c CAS)	136
4.4.3. La gestion des prestations en espèces (Art. 29. 1b CAS)	137
4.4.4. La gestion des prestations de maternité	137
4.5. Les comptes financiers	139142

Annexes

Annexe 1: Relations entre l'Union des Caisses de Maladie et les prestataires de soins de santé	142
Annexe 2: Les programmes de médecine préventive	147
Annexe 3: Les statuts de l'Union des Caisses de Maladie	148

ASSURANCE DEPENDANCE **149**

1. Introduction **151**

1. Le droit aux prestations **151**

1.1. Les personnes protégées	151
1.2. La définition du risque	151

2. L'organisation de l'assurance dépendance **151**

2.1. L'union des caisses de maladie	151
2.2. La cellule d'évaluation	152
2.3. La compétence liée	152
2.4. L'organisation de l'assurance dépendance est présentée dans le schéma suivant :	153

2. Evolution démographique **154**

2.1. Evolution du nombre de personnes protégées	154
2.2. Les demandes de prestations	154
2.3. Les décisions	156

3. Les bénéficiaires de prestations **159**

3.1. Les prestations accordées	161
--------------------------------	-----

4. Les causes de la dépendance **173**

4.1. Temps moyen requis et causes de la dépendance	179
--	-----

5. Les prestataires **180**

5.1. Les contrats d'aides et de soins	180
5.2. Le personnel	183
5.3. L'aidant informel	185

6. Les aspects financiers **185**

6.1. Système de financement	185
6.2. L'évolution des recettes courantes de l'assurance dépendance	186
6.3. L'évolution des dépenses courantes de l'assurance dépendance	186
6.4. L'évolution financière de l'assurance dépendance à partir de 1999	187
6.5. Les valeurs monétaires	187
6.6. Les comptes financiers	189

ASSURANCE PENSION	193
Introduction	195
1. Evolution démographique	195
1.1. Les assurés	195
1.2. Le nombre de pensions	197
1.3. Le coefficient de charge	199
2. Caractéristiques des revenus cotisables et des prestations	200
2.1. Les revenus cotisables	200
2.2. Le niveau moyen des pensions	201
2.3. Les transferts à l'étranger	203
3. Données financières	204
3.1. Appréciation globale des opérations courantes	204
3.2. Les recettes courantes	205
3.3. Les dépenses courantes	209
3.4. Les autres dépenses	210
3.5. Les opérations sur réserves et sur reports	210
3.6. Appréciation globale de la situation du régime unique	210
Partie statistique	
Section 1 - Affiliation et revenus cotisables - régime général	213
Section 1a - Affiliation et revenus cotisables - régimes spéciaux	227
Section 2 - Pensions - régime général	232
Section 2b - Pensions - régimes spéciaux	270
Section 3 - Comptes financiers - régime général	279
ASSURANCE ACCIDENTS	295
Introduction	297
1. Les principales données statistiques	297
1.1. L'affiliation des entreprises	297
1.2. Statistiques sur les accidents	298
1.3. Les rentes	298
2. Les données financières	300
2.1. L'appréciation globale des opérations courantes	300
2.2. Les dépenses courantes	300
2.3. Les recettes courantes	301
Partie statistique	
Section 1 - Association d'assurance contre les accidents - section industrielle (AAI)	303
1.1. Le régime général	303
1.1.1. Affiliation	303
1.1.2. Accidents	304
1.1.3. Prestations du régime général	307
1.1.4. Données financières	310
1.2. Les régimes spéciaux	312
1.2.1. Accidents	312
1.2.2. Prestations des régimes spéciaux	313
1.3. Comptes financiers	315
Section 2 - Association d'assurance contre les accidents - section agricole et forestière (AAA)	319
2.1. Accidents	319
2.2. Prestations	319
2.3. Comptes financiers	321

PRESTATIONS FAMILIALES	329
Introduction	331
1. Situation démographique	332
2. Situation financière	334
2.1. Dépenses courantes	334
2.2. Recettes courantes	338
2.3. Opérations sur réserve	341
2.4. Analyse du bilan	342
2.5. Conclusion	342
Partie statistique	
Section 1 - Données démographiques	343
1.1. Allocations familiales	343
1.2. Allocation d'éducation	348
1.3. Congé parental	348
1.4. Allocations de naissance et de maternité	350
Section 2 - Montants des prestations	352
Section 3 - Cotisations	354
Section 4 - Caisse nationale des prestations familiales	355
Section 5 - Données financières	359
PRESTATIONS MIXTES	367
Introduction	369
1. Evolution des bénéficiaires	370
1.1. Le revenu minimum garanti	370
1.2. L'allocation compensatoire de vie chère	372
1.3. L'avance et le recouvrement de pensions alimentaires	373
1.4. L'allocation de chauffage	373
1.5. Le complément aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique	373
1.6. Le Forfait d'éducation	374
2. Niveau moyen et coût des prestations	374
2.1. Le revenu minimum garanti	374
2.2. L'allocation compensatoire de vie chère	376
2.3. L'avance et le recouvrement de pensions alimentaires	376
2.4. L'allocation de chauffage	376
2.5. Le complément aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique	377
2.6. Le Forfait d'éducation	377
Partie statistique	379
Section 1 - Les bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG)	380
Section 2 - Les bénéficiaires de l'allocation compensatoire de vie chère (AVC)	386
Section 3 - Autres prestations du FNS	387
Section 4 - L'allocation de soins	387
Section 5 - Evolution des dépenses pour prestations	388
Section 6 - Comptes financiers du FNS	390

EMPLOI	395
1. Evolution de la population active au Luxembourg	397
2. L'activité salariée au Luxembourg	399
2.1. Les classes socio-professionnelles	399
2.2. Les différentes branches d'activité	399
2.3. Le temps de travail	402
2.4. Résidence et nationalité de la population active au Luxembourg	403
2.5. La rémunération	405
2.6. Le salaire social minimum	407
 Partie statistique	
Section 1 - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE	409
Section 2 - Salariés travaillant et résidant au Luxembourg selon nationalité	421
 TRANSFERTS A L'ETRANGER	423
Introduction	425
1. Les conventions de sécurité sociale	425
1.1. La sécurité sociale des travailleurs qui se déplacent en Europe	425
1.2. Les autres conventions multilatérales de sécurité sociale	425
1.3. Les conventions bilatérales	426
2. Particularités des transferts à l'étranger	426
3. Evolution des montants exportés	427

NOTE GENERALE

UNITES MONETAIRES :

Sauf indications contraires données dans les tableaux, les valeurs reproduites sont exprimés en €.

TAUX DE CONVERSION € en LUF : 40,3399

SIGNES EMPLOYES : Voici la signification des signes conventionnels utilisés :

... = le renseignement n'est pas disponible

(.) = nombre inclus ailleurs

- = résultat rigoureusement nul

0 = Nombre inférieur à la moitié de l'unité employée.

Les chiffres décimaux sont précédés d'une virgule.

Les milliers et les millions sont espacés.

DECIMALES :

Les nombres ont été arrondis au dernier chiffre le plus proche, ce qui peut entraîner le cas échéant une différence entre la somme des éléments constituant et le total indiqué.

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES :

AEV	Actes essentiels de la vie
AVC	Allocation compensatoire de vie chère
CAS	Code des assurances sociales
CEO	Cellule d'évaluation et d'orientation (dépendance)
Code CIM -10	Classification statistique internationale des maladies et problèmes de santé connexes 10e révision - organisation mondiale de la santé
DMS	Durée moyenne de séjour
MEVS	Médecins en voie de formation
NACE	Nomenclature générale des activités économiques dans les communautés européennes
RMG	Revenu minimum garanti
SSM	Salaire social minimum

Organismes et établissements publics

OAS	Office des assurances sociales
CCSS	Centre commun de la sécurité sociale
CSAS	Conseil supérieur des assurances sociales
CAAS	Conseil arbitral des assurances sociales

Caisses de Maladie

UCM	Union des caisses de maladie
CMO	Caisse de maladie des ouvriers
CMOA	Caisse de maladie des ouvriers de l'Arbed
CMEP	Caisse de maladie des employés privés
CMEA	Caisse de maladie des employés de l'Arbed
CMFEP	Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics
CMFEC	Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux
EM-CFL	Entraide médicale des chemins de fer luxembourgeois
CMEP -TII	Les travailleurs intellectuels indépendants font partie de la caisse des employés privés
CMPI	Caisse de maladie des professions indépendantes
CMA	Caisse de maladie agricole

Caisses de Pension

AVI	Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité
CPEP	Caisse de pension des employés privés
CPACI	Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels
CPA	Caisse de pension agricole
CPFEC	Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux

Assurance Accident

AAA	Association d'assurance contre les accidents - section agricole et forestière
AAI	Association d'assurance contre les accidents - section industrielle
CNPF	Caisse nationale des prestations familiales
aloss	Association luxembourgeoise des organismes de la sécurité sociale
APE	Administration du Personnel de l'Etat
FOA	Fonds d'Orientation Agricole
SNAS	Service national d'action sociale

APERCU GLOBAL SUR LA PROTECTION SOCIALE AU LUXEMBOURG

Aperçu global

ASSURANCE MALADIE-MATERNITE

Assurance
maladie-maternité

ASSURANCE DEPENDANCE

Assurance
dépendance

ASSURANCE PENSION

Assurance
pension

ASSURANCE ACCIDENTS

Assurance
accidents

PRESTATIONS FAMILIALES

Prestations
familiales

PRESTATIONS MIXTES

Prestations mixtes

EMPLOI

Emploi

TRANSFERTS A L'ETRANGER

Transferts à
l'étranger

APERCU GLOBAL SUR LA PROTECTION SOCIALE AU LUXEMBOURG

1. La protection sociale au Luxembourg

Le système de protection sociale au Luxembourg est basé sur une gestion tripartite, dans lequel le rôle de l'Etat est prépondérant en matière de financement, de gestion et d'organisation. Un élément caractéristique du système de protection sociale au Luxembourg est l'harmonisation des mécanismes de financement pour toutes les prestations, organisé autour de deux grands principes qui sont l'autonomie administrative et financière et la gestion des institutions par les partenaires sociaux.

Le principe de l'autonomie administrative et financière est matérialisé par le fait que la majorité des institutions de sécurité sociale ont le caractère d'établissements publics, dotés de la personnalité civile. Le principe de la gestion par les partenaires sociaux se traduit par la gestion des institutions de la sécurité sociale par des organes élus composés de représentants des employeurs et des personnes protégées.

Le système de protection sociale combine trois types de solidarité : la solidarité professionnelle, la solidarité interprofessionnelle et la solidarité nationale. Les institutions qui composent le système de protection sociale du pays peuvent être regroupées en sept types d'organismes en fonction de la nature du risque ou du besoin couvert :

- les organismes de l'assurance maladie,
- les organismes de l'assurance dépendance,
- les organismes de l'assurance pension,
- les organismes de l'assurance accidents,
- la Caisse nationale des prestations familiales,
- les organismes de l'emploi,
- les organismes de l'assistance sociale.

Trois sources de financement des prestations peuvent être isolées : les pouvoirs publics, les employeurs et les personnes protégées. Les prélèvements pour couvrir les dépenses sont effectués selon deux types de mécanismes : les cotisations et les contributions des pouvoirs publics. Les cotisations sont principalement à la charge des employeurs et des personnes protégées. Elles sont assises sur les revenus professionnels et sont calculées au moyen de taux de cotisation uniformes indépendants de la situation individuelle des intéressés (âge, sexe, situation de famille, état de santé). La contribution des pouvoirs publics est principalement basée sur des recettes fiscales générales.

2. Approche statistique

L'objectif des statistiques des recettes et des dépenses de la sécurité sociale est triple :

- établir une synthèse des opérations de recettes et de dépenses des organismes de sécurité sociale destinée à donner une vue d'ensemble des opérations de la sécurité sociale,
- permettre d'apprécier l'importance économique des régimes de sécurité sociale, notamment par la comparaison des recettes et des dépenses (et de certains de leurs composants) au Produit Intérieur Brut (PIB),
- disposer d'informations détaillées actuelles sur l'organisation, l'état et l'évolution de la protection sociale dans les pays membres de l'Union européenne.

2.1. Le système européen de statistiques intégrées de la protection sociale

Le système européen de statistiques intégrées de la protection sociale SESPROS est un système d'information de la protection sociale qui englobe les activités de la sécurité sociale et de l'assistance sociale. En phase avec le système des comptes nationaux, la méthodologie SESPROS se veut à la fois globale et détaillée. D'une part elle enregistre les dépenses et les recettes de protection sociale, y compris les sources de financement de l'ensemble des activités de protection sociale. D'autre part elle cherche à structurer les recettes et les dépenses de protection sociale en fonction des catégories d'acteurs et/ou de secteurs économiques, et des régimes et/ou des besoins (et risques) couverts par les prestations sociales. SESPROS enregistre :

- les opérations courantes à l'exclusion des opérations en capital,
- les recettes en cotisations en provenance des entreprises, des administrations publiques et des ménages ainsi que les taxes et subventions publiques et autres recettes,
- les dépenses, c'est-à-dire les prestations sociales (par risques ou besoins, par types de prestations et par institution) ainsi que les frais administratifs effectifs ou estimés et les autres dépenses,
- le produit des transferts de fonds, en recettes et en dépenses, entre institutions ou gestions.

Les méthodes d'enregistrement sont alignées sur les principes du SEC 95 (Système européen des comptes nationaux) qui prévoit notamment que les prestations, cotisations et autres flux sont présentés sur la base des droits constatés au moment de la naissance d'une créance ou d'une obligation.

2.2. Les régimes SESPROS

La méthodologie SESPROS définit le régime de protection sociale comme étant un corps de règles distinctes, géré par une ou plusieurs unités institutionnelles, régissant la fourniture de prestations sociales et leur financement. Les régimes de protection sociale doivent à tout moment remplir la condition de permettre l'établissement d'un compte séparé des recettes et des dépenses. De préférence, les régimes de protection sociale sont choisis de sorte à assurer une protection contre un risque ou un besoin et à couvrir un groupe de bénéficiaires particulier et unique. Les régimes de protection sociale sont soutenus par des unités institutionnelles et ne sont pas nécessairement eux-mêmes des unités institutionnelles. Cette précision est importante dans la mesure où elle permet d'établir la liste des régimes de protection sociale principalement en fonction du risque ou du besoin et non par rapport à l'unité institutionnelle qui les gère.

Aux fins d'une comparaison des résultats entre les pays membres de l'Union européenne, le régime se caractérise par un corps de règles distinctes permettant de regrouper les données d'après les principales caractéristiques des unités prestataires, facilitant la comparaison et l'analyse des modes selon lesquels les Etats membres organisent leur protection sociale. SESPROS définit une série de caractéristiques qui peuvent être combinées au gré de l'analyse sur la base des cinq critères suivants :

- le type d'unité investie du pouvoir de décision (régimes publics ou privés),
- le caractère obligatoire ou non,
- le mode de constitution des droits (régimes contributifs et non contributifs),
- le champ d'application du régime (régimes universels généraux ou spéciaux),
- le niveau de protection (régimes de base ou complémentaires).

2.3. Classification des recettes SESPROS

SESPROS classe les recettes des régimes de protection sociale par type et par provenance.

Le type indique la nature ou la cause du paiement :

- cotisations à la charge des employeurs,
- cotisations à la charge des personnes protégées,
- cotisations réacheminées,
- contributions publiques,
- transferts entre régimes,
- autres recettes.

Les *cotisations réacheminées* sont des paiements qu'un régime de protection sociale opère au profit d'un autre en vue de maintenir ou d'augmenter les droits de ses personnes protégées à la protection sociale du régime bénéficiaire.

La provenance désigne le secteur institutionnel qui est à l'origine du versement.

2.4. Classification des dépenses SESPROS

Quatre catégories de dépenses sont distinguées :

- prestations sociales,
- dépenses de fonctionnement,
- transferts entre régimes,
- autres dépenses.

Les prestations sociales sont classées par type et par fonction.

Les types de prestation sont :

- prestations en espèce,
- prestations en nature,
- cotisations réacheminées.

Les *prestations en espèces* sont des prestations qui n'exigent pas de preuve de dépenses effectives du bénéficiaire.

Les *prestations en nature* sont les prestations accordées sous forme de biens et services, soit sous forme d'une fourniture directe soit d'un remboursement.

Les *dépenses de fonctionnement* sont les coûts imputés au régime pour sa gestion et son administration.

Les *transferts entre régimes* sont les versements sans contre-partie effectués vers d'autres régimes de protection sociale.

Les *autres dépenses* regroupent les dépenses diverses de régimes de protection sociale.

SESPROS distingue huit fonctions de protection sociale :

- Maladie et soins de santé,
- Invalidité,
- Vieillesse,
- Survie,
- Famille et enfants,
- Chômage,
- Logement,
- Exclusion sociale non classée ailleurs.

La fonction *Maladie et soins de santé* regroupe le maintien du revenu et l'assistance en espèces en rapport avec une maladie physique ou mentale à l'exception de l'invalidité. De plus, elle incorpore les soins de santé en vue de conserver, de rétablir ou d'améliorer l'état de santé de personnes protégées quelle que soit l'origine de l'affectation.

La fonction *Invalidité* considère le maintien du revenu et l'assistance en espèces ou en nature en rapport avec l'incapacité des handicapés physiques ou mentaux d'exercer des activités économiques et sociales.

La fonction *Vieillesse* classe le maintien de revenu et l'assistance en espèces ou en nature (sauf soins médicaux) en rapport avec la vieillesse.

La fonction *Survie* est associée au maintien de revenu et à l'assistance en espèces ou en nature (sauf soins médicaux) en rapport avec la survie.

La fonction *Famille et enfants* focalise sur l'assistance en espèces ou en nature (sauf soins médicaux) en rapport avec la grossesse, l'accouchement et l'adoption la charge d'enfants ou d'autres parents.

La fonction *Chômage* regroupe le maintien de revenu et l'assistance en rapport avec la situations des chômeurs.

La fonction *Logement* considère les aides aux frais de logement.

La fonction *Exclusion sociale non classée ailleurs* tient compte des prestations en espèces ou en nature (sauf soins médicaux) destinées spécifiquement à lutter contre l'exclusion sociale lorsqu'elles ne sont pas couvertes par une autre fonction.

2.5. Méthodologie appliquée

La méthodologie SESPROS est appliquée pour déterminer les recettes et dépenses de la protection sociale au Luxembourg telles que présentées dans cette section. Les dépenses et les recettes courantes n'incluent pas les prélèvements ni les dotations aux réserves. De plus, les transferts entre régimes ainsi que les cotisations réacheminées sont exclues.

Les régimes suivants sont considérés :

- Assurance pension,
- Assurance pension statutaire,
- Assurance maladie et maternité,
- Assurance dépendance,
- Caisse nationale des prestations familiales,
- Fonds pour l'emploi,
- Fonds national de solidarité,
- Assurance accidents,
- Continuation de rémunération,
- Aides et secours,
- Autres régimes.

Les organismes de pension regroupés dans le régime *Assurance pension* sont l'Assurance contre la Vieillesse et l'Invalidité, la Caisse de Pension des Employés Privés, la Caisse de Pension des Artisans, Commerçants et Industriels et la Caisse de Pension Agricole. Les prestations de ce régime sont principalement classées dans les fonctions Invalidité, Vieillesse et Survie.

Le régime *Assurance pensions statutaires* rassemble l'Administration du Personnel de l'Etat, la Caisse de Prévoyance des Fonctionnaires et des Employés Communaux, la Société nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois ainsi que les organismes de la Sécurité Sociale. Les prestations sont classées dans les fonctions Invalidité, Vieillesse et Survie.

L'*Assurance maladie et maternité* concerne l'Union des caisses de maladie (y compris les caisses de maladie). La gestion de l'assurance maternité est également assumée par l'Union des Caisses de Maladie. Ce régime répartit les prestations essentiellement sur les fonctions Maladie et soins de santé et Famille et enfants.

L'*Assurance dépendance* est gérée par l'Union des caisses de maladie. Les prestations sont à classer selon la méthodologie SESPROS à travers les fonctions Vieillesse, Survie et Invalidité.

La *Caisse Nationale des Prestations Familiales* gère les prestations familiales et est compétente pour la gestion du congé parental. Les prestations sont principalement classées dans la fonction Famille et enfants.

Le régime *Fonds de l'emploi* est en charge des prestations de chômage (complet et partiel) et de préretraite. Les prestations sont généralement classées dans la fonction Chômage (y compris la préretraite).

Le *Fonds National de Solidarité* est l'organisme compétent en matière d'assistance sociale. Les prestations sont principalement classées dans les fonctions Exclusion sociale non classée ailleurs, Vieillesse et Survie.

Le régime *Assurance accidents* regroupe l'Assurance contre les Accidents section industrielle et l'Assurance contre les Accidents section agricole et forestière. Les prestations sont classées dans la fonction Invalidité.

Le régime *Continuation de rémunération* regroupe l'ensemble des employeurs du secteur privé qui assurent une continuation de rémunération pendant les trois premiers mois en cas de maladie de leurs salariés sous le statut d'employé. Les prestations sont classées dans la fonction Maladie et soins de santé.

Le régime *Aide et Secours* rassemble les mesures à caractère public, qui tendent à éliminer les états de besoin pouvant frapper l'individu dans sa personne physique, ses moyens de subsistance et son développement moral, intellectuel ou productif, spécialement quand n'interviennent pas, ou insuffisamment, les systèmes d'assurance ou de sécurité sociale ou tout autre système de couverture collective des risques considérés : l'Education différenciée, la Formation des adultes, le Service d'action socio-familial - Enfants et adultes, la section Solidarité, le Commissariat du gouvernement aux étrangers, le Centre du Rham, le Service d'action socio-familial - Personnes âgées, les Dommages de guerre corporels, les Mesures travailleurs handicapés, la section Logement, le Fonds du logement et les Offices sociaux communaux. Le large éventail des prestations engendre une distribution de celles ci sur une majorité des fonctions SESPROS.

Les *Autres régimes* incorporent la Croix-Rouge, la Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste, la Caisse de Prévoyance Mutuelle et la Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociales. Les prestations sont principalement classées dans les fonctions Maladie et soins de santé, Vieillesse et Survie.

2.6. Limitations

Il convient de noter que certains avantages sociaux, tels que les pensions complémentaires du secteur privé, ne sont pas inclus dans les statistiques de la protection sociale. De plus, la valeur des dépenses de fonctionnement n'est pas imputée lorsqu'elle constitue un élément indissociable de la consommation intermédiaire de l'unité institutionnelle qui gère le régime ou si l'information n'est pas disponible. (Assurance pensions statutaires, Continuation de rémunération, Fonds pour l'emploi ou Aides et Secours). Si les sources disponibles ne fournissent pas de données précises alors des estimations sont utilisées (p.ex. pour la continuation de rémunération ou pour le logement social).

2.7. Source des informations

Du fait du niveau élevé de la centralisation du système de sécurité sociale, la majorité des données concernant la protection sociale est disponible au niveau du Centre commun de la sécurité sociale. D'autres sources de données sont le Budget des recettes et dépenses de l'Etat ou les rapports d'activités des institutions. L'Inspection générale de la sécurité sociale a entrepris de développer un Datawarehouse permettant de répondre aux demandes de données pour l'élaboration de statistiques et d'études, et notamment les comptes de la protection sociale. La récente implantation des statistiques SESPROS sur support informatique permettant l'affinage de la présentation de certaines données, implique une rupture de présentation des données à compter de 2001. En effet, des calculs rétroactifs ont permis de couvrir la période 2001-2002 en complément de l'année 2003 présentée ci-après pour la première fois.

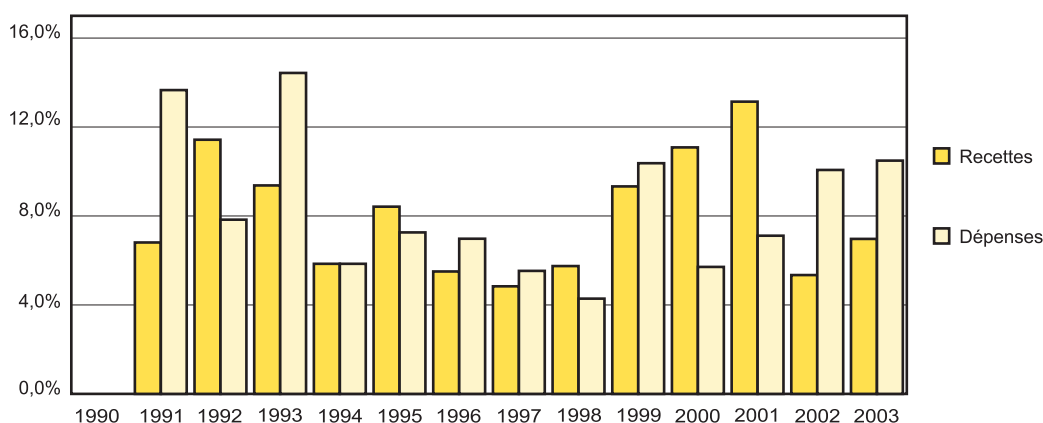
3. Recettes et dépenses de protection sociale au Luxembourg

3.1. Situation globale

Les recettes courantes s'élèvent à 6 116,8 millions EUR en 2003, présentant une progression de 7,0% en comparaison avec l'année 2002 (5 718,2 millions EUR). Les dépenses courantes atteignent 5 715,8 millions EUR ce qui représente une augmentation de 10,5% par rapport à l'année 2002 (5 172,8 millions EUR). L'année 2003 termine avec un solde global positif de 400,9 millions EUR (545,4 millions EUR en 2002), suite au solde positif du régime Assurance pension. Les raisons de la détérioration du résultat 2003 par rapport à 2002 sont multiples. D'un côté une situation économique défavorable implique une progression moins soutenue du niveau de l'emploi et par conséquent une évolution freinée des cotisations. D'un autre côté l'augmentation des dépenses est générée par une série de mesures introduites, à savoir l'adaptation des prestations du régime général de pension, le relèvement du montant des allocations familiales et l'introduction d'un forfait d'éducation.

Le Graphique 1 donne les taux de croissance des recettes et des dépenses courantes à partir de 1990.

Graphique 1. - Croissance annuelle en valeur des recettes et dépenses courantes de la sécurité sociale entre 1990 et 2003

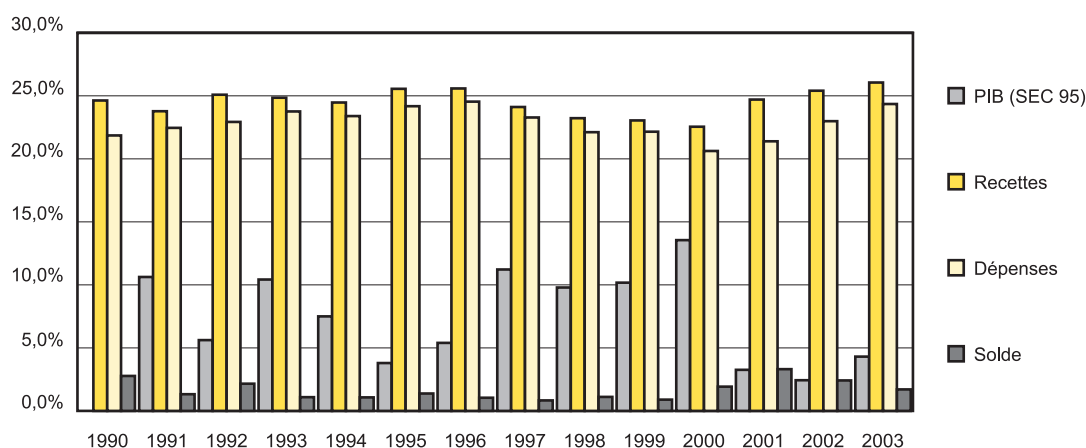


Concernant les dépenses, l'analyse des séries temporelles (voir Graphique 1) révèle des pointes de croissance multiples entre 1990 et 2003. En 1991, une augmentation substantielle des prestations de pension emporte le rythme de croissance à 13,7% en valeur nominale. Une hausse des prestations familiales est entre autres à l'origine du pic en 1993. L'introduction de l'assurance dépendance en 1999 fait remonter la croissance annuelle à 10,4%. La croissance en 2001 résulte principalement d'un changement méthodologique avec l'intégration de la Continuation de rémunération dans les prestations de maladie. L'adaptation des prestations du régime Assurance pension en 2002 accompagnée de l'introduction d'un forfait d'éducation provoquent les taux soutenus en 2002 et 2003.

Concernant les recettes, les taux de croissance en 1992 et 1993 sont générés par des recettes de cotisations supplémentaires. La pointe en 1995 résulte de versements supplémentaires ponctuels de l'Etat en faveur des régimes Assurance maladie et maternité et Prestations familiales. La croissance des recettes entre 1998 et 2000 découle d'un environnement économique extrêmement favorable. Les taux de croissance observés entre 2001 et 2003 ne reflètent pas la véritable progression des recettes. Suite à des procédures comptables introduites à partir de 2001 relatif au calcul des cotisations, le taux de croissance présenté pour 2001 est surestimé tandis que celui de 2002 est sous-estimé. La véritable croissance va de pair avec celle du marché du travail, à savoir un ralentissement.

En 2003 les recettes courantes représentent 26,1% du PIB tandis que les dépenses courantes sont à 24,4% du PIB (SEC 95). Le solde revient à 1,7% du PIB.

Graphique 2. - Progression du PIB en valeur et variation des recettes, des dépenses et du solde en fonction du PIB entre 1990 et 2003



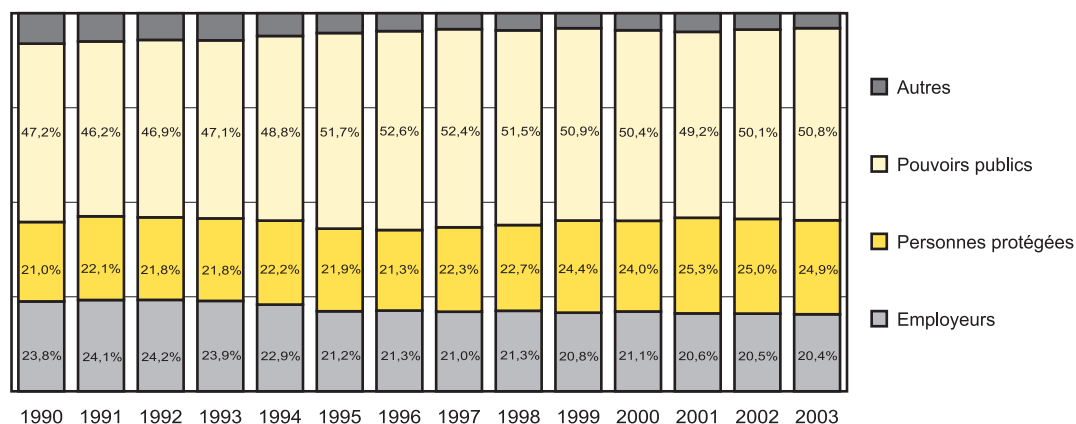
Généralement l'évolution des recettes et dépenses en fonction du PIB est semblable du fait que les dispositions de financement prévoient une participation directe de l'Etat dans certaines prestations ou bien suivent le mouvement grâce à l'effet combiné de l'évolution dynamique de l'emploi, de la fixation des taux de cotisations et de la hausse des rémunérations (voir Graphique 2). Suite au changement méthodologique avec l'intégration du régime Continuation de rémunération un saut est observable concernant le poids des recettes dans le PIB à partir de 2001.

L'augmentation du poids des prestations de sécurité sociale dans le PIB entre 2001 et 2003 résulte d'une part d'une croissance soutenue des dépenses courantes et d'autre part d'une décroissance du rythme de progression du PIB. L'analyse des séries temporelles entre 1990 et 2003 révèle qu'un seuil supérieur semble être atteint et que l'évolution future du poids des dépenses de protection sociale dans le PIB mérite d'être surveillée.

3.2. Les sources de financement

Les cotisations des employeurs (hors secteur public) représentent 20,4% des recettes courantes en 2003 tandis que la participation des personnes protégées revient à 24,9%. Les pouvoirs publics interviennent pour 50,8%. (Note méthodologique : les pouvoirs publics regroupent les contributions publiques et les cotisations patronales du secteur public). En termes nominaux, les contributions des employeurs progressent de 6,0%, celles des personnes protégées de 6,2% et celle des pouvoirs publics de 8,6% (5,1%, 4,3% et 7,3% pour 2002). Entre 1998 et 1999 la réduction de la participation des pouvoirs publics aux recettes de la sécurité sociale est due à l'harmonisation des cotisations salariales entre le régime de pension du secteur privé et le régime statutaire (voir Graphique 3).

Graphique 3. - Contribution des pouvoirs publics, des personnes protégées et des employeurs au financement de la sécurité sociale entre 1990 et 2003

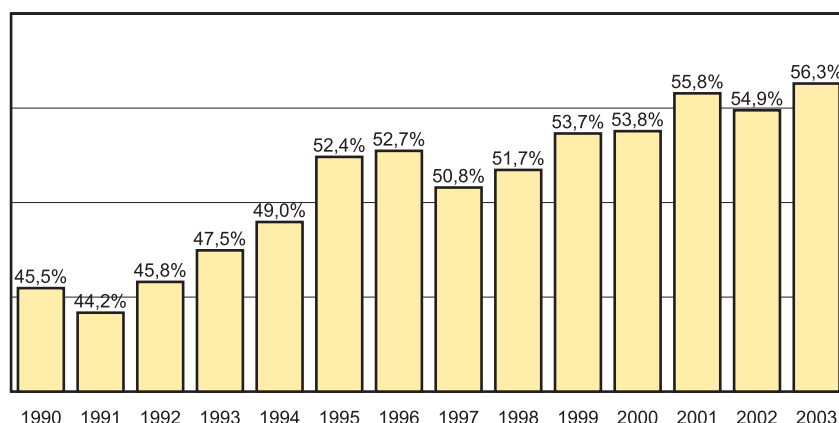


Entre 1990 et 2003 une diminution des charges sociales des employeurs va de pair avec une augmentation de la participation des personnes protégées au financement de la sécurité sociale. En premier lieu ont été abolies à partir de 1994 les cotisations aux allocations familiales à charge des employeurs du secteur privé puis en 1999 celles à charge des professions des non-salariés; le taux moyen de cotisation à l'assurance contre les accidents a été réduit en contrepartie des hausses successives des taux de cotisation à l'assurance maladie portés de 4,5% pour l'ouvrier et 2,6% pour l'employé en 1996 à respectivement 4,95% et 2,72% en 2001, puis ramené à respectivement 4,9% et 2,65% à partir de 2002. La part du prélèvement sur les salariés s'est amplifiée suite aux hausses successives des taux de cotisations à l'assurance maladie et aux régimes de pension statutaires afin de porter au 1.1.1999 le taux de contribution à charge des salariés à 8% et à l'introduction de la contribution pour l'Assurance dépendance à charge des ménages. Ainsi le trait marquant de l'évolution des sources de financement au cours des dernières années a été la réduction continue de la part des cotisations, principalement au profit des entreprises privées, accompagnée d'une augmentation de la contribution des personnes protégées et des pouvoirs publics.

Dans le contexte de la très forte croissance économique entre 1995 et 2000, le marché du travail au Luxembourg a connu un dynamisme extraordinaire. L'augmentation de l'emploi salarié intérieur au cours des années 1999 et 2000 est exceptionnelle. Le taux de participation des non-résidents à l'emploi salarié intérieur est proche de 40%, dépassant la proportion des salariés de nationalité luxembourgeoise. Actuellement les non-résidents participent avec 36,8% au financement des personnes protégées du régime Assurance pension. Pour les régimes Assurance maladie et maternité, Assurance dépendance et Assurances accidents ces taux sont respectivement 30,2%, 27,7% et 6,9% (note méthodologique : les taux indiquent la moyenne sur la période 2001-2003).

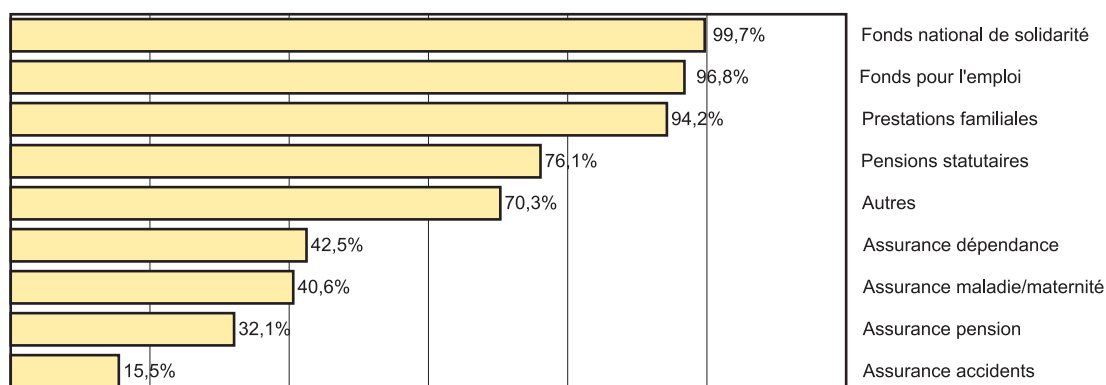
Le Graphique 4 résume la participation des pouvoirs publics au financement de la sécurité sociale en fonction des dépenses courantes du budget de l'Etat. Une croissance soutenue des dépenses budgétaires est à observer entre 1990 et 2003, passant de 45,5% à 56,3%. Les pointes ponctuelles observables pour les périodes 1995-1996 et 2001-2003 sont à mettre en relation avec la situation conjoncturelle globale. En temps de conjoncture faible la rigidité des dépenses budgétaires envers la protection sociale implique des taux plus élevés.

Graphique 4. - Participation des pouvoirs publics aux recettes courantes de la protection sociale en fonction du budget des dépenses courantes de l'Etat



Le Graphique 5 représente la participation des pouvoirs publics au financement des différents régimes de la sécurité sociale entre 2001 et 2003. La participation des pouvoirs publics à l'assurance accidents est minoritaire, la majorité du financement de cette prestation étant assumée par les employeurs. L'assurance pension est financée par une participation identique de la part des employeurs, des personnes protégées et des pouvoirs publics. Le financement de l'assurance maladie et maternité dépend du risque couvert. Les cotisations pour prestations en espèces (à l'exception de l'assurance maternité) se répartissent par parts égales entre les personnes protégées et les employeurs. Les pouvoirs publics font un support de 10% des cotisations. La répartition entre employeurs et personnes protégées est identique pour les prestations en nature (concernant les bénéficiaires de prestations en espèces, l'organisme concerné assume les charges patronales). Les pouvoirs publics participent à raison de 37% des cotisations. L'assurance maternité est entièrement à charge de l'Etat. Les pouvoirs publics contribuent au financement de l'assurance dépendance à raison de 45% des dépenses totales, le restant étant financé par les personnes protégées. Les pensions statutaires sont majoritairement financées par les pouvoirs publics. Les recettes des Prestations familiales, du Fonds pour l'emploi et du Fonds national de solidarité proviennent principalement des pouvoirs publics. Aucune cotisation est payée pour ces trois régimes.

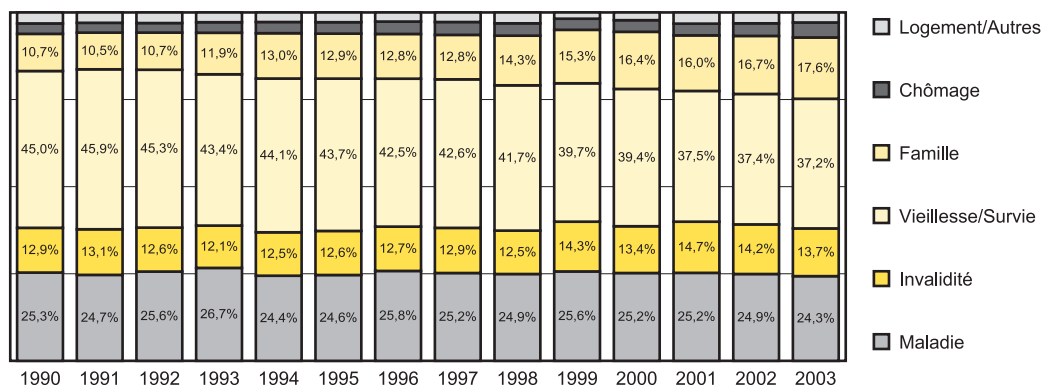
Graphique 5. - Participation des pouvoirs publics au financement des différents régimes de la sécurité sociale



3.3. Les dépenses de protection sociale

En 2003 les dépenses courantes sont constituées à raison de 98,1% de prestations dont 72% représentent des prestations en espèces et 27,8% des prestations en nature. La majorité des prestations (37,2%) est consacrée aux fonctions Vieillesse et Survie. La fonction Maladie et soins de santé représente 24,3%.

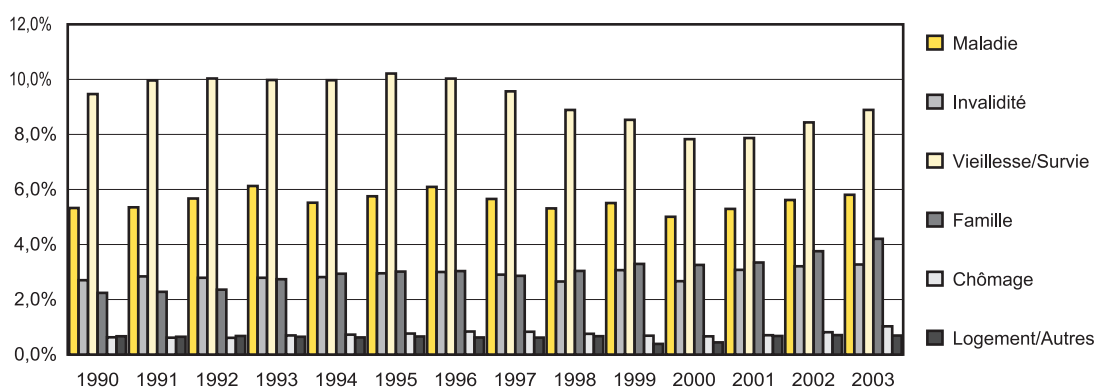
Graphique 6. - Répartition des fonctions de protection sociale par rapport au total des prestations entre 1990 et 2003



Les séries temporelles (voir Graphique 6) montrent que le poids des prestations de vieillesse diminue constamment tandis que les prestations familiales sont en croissance continue depuis 1990, ceci suite au relèvement du montant nominal des allocations familiales, à l'introduction d'un congé parental et à l'expansion des prestations aux travailleurs frontaliers.

En 2003 les fonctions Vieillesse et Survie représentent 8,9% du PIB, la fonction Maladie et soins de santé forme 5,8% du PIB, la fonction Famille et enfants intervient pour 4,2% et la fonction Invalidité compte 3,3%. Les prestations de vieillesse et de maladie absorbent une part importante du PIB et leur progression relative s'explique d'une part par la croissance soutenue des dépenses courantes et d'autre part par un rythme de progression freiné du PIB. Concernant l'Assurance pension, les différents éléments de pension ont été augmentés en 2002 et une allocation de fin d'année a été introduite. Concernant l'Assurance maladie, une surcharge des coûts au niveau des prestations en espèces et en nature pèse sur les dépenses. Le Graphique 7 donne l'évolution des fonctions de protection sociale par rapport au PIB.

Graphique 7. - Evolution des fonctions de protection sociale par rapport au PIB entre 1990 à 2003



Le taux de participation élevé des non-résidents à l'emploi salarié intérieur proche de 40% implique qu'une partie non-négligeable des prestations en espèces est exportée à l'étranger. Concernant les régimes Continuation de rémunération et Assurance maladie et maternité des taux de 47,1% et 46,7% sont à noter. Il faut souligner que ces taux sont supérieurs au taux de participation des non-résidents à l'emploi salarié intérieur. D'autre part 39,5% des prestations du régime Prestations familiales, 32,8% des prestations du régime Assurance accidents et 16,6% du régime Assurance pension sont exportées à l'étranger (note méthodologique : les taux indiquent la moyenne sur la période 2001-2003). L'explication du taux faible relatif à l'Assurance pension est multiple. Au cours des dernières cinquante années le rythme d'expansion de l'économie a dépassé celui de la démographie et le déficit n'a pu être comblé que grâce à l'apport fourni par une immigration soutenue. D'une part une partie non-négligeable des immigrants s'est implantée au Luxembourg, d'autre part, comme le montant des pensions est étroitement lié à la durée d'affiliation, les carrières partielles des travailleurs migrants retournant dans leur pays d'origine font que le taux des transferts à l'étranger reste réduit. Par contre, l'afflux d'une population active non-résidente relativement jeune (avec une moyenne proche de 37 ans) au cours des dernières années sur le marché du travail fait que les frontaliers ne sont pas encore éligibles pour une prestation de pension.

3.4. Recettes et dépenses totales de protection sociale

Les tableau 1a et 1b résument les recettes et dépenses totales de protection sociale pour 2001, 2002 et 2003.

Tableau 1a. - Recettes et dépenses totales de protection sociale pour 2003 (en millions EUR)

	Assurance pensions	Assurances pensions statutaires	Assurance maladie	Assurance dépendance	Caisse nationale des prestations familiales	Fonds pour l'emploi	Fonds national de solidarité	Assurance accidents	Continuation de rémunération	Aides et secours	Autres régimes	TOTAL
Recettes												
Cotisations employeurs	680,5	436,2	314,2	0,0	37,8	0,0	0,0	158,9	54,1	0,0	0,0	1 681,8
Cotisations personnes protégées	804,7	132,0	419,9	130,0	0,0	0,0	0,0	7,2	0,0	0,0	26,5	1 520,4
Cotisations réacheminées	35,3	0,0	86,3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	122,7
Recettes fiscales	796,3	0,0	518,3	103,9	657,5	176,3	145,7	30,7	0,0	243,3	0,1	2 672,3
Transferts entre régimes	2,0	23,4	0,0	0,0	18,4	27,2	38,4	0,0	0,0	0,0	0,0	109,3
Autres recettes	178,5	0,0	14,0	4,0	0,5	7,4	1,0	11,2	0,0	0,0	25,6	242,3
Prélèvements	0,0	0,0	32,3	0,0	0,0	57,9	0,0	2,4	0,0	0,0	3,3	95,9
TOTAL	2 497,3	591,6	1 385,0	238,0	714,2	268,8	185,1	211,7	54,1	243,3	55,5	6 444,7
Dépenses												
Prestations en espèces	1 886,9	575,4	216,0	9,4	703,4	234,5	174,1	144,6	48,9	32,5	22,3	4 048,0
Prestations en nature	0,0	0,0	1 097,8	205,5	0,0	0,0	0,0	29,3	0,0	210,8	18,4	1 561,8
Cotisations réacheminées	52,7	14,2	23,0	1,4	1,1	16,0	6,8	2,3	5,2	0,0	0,0	122,7
Frais de fonctionnement	16,8	0,0	44,8	3,2	8,6	0,0	3,8	7,6	0,0	0,0	6,6	91,4
Transferts entre régimes	81,3	2,0	3,1	0,0	1,1	18,4	0,4	3,1	0,0	0,0	0,0	109,3
Autres dépenses	12,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,6	0,0	0,0	1,6	14,6
Dotations	447,3	0,0	0,0	18,5	0,0	0,0	0,0	24,3	0,0	0,0	6,7	496,8
TOTAL	2 497,3	591,6	1 385,0	238,0	714,2	268,8	185,1	211,7	54,1	243,3	55,5	6 444,7

Tableau 1b. - Recettes et dépenses totales de protection sociale pour 2001 et 2002 (en millions EUR)

	Assurance pensions	Assurances pensions statutaires	Assurance maladie	Assurance dépendance	Caisse nationale des prestations familiales	Fonds pour pour l'emploi	Fonds national de solidarité	Assurance accidents	Continuation de rémunération	Aides et secours	Autres régimes	TOTAL
2001												
Recettes												
Cotisations employeurs	628,2	369,9	290,3	0,0	32,7	0,0	0,0	125,3	41,6	0,0	0,0	1 487,9
Cotisations personnes protégées	726,6	119,4	382,2	112,7	0,3	0,0	0,0	6,0	0,0	0,0	25,6	1 372,7
Cotisations réacheminées	26,6	0,0	74,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	101,9
Recettes fiscales	724,9	0,0	465,9	87,1	515,6	170,3	88,5	27,9	0,0	219,3	0,1	2 299,6
Transferts entre régimes	3,3	29,4	0,0	0,0	25,6	22,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	80,4
Autres recettes	203,1	0,0	15,3	5,0	0,8	6,2	0,2	12,1	0,0	0,0	25,3	268,0
Prélèvements	0,0	0,0	2,9	0,0	0,0	0,0	0,0	2,6	0,0	0,0	3,0	8,5
TOTAL	2 312,7	518,8	1 231,3	204,7	575,0	198,5	88,6	174,5	41,6	219,3	54,0	5 618,9
Dépenses												
Prestations en espèces	1 570,6	503,0	174,0	13,1	566,4	149,7	81,6	128,5	37,6	28,7	18,9	3 272,1
Prestations en nature	0,1	0,0	933,7	163,4	0,0	0,0	0,0	27,3	0,0	190,6	20,0	1 335,0
Cotisations réacheminées	47,4	12,4	18,7	1,0	0,9	11,1	4,4	2,0	4,0	0,0	0,0	101,9
Frais de fonctionnement	15,4	0,0	37,5	2,5	6,7	0,0	2,2	7,1	0,0	0,0	5,6	76,9
Transferts entre régimes	44,3	3,3	3,0	0,0	0,9	25,6	0,3	2,9	0,0	0,0	0,0	80,4
Autres dépenses	15,4	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,8	0,0	0,0	0,1	16,5
Dotations	619,5	0,0	64,2	24,8	0,0	12,1	0,2	5,8	0,0	0,0	9,4	736,1
TOTAL	2 312,7	518,8	1 231,3	204,7	575,0	198,5	88,6	174,5	41,6	219,3	54,0	5 618,9
2002												
Recettes												
Cotisations employeurs	648,6	390,1	299,2	0,0	35,2	0,0	0,0	143,8	48,1	0,0	0,0	1 565,0
Cotisations personnes protégées	761,7	123,5	393,6	120,4	0,4	0,0	0,0	6,4	0,0	0,0	26,2	1 432,3
Cotisations réacheminées	30,1	0,0	78,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	109,1
Recettes fiscales	755,4	0,0	483,1	87,9	613,7	174,4	91,6	29,4	0,0	237,9	0,1	2 473,3
Transferts entre régimes	2,0	24,2	0,0	0,0	17,5	26,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	70,1
Autres recettes	186,7	0,0	18,8	4,8	0,9	3,9	0,0	9,8	0,0	0,0	22,8	247,6
Prélèvements	0,0	0,0	24,0	10,0	0,0	2,9	0,1	2,8	0,0	0,0	3,0	42,7
TOTAL	2 384,6	537,8	1 297,0	223,0	667,7	207,5	91,7	192,8	48,1	237,9	52,1	5 940,1
Dépenses												
Prestations en espèces	1 740,3	522,8	199,4	12,1	658,3	177,3	84,2	136,8	43,5	29,6	18,8	3 623,2
Prestations en nature	0,1	0,0	1 015,3	178,4	0,0	0,0	0,0	29,6	0,0	208,3	17,7	1 449,5
Cotisations réacheminées	48,9	12,9	21,4	1,0	1,0	12,6	4,5	2,1	4,6	0,0	0,0	109,1
Frais de fonctionnement	16,4	0,0	40,0	2,4	7,3	0,0	2,6	7,3	0,0	0,0	6,3	82,4
Transferts entre régimes	43,4	2,0	3,0	0,0	1,0	17,5	0,3	2,8	0,0	0,0	0,0	70,1
Autres dépenses	16,7	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5	0,0	0,0	0,1	17,7
Dotations	518,7	0,0	17,6	29,1	0,0	0,0	0,0	13,6	0,0	0,0	9,1	588,1
TOTAL	2 384,6	537,8	1 297,0	223,0	667,7	207,5	91,7	192,8	48,1	237,9	52,1	5 940,1

4. Comparaison internationale

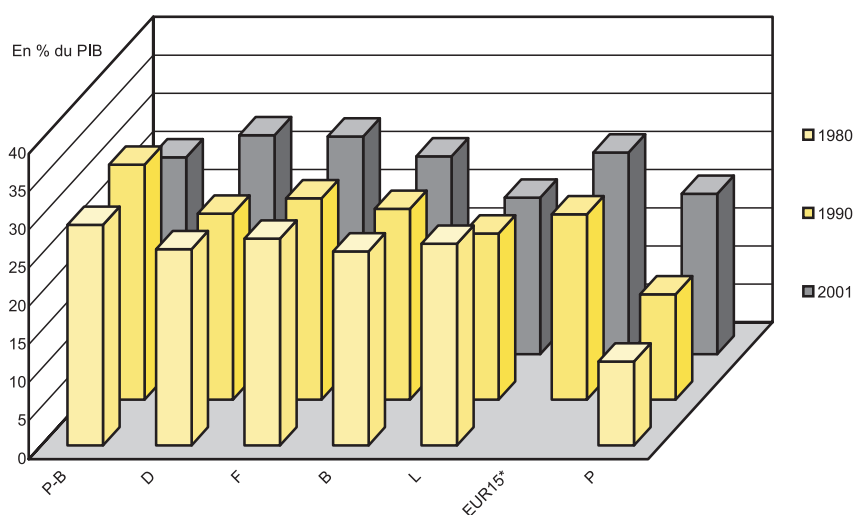
4.1. Caractéristiques générales

Les prestations de protection sociale continuent leur croissance sur un rythme soutenu au cours de ces dernières années du XXe siècle. En 2001 ces prestations sociales s'élèvent dans les 15 Etats membres de l'Europe à 2 239 milliards EUR et absorbent 26,4% du PIB contre 24,3% en 1990. Cette moyenne masque les écarts importants qui subsistent d'un Etat membre à l'autre. Par contre, les disparités entre Etats diminuent, alors que l'effort constant pour tisser un filet de protection sociale plus complet va de pair avec les initiatives multiformes de maîtrise et de freinage des prestations pour endiguer l'augmentation persistante des prélèvements. La Commission Européenne estime dans son Rapport sur la protection sociale en Europe 2002, "que l'augmentation de 1,9 points en pourcentage du PIB reflète en partie le ralentissement de la croissance du PIB qui n'atteignait pas 1% par an au cours de la période 1990 à 1993".

En dépit des variétés des conceptions qui ont présidé à la constitution et au développement des systèmes nationaux de protection sociale, il est possible de comparer l'ampleur des dépenses de protection sociale, leur évolution et leur financement au niveau des pays de l'Union Européenne à partir de la série statistique SESPROS recueillie par l'Office Statistique des Communautés Européennes - EUROSTAT - auprès des bureaux nationaux de statistiques.

Une nouvelle méthodologie a été élaborée par EUROSTAT et publiée en 1996. Tout en conservant la structure initiale du champ d'observation de la protection sociale, la nouvelle version est caractérisée à la fois par une souplesse accrue dans la nomenclature en combinant divers critères de regroupement des régimes compétents pour servir les prestations sociales, et par une plus grande précision dans la séparation des fonctions et des types de prestations. Les données de 1991 à 2001 qui viennent d'être publiées sur l'initiative d'EUROSTAT répondent aux exigences de la nouvelle méthodologie et couvrent les 15 pays membres de l'Union Economique Européenne et de l'Espace Economique Européen. En ce qui concerne les résultats de l'enquête des lacunes persistent, partiellement en raison de différences dans les législations nationales et des difficultés de recenser les prestations ce qui entache la valeur de la comparaison. Ainsi dans certains Etats les pensions complémentaires allouées aux retraités ont déjà reçu un cadre légal et les dépenses sont recensées dans la statistique; dans d'autres pays des estimations sont fournies quant aux indemnités versées par les employeurs à leurs salariés en cas de maladie. Avec la nouvelle loi sur les pensions complémentaires le Luxembourg disposera à l'avenir d'éléments suffisants pour incorporer ces données dans le cadre statistique.

Graphique 8. - Prestations de protection sociale en % du PIB



Source EUROSTAT

Plusieurs pays disposent de données conformes à la nouvelle méthodologie jusqu'en 1980, de sorte qu'un aperçu historique peut être joint à l'analyse sur l'époque plus récente 1991 à 2001. Aujourd'hui les disparités constatées dans le passé persistent, tant en ce qui concerne la part de la richesse nationale consacrée aux transferts sociaux, que la répartition des dépenses vers les fonctions santé, vieillesse, chômage et famille. (Pour les besoins d'une meilleure comparaison et d'un allègement des tableaux, les fonctions ont été rassemblées en 5 groupes: santé avec la maternité et l'invalidité, vieillesse-survie, chômage, famille et logement, exclusion sociale et divers.) Les tendances communes continuent aussi à s'affirmer et pour tous les pays les dépenses sont orientées vers la hausse sur la période historique

tant en valeur absolue qu'en termes de comparaison avec le PIB, dès lors que les pays de l'Europe occidentale doivent affronter les mêmes défis de société tels le vieillissement de la population, la mutation des structures économiques et la marginalisation. La Commission Européenne constate encore dans son Rapport sur la protection sociale en Europe 2003, "que les indicateurs recueillis semblent confirmer que l'Union et ses Etats membres ont décidé de continuer à suivre une approche visant au maintien de la solidarité et de la cohésion sociale".

Tableau 2. - Prestations de protection sociale en% du PIB

Pays	1980	1990	1995	2000	2001*)
Belgique	25,4	25,0	26,7	25,2	25,9
Danemark	27,1	29,4	31,3	28,3	28,6
Allemagne	25,7	24,4	27,8	28,5	28,7
Grèce	-	21,8	21,5	25,5	26,5
Espagne	17,1	20,0	21,3	19,7	19,6
France	27,1	26,4	29,0	28,3	28,5
Irlande	20,1	18,3	18,1	13,5	14,0
Italie	18,2	23,9	23,9	24,3	24,6
Luxembourg	26,4	21,8	22,7	19,5	20,5
Pays-Bas	28,9	30,8	29,2	25,7	25,8
Portugal	11,0	13,8	18,5	20,5	21,0
Royaume-Uni	-	22,2	27,1	26,2	26,3
Autriche	25,4	25,9	28,7	27,5	27,6
Finlande	18,7	24,2	30,9	24,7	25,0
Suède	-	27,1	34,6	30,1	30,7
EUR 15	-	24,3	27,1	26,2	26,4

Source: EUROSTAT

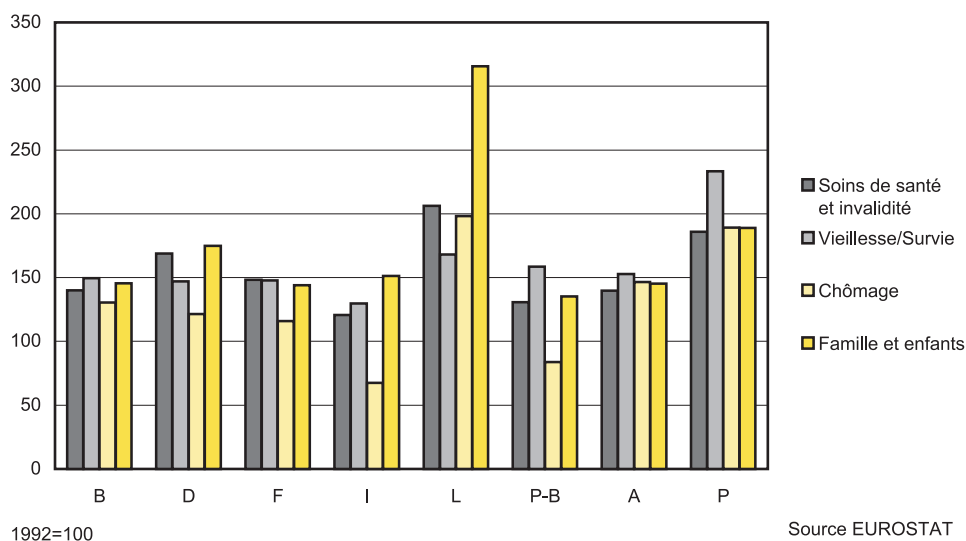
*) Estimation.

Au cours des années plus récentes de 1995 à 2001 les prestations ont légèrement régressé par rapport au PIB notamment dans les pays qui consacraient le plus de richesses au social.

Le rythme d'accroissement des dépenses a été plus vif durant la période 1990 à 1995 pour décélérer suite aux efforts multiformes entrepris dans de nombreux pays pour tenter de maîtriser les dépenses sociales. Les aspirations des pays pour faire partie de la zone euro et satisfaire les critères de Maastricht quant aux limites de déficit public, et donc de la sécurité sociale, ont contribué à modérer la progression des dépenses.

Les ratios entre les prestations sociales et le PIB (établi selon la version SEC95) demeurent très différents en 2001 (voir tableau 1 et graphique 1) et varient de 14% du PIB environ pour l'Irlande et 21% pour le Portugal, à plus de 28% pour l'Allemagne, la France et le Danemark et dépassent les 31% pour la Suède. Le niveau de 20,5% du PIB pour le Luxembourg en 2001 n'est pas comparable avec d'autres sources, puisque l'examen ne porte pas sur les dépenses courantes mais sur les seules prestations, négligeant par-là les dépenses diverses et les frais d'administration.

Graphique 9. - Prestations sociales - Evolution par fonction 1992-2001



L'amplification du volume des prestations sociales à travers le temps peut être observée pour chaque pays sur base de la valeur monétaire nationale ; le rythme d'accroissement en termes réels, c'est-à-dire rapporté à l'indice général du coût de la vie du pays, dépasse 8% par an pour le Portugal sur la période 1990-2001, se situe autour de 4,6% pour l'Allemagne et à plus de 5% pour l'Irlande, la Grèce et le Luxembourg. Par contre, le taux annuel de seulement 1,5% pour les Pays-Bas témoigne d'un réel effort pour stabiliser l'augmentation des dépenses à un rythme inférieur à l'expansion économique, et le taux de progression de 2,2% pour l'Italie pour la période observée contraste avec le rythme de 7,8% sur l'intervalle 1980-2001.

Tableau 3. - Prestations sociales - Evolution par fonction 1992-2001 (1992=100)

Prestations de protection sociale
par habitant en SPA

Pays	Santé Invalidité ¹⁾	Vieillesse Survie ¹⁾	Chômage ¹⁾	Famille Enfants ¹⁾	1992	2001*)
Belgique	139,9	149,5	130,5	145,4	4 924,0	6 888,0
Danemark	168,8	163,3	90,5	164,5	5 288,0	7 805,0
Allemagne	137,5	147,1	121,4	174,8	5 007,0	7 329,0
Grèce	213,5	213,6	288,5	205,5	2 021,0	3 971,0
Espagne	130,2	142,2	84,1	194,6	2 802,0	3 867,0
France	148,3	147,8	115,8	144,0	5 218,0	7 266,0
Irlande	251,5	173,7	99,8	219,4	2 554,0	3 875,0
Italie	120,8	129,6	67,4	151,2	4 534,0	6 186,0
Luxembourg	206,2	168,1	198,3	315,7	6 542,0	10 559,0
Pays-Bas	130,6	158,6	83,9	135,3	5 418,0	7 392,0
Portugal	186,0	233,3	189,1	188,9	1 874,0	3 644,0
Royaume-Uni	210,0	204,5	75,7	161,0	4 312,0	6 181,0
Autriche	139,7	152,9	146,4	145,2	5 006,0	7 464,0
Finlande	122,2	140,7	91,7	117,2	4 336,0	5 622,0
Suède (1993-2001)	145,9	124,9	57,2	91,1	5 597,0	7 065,0
EUR 15 (1993-2001) ²⁾	144,4	147,6	90,7	145,5	4 505,0	6 405*)

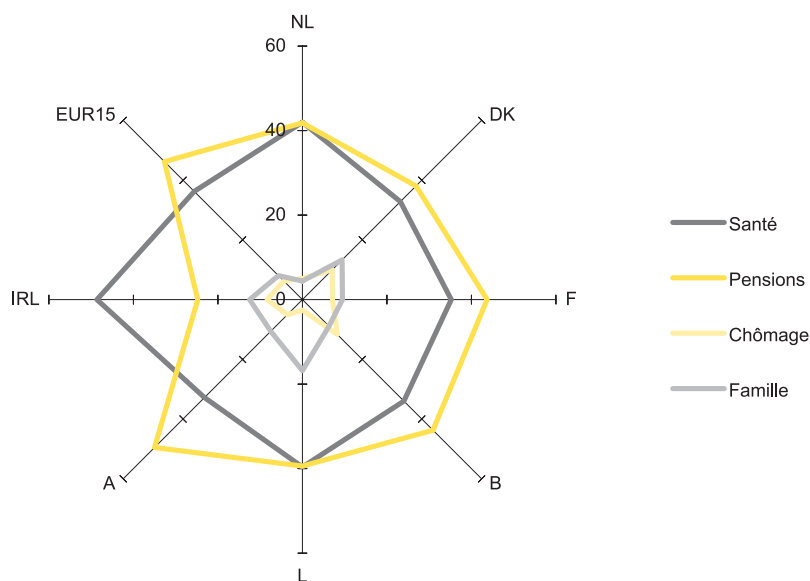
*) Estimation.

1) Variation nominale - monnaie nationale.

2) Base ECU ou EUR - Estimation.

Source: EUROSTAT - base ECU.

Graphique 10. - Prestations sociales - Evolution par fonction 1990-2001

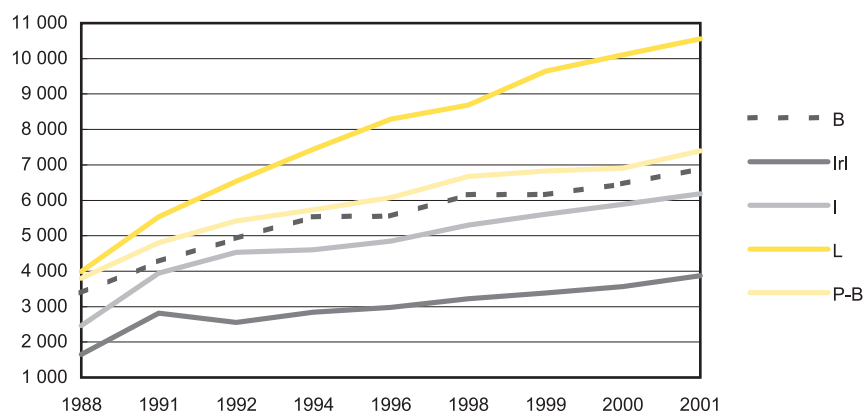


4.2. Structure et évolution des prestations sociales

En ce qui concerne la répartition des types de prestations dans l'Union européenne en 2001 (voir aussi les tableau 2 et graphique 2), la plus grande part est consacrée aux pensions de vieillesse et de survie avec 46,1% du total des transferts sociaux, soit 13% du PIB, avec une amplitude de 24,8% en Irlande à 63,4% en Italie.

A la rubrique des soins de santé et indemnités en cas de maladie et maternité, qui inclut aussi les prestations servies en cas d'accidents, de maladies professionnelles et d'invalidité, la dépense absorbe 36,2% du total dans l'UE ; l'écart entre les pays est plus serré avec 30,8% pour la Grèce, 32,8% pour le Danemark, 43,6% pour le Portugal et 48,6 pour l'Irlande, alors que les autres pays se situent autour de la moyenne communautaire; cette dispersion est illustrée par le graphique 3. Les prestations de chômage et de la promotion de l'emploi, qui comprennent d'après la nouvelle méthodologie les préretraites, ont connu la croissance la plus élevée au cours de la période passant de 7,5% du total des prestations en 1990 à 8,4% en 1995 pour revenir à 6,4% en 2001; ceci se traduit par une progression annuelle de 4,2% pour la période décennale avec une augmentation moyenne de 9,8% durant la 1ère période 1990 à 1995 et de moins 1% sur 1995 à 2001. Les montants cachent cependant beaucoup de mesures prises dans le cadre des plans pour l'emploi qui ne tombent pas sous la définition des prestations sociales. Au regard de cette forte expansion, les fonctions santé et vieillesse restent quelque peu en retrait.

Graphique 11. - Prestations par habitant en SPA



A l'encontre des autres pays où la hausse vive des prestations se concentre davantage sur une rubrique, le Luxembourg occupe dans la comparaison une place à part alors que chacune a augmenté de façon significative; entre 1991 et 2001 les dépenses pour la vieillesse ont été multipliées par 1,9, par 2,1 et même par 3,2 pour respectivement la santé et la famille, ce qui équivaut à une progression annuelle de 7,9% qui dépasse largement la moyenne communautaire (5,9%).

Une comparaison entre pays sur les prestations de protection sociale exprimées en SPA (Standard de pouvoir d'achat) par habitant pour la période 1992 à 2001 confirme les tendances fondamentales déjà observées (voir graphique 4 et tableau 2). L'utilisation des taux des SPA donne comme résultat des valeurs qui sont directement comparables en terme de pouvoir d'achat des ménages et offre une échelle de comparaison plus significative en atténuant l'effet défavorable d'un taux de change entre monnaies fixé sur les marchés financiers. La méthode de détermination a été revue à la lumière du basculement vers l'euro et les indices ont été recalculés rétroactivement jusqu'en 1991. Pour le Luxembourg cependant, aucune comparaison sur un montant par habitant n'est appropriée car le nombre de personnes protégées par l'assurance maladie excède déjà le nombre des habitants et les nombreux bénéficiaires de pensions ou d'allocations familiales qui résident à l'étranger devraient aussi être pris en compte avec leurs membres de famille. Aussi la part des versements à l'étranger continue à s'amplifier tant au niveau de la fonction santé qu'au niveau de la fonction vieillesse/survie et de la famille, de sorte que la référence à la population résidente utilisée dans une comparaison internationale, tend à exagérer le niveau de la couverture sociale dans le pays où la population protégée dépasse la population résidente (voir les chapitres assurance maladie et emploi).

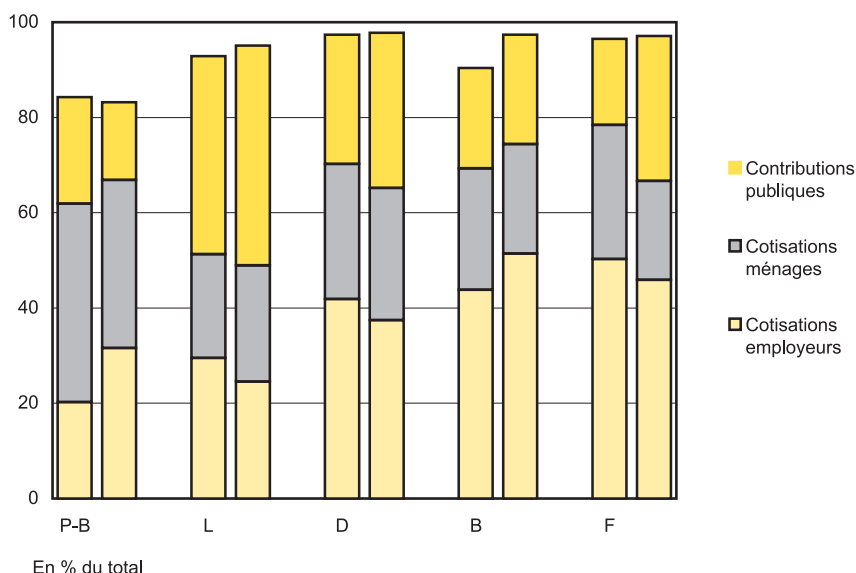
Même sur cette courte période de neuf ans l'accroissement des prestations sur base des SPA par habitant est remarquable alors qu'il atteint 154 % au Portugal, 87% en Grèce, 70% et plus en Irlande, Danemark et au Royaume-Uni, mais seulement 45% en Italie et 40% aux Pays-Bas qui ont concentré leurs efforts sur la réorganisation de l'assurance maladie et sur la réorientation des prestations en matière d'invalidité.

Le montant moyen des prestations exprimé en SPA par habitant de 6 155 en 2001 contre 3 932 en 1991 reflète encore une grande disparité des dépenses entre les pays.

4.3. Les sources de financement

Pour huit pays de l'Union Européenne les cotisations représentent plus de deux tiers des recettes de protection sociale alors que le financement est généralement mixte et comprend des cotisations sur les salaires à charge des employeurs et travailleurs, les subventions des pouvoirs publics et accessoirement les revenus du placement.

Graphique 12. - Répartition des recettes 2002 et 2001 en % du PIB



La répartition des sources de financement reflète encore la diversité des mécanismes de prélèvement en vigueur dans les pays. La prépondérance des contributions publiques pour la couverture des pensions et des prestations de santé, comme au Danemark et en Irlande s'oppose à un prélèvement en majorité par cotisations opéré dans les autres pays (tableau 3 et graphique 5) mais le plus souvent le financement est mixte; l'Etat complète les ressources en cotisations dans la branche maladie en Belgique, Grèce, Irlande, Luxembourg, Autriche, Finlande et au Royaume-Uni. Il en est de même pour la branche vieillesse et les prestations de chômage, tandis que le financement des prestations familiales est à la charge exclusive des pouvoirs publics dans dix pays sauf en Belgique, Grèce, Espagne, Italie et au Portugal.

Le souci de maintenir les cotisations d'employeur au niveau du passé ou même de les réduire, a incité les pays à rechercher d'autres formes de financement et à réévaluer l'équilibre entre cotisations sociales et taxation ou à déplacer le poids des cotisations vers les salariés qui ont bénéficié, en guise de compensation, d'une majoration des salaires.

Dans la plupart des pays la répartition des sources de financement est dès lors soumise à des changements parfois importants. Si le poids essentiel des cotisations continue à reposer sur les employeurs pour l'ensemble de l'Union Européenne, le fléchissement de la part des cotisations d'employeur reste le trait marquant de cette période 1990-2001: en termes relatifs, cette source de financement a augmenté seulement dans trois pays. Cette évolution va de pair avec une hausse significative des contributions publiques témoignant ainsi d'une fiscalisation rampante de la protection sociale dont la tendance s'est quelque peu infléchie en 2001.

Tableau 4. - Répartition des recettes 2001 en % du total

Pays	Cotisations		Contribution publique	Autres recettes	Total
	Employeur	Ménages			
Belgique	51,4	23,0	23,0	2,6	100,0
Danemark	9,3	21,1	62,6	7,0	100,0
Allemagne	37,4	27,8	32,6	2,2	100,0
Grèce	38,5	23,5	27,8	10,2	100,0
Espagne	52,9	16,3	26,7	4,1	100,0
France	45,9	20,8	30,4	2,8	100,0
Irlande	24,8	14,5	58,3	2,3	100,0
Italie	42,4	14,6	41,1	1,8	100,0
Luxembourg	24,5	24,4	46,2	4,9	100,0
Pays-Bas	31,6	35,3	16,3	16,8	100,0
Portugal	36,4	18,0	37,8	7,8	100,0
Royaume-Uni	30,5	19,5	48,2	1,7	100,0
Autriche	37,5	27,2	34,1	1,2	100,0
Finlande	38,8	11,6	42,8	6,9	100,0
Suède	43,4	9,1	45,1	2,3	100,0
EUR15	38,8	21,7	36,0	3,4	100,0

Source: EUROSTAT.

La moyenne européenne reflète d'ailleurs parfaitement la tendance observée mais masque cependant certaines particularités. Quelques pays comme le Danemark et les Pays-Bas ont par contre réussi à réduire la part des interventions des pouvoirs publics en faveur de l'augmentation de cotisations. La contribution de l'Etat (voir tableau 3 et graphique 5) varie de 16,3% pour les Pays-Bas à 58,3% pour l'Irlande et 62,6% pour le Danemark, mais elle régresse au Danemark de même qu'en Grèce où elle revient de 33% en 1990 à 27,8% en 2001 du total des ressources. Traditionnellement, les cotisations d'employeur l'emportent sur les cotisations des ménages dans tous les pays, excepté aux Pays-Bas. Les autres recettes formées essentiellement par des revenus des réserves placées sont parfois négligeables sauf en Grèce et aux Pays-Bas avec un taux se situant dans une fourchette de 10 % à 17% et dans une moindre mesure au Luxembourg avec 4,9% du total des recettes de 2001.

Au niveau de l'équilibre des opérations courantes des recettes et dépenses de protection sociale y compris les coûts administratifs, il est rare que les systèmes soient en déficit global en raison des réserves qu'entretiennent certains régimes pour faire face aux aléas conjoncturels. C'est particulièrement vrai pour les pays où le financement des retraites repose en partie sur un système de capitalisation comme aux Pays-Bas, les recettes étant alors davantage déterminées par rapport aux engagements futurs que par les dépenses présentes. Ces excédents ponctuels masquent d'une certaine manière tant les déficits actuariels de ces régimes que les déficits pouvant subsister au niveau des autres branches.

5. Protection sociale dans l'Union Européenne

5.1. Remarques préliminaires et sources statistiques

Les tableaux statistiques de ce chapitre donnent un aperçu sur les statistiques de protection sociale au niveau de quinze Etats membres de l'Union Européenne; ils ont été repris des publications spécifiques de l'Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT) et du Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (STATEC), Luxembourg.

Il convient de relever que les données chiffrées qui suivent se rapportent aux années 1990, 1995, 1998, 1999, 2000 et 2001.

Les tableaux présentés ci-après se rapportent:

- au compte général des recettes et des dépenses sociales, libellées en EUR (ECU pour les années antérieures), de 15 Etats membres de l'Union Européenne;
- à la répartition fonctionnelle des prestations sociales exprimées, d'une part, en montants absolus et en EUR (ECU pour les années antérieures) et, d'autre part, en pour cent du total.

Les lecteurs qui désirent juxtaposer les statistiques de la protection sociale à des agrégats macroéconomiques ou qui, en vue d'une comparaison internationale, veulent exprimer les dépenses sociales uniformément en francs luxembourgeois, trouveront les éléments nécessaires à de tels calculs dans un tableau récapitulatif.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE ET SOURCES

Publications de la Commission Européenne

Série jaune EUROSTAT Population et conditions sociales

Thème 3

Collection Méthodes

- Manuel SESPROS - Méthodologie, 1996

Collection Tableaux détaillés

- Dépenses et recettes de protection sociale 1991-2001; édition 2004

- Statistiques démographiques 2001; édition 2001

Collection Etudes et analyses

- Recueil statistique sur la protection en Europe; tomes 1 à 8

Collection Statistiques en bref

- La protection sociale : dépenses de prestations en espèces et en nature -2004/3

- La protection sociale : Les prestations familiales en espèces 2003/19

- Dépenses de pensions, 2004/8

- Enquêtes sur les forces de travail - résultats 2003; édition 14/2004

Commission Européenne - La situation sociale dans l'UE (2003) - Luxembourg 2003

Rapport sur l'inclusion sociale - Luxembourg 2003

Emploi en Europe 2003 - Evolution récente et perspectives - Luxembourg 2003.

5.2.Tableaux concernant la protection sociale dans les Etats membres de l'Union Européenne

Tableau 5. - Protection sociale dans les Etats membres de l'Union Européenne (en millions EUR/ECU)
RECETTES COURANTES (sans transferts) **)

RECETTES COURANTES	Année	Deutschland*)	France	Italia	Nederland	Belgique België	Luxembourg	United Kingdom	Ireland	Danemark	Espagne	Portugal	Autriche
1.Cotisations sociales d'employeurs	1995	222 275	169 534	107 033	23 506	30 206	914	64 348	2 200	4 951	49 016	6 404	19 596
	1998	216 307	183 210	121 393	34 335	34 663	1 001	95 966	2 973	4 616	57 381	7 655	20 339
	1999	221 901	192 665	124 562	36 498	36 931	1 063	106 386	3 341	4 995	62 109	8 379	21 348
	2000	233 867	198 888	130 333	39 479	39 552	1 185	130 272	3 885	5 115	71 124	9 209	21 949
	2001	237 017	207 100	136 177	43 019	40 742	1 322	135 510	4 485	5 572	77 054	10 125	23 065
2.Cotisations sociales de personne protégée	1995	159 071	98 576	36 884	47 865	13 648	772	58 922	1 380	6 674	16 744	3 160	13 761
	1998	166 486	80 214	40 233	42 226	15 408	890	89 093	1 684	9 531	19 081	3 791	14 691
	1999	170 222	84 433	42 632	48 072	16 105	1 053	90 683	2 043	10 390	20 307	4 157	15 347
	2000	173 950	89 232	45 349	51 099	17 591	1 142	98 199	2 350	11 363	22 145	4 505	15 873
	2001	176 505	93 812	46 962	47 957	18 190	1 319	86 683	2 611	12 616	23 688	4 990	16 733
3.Contributions publiques courantes	1995	157 586	77 087	63 856	19 095	16 081	1 662	127 821	6 185	33 826	29 700	5 683	18 959
	1998	180 153	122 791	103 625	18 996	17 299	1 854	162 915	7 582	34 257	31 305	8 124	18 758
	1999	197 859	126 342	112 165	18 923	18 692	2 032	177 797	8 253	35 228	33 920	9 001	20 040
	2000	200 389	132 496	123 464	19 302	17 989	2 246	202 094	9 054	35 748	36 768	10 129	20 742
	2001	206 554	137 132	132 136	22 118	18 221	2 495	214 140	10 479	37 444	38 849	10 517	20 970
4.Autres recettes courantes	1995	14 426	12 694	4 969	21 493	1 780	185	2 268	84	3 069	2 637	2 591	473
	1998	15 062	10 656	6 135	23 875	2 093	178	3 132	142	3 325	3 579	2 089	629
	1999	13 196	11 725	8 844	24 002	2 087	170	4 509	161	3 441	4 728	2 144	571
	2000	13 612	12 126	6 143	24 344	1 773	218	5 216	238	3 755	5 396	2 049	627
	2001	14 069	12 812	5 839	22 862	2 072	263	7 709	422	4 164	5 978	2 160	731
5.Total sans transferts	1995	553 358	357 891	212 742	111 959	61 715	3 533	253 359	9 849	48 520	98 097	17 838	52 789
	1998	578 008	396 871	271 386	119 432	69 463	3 923	351 106	12 381	51 729	111 346	21 659	54 417
	1999	603 178	415 165	288 203	127 495	73 815	4 318	379 375	13 798	54 054	121 064	23 681	57 306
	2000	621 818	432 742	305 289	134 224	76 905	4 791	435 781	15 527	55 981	135 433	25 892	59 191
	2001	634 145	450 856	321 114	135 956	79 225	5 399	444 042	17 977	59 796	145 569	27 792	61 499

Source: EUROSTAT.

*) A partir de 1991 données de l'Allemagne réunifiée.

**) Nouvelle méthodologie.

Tableau 6. - Protection sociale dans les Etats membres de l'Union Européenne (en millions EUR/ECU)
DEPENSES COURANTES (sans transferts) **)

DEPENSES COURANTES	Année	Deutschland*)	France	Italia	Nederland	Belgique België	Luxembourg	United Kingdom	Ireland	Danemark	Espagne	Portugal	Autriche
1. Prestations de protection sociale	1995	522 140	344 692	200 183	92 661	56 287	3 164	233 818	9 220	43 146	95 545	16 589	51 973
	1998	541 644	375 076	257 979	93 858	58 438	3 531	328 086	11 442	45 309	105 603	19 387	52 087
	1999	564 806	388 223	269 592	98 271	60 988	3 942	348 080	12 529	47 320	111 436	21 359	55 347
	2000	578 811	401 885	283 368	103 325	62 490	4 147	408 235	13 880	48 698	120 020	23 720	56 919
	2001	595 541	419 881	299 543	110 577	65 633	4 512	419 953	16 006	50 880	127 872	25 837	58 659
2. Frais de fonctionnement	1995	19 292	14 441	5 795	4 599	2 266	94	8 709	401	1 229	2 344	530	913
	1998	19 610	15 832	6 936	4 630	2 387	97	10 799	536	1 270	2 482	595	886
	1999	19 653	16 367	7 420	4 844	2 525	96	11 667	589	1 360	2 627	646	940
	2000	20 138	16 858	8 225	5 567	2 384	102	12 171	654	1 411	2 682	699	982
	2001	21 757	17 465	9 027	6 173	2 541	103	12 744	709	1 502	2 831	798	956
3. Autres dépenses courantes	1995	1 278	5 251	2 067	750	923	19	2 154	11	0	779	1 171	684
	1998	1 093	4 434	2 160	1 552	914	37	3 129	17	0	342	2 159	670
	1999	1 200	4 483	2 613	1 471	952	32	3 075	19	0	408	2 393	645
	2000	1 323	4 361	2 733	1 367	1 455	60	2 732	18	0	417	2 155	692
	2001	1 405	4 780	3 364	1 824	1 572	46	2 763	27	0	279	2 779	774
4. Total sans transferts	1995	542 710	364 384	208 045	98 010	59 476	3 277	244 681	9 632	44 375	98 668	18 290	53 570
	1998	562 347	395 342	267 075	100 040	61 739	3 665	342 014	11 995	46 579	108 427	22 141	53 643
	1999	585 659	409 073	279 625	104 586	64 465	4 070	362 822	13 137	48 680	114 471	24 398	56 932
	2000	600 272	423 104	294 326	110 259	66 309	4 309	423 138	14 552	50 109	123 119	26 574	58 593
	2001	618 703	442 126	311 934	118 574	69 746	4 661	435 460	16 742	52 382	130 982	29 414	60 389

Source: EUROSTAT.

*) A partir de 1991 données de l'Allemagne réunifiée.

**) Nouvelle méthodologie.

Tableau 7. - Répartition fonctionnelle des prestations de protection sociale exprimées en montants absolus (en millions EUR/ECU)
dans les Etats membres de l'Union Européenne

Prestations de protection sociale	Année	Deutschland*)	France	Italia	Nederland	Belgique België	Luxembourg	United Kingdom	Ireland	Danemark	Espagne	Portugal	Autriche
1. Maladie / Soins de santé Invalidité / Maternité Accidents du travail / Maladies proessionnelles	1995	197 799	117 720	60 415	38 049	18 272	1 187	81 697	3 785	12 283	34 388	6 875	18 013
	1998	195 648	127 966	76 914	37 540	19 137	1 327	116 375	4 894	13 979	38 927	8 578	17 830
	1999	203 832	131 988	80 404	40 296	20 411	1 582	122 794	5 672	14 997	41 698	9 435	18 860
	2000	209 679	139 763	88 145	42 461	20 919	1 609	139 658	6 450	15 662	44 975	10 606	18 833
	2001	217 490	147 661	95 464	46 445	22 355	1 788	157 496	7 787	16 666	47 986	11 276	19 237
2. Vieillesse / Survie	1995	222 787	150 066	126 992	35 188	24 237	1 426	100 844	2 441	16 252	41 975	6 615	24 498
	1998	229 035	164 780	165 214	38 445	25 698	1 524	148 155	2 949	17 363	48 022	8 558	25 561
	1999	237 630	171 512	172 979	41 037	26 867	1 585	161 401	3 163	18 001	50 679	9 550	26 829
	2000	244 398	176 546	179 113	43 854	27 687	1 653	199 098	3 526	18 547	55 480	10 605	27 919
	2001	252 799	183 672	186 535	46 253	28 709	1 778	195 348	3 976	19 328	57 955	11 829	29 038
3. Famille / Enfants	1995	39 170	34 429	6 437	4 241	4 935	415	20 810	1 102	5 340	1 896	856	5 764
	1998	54 168	36 855	9 376	4 188	5 296	510	28 775	1 499	5 878	2 626	1 009	5 225
	1999	58 802	38 201	10 027	4 222	5 400	614	27 475	1 618	6 158	2 829	1 106	5 674
	2000	61 058	38 868	10 765	4 716	5 599	689	28 070	1 805	6 394	3 059	1 284	6 152
	2001	61 644	40 057	11 982	4 875	5 861	757	28 446	1 994	6 742	3 280	1 458	6 212
4. Placement / Chômage	1995	47 191	27 128	6 102	9 193	7 319	98	13 031	1 412	6 370	15 725	876	2 956
	1998	47 366	28 458	6 159	6 820	7 380	120	10 995	1 452	5 284	13 987	909	2 905
	1999	49 636	28 643	5 736	5 903	7 387	119	11 796	1 394	5 277	14 105	796	3 013
	2000	48 809	28 658	4 791	5 310	7 300	134	12 311	1 340	5 132	14 519	881	2 868
	2001	48 752	29 861	4 795	5 526	7 663	115	12 112	1 329	5 093	16 516	940	2 930
5. Logement / Exclusion sociale non classée ailleurs	1995	15 193	15 348	237	5 992	1 523	38	17 436	480	2 938	1 561	84	743
	1998	15 428	17 018	316	6 864	927	48	23 788	648	2 805	2 041	259	773
	1999	14 905	17 879	446	6 810	923	42	24 615	681	2 886	2 123	352	972
	2000	14 867	18 051	554	6 984	983	62	26 097	759	2 963	1 988	344	1 148
	2001	14 855	18 630	767	7 478	1 045	74	26 551	922	3 052	2 136	334	1 242
6. Total des prestations sociales	1995	522 140	344 691	200 183	92 663	56 286	3 164	233 818	9 220	43 183	95 545	15 306	51 974
	1998	541 645	375 077	257 979	93 857	58 438	3 529	328 088	11 442	45 309	105 603	19 313	52 294
	1999	564 805	388 223	269 592	98 268	60 988	3 942	348 081	12 528	47 319	111 434	21 239	55 348
	2000	578 811	401 886	283 368	103 325	62 488	4 147	405 234	13 880	48 698	120 021	23 720	56 920
	2001	595 540	419 881	299 543	110 577	65 633	4 512	419 953	16 008	50 881	127 873	25 837	58 659

Source: EUROSTAT.
*) A partir de 1991 données de l'Allemagne réunifiée.

Tableau 7. - Répartition fonctionnelle des prestations de protection sociale exprimées en pour cent du total dans les Etats membres de l'Union Européenne

Prestations de protection sociale	Année	Deutschland*)	France	Italia	Nederland	Belgique België	Luxembourg	United Kingdom	Ireland	Danemark	Espagne	Portugal	Autriche
1. Maladie / Soins de santé Invalidité / Maternité Accidents du travail / Maladies proessionnelles	1995	37,9%	34,2%	30,2%	41,1%	32,5%	37,5%	34,9%	41,1%	28,4%	36,0%	44,9%	34,7%
	1998	36,1%	34,1%	29,8%	40,0%	32,7%	37,6%	35,5%	42,8%	30,9%	36,9%	44,4%	34,1%
	1999	36,1%	34,0%	29,8%	41,0%	33,5%	40,1%	35,3%	45,3%	31,7%	37,4%	44,4%	34,1%
	2000	36,2%	34,8%	31,1%	41,1%	33,5%	38,8%	34,5%	46,5%	32,2%	37,5%	44,7%	33,1%
	2001	36,5%	35,2%	31,9%	42,0%	34,1%	39,6%	37,5%	48,6%	32,8%	37,5%	43,6%	32,8%
	1995	42,7%	43,5%	63,4%	38,0%	43,1%	45,1%	43,1%	26,5%	37,6%	43,9%	43,2%	47,1%
2. Vieillesse / Survie	1998	42,3%	43,9%	64,0%	41,0%	44,0%	43,2%	45,2%	25,8%	38,3%	45,5%	44,3%	48,9%
	1999	42,1%	44,2%	64,2%	41,8%	44,1%	40,2%	46,4%	25,2%	38,0%	45,5%	45,0%	48,5%
	2000	42,2%	43,9%	63,2%	42,4%	44,3%	39,9%	49,1%	25,4%	38,1%	46,2%	44,7%	49,0%
	2001	42,4%	43,7%	62,3%	41,8%	43,7%	39,4%	46,5%	24,8%	38,0%	45,3%	45,8%	49,5%
	1995	7,5%	10,0%	3,2%	4,6%	8,8%	13,1%	8,9%	12,0%	12,4%	2,0%	5,6%	11,1%
	1998	10,0%	9,8%	3,6%	4,5%	9,1%	14,5%	8,8%	13,1%	13,0%	2,5%	5,2%	10,0%
3. Famille / Enfants	1999	10,4%	9,8%	3,7%	4,3%	8,9%	15,6%	7,9%	12,9%	13,0%	2,5%	5,2%	10,3%
	2000	10,5%	9,7%	3,8%	4,6%	9,0%	16,6%	6,9%	13,0%	13,1%	2,5%	5,4%	10,8%
	2001	10,4%	9,5%	4,0%	4,4%	8,9%	16,8%	6,8%	12,5%	13,3%	2,6%	5,6%	10,6%
	1995	9,0%	7,9%	3,0%	9,9%	13,0%	3,1%	5,6%	15,3%	14,8%	16,5%	5,7%	5,7%
	1998	8,7%	7,6%	2,4%	7,3%	12,6%	3,4%	3,4%	12,7%	11,7%	13,2%	4,7%	5,6%
	1999	8,8%	7,4%	2,1%	6,0%	12,1%	3,0%	3,4%	11,1%	11,2%	12,7%	3,7%	5,4%
4. Placement / Chômage	2000	8,4%	7,1%	1,7%	5,1%	11,7%	3,2%	3,0%	9,7%	10,5%	12,1%	3,7%	5,0%
	2001	8,2%	7,1%	1,6%	5,0%	11,7%	2,5%	2,9%	8,3%	10,0%	12,9%	3,6%	5,0%
	1995	2,9%	4,5%	0,1%	6,5%	2,7%	1,2%	7,5%	5,2%	6,8%	1,6%	0,5%	1,4%
	1998	2,8%	4,5%	0,1%	7,3%	1,6%	1,4%	7,3%	5,7%	6,2%	1,9%	1,3%	1,5%
	1999	2,6%	4,6%	0,2%	6,9%	1,5%	1,1%	7,1%	5,4%	6,1%	1,9%	1,7%	1,8%
	2000	2,6%	4,5%	0,2%	6,8%	1,6%	1,5%	6,4%	5,5%	6,1%	1,7%	1,5%	2,0%
5. Logement / Exclusion sociale non classée ailleurs	2001	2,5%	4,4%	0,3%	6,8%	1,6%	1,6%	6,3%	5,8%	6,0%	1,7%	1,3%	2,1%
	1995	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	1998	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	1999	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	2000	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	2001	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
6. Total des prestations sociales	1995	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	1998	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	1999	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	2000	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	2001	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	1995	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source: EUROSTAT.

*) A partir de 1991 données de l'Allemagne réunifiée.

Tableau 8. - Données économiques et démographiques

Année	Deutsch-land *)	France	Italie	Nederland	Belgique België	Luxembourg	United Kingdom	Ireland	Danemark	Espagne	Portugal	Autriche	EUR15 (Mrd ECU)
I. Agrégats de comptabilité nationale													
I.1. Produit intérieur brut (au prix du marché - en millions EUR)													
1990	1 182 261,2	957 587,2	867 836,2	231 772,1	155 310,6	9 179,5	780 894,8	37 247,8	105 047,9	401 685,8	54 417,4	57 000,0	5 197 905,6
1998	1 691 000,0	1 262 000,0	877 000,0	353 000,0	226 000,0	16 000,0	939 000,0	66 000,0	149 000,0	496 000,0	92 000,0	191 000,0	7 037 000,0
1999	1 991 000,0	1 299 000,0	889 000,0	367 000,0	232 000,0	17 000,0	959 000,0	72 000,0	152 000,0	516 000,0	95 000,0	195 000,0	7 208 000,0
2000	2 066 000,0	1 454 000,0	1 217 000,0	430 000,0	257 000,0	22 000,0	1 591 000,0	115 000,0	181 000,0	649 000,0	122 000,0	210 000,0	8 815 000,0
2001	2 064 000,0	1 454 000,0	1 217 000,0	430 000,0	257 000,0	22 000,0	1 591 000,0	115 000,0	181 000,0	649 000,0	122 000,0	210 000,0	8 812 000,0
2002	2 108 000,0	1 521 000,0	1 258 000,0	444 000,0	261 000,0	22 000,0	1 659 000,0	128 000,0	183 000,0	694 000,0	129 000,0	217 000,0	9 161 000,0
I.2. Revenu national net disponible (en millions EUR)													
1990	-	820 362,3	743 392,7	193 869,7	133 384,3	-	673 503,0	31 343,7	83 741,1	-	50 534,2	108 605,4	-
1995	1 574 705,7	1 011 738,5	713 722,2	270 750,3	183 816,4	12 725,3	756 214,4	41 438,7	112 381,2	389 459,5	71 623,0	151 721,1	5 607 768,2
1999	1 654 590,0	1 174 686,0	952 186,4	316 086,0	202 540,0	15 396,6	1 208 829,0	69 081,1	131 987,6	486 548,0	92 022,8	164 701,3	6 879 124,9
2000	1 698 000,0	1 218 654,0	1 000 771,9	339 536,0	212 513,0	15 816,2	1 382 015,8	78 449,7	137 081,4	520 235,0	95 957,0	173 059,6	7 316 366,3
2001	1 730 560,0	1 262 997,0	1 043 963,9	355 674,0	216 011,0	15 228,2	1 432 291,3	85 157,4	143 471,6	553 297,0	101 133,5	176 920,7	7 558 394,5
2002	1 746 530,0	1 298 401,0	1 075 335,9	361 646,0	223 408,0	-	1 496 802,0	90 984,2	147 071,9	589 862,0	106 641,8	182 513,3	7 800 984,3
I.3. Consommation finale nationale (en millions EUR)													
1990	-	743 146,3	674 625,3	169 333,7	117 523,4	-	643 407,1	28 134,8	78 386,6	308 722,5	44 270,6	94 822,9	-
1995	1 442 100,6	943 181,3	642 615,6	231 889,3	160 103,4	9 133,1	725 008,6	36 037,3	105 055,5	347 935,5	67 703,5	137 753,9	5 142 246,7
2000	1 578 150,0	1 103 082,0	919 482,3	289 545,0	186 196,0	11 814,7	1 319 793,3	63 210,1	125 101,5	466 714,0	94 812,1	157 244,9	6 708 934,6
2001	1 631 420,0	1 150 275,0	960 855,6	310 473,0	193 656,0	12 937,7	1 366 285,6	70 616,6	129 863,5	496 231,0	100 854,6	161 700,3	6 976 718,6
2002	1 647 650,0	1 200 041,0	996 311,5	327 658,0	199 570,0	13 679,7	1 433 012,1	77 758,7	134 629,6	529 060,0	105 884,9	164 591,7	7 244 973,2
II. Données démographiques													
II.1. Population totale (moyenne annuelle - en milliers)													
1970	77 711	50 772	53 822	13 039	9 638	339	55 632	2 950	4 929	33 779	8 880	7 467	340 201
1990	63 254	56 735	56 719	14 952	9 967	382	57 561	3 506	5 140	38 851	9 896	7 729	348 398
1995	81 678	57 844	57 301	15 459	10 137	410	58 602	3 609	5 233	39 223	10 027	8 047	371 959
1999	82 100	58 623	57 646	15 812	10 226	432	59 507	3 756	5 322	39 626	10 174	8 093	375 879
2000	82 212	58 893	57 762	15 926	10 251	438	59 759	3 801	5 340	39 927	10 231	8 112	377 259
2001	82 345	59 191	57 931	16 044	10 285	444	60 004	3 855	5 359	40 266	10 299	8 130	378 819
II.2. Population âgée de moins de 15 ans (moyenne annuelle - en milliers)													
1970	18 041	12 605	13 072	3 558	2 277	75,2	13 406	919	1 148	9 357	2 531	1 822	84 030
1990	12 433	11 740	10 964	2 819	1 854	63,1	10 897	1 034	943	8 927	2 367	1 386	66 705
1995	12 764	11 400	9 387	2 727	1 806	66,3	10 925	955	876	7 715	2 020	1 347	66 448
1998	13 098	11 180	8 382	2 883	1 807	79,0	11 375	838	952	6 142	1 696	1 387	64 091
1999	12 938	11 078	8 337	2 931	1 805	82,0	11 369	828	974	5 940	1 652	1 370	63 506
2000	12 837	11 089	8 320	2 961	1 805	83,0	11 350	824	988	5 895	1 642	1 358	63 332
2001	12 777	11 102	8 313	2 978	1 805	84,0	11 349	822	995	5 882	1 643	1 351	63 269

Tableau 10. - Données économiques et démographiques (suite)

Année	Deutsch-land *)	France	Italia	Nederland	Belgique België	Luxembourg	United Kingdom	Ireland	Danemark	Espagne	Portugal	Autriche	EUR15 (Mrd ECU)
1970	15 448	9 176	8 428	1 895	1 825	62,9	10 460	465	869	4 695	1 776	1 023	59 535
1990	15 482	10 041	10 611	2 429	1 933	66,8	11 742	523	1 039	6 535	1 687	1 503	68 982
1995	16 204	10 858	11 717	2 594	2 047	72,5	11 937	534	1 047	7 367	1 858	1 555	72 681
1998	17 927	11 953	13 300	2 806	2 206	80,8	12 069	561	1 040	8 397	2 030	1 595	79 280
1999	18 622	12 072	13 672	2 858	2 233	82,0	12 154	568	1 048	8 570	2 174	1 629	81 085
2000	19 147	12 150	13 912	2 896	2 244	84,0	12 197	574	1 055	8 641	2 210	1 676	82 224
2001	19 412	12 180	14 039	2 917	2 248	84,5	12 229	577	1 059	8 675	2 076	1 702	82 797
III. Taux de conversion en ECU; 1 ECU étant - (moyenne annuelle)													
1970	DEM	FRF	ITL	NLG	BEF	LUF	GBP	IEP	DKK	ESP	PTE	ATS	
1985	3,741	5,678	638,90	3,700	51,112	51,112	0,426	0,426	7,667	0	0	0	0
1990	2,226	6,759	1 447,99	2,511	44,914	44,914	0,589	0,715	8,019	129,135	130,252	15,640	0
1995	2,052	6,914	1 521,98	2,312	42,426	42,426	0,714	0,768	7,856	129,411	181,109	14,440	4,85496
1998	1,874	6,525	2 130,14	2,099	38,552	38,552	0,829	0,816	7,328	163,000	196,105	13,182	5,70855
1999 **)	1,969	6,601	1 943,65	2,220	40,621	40,621	0,676	0,786	7,499	167,184	201,695	13,854	5,98251
2001 **)	1,95583	6,55957	1 936,27	2,20371	40,3399	40,3399	0,6587	0,787564	7,4355	166,386	200,482	13,7600	5,94573
2002 **)	1,95583	6,55957	1 936,27	2,20371	40,3399	40,3399	0,6219	0,787564	7,4521	166,386	200,482	13,7603	5,94573
2003 **)	1,95583	6,55957	1 936,27	2,20371	40,3399	40,3399	0,6288	0,787564	7,4305	166,386	200,482	13,7603	5,94573

Sources: Office Statistique des communautés européennes EUROSTAT et “STATEC”, Luxembourg.

*) Données de l'Allemagne réunifiée; agrégats de comptabilité nationale, à partir de 1991.

**) Taux de conversion fixe de l'EUR pour les pays participants (BEF; LUF; DEM; ESP; FRF; IEP; ITL; NLG; ATS; PTE).

6. Données statistiques générales

Plusieurs tableaux statistiques ont été présentés dans les chapitres précédents pour dégager l'évolution démographique des institutions de sécurité sociale, pour confronter les flux financiers essentiels de la sécurité sociale à quelques données macroéconomiques tel que le Produit Intérieur Brut ou encore l'échelle mobile des salaires. La présente annexe regroupe les données statistiques générales de nature démographique ou économique, qui permettent de comparer les évolutions démographiques des institutions de sécurité sociale à l'évolution démographique globale et de dégager l'impact de la sécurité sociale sur la vie économique de la nation.

I. Population et main-d'œuvre

Tableau 11. - Evolution de la population totale par groupe d'âge et par sexe (Source: Statec)

Date de référence	Groupe d'âge	Hommes		Femmes		Total	
		Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
31.3.1981 1)	0-19	48 681	27,4%	46 765	25,0%	95 446	26,2%
	20-64	109 713	61,7%	109 897	58,9%	219 200	60,1%
	65 et plus	19 475	10,9%	30 071	16,1%	49 956	13,7%
	Total	177 869	100,0%	186 733	100,0%	364 602	100,0%
1.3.1991 1)	0-19	45 614	24,2%	43 344	22,1%	88 958	23,1%
	20-64	124 000	65,8%	120 744	61,6%	244 744	63,6%
	65 et plus	18 956	10,1%	31 976	16,3%	50 932	13,2%
	Total	188 570	100,0%	196 064	100,0%	384 634	100,0%
1.1.1995 2)	0-19	49 497	24,8%	47 194	22,8%	96 691	23,8%
	20-64	128 527	64,4%	124 773	60,3%	253 300	62,3%
	65 et plus	21 606	10,8%	35 003	16,9%	56 609	13,9%
	Total	199 630	100,0%	206 970	100,0%	406 600	100,0%
15.2.2001 1)	0-19	55 327	25,4%	52 603	23,4%	107 930	24,4%
	20-64	136 671	62,8%	133 868	59,6%	270 539	61,2%
	65 et plus	25 596	11,8%	38 198	17,0%	63 794	14,4%
	Total	217 594	100,0%	224 669	100,0%	442 263	100,0%
1.1.2002 2)	0-19	55 390	25,3%	52 822	23,5%	108 212	24,4%
	20-64	138 140	63,1%	135 263	60,1%	273 403	61,6%
	65 et plus	25 290	11,6%	37 145	16,5%	62 435	14,1%
	Total	218 820	100,0%	225 230	100,0%	444 050	100,0%
1.1.2003 3)	0-19	56 150	25,4%	53 468	23,7%	109 618	24,7%
	20-64	139 281	63,0%	136 512	60,6%	275 793	62,1%
	65 et plus	25 578	11,6%	37 311	16,6%	62 889	14,2%
	Total	221 009	100,0%	227 291	100,0%	448 300	100,0%
1.1.2004 3)	0-19	59 335	26,6%	56 315	24,6%	115 650	25,6%
	20-64	139 548	62,6%	136 701	59,8%	276 249	61,2%
	65 et plus	24 137	10,8%	35 564	15,6%	59 701	13,2%
	Total	223 020	100,0%	228 580	100,0%	451 600	100,0%

1) Population recensée.

2) Population calculée.

3) Estimation.

II. Statistiques économiques

Tableau 12. - Evolution du Produit Intérieur Brut (version SEC 95)

- à prix courants et prix constants
- montant absolu et variation en %

Année	SEC95	Montant du PIB		Variations en %		Revenu national net
		Prix courants en millions EUR	Prix de 1995 en millions EUR	Prix courants	Prix constants Année de base 1995	
1985	SEC95	5 842,1	7 600,2	-	-	5 515,4
1986	SEC95	6 420,0	8 359,0	9,9	10,0	5 941,9
1987	SEC95	6 677,9	8 689,3	4,0	4,0	6 227,9
1988	SEC95	7 444,1	9 424,7	11,5	8,5	6 841,6
1989	SEC95	8 502,2	10 348,1	14,2	9,8	7 751,6
1990	SEC95	9 179,5	10 886,0	8,0	5,2	8 520,5
1991	SEC95	10 154,8	11 827,0	10,6	8,6	9 561,0
1992	SEC95	10 725,2	12 042,2	5,6	1,8	9 957,2
1993	SEC95	11 843,2	12 548,1	10,4	4,2	10 850,0
1994	SEC95	12 731,3	13 027,5	7,5	3,8	11 194,3
1995	SEC95	13 213,9	13 213,9	3,8	1,4	12 161,2
1996	SEC95	13 927,4	13 655,2	5,4	3,3	12 792,2
1997	SEC95	15 490,0	14 790,8	11,2	8,3	13 719,3
1998	SEC95	17 006,4	15 810,2	9,8	6,9	14 749,4
1999	SEC95	18 738,0	17 048,0	10,2	7,8	15 938,5
2000	SEC95	21 278,0	18 589,0	13,6	9,0	16 708,3
2001	SEC95	21 971,0	18 840,0	3,3	1,4	17 671,4
2002	SEC95	22 506,0	19 162,0	2,4	1,7	17 368,3
2003 1)	SEC95	23 476,0	19 570,0	4,3	2,1	

1) Provisoire.

Tableau 13. - Evolution des indices généraux des prix à la consommation

Année et mois	Indices mensuels		Moyennes semestrielles de l'indice raccordé à la base 1948
	Base 1965	raccordés à la base 1948	
1.1.1970	113,78	166,40	163,55
1.1.1971	118,33	173,06	171,41
1.1.1972	124,66	182,32	180,19
1.1.1973	131,79	192,74	190,69
1.1.1974	140,71	205,79	201,75
1.1.1975	156,14	228,35	223,68
1.1.1976	174,58	255,32	248,56
1.1.1977	188,36	275,48	270,34
1.1.1978	195,45	285,85	284,19
1.1.1979	202,72	296,48	293,44
1.1.1980	214,25	313,34	309,22
1.1.1981	229,80	336,08	329,24
1.1.1982	249,77	365,29	357,72
1.1.1983	275,25	402,55	394,09
1.1.1984	295,64	432,37	426,00
Base 1984			
1.1.1985	101,80	441,04	440,02
1.1.1986	105,50	457,07	455,44
1.1.1987	104,35	452,09	451,26
1.1.1988	105,01	454,95	453,27
1.1.1989	107,62	466,25	462,36
1.1.1990	111,90	484,80	479,85
Base 1990			
1.1.1991	102,05	502,42	498,78
1.1.1992	105,03	517,09	513,26
1.1.1993	108,73	535,31	529,21
1.1.1994	111,60	549,44	547,37
1.1.1995	114,21	561,16	557,82
1.1.1996	115,50	567,51	565,73
Base 1996			
1.1.1997	100,74	577,01	574,77
1.1.1998	102,17	585,21	583,95
1.1.1999	100,79	577,30	585,57
1.1.2000	104,03	595,34	597,02
1.1.2001	107,05	612,62	616,96
1.1.2002	109,53	626,81	631,01
1.1.2003	112,06	641,29	644,46
1.2.2003	113,59	650,05	645,78
1.3.2003	113,91	651,88	647,10
1.4.2003	113,84	651,48	647,96
1.5.2003	113,88	651,71	648,76
1.6.2003	113,88	651,71	649,68
1.7.2003	112,90	646,10	650,48
1.8.2003	114,40	654,68	651,26
1.9.2003	114,91	657,60	652,21
1.10.2003	114,84	657,20	653,16
1.11.2003	115,12	658,80	654,35
1.12.2003	115,24	659,49	655,64
1.1.2004	114,42	653,88	656,94
1.2.2004	115,90	662,34	658,22
1.3.2004	115,95	662,62	659,06
1.4.2004	116,27	664,45	660,26
1.5.2004	116,52	665,88	661,44
1.6.2004	116,82	667,60	662,80

Tableau 14. - Les variations annuelles de l'indice des prix à la consommation calculées en % sur la moyenne des 12 mois de l'année

Années	Variation en %
1971/70	4,7
1972/71	5,2
1973/72	6,1
1974/73	9,5
1975/74	10,7
1976/75	9,8
1977/76	6,7
1978/77	3,1
1979/78	4,5
1980/79	6,3
1981/80	8,1
1982/81	9,4
1983/82	8,7
1984/83	5,6
1985/84	4,1
1986/85	0,3
1987/86	-0,1
1988/87	1,4
1989/88	3,4
1990/89	3,7
1991/90	3,1
1992/91	3,2
1993/92	3,6
1994/93	2,2
1995/94	1,9
1996/95	1,4
1997/96	1,4
1998/97	1,0
1999/98	1,0
2000/99	3,2
2001/00	2,7
2002/01	2,1
2003/02	2,0

Hausse moyenne annuelle en %		
Période		Variation
1955/50		2,1
1960/55		1,3
1965/60		2,1
1970/65		3,0
1975/70		7,2
1980/75		6,1
1985/80		7,2
1990/85		1,7
1995/90		2,8
2000/95		1,6

Source: STATEC.

Tableau 15. - Les échéances de l'échelle mobile des salaires (nombre-indice du coût de la vie)
et les variations annuelles y relatives

Année	Date d'échéance	Cote d'application ¹⁾		Moyenne annuelle de la cote d'application		Année	Date d'échéance	Cote d'application ¹⁾		Moyenne annuelle de la cote d'application	
		Indice	Variation en %	Indice moyen	Variation annuelle en %			Indice	Variation en %	Indice moyen	Variation annuelle en %
1948	1.1.	100	-	-	-	1976	1.3.	255,27	2,5	259,59	9,9
1949	1.7.	105	5,00	102,50	-	-	1.6.	261,65	2,5	-	-
1950	1.11.	110	4,76	105,83	3,3	-	1.10.	268,19	2,5	-	-
1951	1.4.	115	4,55	-	-	1977	1.2.	274,89	2,5	278,34	7,2
-	1.8.	120	4,35	115,83	9,5	-	1.6.	281,76	2,5	-	-
1952	-	-	-	120	3,6	1978	1.2.	288,80	2,5	289,42	-
1953-1956	-	-	-	120	0,0	-	1.11.	296,02	2,5	-	4,0
1957	1.1.	125	4,17	126,25	5,2	1979	1.6.	303,42	2,5	300,97	4,0
-	1.10.	130	4,00	-	-	-	1.12.	311,00	2,5	-	-
1958	-	-	-	130	3,0	1980	1.4.	318,77	2,5	319,48	6,2
1959-1962	-	-	-	130	0,0	-	1.9.	326,73	2,5	-	-
1963	1.1.	132,5	1,92	135,00	-	1981	1.2.	334,89	2,5	340,92	6,7
-	1.5.	135	1,89	-	3,8	-	1.5.	343,26	2,5	-	-
-	1.9.	137,5	1,85	-	-	-	1.9.	346,65 ²⁾	1,0	-	-
1964	1.6.	140	1,82	-	-	-	-	(351,84) ²⁾	(2,5) ²⁾	-	-
-	1.12.	142,5	1,79	139,17	3,1	1982	1.2.	355,31	2,5	358,31	5,1
1965	1.7.	145	1,75	143,96	-	-	-	(360,63) ²⁾	(2,5) ²⁾	-	-
-	1.12.	147,5	1,72	-	3,4	-	1.9. ³⁾	364,19	2,5	-	-
1966	1.9.	150	1,69	148,33	3,0	-	-	(369,64) ²⁾	(2,5) ²⁾	-	-
1967	1.8.	152,5	1,67	-	-	-	1.12. ³⁾	373,29	2,5	-	-
-	1.11.	155	1,64	151,46	2,1	-	-	(378,88) ²⁾	(2,5) ²⁾	-	-
1968	1.5.	157,5	1,61	156,67	3,4	1983 ⁴⁾	1.1.	373,29	-	383,51	7,0
1969	1.3.	160	1,59	159,79	2,0	-	1.5.	382,62	2,5	-	-
-	1.12.	162,5	1,56	-	-	-	1.9.	392,18	2,5	-	-
1970	1.3.	165	1,54	166,67	4,3	-	1.12.	401,98	2,5	-	-
-	1.6.	167,5	1,52	-	-	1984 ⁵⁾	1.9.	412,02	2,5	405,33	5,7
-	1.10.	170	1,49	-	-	1985 ⁶⁾	1.8.	422,32	2,5	416,31	2,7
1971	1.3.	172,5	1,47	174,38	4,6	1986 ⁷⁾	1.7.	426,54	1,0	424,43	2,0
-	1.6.	175	1,45	-	-	1987 ⁷⁾	1.1.	428,67	0,5	428,67	1,0
-	1.9.	177,5	1,43	-	-	1988	1.12.	439,38	2,5	429,56	0,2
1972	1.1.	180	1,41	184,26	5,7	1989	1.9.	450,36	2,5	443,04	3,1
-	1.5.	185,23	2,90	-	-	1990	1.5.	461,61	2,5	457,86	3,3
-	1.11.	189,86	2,50	-	-	1991	1.1.	473,15	2,5	475,12	3,8
1973	1.3.	194,60	2,5	196,24	6,5	-	1.11.	484,97	2,5	-	-
-	1.7.	199,46	2,5	-	-	1992	1.8.	497,09	2,5	490,02	3,1
1974	1.1.	204,44	2,5	213,11	8,6	1993	1.5.	509,51	2,5	505,37	3,1
-	1.4.	209,55	2,5	-	-	1994	1.2.	522,24	2,5	521,18	3,1
-	1.6.	214,78	2,5	-	-	1995	1.5.	535,29	2,5	530,94	1,9
-	1.9.	220,14	2,5	-	-	1996	-	-	-	535,29	0,8
1975	1.1.	225,64	2,5	236,19	10,8	1997	1.2.	548,67	2,5	547,56	2,3
-	1.3.	231,28	2,5	-	-	1998	-	548,67	-	548,67	0,2
-	1.6.	237,06	2,5	-	-	1999	1.8.	562,38	2,5	554,38	1,0
-	1.9.	242,98	2,5	-	-	2000	1.7.	576,43	2,5	569,41	2,7
-	1.12.	249,05	2,5	-	-	2001	1.4.	590,84	2,5	587,24	3,1
						2002	1.6.	605,61	2,5	599,46	2,1
						2003	1.8.	620,75	2,5	611,92	2,1

¹⁾ Nouvelle dénomination à partir du 1er septembre 1981: cote de l'indice moyen et cote spéciale (salaire social minimum).

²⁾ A partir du 1er septembre 1981, la cote d'application applicable aux salaires et pensions est égale à la cote d'échéance, sauf pour le salaire social minimum où l'adaptation se fait au moyen d'une cote spéciale égale à la cote d'échéance augmentée de 1,5%. Par ailleurs, l'échéance est décalée de 1 mois.

³⁾ Par la loi du 8 avril 1982, il a été alloué deux tranches indiciaires dont les échéances ont été fixées discrétionnairement au 1er septembre 1982 et au 1er décembre 1982.

⁴⁾ La loi du 24 décembre 1982 a limité le nombre de tranches indiciaires à un maximum de trois pour l'année 1983, dont les tranches ont été fixées au plus tôt au 1er mai, au 1er septembre et au 1er décembre 1983. Par ailleurs, la cote spéciale applicable au salaire social minimum cesse de sortir ses effets au 1er janvier 1983.

⁵⁾ La loi du 1er juillet 1983 a limité le nombre de tranches indiciaires à une seule tranche pour l'année 1984 échue au 1er septembre 1984.

⁶⁾ La loi du 24 décembre 1984 a rétabli le fonctionnement normal du mécanisme de l'échelle mobile des salaires.

⁷⁾ Conformément à la loi du 30 juin 1986, une tranche d'avance de 1% a été introduite à partir du 1er juillet 1986 qui a été suivie d'une autre adaptation indiciaire de 0,5% avec effet au 1er janvier 1987.

Tableau 16. - Evolution du salaire social minimum 1970-2004

Année	Date de refixation	Montant mensuel au n.i. 100	Moyenne annuelle de l'échelle mobile des salaires	Moyenne par an du salaire social minimum mensuel		Variation annuelle en %	
				nominale	à l'indice 100 du coût de la vie	nominale	à l'indice 100 du coût de la vie
1970	1.1.1970	4 250					
	1.11.1970	4 375	166,67	7 119	4 271	-	-
1971	-	4 375	174,38	7 629	4 375	7,2	2,4
1972	-	4 375	184,26	8 061	4 375	5,7	-
1973	1.3.1973	4 830	196,24	9 329	4 754	15,7	8,7
1974	-	4 830	213,11	10 293	4 830	10,3	1,6
1975	1.1.1975	5 550	236,19	13 109	5 550	27,4	14,9
1976	-	5 550	259,59	14 407	5 250	9,9	-
1977	1.1.1977	5 772	278,34	16 066	5 772	11,5	4,0
1978	1.1.1978	6 003	289,42	17 374	6 003	8,1	4,0
1979	-	6 003	300,97	18 067	6 003	4,0	-
1980	-	6 003	319,48	19 178	6 003	6,1	-
1981	1.4.1981	6 250	342,65 ¹⁾	21 204	6 188	10,6	3,1
1982	-	6 250	363,67 ¹⁾	22 729	6 250	7,2	1,0
1983 ^{**)}	1.1.1983	6 250 ¹⁾	383,51	23 969	6 250	5,5	-
		6 625 ²⁾		25 408	6 625	11,8	6,0
		6 826 ³⁾		26 178	6 826	15,2	9,2
1984 ^{**))}	-	6 250 ¹⁾	405,33	25 333	6 250	5,7	-
		6 625 ²⁾		26 853	6 625	5,7	-
		6 826 ³⁾		27 668	6 826	5,7	-
1985 ^{**))}	-	6 250 ¹⁾	416,31	26 019	6 250	2,7	-
		6 625 ²⁾		27 581	6 625	2,7	-
		6 826 ³⁾		28 417	6 826	2,7	-
1986 ^{**))}	1.4.1986	6 437 ¹⁾	424,43	27 123	6 390	4,2	2,2
		6 823 ²⁾		28 750	6 774	4,2	2,2
		7 030 ³⁾		29 622	6 979	4,2	2,2
1987 ^{**))}	-	6 437 ¹⁾	428,67	27 593	6 437	1,7	0,7
		6 823 ²⁾		29 248	6 823	1,7	0,7
		7 030 ³⁾		30 136	7 030	1,7	0,7
1988 ^{**))}	-	6 437 ¹⁾	429,56	27 651	6 437	0,2	-
		6 823 ²⁾		29 309	6 823	0,2	-
		7 030 ³⁾		30 198	7 030	0,2	-
1989 ^{**))}	1.1.1989	6 800 ¹⁾	443,04	30 127	6 800	9,0	5,6
		7 062 ²⁾		31 287	7 062	6,8	3,5
		7 276 ³⁾		32 236	7 276	6,8	3,5
1990 ^{**))}	-	6 800 ¹⁾	457,86	31 134	6 800	3,3	-
		7 062 ²⁾		32 334	7 062	3,4	-
		7 276 ³⁾		33 314	7 276	3,3	-
1991 ^{**))}	1.4.1991	7 310 ¹⁾	475,12	34 128	7 183	9,6	5,6
		7 592 ²⁾		35 444	7 460	9,6	5,6
		7 822 ³⁾		36 518	7 686	9,6	5,6
1992 ^{**))}	-	7 310 ¹⁾	490,02	35 820	7 310	5,0	1,8
		7 592 ²⁾		37 202	7 592	5,0	1,8
		7 822 ³⁾		38 329	7 822	5,0	1,8
1993 ^{**))}	1.2.1993	7 762 ¹⁾	505,37	39 039	7 724	9,0	5,7
		7 911 ²⁾		39 848	7 884	7,1	3,8
		8 151 ³⁾		41 056	8 124	7,1	3,9
1994 ^{**))}	-	7 762 ¹⁾	521,18	40 453	7 762	3,6	0,5
		7 911 ²⁾		41 230	7 911	3,5	0,3
		8 151 ³⁾		42 481	8 151	3,5	0,3
1995 ^{**))}	1.1.1995	8 172	530,94	43 388	8 172	2,1-7,3	0,3-5,3
1996	-	8 172	535,29	43 744	8 172	0,8	-
1997	1.1.1997	8 434	547,56	46 181	8 434	5,6	3,2
1998	-	8 434	548,67	46 275	8 434	0,2	-
1999	1.1.1999	8 544	554,38	47 366	8 544	2,4	1,3
2000	-	8 544	569,41	48 650	8 544	2,7	-
Contrevaieur en EUR				1 206,00			
2001	1.1.2001	218,37	587,24	1 282,35	218,37	6,3	3,1
2002	1.1.2002	218,37	599,46	1 309,04	218,37	2,1	-
2003	1.1.2003	226,01	611,92	1 383,00	226,01	5,6	3,5
2004	1.1.2004	226,01			226,01		-

*) A partir du 1.9.1981, cote spéciale d'adaptation pour le salaire social minimum.

**) La loi du 24 décembre 1982 a introduit une différenciation du salaire social minimum suivant que le travailleur a ou n'a pas de charge de famille. Par ailleurs, elle a introduit la notion de salaire social minimum de référence applicable pour autant que les législations de sécurité sociale ou à caractère social se réfèrent au salaire social minimum. Cette cote a cessé de sortir ses effets au 1er janvier 1983.

***) La loi du 24 décembre 1994 a aboli la notion "charge de famille" et établi l'équivalence avec le salaire social minimum de référence.

1) Salaire social minimum de référence.

2) Salaire social minimum sans charge de famille.

3) Salaire social minimum avec charge de famille.

Tableau 17 . - Variation des minimum et maximum cotisables en matière d'assurance maladie à partir du 1.4.1981
(pour travailleurs âgés de 18 ans)

Echéance	Indice du coût de la vie (n.i.)	Salaire social minimum (n.i.100) ¹⁾	Minimum cotisable ²⁾		Maximum cotisable ³⁾	
			Salaire social minimum pour toutes les caisses			
			Assurés actifs	Bénéficiaires de pension	CMO	CME
1.4.81-31.3.86		6 250				
1.4.1981	334,89		20 931	27 210	83 724	
1.5.1981	343,26		21 454	27 890	85 816	
1.9.1981	346,65		21 666	28 166	86 664	
1.2.1982	355,31		22 207	28 869	88 828	
1.9.1982	364,19		22 762	29 591	91 048	
1.12.1982	373,29		23 331	30 330	93 324	
1.1.1983	373,29		23 331	30 330	116 655	
1.5.1983	382,62		23 914	31 088	119 570	
1.9.1983	392,18		24 511	31 864	122 555	
1.12.1983	401,98		25 124	32 661	125 620	
1.9.1984	412,02		25 751	33 476	128 755	
1.8.1985	422,32		26 395	34 314	131 975	
1.4.86-31.12.88		6 437				
1.4.1986	422,32		27 185	35 341	135 925	
1.7.1986	426,54		27 456	35 693	137 280	
1.1.1987	428,67		27 593	35 871	137 965	
1.12.1988	439,38		28 283	36 768	141 415	
1.1.89-31.3.91		6 800				
1.1.1989	439,38		29 878	38 841	149 390	
1.9.1989	450,36		30 624	39 812	153 122	
1.5.1990	461,61		31 389	40 806	156 947	
1.1.1991	473,15		32 174	41 826	160 871	
1.4.91-31.1.93		7 310				
1.4.1991	473,15		34 587	44 963	172 936	
1.11.1991	484,97		35 451	46 087	177 257	
1.8.1992	497,09		36 337	47 238	181 686	
1.2.93-31.12.94		7 762				
1.2.1993	497,09		38 584	50 159	192 921	
1.5.1993	509,51		39 548	51 413	197 741	
1.2.1994	522,24		40 536	52 697	202 681	
1.1.95-31.12.96		8 172				
1.1.1995	522,24		42 677	55 481	213 387	
1.5.1995	535,29		43 744	56 867	218 719	
1.1.97-31.12.98		8 434				
1.1.1997	535,29		45 146	58 690	225 732	
1.2.1997	548,67		46 275	60 157	231 374	
1.1.99-31.12.01		8 544				
1.1.1999	548,67		46 878	60 942	234 392	
1.8.1999	562,38		48 050	62 465	240 249	
1.7.2000	576,43		49 250	64 025	246 251	
Contrevaleur en EUR			1 220,88	1 587,14	6 104,40	
1.1.01-31.12.02		218,37				
1.1.2001	576,43		1 258,75	1 636,37	6 293,74	
1.4.2001	590,84		1 290,21	1 677,27	6 451,06	
1.6.2002	605,61	218,37	1 322,47	1 719,21	6 612,35	
1.1.2003	605,61	226,01	1 368,74	1 779,36	6 843,70	
1.8.2003	620,75	226,01	1 402,96	1 823,84	7 014,79	
1.1.2004	620,75	226,01	1 402,96	1 823,84	7 014,79	

1) A partir du 1.1.1983 salaire social minimum de référence.

2) A l'exception du régime agricole où les cotisations sont fixées par classes, le minimum cotisable pour les assurés actifs est constitué par le salaire social minimum; le minimum cotisable pour les assurés bénéficiaires de pension est égal au salaire social minimum majoré de 30%.

3) Le maximum cotisable a évolué comme suit:

- jusqu'au 31.8.1978:

- caisses régies par le code des assurances sociales: 4 x salaire social minimum;

- caisses régies par la loi modifiée du 29.8.1951 : 2,75 x salaire social minimum;

- assurés bénéficiaires de pension: 2,75 x salaire social minimum;

- du 1.9.1978 au 31.12.1982 le maximum cotisable s'élève à 4 x salaire social minimum;

- à partir de l'exercice 1983 le maximum cotisable est porté au quintuple du salaire social minimum.

Tableau 18. - Evolution du plafond cotisable en matière d'assurance pension 1970-2004
(voir remarques en bas du tableau)

Année	Date de refixation	Montant mensuel au n.i.100	Moyenne annuelle de l'échelle mobile des salaires	Plafond cotisable annuel		Variation annuelle en %	
				Montant nominal	à l'indice 100 du coût de la vie	Montant nominal	à l'indice 100 du coût de la vie
1970	1.8.1969	17 000	166,67	340 400	204 236	-	-
1971	-	17 000	174,38	356 200	204 267	4,6	-
1972	1.4.1972	18 000	184,26	393 000	213 386	10,3	4,5
1973	-	18 000	196,24	424 800	216 470	8,1	1,4
1974	1.1.1974	19 000	213,11	486 800	228 427	14,6	5,5
1975	1.1.1975	20 000	236,19	567 500	240 273	16,6	5,2
1976	1.1.1976	23 000	259,59	716 900	276 166	26,3	14,9
1977	-	23 000	278,34	769 200	276 353	7,3	0,1
1978	-	23 000	289,42	799 600	276 277	4,0	-
1979	1.4.1979	24 012	300,97	858 272	285 169	7,3	3,2
1980	-	24 012	319,48	920 562	288 144	7,3	1,0
1981	1.4.1981	25 000	340,92	1 012 917	297 113	10,0	3,1
1982	-	25 000	358,31	1 074 926	299 999	6,1	1,0
1983	-	25 000	383,51	1 150 542	300 003	7,0	-
1984	-	25 000	405,33	1 215 980	299 998	5,7	-
1985	-	25 000	416,31	1 248 935	300 001	2,7	-
1986	1.4.1986	25 748	424,43	1 301 913	306 744	4,2	2,2
1987	-	25 748	428,67	1 324 488	308 976	1,7	0,7
1988	-	25 748	429,56	1 327 246	308 978	0,2	-
1989	1.1.1989	27 200	443,04	1 446 080	326 399	9,0	5,6
1990	-	27 200	457,86	1 494 456	326 400	3,3	-
1991	1.4.1991	29 240	475,12	1 638 144	344 760	9,6	5,6
1992	1.1.1992	36 550	490,02	2 149 229	438 600	31,2	27,2
1993	1.2.1993	38 810	505,37	2 342 377	463 460	9,0	5,7
1994	-	38 810	521,18	2 427 232	465 719	3,6	0,5
1995	1.1.1995	40 860	530,94	2 603 300	490 319	7,3	5,3
1996	-	40 860	535,29	2 624 628	490 319	0,8	-
1997	1.1.1997	42 170	547,56	2 770 846	506 035	5,6	3,2
1998		42 170	548,67	2 776 488	506 040	0,2	-
Contrevaleur en EUR							
1999	1.1.1999	1 059,00	554,38	70 451,07	12 708,09	2,4	1,3
2000		1 059,00	569,41	72 360,12	12 707,91	2,7	-
2001	1.1.2001	1 091,85	587,24	76 941,75	13 102,20	6,3	3,1
2002		1 091,85	599,46	78 541,90	13 102,20	2,1	
2003	1.1.2003	1 130,05	611,92	82 980,02	13 560,60	5,7	3,5

Remarques:

- Jusqu'au 31 décembre 1976, seule l'assurance pension des employés privés prévoyait un plafond cotisable. La loi du 23 décembre 1976 portant fusion des régimes de pension des artisans et des commerçants et industriels rendait ce plafond applicable à la CPACI avec effet au 1^{er} janvier 1977. La refixation du plafond cotisable au nombre indice 100 du coût de la vie se faisait par règlement grand-ducal. Lors des adaptations aux variations du nombre-indice le montant maximum mensuel était arrondi à la centaine immédiatement supérieure.
- La loi du 29 mars 1979 ayant pour objet de porter ajustement des pensions au niveau moyen des salaires de 1977 a refixé ce plafond au quadruple du salaire social minimum prévu pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans au moins et a rendu ce plafond applicable également à l'assurance pension des ouvriers avec effet au 1^{er} avril 1979. De même la loi du 29 mars 1979 portant réforme de la loi modifiée du 3 septembre 1956 ayant pour objet la création d'une caisse de pension agricole a étendu ce plafond à l'assurance pension du régime agricole.
- La loi du 24 avril 1991 ayant pour objet l'amélioration des pensions du régime contributif a porté le plafond au quintuple du salaire social minimum prévu pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans au moins à partir du 1^{er} janvier 1992.

ASSURANCE MALADIE-MATERNITE

Les objectifs de l'assurance maladie maternité

L'assurance maladie maternité offre à ses affiliés ainsi qu'aux ayants droit, une protection financière en cas de maladie ou de maternité. Cette protection comporte deux volets distincts:

1. Le système des prestations en nature, c'est à dire le remboursement total ou partiel des dépenses pour soins de santé.
2. Le système des prestations en espèces qui assure le remplacement du revenu professionnel défaillant par suite d'un congé de maladie ou de maternité.

L'organisation de l'assurance maladie maternité

L'assurance maladie maternité est organisée en fonction des modalités de financement des différents risques assurés. Elle compte quatre gestions:

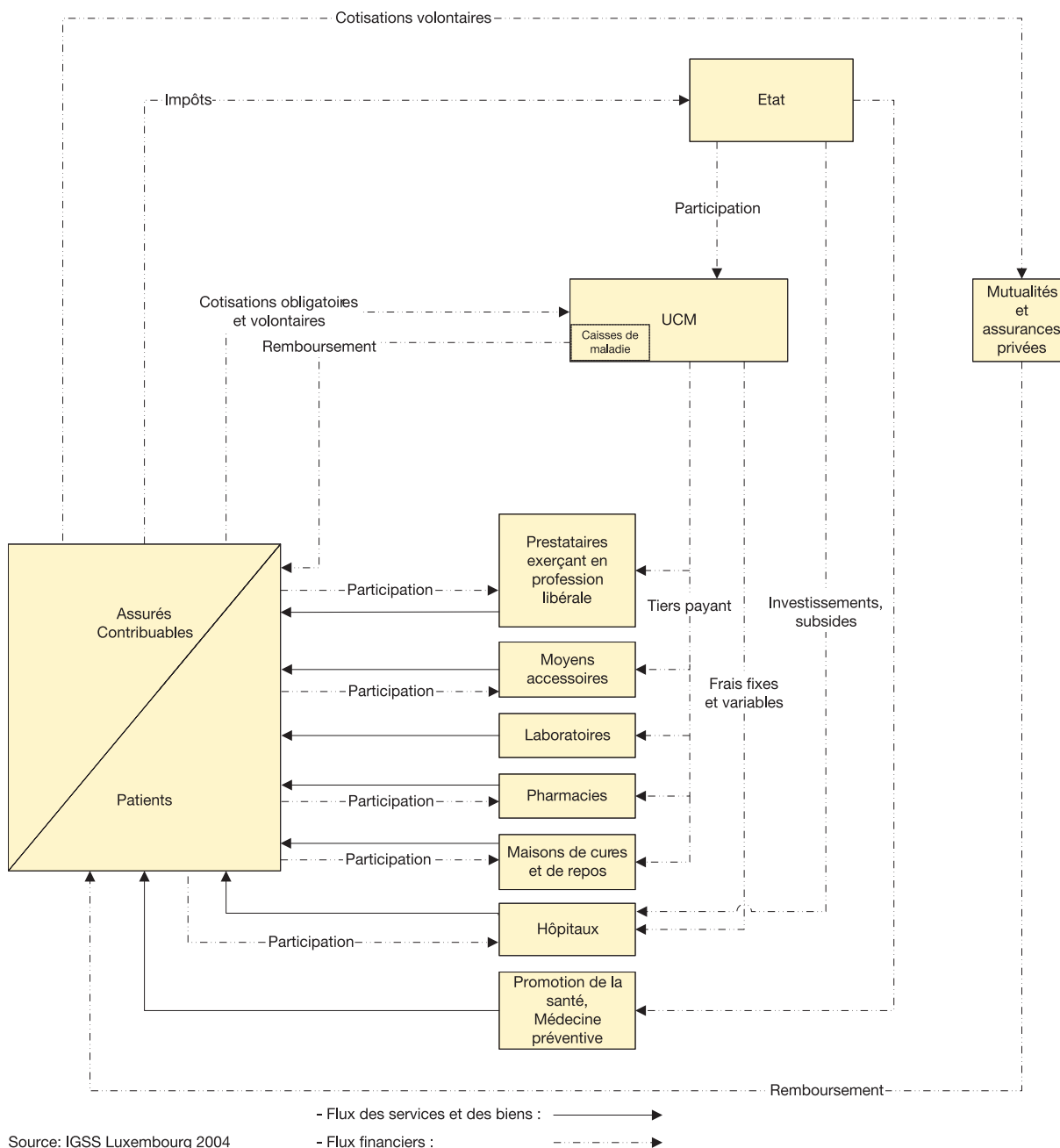
- La gestion des prestations en nature prend en charge toutes les prestations de soins de santé concernant le risque maladie. C'est non seulement la gestion la plus importante du point de vue financier mais aussi la plus complexe en raison de la multiplicité des acteurs en jeu: les caisses de maladie en tant que bailleurs de fonds, les bénéficiaires de soins (assurés et ayants droit), et enfin les prestataires de soins (médecins, hôpitaux, pharmaciens, autres professions de santé non-médecins, fournisseurs de moyens accessoires, services de transport de malades etc...).
- La gestion des prestations en espèces (Art. 29.1b CAS) gère les indemnités pécuniaires de maladie des non-salariés ainsi que des salariés, employés pour la plupart, qui bénéficient de la continuation légale ou conventionnelle de leur rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents au début de la maladie. Elle n'intervient donc en principe qu'après le troisième mois de la maladie.
- La gestion des prestations en espèces (Art. 29.1c CAS) prend en charge les indemnités pécuniaires des salariés ne bénéficiant pas de la conservation de la rémunération en cas de maladie. Cette gestion, qui concerne principalement les ouvriers, intervient dès le premier jour de la maladie.
- La quatrième gestion concerne les prestations de maternité en nature (soins liés à l'accouchement) et en espèces (congé de maternité).

Les trois premières gestions sont financées sur base de cotisations prélevées auprès des assurés et d'une participation financière de l'Etat qui s'élève à 37% des cotisations en ce qui concerne les prestations en nature et à 10% pour les indemnités pécuniaires de maladie. Le financement des prestations de maternité incombe entièrement à l'Etat. L'équilibre financier de l'assurance maladie maternité est déterminé à partir du budget consolidé comportant l'ensemble des quatre gestions.

Du côté administratif, l'Union des Caisses de Maladie (UCM), négocie les conventions avec les prestataires, fixe les statuts déterminant les droits et devoirs des assurés et joue un rôle centralisateur et coordinateur en ce qui concerne la liquidation des prestations en nature et la comptabilité générale de l'assurance maladie maternité. La tâche des neuf autres caisses de maladie, organisées selon des critères socio-professionnels, se limite à assurer le contact direct avec les assurés, à gérer l'affiliation des membres de famille, et à ordonner le remboursement des prestations en espèces ainsi que des prestations en nature qui ne relèvent pas du système du tiers payant dont la gestion est assurée directement par l'UCM.

Graphique 1. - Organigramme des soins de santé au Luxembourg en 2004

Organisation et financement des soins de santé au Luxembourg



1. Evolution démographique

La section 1 analyse l'évolution:

- du nombre des personnes protégées ayant droit aux prestations en nature en cas de maladie ou de maternité;
- du nombre des assurés du système des indemnités pécuniaires de maladie.

Dans le contexte des statistiques de cette section le "nombre" exprime toujours la moyenne annuelle de personnes recensées au dernier du mois. L'année correspond à l'année du calendrier.

Par "personnes protégées" on entend toutes les personnes qui reçoivent de la part de l'assurance maladie des prestations en nature en cas de maladie ou de maternité. Ce sont les assurés cotisants ou des personnes qui profitent de droits dérivés (généralement de la part du conjoint ou des parents).

A noter que les prestations en espèces en cas de maladie ou de maternité sont réservées aux assurés actifs, relevant d'une des deux gestions concernant les prestations en espèces.

1.1. Evolution du nombre des personnes protégées

Les tableaux qui suivent démontrent que le nombre de personnes protégées s'est accru de manière très soutenue jusqu'en 2000. A partir de 2001, la croissance a été freinée par le ralentissement de l'activité économique dont le Luxembourg continue à souffrir jusqu'en 2003. L'écart observé entre les taux de croissance de la population protégée globale et la population protégée résidente, témoigne de l'impact socio-économique des travailleurs frontaliers.

Tableau 1. - Personnes protégées résidentes depuis 1999 (moyenne annuelle)

	1999	2000	2001	2002	2003
Hommes	202 780	206 900	210 000	212 400	215 100
Femmes	207 928	211 300	214 000	216 000	218 300
TOTAL	410 708	418 200	424 000	428 400	433 400
Taux de croissance	1,7%	1,8%	1,4%	1,0%	1,2%

Tableau 2. - Evolution de la population protégée globale depuis 1999 (moyenne annuelle)

	1999	2000	2001	2002	2003
Actifs et volontaires	415 700	434 800	453 000	464 900	476 400
Pensionnés	100 600	100 600	100 700	101 500	102 000
TOTAL	516 300	535 400	553 700	566 400	578 400
Taux de croissance	3,3%	3,7%	3,4%	2,3%	2,1%

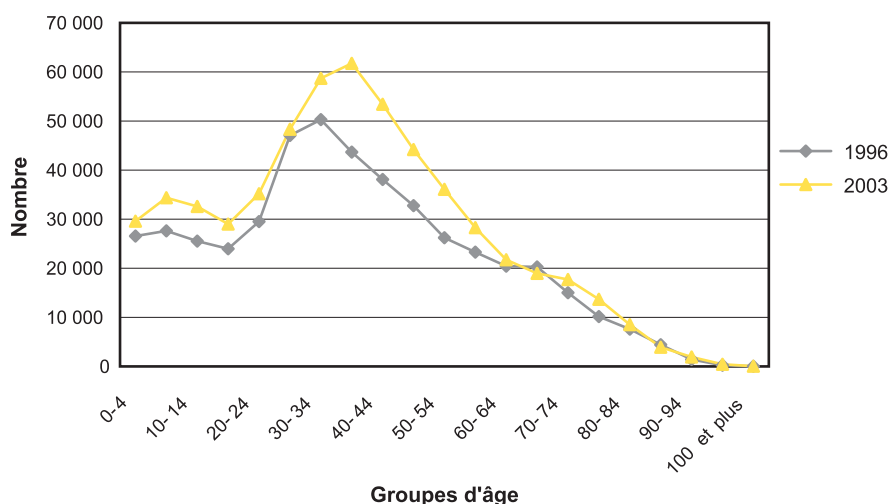
La répartition des personnes protégées par régime socio-professionnel a été la suivante.

Tableau 3. - Répartition des personnes protégées par catégories socio-professionnelles (moyenne annuelle)

	2000	2001	2002	2003
Ouvriers	229 900	234 600	237 800	242 700
Employés	193 300	206 100	215 200	221 200
Fonctionnaires et assimilés	68 600	69 400	70 000	71 100
Indépendants	40 100	40 000	39 700	39 600
Pensionnés résidant à l'étranger	3 500	3 600	3 700	3 800
TOTAL	535 400	553 700	566 400	578 400

L'évolution par groupes d'âge du nombre de personnes protégées, fait état d'une croissance située avant tout dans la fourchette d'âge comprise entre 25 et 55 ans.

Graphique 2. - Nombre de personnes protégées en 1996 et 2003: ventilation par groupes d'âge



Contrairement à la plupart des autres pays européens, le Luxembourg n'a pas à faire face pour l'instant à un vieillissement de la population assurée.

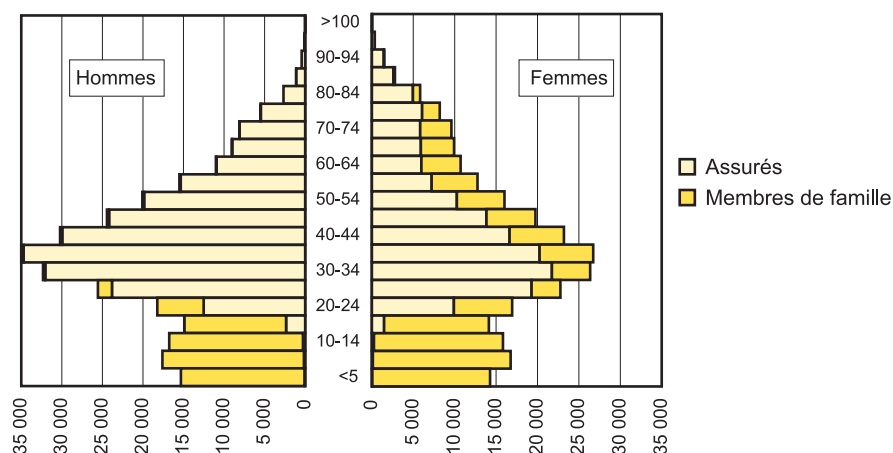
En 2003, 66,9% des personnes protégées sont des assurés directs, le restant étant des membres de familles bénéficiant de droits dérivés. L'ensemble des membres de famille se compose d'une part des enfants et des adolescents qui ne sont pas encore entrés dans la vie active, et d'autre part des conjoints (féminins pour la plupart) qui ne sont pas assurés de manière autonome. Le taux des assurés cotisants a augmenté en moyenne annuelle de 3,3% depuis 1995.

Tableau 4. - Les assurés directs et leurs membres de famille en 2003 (moyenne annuelle)

	Assurés directs	Membres de famille	Personnes protégées
Actifs et volontaires	309 200	167 200	476 400
Pensionnés	78 000	24 000	102 000
TOTAL	387 200	191 200	578 400

Le graphique suivant donne la pyramide des âges des assurés et de leurs membres de famille en 2003.

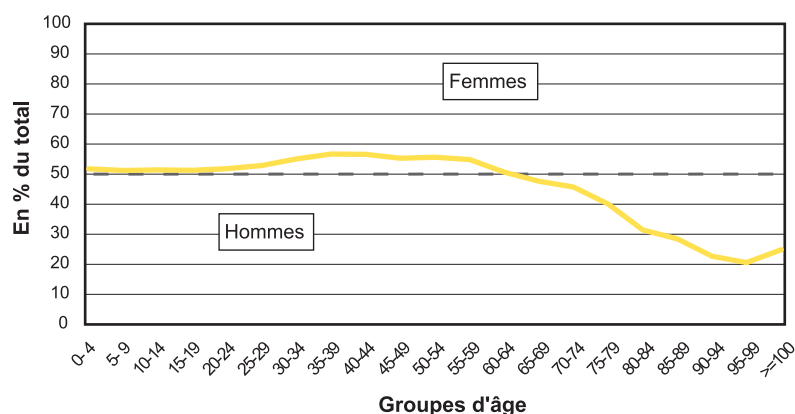
Graphique 3. - Population protégée en 2003 (moyenne annuelle)



Sur la pyramide des âges on constate plusieurs choses:

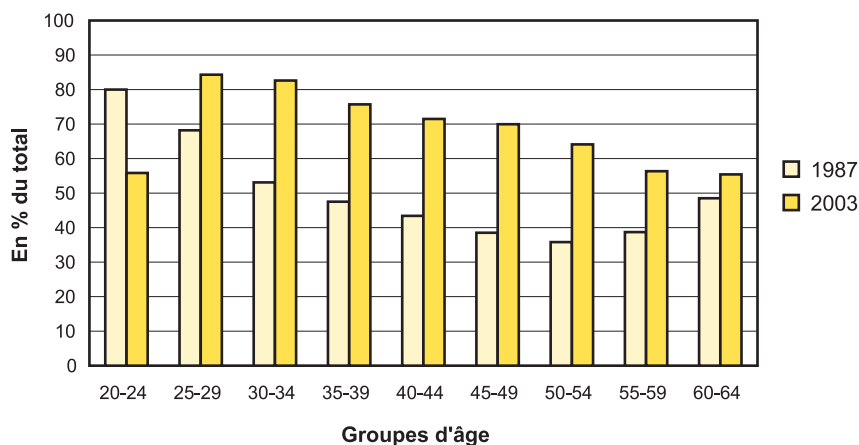
- La proportion des personnes actives est à son maximum dans les tranches d'âge de 30-39 ans pour les hommes et de 30-34 ans pour les femmes.
- Si les hommes sont déjà largement majoritaires parmi la population active, ils sont également en surnombre d'une manière absolue dans les classes d'âge de la population protégée se situant en dessous de 60 ans.
- Ce n'est qu'au-delà de 60 ans que le rapport numérique hommes/femmes parmi la population protégée commence à changer. Cette dernière constatation est illustrée par le graphique suivant qui opère une distribution par âge et par sexe.

Graphique 4. - Population protégée en 2003 (moyenne annuelle)



Si on compare l'affiliation des femmes actives en 2003 à celle de 1987 on constate des glissements importants.

Graphique 5. - Pourcentage des femmes "assurées directes" par rapport au nombre total des femmes protégées par l'assurance maladie



- D'une part il y a une entrée plus tardive dans la vie active, probablement en raison d'un prolongement des études.
- D'autre part la progression de femmes actives dans les tranches d'âge allant de 30 à 59 ans se confirme de plus en plus.

Les assurés cotisants de la gestion "soins de santé"

L'ensemble des personnes protégées, les assurés et leurs membres de famille, consomment des soins de santé et déterminent donc, par leurs caractéristiques démographiques et épidémiologiques, les dépenses des prestations de soins de santé. Par contre les rentrées en cotisations ne dépendent que des seuls assurés.

Le tableau qui suit donne l'évolution à partir de 2001, des différentes catégories d'assurés.

Tableau 5. - Evolution des différentes catégories d'assurés 2001 à 2003

	2001	2002	2003	Variation en %	
				2001/02	2002/03
Actifs salariés	260 924	269 647	275 717	3,3%	2,3%
Actifs non-salariés	17 720	17 698	17 922	-0,1%	1,3%
Chômeurs indemnisés	2 223	2 914	4 067	31,1%	39,5%
Préretraités	1 351	1 203	1 227	-11,0%	2,0%
Congé parental	1 404	1 572	1 747	11,9%	11,1%
Assurés volontaires	4 790	4 522	4 970	-5,6%	9,9%
Bénéficiaires RMG	2 944	3 124	3 509	6,1%	12,3%
Pensionnés	76 528	77 351	78 029	1,1%	0,9%
TOTAL	367 885	378 031	387 186	2,8%	2,4%

1.2. Evolution du nombre des assurés du régime des prestations en espèces

Les statistiques ci-après concernent les assurés des deux gestions des prestations en espèces.

La gestion 29.1c CAS, dont fait partie la majorité des ouvriers, intervient dès le premier jour de maladie. L'employeur peut cependant opter pour une affiliation de ses salariés ouvriers auprès de la gestion 29.1b, qui a un taux de cotisation beaucoup plus avantageux. En cas de maladie d'un ouvrier, l'employeur devra alors continuer à payer le salaire pendant le mois en cours et les trois mois subséquents.

La gestion 29.1b CAS concerne les salariés bénéficiant de la conservation de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents, ainsi que les travailleurs indépendants.

Le tableau 6 ci-après donne l'évolution du nombre des assurés par gestion et par régime socio-professionnel.

Tableau 6. - Gestions prestations en espèces: Nombre des assurés en 2002 et 2003 (moyenne annuelle)

Gestion/régime	2002			2003		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Gestion 29.1c	81 545	29 896	111 440	83 514	30 801	114 315
Ouvriers *)	81 545	29 896	111 440	83 514	30 801	114 315
Gestion 29.1b	76 983	64 346	141 330	78 127	65 649	143 776
Ouvriers **)	286	1 352	1 638	274	1 316	1 590
Employés **)	65 500	56 495	121 995	66 559	57 705	124 265
Indépendants ***)	11 198	6 499	17 697	11 293	6 628	17 921
TOTAL	158 528	94 242	252 770	161 641	96 450	258 090

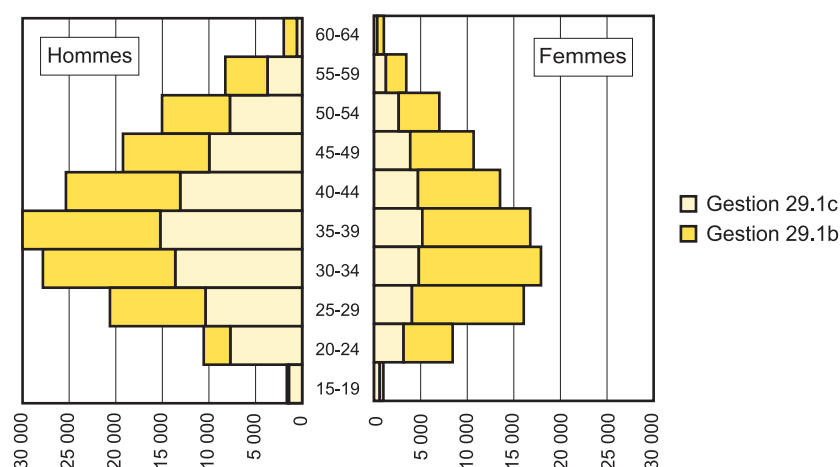
*) Sans continuation de la rémunération en cas de maladie.

**) Avec continuation de la rémunération pour le mois en cours et les trois mois subséquents.

***) L'indemnisation reste suspendue jusqu'au premier jour du quatrième mois qui suit la déclaration de maladie.

Le graphique 6 représente la répartition des assurés par gestion et par groupes d'âge en 2003.

Graphique 6. - Gestions prestations en espèces: répartition des assurés par groupe d'âge en 2003 (moyenne annuelle)



2. Les prestataires de soins

2.1. Les médecins

Les statistiques concernant les médecins ont été élaborées par l'IGSS sur base des fichiers de l'UCM. Leur objet est de rendre compte de l'évolution de la démographie médicale et d'analyser l'activité médicale au niveau national dans le contexte du système d'assurance maladie maternité obligatoire. Les statistiques de ce chapitre font abstraction des prestations médicales servies aux résidents non affiliés au régime national, ainsi que des soins médicaux administrés à l'étranger aux assurés résidents. Les données ne sont donc pas exhaustives, ni par rapport à l'activité médicale globale au niveau national, ni par rapport à la consommation médicale globale des assurés sociaux résidents.

Les médecins fonctionnaires ou médecins salariés qui n'exercent pas d'activité médicale financée par la sécurité sociale, ne sont pas intégrés dans les statistiques.

Les statistiques sont basées sur une méthodologie appliquée à partir de l'exercice 1994. Un raccord automatique avec la série publiée antérieurement n'est pas possible.

La présente section présente l'activité médicale récente. Une série chronologique datant à partir de 1997 est publiée dans la partie statistique (section 2) de ce rapport.

Données démographiques:

Les statistiques concernent les médecins résidents, conventionnés, classés par spécialité. La spécialité du médecin est en principe celle pour laquelle il a obtenu en dernier lieu une autorisation d'exercer.

Les statistiques concernant la démographie médicale comprennent les médecins libéraux et salariés. A noter que l'assurance maladie ne fait pas de distinction entre médecins libéraux et médecins salariés en ce qui concerne le mode de financement. La rémunération du médecin se fait toujours à l'acte. Dans le cas des médecins salariés, c'est l'hôpital qui les emploie, qui perçoit les honoraires.

Le comptage des médecins est fait mensuellement. Pour les besoins des statistiques démographiques ci-après, on retient le nombre de médecins en activité au mois de décembre.

Pour les médecins libéraux on ne retient que ceux ayant une activité significative. On considère comme mois d'activité insignifiante ceux, où le niveau des honoraires est inférieur au salaire social minimum (SSM) ou encore les mois d'activité isolés, précédés et suivis de mois d'inactivité.

En ce qui concerne les médecins salariés, employés au CHL pour la plupart, la constatation de leur activité se base sur les relevés fournis par l'hôpital employeur. Les médecins salariés comprennent également un sous-groupe: les médecins en voie de formation (MEVS) ou boursiers. Ceux-ci sont classés dans la spécialité où ils effectuent leur stage.

Honoraires médicaux:

- Les statistiques concernant les honoraires médicaux englobent tous les médecins exerçant dans le régime libéral à condition que leur activité s'étende sur toute l'année et que le niveau des honoraires dépasse le SSM par mois et 4 957 EUR (200 000 LUF) à l'indice 100 par an.
- Les personnes considérées sont âgées entre 25 et 70 ans.
- Les actes médicaux sont recensés par rapport à l'année de leur prestation. Ils sont attribués aux médecins en fonction de leur spécialité et non pas en fonction du classement des actes dans la nomenclature. La spécialité du médecin est en principe celle pour laquelle il a obtenu en dernier lieu une autorisation d'exercer.
- Les chiffres concernant l'exercice le plus récent sont à considérer comme données provisoires.
- Des caractéristiques spécifiques d'une spécialité (moyenne d'honoraires ou données par rapport au sexe et à l'âge) ne sont pas mentionnées, si ce groupe de médecins compte en moyenne annuelle moins de 5 personnes.

Tableau 7. - Répartition des médecins selon la spécialité et le sexe en 2003

	Hommes	En % du total	Femmes	En % du total	Hommes et Femmes	En % du total
<i>Médecine générale</i>	213	21,2%	91	25,3%	304	22,2%
Anesthésie-réanimation	46	4,6%	21	5,8%	67	4,9%
Cardiologie	34	3,4%	3	0,8%	37	2,7%
Chirurgie générale	66	6,6%	9	2,5%	75	5,5%
Dermatologie	10	1,0%	10	2,8%	20	1,5%
Electroradiologie	47	4,7%	6	1,7%	53	3,9%
Médecine nucléaire	3	0,3%	2	0,6%	5	0,4%
Radiothérapie	2	0,2%	2	0,6%	4	0,3%
Endocrinologie	2	0,2%	2	0,6%	4	0,3%
Gastro-entérologie	16	1,6%	2	0,6%	18	1,3%
Gynécologie-obstétrique	44	4,4%	14	3,9%	58	4,2%
Hématologie	2	0,2%	2	0,6%	4	0,3%
Médecine interne	71	7,1%	14	3,9%	85	6,2%
Néphrologie	5	0,5%	2	0,6%	7	0,5%
Neuro-chirurgie	8	0,8%	1	-	9	0,7%
Neuro-psychiatrie	18	1,8%	6	1,7%	24	1,8%
Neurologie	21	2,1%	6	1,7%	27	2,0%
Psychiatrie	24	2,4%	15	4,2%	39	2,9%
Psychiatrie infantile	3	0,3%	4	1,1%	7	0,5%
Rééducation et réadaptation	6	0,6%	6	1,7%	12	0,9%
Ophtalmologie	27	2,7%	14	3,9%	41	3,0%
Orthopédie	32	3,2%	1	0,3%	33	2,4%
Oto-rhino-laryngologie	29	2,9%	3	0,8%	32	2,3%
Pédiatrie	27	2,7%	34	9,4%	61	4,5%
Pneumo-phtisiologie	13	1,3%	3	0,8%	16	1,2%
Rhumatologie	9	0,9%	3	0,8%	12	0,9%
Urologie	19	1,9%	1	-	20	1,5%
<i>Médecins-spécialistes: total</i>	584	58,0%	186	51,1%	770	56,3%
Médecins-dentistes	204	20,3%	82	22,8%	286	20,9%
Stomatologie	6	0,6%	1	0,3%	7	0,5%
TOTAL MEDECINS:	1 007	100,0%	360	99,4%	1 367	100,0%

Tableau 8. - Evolution du nombre des médecins depuis 1998 *)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Médecins généralistes	279	282	279	288	298	304
<i>Variation en %</i>		1,1%	-1,1%	3,2%	3,5%	2,0%
Médecins spécialistes	644	661	659	688	709	770
<i>Variation en %</i>		2,6%	-0,3%	4,4%	3,1%	8,6%
Dentistes et stomatologues	239	247	260	275	288	293
<i>Variation en %</i>		3,3%	5,3%	5,8%	4,7%	1,7%
TOTAL	1 162	1 190	1 198	1 251	1 295	1 367
<i>Variation en %</i>		2,4%	0,7%	4,4%	3,5%	5,6%

*) Situation au 31 décembre.

Pour l'année 2003 on constate une très forte augmentation du nombre des médecins spécialistes (+8,6%), alors que la démographie des médecins généralistes évolue assez peu (+2,0%). En chiffres absolus les spécialistes ont gagné 61 unités, contre 6 pour les généralistes.

Voici l'énumération des spécialités où la croissance des effectifs, tant en pourcentage qu'en chiffres absolus, est la plus marquée:

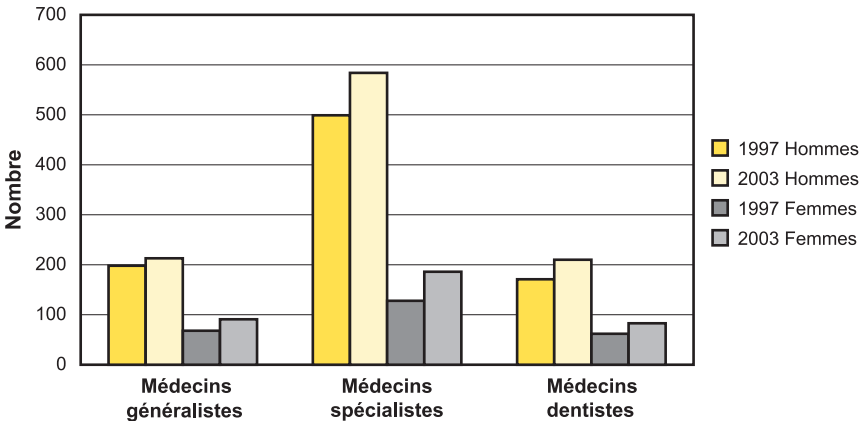
Rééducation et réadaptation	+9	(300%)
Neurologie	+5	(23%)
Orthopédie	+4	(14%)
Chirurgie générale	+9	(14%)
Anesthésie-réanimation	+8	(14%)
Electroradiologie	+6	(13%)
Cardiologie-angiologie	+4	(12%)

La croissance démographique très soutenue observée entre 1999 et 2002 auprès des médecins dentistes, s'est ralentie en 2003.

Tableau 9. - Evolution des trois principales catégories de médecins, exprimée en % du total

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Médecins généralistes	23,6%	24,0%	23,7%	23,3%	23,0%	23,0%	22,2%
Médecins spécialistes	55,7%	55,4%	55,5%	55,0%	55,0%	54,7%	56,3%
Dentistes et stomatologues	20,7%	20,6%	20,8%	21,7%	22,0%	22,2%	21,4%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Graphique 7. - Evolution du nombre des médecins par sexe à partir de 1997



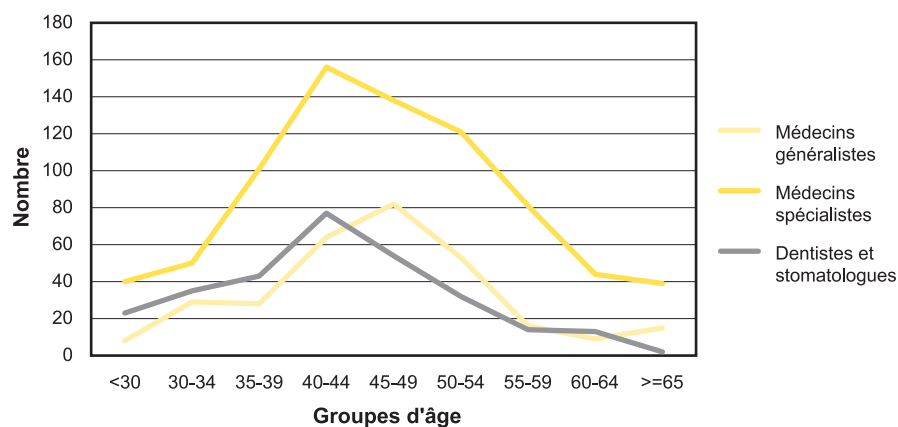
En 2003 les médecins femmes représentaient seulement 26% du total des médecins. Leurs effectifs sont cependant en croissance rapide comme le montre le tableau ci-après:

Tableau 10. - Evolution démographique des médecins par sexe de 1997 à 2003

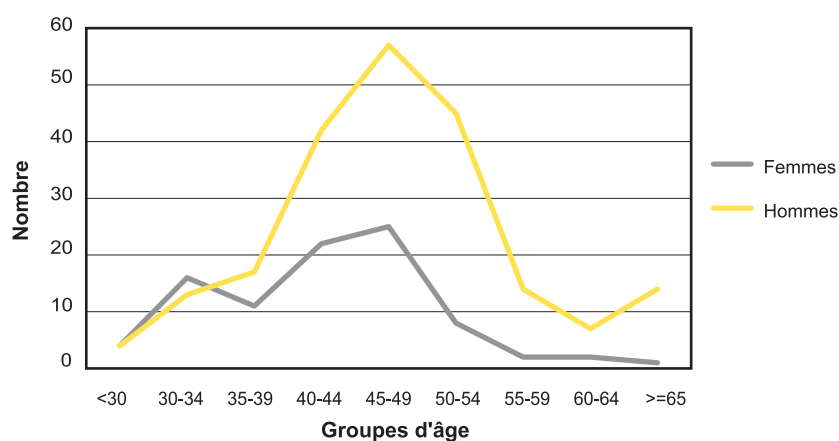
	Hommes	Femmes	Total hommes et femmes
Médecine générale	1,2%	5,0%	2,3%
Dentiste	3,3%	5,1%	3,8%
Spécialistes	2,7%	6,4%	3,5%
TOTAL MEDECINS	2,5%	5,7%	3,3%

Les graphiques ci-après indiquent la répartition par groupes d'âge et par sexe des médecins généralistes, des médecins spécialistes et des médecins dentistes.

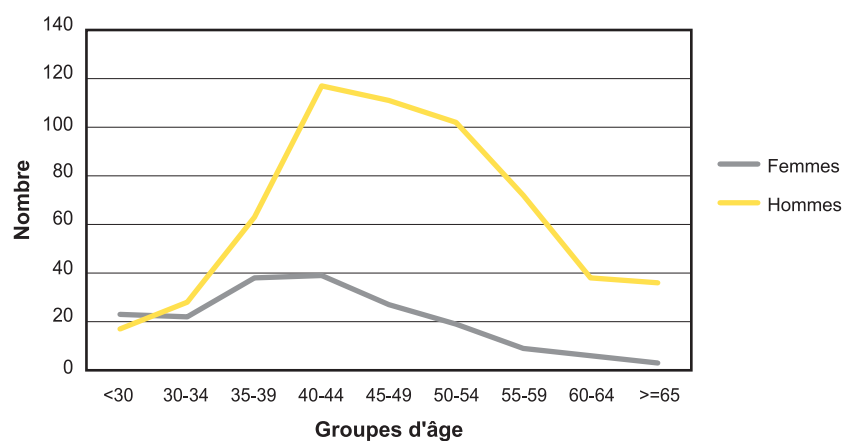
Graphique 8. - Répartition des médecins par groupes d'âge en 2003



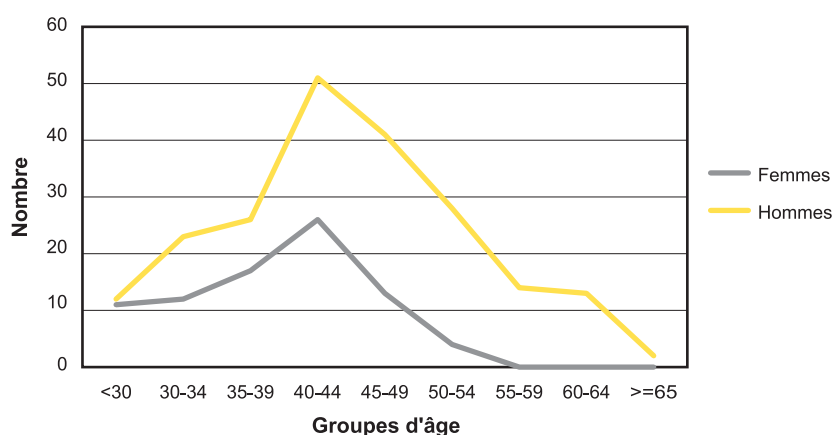
Graphique 9. - Répartition par groupes d'âge et par sexe en 2003: généralistes



Graphique 10. - Répartition par groupes d'âge et par sexe en 2003: spécialistes



Graphique 11. - Répartition par groupes d'âge et par sexe en 2003: dentistes et stomatologues



La démographie médicale hors de nos frontières: Une comparaison avec d'autres pays européens

Les données publiées ci-après reposent entièrement sur des statistiques tirées de la base de données Eco-santé établie par l'OCDE en 2004. Le choix des pays a été fait en fonction des données disponibles pour l'année 2002.

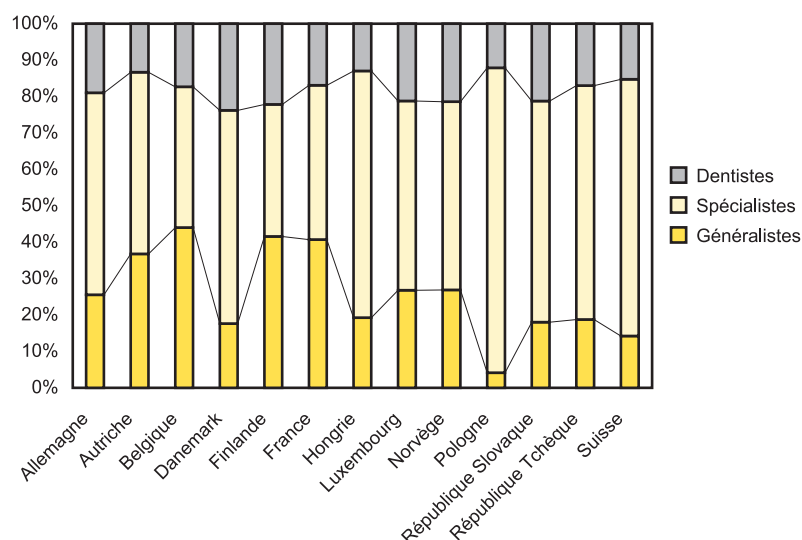
Comme c'est le cas pour toute comparaison internationale, il faut interpréter les chiffres avec prudence. La méthodologie concernant la collecte des données peut varier d'un pays à un autre. D'un autre côté il faut se garder de tirer des conclusions hâtives à partir d'un indicateur unique. Si c'est vrai que les médecins jouent un rôle clé dans les systèmes de santé, le seul indicateur de la couverture médicale ne permet pas de préjuger de la performance d'un système de santé.

Les chiffres recensés par l'OCDE concernant les médecins au Luxembourg, proviennent d'un fichier du Ministère de la Santé. Ils concernent **tous les médecins en activité** au Luxembourg, donc y compris les médecins fonctionnaires ou médecins occupés dans d'autres secteurs (médecine du travail, labos etc) sans relation directe avec l'assurance maladie. Les statistiques ne sont donc pas directement comparables à celles établies sur base des fichiers de la sécurité sociale publiées ci-avant.

Tableau 11. - La densité médicale par 1000 habitants en 2002 ¹⁾

Pays	Généralistes	Spécialistes	Dentistes
Allemagne	1,1	2,3	0,8
Autriche	1,4	1,9	0,5
Belgique	2,1	1,8	0,8
Danemark	0,7	2,2	0,9
Finlande	1,7	1,5	0,9
France	1,6	1,7	0,7
Hongrie	0,7	2,5	0,5
Luxembourg	0,9	1,7	0,7
Norvège	1,1	2,0	0,8
Pologne	0,1	1,9	0,3
Royaume-Uni	0,6	1,5	nd.
République Slovaque	0,4	1,5	0,5
République Tchèque	0,7	2,5	0,7
Suisse	0,4	2,2	0,5

¹⁾ Copyright ECO-SANTÉ OCDE 2004, 1ère édition.

Graphique 12. - Composition du corps médical dans différents pays européens ¹⁾

¹⁾ Calculé sur base des données Eco-santé OCDE 2004

Evolution des honoraires médicaux au Luxembourg

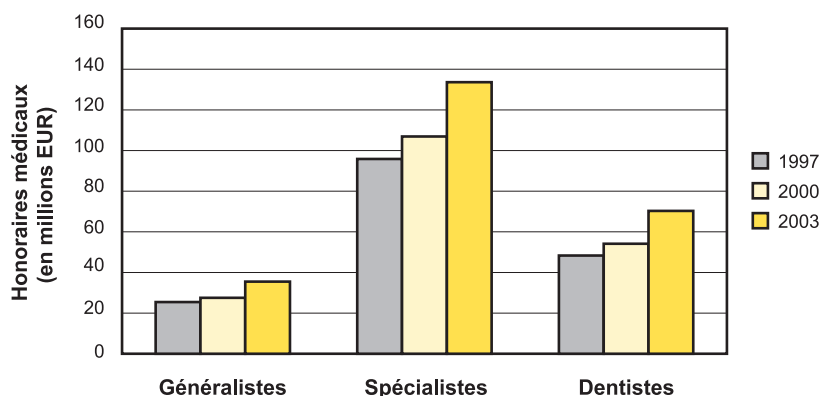
L'évolution annuelle de la masse des honoraires bruts entre 2002 et 2003 (données provisoires) a été la suivante:

Généralistes:	+9,9%
Spécialistes:	+7,8%
Dentistes et stomatologues:	+9,5%
Total des médecins:	+8,6%

La répartition de la masse des honoraires entre les différentes catégories de médecins est constante depuis 3 ans. Cela donne le résultat suivant pour 2003:

Généralistes:	15%
Spécialistes:	56%
Dentistes et stomatologues:	29%
Total des médecins:	100%

Graphique 13. - Evolution de la masse des honoraires médicaux (en millions EUR)

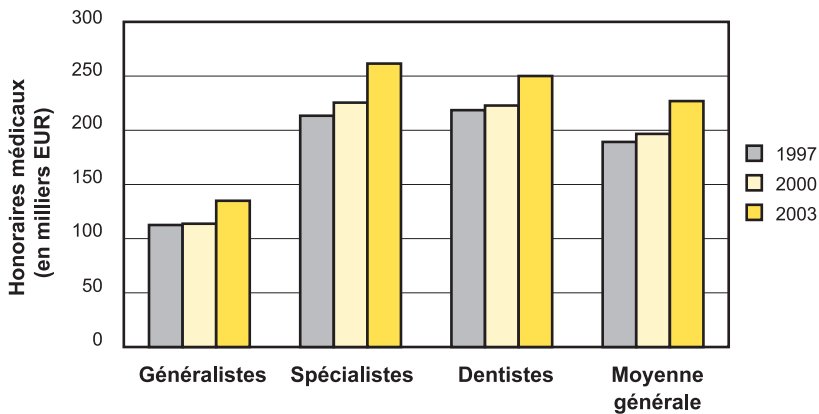


La croissance des honoraires médicaux moyens se poursuit également en 2003. Voici la répartition par catégorie:

Généralistes:	+6,6%
Spécialistes:	+4,2%
Dentistes et stomatologues:	+3,7%
Total des médecins:	+4,5%

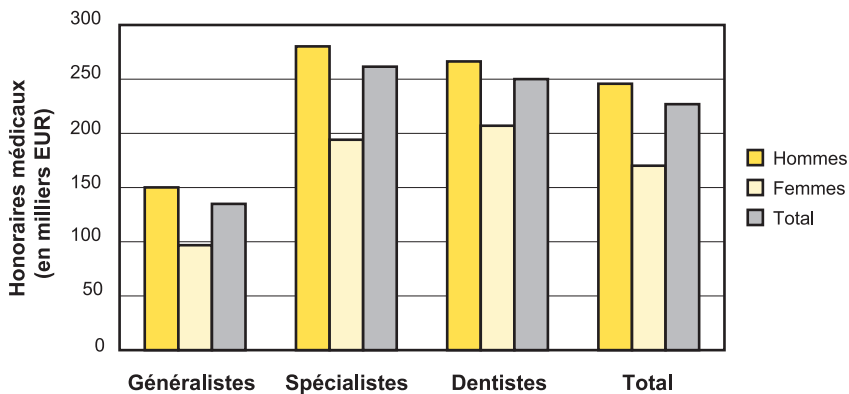
En moyenne générale la progression des honoraires médicaux moyens a été un peu moins rapide qu'en 2002 (-0,9 points). Cela est dû essentiellement à la progression du nombre de spécialistes, la seule catégorie où la progression des honoraires moyens est en légère perte de vitesse.

Graphique 14. - Honoraires médicaux: moyenne par catégorie de médecins (en milliers EUR)



Le graphique suivant indique la répartition des honoraires médicaux moyens par catégorie et par sexe.

Graphique 15. - Répartition des honoraires médicaux moyens selon le sexe en 2003 (en milliers EUR)



La répartition des honoraires médicaux moyens par spécialité

Cette répartition est très inégale et comprise pour l'année 2003 dans une fourchette allant de 1 à 5. La moyenne se situe autour de 227 000 EUR. En règle générale les moyennes d'honoraires les plus faibles se rencontrent auprès des spécialités médicales conservatrices et les moyennes plus élevées sont associées aux spécialités médicales plus techniques. Les spécialités médicales les plus significatives dans le premier groupe sont les généralistes, les pédiatres et les dermatologues dont les honoraires moyens se situent au dessous de la moyenne générale. Dans le deuxième groupe des spécialités plus techniques, les spécialistes les mieux rémunérés en moyenne sont en premier lieu les dentistes puis les cardiologues, les radiologues, les gynécologues et les orthopédistes. Leurs honoraires moyens se situent tous au-dessus de 300 000 EUR par an, donc largement au-dessus de la moyenne générale.

Les moyennes d'honoraires par catégorie donnent une première indication sur la répartition des montants d'honoraires que les médecins ont perçus pendant l'année sous revue. Si l'on observe la distribution des honoraires toutes spécialités confondues, on constate cependant qu'elle est loin d'être homogène. Néanmoins certaines tendances observées au niveau de l'analyse des moyennes d'honoraires sont corroborées au niveau de l'analyse de la distribution par tranches de montant.

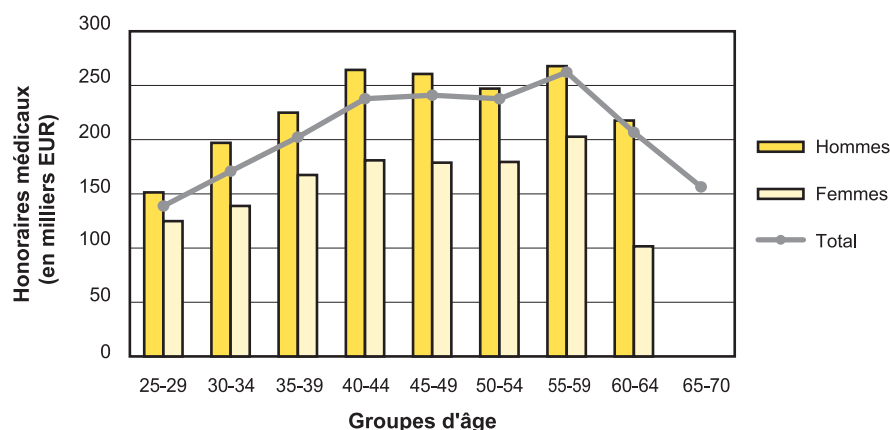
En 2003, 10% des médecins ont disposé d'honoraires au dessous de 75 709 EUR. Dans cette tranche 50% étaient des généralistes, suivis des dentistes (23%) et des spécialistes pour maladies internes (7%).

Parmi les 5% de médecins ayant perçu les montants d'honoraires les plus élevés - c'est à dire plus de 486 537 EUR par an - 40% sont des dentistes. Le deuxième rang est occupé à titre égal par la cardiologie, la radiologie et l'ophtalmologie avec un taux de 10% pour chacune des spécialités. Le troisième rang avec un taux de 8% revient à l'orthopédie.

Si on tenait compte des frais professionnels pour chaque spécialité, le classement ci-avant serait probablement différent. Or nous ne disposons pas de telles informations. On peut toutefois raisonnablement admettre que les frais d'investissement des médecins-dentistes p.ex. sont beaucoup plus élevés que ceux d'un médecin dont l'activité exclusive ou primordiale se situe en milieu hospitalier où l'infrastructure est fournie par l'établissement.

La répartition des honoraires médicaux moyens par âge et par sexe

Graphique 16. - Répartition des honoraires médicaux moyens selon le sexe et l'âge en 2003 (en milliers EUR)



La distribution par âge des honoraires moyens montre une allure assez symétrique. Pour les hommes la moyenne des honoraires est plutôt stable entre 40 et 60 ans avec toutefois un léger recul dans le groupe d'âge 50-54 ans.

Les honoraires moyens des femmes se situent toujours bien au-dessous de ceux de leurs collègues masculins. Toutefois on constate à partir de 2002 une nette accélération de la croissance des honoraires des médecins femmes. L'augmentation de l'activité est notamment visible pour les groupes d'âge situés entre 45 et 59 ans. Ce qui est inchangé par contre c'est la réduction brusque de l'activité des femmes à partir de 60 ans. Cette diminution de l'activité professionnelle à l'approche de l'âge de la retraite est beaucoup plus marquée chez les femmes que chez les hommes.

2.2. Les hôpitaux

Les frais hospitaliers (sans les frais pour soins médicaux), représentent près de la moitié des dépenses pour soins de santé au Luxembourg. Les hôpitaux occupent donc le premier rang en tant que prestataire. Leurs besoins en investissements lourds et à long terme ainsi que leur organisation complexe requièrent au niveau national un effort de recensement et de planification des moyens. Ces efforts se concrétisent entre autres par l'élaboration, sous la responsabilité du Ministère de la Santé, d'une carte sanitaire annuelle et d'un plan hospitalier national pluriannuel.

La carte sanitaire est un ensemble de documents d'information et de prospective qui informe sur l'agencement général des hôpitaux, leurs services, leurs ressources humaines, ainsi que le niveau d'équipement technique des différents sites. Il peut être consulté sur Internet sous: www.etat.lu/MS/.

Le plan hospitalier, dont la dernière version date du 18 avril 2001, édicte les critères de classement des établissements hospitaliers, leurs besoins en services et en lits, ainsi que les besoins en équipements lourds. Un nouveau plan hospitalier devra être élaboré pour 2005.

Le plan hospitalier distingue, dans le domaine des soins aigus et subaigus, trois régions hospitalières et trois types d'établissements hospitaliers.

Le tableau suivant représente la situation en 2003. En 2004 on a assisté à deux fusions d'hôpitaux: l'Hôpital de la Ville d'Esch qui a fusionné avec l'Hôpital de la Ville de Dudelange, et le CHL qui a fusionné avec la Clinique d'Eich.

Tableau 12. - Le classement des hôpitaux et des établissements hospitaliers spécialisés (plan hospitalier avril 2001)

	Région hospitalière du Nord	Région hospitalière du Centre	Région hospitalière du Sud
Hôpital général	Clinique St. Louis Ettelbruck	Centre Hospitalier de Luxembourg Clinique Ste Thérèse Luxembourg *) Hôpital du Kirchberg Luxembourg	Hôpital de la Ville Esch-sur-Alzette Hôpital Princesse Marie- Astrid Differdange
Hôpital de proximité	Clinique St. Joseph Wiltz	Clinique d'Eich Fondation N. Metz Luxembourg	Clinique Ste Marie Esch-sur-Alzette Hôpital de la Ville Dudelange
Etablissement hospitalier spécialisé	Centre hospitalier Neuropsychiatrique et ses annexes	Clinique Dr Bohler Luxembourg Centre de Rééducation Gériatrique à Steinfort Centre National de Rééducation Fonctionnelle et de Réadaptation Hamm Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle à Luxembourg	Centre national de radiothérapie à Esch-sur-Alzette

*) L'Hôpital du Kirchberg, nouvellement construit, remplace à partir de juillet 2003, les anciennes cliniques St. Elisabeth et Sacré-Coeur.

Dans le domaine de l'offre de soins subaigus il faut ajouter les centres de cures thermales ou de convalescence, de réhabilitation et de rééducation fonctionnelle.

Pour autant que leur activité soit opposable à l'assurance maladie maternité, les établissements hospitaliers sont financés par des budgets annuels négociés. Les soins prodigués dans les établissements de cures thermales ou de centres de convalescence sont rémunérés sur base forfaitaire ou tarifaire. Le centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation est budgétisé à partir de 2003.

Les hôpitaux constituent une source importante d'emploi salarié. Au 31 mars 2004 près de 7 100 personnes travaillaient directement au service des hôpitaux ou établissements hospitaliers spécialisés. Ce nombre est en augmentation de 6,9% par rapport à la même date de l'année précédente. C'est une croissance considérable par rapport à l'exercice précédent où le taux observé était de 1,4%.

Pour apprécier correctement les statistiques concernant l'emploi dans le secteur hospitalier il faut savoir que:

- Les statistiques reproduites ci-après sont établies à partir de fichiers recensant l'emploi salarié selon la classification NACE. Elles concernent donc des personnes physiques et non des Equivalents Temps Plein (ETP) et ne sont pas directement comparables avec les informations sur l'emploi dans le secteur hospitalier fournies par la carte sanitaire. Y sont inclus également les médecins salariés, plus ou moins 200 unités (dont les médecins en voie de formation). Les médecins libéraux sont exclus.
- La presque totalité des établissements hospitaliers a recours à des travaux de sous-traitance en ce qui concerne des tâches telles que la buanderie, la restauration ou certains travaux d'entretien. Le personnel travaillant en sous-traitance et relevant donc d'une autre catégorie NACE, n'est pas recensé dans ces statistiques.
- Certains établissements (notamment des hôpitaux de proximité ou certains établissements spécialisés) peuvent avoir des patients relevant les uns de l'assurance maladie et les autres de l'assurance dépendance. Dans le contexte de cette statistique il est cependant impossible de départager l'affectation du personnel selon les secteurs.

Voici un aperçu sur la situation de l'emploi salarié dans les hôpitaux au 31 mars 2003 et 2004:

Tableau 13. - Salariés du secteur hospitalier ¹⁾ : répartition selon le pays de résidence

<i>Situation au 31.3.2003</i>	Luxembourg	France	Belgique	Allemagne	Total
Hôpitaux généraux	2 816	690	361	166	4 033
Hôpitaux de proximité	1 078	300	158	165	1 701
Etablissements hospitaliers spécialisés	591	110	112	93	906
TOTAL	4 485	1 100	631	424	6 640
<i>Situation au 31.3.2004</i>					
Hôpitaux généraux	3 614	903	496	373	5 386
Hôpitaux de proximité	384	145	84	19	632
Etablissements hospitaliers spécialisés	657	170	146	109	1 082
TOTAL	4 655	1 218	726	501	7 100

¹⁾ Classement des établissements hospitaliers conformément aux dispositions du nouveau plan hospitalier (avril 2001).
Pour des raisons techniques les salariés du "Centre de rééducation et de réadaptation" ont seulement pu être intégrés dans les statistiques à partir de 2004.

Tableau 14. - Salariés du secteur hospitalier ¹⁾ : répartition par sexe

<i>Situation au 31.3.2003</i>	Hommes	Femmes	Total
Hôpitaux généraux	950	3 083	4033
Hôpitaux de proximité	329	1 372	1701
Etablissements hospitaliers spécialisés	274	632	906
TOTAL	1 553	5 087	6 640
Hommes / Femmes par rapport au total	23,4%	76,6%	100,0%
<i>Situation au 31.3.2004</i>			
Hôpitaux généraux	1 261	4 125	5 386
Hôpitaux de proximité	107	525	632
Etablissements hospitaliers spécialisés	318	764	1 082
TOTAL	1 686	5 414	7 100
Hommes / Femmes par rapport au total	23,7%	76,3%	100,0%

¹⁾ Classement des établissements hospitaliers conformément aux dispositions du nouveau plan hospitalier (avril 2001).
Pour des raisons techniques les salariés du "Centre de rééducation et de réadaptation" ont seulement pu être intégrés dans les statistiques à partir de 2004.

L'analyse de l'emploi salarié dans le secteur hospitalier révèle deux faits marquants: la très large prépondérance de la main d'œuvre féminine et l'ampleur de la main d'œuvre outre frontalière. Si le rapport entre emploi masculin et féminin commence à évoluer vers une plus large participation masculine, cela se fait à un rythme extrêmement lent, à raison de quelques dixièmes de points par an.

2.3. Autres prestataires

Evolution démographique

Le tableau suivant indique l'évolution démographique des professions de santé entre 1995 et 2002. Ces chiffres proviennent de statistiques établies par la Direction de la Santé et visent l'ensemble des prestataires en activité qu'ils soient salariés ou non, qu'ils soient rémunérés (d'une manière directe ou indirecte) par la sécurité sociale ou qu'ils travaillent dans d'autres secteurs.

Tableau 15. - Professions de santé ^{1) 2)}

Spécification	1995	2002	Taux de progression moyen annuel
Total des professionnels en activité	5 092	6 300	3,1%
Aide-soignant(e)s	1 055	1 379	3,9%
Assistant(e)s d'hygiène sociale	123	122	-0,1%
Assistant(e)s senior	17	16	-0,9%
Assistante(s) sociales(aux)	123	171	4,8%
Assistante(s) techniques méd. de chirurgie	76	107	5,0%
Assistante(s) techniques méd. de laboratoire	171	165	-0,5%
Assistante(s) techniques méd. de radiologie	119	146	3,0%
Dietéticien(ne)s	19	23	2,8%
Ergothérapeutes	53	109	10,9%
Infirmières (iers) en anesthésie et réanimation	202	229	1,8%
Infirmières (ers) gradué(e)s	116	126	1,2%
Infirmières (iers)	2 156	2 725	3,4%
Infirmières(iers) en pédiatrie	137	151	1,4%
Infirmières(iers) en psychiatrie	151	126	-2,6%
Laborantin(e)s	163	191	2,3%
Masseurs-kinésithérapeutes	255	294	2,1%
Masseurs	24	32	4,2%
Orthophonistes	20	35	8,3%
Orthoptistes	7	8	1,9%
Pédagogues curatifs(ves)	17	22	3,8%
Rééducateurs(trices) en psychomotricité	11	16	5,5%
Sages-femmes	75	103	4,6%
Non-spécifié	2	4	10,4%

Source: Direction de la santé.

¹⁾ Le tableau reprend le nombre de professionnels en exercice appartenant aux professions de santé dont l'exercice est régi par la loi du 26 mars 1992.

²⁾ Situation au 31 décembre de l'année.

Le tableau ci-après montre l'évolution du nombre de pharmaciens et d'officines de pharmacie au cours des 10 dernières années:

Tableau 16. - Evolution du nombre des concessions de pharmacie et pharmaciens ¹⁾

Spécification	1993	2003	Taux de progression moyen annuel
Concessions de pharmacies			
- ouvertes au public	76	83	0,9%
- pharmacies hospitalières	7	9	2,5%
Pharmaciens en activité selon secteurs	255	371	3,8%
- Pharmacies ouvertes au public	223	321	3,7%
- Pharmacies d'hôpitaux	8	20	9,6%
- Laboratoires d'analyses médicales	6	7	1,6%
- Distribution en gros	14	15	0,7%
- Fonctionnaires	4	5	2,3%
- Autres secteurs	-	3	p.m.

¹⁾ Situation au 31 décembre de l'année.

Source: Direction de la Santé, Division de la Pharmacie et des Médicaments.

L'évolution du montant net des honoraires ou prestations des professions de santé non-médecins prise en charge par la sécurité sociale, est documentée ci-après. Les chiffres correspondent à l'année de prestation sans tenir compte du moment de la comptabilisation des frais. Pour évaluer l'évolution quantitative des soins de santé, les statistiques basées sur la "date prestation" fournissent des résultats plus concluants que celles basées sur la date de la liquidation.

Tableau 17. - Evolution des honoraires et frais des autres professions de santé (en milliers EUR)

	2001	2002	2003 *)	Variation en %	
				2001/02	2002/03
Frais pharmaceutiques (secteur extra-hospitalier)	101 429	114 394	123 263	12,8%	7,8%
Analyses de laboratoires	26 415	27 552	31 836	4,3%	15,5%
Massages, kinésithérapie	15 183	17 060	18 435	12,4%	8,1%
Opticiens	7 457	7 660	8 643	2,7%	12,8%
Soins infirmiers	14 328	15 788	14 507	10,2%	-8,1%
Psychomotriciens	286	344	365	20,2%	6,0%
Orthophonie	289	307	333	6,5%	8,5%

*) Données provisoires.

En 2003 ce sont les examens de laboratoire qui ont eu le taux de croissance le plus élevé (15,5%). Les opticiens suivent au 2e rang avec un taux de 12,8%, suivi des orthophonistes avec 8,5%. Le faible montant des frais pour soins infirmiers est dû à des retards d'introduction des factures. Le montant réel devrait se situer à un niveau comparable à celui de 2002.

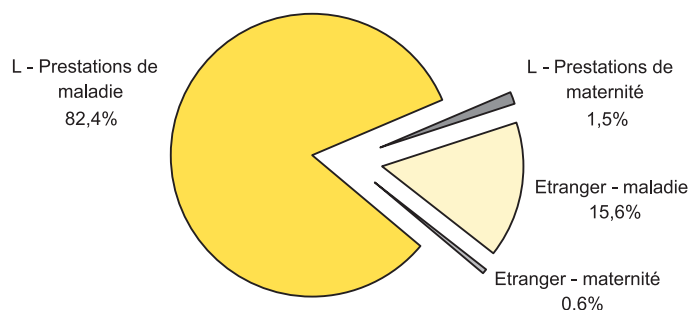
3. Les prestations

3.1. Les prestations en nature

Pendant l'année 2003, l'assurance maladie maternité a liquidé des prestations en nature pour un montant total de 1 092 millions €.

Graphique 17. - Ventilation des prestations en nature en 2003

Prestations en nature en 2003: 1 092 millions EUR



L'évolution des prestations sera analysée sous deux points de vues différents:

1. Le premier est axé sur les résultats comptables et permet de tirer des conclusions quant à la situation financière de l'assurance maladie à un moment donné. Ces données comptables présentent l'inconvénient de fluctuer considérablement d'un exercice à un autre et se prêtent donc mal à une utilisation à des fins statistiques.

2. Le deuxième suit l'évolution des prestations en se basant sur la date de la prestation sans tenir compte du moment de la liquidation des frais. Cette approche fournit des séries statistiques plus homogènes que celles basées sur les résultats comptables, ce qui permet donc de mieux comprendre l'évolution des prestations dans le passé.

La sous-section 3.1.1. ci-après analyse les différents types de prestations sur base des montants comptabilisés en 2003.

Les statistiques des sous-sections 3.2. et 3.3. ci-après sont basées par contre sur l'année de prestation des soins.

3.1.1. Les prestations de soins de santé et de maternité en 2002: point de vue comptable

Remarque préliminaire: En raison de retards constants concernant la présentation des factures par certains prestataires, l'UCM a été obligé d'inscrire dans ses décomptes - et ce à partir de l'exercice 1998 - des sommes importantes de provisions pour prestations échues, mais non encore liquidées. Cela veut dire que ces prestations, bien que comprises sous forme de provisions dans le total des dépenses, n'apparaissent dans le détail des prestations qu'à la fin de l'exercice suivant. Du côté des recettes, ces prestations sont alors contrebalancées par un prélèvement aux provisions. En gonflant artificiellement les recettes et les dépenses, ces procédés comptables compliquent malheureusement le calcul du taux d'évolution annuel aussi bien du côté des recettes que du côté des dépenses.

Pour faciliter la compréhension de l'évolution nous avons éliminé ce biais dans les tableaux ci-après.

Le tableau 18 qui suit donne un aperçu global des prestations de soins de santé pris en charge par les caisses de maladie, y compris les soins en cas de maternité.

Tableau 18. - Les prestations en nature en 2003 (en millions EUR)

	Montant	En % du total
Prestations au Luxembourg	920,4	83,8%
Soins hospitaliers	443,8	40,4%
Soins médicaux	177,9	16,2%
Soins médico-dentaires, orthodontie, prothèses	41,8	3,8%
Médicaments (secteur extra-hospitalier)	124,7	11,4%
Moyens curatifs et adjuvants	24,0	2,2%
Analyses de laboratoire (secteur extra-hospitalier)	32,3	2,9%
Soins des autres professions de santé	38,0	3,5%
Prestations de maternité	16,2	1,5%
Autres prestations	21,7	2,0%
Prestations à l'étranger	177,3	16,2%
Prestations servies en vertu de conventions internationales	165,9	15,1%
Prestations étrangères suivant législation luxembourgeoise	2,1	0,2%
Autres prestations à l'étranger	3,0	0,3%
Prestations de maternité	6,2	0,6%
Frais de séjour à l'étranger	0,2	0,0%
TOTAL	1 097,7	100,0%

*) Données ajustées en tenant compte des dotations et prélèvements aux provisions pour prestations.

L'analyse plus détaillée des différents types de soins porte uniquement sur les soins dispensés au Luxembourg par des prestataires résidents. Or, les prestations à l'étranger représentent près de 16,2% du total des frais pour soins de santé liquidés en 2003. Cependant une ventilation de ces prestations à l'instar de celle appliquée aux prestations au niveau national est impossible, étant donné que l'organisation des soins de santé ainsi que le système de tarification varient fortement d'un pays à un autre.

Le tableau suivant indique l'évolution des prestations en nature en 2001-2002 et 2002-2003. Les différents postes de frais apparaissent en ordre de grandeur décroissant.

Tableau 19. - Evolution des prestations de soins de santé et de maternité au Luxembourg (en millions EUR)

	2001	2002	2003	Variation en %	
				2001/02	2002/03
Prestations au Luxembourg	789,2	852,0	920,4	8,0%	8,0%
Soins hospitaliers	389,9	409,4	443,8	17,2%	5,0%
Soins médicaux	147,9	163,1	177,9	10,3%	9,1%
Médicaments (secteur extra-hospitalier)	105,4	115,6	124,7	9,7%	7,9%
Moyens curatifs et adjuvants	18,8	21,7	24,0	27,7%	10,4%
Analyses de laboratoire (secteur extra-hospitalier)	26,7	27,9	32,3	21,0%	15,7%
Soins médico-dentaires, orthodontie, prothèses	32,7	38,8	41,8	18,6%	7,8%
Soins des autres professions de santé	30,5	34,1	38,0	11,8%	11,5%
Prestations de maternité, dont:	14,7	15,7	16,2	7,0%	2,9%
- Soins médicaux	1,3	1,4	1,6	7,8%	20,5%
- Forfaits d'accouchement à l'hôpital	12,8	13,6	13,9	6,5%	1,7%
Rééducation et cures	12,3	13,6	8,3	10,1%	-38,8%
Autres prestations	10,4	12,0	13,4	16,1%	11,2%

*) Données ajustées en tenant compte des dotations et prélèvements aux provisions pour prestations.

Le tableau 20 montre l'évolution des différents postes de frais, groupés en ordre de grandeur décroissant, en indiquant leur pondération par rapport au total des prestations.

Tableau 20. - Evolution des différents postes de frais par rapport au total des prestations (prestations au Luxembourg)

	1999	2000	2001	2002	2003
Total des prestations au Luxembourg	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Soins hospitaliers	47,4%*)	47,9%*)	49,4%*)	48,1%*)	48,2%*)
Soins médicaux	20,6%*)	19,9%*)	18,7%*)	19,1%*)	19,3%*)
Médicaments (secteur extra-hospitalier)	13,5%	13,7%	13,4%	13,6%	13,6%
Moyens curatifs et adjuvants	2,9%	2,6%	2,4%	2,5%	2,6%
Analyses de laboratoire (secteur extra-hospitalier)	3,0%	3,3%	3,4%	3,3%	3,5%
Soins médico-dentaires, orthodontie, prothèses	4,5%	4,3%	4,1%	4,5%	4,5%
Soins des autres professions de santé	3,1%	3,2%*)	3,9%*)	4,0%*)	4,1%*)
Prestations de maternité	2,1%	2,2%	1,9%	1,8%	1,8%
Rééducation et cures	1,5%	1,6%	1,6%	1,6%	0,9%
Autres prestations	1,5%	1,4%	1,3%	1,4%	1,5%

*) Données ajustées en tenant compte des dotations et prélèvements aux provisions pour prestations.

Les soins médicaux et médico-dentaires

Les frais pour soins médicaux (y compris en cas de maternité) et médico-dentaires ont représenté 19,5% du montant total des soins liquidés au Luxembourg en 2003.

Les tableaux 21 et 22 indiquent pour 2003 la répartition des soins médicaux, respectivement des soins médico-dentaires.

Tableau 21. - Les soins médicaux *) au Luxembourg en 2003 (en millions EUR)

	Montant 2003	En % du total
Consultations	56,7	31,9%
Visites	8,3	4,6%
Autres actes généraux	18,7	10,5%
Actes techniques ambulatoires	54,5	30,6%
Actes techniques stationnaires	38,5	21,6%
<i>Dotation aux provisions</i>	3,6	2,0%
<i>Prélèvement aux provisions (exercice n-1)</i>	-2,3	-1,3%
TOTAL	177,9	100,0%

*) Soins à l'hôpital et soins ambulatoires.

L'augmentation des frais comptabilisés pour soins médicaux a atteint 9,1% en 2003 égalisant presque le taux de croissance de 10,4% obtenu en 2002. A noter que le taux de croissance de la population protégée résidente se situe à +1,2% pour la période 2002-2003.

Tableau 22. - Les soins médico-dentaires ¹⁾ au Luxembourg en 2003 (en millions EUR)

	Montant 2003	En % du total
Consultations	5,4	12,9%
Visites *)	0,0	0,1%
Autres actes généraux **)	0,0	0,0%
Actes techniques	20,9	50,0%
Soins dentaires : prothèses	12,2	29,3%
Soins dentaires : orthodontie	3,2	7,7%
TOTAL	41,8	100,0%

¹⁾ Traitement hospitalier et ambulatoire; toutefois, pour les médecins dentistes, les traitements à l'hôpital sont peu fréquents.

*) Valeur < 50 000 €.

**) Valeur < 9 000 €.

En 2003 les dépenses pour soins médico-dentaires ont augmenté de 7,8%. En 2002 on a connu un taux de croissance record de 18,6%.

Les dépenses en médicaments (en dehors des hôpitaux)

Avec 124,7 millions € en 2003, soit 13,6% des frais pour soins de santé, les dépenses en pharmacie du secteur extra-hospitalier occupent le 3e rang des prestations en nature après les soins hospitaliers et les soins médicaux. Le taux de croissance des dépenses en médicaments a atteint 7,9% en 2003.

Le tableau suivant donne la répartition des médicaments selon le taux de prise en charge.

Tableau 23. - Médicaments remboursés en 2003 en milieu extra-hospitalier au Luxembourg (en milliers EUR)

	Montant 2003	En % du total
Médicaments remboursés:		
- au taux normal (80%)	72,3	58,0%
- au taux réduit (40%)	5,0	4,0%
- au taux préférentiel (100%)	47,4	38,0%
TOTAL	124,7	100,0%

En 2003 la part relative des remboursements au taux préférentiel (100%) a augmenté de 1,6 points.

Les soins hospitaliers

Un premier volet de cette partie consacrée aux soins hospitaliers expose brièvement l'évolution des frais. Un deuxième volet analyse certains aspects de l'utilisation de l'infrastructure hospitalière. Ce volet ne concerne que les hôpitaux aigus en 2003 (sans CHNP, Clinique de Steinfurt, Clinique St François).

Les budgets des hôpitaux se composent de deux volets distincts: les frais fixes non liés à l'activité et les frais variables directement proportionnels à l'activité. Les frais médicaux, tous facturés à l'acte, ne sont pas inclus dans les budgets hospitaliers.

Avec l'intégration du CNRFR (Centre National de Rééducation fonctionnelle et de Réadaptation) dans le rang des établissements budgétisés, leur nombre s'est élevé à 18 unités en 2003.

Les frais fixes négociés en 2003 représentent 79,7% du total des frais hospitaliers.

Avec 80% des frais fixes négociés, les frais de personnel devancent de loin tous les autres postes de frais. Le budget négocié pour l'exercice 2003 tient compte d'une augmentation globale du nombre du personnel (Equivalent Temps Plein) de 4,7%. Plus de la moitié de cette croissance est imputable à l'entrée en budgétisation du CNRFR. Des augmentations de salaire consenties dans le cadre du renouvellement de la convention collective et imputables à l'exercice 2003 ont été liquidées après l'expiration de l'exercice, de sorte que ce paiement rétroactif apparaîtra dans les comptes de 2004.

Le deuxième poste d'importance est celui des frais d'immeubles et d'équipements (+11,1%), suivi en troisième position par les frais d'amortissement des actifs immobilisés qui connaissent une hausse importante (+20,7%).

Tableau 24. - Evolution du coût du secteur hospitalier ^{1) 2)} au Luxembourg (en millions EUR)

	2001	2002	2003	Variation en %	
				2001/02	2002/03
Frais fixes	311,3	325,5	353,6	4,6%	8,6%
Frais variables	78,6	83,9	90,2	6,7%	7,5%
TOTAL	389,9	409,4	443,8	5,0%	8,4%

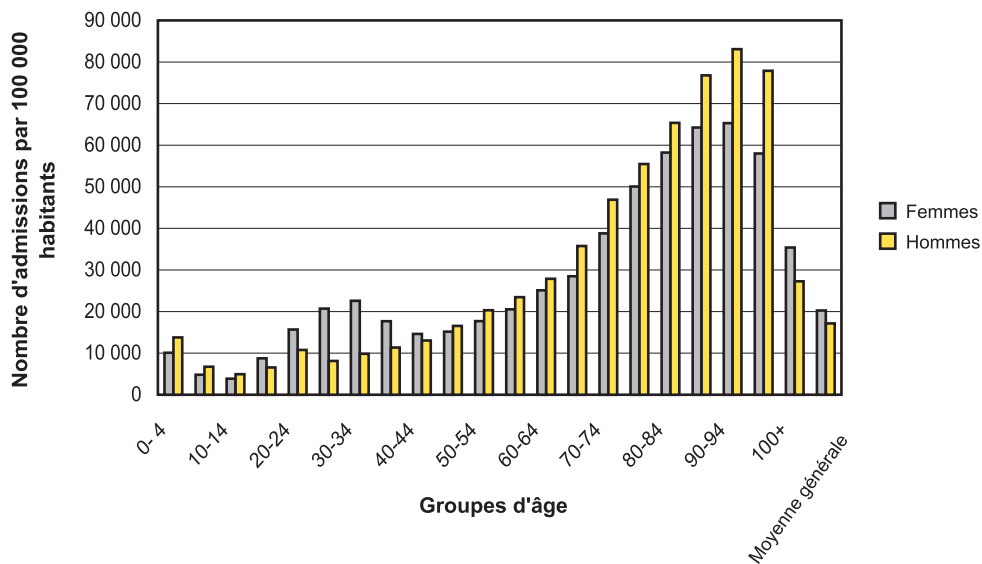
¹⁾ Données ajustées en tenant compte des dotations et prélèvements aux provisions pour prestations.

²⁾ Sans les honoraires médicaux.

Le tableau ci-dessus indique les frais hospitaliers inscrits au décompte de l'UCM en 2002. Cependant, ces chiffres ne rendent pas compte des dépenses hospitalières réellement engagées pendant cet exercice. En effet, en raison de la possibilité d'une rectification individuelle des budgets des hôpitaux, les dépenses réelles ne peuvent être constatées qu'avec un certain décalage.

Le nombre d'admissions pour 100 000 habitants s'élève en 2003 en moyenne générale à 18 700 cas. Ce rapport a été calculé par référence à la population protégée résidente.

Graphique 18. - Nombre d'admissions pour 100 000 habitants, par groupes d'âge et par sexe *)



*) Rapport calculé par rapport à la population protégée résidente.

Le nombre élevé des admissions auprès des femmes âgées entre 20 et 40 ans est dû en grande partie aux accouchements qui sont la première cause d'hospitalisations auprès des femmes.

Les diagnostics de sortie

Le tableau suivant indique le classement en ordre décroissant des 20 premières causes d'hospitalisations pour hommes et femmes. Ces 20 causes couvrent, dans le cas des hommes et des femmes, plus de 60% du total des admissions en hospitalisation complète (au moins un jour et une nuit).

Tableau 25. - Les 20 premières causes d'hospitalisations en 2003 dans les hôpitaux aigus ¹⁾

Hommes			Femmes			TOTAL		
1	Tumeurs malignes C00-C97	9%	1	Accouchement O80-O84	10,6%	1	Tumeurs malignes C00-C97	7%
2	Cardiopathies ischémiques I20-I25	8%	2	Tumeurs malignes C00-C97	6,3%	2	Arthropathies M00-M25	6%
3	Arthropathies M00-M25	6%	3	Arthropathies M00-M25	6,1%	3	Accouchement O80-O84	6%
4	Autres maladies des voies respiratoires supérieures J30-J39	4%	4	Hospitalisations dont le diagnostic de sortie n'est pas connu	4,0%	4	Cardiopathies ischémiques I20-I25	5%
5	Maladies des organes génitaux de l'homme N40-N51	4%	5	Affections du cristallin H25-H28	3,3%	5	Autres maladies des voies respiratoires supérieures J30-J39	4%
6	Hernies K40-K46	3%	6	Autres maladies des voies respiratoires supérieures J30-J39	3,2%	6	Hospitalisations dont le diagnostic de sortie n'est pas connu	4%
7	Hospitalisations dont le diagnostic de sortie n'est pas connu	3%	7	Cardiopathies ischémiques I20-I25	3,2%	7	Autres formes de cardiopathies I30-I52	3%
8	Autres formes de cardiopathies I30-I52	3%	8	Autres formes de cardiopathies I30-I52	3,1%	8	Affections du cristallin H25-H28	3%
9	Troubles mentaux et du comportement liés à l'utilisation de substances psycho-actives F10-F19	3%	9	Tumeurs bénignes D10-D36	3,0%	9	Dorsopathies M40-M54	3%
10	Dorsopathies M40-M54	3%	10	Dorsopathies M40-M54	2,6%	10	Affections épisodiques et paroxystiques G40-G47	2%
11	Affections épisodiques et paroxystiques G40-G47	3%	11	Troubles de l'humeur affectifs F30-F39	2,4%	11	Hernies K40-K46	2%
12	Affections du cristallin H25-H28	2%	12	Affections non inflammatoires de l'appareil génital de la femme N80-N98	2,4%	12	Troubles mentaux et du comportement liés à l'utilisation de substances psycho-actives F10-F19	2%
13	Maladies des artères, artérioles et capillaires I70-I79	2%	13	Autres maladies de l'intestin K55-K63	2,1%	13	Tumeurs bénignes D10-D36	2%
14	Autres maladies de l'intestin K55-K63	2%	14	Maladies des veines, des vaisseaux et des ganglions lymphatiques, non classées ailleurs I80-I89	2,0%	14	Autres maladies de l'intestin K55-K63	2%
15	Lithiases urinaires N20-N23	2%	15	Maladies de la vésicule biliaire, des voies biliaires et du pancréas K80-K87	1,8%	15	Troubles de l'humeur affectifs F30-F39	2%
16	Symptômes et signes généraux R50-R69	2%	16	Affections épisodiques et paroxystiques G40-G47	1,8%	16	Maladies des organes génitaux de l'homme N40-N51	2%
17	Maladies chroniques des voies respiratoires inférieures J40-J47	2%	17	Symptômes et signes généraux R50-R69	1,2%	17	Maladies des veines, des vaisseaux et des ganglions lymphatiques, non classées ailleurs I80-I89	2%
18	Lésions traumatiques du genou et de la jambe S80-S89	1%	18	Maladies de l'oesophage, de l'estomac et du duodénum K20-K31	1,1%	18	Maladies de la vésicule biliaire, des voies biliaires et du pancréas K80-K87	2%
19	Lésions traumatiques de la tête S00-S09	1%	19	Troubles mentaux et du comportement liés à l'utilisation de substances psycho-actives F10-F19	1,1%	19	Maladies des artères, artérioles et capillaires I70-I79	1%
20	Autres maladies de l'appareil respiratoire J95-J99	1%	20	Hernies K40-K46	1,1%	20	Symptômes et signes généraux R50-R69	1%

¹⁾ D'après la classification CIM 10 (Classification Internationale des Maladies 10e édition).

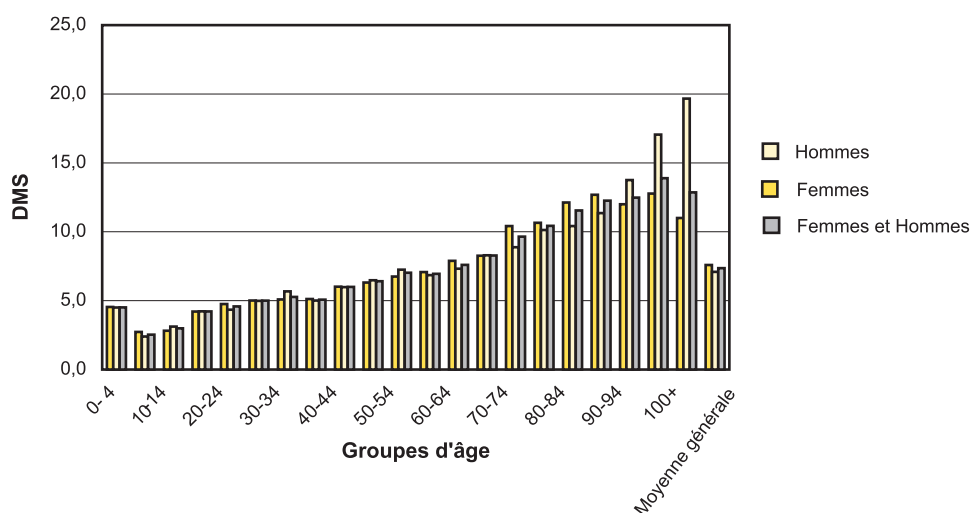
Si on fait abstraction de l'accouchement du côté des femmes, on constate que la première cause d'hospitalisation aussi bien pour les femmes que pour les hommes, ce sont les tumeurs malignes. En ce qui concerne les autres pathologies non liées au sexe, leur incidence varie sensiblement entre les hommes et les femmes.

On constate également que des efforts seront nécessaires pour améliorer la qualité de l'information sur les causes d'hospitalisation. On ne connaît pas les causes de 4% du total des hospitalisations et 1% sont classés sous: "Symptômes et signes généraux". Le Luxembourg est d'ailleurs un des rares pays qui encode sur 3 positions du code CIM 10 au lieu de 4.

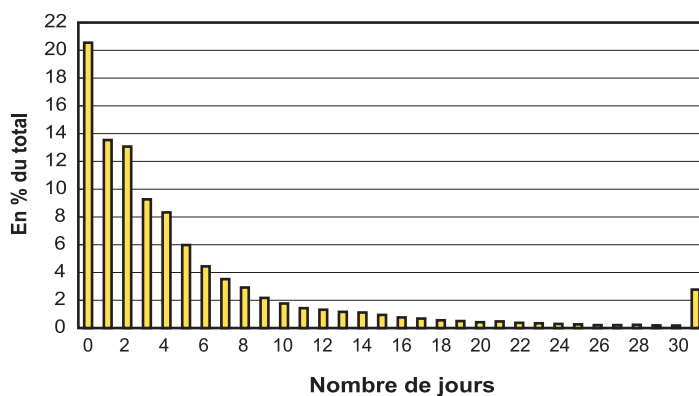
La durée de séjour dans les hôpitaux

Pour évaluer la durée moyenne de séjour (DMS) il faut distinguer entre une *hospitalisation normale*, qui comprend au moins un jour et une nuit à l'hôpital, et une *hospitalisation de jour* dont la durée se limite à la seule journée, voire une fraction de journée. L'hospitalisation de jour est mentionnée à part et elle n'est pas prise en compte pour le calcul de la DMS. Un passage en policlinique n'est pas considéré comme hospitalisation.

Graphique 19. - Durée moyenne de séjour calculée par groupes d'âge et par sexe

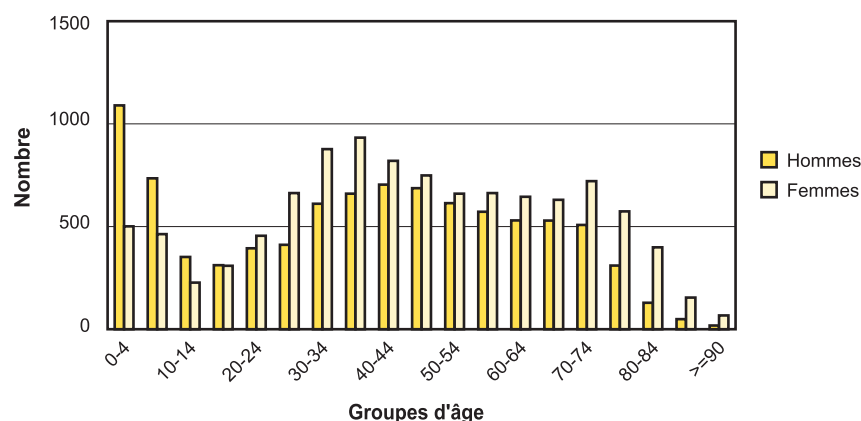


Graphique 20. - Répartition des cas d'hospitalisation selon la durée en 2003 (hôpitaux aigus)



Plus de la moitié des patients ont une durée de séjour inférieure à 4 jours et 75% des patients séjournent moins de 7 jours à l'hôpital.

Graphique 21. - Nombre de cas d'hospitalisations de jour en 2003 par groupes d'âge (hôpitaux aigus)



En 2003 la durée moyenne de séjour a baissé de 7,5 à 7,3 jours soit une diminution de 1,8% par rapport à l'année précédente. Pendant cette même période le nombre d'hospitalisations de jour a progressé de 9,7%. La part des hospitalisations de jour par rapport au total des admissions à l'hôpital est en augmentation constante. Elle s'élevait à 20,6% en 2003.

Tableau 26. - Evolution de la durée de séjour dans les hôpitaux aigus *)

	1999	2000	2001	2002	2003
Durée moyenne de séjour **)	7,78	7,51	7,47	7,50	7,4
Evolution annuelle en %		-3,4%	-0,6%	0,4%	-1,8%
Nombre de cas d'hospitalisation de jour (HDJ)	15 477	16 165	17 963	19 494	19 723
Evolution annuelle en %		4,4%	11,1%	8,5%	1,2%
Rapport nombre HDJ/N. total d'hospitalisations	n.d.	16,4%	18,4%	19,6%	20,6%

*) A l'exclusion des centres de rééducation psychiatrique et gériatrique.

**) Concerne uniquement les hospitalisations comportant au moins une nuit à l'hôpital.

Les soins des autres professions de santé

Tableau 27. - Les soins des autres professions de santé: prestations en 2003 (en millions EUR)

	Montant 2003	En % du total
Soins infirmiers (secteur extra-hospitalier) ¹⁾	17,3	45,5%
Massages-kinésithérapie	19,9	52,2%
Orthophonie	0,4	1,0%
Psychomotriciens	0,4	1,0%
Sages-femmes	0,1	0,3%
TOTAL	38,1	100,0%

¹⁾ Montants ajustés en fonction des dotations et prélèvements aux provisions pour prestations. Les dotations respectivement prélèvements aux provisions sont dus à des retards de facturation des prestations infirmières de la part des établissements et réseaux d'aides et de soins travaillant dans le domaine de l'assurance dépendance.

En 2003 les frais relatifs aux soins des autres professions de santé ont augmenté de 8,4% par rapport à 2002. L'évaluation du coût des soins infirmiers demeure difficile en raison des retards de facturation chroniques des établissements et des réseaux d'aides et de soins.

Si les frais pour soins infirmiers sont restés plus ou moins stables (compte tenu des retards de facturation), les frais pour kinésithérapie et orthophonie ont augmenté significativement (respectivement 23% et 26%). D'après les analyses de l'UCM, cette augmentation n'est pas imputable à une croissance du volume des actes, mais elle est due d'un côté à une hausse des tarifs et d'un autre côté à des retards de facturation qui ont mené à un report des frais de 2002 à 2003.

Les examens de laboratoire

Les frais pour examens de laboratoire ont connu une croissance extrêmement élevée au cours des dernières années. Le taux moyen de croissance annuelle s'est élevé à 12% pour la période 2000-2003.

Tableau 28. - Les analyses de laboratoire (secteur extra-hospitalier)

	Montant	Evolution en %
2000	23,0	
2001	26,7	16,1%
2002	27,9	4,6%
2003	32,3	15,7%

Les moyens curatifs et adjuvants

Ces prestations ont augmenté de 9,7% en moyenne annuelle pour la période 2000-2003. Pour cette même période la progression (en moyenne annuelle également) des frais pour prothèses et autres moyens accessoires a été de 25%.

Tableau 29. - Les moyens curatifs et adjuvants en 2003 (en millions EUR)

	Montant	En % du total
Prothèses et autres moyens accessoires	13,6	56,8%
Opticiens	9,1	37,8%
Poduits sanguins	1,3	5,4%
TOTAL	24,0	100,0%

Les rééducations et cures

Tableau 30. - Les rééducations et cures en 2003 (en millions EUR)

	Montant	En % du total
Centre de rééducation et de réadaptation	0,1	1,2%
Frais de cures, dont	8,0	96,5%
<i>frais de séjour</i>	2,4	28,8%
Cures de convalescence	0,2	2,3%
TOTAL	8,3	100,0%

En raison de la budgétisation à partir de 2003 du CNRFR de Hamm (dont les frais se retrouvent désormais dans le chapitre frais hospitaliers) les frais pour rééducation et cures baissent à partir de cette même année. Toutefois si on tient compte de cette migration on constate une croissance entre 2002 et 2003 de 8,2%.

Tableau 31. - Autres prestations en 2003 (en millions EUR)

	Montant	En % du total
Médecine préventive dont: ¹⁾	3,0	22,4%
<i>programme mère- enfant</i>	1,0	7,3%
<i>programmes de dépistage et de vaccinations</i>	1,5	11,4%
<i>autres</i>	0,5	3,8%
Frais de voyage et de transport	6,3	47,2%
Indemnités funéraires	4,1	30,4%
TOTAL	13,4	100,0%

1) Pour plus de détails voir partie statistique: section 3, tableau 3.1.8.

Les chiffres concernant les prestations de médecine préventive sont en fait incomplètes étant donné que seulement une partie des prestations médicales dans ce domaine est identifiable à partir de la nomenclature des médecins. Néanmoins on peut constater une croissance toujours soutenue des dépenses pour vaccinations due avant tout à l'introduction du programme de vaccination contre la grippe à partir de 2001.

Le taux de couverture vaccinale contre la grippe, pour les personnes âgées de 65 ans et plus, a évolué de 42,8% en 2001 à 48,6% en 2003.

Les prestations en nature de maternité

Alors que le nombre d'accouchements au Luxembourg a baissé de presque 1% en 2003, les frais liés au forfait d'accouchement ont augmenté de 2,9% en moyenne.

Tableau 32. - Les prestations en nature de maternité en 2003 au Luxembourg (en millions EUR)

	Montant	En % du total
Prestations au Luxembourg		
- Honoraires médicaux	1,6	10,1%
- Honoraires pour sages-femmes *)	0,1	0,4%
- Forfaits d'accouchement	13,9	85,7%
- Produits diététiques	0,6	3,8%
TOTAL	16,2	100,0%

*) Travaillant en profession libérale.

Voici l'évolution des prestations en nature de maternité à partir de 1998:

Tableau 33. - Evolution des prestations en nature de maternité à partir de 1998 ***)

	Variation en %					Taux moyen de variation 1998/2003
	1998/99	1999/2000	2000/01	2001/02	2002/03	
Prestations au Luxembourg						
- Honoraires médicaux	77,1%	15,5%	- 6,1%	7,8%	20,5%	20,1%
- Honoraires pour sages-femmes *)	17,9%	27,0%	-14,4%	10,2%	-11,3%	4,6%
- Forfaits d'accouchement	23,2%	8,1%	- 3,7%	6,5%	1,7%	6,8%
- Produits diététiques	31,3%	10,3%	- 7,5%	18,2%	-7,0%	8,1%
TOTAL	26,7%	8,9%	- 4,1%	7,0%	2,9%	7,8%
Variation du nombre annuel d'accouchements **)	3,0%	3,6%	- 3,3%	-2,6%	-0,9%	0,1%

*) Travaillant en profession libérale.

**) Accouchements dont les frais sont pris en charge par la sécurité sociale.

***) Sans les prestations servies à l'étranger.

Remarque: L'augmentation très importante des honoraires médicaux en 2003 est due à la prise en charge par l'assurance maladie maternité de l'anesthésie péridurale en cas d'accouchement (Règlement grand-ducal du 17 mars 2003 Mém. A-37 du 27 mars 2003, page 606).

3.1.2. Les soins de santé de la population résidente: point de vue statistique

Remarque méthodologique

Les données statistiques ci-après concernent uniquement la population résidente ainsi que les prestataires de soins installés au Luxembourg. Cette limitation du champ d'observation est conditionnée par les différences structurelles entre les différents systèmes nationaux d'assurance maladie. En effet les différences entre les nomenclatures, les tarifs et les modes de remboursement respectifs ne permettent pas d'établir des statistiques valables incluant les prestations à l'étranger.

Les données ont été tirées de fichiers basés sur la date de la prestation des soins. Sachant que ces fichiers subissent des mises à jour continues et que le recul par rapport à l'année sous revue est assez petit comparé au délai accordé aux assurés pour la demande de remboursement (2 ans), les chiffres concernant l'année d'observation la plus récente sont à considérer comme données provisoires.

3.1.2.1. La consommation moyenne de soins de santé par personne protégée

En 2003, les caisses de maladie ont remboursé en moyenne annuelle et par personne, un montant de 2 008 € pour les prestations en nature.

La consommation médicale de la population est très inégale. Ainsi presque 13% des personnes protégées n'ont pas profité d'un remboursement de frais par leur caisse de maladie.

En ce qui concerne les personnes ayant profité d'une indemnisation, les écarts entre les différents montants sont considérables:

- La moitié des personnes a bénéficié d'un remboursement inférieur à 655 €.
- Plus de trois quarts des personnes (78%) ont touché un montant inférieur à la moyenne annuelle de 2 008 €.
- 2% des patients (soit 8 416 personnes) ont eu des remboursements supérieurs à 14 253 €.
- Le remboursement le plus élevé pour une seule personne en 2003 était de 350 000 €.

En analysant le niveau des remboursements individuels on a pu constater que la distribution des soins est inégale parmi la population ayant bénéficié de soins. On arrivera à la même conclusion en examinant la part dans la consommation totale annuelle, d'un pourcentage donné de patients.

Pourcentage de patients	Part de la consommation totale
-------------------------	--------------------------------

50% bénéficient de	7%
75% bénéficient de	20%
98% bénéficient de	69%

Si on fait la différence avec les 2% de patients restants on voit qu'une grande partie des moyens, en l'occurrence 31,5% de la consommation totale, est consacrée à une très petite minorité de patients.

Partant de cette constatation, il est intéressant de comparer la répartition des soins de santé de l'ensemble de tous les patients avec celle des 2% de patients qui ont eu la consommation de soins la plus élevée.

Tableau 34. - Répartition des soins de santé pour l'ensemble des patients et pour les 2% de malades ayant eu la consommation la plus élevée en 2003 (en % du total)

	Ensemble des patients	Les 2% de patients les plus coûteux
Soins médicaux	21%	12%
Soins médico-dentaires	5%	0%
Pharmacie (extra-hospitalière)	15%	7%
Hôpitaux	47%	74%
Autres soins	12%	7%
TOTAL	100%	100%

Dans cette répartition par catégorie de soins on peut surtout constater dans le cas des derniers 2% de patients, l'importance des frais d'hospitalisation et la diminution relative de la part des soins médicaux de ce groupe par rapport à l'ensemble des patients.

Toujours est-il que pour ces 2% de patients, la moyenne des soins médicaux est plus de 9 fois plus élevée, celle des médicaments plus de 7 fois, et celle des hospitalisations près de 25 fois plus élevée que pour l'ensemble des patients.

3.1.2.2. La répartition des soins de santé selon l'âge et le sexe des bénéficiaires

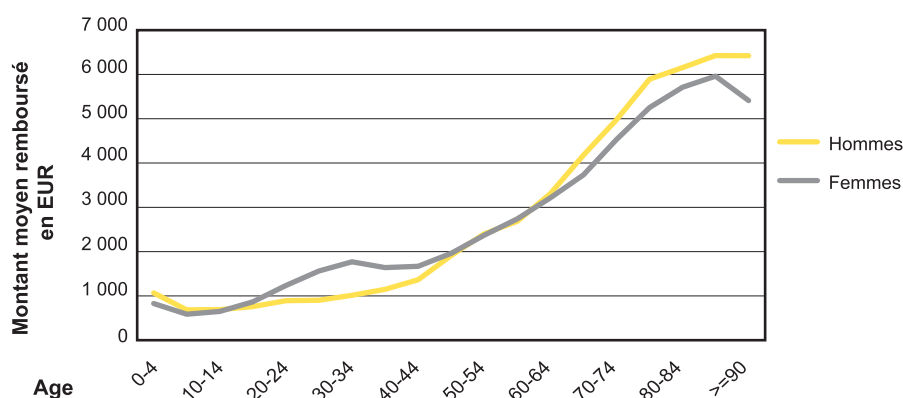
La série qui suit a pour but d'illustrer comment le montant remboursé par patient dépend:

- du type de prestation,
- d'une éventuelle hospitalisation du patient,
- de l'âge du patient, ou encore
- du sexe du patient.

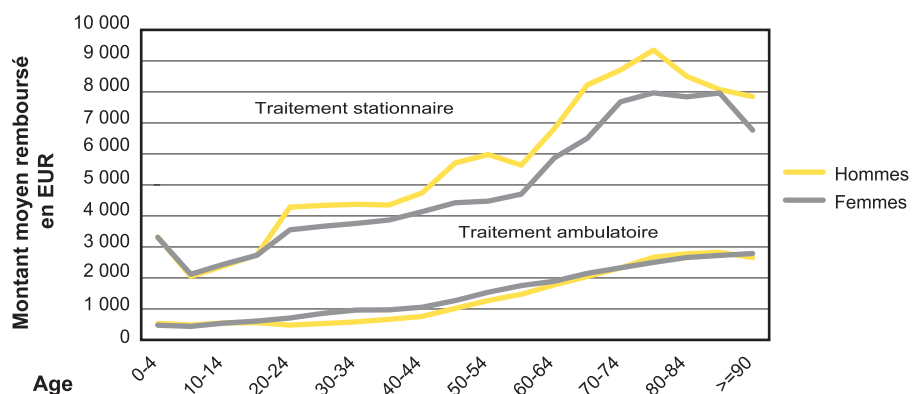
Les graphiques 22 à 26 illustrent les types de soins suivants:

- total des prestations pour soins de santé,
- total des prestations pour soins de santé, ventilé en traitement stationnaire et traitement ambulatoire,
- les soins médicaux,
- les frais pharmaceutiques extra-hospitaliers,
- les soins médico-dentaires.

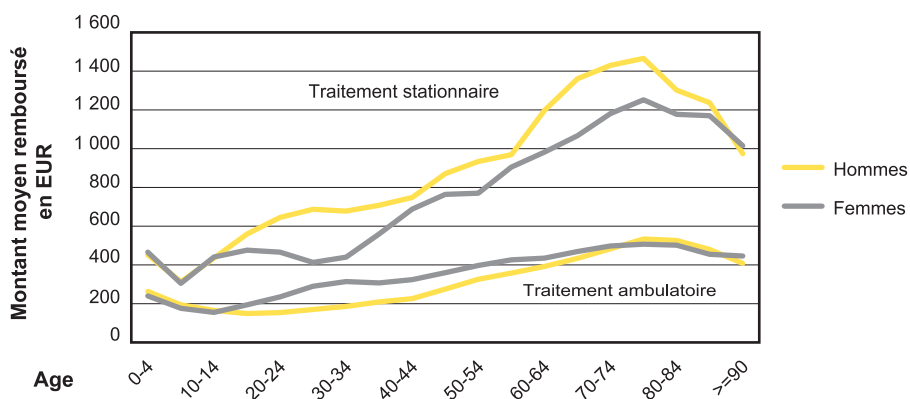
Les montants moyens par personne sont exprimés en EUR.

Graphique 22. - Prestations en nature 2003: Montant moyen remboursé par patient

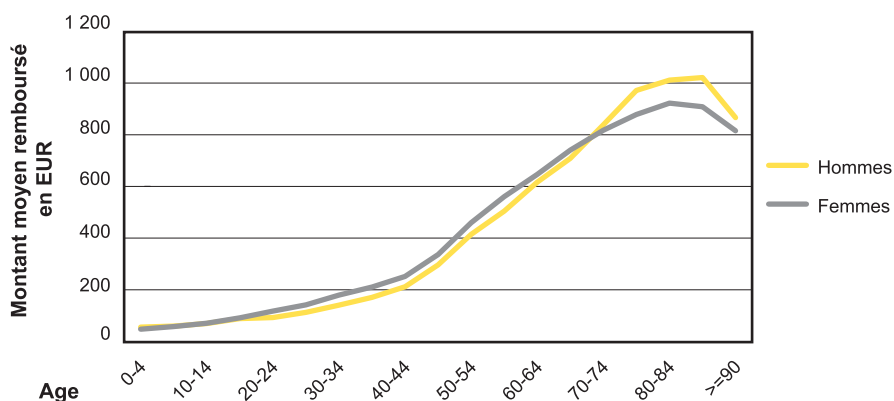
Graphique 23. - Prestations en nature 2003: Traitement ambulatoire et stationnaire - Montant moyen remboursé par patient



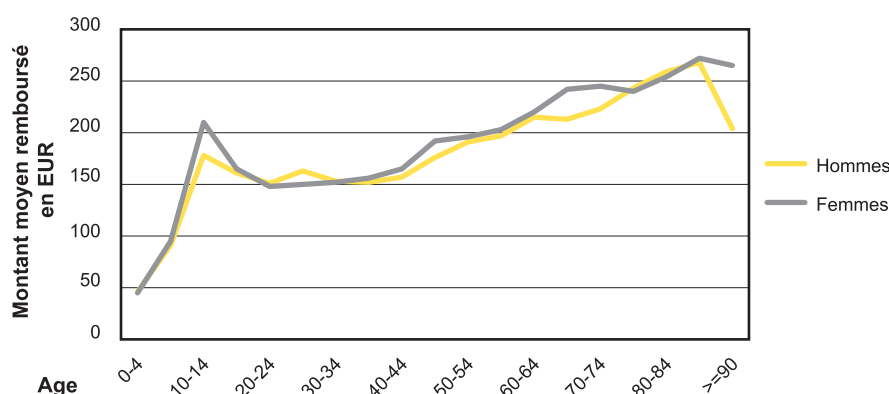
Graphique 24. - Soins médicaux en 2003: Traitement ambulatoire et stationnaire - Montant moyen remboursé par patient



Graphique 25. - Frais pharmaceutiques extra-hospitaliers en 2003: Montant moyen remboursé par patient



Graphique 26. - Soins médico-dentaires (y compris prothèses et orthodontie) en 2003: Montant moyen remboursé par patient



3.1.3. Les prestations de soins de santé à l'étranger

Les prestations de soins de santé à l'étranger constituent 16,2% des prestations en nature liquidées en 2003. C'est un pourcentage très élevé imputable pour une large partie au grand nombre d'assurés et d'ayants droit non-résidents qui représentent plus de 25% de l'ensemble de la population protégée. Pour avoir un aperçu plus détaillé de ces prestations il y a lieu de se reporter à la sous-section 3.1.10. de la partie statistique de ce rapport.

Tableau 35. - Les prestations en nature servies à l'étranger (en millions EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
Prestations de soins de santé, dont:	140,4	157,0	171,0	11,8%	8,9%
Conventions internationales (tiers payant)	135,4	152,1	165,9	12,4%	9,1%
Autres prestations à l'étranger (remboursement de prestations)	5,0	4,9	5,1	-2,8%	4,7%
Prestations de maternité	3,8	6,1	6,2	60,1%	0,7%
Indemnités funéraires	0,1	0,1	0,1	-13,1%	13,6%
TOTAL DES PRESTATIONS	144,3	163,2	177,3	13,1%	8,6%

3.2. Les prestations en espèces

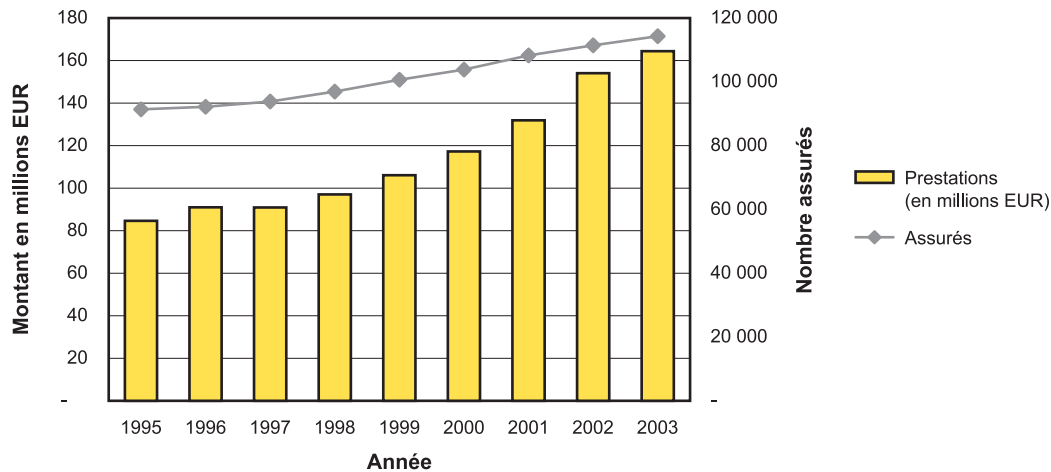
3.2.1. Les prestations en espèces de maladie

La gestion 29.1c CAS

Elle concerne les salariés ne bénéficiant pas de la conservation de la rémunération en cas de maladie, c'est-à-dire presque tous les salariés ouvriers. Puisque pour ces assurés la caisse de maladie compétente doit intervenir dès le premier jour de maladie, cette gestion est la plus importante du point de vue financier.

Le graphique ci-après montre l'évolution du niveau des prestations comparée à celle du nombre des affiliés.

Graphique 27. - Gestion 29.1c: Evolution des prestations et du nombre des assurés



Depuis 1998 les divergences entre le niveau des prestations et l'évolution du nombre des assurés ont évolué de telle manière que l'équilibre financier de cette gestion est gravement compromis.

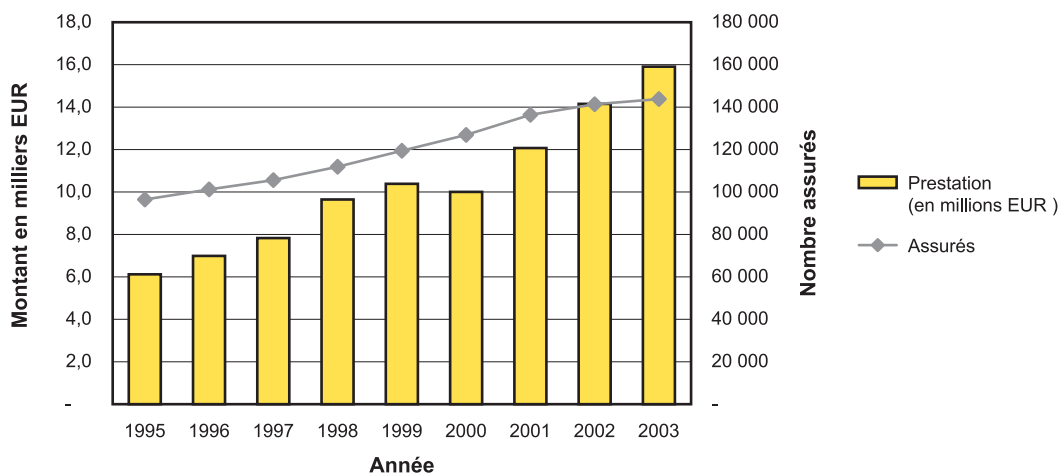
Pendant la période 1998-2003, le niveau des prestations a augmenté de 11,1% en moyenne annuelle, tandis que le taux de croissance correspondant de l'effectif des assurés n'était que de 3,3%. En 2003 l'augmentation au niveau des prestations par rapport à l'année précédente a atteint 6,7% contre une augmentation de seulement 2,6% du nombre d'assurés. Des statistiques plus détaillées concernant l'évolution des congés de maladie sont présentées dans la partie statistique (chapitre 3.3) de ce rapport.

La gestion 29.1b CAS

Elle concerne les assurés salariés (principalement des employés), bénéficiant, en cas de maladie, de la continuation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents, ainsi que les non-salariés.

Voici pour la gestion 29.1b CAS l'évolution du niveau des prestations comparée à celle du nombre des affiliés.

Graphique 28. - Gestion 29.1b: Evolution des prestations et du nombre des assurés



On constate une évolution discontinue du niveau des prestations. Après une légère baisse en 2000, on observe une explosion des coûts à partir de 2001.

Pendant la période 1998-2003, le niveau des prestations a augmenté de 10,5% en moyenne annuelle, tandis que le taux de croissance correspondant concernant l'effectif des assurés n'était que de 5,1%. L'augmentation en 2003 des prestations a atteint 12,4% alors que le taux de croissance du nombre des assurés était de seulement 1,7%. Des statistiques plus détaillées concernant l'évolution des congés de maladie sont présentées dans la partie statistique (chapitre 3.3) de ce rapport.

3.2.2. Les indemnités pécuniaires de maternité

Les prestations en espèces de maternité sont servies à toutes les femmes actives, assurées à titre obligatoire et ne profitant pas de la conservation de leur rémunération en cas de maladie ou de maternité en vertu de dispositions statutaires ou conventionnelles. La catégorie des indemnités pécuniaires de maternité comprend aussi d'autres éléments de prestations financées également par l'Etat. Ce sont le congé d'accueil, la dispense de travail pour femmes enceintes et le congé pour raisons familiales. Le détail de ces prestations est repris à la section 3.3.2. de la partie statistique de ce rapport.

En 2003 le montant des prestations en espèces de maternité et prestations assimilées (y compris la part patronale dans les cotisations) a atteint 68,4 millions €, soit 9,6% de plus qu'en l'an 2002.

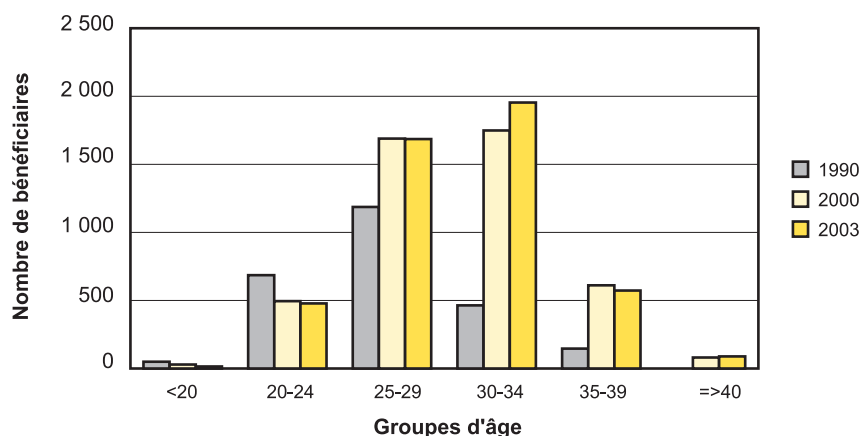
Le tableau suivant montre la répartition par âge des bénéficiaires d'indemnités pécuniaires de maternité en 1991, 2001 et 2003, ainsi que les variations annuelles moyennes par groupe d'âge.

Tableau 36. - Nombre et âge des bénéficiaires d'indemnités pécuniaires de maternité

Groupes d'âge	1991		2002		2003		Variation annuelle moyenne en %
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	
<20 ans	50	1,7%	30	0,6%	15	0,3%	-10,4%
20-24	722	25,2%	516	10,9%	478	10,0%	-3,7%
25-29	1 296	45,2%	1 694	35,9%	1 686	35,2%	2,4%
30-34	631	22,0%	1 830	38,8%	1 954	40,8%	10,8%
35-39	171	6,0%	579	12,3%	573	11,9%	11,6%
=>40 ans	(.)	(.)	64	1,4%	89	1,9%	-
TOTAL	2 870	100,0%	4 713	100,0%	4 795	100,0%	4,8%

Le graphique 29 ci-après permet de mieux visualiser sur une plus longue période l'augmentation du nombre des bénéficiaires et aussi les glissements dans la répartition par âge. Si en 1990 73% des bénéficiaires étaient âgées de moins de 30 ans, on en comptait seulement 45% en 2003. On constate que désormais la majorité des bénéficiaires est âgée de plus de trente ans. Aujourd'hui le plus important groupe de bénéficiaires (41%) se situe dans la tranche d'âge de 30 à 34 ans.

Graphique 29. - Evolution du nombre de bénéficiaires d'indemnités pécuniaires de maternité par groupes d'âge depuis 1990

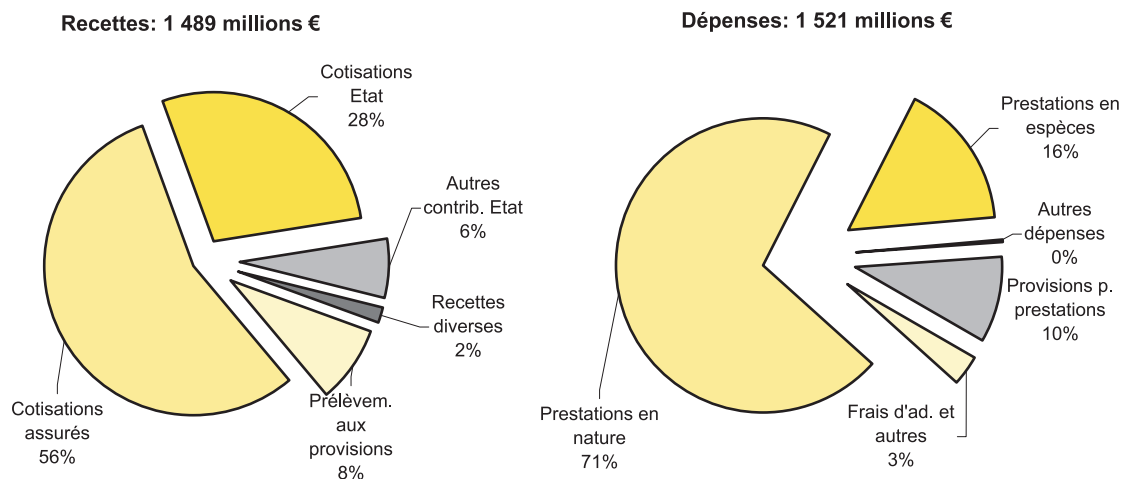


4. Données financières

4.1. Situation financière globale

Le graphique 30 donne un aperçu sur les catégories les plus importantes des recettes et des dépenses courantes de l'assurance maladie maternité en 2003.

Graphique 30. - Recettes et dépenses de l'assurance maladie-maternité en 2003 (en % du total)



En 2003, les dépenses courantes de l'assurance maladie maternité se sont élevées à 1 521 millions €, dont 1 470 millions € étaient des prestations proprement dites.

Tableau 37. - Assurance maladie maternité: Evolution des recettes et dépenses courantes *) (en millions EUR)

	2002	2003	Variation en % 2002/03
RECETTES			
Cotisations	777,2	827,6	6,5%
Cotisations forfaitaires Etat	392,7	419,1	6,7%
Autres contributions de l'Etat	87,8	93,3	6,2%
Autres recettes, dont:	137,8	148,7	8,0%
Prélèvements aux provisions	105,9	123,2	16,3%
TOTAL DES RECETTES COURANTES	1 395,5	1 488,8	6,7%
DEPENSES			
Frais d'administration	44,5	49,5	11,4%
Prestations, dont:	1 351,8	1 469,6	8,7%
Provisions pour prestations non liquidées	123,2	144,4	17,2%
Autres dépenses	5,6	1,8	-67,0%
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	1 401,9	1 521,0	8,5%

*) Pour le détail il faut se rapporter à la section 1 de la partie statistique.

Les cotisations des assurés ont augmenté de 6,5% en 2003 contre 3,3% en 2002. Or, il faut savoir que les taux de croissance observés entre 2001 et 2003 ne reflètent pas la véritable progression de recettes. En effet, suite à des procédures comptables introduites en 2001 concernant le calcul des cotisations, le taux de croissance présenté pour 2001 est surévalué et celui de 2002 sous-évalué. Partant donc d'un niveau artificiellement bas pour 2002, on obtient à nouveau une croissance trop élevée pour 2003. La croissance réelle des salaires et donc des cotisations va de pair avec l'évolution de l'emploi.

Les dépenses ont évolué beaucoup plus vite que les recettes. Il est cependant un peu compliqué d'apprécier cette évolution en raison d'un montant très important de provisions pour prestations à liquider inscrit du côté des dépenses. En 2003 le niveau des provisions a augmenté de 17% par rapport à l'année précédente et il représente 13,4% du total des prestations en nature.

Pour mieux apprécier l'évolution des dépenses et plus particulièrement celle des prestations proprement dites, l'effet des dotations et des prélèvements aux provisions a été neutralisé dans le tableau suivant.

Tableau 38. - Evolution du total des prestations des caisses de maladie (en millions EUR)

	1999	2000	2001	2002	2003
Total des prestations	957	980	1 077	1 229	1 325
<i>Evolution en %</i>	<i>15,0%</i>	<i>2,5%</i>	<i>9,8%</i>	<i>14,1%</i>	<i>7,9%</i>
Provisions: exercice antérieur (-)	-31	-23	-48	-106	-123
Provisions: même exercice (+)	23	48	106	123	144
Prestations : Montant apuré	948	1 006	1 135	1 246	1 346
<i>Evolution en %</i>	<i>9,9%</i>	<i>6,1%</i>	<i>12,9%</i>	<i>9,8%</i>	<i>8,1%</i>

Le niveau réel des prestations a donc augmenté de 8,1% en 2003 marquant un net écart avec l'évolution des cotisations (6,5%) pendant cette même période.

4.2. La gestion prestations en nature: résultat de l'exercice

Tableau 39. - Gestion des prestations en nature: résumé du décompte financier ¹⁾ (en millions EUR)

	2002	2003	Variation en % 2002/03
PERSONNES PROTEGEES ²⁾	566 400	578 400	2,1%
RECETTES			
Cotisations ³⁾	1 021,8	1 091,0	6,8%
Participation de tiers	4,7	3,4	-27,4%
Prélèvements aux provisions pour prestations à liquider	105,9	123,2	p.m.
Autres recettes	17,4	13,3	-23,8%
TOTAL DES RECETTES COURANTES	1 149,9	1 230,9	7,0%
DEPENSES:			
Prestations	976,1	1 054,1	8,0%
Dotation aux provisions pour prestations à liquider	123,3	144,5	17,2%
Frais d'administration	36,2	40,4	11,5%
Autres dépenses	5,3	1,43	-72,8%
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	1 140,8	1 240,4	8,7%
Taux de cotisation	5,10%	5,10%	0,0%
Nombre-indice du coût de la vie (moyenne annuelle)	599,46	611,92	2,1%

¹⁾ Pour le détail il faut se rapporter l'annexe 1 de la partie statistique.

²⁾ Moyenne annuelle.

³⁾ Y compris cotisations Etat.

En 2003 le déficit des opérations courantes est de 9,5 millions €. Cette évolution défavorable est le résultat du décalage entre les recettes et les dépenses qui s'est installé à partir de 2002 et qui est dû en partie à une réduction du taux de cotisation en cette année-là.

4.3. Les gestions des prestations en espèces: résultats de l'exercice

Le tableau 40 présente le résultat d'exploitation des deux gestions en 2003.

Tableau 40. - Prestations en espèces: décomptes 2003 ^{1) 2)} (en millions EUR)

	Gestion 29.1c ⁴⁾	Gestion 29.1b ⁵⁾
Situation démographique: cotisants ³⁾	114 300	143 800
RECETTES		
Cotisations	129,0	11,1
Etat: cotisations forfaitaires	14,3	1,2
Autres recettes	6,7	1,5
TOTAL DES RECETTES COURANTES	150,1	13,8
DEPENSES		
Prestations	164,4	15,9
Frais d'administration	5,5	0,5
Autres dépenses	0,3	0,0
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	170,2	16,5
<i>Solde des opérations courantes</i>	<i>-20,1</i>	<i>-2,6</i>
Taux de cotisation applicable en 2003	4,70%	0,20%
Nombre-indice du coût de la vie (moyenne annuelle)		611,92

¹⁾ Sans les prestations en espèces de maternité.

²⁾ Pour le détail il faut se rapporter à l'annexe 1 de la partie statistique.

³⁾ Moyenne annuelle.

⁴⁾ Indemnisation par l'assurance maladie dès le premier jour de maladie.

⁵⁾ Indemnisation par l'assurance maladie à partir du quatrième mois.

Par rapport à l'exercice 2002, les recettes et dépenses courantes des deux gestions ont évolué en 2003 de la manière suivante:

Tableau 41. - Evolution des recettes et des dépenses courantes entre 2001 et 2003

	Evolution recettes courantes		Evolution dépenses courantes	
	2001/02	2002/03	2001/02	2002/03
Gestion 29.1c	5,6%	4,8%	16,5%	6,9%
Gestion 29.1b *)	-2,9%	-2,5%	17,4%	11,9%

*) Abaissement du taux de cotisation de 0,24% à 0,20% en 2002.

En 2003 le rythme de croissance des prestations en espèces est très soutenu et dépasse largement l'évolution des recettes. De ce fait on constate en fin d'exercice un solde des opérations courantes de -20,1 millions € pour la gestion des ouvriers, et de -2,6 millions € pour la gestion des employés et indépendants.

4.4. La gestion des prestations de maternité: résultat de l'exercice

Cette gestion englobe à la fois les prestations en nature et les indemnités pécuniaires de maternité, ainsi que certaines prestations assimilées à ces dernières.

Le financement des prestations de maternité est entièrement à charge du budget de l'Etat. L'équilibre financier est donc assuré automatiquement.

Voici les principales données financières pour les exercices 2002 et 2003:

Tableau 42. - Prestations de maternité: résumé du décompte financier ¹⁾ (en millions EUR)

	2002	2003	Variation en % 2002/03
RECETTES			
Participation de l'Etat:	87,3	93,1	6,7%
- frais d'administration et autres frais non ventilés	3,0	2,3	-22,6%
- prestations	84,3	90,8	7,7%
Autres recettes	1,0	0,8	-16,6%
TOTAL DES RECETTES COURANTES	88,3	93,9	6,4%
DEPENSES			
Prestations en nature ²⁾	21,9	22,4	2,3%
Prestations en espèces ³⁾	62,4	68,4	9,6%
Frais d'administration	2,9	3,2	10,9%
Autres dépenses	0,0	0,0	-3,2%
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	87,2	94,0	7,8%
Nombre-indice du coût de la vie (moyenne annuelle)	599,46	611,92	2,1%

¹⁾ Pour le détail il faut se rapporter à l'annexe 1 de la partie statistique.

²⁾ Sans les prestations de médecine préventive pour femmes enceintes et enfants en bas âge.

³⁾ Y compris cotisations sur prestations.

Le coût des prestations en nature augmente de 2,3% en 2003, malgré un léger recul du nombre des naissances. Le taux de croissance pour les indemnités pécuniaires de maternité est de 9,6% contre 9,1% en 2002.

4.5. Le système de financement

Pour faire face aux charges qui incombent à l'assurance maladie maternité, l'Union des Caisses de Maladie applique le système de la répartition des charges, avec constitution d'une réserve qui ne peut être inférieure à dix pour cent ni supérieure à vingt pour cent du montant annuel des dépenses (Art. 28 CAS, 1er alinéa).

Le financement de la gestion "prestations de maternité" est entièrement assuré par l'Etat.

Les ressources nécessaires pour la gestion des prestations en nature et les deux gestions de prestations en espèces sont constituées par des cotisations. Cependant l'Etat prend à sa charge 37% des cotisations pour prestations en nature et 10% des cotisations pour prestations en espèces.

La participation financière de l'Etat pour l'ensemble des gestions, calculée par rapport au total des recettes courantes, a atteint 37,7% en 2003 contre 37,4% en 2002.

Afin de prévenir des dérapages en matière de financement, la loi du 27 juillet 1992 a introduit plusieurs indicateurs situés à différents niveaux, destinés à déclencher en cas de déséquilibre budgétaire ou de problèmes de financement, des mécanismes pour redresser la situation.

Le premier de ces indicateurs concerne le niveau de la réserve qui doit évoluer, selon les dispositions de l'article 28.1 CAS, entre 10% et 20% du montant annuel des dépenses. Dès que le budget fait apparaître que le montant de la réserve se situe en dehors de ces limites, les taux de cotisation doivent obligatoirement être adaptés (Art. 30 CAS).

Le deuxième indicateur défini par l'article 80.3 du CAS prévoit que: "Si la croissance des dépenses entraîne un relèvement important du taux de cotisation, le comité quadripartite doit se concerter pour proposer des économies à réaliser au niveau des prestataires de soins et une augmentation des participations des assurés."

Le troisième indicateur analyse l'équilibre entre l'offre de soins et les besoins de la population: "Par ailleurs, si l'évolution du volume des actes et services des médecins et médecin-dentistes diffère considérablement des besoins réels de la population protégée et des exigences d'une médecine de qualité, le comité quadripartite recommande l'introduction des mécanismes régulateurs, c'est à dire une renégociation de la valeur de la lettre-clé adaptant les tarifs médicaux".

Le comité quadripartite est appelé à donner son avis sur l'évolution financière de l'assurance maladie maternité. Mais il a le droit également à faire des propositions concernant toute mesure appropriée à améliorer l'efficacité du système de santé.

Les recettes globales de l'assurance maladie maternité ont atteint 1 488,8 millions € en 2003.

Le tableau ci-après montre la répartition des recettes courantes sur les différentes gestions.

Tableau 43. - Les recettes globales des différentes gestions en 2003 (en millions EUR)

Gestion	Montant	En % du total
Prestations en nature	1 230,9	82,7%
Prestations en espèces 29.1c CAS	150,1	10,1%
Prestations en espèces 29.1b CAS	13,8	0,9%
Prestations de maternité	93,9	6,3%
TOTAL	1 488,8	100,0%

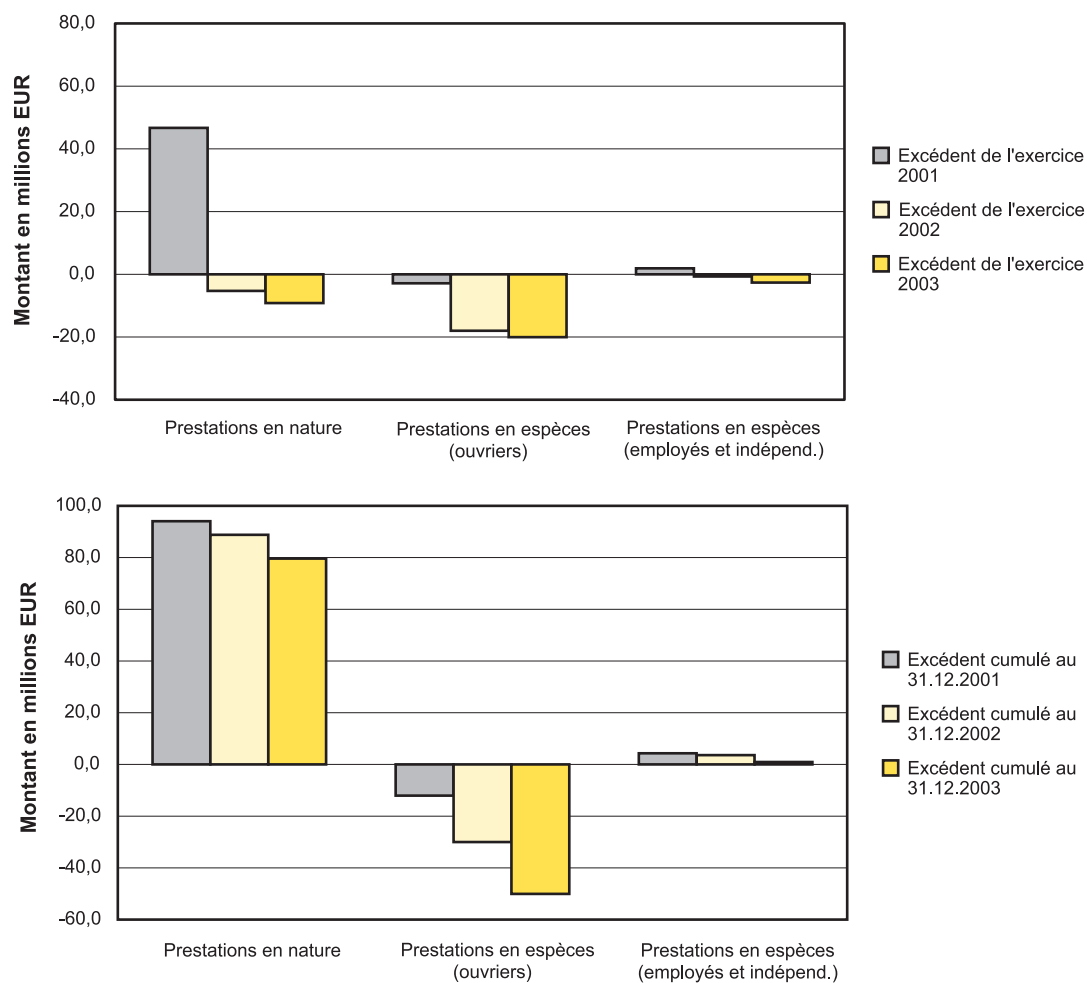
Le résultat des différentes gestions se présentait en 2003 comme suit:

Tableau 44. - Solde des opérations courantes en 2003 (en millions EUR)

Prestations en nature	Prestations en espèces 29.1c	Prestations en espèces 29.1b
-9,5	-20,1	-2,6
Remarque: L'assurance maternité financée entièrement par l'Etat ne peut pas dégager d'excédent ou de déficit, puisque les recettes égalent les dépenses.		

Le solde de l'exercice 2003 s'élève à -32,3 millions € contre -6,4 millions € en 2002. L'excédent cumulé de l'UCM a baissé de 86,3 millions € fin 2001 à 30,5 millions € fin 2003, annonçant ainsi un important déséquilibre financier à venir.

Graphique 31. - Les résultats d'exercice et l'évolution de l'excédent cumulé à partir de 2001



Le tableau suivant indique le niveau de la réserve par rapport au minimum légal de la réserve qui est fixé à 10% du montant annuel des dépenses.

Tableau 45. - Evolution du niveau de la réserve entre 2002 et 2003 (en millions EUR)

	31.12.2002	31.12.2003
Réserve	202,5	170,3
Minimum légal (10% des dépenses courantes)	140,2	152,1
Rapport réserve / dépenses courantes	14,4%	11,2%

Partie statistique

Section 1 - Evolution démographique

1.1. La gestion des soins de santé

Le tableau 1.1.1. reflète l'évolution de la population protégée pendant les 3 dernières années. La population protégée se compose, d'une part, d'assurés cotisants actifs, volontaires ou pensionnés, et, d'autre part, de leurs ayants droit, c'est-à-dire de leurs membres de famille ou personnes assimilées profitant de droits dérivés. Plus d'un quart de la population protégée ne réside pas au Luxembourg.

Tableau 1.1.1. - Evolution de la population protégée de 2001 à 2003
(moyenne annuelle)

	En nombre absolus			Variation en %	
	2001	2002	2003	2001/02	2002/03
Actifs et volontaires					
Assurés salariés	273 459	282 792	291 043	3,4%	2,9%
Assurés non-salariés *)	17 898	17 889	18 115	-0,1%	1,3%
Membres de famille salariés *)	151 977	154 800	157 959	1,9%	2,0%
Membres de famille: non-salariés	9 643	9 423	9 259	-2,3%	-1,7%
TOTAL	452 977	464 904	476 375	2,6%	2,5%
Pensionnés					
Assurés régimes salariés *)	62 634	63 425	64 121	1,3%	1,1%
Assurés régimes non-salariés	10 764	10 675	10 545	-0,8%	-1,2%
Pensionnés résidant à l'étranger **)	3 129	3 251	3 363	3,9%	3,5%
Membres de famille: régimes salariés	22 003	22 017	21 932	0,1%	-0,4%
Membres de famille: régimes non-salariés	1 712	1 692	1 664	-1,2%	-1,7%
Membres de famille: pensionnés résidant à l'étranger **)	439	442	434	0,7%	-1,9%
TOTAL	100 682	101 502	102 059	0,8%	0,5%
TOTAL GENERAL	553 660	566 406	578 433	2,3%	2,1%

*) Y compris les Travailleurs intellectuels Indépendants (TII).

**) Sans distinction de catégorie socio-professionnelle.

Remarque: les bénéficiaires du RMG sont comptés parmi les assurés actifs dans ce tableau.

Tableau 1.1.2. - Personnes protégées en 2003: répartition selon les régimes
(moyenne annuelle)

	Assurés actifs et volontaires				Assurés pensionnés				Total
	Assurés principaux		Membres de famille		Assurés principaux		Membres de famille		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Ouvriers	92 223	39 423	27 098	39 129	18 581	15 624	1 227	9 419	242 723
Employés *)	68 781	60 445	28 164	39 742	9 399	8 374	563	5 757	221 225
Fonctionnaires **)	19 237	10 933	9 377	14 449	7 081	5 062	330	4 636	71 107
Indépendants	11 393	6 722	3 874	5 385	4 417	6 128	190	1 474	39 582
Pensionnés résidant à l'étranger	-	-	-	-	1 865	1 498	46	388	3 797
TOTAL	191 634	117 524	68 512	98 705	41 343	36 686	2 355	21 675	578 433

*) Y compris les Travailleurs intellectuels Indépendants (TII).

**) Y compris les employés publics et communaux.

Tableau 1.1.3. - Personnes protégées en 2003: répartition par groupes d'âge
(moyenne annuelle)

Groupes d'âge	Personnes protégées			dont résidents		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	En nombres absolus					
< 15	49 680	46 880	96 560	40 998	38 782	79 780
15-29	58 655	53 860	112 515	40 055	39 216	79 271
30-44	97 540	76 321	173 861	55 931	53 282	109 212
45-64	71 026	59 270	130 296	52 411	49 925	102 335
65-79	22 613	27 752	50 365	21 513	26 839	48 352
>= 80	4 329	10 507	14 835	4 216	10 258	14 474
TOTAL	303 844	274 589	578 433	215 123	218 301	433 424
	En % du total					
< 15	16,4%	17,1%	16,7%	19,1%	17,8%	18,4%
15-29	19,3%	19,6%	19,5%	18,6%	18,0%	18,3%
30-44	32,1%	27,8%	30,1%	26,0%	24,4%	25,2%
45-64	23,4%	21,6%	22,5%	24,4%	22,9%	23,6%
65-79	7,4%	10,1%	8,7%	10,0%	12,3%	11,2%
>= 80	1,4%	3,8%	2,6%	2,0%	4,7%	3,3%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 1.1.4. - Assurés actifs et volontaires en 2003 - Résidents et non-résidents: répartition par groupes d'âge
(moyenne annuelle)

Groupes d'âge	Résidents		Non-résidents		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	En nombres absolus					
< 15	71	64	1	0	72	64
15-29	22 494	19 013	15 528	11 001	38 022	30 014
30-44	54 596	38 511	41 309	19 208	95 905	57 718
45-64	38 729	22 905	17 410	5 683	56 139	28 588
65-79	1 262	945	123	28	1 385	974
>= 80	108	166	3	-	111	166
TOTAL	117 260	81 604	74 374	35 920	191 634	117 524
	En % du total					
< 15	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
15-29	19,2%	23,3%	20,9%	30,6%	19,8%	25,5%
30-44	46,6%	47,2%	55,5%	53,5%	50,0%	49,1%
45-64	33,0%	28,1%	23,4%	15,8%	29,3%	24,3%
65-79	1,1%	1,2%	0,2%	0,1%	0,7%	0,8%
>= 80	0,1%	0,2%	0,0%	-	0,1%	0,1%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 1.1.5. - **Assurés frontaliers actifs et volontaires en 2003: répartition par groupes d'âge**
(moyenne annuelle)

Groupes d'âge	Belgique		Allemagne		France		Total général	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
En nombres absolus								
< 15	-	0	1	0	0	-	1	0
15-29	4 865	2 907	2 450	1 714	8 213	6 379	15 528	11 001
30-44	11 664	4 526	9 420	3 777	20 226	10 905	41 309	19 208
45-64	5 160	1 095	3 970	1 061	8 280	3 527	17 410	5 683
65-79	51	3	43	11	29	15	123	28
>= 80	2	-	1	-	-	-	3	-
TOTAL	21 742	8 531	15 884	6 563	36 748	20 826	74 374	35 920
En % du total								
< 15	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%
15-29	22,4%	34,1%	15,4%	26,1%	22,3%	30,6%	20,9%	30,6%
30-44	53,6%	53,0%	59,3%	57,5%	55,0%	52,4%	55,5%	53,5%
45-64	23,7%	12,8%	25,0%	16,2%	22,5%	16,9%	23,4%	15,8%
65-79	0,2%	0,0%	0,3%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%
>= 80	0,0%	-	0,0%	-	-	-	0,0%	-
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 1.1.6. - **Evolution des nombres moyens des différentes catégories d'assurés**
(moyenne annuelle des nombres à la fin de chaque mois)

Année	Caisses de maladie des								UCM	Total	
	Ouvriers (CMO)		Fonctionnaires et employés (CME) ¹⁾		Indépendants (CMPI)		Exploitants agricoles (CMA)		International	Actifs et volont.	Bénéf. de pension
	Actifs et volont.	Bénéf. de pension	Actifs et volont.	Bénéf. de pension	Actifs et volont.	Bénéf. de pension	Actifs et volont.	Bénéf. de pension	Bénéf. de pension ²⁾		
1960	66 666	20 030	30 000	11 612						96 666	31 642
1965	71 000	21 722	35 533	12 397	11 470	2 795	8 973	3 601		126 976	40 515
1970	71 846	25 338	42 539	14 092	9 949	4 331	7 039	4 846		131 373	48 607
1975	81 940	28 092	54 076	16 161	8 931	5 554	5 361	6 990		150 308	56 797
1980	80 095	31 423	61 586	19 140	8 378	6 235	4 583	7 312		154 642	64 110
1985	79 440	29 477	69 494	20 261	8 407	6 314	3 940	6 061		161 281	62 113
1990	90 655	34 473	89 291	22 721	8 581	6 061	3 531	5 562		192 058	68 817
1991	93 817	35 339	93 814	23 309	8 723	6 146	3 386	5 560		199 740	70 354
1992	95 603	36 344	96 047	23 934	8 898	6 326	3 218	5 627		203 766	72 231
1992 ³⁾	95 856	36 344	97 115	23 934	9 431	6 326	3 218	5 627		205 620	72 231
1993 ⁴⁾	100 462	34 748	100 497	24 575	9 796	6 562	3 042	5 657		213 797	71 542
1994	101 815	35 433	104 205	25 167	9 879	6 607	4 219	5 547		220 118	72 754
1995	103 078	34 338	108 284	25 164	9 983	6 086	4 093	5 339	2 509	225 438	73 436
1996	104 845	34 465	112 422	25 678	9 957	6 123	3 976	5 233	2 656	231 200	74 155
1997	107 090	34 831	117 502	26 364	9 994	6 121	3 800	5 163	2 816	238 386	75 295
1998	110 369	34 629	124 640	26 916	9 967	6 109	3 688	5 069	2 927	248 664	75 650
1999	114 898	34 404	133 292	27 500	9 930	6 088	3 603	4 932	3 044	261 723	75 968
2000	119 684	34 163	143 355	28 094	9 857	6 092	3 529	4 800	3 062	276 425	76 211
2001	124 313	34 082	153 913	28 553	9 683	6 079	3 449	4 685	3 129	291 358	76 528
2002	127 327	34 150	160 390	29 275	9 591	6 111	3 372	4 565	3 251	300 681	77 351
2003	131 646	34 204	164 516	29 917	9 711	6 089	3 285	4 456	3 363	309 158	78 029

¹⁾ Y compris les Travailleurs Intellectuels Indépendants.²⁾ A partir de 1995 les pensionnés résidant à l'étranger sont regroupés sous la dénomination UCM international sans distinction de catégorie socio-professionnelle.³⁾ Nouvelle série.⁴⁾ Les bénéficiaires du RMG sont comptés parmi les assurés actifs à partir de 1993.

1.2. Les gestions des prestations en espèces de maladie

Cette série statistique indique l'évolution du nombre des affiliés du *système des indemnités pécuniaires de maladie* qui comprend uniquement des assurés actifs cotisants.

Le tableau 1.2.1. indique l'évolution du nombre des assurés à partir de 2001 pour les deux gestions.

Tableau 1.2.1. - **Gestions des prestations en espèces: évolution du nombre des assurés à partir de 2001**
(moyenne annuelle)

GESTION /REGIME	2001			2002			2003		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Gestion 29.1c	79 177	29 118	108 294	81 545	29 896	111 440	83 514	30 801	114 315
Ouvriers *)	79 177	29 118	108 294	81 545	29 896	111 440	83 514	30 801	114 315
Gestion 29.1b	74 625	61 760	136 385	76 983	64 346	141 330	78 127	65 649	143 776
Ouvriers **)	353	1 358	1 711	286	1 352	1 638	274	1 316	1 590
Employés **)	63 010	53 944	116 954	65 500	56 495	121 995	66 559	57 705	124 265
Indépendants ***)	11 262	6 458	17 719	11 198	6 499	17 697	11 293	6 628	17 921
TOTAL	153 802	90 878	244 679	158 528	94 242	252 770	161 641	96 450	258 090

*) Sans continuation de la rémunération en cas de maladie.

**) Avec continuation de la rémunération pour le mois en cours et les trois mois subséquents.

***) L'indemnisation reste suspendue jusqu'au premier jour du quatrième mois qui suit la déclaration de maladie.

La grande majorité des salariés-ouvriers fait partie de la gestion 29.1c CAS. L'assurance maladie intervient dès le premier jour de maladie. L'employeur peut cependant opter pour l'autre gestion (29.1b CAS) qui offre l'avantage d'un taux de cotisation plus avantageux. En cas de maladie d'un ouvrier, l'employeur devra alors continuer à payer le salaire pendant le mois en cours et les trois mois subséquents.

Les salariés-employés ainsi que les travailleurs indépendants sont affiliés d'office à la gestion 29.1b CAS.

Les tableaux 1.2.2. à 1.2.3. ci-après donnent la répartition des affiliés selon la gestion, l'âge et le sexe.

Tableau 1.2.2. - **Gestion des prestations en espèces selon Art. 29.1c *) CAS: répartition par âge des assurés en 2003**
(moyenne annuelle)

Groupes d'âge	Résidents			Non-résidents		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
En nombres absolus						
<=19	1 144	488	1 632	276	123	399
20-29	9 540	4 681	14 221	8 529	2 552	11 081
30-39	13 830	6 668	20 498	14 993	3 321	18 314
40-49	11 693	5 811	17 504	11 347	2 783	14 130
50-59	6 209	2 743	8 952	5 252	1 179	6 432
>=60	413	342	755	288	110	398
TOTAL	42 829	20 733	63 562	40 685	10 068	50 753
En % du total						
<=19	2,7%	2,4%	2,6%	0,7%	1,2%	0,8%
20-29	22,3%	22,6%	22,4%	21,0%	25,3%	21,8%
30-39	32,3%	32,2%	32,2%	36,9%	33,0%	36,1%
40-49	27,3%	28,0%	27,5%	27,9%	27,6%	27,8%
50-59	14,5%	13,2%	14,1%	12,9%	11,7%	12,7%
>=60	1,0%	1,6%	1,2%	0,7%	1,1%	0,8%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

*) Indemnisation par l'assurance maladie dès le premier jour de maladie.

Tableau 1.2.3. - Gestion prestations en espèce 29.1b*) CAS: répartition par âge des assurés en 2003
(moyenne annuelle)

Groupes d'âge	Résidents			Non-résidents		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
STATUT OUVRIERS						
<= 19	18	17	34	-	-	-
20-29	73	133	206	2	18	21
30-39	68	412	480	7	61	68
40-49	65	375	440	5	52	56
50-59	31	209	240	2	12	14
>=60	3	28	31	0	0	1
TOTAL	258	1 173	1 431	16	143	159
STATUT EMPLOYES						
<= 19	186	353	539	19	31	51
20-29	5 933	8 781	14 713	6 458	7 853	14 311
30-39	12 239	11 700	23 938	13 985	10 677	24 662
40-49	10 075	8 686	18 761	7 457	4 262	11 719
50-59	6 016	3 702	9 718	3 015	1 174	4 189
>=60	854	417	1 270	322	71	393
TOTAL	35 302	33 638	68 940	31 257	24 067	55 324
STATUT INDEPENDANTS						
<= 19	4	1	5	-	-	-
20-29	574	411	985	77	90	166
30-39	2 389	1 690	4 079	318	159	477
40-49	3 588	2 126	5 714	346	124	470
50-59	2 584	1 403	3 987	169	60	229
>=60	1 205	548	1 753	40	16	56
TOTAL	10 343	6 179	16 522	949	449	1 398
TOTAL						
<= 19	208	370	578	19	31	51
20-29	6 579	9 325	15 904	6 537	7 961	14 498
30-39	14 695	13 801	28 496	14 310	10 897	25 207
40-49	13 728	11 188	24 915	7 807	4 438	12 245
50-59	8 631	5 314	13 945	3 187	1 245	4 431
>=60	2 061	993	3 054	362	87	449
TOTAL	45 903	40 990	86 893	32 222	24 658	56 881
Répartition par groupes d'âge en % du total						
<= 19	0,5%	0,9%	0,7%	0,1%	0,1%	0,1%
20-29	14,3%	22,7%	18,3%	20,3%	32,3%	25,5%
30-39	32,0%	33,7%	32,8%	44,4%	44,2%	44,3%
40-49	29,9%	27,3%	28,7%	24,2%	18,0%	21,5%
50-59	18,8%	13,0%	16,0%	9,9%	5,0%	7,8%
>=60	4,5%	2,4%	3,5%	1,1%	0,4%	0,8%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

*) L'indemnisation reste suspendue jusqu'au premier jour du quatrième mois qui suit la déclaration de maladie.

Le tableau 1.2.4. indique la répartition des assurés selon le pays de résidence.

On note que près de 42% des affiliés du système des indemnités pécuniaires de maladie résident dans les pays limitrophes.

Tableau 1.2.4. - Gestion prestations en espèces: nombre des assurés frontaliers en 2003
(moyenne annuelle)

GESTION /REGIME	Belgique			Allemagne			France			Total général		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Gestion 29.1c	9 772	1 489	11 262	8 700	1 369	10 070	22 212	7 209	29 422	40 685	10 068	50 753
Ouvriers	9 772	1 489	11 262	8 700	1 369	10 070	22 212	7 209	29 422	40 685	10 068	50 753
Gestion 29.1b	11 524	6 749	18 273	7 036	4 884	11 920	13 662	13 026	26 688	32 222	24 658	56 881
Ouvriers	3	21	24	1	15	15	13	107	120	16	143	159
Employés	11 211	6 587	17 798	6 741	4 757	11 498	13 305	12 723	26 028	31 257	24 067	55 324
Indépendants	311	141	451	295	112	407	344	196	540	949	449	1 398
TOTAL	21 297	8 238	29 535	15 736	6 253	21 990	35 874	20 235	56 109	72 907	34 726	107 634

Section 2 - Les prestataires de soins

La présente section est consacrée aux séries chronologiques notamment démographiques concernant les prestataires de soins de santé à savoir les médecins, les professions de santé paramédicales et les pharmaciens.

Sources de données:

Professions médicales:

Les données concernant les médecins en activité travaillant dans le cadre du système de sécurité sociale, proviennent des fichiers de la sécurité sociale. La méthodologie est exposée en partie 1 de ce rapport, au début du chapitre 2.

Les statistiques sur les médecins reflètent l'activité médicale au Luxembourg qui se situe dans le contexte des relations conventionnelles entre la sécurité sociale et le corps médical. Elles ne sont donc pas exhaustives étant donné qu'elles n'incluent ni les médecins fonctionnaires (M.S., CMSS, CEO) ni ceux travaillant dans d'autres services (p.ex médecine du travail, laboratoires privés etc.).

Autres professions de santé:

En ce qui concerne les autres professions de santé non-médicales ainsi que les pharmaciens, les statistiques se basent exclusivement sur les fichiers du Ministère de la Santé. Elles concernent des personnes physiques en activité de service, salariées ou indépendantes et sont établies en règle générale au 31 décembre.

D'autres informations en relation avec l'activité spécifique dans les hôpitaux sont disponibles au site Internet du Ministère de la Santé à l'adresse suivante: www.etat.lu/MS (voir sous Archives).

Tableau 2.1. - **Evolution du nombre de médecins par spécialité et par sexe**
(au 31 décembre)

FEMMES	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Taux de variation annuel moyen
Médecine générale	68	80	81	81	89	92	91	5,0%
Anesthésie-réanimation	12	12	14	12	15	17	21	9,8%
Cardiologie-angiologie	3	2	3	1	1	2	3	0,0%
Chirurgie générale	2	4	8	8	7	10	9	28,5%
Dermato-vénéréologie	10	10	11	10	10	11	10	0,0%
Electroradiologie	4	4	4	4	5	5	6	7,0%
Médecine nucléaire	-	1	1	1	1	1	2	14,9%
Radiothérapie	-	-	-	1	2	2	2	26,0%
Endocrinologie	2	2	2	2	2	2	2	0,0%
Gastro-entérologie	3	2	2	2	2	2	2	-6,5%
Gynécologie-obstétrique	14	15	15	14	15	16	14	0,0%
Hématologie	3	2	1	1	1	1	2	-6,5%
Médecine interne	7	11	12	10	12	15	14	12,2%
Néphrologie	3	3	3	2	2	2	2	-6,5%
Neuro-chirurgie	-	1	-	-	-	-	1	0,0%
Neuro-psychiatrie	2	2	3	5	4	4	6	20,1%
Neurologie	5	5	4	4	4	6	6	3,1%
Psychiatrie	9	11	8	11	14	13	15	8,9%
Psychiatrie infantile	-	-	3	1	2	2	4	7,5%
Rééducation et réadaptation ¹⁾	1	1	1	1	2	2	6	34,8%
Ophthalmologie	12	13	12	13	14	14	14	2,6%
Orthopédie	-	-	1	2	1	1	1	0,0%
Oto-rhino-laryngologie	5	4	2	3	4	2	3	-8,2%
Pédiatrie	27	25	26	28	32	33	34	3,9%
Pneumo-phtisiologie	1	1	2	2	4	3	3	20,1%
Rhumatologie	3	3	3	3	3	3	3	0,0%
Urologie	-	-	-	-	-	-	1	p.m.
Dentiste	61	62	67	67	74	81	82	5,1%
Stomatologie	1	1	1	1	1	1	1	0,0%
TOTAL	258	277	290	290	323	343	360	5,4%

¹⁾ Changement de statut des médecins du Centre national de Rééducation fonctionnelle et de Réadaptation de Hamm à partir de 2003.

Tableau 2.1. - Evolution du nombre de médecins par spécialité et par sexe (suite)
(au 31 décembre)

HOMMES	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Taux de variation annuel moyen
Médecine générale	98	199	201	198	199	206	213	1,2%
Anesthésie - réanimation	38	40	39	40	42	42	46	3,2%
Cardiologie-angiologie	29	32	30	32	30	31	34	2,7%
Chirurgie générale	54	59	53	54	57	56	66	3,4%
Dermato-vénéréologie	9	8	8	8	8	9	10	1,8%
Electroradiologie	38	37	40	39	40	42	47	3,6%
Médecine nucléaire	2	3	3	3	4	3	3	7,0%
Radiothérapie	-	-	1	1	2	2	2	18,9%
Endocrinologie	2	2	2	2	2	2	2	0,0%
Gastro-entérologie	13	13	14	14	15	16	16	3,5%
Gynécologie-obstétrique	39	40	43	39	41	40	44	2,0%
Hématologie	4	3	2	2	2	2	2	-10,9%
Médecine interne	65	68	72	70	71	68	71	1,5%
Néphrologie	4	4	4	4	5	5	5	3,8%
Neuro-chirurgie	6	5	6	6	5	8	8	4,9%
Neuro-psychiatrie	13	13	21	19	19	18	18	5,6%
Neurologie	13	15	14	15	15	16	21	8,3%
Psychiatrie	20	18	20	23	21	24	24	3,1%
Psychiatrie infantile	-	-	1	1	1	2	3	31,6%
Rééducation et réadaptation ¹⁾	-	-	1	1	1	1	6	56,5%
Ophtalmologie	33	32	31	28	28	29	27	-3,3%
Orthopédie	27	27	25	27	27	28	32	2,9%
Oto-rhino-laryngologie	29	28	28	28	29	32	29	0,0%
Pédiatrie	23	24	24	23	25	24	27	2,7%
Pneumo-phtisiologie	13	13	13	13	13	13	13	0,0%
Rhumatologie	8	8	8	8	8	8	9	2,0%
Urologie	17	18	17	18	18	19	19	1,9%
Dentiste	168	173	175	188	195	201	204	3,3%
Stomatologie	3	3	4	4	5	5	6	12,2%
TOTAL	868	885	900	908	928	952	1 007	2,5%
FEMMES ET HOMMES								
Médecine générale	266	279	282	279	288	298	304	2,3%
Anesthésie - réanimation	50	52	53	52	57	59	67	5,0%
Cardiologie-angiologie	32	34	33	33	31	33	37	2,4%
Chirurgie générale	56	63	61	62	64	66	75	5,0%
Dermato-vénéréologie	19	18	19	18	18	20	20	0,9%
Electroradiologie	42	41	44	43	45	47	53	4,0%
Médecine nucléaire	2	4	4	4	5	4	5	16,5%
Radiothérapie			1	2	4	4	4	41,4%
Endocrinologie	4	4	4	4	4	4	4	0,0%
Gastro-entérologie	16	15	16	16	17	18	18	2,0%
Gynécologie-obstétrique	53	55	58	53	56	56	58	1,5%
Hématologie	7	5	3	3	3	3	4	-8,9%
Médecine interne	72	79	84	80	83	83	85	2,8%
Néphrologie	7	7	7	6	7	7	7	0,0%
Neuro-chirurgie	6	6	6	6	5	8	9	7,0%
Neuro-psychiatrie	15	15	24	24	23	22	24	8,1%
Neurologie	18	20	18	19	19	22	27	7,0%
Psychiatrie	29	29	28	34	35	37	39	5,1%
Psychiatrie infantile			4	2	3	4	7	15,0%
Rééducation et réadaptation ¹⁾	1	1	2	2	3	3	12	51,3%
Ophtalmologie	45	45	43	41	42	43	41	-1,5%
Orthopédie	27	27	26	29	28	29	33	3,4%
Oto-rhino-laryngologie	34	32	30	31	33	34	32	-1,0%
Pédiatrie	50	49	50	51	57	57	61	3,4%
Pneumo-phtisiologie	14	14	15	15	17	16	16	2,3%
Rhumatologie	11	11	11	11	11	11	12	1,5%
Urologie	17	18	17	18	18	19	20	2,7%
Dentiste	229	235	242	255	269	282	286	3,8%
Stomatologie	4	4	5	5	6	6	7	9,8%
TOTAL	1 126	1 162	1 190	1 198	1 251	1 295	1 367	3,3%

¹⁾ Changement de statut des médecins du Centre National de Rééducation Fonctionnelle et de Réadaptation de Hamm à partir de 2003.

Tableau 2.2. - Professions de santé ^{1) 2)}

Spécification	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 ³⁾
TOTAL DES PROFESSIONNELS EN ACTIVITE	5 321	5 521	5 541	5 637	5 740	5 970	6 300	7 305
Aide-soignant(e)s	1 106	1 154	1 159	1 197	1 198	1 309	1 379	1 622
Assistant(e)s d'hygiène sociale	125	126	122	118	117	120	122	110
Assistant(e)s senior	18	21	19	17	17	14	16	17
Assistante(s) sociales(aux)	128	135	133	133	129	150	171	203
Assistante(s) techniques méd. de chirurgie	78	82	85	93	100	95	107	115
Assistante(s) techniques méd. de laboratoire	178	171	159	153	153	162	165	178
Assistante(s) techniques méd. de radiologie	124	129	128	128	140	142	146	185
Dietéticien(ne)s	20	19	18	24	23	22	23	29
Ergothérapeutes	56	67	73	71	79	93	109	123
Infirmières (iers) en anesthésie et réanimation	212	219	221	218	231	221	229	266
Infirmières (ers) gradué(e)s	130	126	126	138	128	124	126	146
Infirmières (iers)	2 252	2 358	2 377	2 425	2 497	2 598	2 725	3 197
Infirmières(iers) en pédiatrie	142	144	142	141	143	141	151	173
Infirmières(iers) en psychiatrie	153	141	128	132	121	117	126	140
Laborantin(e)s	166	172	174	176	186	185	191	208
Masseurs-kinésithérapeutes	271	278	278	273	273	274	294	357
Masseurs	24	27	26	28	28	32	32	35
Orthophonistes	21	24	34	34	32	33	35	35
Orthoptistes	7	7	7	7	7	8	8	10
Pédagogues curatifs(ves)	17	17	23	25	23	21	22	26
Rééducateurs(trices) en psychomotricité	11	11	12	11	11	13	16	15
Sages-femmes	80	82	85	93	97	95	103	114
Non-spécifié	2	11	12	2	7	1	4	1

Source: Direction de la santé

¹⁾ Le tableau reprend le nombre de professions en exercice appartenant aux professions de santé régies par la loi du 26 mars 1992.²⁾ Situation au 31 décembre de l'année.³⁾ La forte croissance constatée en 2003 est due avant tout à des méthodes de recensement plus efficaces.
(voir sous <http://www.ms.etat.lu/>: Direction de la Santé, Service statistiques, Registre professionnel de Santé)Tableau 2.3. - Concessions de pharmacie et pharmaciens ¹⁾

Spécification	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Concessions de pharmacies:											
- ouvertes au public	76	76	76	77	78	79	79	79	79	80	83
- hospitalières	7	7	8	8	8	8	10	10	10	10	9 ²⁾
Pharmaciens en activité selon secteurs	255	263	269	286	284	300	317	325	342	359	371
- Pharmacies ouvertes au public	223	231	235	252	248	262	276	280	295	310	321
- Pharmacies d'hôpitaux	8	9	10	10	10	10	12	14	16	18	20
- Laboratoires d'analyses médicales	6	6	6	6	6	8	8	9	9	9	7
- Distribution en gros	14	13	13	12	13	13	14	14	14	14	15
- Fonctionnaires	4	4	4	4	4	4	5	5	5	5	5
- Autres secteurs	-	-	1	2	3	3	2	3	3	3	3

Source: Direction de la santé, Division de la Pharmacie et des médicaments.

¹⁾ Situation au 31 décembre de l'année.²⁾ Remplacement des anciennes Cliniques St. Elisabeth et Sacré Coeur par le nouvel Hôpital de Kirchberg à partir de juillet 2003.

Section 3 - Les prestations

La section 3 analyse en détail l'évolution des principaux groupes de prestations. On distingue d'abord *les prestations en nature* qui englobent les soins de santé en cas de maladie, les prestations de maternité et les indemnités funéraires. Les *prestations en espèces* concernent les revenus de remplacement servis aux seuls assurés actifs en cas de maladie ou de maternité.

Pour l'analyse des prestations en nature on retient deux approches différentes:

- L'approche comptable recense toutes les prestations par rapport à l'année de liquidation des frais (sans considérer la date de leur genèse) et permet surtout d'apprécier l'évolution financière de l'assurance maladie.
- L'approche statistique se réfère uniquement à la date de la prestation des soins. C'est une méthode plus adaptée pour mesurer l'évolution réelle des prestations dans le temps. Les fichiers établis sur base de la date de la prestation sont des fichiers ouverts, complétés en permanence. Contrairement à l'analyse des données comptables, figées dès la clôture de l'exercice, l'analyse de ces fichiers évolutifs nécessite un certain recul dans le temps pour obtenir des résultats statistiques probants.

3.1. Les prestations en nature: données comptables

L'appréciation de l'évolution réelle annuelle des frais de prestation doit être abordée prudemment en raison du niveau élevé des dotations aux prestations échues mais non encore liquidées au moment de la clôture des comptes. En 2003, les dotations aux provisions pour prestations dues à des retards de facturation de certains prestataires, ont progressé de 17% par rapport à 2002. Ils s'élèvent en 2003 à 144,4 millions € soit 13,7% du montant des prestations en nature.

La ventilation de ces provisions sur les différents postes de frais est la suivante:

Frais d'hospitalisation: 136,0 millions €.

Frais médicaux (CHL et CHNP): 3,6 millions €.

Soins infirmiers (réseaux soins à domicile, établissements d'aides et de soins): 4,8 millions €.

Pour visualiser l'évolution réelle des différents postes de frais, les chiffres entre parenthèses indiquent pour mémoire le montant des prestations liquidées en tenant compte des prestations provisionnées. Cette double présentation sera maintenue tout au long de cette sous-section 3.1 pour autant que cette différenciation s'impose.

3.1.1. Aperçu global

Tableau 3.1.1. - Evolution des prestations en nature à partir de 2001
(en millions EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
Prestations de soins de santé au Luxembourg *) (Prestations de soins de santé au Luxembourg **)	713,2 (771,2)	815,4 (832,7)	879,0 (900,2)	14,3% (8,0%)	7,8% (8,1%)
Soins médicaux *) (Soins médicaux **)	147,4 (147,9)	162,7 (163,1)	176,7 (177,9)	10,4% (10,3%)	8,6% (9,1%)
Soins médico-dentaires, prothèses, traitement orthodontique	32,7	38,8	41,8	18,6%	7,8%
Frais de voyage et de transport	5,2	5,8	6,3	11,5%	8,3%
Médicaments (secteur extra-hospitalier)	105,4	115,6	124,7	9,7%	7,9%
Soins des autres professions de santé *) (Soins des autres professions de santé **)	30,0 (30,5)	35,1 (34,1)	37,7 (38,0)	17,0% (11,8%)	7,3% (11,5%)
Moyens curatifs et adjuvants	45,5	49,7	24,0	15,7%	10,4%
Analyses de laboratoire (secteur extra-hospitalier)	26,7	27,9	32,3	4,6%	15,7%
Rééducation et cures	12,3	13,6	8,3	10,1%	-38,8%
Soins hospitaliers *) (Soins hospitaliers **)	333,0 (389,9)	391,5 (409,4)	424,2 (443,7)	17,6% (5,0%)	8,3% (8,4%)
Médecine préventive	1,7	2,6	3,0	54,0%	17,2%
Prestations diverses	0,1	0,1	0,1	-6,3%	-16,9%
Prestations de soins de santé à l'étranger	140,4	157,0	171,0	11,8%	8,9%
Prestations servies en vertu de conventions internationales	135,4	152,1	165,9	12,4%	9,1%
Autres prestations à l'étranger	4,9	4,7	4,9	-3,9%	4,1%
Frais de séjour à l'étranger	0,1	0,2	0,2	40,4%	20,6%
Maternité	18,5	21,9	22,4	18,0%	2,3%
Prestations au Luxembourg	14,7	15,7	16,2	7,0%	2,9%
Prestations à l'étranger	3,8	6,1	6,2	60,1%	0,7%
Indemnités funéraires	3,5	3,6	4,1	4,4%	12,2%
TOTAL*) (TOTAL) **)	875,6 (933,6)	997,9 (1 015,2)	1 076,5 (1 097,7)	14,0% (8,7%)	7,9% (8,1%)

*) Données comptables.

**) Données ajustées en fonction des provisions.

3.1.2. Les honoraires médicaux

La loi du 22 juillet 2003 (Mém. A103, p. 2257) modifiant le chapitre V "Relations avec les prestataires de soins" du livre I^{er} du Code des assurances sociales, prévoit une adaptation automatique des tarifs des prestataires de soins à l'indice du coût de la vie. Pour les médecins et médecins-dentistes, elle prévoit en outre une majoration des tarifs de 6,7% avec effet au 1.1.2003, dont l'application (compte tenu d'un rattrapage pour 2003), se fera à partir du 1.1.2004.

On constate donc pour 2003 une adaptation indiciaire au 1^{er} août. Les retombées majeures de la loi du 22 juillet 2003 se feront sentir seulement à partir de l'année 2004.

Les tableaux ci-après indiquent l'évolution à partir de 2001 des soins médicaux et médico-dentaires ventilés par catégorie. Ces chiffres concernent aussi bien les soins médicaux en ville que ceux à l'hôpital.

Tableau 3.1.2.1. - Les soins médicaux
(en millions EUR)

	2001	2002	2003 ²⁾	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
Consultations	48,4	53,1	56,7	9,9%	6,8%
Visites	7,4	7,7	8,3	3,7%	7,7%
Autres actes généraux	15,0	16,8	18,7	11,9%	11,3%
Actes techniques ambulatoires ¹⁾	43,7	49,7	54,5	13,8%	9,6%
Actes techniques stationnaires	32,9	35,4	38,5	7,5%	8,8%
TOTAL*)	147,4	162,7	176,7	10,4%	8,6%
(Dotations aux provisions pour prestations) **)	(1,9)	(2,3)	(3,6)		
(Prélèvements aux provisions pour prestations) **)	-(1,4)	-(1,9)	-(2,3)		
(TOTAL CORRIGE) **)	(147,9)	(163,1)	(177,9)	(10,3%)	(9,1%)

¹⁾ Y compris actes posés en polyclinique.

²⁾ Adaptation indiciaire au 01.08.2003 (+2,5%).

*) Données comptables.

**) Données ajustées en fonction des provisions.

Tableau 3.1.2.2. - Les soins médico-dentaires
(en millions EUR)

	2001	2002	2003 **)	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
Consultations	4,01	4,82	5,37	20,2%	11,5%
Visites *)	0,03	0,04	0,05	17,8%	28,0%
Autres actes généraux *)	0,00	0,01	0,01	61,7%	25,8%
Actes techniques	15,88	19,44	20,90	22,5%	7,5%
Soins dentaires: prothèses	10,77	11,76	12,24	9,2%	4,0%
Soins dentaires: orthodontie	1,99	2,69	3,21	35,1%	19,3%
TOTAL	32,68	38,76	41,78	18,6%	7,8%

*) Montants insignifiants: 38 380 € pour les visites en 2002 et 49 110 € pour les visites en 2003 et 7 604 € respectivement 9 565 € concernant les autres actes généraux en 2002 et 2003.

**) Adaptation indiciaire (+2,5% au 01.08.2003).

3.1.3. Les frais de voyage et de transport

Tableau 3.1.3. - Les frais de voyage et de transport
(en millions EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
Frais de transport dont:	4,7	5,2	5,6	9,8%	8,4%
frais de voyage	0,7	0,7	0,7	3,7%	6,1%
frais de transport en taxi	2,3	2,5	2,7	10,5%	6,2%
frais de transport en ambulance	1,8	2,0	2,2	11,2%	12,1%
Frais de transport par air	0,5	0,7	0,7	26,4%	7,0%
TOTAL	5,2	5,8	6,3	11,5%	8,3%

3.1.4. Les médicaments (secteur extra hospitalier)

Le tableau ci-après indique pour le secteur extra hospitalier, le montant des produits pharmaceutiques remboursés par l'assurance maladie maternité.

Tableau 3.1.4. - Les frais pharmaceutiques en milieu extra-hospitalier ¹⁾
(en millions EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
Médicaments remboursés:					
Taux normal 80% (78% en 2001) ²⁾	61,4	68,4	72,3	11,4%	5,6%
Taux préférentiel 100%	39,0	42,1	47,4	8,0%	12,7%
Taux réduit 40%	5,0	5,1	5,0	2,4%	-2,2%
TOTAL ²⁾	105,4	115,6	124,7	9,7%	7,9%

¹⁾ Y compris les médicaments prescrits en polyclinique.

²⁾ L'évolution du niveau de consommation des médicaments est presque identique en 2002 et 2003. Le taux de croissance un peu plus élevé en 2002 est en fait imputable au relèvement du taux de remboursement de 78% à 80% qui a fait grimper le taux de croissance pour cette année de 1,6 points.

3.1.5. Soins des autres professions de santé

Ce groupe de prestations comprend en général tous les soins et fournitures prestés en secteur extra hospitalier par des professionnels de santé non-médecins.

Jusqu'en 1998 cette rubrique concernait essentiellement des professionnels de santé en exercice libéral. A partir du 1.1.1999, date de la mise en application de la loi sur l'assurance dépendance, l'assurance maladie doit prendre en charge également, sous forme de forfait journalier, les soins infirmiers prestés dans les établissements d'aide et de soins. Les soins à domicile sont tarifés à l'acte.

C'est donc au niveau des soins infirmiers qu'on a pu constater la plus forte croissance au cours des dernières années. Entre 1999 et 2003 leur taux de croissance moyen annuel a atteint 19,3%. La hausse très importante en 2001 (+133%) est imputable en grande partie à une majoration de la valeur de la lettre-clé. En 2002 la progression du coût des soins infirmiers s'est élevée à 26 %.

A l'exception de l'adaptation indiciaire (2,5% au 1^{er} août 2003), les tarifs sont restés stables en 2003. Par rapport aux fortes hausses des années précédentes, les coûts pour soins infirmiers accusent un léger recul en 2003 (-5%, compte tenu des provisions).

Tableau 3.1.5. - Soins des professions de santé non-médecins
(en millions EUR)

	2000	2001	2002	2003	Taux de variation en %		
					2000/01	2001/02	2002/03
Soins infirmiers *)	6,2	14,5	18,2	16,9	133,3%	25,8%	-6,9%
dont forfaits journaliers dans établissements	4,1	5,0	21,7%	p.m.	p.m.
Soins de sages-femmes	0,1	0,1	0,1	0,1	5,6%	8,3%	16,0%
Massages, kinésithérapie	12,9	14,9	16,2	19,9	15,3%	8,5%	22,7%
Orthophonie	0,2	0,3	0,3	0,4	21,9%	7,1%	26,0%
Psychomotriciens	0,2	0,3	0,3	0,4	13,6%	26,5%	15,6%
TOTAL *)	19,7	30,0	35,1	37,7	52,5%	17,0%	7,3%
(Dotations aux provisions pour prestations) **)	(5,0)	(5,5)	(4,4)	(4,8)			
(Prélèvements aux provisions) **)	-(2,7)	-(5,0)	-(5,5)	-(4,4)			
(TOTAL CORRIGE) **)	(21,9)	(30,5)	(34,1)	(38,0)	(39,2%)	(11,8%)	(11,5%)

*) Données comptables.

**) Données ajustées en fonction des provisions.

3.1.6. Les moyens curatifs et thérapeutiques

Tableau 3.1.6.1. - Moyens curatifs et adjuvants
(en millions EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
Petits moyens accessoires	4,5	6,2	7,3	39,2%	17,5%
Appareils et autres accessoires	2,0	1,3	0,7	-34,6%	-46,9%
Prothèses auditives et vocales	1,7	2,3	3,0	34,5%	33,6%
Orthèses, prothèses, épithèses	1,4	1,8	2,1	29,8%	12,8%
Fournitures patrons bottiers	0,4	0,5	0,5	13,1%	3,3%
Fournitures opticiens	7,4	8,1	9,1	9,0%	11,8%
Produits sanguins	1,4	1,5	1,3	9,1%	-14,2%
TOTAL	18,8	21,7	24,0	15,7%	10,4%

Assurance
maladie-maternitéTableau 3.1.6.2. - Analyses de laboratoire (en dehors des hôpitaux)
(en millions EUR)

Exercice	Montant	Taux de variation en %
1996	15,2	
1997	17,6	15,4%
1998	18,6	5,5%
1999	20,4	9,8%
2000	23,0	12,9%
2001	26,7	16,1%
2002	27,9	4,6%
2003	32,3	15,7%

Tableau 3.1.6.3. - Rééducation et cures au Luxembourg
(en millions EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
Centre de rééducation et de réadaptation (Hamm) ¹⁾	5,0	5,2	0,1	4,0%	-98,1%
Frais de cures	4,2	4,7	5,6	10,5%	20,1%
Frais de séjour	2,2	2,4	2,4	10,6%	1,1%
Cures de convalescence	0,2	0,3	0,2	46,2%	-36,0%
Réadaptation en foyer de psychiatrie ²⁾	0,7	1,0	-	38,5%	-
TOTAL	12,3	13,6	8,3	10,1%	-38,8%

¹⁾ Depuis 2003 le Centre National de Rééducation Fonctionnelle et de Réadaptation de Hamm (CNRFR) fait partie du système de budgétisation des hôpitaux et les dépenses afférentes seront dorénavant comprises dans les tableaux de la section 3.1.7.

²⁾ Suite à une adaptation de la nomenclature des actes et services des foyers de réadaptation en psychiatrie, le financement par l'assurance maladie des foyers existants a cessé fin 2002.

3.1.7. Soins hospitaliers

Une description plus détaillée du paysage hospitalier est présentée dans la première partie de ce rapport sous 2.2. A noter qu'en 2003 le nombre d'établissements hospitaliers budgétisés a été porté à 18 unités, avec l'intégration du CNRFR (Centre National de Rééducation Fonctionnelle et de Réadaptation) dans l'ensemble des établissements budgétisés.

L'analyse des frais du secteur hospitalier demeure toujours difficile en raison de l'ampleur des retards de facturation de plusieurs hôpitaux et on constate de nouveau une hausse sensible du montant des dépenses provisionnées.

Tableau 3.1.7.1. - Les dépenses du secteur hospitalier au Luxembourg
(en millions EUR)

	2001 ¹⁾	2002	2003 ²⁾	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
Frais fixes	267,7	311,3	335,4	16,3%	7,7%
Frais variables	65,2	80,2	88,8	22,9%	10,7%
Hôpital neuropsychiatrique	-	-	-	-	-
TOTAL ³⁾	333,0	391,5	424,2	17,6%	8,4%
(Dotations aux provisions pour prestations)	(98,6)	(116,4)	(136,0)		
(Prélèvements aux provisions pour prestations)	-(41,7)	-(98,6)	-(116,4)		
(TOTAL CORRIGE ⁴⁾)	(389,9)	(409,3)	(443,8)	(5,0%)	(8,4%)

¹⁾ En 2001 le nombre d'établissements budgétisés a été porté à 17 avec l'ouverture de l'Institut National de Chirurgie Cardiaque et de Cardiologie Interventionnelle (INCCI).

²⁾ Avec la budgétisation du Centre national de Rééducation Fonctionnelle et de Réadaptation (CNRFR) en 2003, le nombre d'établissements compris dans les tableaux de cette section s'accroît à 18 et le décompte du secteur hospitalier se voit augmenté de 7,2 millions d'euros de frais fixes et de 0,4 millions d'euros de frais variables.

³⁾ Données comptables.

⁴⁾ Données ajustées en fonction des provisions.

Tableau 3.1.7.2. - Frais fixes opposables comptabilisés en 2002 et 2003
(en millions EUR)

	2002	2003	Variation en % 2002/03
Consommation fixe	6,1	7,3	19,8%
Frais de personnel	279,7	299,8	7,2%
Immeubles et équipement	30,7	34,1	11,1%
Frais de gestion	6,8	6,6	-1,6%
Frais financiers	1,9	1,8	-6,8%
Amortissement	23,9	28,8	20,7%
SOUS-TOTAL	349,0	378,5	8,4%
A déduire:			
recettes déductibles	-9,0	-11,9	32,1%
charges non opposables	-21,2	-22,0	4,1%
FRAIS FIXES OPPOSABLES (HORS HPMA) ¹⁾	318,9	344,6	8,1%
HPMA budget frais fixes 2002		25,5	
HPMA budget frais fixes 2003		27,8	
HPMA provision frais fixes 2002	24,4		
HPMA prélèvement provision 2002		-24,4	
FRAIS FIXES OPPOSABLES (Y COMPRIS HPMA) ¹⁾	343,3	373,5	8,8%
Autres postes de frais:			
pension complémentaire pour personnel hospitalier des congrégations	1,3	1,3	-0,8%
permanence médicale	0,5	0,5	0,0%
prime de qualité	1,0	0,1	p.m.
décomptes	-1,0	0,7	p.m.
acompte pour prime 2001	5,1		
acompte pour prime 2002		4,5	
provision pour acompte prime 2002		0,8	
provision rectification St. Louis et Kirchberg		5,3	
TOTAL FRAIS FIXES	350,1	386,7	10,4%
dont :			
à charge de l'assurance maladie	311,3	335,4	
provisions pour prestations échues	94,3	112,6	
prélèvement aux provisions	-80,1	-94,3	
à charge de l'assurance maternité	13,6	13,9	
à charge d'organismes de protection sociale à l'étranger	5,3	6,2	
à charge de l'assurance accident	7,3	8,1	
à charge du dommage de guerre	0,1	0,0	
régularisations	-1,7	4,9	

¹⁾ Le budget de l'exercice 2002 de l'HPMA de Differdange ayant été négocié après la clôture des comptes de l'assurance maladie, les frais fixes imputables à cet établissement avaient dû être provisionnés. La ventilation 2003 comprend les montants négociés avec le HPMA pour les deux exercices 2002 et 2003. Ils sont présentés séparément pour assurer une meilleure comparabilité des montants par nature de frais de ces exercices.

Tableau 3.1.7.3. - **Frais variables comptabilisés en 2002 et 2003**
(en millions EUR)

	2002	2003	Variation en % 2002/03
Hospitalisation - soins normaux	16,9	18,4	
Hospitalisation - soins intensifs	6,9	7,9	
Salles d'opération	14,9	19,3	
Salles d'accouchement	0,3	0,3	
Laboratoires	11,8	13,0	
Imagerie médicale	5,4	5,9	
IRM	0,9	0,7	
Lithotritie extra-corporelle	0,0	0,0	
Oxygénothérapie hyperbare	0,0	0,0	
Hémodialyse	3,8	3,9	
Physiothérapie	0,1	0,1	
Policlinique, unités médico-techniques	6,5	5,7	
Chimiothérapie	7,3	9,2	
Chirurgie cardiaque	3,1	2,1	
Cardiologie interventionnelle	6,0	4,2	
Radiothérapie	0,4	0,4	
Hôpital de jour psychiatrique	0,1	0,1	
Médecine nucléaire		0,6	
Pet scan		0,3	
Dotation aux provisions	22,1	23,5	
Prélèvement aux provisions	-18,4	-22,1	
SOUS-TOTAL	88,1	93,2	5,8%
Décomptes exercices antérieurs	-1,2	0,5	
TOTAL FRAIS VARIABLES	87,0	93,7	7,8%
dont:			
à charge de de l'assurance maladie	80,2	88,8	
dotation aux provisions	22,1	23,5	
prélèvement aux provisions	-18,4	-22,1	
à charge d'organismes de protection sociale à l'étranger	1,4	1,7	
à charge de l'assurance accident	1,7	2,0	
dommage de guerre	0,0	0,0	

Assurance
maladie-maternité

Une appréciation correcte de l'évolution des frais variables par entité fonctionnelle sur base de chiffres comptables est difficile en raison de distorsions comme les reports d'exercices antérieurs ou les retards de facturation.

Pour cette raison les tableaux statistiques ci-après établis par l'UCM sur base de la date de la prestation, reflètent mieux l'évolution dans le temps des prestations à l'hôpital.

Les variations importantes du nombre d'unités d'œuvre que l'on peut observer peuvent être liées à des changements intervenues dans le paysage hospitalier. Dans la mesure du possible ces facteurs sont indiqués dans une note en bas du tableau ci-après.

Tableau 3.1.7.4. - **Evolution du nombre d'unités d'oeuvre opposables¹⁾ prestées**

	1999	2000	2001	2002	Variation moyenne 1999/2002 en %
Hospitalisation - soins normaux	715 265 ²⁾	710 712	701 439	706 277	-0,3%
Hospitalisation - soins intensifs	40 221	39 774	40 721	40 751	0,3%
Salles d'opération	47 973	48 847	49 333	49 201	0,6%
Salles d'accouchement	5 262	5 525	5 321	5 195	-0,3%
Laboratoires	839 795	854 631	906 095	907 092	1,9%
Imagerie médicale	379 729	384 165	399 546	414 361	2,2%
Imagerie par résonance magnétique (IRM)	6 374	6 511	9 289 ³⁾	10 057	12,1%
Lithotritie extra-corporelle	247	252	249	192	-6,1%
Oxygénothérapie hyperbare	218	383	899 ⁴⁾	1 247	54,7%
Hémodialyse	27 150	28 153	30 001	32 239	4,4%
Physiothérapie	148 584	151 081	167 506	175 280	4,2%
Policlinique, unités médico-techniques	592 384	608 515	651 949	682 544	3,6%
Chimiothérapie	11 669	12 805	12 776	13 798	4,3%
Chirurgie cardiaque	199	223	244	526	p.m.
Cardiologie interventionnelle	1 890	1 715	2 088	2 455	p.m.
Radiothérapie	-	12 998	16 239	16 808	p.m.
Hôpital de jour psychiatrique	-	2 148	3 448 ⁵⁾	10 511 ⁵⁾	p.m.

¹⁾ Opposables à l'ensemble des institutions de sécurité sociale.

²⁾ L'augmentation des journées d'hospitalisation soins normaux en 1999 est imputable à l'intégration du CHNP dans le système de budgétisation à partir de cette même année.

³⁾ L'augmentation du nombre de passages IRM en 2001 est la conséquence de l'ouverture d'une deuxième installation d'une IRM au pays.

⁴⁾ Hausse du nombre de séances en en raison de la mise en exploitation d'un caisson à places multiples.

⁵⁾ La forte augmentation des séances en hôpital de jour psychiatrique (+60,5% de 2000 à 2001 et +204,8% de 2001 à 2002) s'explique par la budgétisation de cette entité fonctionnelle dans plusieurs établissements supplémentaires (Centre Hospitalier de Luxembourg et Clinique St. Louis Ettelbruck à partir de 2001 et la Clinique St. François depuis 2002).

Tableau 3.1.7.5. - Evolution à partir de 1999 des frais variables opposables¹⁾

	1999	2000	2001 ²⁾	2002 ²⁾	Variations en %		
					1999/2000	2000/01	2001/02
Hospitalisation - soins normaux	14,84	14,35	15,22	19,05	-3,3%	6,1%	25,2%
Hospitalisation - soins intensifs	6,10	6,12	7,03	7,39	0,3%	14,9%	5,1%
Salles d'opération	15,59	16,06	16,29	17,82	3,0%	1,4%	9,4%
Salles d'accouchement	0,19	0,21	0,23	0,30	10,5%	9,5%	30,4%
Laboratoires	11,09	11,27	12,29	12,52	1,6%	9,1%	1,9%
Imagerie médicale	5,66	5,87	6,02	5,89	3,7%	2,6%	-2,2%
IRM	0,64	0,67	0,72	0,84	4,7%	7,5%	16,7%
Lithotritie extra-corporelle	0,01	0,00	0,01	0,00	-	-	-
Oxygénothérapie hyperbare	0,00	0,00	0,00	0,00	-	-	-
Hémodialyse	3,50	3,70	3,92	4,24	5,7%	5,9%	8,2%
Physiothérapie	0,08	0,08	0,11	0,11	0,0%	37,5%	0,0%
Polyclinique, unités médico-techniques	4,21	4,50	6,22	6,18	6,9%	38,2%	-0,6%
Chimiothérapie	4,72	5,85	6,42	8,05	23,9%	9,7%	25,4%
Chirurgie cardiaque	0,91	0,94	0,96	2,09	3,3%	2,1%	117,7%
Cardiologie interventionnelle	2,35	2,13	3,07	4,17	-9,4%	44,1%	35,8%
Hôpital de jour psychiatrique	0,00	0,01	0,02	0,06	-	100,0%	200,0%
Radiothérapie	0,00	0,32	0,53	0,42	-	65,6%	-20,8%
Décompte	0,21	0,56	0,07	0,00			
TOTAL	70,1	72,64	79,13	89,13	3,0%	8,9%	12,6%

¹⁾ Données sur base date prestations.

²⁾ Frais estimés pour certains hôpitaux.

3.1.8. La médecine préventive

Les activités majeures de médecine préventive pris en charge par l'assurance maladie comprennent d'une part le suivi médical de la femme enceinte et du bébé et d'autre part des programmes établis en collaboration avec le Ministère de la Santé.

Ces programmes de médecine préventive sont actuellement au nombre de quatre:

1. Le dépistage précoce du cancer du sein par mammographie pour les femmes âgées entre 50 et 69 ans. Ce programme a débuté en 1992.
2. Le programme de vaccination contre l'hépatite B a commencé en 1996 et il concerne essentiellement les nourrissons et les jeunes entre 12 et 18 ans.
3. La prise en charge par l'assurance maladie des frais de vaccination de la population âgée (≥ 65 ans) et des personnes à risque a débuté en 2001.
4. Le programme de vaccination contre la méningite à méningococque C, lancé en 2001 a pour cible les enfants et jeunes entre 1 et 18 ans.

Tableau 3.1.8. - La médecine préventive
(en millions EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
Examen de la femme enceinte, dont:	0,6	0,6	0,6	10,3%	-0,4%
examen médical de la femme enceinte	0,4	0,5	0,5	10,8%	-2,6%
examen dentaire de la femme enceinte	0,1	0,2	0,2	8,7%	6,0%
Examen des enfants en bas âge	0,3	0,3	0,4	26,5%	7,3%
Programmes de médecine préventive *)	0,8	1,6	2,0	92,1%	26,1%
TOTAL	1,7	2,6	3,0	54,0%	17,2%

*) Contient une partie des dépenses pour vaccins ainsi que les frais et actes médicaux identifiables en tant que gestes de médecine préventive.

3.1.9. Les prestations de maternité

Les prestations en nature de maternité lors d'un accouchement à l'hôpital sont prises en charge forfaitairement par l'Etat. Ce forfait, qui est fixé annuellement par règlement grand-ducal, prévoit lors de l'accouchement les soins d'une sage-femme, l'assistance médicale, le séjour dans l'hôpital ainsi que les fournitures pharmaceutiques ou produits diététiques pour nourrissons.

Tableau 3.1.9.1. - Le détail des prestations en nature de maternité
(en millions EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
Prestations au Luxembourg	14,7	15,7	16,2	7,0%	2,9%
Honoraires médicaux	1,3	1,4	1,6	7,8%	20,5%
Soins de sages-femmes	0,1	0,1	0,1	10,2%	-11,3%
Forfaits hospitaliers	12,8	13,6	13,9	6,5%	1,7%
Produits diététiques	0,6	0,7	0,6	18,2%	-7,0%
Prestations à l'étranger	3,8	6,1	6,2	60,1%	0,7%
TOTAL	18,5	21,9	22,4	18,0%	2,3%

Remarque: La forte progression des prestations à l'étranger en 2002 (+60,1%), s'explique par la régularisation d'importants frais de prestations d'exercices antérieurs concernant la France, la Belgique et l'Allemagne.

Tableau 3.1.9.2. - Evolution des prestations en nature de maternité
(en millions EUR)

Exercice	Montant en valeur nominale	Variation en %	Montant au nombre indice 100	Variation en %
1990	6,2	- 48,9%	1,4	- 49,8%
1991	6,2	- 0,3%	1,3	- 4,0%
1992	6,7	9,3%	1,4	5,9%
1993	7,2	7,5%	1,4	4,2%
1994 ¹⁾	5,4	- 26,2%	1,0	- 28,4%
1995	14,6	172,0%	2,7	167,0%
1996	13,5	- 7,5%	2,5	- 8,2%
1997	15,5	15,3%	2,8	12,8%
1998	14,2	- 8,2%	2,6	- 8,4%
1999	17,6	23,5%	3,2	22,3%
2000	19,3	9,9%	3,4	7,0%
2001	18,5	- 4,2%	3,2	- 7,2%
2002	21,9	18,0%	3,6	15,6%
2003	22,4	2,3%	3,7	0,2%
Variation moyenne annuelle 1990-2003		10,4%		8,0%
Variation moyenne annuelle 1995-2003		5,5%		3,7%

¹⁾ A partir de 1994 les prestations de médecine préventive pour femmes enceintes et enfants en bas âge (+/-6% des prestations liées à la fonction maternité) ne sont plus comptabilisées dans la gestion maternité mais dans la gestion prestations en nature.

Le forfait d'accouchement en milieu hospitalier a subi une hausse importante en 1995, date de l'introduction de la budgétisation et de la comptabilité analytique dans les hôpitaux. En effet l'introduction conjointe de ces mesures a permis d'apprécier plus correctement le coût réel des prestations de maternité en milieu hospitalier

Les variations annuelles souvent très importantes s'expliquent en majeure partie par des retards de facturation de la part des hôpitaux ce qui reporte la liquidation des factures par l'UCM à l'exercice suivant.

Statistiques

Le tableau suivant indique le nombre d'accouchements pris en charge au Luxembourg par l'assurance-maladie à partir de 2000.

Tableau 3.1.9.3. - Nombre d'accouchements au Luxembourg pris en charge par les caisses de maladie
Répartition par groupes d'âge

Groupes d'âge	2000	En % du total	2001	En % du total	2002 ¹⁾	En % du total	2003 ¹⁾	En % du total
15 - 19	96	1,7%	111	2,1%	116	2,3%	102	2,0%
20 - 24	759	13,7%	693	13,1%	686	13,4%	649	12,8%
25 - 29	1 731	31,3%	1 605	30,4%	1 455	28,3%	1 480	29,1%
30 - 34	1 965	35,6%	1 918	36,4%	1 847	36,0%	1 803	35,4%
35 - 39	836	15,1%	804	15,3%	878	17,1%	887	17,4%
40 - 44	133	2,4%	136	2,6%	152	3,0%	162	3,2%
>=45	5	0,1%	4	0,1%	2	0,0%	5	0,1%
TOTAL	5 525	100,0%	5 271	100,0%	5 136	100,0%	5 088	100,0%
Variation annuelle en %	4,9%		-4,6%		-2,6%		-0,9%	

¹⁾ Données provisoires.

3.1.10. Les prestations à l'étranger

En 2003, les soins à l'étranger se chiffraient à 177,3 millions €, soit 16,6% du coût total des prestations en nature comptabilisées par l'UCM. Les frais exposés en cas de maladie représentaient 96,4% du total des dépenses pour soins à l'étranger, les prestations en nature de maternité 3,5% et les indemnités funéraires transférées à l'étranger 0,1%.

Tableau 3.1.10.1. - Total des prestations en nature servies à l'étranger
(en millions EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
Prestations de soins de santé	140,4	157,0	171,0	11,8%	8,9%
Prestations de maternité	3,8	6,1	6,2	60,1%	0,7%
Indemnités funéraires	0,1	0,1	0,1	- 13,1%	13,6%
TOTAL DES PRESTATIONS	144,3	163,2	177,3	13,1%	8,6%

Tableau 3.1.10.2. - Prestations de soins de santé en cas de maladie à l'étranger
(en millions EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
Conventions internationales (tiers payant):	135,4	152,1	165,9	12,4%	9,1%
Séjour temporaire	5,2	5,0	5,1	-3,9%	2,8%
Frontaliers	89,5	103,3	114,6	15,4%	10,9%
Traitement E 112 *)	25,3	29,9	29,1	18,3%	-2,5%
Forfaits (pensionnés et membres de famille)	7,7	7,7	7,7	-0,6%	0,5%
Divers	7,6	6,2	9,3	-18,9%	50,4%
Autres prestations à l'étranger (remboursement de prestations):	5,0	4,9	5,1	-2,8%	4,7%
<i>Prestations à l'étranger en dehors E 125 **)</i>	3,6	2,8	2,9	-20,4%	1,0%
- Traitements à l'étranger: soins médicaux	1,2	1,0	1,0	-14,5%	4,6%
- Traitements à l'étranger: soins médico-dentaires	0,0	0,0	0,0	-7,1%	5,6%
- Traitements à l'étranger: frais pharmaceutiques	0,2	0,3	0,3	72,2%	-0,2%
- Traitements à l'étranger: frais d'hospitalisations	1,4	0,9	0,9	-36,4%	0,2%
- Traitements à l'étranger: autres prestations	0,8	0,6	0,5	-25,5%	-3,4%
<i>Frais de séjour à l'étranger</i>	0,1	0,2	0,2	40,4%	20,6%
<i>Prestations à l'étranger suivant législation luxembourgeoise ***)</i>	1,4	1,9	2,1	39,2%	8,6%
TOTAL	140,4	157,0	171,0	11,8%	8,9%

*) Transfert à l'étranger après autorisation du contrôle médical de la sécurité sociale.

**) Remboursement, selon les tarifs étrangers, de frais avancés par l'assuré pour prestations reçues à l'étranger.

***) Remboursement, selon les tarifs luxembourgeois de frais avancés par l'assuré pour:

- Prestations urgentes servies à l'étranger où l'assuré demande le remboursement de ses frais directement à la caisse compétente sans passer par l'institution étrangère.
 - Prestations non-urgentes des assurés usant de leur droits reconnus en fonction de la jurisprudence Decker-Kohl.
- Il n'est pas possible de départager ces deux catégories de prestations.

Le tableau 3.1.10.3. ci-après opère une ventilation des prestations en nature, selon le pays de résidence du bénéficiaire et du prestataire.

En comparant les résultats obtenus on constate que la ventilation des prestations est largement tributaire de l'organisation socio-sanitaire des différents pays.

Ainsi pour certains pays, le poste "hospitalisation" inclut les frais médicaux en totalité ou en partie.

L'interprétation de ces chiffres devra donc se faire avec prudence.

Tableau 3.1.10.3. - Ventilation des prestations en nature à l'étranger en 2003 selon le pays de résidence des assurés *)
et des prestataires
(en milliers EUR)

		Résidence prestataires					
		Luxembourg	Belgique	Allemagne	France	Autres pays	Total
Résidence assurés: LUXEMBOURG							
Actifs et membres de famille	Total des prestations, dont	0	9 955 252	15 964 860	8 661 457	1 100 305	35 681 875
	- soins médicaux	0	3 459 246	935 689	1 008 223	369 241	5 772 399
	- soins dentaires	0	202 183	153 741	92 513	43 109	491 546
	- médicaments	0	1 371 489	660 057	570 691	109 550	2 711 787
	- hospitalisation	0	2 896 347	13 248 309	6 299 281	970 098	23 414 035
	- autres	0	2 025 987	967 064	690 749	-391 692	3 292 107
Pensionnés et membres de famille	Total des prestations, dont	0	568 450	1 217 496	577 573	999 673	3 363 192
	- soins médicaux	0	177 191	295 815	185 897	173 244	832 147
	- soins dentaires	0	27 632	55 308	15 110	23 707	121 757
	- médicaments	0	113 158	137 326	55 975	101 673	408 132
	- hospitalisation	0	126 274	494 260	232 458	497 950	1 350 942
	- autres	0	124 196	234 788	88 132	203 098	650 213
Résidence assurés: BELGIQUE							
Actifs et membres de famille	Total des prestations, dont	3 780 996	30 057 861	97 920	272 528	68 710	34 278 016
	- soins médicaux	1 230 389	9 810 281	7 909	47 719	16 844	11 113 142
	- soins dentaires	605 368	1 495 955	2 594	3 766	1 502	2 109 185
	- médicaments	649 171	4 406 025	1 448	16 760	5 740	5 079 143
	- hospitalisation	598 315	4 232 492	79 443	139 134	-374 366	4 675 018
	- autres	697 753	10 113 107	6 526	65 150	418 991	11 301 528
Pensionnés et membres de famille	Total des prestations, dont	574 996	1 235 905	33	7 914	3 438	1 822 286
	- soins médicaux	152 178	5 380	0	1 999	891	160 449
	- soins dentaires	35 681	228	0	18	16	35 943
	- médicaments	181 756	2 213	33	2 345	87	186 433
	- hospitalisation	124 435	858	0	2 785	2 305	130 384
	- autres	80 947	1 227 225	0	766	139	1 309 077
Résidence assurés: ALLEMAGNE							
Actifs et membres de famille	Total des prestations, dont	845 178	46 252	29 005 088	35 695	25 492	29 957 706
	- soins médicaux	292 905	6 983	7 590 979	8 218	12 631	7 911 716
	- soins dentaires	73 880	174	2 562 782	882	494	2 638 212
	- médicaments	137 093	3 350	4 248 852	6 943	1 920	4 398 158
	- hospitalisation	122 714	18 054	9 518 185	4 000	-314 694	9 348 259
	- autres	218 587	17 690	5 084 291	15 652	325 141	5 661 360
Pensionnés et membres de famille	Total des prestations, dont	55 405	0	103 807	0	0	159 212
	- soins médicaux	11 761	0	5 731	0	0	17 492
	- soins dentaires	1 765	0	1 145	0	0	2 910
	- médicaments	12 065	0	3 465	0	0	15 531
	- hospitalisation	8 052	0	54 461	0	0	62 513
	- autres	21 761	0	39 005	0	0	60 766

*) Personnes assurées auprès de l'assurance maladie luxembourgeoise.

Tableau 3.1.10.3. - Ventilation des prestations en nature à l'étranger en 2003 selon le pays de résidence des assurés *)
et des prestataires (suite)
(en milliers EUR)

		Résidence prestataires					Total
		Luxembourg	Belgique	Allemagne	France	Autres pays	
Résidence assurés: FRANCE							
Actifs et membres de famille	Total des prestations, dont	2 741 412	208 346	85 612	67 973 012	36 949	71 045 330
	- soins médicaux	932 586	83 480	11 071	17 043 670	10 095	18 080 901
	- soins dentaires	301 174	9 233	2 676	2 232 121	1 996	2 547 200
	- médicaments	383 940	30 840	1 611	12 587 331	4 573	13 008 295
	- hospitalisation	425 210	56 800	65 697	16 872 072	15 718	17 435 497
	- autres	698 502	27 993	4 557	19 237 819	4 567	19 973 438
Pensionnés et membres de famille	Total des prestations, dont	28 830	519	0	18 236	47	47 632
	- soins médicaux	9 041	114	0	1 563	47	10 766
	- soins dentaires	1 695	15	0	224	0	1 934
	- médicaments	6 046	10	0	3 431	0	9 488
	- hospitalisation	7 205	0	0	3 846	0	11 051
	- autres	4 842	380	0	9 171	0	14 393
Résidence assurés: PAYS NON LIMITOPHES							
Actifs et membres de famille	Total des prestations, dont	174 387	40 103	66 790	43 811	662 351	987 442
	- soins médicaux	46 364	11 404	11 115	7 411	60 778	137 072
	- soins dentaires	12 531	1 195	4 272	812	17 550	36 360
	- médicaments	28 694	4 412	6 311	5 782	40 594	85 792
	- hospitalisation	64 061	8 909	31 985	24 591	66 111	195 657
	- autres	22 737	14 183	13 107	5 215	477 317	532 560
Pensionnés et membres de famille	Total des prestations, dont	57 936	4 140	138	530	-72 432	-9 687
	- soins médicaux	9 753	1 715	0	345	5 363	17 177
	- soins dentaires	1 313	0	17	0	858	2 188
	- médicaments	8 960	328	120	38	2 389	11 836
	- hospitalisation	20 435	2 070	0	0	1 414	23 919
	- autres	17 475	26	0	148	-82 456	-64 807
TOTAL DES PRESTATIONS A L'ETRANGER							
Actifs et membres de famille	Total des prestations, dont	7 541 973	40 307 813	45 220 271	76 986 504	1 893 807	171 950 369
	- soins médicaux	2 502 243	13 371 394	8 556 763	18 115 241	469 589	43 015 230
	- soins dentaires	992 952	1 708 740	2 726 065	2 330 094	64 651	7 822 503
	- médicaments	1 198 898	5 816 116	4 918 279	13 187 507	162 376	25 283 176
	- hospitalisation	1 210 300	7 212 602	22 943 619	23 339 078	362 867	55 068 467
	- autres	1 637 580	12 198 961	6 075 544	20 014 585	834 324	40 760 993
Pensionnés et membres de famille	Total des prestations, dont	717 167	1 809 014	1 321 473	604 253	930 726	5 382 633
	- soins médicaux	182 733	184 401	301 545	189 805	179 546	1 038 031
	- soins dentaires	40 454	27 874	56 471	15 352	24 580	164 731
	- médicaments	208 828	115 709	140 944	61 790	104 149	631 420
	- hospitalisation	160 127	129 203	548 721	239 089	501 669	1 578 810
	- autres	125 025	1 351 827	273 792	98 216	120 781	1 969 642

*) Personnes assurées auprès de l'assurance maladie luxembourgeoise.

3.1.11. Les indemnités funéraires

Tableau 3.1.11. - Indemnités funéraires: évolution chronologique
(en millions EUR)

Exercice	Montant en valeur nominale	Variation en %	Montant au nombre indice 100	Variation en %
1975	1,6		0,7	
1980	2,1	5,4%	0,7	- 0,8%
1985	2,8	6,1%	0,7	0,6%
1990	3,0	1,3%	0,7	- 0,6%
1991	3,0	1,5%	0,6	- 2,2%
1992	3,2	5,5%	0,7	2,3%
1993	3,5	10,4%	0,7	7,1%
1994	3,2	-7,9%	0,6	- 10,7%
1995	3,3	2,1%	0,6	0,3%
1996	3,5	4,9%	0,6	4,0%
1997	3,5	0,7%	0,6	- 1,5%
1998	3,5	0,9%	0,6	0,7%
1999	3,5	- 2,2%	0,6	- 3,2%
2000	3,5	1,3%	0,6	- 1,4%
2001	3,5	- 0,5%	0,6	- 3,5%
2002	3,6	4,4%	0,6	2,3%
2003	4,1	12,2%	0,7	9,9%
Variation moyenne annuelle 1990-2003		2,4%		0,2%

3.2. Soins de santé: statistiques établies selon la date de la prestation

Les statistiques sur les soins de santé sont basées sur la date de la prestation sans tenir compte de la date de leur liquidation par l'assurance maladie. Elles ne sont ni ventilées par gestion, ni par organisme, de sorte qu'elles couvrent aussi bien les prestations de la gestion maladie que celles de la gestion maternité ou encore les soins de santé servis dans le cadre de l'assurance accident. A noter que la prise en charge des soins de santé, médicaux ou autres, dispensés aux personnes dépendantes, est assurée par l'assurance maladie. En effet l'assurance dépendance est compétente essentiellement pour assurer l'aide et l'assistance pour les actes essentiels de la vie dans les domaines de l'hygiène, de la nutrition et de la mobilité.

Pour les statistiques publiées ci-après ont été pris en compte:

- les *prestataires* exerçant au Luxembourg,
- les *patients* résidant au Luxembourg et affiliés au régime d'assurance national,
- une *période de prestations* s'étalant du 1^{ier} au 31 décembre.

Les définitions utilisées:

Personnes protégées: moyenne annuelle des personnes protégées résidentes à la fin du mois.

Nombre des consultations et visites: total annuel.

Durée de séjour à l'hôpital: pour le calcul de la durée de séjour sont pris en compte uniquement les journées d'hospitalisation complète comportant au moins une nuit à l'hôpital. Les admissions à l'hôpital ne suffisant pas à cette définition sont considérées comme hospitalisation de jour et ne sont pas pris en compte pour le calcul de la durée moyenne de séjour. (Remarque: Cette dernière définition a été modifiée à partir de 2001, entraînant une rupture de série.)

Les traitements en policlinique ne sont pas considérés comme hospitalisation.

3.2.1. Consultations visites et actes médicaux

Tableau 3.2.1.1. - Evolution des tarifs des consultations et visites
(en EUR)

Date mise en vigueur	Consultation non-urgente			Visite non-urgente (milieu hospitalier ou extra-hospitalier) ¹⁾				Tarifs spéciaux ⁴⁾	
	Généraliste	Spécialiste	Dentiste	Généraliste	Spécialiste	Pédiatre	Dentiste	Tous les médecins sauf dentistes	Dentiste
01.01.1995	18,22	15,25-24,29 ²⁾	16,11	32,35	32,35	37,80	34,21	7,93	8,43
01.01.1996	18,34	15,37-24,54 ²⁾	16,36	32,72	32,72	38,18	34,71	8,06	8,55
01.01.1997	18,96	15,87-25,29 ²⁾	16,98	33,71	33,71	39,42	35,94	8,30	8,80
01.01.1998	18,96	15,87-25,29 ²⁾	16,98	33,71	33,71	39,42	35,94	8,30	8,80
01.07.1998	18,96	15,87-25,29 ²⁾	17,48	33,71	33,71	39,42	37,18	8,30	9,17
01.01.1999	19,96	16,11-25,78 ²⁾	17,72	34,33	34,33	40,03	37,68	8,43	9,30
01.01.2000	19,96	16,11-25,78 ²⁾	17,72	34,33	34,33	40,03	37,68	8,43	9,30
01.01.2001	20,58	16,73-26,52 ²⁾	18,22	35,45	35,45	41,27	38,67	8,68	9,54
01.01.2001	20,70	16,86-26,77 ²⁾	18,72	35,70	35,70	41,65	39,66	8,80	9,79
01.01.2002	22,20	17,60-28,00 ²⁾	19,40	37,40	37,40	43,60	41,30	9,20	10,10
01.08.2003 ³⁾	22,70	18,00-28,70 ²⁾	19,90	38,30	38,30	44,70	42,30	9,40	10,40
01.09.2003	24,20	19,20-30,50 ²⁾	21,00	40,70	40,70	47,50	44,60	10,00	11,00
01.01.2004	29,60	30,00-37,40 ²⁾	24,80	40,70	40,70	47,50	52,60	12,30	12,90
Date mise en vigueur	Consultations majorées ⁵⁾						Consultations urgentes ⁷⁾		
	Généraliste	Spécialiste ⁶⁾	Spécialiste en neurologie ou neuropsych.	Spécialiste en rhumatologie	Spécialiste en radiothérapie, médecine interne, hématologie, néphrologie, endocrinologie	Professeur d'université non-résident	Tous les médecins sauf pédiatres et dentistes	Pédiatre	Dentiste
01.01.1995	-	36,44	39,04	36,44	36,44	54,54	21,94	30,37	23,18
01.01.1996	36,81	36,81	39,54	36,81	40,16	55,16	22,19	30,61	23,55
01.01.1997	37,93	37,93	40,78	37,93	41,52	57,02	22,93	31,61	24,42
01.01.1998	37,93	37,93	40,78	37,93	41,52	57,02	22,93	31,61	24,42
01.07.1998	37,93	37,93	40,78	37,93	41,52	57,02	22,93	31,61	25,29
01.01.1999	38,67	38,67	41,52	38,67	42,27	58,01	23,30	32,23	25,66
01.01.2000	38,67	38,67	41,52	38,67	42,27	58,01	23,30	32,23	25,66
01.01.2001	39,91	39,91	42,76	39,91	43,51	59,74	24,05	33,22	26,28
01.09.2001	40,16	40,16	43,13	40,16	43,88	60,24	24,17	33,47	27,02
01.01.2002	42,00	42,00	45,10	42,40	45,90	63,00	25,40	35,00	28,00
01.08.2003 ³⁾	43,10	43,10	46,30	43,50	47,10	64,60	26,00	35,90	28,70
01.09.2003	45,80	45,80	49,20	46,20	50,00	68,70	27,70	38,20	30,30
01.01.2004	45,80	45,80	49,20	46,20	50,00	68,70	33,80	46,80	35,80

Remarque: Les montants en EUR, concernant les exercices antérieurs à 2002, sont publiés à titre purement indicatif. Ils ont été calculés par conversion mathématique stricte.

¹⁾ Les tarifs des visites peuvent être majorés en fonction de critères tels que l'urgence invoquée par le patient ou encore l'horaire (tarif de nuit ou de dimanche).

²⁾ Les tarifs varient selon les spécialités médicales.

³⁾ A partir de 2003 la valeur lettre-clé des prestataires de soins est adaptée aux variations de l'échelle mobile des salaires. (Loi du 22 juillet 2003 modifiant le chapitre V "Relations avec les prestataires de soins" du livre 1er du CAS, Mém. A 2003 N° 103, p. 2257).

⁴⁾ Renouvellement d'ordonnance ou injections et pansements en série.

⁵⁾ La consultation majorée doit avoir une durée sensiblement supérieure à celle de la consultation normale et doit permettre un examen exhaustif. Elle ne peut être facturée que tous les 6 mois pour la même personne. Cette dernière clause ne s'applique pas aux spécialistes en neurologie et en neuro-psychiatrie.

⁶⁾ A l'exception des spécialités citées ci-après.

⁷⁾ Majoration du tarif en cas de consultation urgente de nuit et de fin de semaine.

Tableau 3.2.1.2. - **Nombre moyen des consultations et visites en 2002 (date prestation)**
(Répartition par sexe et par groupe d'âge des personnes protégées)

HOMMES	Groupes d'âges							Total	En % du total
	0-4	5-14	15-29	30-49	50-64	65-79	80 et plus		
Médecin généraliste									
Consultation normale	0,88	1,19	1,60	1,94	2,45	3,03	3,27	1,93	76,3%
Consultation majorée *)	0,01	0,02	0,04	0,06	0,09	0,11	0,12	0,06	2,4%
Tarifs spéciaux **)	0,03	0,07	0,09	0,18	0,36	0,49	0,93	0,22	8,5%
Consultation spéciale ***)	0,13	0,09	0,12	0,12	0,08	0,07	0,11	0,10	4,1%
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,20	0,16	0,10	0,12	0,17	0,55	2,20	0,22	8,6%
Visite (hôpital)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%
TOTAL	1,26	1,53	1,95	2,42	3,15	4,26	6,64	2,53	100,0%
Médecin spécialiste									
Consultation normale	5,53	2,10	1,05	1,33	2,33	3,56	3,82	2,07	73,0%
Consultation majorée *)	0,02	0,07	0,07	0,15	0,28	0,33	0,29	0,16	5,7%
Tarifs spéciaux **)	0,05	0,06	0,04	0,07	0,15	0,21	0,26	0,09	3,2%
Consultation spéciale ***)	1,11	0,36	0,26	0,23	0,20	0,20	0,24	0,30	10,6%
Examens préparatoires à l'anesthésie	0,10	0,06	0,06	0,07	0,11	0,16	0,16	0,08	3,0%
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,10	0,04	0,01	0,01	0,01	0,03	0,14	0,02	0,8%
Visite (hôpital)	0,23	0,09	0,11	0,09	0,08	0,12	0,20	0,10	3,7%
TOTAL	7,15	2,78	1,59	1,95	3,16	4,62	5,13	2,83	100,0%
Médecin-dentiste									
Consultation normale	0,09	0,62	0,41	0,49	0,50	0,42	0,23	0,46	88,0%
Tarifs spéciaux **)	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,8%
Consultation spéciale ***)	0,01	0,05	0,07	0,06	0,06	0,05	0,04	0,06	10,8%
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,1%
Visite (hôpital)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,2%
TOTAL	0,10	0,67	0,49	0,56	0,56	0,48	0,29	0,52	100,0%
FEMMES	Groupes d'âges							Total	En % du total
	0-4	5-14	15-29	30-49	50-64	65-79	80 et plus		
Médecin généraliste									
Consultation normale	0,82	1,22	2,03	2,36	2,96	3,49	3,66	2,37	71,2%
Consultation majorée *)	0,01	0,02	0,06	0,08	0,10	0,12	0,11	0,08	2,3%
Tarifs spéciaux **)	0,03	0,06	0,16	0,29	0,48	0,61	1,44	0,34	10,4%
Consultation spéciale ***)	0,10	0,08	0,13	0,11	0,08	0,08	0,11	0,10	3,0%
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,19	0,16	0,14	0,18	0,28	1,00	3,31	0,43	13,1%
Visite (hôpital)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,0%
TOTAL	1,15	1,54	2,52	3,03	3,91	5,30	8,63	3,33	100,0%
Médecin spécialiste									
Consultation normale	5,10	2,06	1,91	2,32	3,18	3,90	3,52	2,75	73,9%
Consultation majorée *)	0,01	0,04	0,11	0,23	0,42	0,43	0,28	0,23	6,1%
Tarifs spéciaux **)	0,04	0,05	0,15	0,18	0,29	0,24	0,29	0,18	4,8%
Consultation spéciale ***)	0,98	0,33	0,33	0,28	0,24	0,24	0,24	0,32	8,6%
Examens préparatoires à l'anesthésie	0,05	0,05	0,08	0,10	0,12	0,15	0,14	0,10	2,7%
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,10	0,04	0,01	0,01	0,02	0,06	0,22	0,04	1,0%
Visite (hôpital)	0,19	0,07	0,14	0,11	0,08	0,11	0,17	0,11	3,0%
TOTAL	6,48	2,64	2,73	3,23	4,34	5,11	4,85	3,73	100,0%
Médecin-dentiste									
Consultation normale	0,09	0,64	0,56	0,65	0,60	0,44	0,19	0,55	88,6%
Tarifs spéciaux **)	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,8%
Consultation spéciale ***)	0,01	0,04	0,08	0,08	0,06	0,05	0,02	0,06	10,1%
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,00	0,3%
Visite (hôpital)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,2%
TOTAL	0,10	0,68	0,65	0,74	0,67	0,49	0,24	0,62	100,0%

*) Durée sensiblement supérieure à une consultation normale.

**) Renouvellement d'ordonnance ou injections et pansements en série.

***) Consultation urgente, de nuit ou le dimanche.

Tableau 3.2.1.2. - **Nombre moyen des consultations et visites en 2002** (suite)
(Répartition par sexe et par groupe d'âge des personnes protégées)

HOMMES ET FEMMES	Groupes d'âge							Total	En % du total
	0-4	5-14	15-29	30-49	50-64	65-79	80 et plus		
Médecin généraliste									
Consultation normale	0,86	1,20	1,81	2,15	2,70	3,29	3,55	2,15	73,4%
Consultation majorée *)	0,01	0,02	0,05	0,07	0,10	0,12	0,11	0,07	2,3%
Tarifs spéciaux **)	0,03	0,07	0,12	0,23	0,42	0,56	1,29	0,28	9,6%
Consultation spéciale ***)	0,12	0,09	0,12	0,11	0,08	0,07	0,11	0,10	3,5%
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,19	0,16	0,12	0,15	0,22	0,80	2,99	0,33	11,1%
Visite (hôpital)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%
TOTAL	1,21	1,54	2,23	2,72	3,52	4,84	8,05	2,93	100,0%
Médecin spécialiste									
Consultation normale	5,32	2,08	1,48	1,81	2,75	3,75	3,61	2,41	73,5%
Consultation majorée *)	0,02	0,05	0,09	0,19	0,35	0,39	0,28	0,19	5,9%
Tarifs spéciaux **)	0,04	0,05	0,09	0,12	0,22	0,23	0,28	0,14	4,1%
Consultation spéciale ***)	1,05	0,35	0,30	0,26	0,22	0,22	0,24	0,31	9,5%
Examens préparatoires à l'anesthésie	0,08	0,06	0,07	0,08	0,11	0,16	0,15	0,09	2,8%
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,10	0,04	0,01	0,01	0,01	0,05	0,20	0,03	0,9%
Visite (hôpital)	0,21	0,08	0,12	0,10	0,08	0,11	0,18	0,11	3,3%
TOTAL	6,83	2,71	2,15	2,57	3,74	4,89	4,93	3,28	100,0%
Médecin-dentiste									
Consultation normale	0,09	0,63	0,48	0,57	0,55	0,43	0,20	0,50	88,4%
Tarifs spéciaux **)	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,8%
Consultation spéciale ***)	0,01	0,04	0,08	0,07	0,06	0,05	0,03	0,06	10,5%
Visite (milieu extra-hospitalier)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,2%
Visite (hôpital)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,2%
TOTAL	0,10	0,67	0,57	0,65	0,61	0,49	0,26	0,57	100,0%

*) Durée sensiblement supérieure à une consultation normale.

**) Renouvellement d'ordonnance ou injections et pansements en série.

***) Consultation urgente, de nuit ou le dimanche.

Tableau 3.2.1.3. - **Evolution du nombre moyen par assuré des consultations et visites des médecins de 1997 à 2002**
(date prestation)

Indicateurs de variation (1997=100)

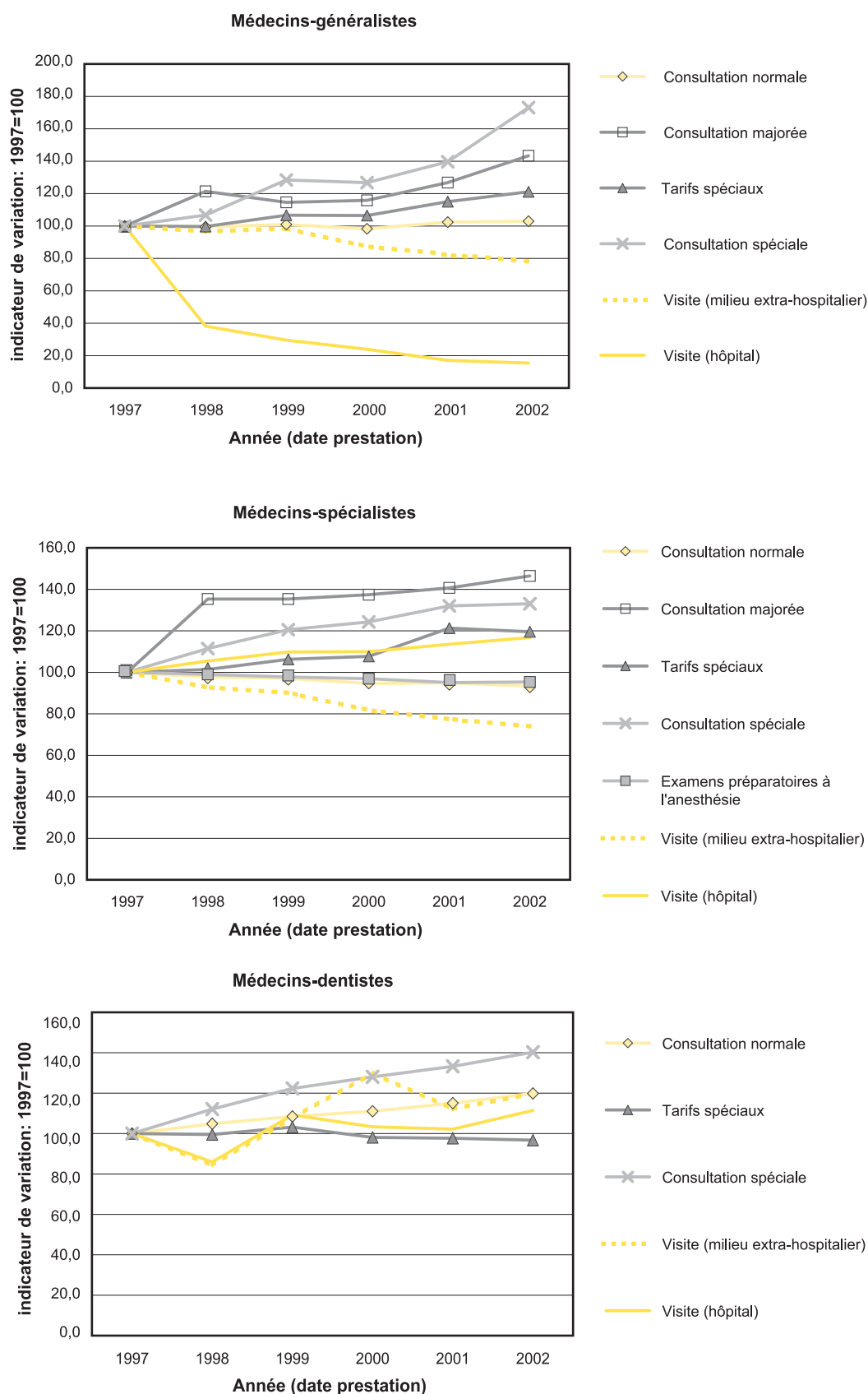
	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Médecin généraliste						
Consultation normale	100,0	99,5	100,9	98,3	102,4	103,0
Consultation majorée *)	100,0	121,4	114,6	115,8	126,8	143,4
Tarifs spéciaux **)	100,0	99,7	106,7	106,5	115,0	121,1
Consultation spéciale ***)	100,0	106,7	128,4	126,8	139,6	173,1
Visite (milieu extra-hospitalier)	100,0	96,7	98,5	87,3	82,8	78,2
Visite (hôpital)	100,0	38,2	29,6	23,9	17,1	15,4
TOTAL	100,0	99,5	101,7	98,1	101,6	102,8
Médecin spécialiste						
Consultation normale	100,0	97,7	97,1	94,7	94,9	93,4
Consultation majorée *)	100,0	135,3	135,3	137,4	140,7	146,4
Tarifs spéciaux **)	100,0	101,4	106,3	107,7	121,3	119,6
Consultation spéciale ***)	100,0	111,5	120,5	124,3	132,0	133,0
Examens préparatoires à l'anesthésie	100,0	99,0	97,7	96,9	95,1	95,4
Visite (milieu extra-hospitalier)	100,0	92,8	90,1	81,8	77,5	74,0
Visite (hôpital)	100,0	105,4	109,8	110,0	113,5	116,8
TOTAL	100,0	100,5	100,9	99,3	100,6	99,7
Médecin-dentiste						
Consultation normale	100,0	104,8	108,5	111,0	115,1	119,9
Tarifs spéciaux **)	100,0	99,5	103,2	98,1	97,7	96,7
Consultation spéciale ***)	100,0	112,1	122,3	128,0	133,3	140,2
Visite (milieu extra-hospitalier)	100,0	84,4	107,6	129,9	112,2	119,8
Visite (hôpital)	100,0	86,0	109,2	103,3	102,2	111,4
TOTAL	100,0	105,4	109,7	112,5	116,5	121,5

*) Durée sensiblement supérieure à une consultation normale.

**) Renouvellement d'ordonnance ou injections et pansements en série.

***) Consultation urgente, de nuit ou le dimanche.

Graphique 1. - Consultations et visites médicales: Evolution du nombre moyen par assuré à partir de 1997



3.2.2. Actes chirurgicaux: Fréquence et répartition

Les actes chirurgicaux ont été recensés sur base de la nomenclature des actes et services des médecins et médecins-dentistes. Ont été sélectionnés les actes techniques effectués dans un environnement chirurgical, ou nécessitant la mise en oeuvre d'instruments de chirurgie. Cette sélection large comprend donc aussi bien des interventions mineures comme par exemple quelques points de suture appliqués à une plaie superficielle que des interventions nécessitant un plateau technique important telle que la chirurgie cardiaque. Le classement a été opéré selon la spécialité du médecin prestataire.

Les interventions se rapportant à des explorations à visée diagnostique seront mentionnées à part.

Tableau 3.2.2.1. - Répartition des actes chirurgicaux par spécialité médicale et par sexe des patients en 2002

FEMMES	Nombre	En % du total	HOMMES	Nombre	En % du total
Gynécologie-obstétrique *)	12 477	24,4%	Chirurgie générale	12 378	27,6%
Chirurgie générale	10 820	21,2%	Oto-rhino-laryngologie	8 267	18,4%
Oto-rhino-laryngologie	6 859	13,4%	Orthopédie	4 903	10,9%
Orthopédie	5 338	10,4%	Chirurgie cardiovasculaire	4 550	10,2%
Ophtalmologie	3 765	7,4%	Urologie	4 171	9,3%
Chirurgie cardiovasculaire	3 376	6,6%	Omnipraticien	2 047	4,6%
Chirurgie plastique	1 937	3,8%	Ophtalmologie	2 805	6,3%
Dentiste	1 580	3,1%	Chirurgie plastique	1 490	3,3%
Omnipraticien	1 431	2,8%	Dentiste	1 259	2,8%
Dermato-vénéréologie	875	1,7%	Chirurgie infantile	780	1,7%
Urologie	865	1,7%	Dermato-vénéréologie	696	1,6%
Neuro-chirurgie	480	0,9%	Neuro-chirurgie	596	1,3%
Chirurgie infantile	463	0,9%	Stomatologie	308	0,7%
Stomatologie	346	0,7%	Médecine interne	271	0,6%
Médecine interne	195	0,4%	Pédiatrie	146	0,3%
Electroradiologie	128	0,3%	Divers	160	0,4%
Pédiatrie	53	0,1%	TOTAL	44 827	100,0%
Divers	117	0,2%			
TOTAL	51 105	100,0%			

*) Y non compris l'assistance à un accouchement.

Tableau 3.2.2.2. - Actes chirurgicaux par spécialité: traitement ambulatoire et traitement stationnaire en 2002

Traitement ambulatoire	Nombre	En % du total	Traitement stationnaire *)	Nombre	En % du total
Chirurgie générale	8 310	22,0%	Chirurgie générale	14 888	25,6%
Oto-rhino-laryngologie	5 774	15,3%	Gynécologie-obstétrique *)	11 195	19,3%
Chirurgie cardiovasculaire	3 805	10,1%	Oto-rhino-laryngologie	9 352	16,1%
Omnipraticien	3 430	9,1%	Orthopédie	7 376	12,7%
Ophtalmologie	3 417	9,0%	Urologie	4 128	7,1%
Orthopédie	2 865	7,6%	Chirurgie cardiovasculaire	4 121	7,1%
Dentiste	2 826	7,5%	Ophtalmologie	3 153	5,4%
Chirurgie plastique	1 955	5,2%	Chirurgie plastique	1 472	2,5%
Dermato-vénéréologie	1 565	4,1%	Neuro-chirurgie	1 071	1,8%
Gynécologie-obstétrique **)	1 309	3,5%	Chirurgie infantile	766	1,3%
Urologie	908	2,4%	Stomatologie	167	0,3%
Stomatologie	487	1,3%	Médecine interne	143	0,2%
Chirurgie infantile	477	1,3%	Divers	309	0,5%
Médecine interne	323	0,9%	TOTAL	58 141	100,0%
Pédiatrie	138	0,4%			
Gastro-entérologie	94	0,2%			
Electroradiologie	82	0,2%			
Divers	27	0,1%			
TOTAL	37 792	100,0%			

*) Y compris hospitalisation de jour.

**) Y non compris l'assistance à un accouchement.

Les tableaux 3.2.2.3. et 3.2.2.5. ci-après montrent les groupements d'actes chirurgicaux les plus fréquemment effectués.

Les codes, en marge de ces tableaux indiquent les positions tarifaires de la nomenclature des médecins.

Tableau 3.2.2.3. - Interventions les plus fréquentes par sexe en 2001 et 2002

FEMMES	2001			2002			Taux de variation 2001/02 en %		
	Traitement ambulatoire	Traitement stationnaire	Total	Traitement ambulatoire	Traitement stationnaire	Total	Traitement ambulatoire	Traitement stationnaire	Total
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire (4G51 - 4G64)	724	1 612	2 336	740	1 644	2 384	2,2%	2,0%	2,1%
Chirurgie osseuse (2L41-2L44; 2K11-2K36)	303	1 962	2 265	313	1 989	2 302	3,3%	1,4%	1,6%
Adénotomie et amygdaléctomie (3L41-3L43)	49	1 316	1 365	33	1 371	1 404	-32,7%	4,2%	2,9%
Extirpation de varices (membres inférieurs) (2F61 - 2F64)	44	929	973	52	944	996	18,2%	1,6%	2,4%
Hernies (2A11, 2A21-2A24)	0	323	323	0	335	335	p.m.	3,7%	3,7%
Appendicectomie (2D71 - 2D72)	0	434	434	0	418	418	p.m.	-3,7%	-3,7%
HOMMES	2001			2002			Taux de variation 2001/02 en %		
	Traitement ambulatoire	Traitement stationnaire	Total	Traitement ambulatoire	Traitement stationnaire	Total	Traitement ambulatoire	Traitement stationnaire	Total
Chirurgie osseuse (2L41-2L44; 2K11-2K36)	222	1 918	2 140	217	1 848	2 065	-2,3%	-3,6%	-3,5%
Adénotomie et amygdaléctomie (3L41-3L43)	58	1 478	1 536	28	1 452	1 480	-51,7%	-1,8%	-3,6%
Hernies (2A11, 2A21-2A24)	4	1 228	1 232	4	1 259	1 263	0,0%	2,5%	2,5%
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire (4G51 - 4G64)	320	912	1 232	414	973	1 387	29,4%	6,7%	12,6%
Appendicectomie (2D71 - 2D72)	0	332	332	0	366	366	p.m.	10,2%	10,2%
Extirpation de varices (membres inférieurs) (2F61 - 2F64)	4	229	233	10	296	306	150,0%	29,3%	31,3%

Tableau 3.2.2.4. - Nombre d'actes pour mille personnes protégées *) en 2002

	FEMMES	HOMMES
Adénotomie et amygdaléctomie	6,5	7,0
Appendicectomie	1,9	1,7
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	11,0	6,5
Chirurgie osseuse	10,7	9,7
Hernies	1,6	5,9
Varices (membres inférieurs)	4,6	1,4

*) Personnes protégées résidentes.

Tableau 3.2.2.5. - Interventions les plus fréquentes, en pourcent, par sexe et par groupe d'âge en 2002

FEMMES	Groupes d'âges							Total
	0-4	5-14	15-29	30-49	50-64	65-79	80 et plus	
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire (4G51 - 4G64)	0,0%	0,0%	0,3%	2,6%	10,6%	55,2%	31,3%	100,0%
Traitement ambulatoire	0,0%	0,0%	0,0%	1,0%	3,6%	15,9%	10,5%	31,0%
Traitement stationnaire	0,0%	0,0%	0,3%	1,6%	7,0%	39,2%	20,8%	69,0%
Chirurgie osseuse (2L41 - 2L44; 2K11 - 2K36)	1,0%	4,5%	8,6%	19,8%	24,0%	26,7%	15,4%	100,0%
Traitement ambulatoire	0,0%	0,2%	0,4%	2,5%	4,5%	4,2%	1,8%	13,6%
Traitement stationnaire	0,9%	4,3%	8,3%	17,3%	19,5%	22,5%	13,6%	86,4%
Adénotomie et amygdalectomie (3L41 - 3L43)	27,6%	42,9%	19,5%	8,9%	0,9%	0,2%	0,0%	100,0%
Traitement ambulatoire	1,4%	0,9%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	2,4%
Traitement stationnaire	26,3%	42,0%	19,5%	8,8%	0,9%	0,2%	0,0%	97,6%
Varices (membres inférieurs) (2F61 - 2F64)	0,0%	0,0%	3,1%	47,7%	33,6%	14,9%	0,7%	100,0%
Traitement ambulatoire	0,0%	0,0%	0,0%	2,2%	1,4%	1,6%	0,0%	5,2%
Traitement stationnaire	0,0%	0,0%	3,1%	45,5%	32,2%	13,3%	0,7%	94,8%
Hernies (2A11, 2A21 - 2A24)	8,7%	13,7%	11,9%	29,6%	17,9%	13,4%	4,8%	100,0%
Traitement ambulatoire	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Traitement stationnaire	8,7%	13,7%	11,9%	29,6%	17,9%	13,4%	4,8%	100,0%
Appendicectomie (2D71 - 2D72)	1,4%	28,7%	45,5%	18,2%	3,3%	2,2%	0,7%	100,0%
Traitement ambulatoire	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Traitement stationnaire	1,4%	28,7%	45,5%	18,2%	3,3%	2,2%	0,7%	100,0%
HOMMES	0-4	5-14	15-29	30-49	50-64	65-79	80 et plus	Total
Chirurgie osseuse (2L41 - 2L44; 2K11 - 2K36)	1,0%	8,7%	24,7%	37,0%	17,1%	8,7%	2,8%	100,0%
Traitement ambulatoire	0,2%	0,9%	2,1%	4,5%	1,7%	0,9%	0,3%	10,5%
Traitement stationnaire	0,8%	7,8%	22,7%	32,5%	15,4%	7,8%	2,5%	89,5%
Adénotomie et amygdalectomie (3L41 - 3L43)	40,5%	39,5%	9,8%	8,9%	1,0%	0,3%	0,0%	100,0%
Traitement ambulatoire	1,0%	0,8%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	1,9%
Traitement stationnaire	39,5%	38,7%	9,8%	8,8%	1,0%	0,3%	0,0%	98,1%
Hernies (2A11, 2A21 - 2A24)	7,0%	5,1%	7,5%	28,3%	26,0%	21,4%	4,7%	100,0%
Traitement ambulatoire	0,0%	0,1%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,3%
Traitement stationnaire	7,0%	5,0%	7,5%	28,1%	26,0%	21,4%	4,7%	99,7%
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire (4G51 - 4G64)	0,0%	0,1%	1,0%	5,0%	16,1%	56,6%	21,1%	100,0%
Traitement ambulatoire	0,0%	0,1%	0,3%	1,9%	5,2%	16,3%	6,1%	29,8%
Traitement stationnaire	0,0%	0,0%	0,7%	3,1%	11,0%	40,3%	15,1%	70,2%
Appendicectomie (2D71 - 2D72)	1,9%	39,9%	32,0%	20,2%	3,6%	2,2%	0,3%	100,0%
Traitement ambulatoire	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Traitement stationnaire	1,9%	39,9%	32,0%	20,2%	3,6%	2,2%	0,3%	100,0%
Varices (membres inférieurs) (2F61 - 2F64)	0,0%	0,3%	6,2%	46,4%	33,3%	13,4%	0,3%	100,0%
Traitement ambulatoire	0,0%	0,0%	1,0%	0,0%	1,3%	1,0%	0,0%	3,3%
Traitement stationnaire	0,0%	0,3%	5,2%	46,4%	32,0%	12,4%	0,3%	96,7%

3.2.3. Les interventions d'exploration à but diagnostique

Tableau 3.2.3.1. - Actes d'exploration en 2002: répartition par spécialité médicale et par sexe des patients

FEMMES	Nombre	En % du total	HOMMES	Nombre	En % du total
Gastro-entérologie	8 396	45,2%	Cardiologie-angiologie	8 144	36,2%
Médecine interne	5 559	29,9%	Gastro-entérologie	7 573	33,7%
Cardiologie-angiologie	3 982	21,4%	Médecine interne	5 576	24,8%
Pneumo-phtisiologie	326	1,8%	Pneumo-phtisiologie	857	3,8%
Pédiatrie	138	0,7%	Chirurgie générale	108	0,5%
Chirurgie générale	86	0,5%	Pédiatrie	101	0,4%
Chirurgie cardiovasculaire	36	0,2%	Anesthésie-réanimation	45	0,2%
Anesthésie-réanimation	22	0,1%	Chirurgie cardiovasculaire	26	0,1%
Oto-rhino-laryngologie	13	0,1%	Oto-rhino-laryngologie	19	0,1%
Divers	35	0,2%	Néphrologie	13	0,1%
TOTAL	18 593	100,0%	Divers	39	0,2%
			TOTAL	22 501	100,0%

Tableau 3.2.3.2. - Actes d'exploration en 2002: traitement ambulatoire et stationnaire

Traitement ambulatoire	Nombre	En % du total	Traitement stationnaire *)	Nombre	En % du total
Gastro-entérologie	10 141	36,7%	Gastro-entérologie	5 828	43,2%
Cardiologie-angiologie	9 217	33,4%	Médecine interne	3 549	26,3%
Médecine interne	7 586	27,5%	Cardiologie-angiologie	2 909	21,6%
Pneumo-phtisiologie	456	1,7%	Pneumo-phtisiologie	727	5,4%
Chirurgie générale	98	0,4%	Pédiatrie	236	1,8%
Anesthésie-réanimation	56	0,2%	Chirurgie générale	96	0,7%
Omnipraticien	13	0,0%	Chirurgie cardiovasculaire	62	0,5%
Divers	42	0,2%	Oto-rhino-laryngologie	23	0,2%
TOTAL	27 609	100,0%	Néphrologie	15	0,1%
			Anesthésie-réanimation	11	0,1%
			Divers	29	0,2%
			TOTAL	13 485	100,0%

*) Y compris hospitalisation de jour.

On constate pendant les dernières années une augmentation très importante des endoscopies diagnostiques de l'appareil digestif. Etant donné que ces examens ont lieu en dehors de tout programme de dépistage systématique, une appréciation qualitative de ces actes de médecine préventive n'est guère faisable.

3.2.4. Gynécologie et obstétrique

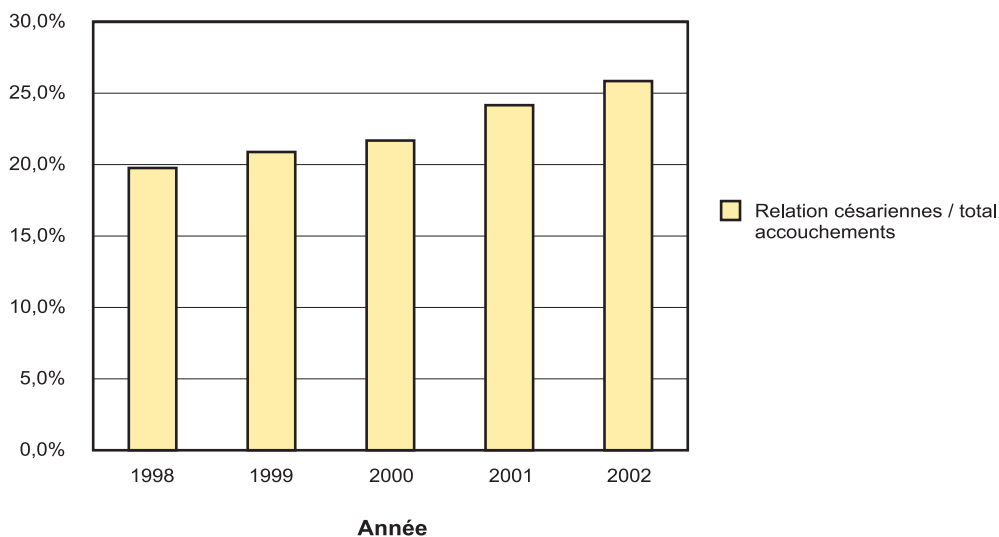
Tableau 3.2.4. - Les interventions d'obstétrique et de gynécologie en 2002: répartition par groupe d'âge des patientes

	Groupes d'âges									Total	En % du total
	0-4	5-14	15-19	20-29	30-39	40-49	50-64	65-79	80 et plus		
Obstétrique	-	-	901	15 565	19 011	1 266	-	-	-	36 743	22,1%
- Accouchements :	-	-	112	2 011	2 541	152	-	-	-	4 816	2,9%
<i>Assistance à un accouchement</i>	-	-	90	1 522	1 862	97	-	-	-	3 571	2,1%
<i>Césarienne</i>	-	-	22	489	679	55	-	-	-	1 245	0,7%
- Actes non cumulables avec le forfait d'accouchement	-	-	1	2	7	0	-	-	-	10	0,0%
- Actes cumulables avec le forfait d'accouchement	-	-	733	12 986	15 209	894	-	-	-	29 822	17,9%
- Actes en relation avec la grossesse, dont:	-	-	29	262	667	95	-	-	-	1 053	0,6%
<i>Amniocentèses</i>	-	-	4	58	507	88	-	-	-	657	0,4%
<i>Cerclages du col utérin</i>	-	-	-	7	6	1	-	-	-	14	0,0%
- Interruptions de grossesse	-	-	26	254	389	79	-	-	-	748	0,4%
- Traitements de la stérilité	-	-	-	50	198	46	-	-	-	294	0,2%
Gynécologie, actes non liés à la gestation ou à l'accouchement, dont:	2	161	3 893	28 043	41 052	24 691	23 272	7 891	790	129 795	77,9%
- Curetages	-	-	7	84	166	174	251	95	16	793	0,5%
- Hystérectomies	-	-	-	2	95	354	246	101	18	816	0,5%
TOTAL	2	161	4 794	43 608	60 063	25 957	23 272	7 891	790	166 538	100,0%

Le taux de césariennes calculé par rapport au nombre total d'accouchements pour 2002 était de 25,9%, ce qui marque une progression de 1,7 points par rapport à 2001 (24,2%).

Le nombre de césariennes a augmenté en 2002 de 3,6%, tandis que les accouchements normaux ont régressé de 5,4%.

Graphique 2. - Evolution de l'incidence des accouchements par césarienne



3.2.5. Médecins-dentistes: Actes techniques

Tableau 3.2.5. - Médecins-dentistes: répartition des actes techniques par groupes d'âge des patients en 2002

FEMMES	Groupes d'âges							Total	En % du total
	0-4	5-14	15-29	30-49	50-64	65-79	80 et plus		
Actes *)									
Soins gingivaux et dentaires	839	35 945	83 336	142 375	51 938	26 105	4 105	344 643	54,4%
Prothèse dentaire adjointe	0	28	1 333	16 621	29 231	36 197	11 141	94 551	14,9%
Radiodiagnostic	101	7 435	25 638	46 894	18 109	8 831	1 256	108 264	17,1%
Extractions dentaires	164	5 298	6 102	10 569	6 666	5 164	1 196	35 159	5,5%
Prothèse conjointe	0	15	1 589	13 458	10 121	5 798	762	31 743	5,0%
Extractions chirurgicales	18	602	3 086	3 764	2 088	1 485	332	11 375	1,8%
Orthodontie	6	6 521	1 097	55	5	0	0	7 684	1,2%
Prestations assurance accident	-	37	5	5	-	-	-	47	0,0%
Traitement non terminé pour prothèse adjointe	0	0	16	24	10	19	12	81	0,0%
Traitement non terminé pour prothèse conjointe	-	-	-	7	-	-	-	7	0,0%
TOTAL	1 128	55 881	122 202	233 772	118 168	83 599	18 804	633 554	100,0%
HOMMES	Groupes d'âges							Total	En % du total
	0-4	5-14	15-29	30-49	50-64	65-79	80 et plus		
Actes *)									
Soins gingivaux et dentaires	1 092	37 269	71 893	123 647	53 054	24 364	2 715	314 034	56,5%
Radiodiagnostic	109	7 359	21 696	40 318	17 828	7 643	819	95 772	17,2%
Prothèse dentaire adjointe	0	21	839	14 093	24 054	25 545	5 008	69 560	12,5%
Extractions dentaires	281	5 220	5 085	10 692	7 495	4 739	701	34 213	6,2%
Prothèse conjointe	0	11	1 331	10 755	8 419	4 360	495	25 371	4,6%
Extractions chirurgicales	9	649	2 345	3 716	2 404	1 439	212	10 774	1,9%
Orthodontie	10	5 297	970	19	1	0	0	6 297	1,1%
Prestations assurance accident	0	99	26	30	7	0	0	162	0,0%
Traitement non terminé pour prothèse adjointe	0	0	6	18	22	9	0	55	0,0%
Traitement non terminé pour prothèse conjointe	0	0	2	4	2	5	0	13	0,0%
TOTAL	1 501	55 925	104 193	203 292	113 286	68 104	9 950	556 251	100,0%

*) Les actes sont regroupés par chapitres conformément au classement de la nomenclature des médecins-dentistes.

3.2.6. Hospitalisations

Tableau 3.2.6.1. - Diagnostics de sortie en 2003 ¹⁾

Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10)	Hospitalisation ²⁾				TOTAL		Hospitalisation de jour			
	Hommes		Femmes				Hommes		Femmes	
	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours
CHAPITRE I: Certaines maladies infectieuses et parasitaires	Maladies intestinales infectieuses (A00-A09)	439	1 107	408	1 305	2 412	847	25	21	46
	Tuberculose (A15-A19)	27	653	8	248	901	35	-	1	1
	Certaines anthropozoonoses bactériennes (A20-A28)	5	21	6	41	62	11	0	0	0
	Autres maladies bactériennes (A30-A49)	147	2 014	162	1 904	3 918	309	10	13	23
	Infections dont le mode de transmission est essentiellement sexuel (A50-A64)	6	76	6	9	85	12	7	10	17
	Autres maladies à spirochètes (A65-A69)	9	32	4	8	40	13	1	-	1
	Rickettsioses A75-A79	1	28	-	-	28	1	-	-	-
	Infections virales du système nerveux central (A80-A89)	7	58	1	6	64	8	-	-	-
	Fièvres virales transmises par des arthropodes et fièvres virales hémorragiques (A90-A99)	3	10	1	2	12	4	-	-	-
	Infections virales caractérisées par des lésions cutanéomuqueuses (B00-B09)	22	72	30	263	335	52	8	22	30
	Hépatite virale (B15-B19)	28	147	20	102	249	48	27	18	45
	Maladies dues au virus de l'immunodéficience humaine [VIH] (B20-B24)	46	533	21	266	799	67	7	-	7
	Autres maladies virales (B25-B34)	41	133	32	148	281	73	-	2	2
	Mycoses (B35-B49)	3	35	9	147	182	12	2	2	2
	Maladies dues à des protozoaires (B50-B64)	9	25	4	29	54	13	1	-	1
	Helminthiases (B65-B83)	2	14	3	15	29	5	3	2	5
	Pédiculose, acariase et autres infestations (B85-B89)	3	15	4	27	42	7	0	0	0
	Séquelles de maladies infectieuses et parasitaires (B90-B94)	1	5	-	-	5	1	0	0	0
	Agents d'infections bactériennes, virales et autres (B95-B97)	15	585	13	211	796	28	-	1	1
	Autres maladies infectieuses (B99)	8	60	14	136	196	22	2	-	2
	SOUS-TOTAL	822	5 623	746	4 867	10 490	1 568	91	92	183
CHAPITRE II: Tumeurs	Tumeurs malignes (C00-C97)	3 264	32 396	2 806	27 974	60 370	652	560	1 212	
	Tumeurs in situ (D00-D09)	4	11	38	143	154	10	20	30	
	Tumeurs bénignes (D10-D36)	327	1 593	1 315	6 177	7 770	1 642	273	537	
	Tumeurs à évolution imprévisible ou inconnue (D37-D48)	37	316	63	420	736	100	44	100	
	SOUS-TOTAL	3 632	34 316	4 222	34 714	69 030	7 854	979	1 173	
CHAPITRE III: Maladies du sang et des organes hématopoïétiques et certains troubles du système immunitaire	Anémies nutritionnelles (D50-D53)	54	457	95	899	1 356	15	153	168	
	Anémies hémolytiques (D55-D59)	22	100	11	54	154	33	8	21	
	Aplasies médullaires et autres anémies (D60-D64)	31	179	50	311	490	81	6	25	
	Anomalies de la coagulation, purpura et autres affections hémorragiques (D65-D69)	8	32	14	100	132	22	33	5	
	Autres maladies du sang et des organes hématopoïétiques (D70-D77)	20	149	14	59	208	34	19	32	
	Certaines anomalies du système immunitaire (D80-D89)	266	296	25	139	435	291	87	34	
	SOUS-TOTAL	401	1 213	209	1 562	2 775	610	168	237	
405	121	405	237	405	237	405	237	405		

1) Hôpitaux aigus (sans CHNP, Hôpital intercommunal de Steinfort, Clinique St. François).

2) Comportant au moins une nuit à l'hôpital.

Tableau 3.2.6.1. - **Diagnostics de sortie en 2003** ¹⁾ (suite)

Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10)	Hospitalisation ²⁾						Hospitalisation de jour											
	Hommes			Femmes			TOTAL			Hommes			Femmes			TOTAL		
	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients
CHAPITRE IV: Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	Affections de la glande thyroïde (E00-E07)	45	253	150	1 113	195	4	1 366	4	4	8	8						
	Diabète sucré (E10-E14)	349	3 691	445	5 216	794	23	8 907	31	31	54	54						
	Autres anomalies de la régulation du glucose et de la sécrétion pancréatique interne (E15-E16)	12	22	13	68	25	9	90	10	10	19	19						
	Maladies des autres glandes endocrines (E20-E35)	8	59	31	225	39	19	284	18	18	37	37						
	Malnutrition (E40-E46)	11	174	19	266	30	-	440	1	1	1	1						
	Autres carences nutritionnelles (E50-E64)	2	12	4	166	6	-	178	-	-	-	-						
	Obésité et autres excès d'apport (E65-E68)	59	349	214	1 427	273	9	1 776	23	23	32	32						
	Anomalies du métabolisme (E70-E90)	58	411	80	600	138	73	1 011	43	43	116	116						
	SOUS-TOTAL	544	4 971	956	9 081	1 500	137	14 052	130	130	267	267						
CHAPITRE V: Troubles mentaux et du comportement	Troubles mentaux organiques, y compris les troubles symptomatiques (F00-F09)	149	2 412	280	4 994	429	6	7 406	4	4	10	10						
	Troubles mentaux et du comportement liés à l'utilisation de substances psycho-actives (F10-F19)	1 181	14 913	503	6 275	1 684	125	21 188	47	47	172	172						
	Schizophrénie, trouble schizotypique et troubles délirants (F20-F29)	151	2 915	211	3 969	362	13	6 884	10	10	23	23						
	Troubles de l'humeur [affectifs] (F30-F39)	474	7 305	1 064	16 609	1 538	25	23 914	48	48	73	73						
	Troubles névrotiques, troubles liés à des facteurs de stress et troubles somatoformes (F40-F48)	91	759	189	2 420	280	11	3 179	22	22	33	33						
	Syndromes comportementaux associés à des perturbations physiologiques et à des facteurs physiques (F50-F59)	14	224	29	433	43	3	657	5	5	8	8						
	Troubles de la personnalité et du comportement chez l'adulte (F60-F69)	31	536	48	1 262	79	2	1 798	2	2	4	4						
	Retard mental (F70-F79)	2	14	5	64	7	1	78	2	2	3	3						
	Troubles du développement psychologique (F80-F89)	6	94	3	74	9	11	168	6	6	17	17						
	Troubles du comportement et troubles émotionnels apparaissant habituellement durant l'enfance et l'adolescence (F90-F98)	17	389	9	164	26	2	553	1	1	3	3						
	Trouble mental, sans précision (F99)	3	8	2	9	5	-	17	-	-	-	-						
	SOUS-TOTAL	2 119	29 569	2 343	36 273	4 462	199	65 842	147	147	346	346						

Tableau 3.2.6.1. - Diagnostics de sortie en 2003 ¹⁾ (suite)

Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10)	Hommes				Hospitalisation ²⁾ Femmes				Hospitalisation de jour			
	Nbre Patients		Jours		Nbre Patients		Jours		Nbre Patients		Jours	
	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	TOTAL
CHAPITRE VI: Maladies du système nerveux	31	402	24	309	55	711	3	5	8			
	10	65	8	187	18	252	1	3	4			
	97	1 965	119	2 047	216	4 012	2	2	4			
	38	629	88	1 359	126	1 988	1	1	2			
	57	403	126	862	183	1 265	48	129	177			
	1 024	7 309	807	7 992	1 831	15 301	102	47	149			
	114	543	120	796	234	1 339	150	312	462			
	67	482	52	328	119	810	66	95	161			
	13	206	12	168	25	374	-	-	-			
	94	1 578	82	1 477	176	3 055	5	7	12			
CHAPITRE VII: Maladies de l'oeil et de ses annexes	87	778	127	1 039	214	1 817	17	21	38			
	1 632	14 360	1 565	16 564	3 197	30 924	395	622	1 017			
	9	25	34	89	43	114	78	153	231			
	1	1	-	-	1	1	6	4	10			
	9	17	6	10	15	27	10	10	20			
	865	1 567	1 462	2 885	2 327	4 452	121	115	236			
	20	53	13	146	33	199	7	2	9			
	5	12	4	11	9	23	1	4	5			
	7	59	3	23	2	9	0	0	0			
	6	13	12	67	10	82	1	5	6			
CHAPITRE VIII: Maladies de l'oreille et de l'apophyse mastoïde	3	11	4	51	7	62	1	2	3			
	9	26	7	16	16	42	9	9	9			
	934	1 784	1 547	3 307	2 481	5 091	238	297	535			
	26	89	21	52	47	141	18	19	37			
	98	298	92	360	190	658	188	131	319			
	105	450	127	550	232	1 000	38	12	50			
	109	295	99	320	208	615	381	237	618			
	338	1 132	339	1 282	677	2 414	625	399	1 024			

1) Hôpitaux aigus (sans CHNP, Hôpital intercommunal de Steinfort, Clinique St. François).
2) Comportant au moins une nuit à l'hôpital.

Tableau 3.2.6.1. - Diagnostics de sortie en 2003 ¹⁾ (suite)

Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10)	Hommes				Hospitalisation ²⁾ Femmes				Hospitalisation de jour			
	Nbre Patients		Jours		Nbre Patients		Jours		Hommes		Femmes	
	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	TOTAL
CHAPITRE IX: Maladies de l'appareil circulatoire	-	-	1	32	1	32	-	-	-	-	-	-
	15	71	27	221	42	292	1	1	1	1	1	1
	211	1 324	372	3 127	583	4 451	21	21	21	21	21	42
	2 788	13 813	1 399	8 082	4 187	21 895	168	71	168	71	239	239
	96	1 021	130	1 778	226	2 799	3	10	3	10	13	13
	1 189	10 386	1 349	13 379	2 538	23 765	104	82	104	82	186	186
	384	5 475	354	6 423	738	11 898	19	14	19	14	33	33
	772	8 553	422	5 106	1 194	13 659	204	92	204	92	296	296
	470	2 030	888	4 364	1 358	6 394	102	314	102	314	416	416
	48	135	33	202	81	337	5	4	5	4	9	9
SOUS-TOTAL												
CHAPITRE X: Maladies de l'appareil respiratoire	109	277	84	247	193	524	36	27	36	27	63	63
	501	4 951	430	4 260	931	9 211	13	9	13	9	22	22
	290	1 739	239	1 777	529	3 516	11	4	11	4	15	15
	1 545	4 640	1 408	4 378	2 953	9 018	725	560	725	560	1 285	1 285
	565	6 505	482	5 880	1 047	12 385	15	9	15	9	24	24
	19	213	9	78	28	291	3	3	3	3	6	6
	70	934	85	960	155	1 894	13	7	13	7	20	20
	18	406	4	26	22	432	-	-	-	-	-	-
	69	592	25	219	94	811	2	-	2	-	2	2
	521	2 694	187	1 648	708	4 342	24	11	24	11	35	35
SOUS-TOTAL												
CHAPITRE XI: Maladies de l'appareil digestif	106	238	142	288	248	526	238	315	238	315	553	553
	495	2 941	505	3 330	1 000	6 271	190	192	190	192	382	382
	362	1 237	441	1 583	803	2 820	4	6	4	6	10	10
	1 217	5 286	500	3 023	1 717	8 309	205	77	205	77	282	282
	152	978	210	1 396	362	2 374	99	90	99	90	189	189
	639	3 820	909	6 119	1 548	9 939	214	352	214	352	566	566
	60	837	79	1 088	139	1 925	1	2	1	2	3	3
	420	4 403	187	1 999	607	6 402	103	50	103	50	153	153
	480	3 655	818	5 690	1 298	9 345	18	19	18	19	37	37
	88	658	97	476	185	1 134	11	8	11	8	19	19
SOUS-TOTAL												
HÔPITAL INTERCOMMUNAL DE STEINFORT, CLINIQUE ST. FRANÇOIS.												
Comportant au moins une nuit à l'hôpital.												
1) Hôpitaux aigus (sans CHNP, Hôpital intercommunal de Steinfort, Clinique St. François).												
2) Comportant au moins une nuit à l'hôpital.												

Tableau 3.2.6.1. - **Diagnostics de sortie en 2003¹⁾** (suite)

Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10)	Hospitalisation ²⁾				Hospitalisation de jour							
	Hommes		Femmes		TOTAL		Hommes		Femmes		TOTAL	
	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours		
CHAPITRE XII: Maladies de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané	Infections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané (L00-L08)	225	1 629	159	1 306	384	2 935	63	47	110	110	
	Dermatoses bulleuses (L10-L14)	10	38	1	19	11	57	-	1	1	1	
	Dermatoses et eczémas (L20-L30)	13	80	12	119	25	199	4	7	11	11	
	Lésions papulo-squameuses (L40-L45)	5	41	3	44	8	85	1	-	1	1	
	Urticaire et érythème (L50-L54)	24	63	27	97	51	160	9	4	13	13	
	Affections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané liées à une irradiation (L55-L59)	1	1	1	3	2	4	-	-	-	-	
	Maladies des phanères et des annexes de la peau (L60-L75)	7	144	6	15	13	159	15	18	33	33	
	Autres affections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané (L80-L99)	61	612	95	1 659	156	2 271	19	61	80	80	
	SOUS-TOTAL	346	2 608	304	3 262	650	5 870	111	138	249	249	
	CHAPITRE XIII: Maladies du système ostéo-articulaire, des muscles et du tissu conjonctif	Arthropathies (M00-M25)	2 039	12 165	2 692	23 419	4 731	35 584	602	645	1 247	1 247
Affections disséminées du tissu conjonctif (M30-M36)		45	292	70	443	115	735	6	31	37	37	
Dorsopathies (M40-M54)		1 082	6 159	1 158	7 787	2 240	13 946	295	333	628	628	
Affections des tissus mous (M60-M79)		368	1 280	418	1 639	786	2 919	226	282	508	508	
Ostéopathies et chondropathies (M80-M94)		68	389	152	1 509	220	1 898	235	1 006	1 241	1 241	
Autres maladies du système ostéo-articulaire, des muscles et du tissu conjonctif (M95-M99)		66	410	103	890	169	1 300	17	17	34	34	
SOUS-TOTAL		3 688	20 695	4 593	35 687	8 261	56 382	1 381	2 314	3 695	3 695	
CHAPITRE XIV: Maladies de l'appareil génito-urinaire		Glomérulopathies (N00-N08)	34	137	38	307	72	444	8	4	12	12
		Maladies rénales tubulo-interstitielles (N10-N16)	74	550	170	1 281	244	1 831	5	30	35	35
		Insuffisance rénale (N17-N19)	309	3 233	376	4 742	685	7 975	37	44	81	81
	Lithiases urinaires (N20-N23)	622	2 041	331	1 198	953	3 239	56	22	78	78	
	Autres affections du rein et de l'uretère (N25-N29)	20	94	45	297	65	391	7	2	9	9	
	Autres maladies de l'appareil urinaire (N30-N39)	201	1 128	374	1 982	575	3 110	52	52	104	104	
	Maladies des organes génitaux de l'homme (N40-N51)	1 361	6 957	-	-	1 361	6 957	761	-	761	761	
	Affections du sein (N60-N64)	-	-	344	1 342	344	1 342	-	28	28	28	
	Affections inflammatoires des organes pelviens de la femme (N70-N77)	-	-	154	571	154	571	-	45	45	45	
	Affections non inflammatoires de l'appareil génital de la femme (N80-N98)	-	-	1 064	4 236	1 064	4 236	-	475	475	475	
Autres affections de l'appareil génito-urinaire (N99)	1	6	14	48	15	54	-	23	23	23		
SOUS-TOTAL	2 622	14 146	2 910	16 004	5 532	30 150	926	725	1 651	1 651		

1) Hôpitaux aigus (sans CHNP, Hôpital intercommunal de Steinfort, Clinique St. François).

2) Comportant au moins une nuit à l'hôpital.

Tableau 3.2.6.1. - **Diagnostics de sortie en 2003** ¹⁾ (suite)

Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10)	Hospitalisation ²⁾				Hospitalisation de jour			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours
CHAPITRE XVI: Grossesse, accouchement et puerpéralité	-	-	380	732	-	732	569	569
	-	-	24	209	-	209	3	3
	-	-	274	1 117	-	1 117	35	35
	-	-	342	2 077	-	2 077	65	65
	-	-	103	494	-	494	14	14
	-	-	4 688	23 360	-	23 360	34	34
	-	-	35	191	-	191	6	6
	-	-	50	199	-	199	14	14
	-	-	5 896	28 379	-	28 379	740	740
	-	-	16	281	-	281	-	-
CHAPITRE XVI: Certaines affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	85	2 197	61	1 352	3	3 549	1	4
	3	21			3	21	-	-
	72	387	54	201	126	588	19	34
	30	231	20	165	50	396	1	1
	66	120	35	64	101	184	1	5
	6	43	7	32	13	75	-	-
	-	-	1	5	1	5	-	-
	4	16	1	4	5	20	-	-
	13	187	14	334	27	521	-	2
	298	3 741	209	2 438	507	6 179	26	46

1) Hôpitaux aigus (sans CHNP, Hôpital intercommunal de Steinfort, Clinique St. François).
2) Comportant au moins une nuit à l'hôpital.

Tableau 3.2.6.1. - Diagnostics de sortie en 2003 ¹⁾ (suite)

Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10)	Hommes				Hospitalisation ²⁾				Hospitalisation de jour			
	Nbre Patients		Jours		Nbre Patients		Jours		Nbre Patients		Jours	
	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours	Nbre Patients	Jours
CHAPITRE XVII: Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	4	15	2	42	2	20	59	43	1	18	30	2
	23	61	6	40	6	12	46	15	12	58	15	4
	11	43	12	11	2	7	61	6	1	28	1	1
	3	30	5	25	5	26	143	50	6	91	35	80
	4	125	24	126	204	507	233	617	25	47	72	72
	52	125	24	126	204	507	233	617	61	3	3	3
	24	126	204	507	233	617	61	7	-	-	-	-
	29	110	2	39	7	61	4	7	-	-	-	-
	2	39	2	10	2	10	4	4	-	-	-	-
	-	-	2	10	2	10	4	4	-	-	-	-
SOUS-TOTAL												
CHAPITRE XVIII: Symptômes, signes et résultats anormaux d'examen clinique et de laboratoire, non classés ailleurs	193	683	123	796	123	796	316	1 479	40	15	55	55
	258	1 281	392	2 340	392	2 340	650	3 621	38	59	97	97
	5	27	7	23	7	23	12	50	1	5	6	6
	20	83	20	193	20	193	40	276	5	2	7	7
	92	551	139	748	139	748	231	1 299	8	10	18	18
	90	462	74	392	74	392	164	854	21	16	37	37
	1	2	5	13	5	13	6	15	2	1	3	3
	576	2 278	543	2 724	543	2 724	1 119	5 002	84	88	172	172
	6	26	11	103	11	103	17	129	1	7	8	8
	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	2	2
SOUS-TOTAL												
CHAPITRE XVIII: Symptômes, signes et résultats anormaux d'examen clinique et de laboratoire, non classés ailleurs	1	1	1	6	1	6	2	7	-	-	1	1
	1	7	2	13	2	13	3	20	17	4	21	21
	1	4	-	-	-	-	1	4	1	-	1	1
	1 244	5 405	1 317	7 351	1 317	7 351	2 561	12 756	219	209	428	428
	193	683	123	796	123	796	316	1 479	40	15	55	55
	258	1 281	392	2 340	392	2 340	650	3 621	38	59	97	97
	5	27	7	23	7	23	12	50	1	5	6	6
	20	83	20	193	20	193	40	276	5	2	7	7
	92	551	139	748	139	748	231	1 299	8	10	18	18
	90	462	74	392	74	392	164	854	21	16	37	37

1) Hôpitaux aigus (sans CHNP, Hôpital intercommunal de Steinfort, Clinique St. François).
2) Comportant au moins une nuit à l'hôpital.

Tableau 3.2.6.1. - Diagnostics de sortie en 2003 ¹⁾ (suite)

Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10)	Hommes				Hospitalisation ²⁾ Femmes				TOTAL				Hospitalisation de jour				TOTAL
	Nbre Patients		Jours		Nbre Patients		Jours		Nbre Patients		Jours		Hommes		Femmes		
Lésions traumatiques, empoisonnements et certaines autres conséquences de causes externes	Lésions traumatiques de la tête (S00-S09)	525	3 208	309	1 605	834	4 813	105	49	154							
	Lésions traumatiques du cou (S10-S19)	40	561	27	289	67	850	3	-	3							
	Lésions traumatiques du thorax (S20-S29)	127	1 067	95	996	222	2 063	6	5	11							
	Lésions traumatiques de l'abdomen, des lombes, du rachis lombaire et du bassin (S30-S39)	162	1 581	184	2 198	346	3 779	16	5	21							
	Lésions traumatiques de l'épaule et du bras (S40-S49)	284	1 622	317	2 570	601	4 192	66	32	98							
	Lésions traumatiques du coude et de l'avant-bras (S50-S59)	160	496	165	793	325	1 289	65	52	117							
	Lésions traumatiques du poignet et de la main (S60-S69)	303	1 067	234	1 043	537	2 110	217	86	303							
	Lésions traumatiques de la hanche et de la cuisse (S70-S79)	213	3 664	455	9 682	668	13 346	13	7	20							
	Lésions traumatiques du genou et de la jambe (S80-S89)	542	3 193	450	4 328	992	7 521	84	50	134							
	Lésions traumatiques de la cheville et du pied (S90-S99)	156	777	115	588	271	1 365	35	18	53							
	Lésions traumatiques de plusieurs parties du corps (T00-T07)	62	326	80	538	142	864	11	11	22							
	Lésions traumatiques de siège non précisé du tronc, membre ou autre région du corps (T08-T14)	74	568	54	621	128	1 189	16	7	23							
	Effets dus à un corps étranger ayant pénétré dans un orifice naturel (T15-T19)	10	12	3	4	13	16	3	7	10							
	Brûlures et corrosions (T20-T32)	23	104	10	33	33	137	6	4	10							
	Gelures (T33-T35)	45	114	50	364	95	478	1	8	17							
Facteurs influant sur l'état de santé et motifs de recours aux services de santé	Intoxications par des médicaments et des substances biologiques (T36-T50)	113	277	64	163	177	440	75	30	105							
	Effets toxiques de substances d'origine essentiellement non médicale (T51-T65)	15	160	6	6	21	166	3	3	6							
	Effets de causes externes, autres et non précisés (T66-T78)	1	24			1	24	2		2							
	Certaines complications précoces des traumatismes (T79)	32	527	64	926	96	1 453	6	5	11							
	Complications de soins chirurgicaux et médicaux, non classées ailleurs (T80-T88)	212	798	160	868	372	1 666	221	147	368							
	Séquelles de lésions traumatiques, d'empoisonnements et d'autres conséquences de causes externes (T90-T98)	3 099	20 146	2 843	27 616	5 942	47 762	963	526	1 489							
	SOUSS-TOTAL																
	Sujets en contact avec les services de santé pour des examens divers (Z00-Z13)	23	53	10	34	33	87	20	38	58							
	Sujets pouvant courir un risque lié à des maladies transmissibles (Z20-Z29)	-	-	3	16	3	16	2	1	3							
	Sujets ayant recours aux services de santé pour des motifs liés à la reproduction (Z30-Z39)	-	-	221	1 376	221	1 376	-	-	72							
	Sujets ayant recours aux services de santé pour des actes médicaux et des soins spécifiques (Z40-Z54)	106	1 676	109	2 898	215	4 574	10	15	25							
	Sujets dont la santé peut être menacée par des conditions socio-économiques et psycho-sociales (Z55-Z65)	6	49	3	45	9	94	-	-	-							
	Sujets ayant recours aux services de santé pour d'autres motifs (Z70-Z76)	3	9	-	-	3	9	-	-	-							
	Sujets dont la santé peut être menacée en raison d'antécédents personnels et familiaux et de certaines affections (Z80-Z99)	28	224	25	228	53	452	5	26	31							
	SOUSS-TOTAL	166	2 011	371	4 597	537	6 608	37	152	189							
Hospitalisations dont le diagnostic de sortie n'est pas connu	1 193	9 530	1 749	14 501	2 942	24 031	663	740	1 403								
TOTAL	36 917	261 634	44 228	335 675	81 145	597 309	9 868	11 128	20 996								

1) Hôpitaux aigus (sans CHNP, Hôpital intercommunal de Steinfort, Clinique St. François).

2) Comportant au moins une nuit à l'hôpital.

Tableau 3.2.6.2. - Rapport des hospitalisations complètes*) et des hospitalisations de jour pour les interventions les plus fréquentes en 2002

FEMMES	Hospitalisations complètes *) en %	Hospitalisations de jour en %
Appendicectomie	100,0%	0,0%
Hernies	88,9%	11,1%
Extirpation de varices	73,3%	26,7%
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	96,0%	4,0%
Adénotomie et amygdaléctomie	68,0%	32,0%
Chirurgie osseuse	84,2%	15,8%
HOMMES		
Appendicectomie	99,7%	0,3%
Hernies	88,5%	11,5%
Extirpation de varices	79,8%	20,2%
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	95,2%	4,8%
Adénotomie et amygdaléctomie	57,3%	42,7%
Chirurgie osseuse	75,9%	24,1%

*) Hospitalisation comportant au moins une nuit à l'hôpital.

Graphique 3. - Hospitalisations en 2002 selon le type d'intervention, la durée de séjour et selon le sexe

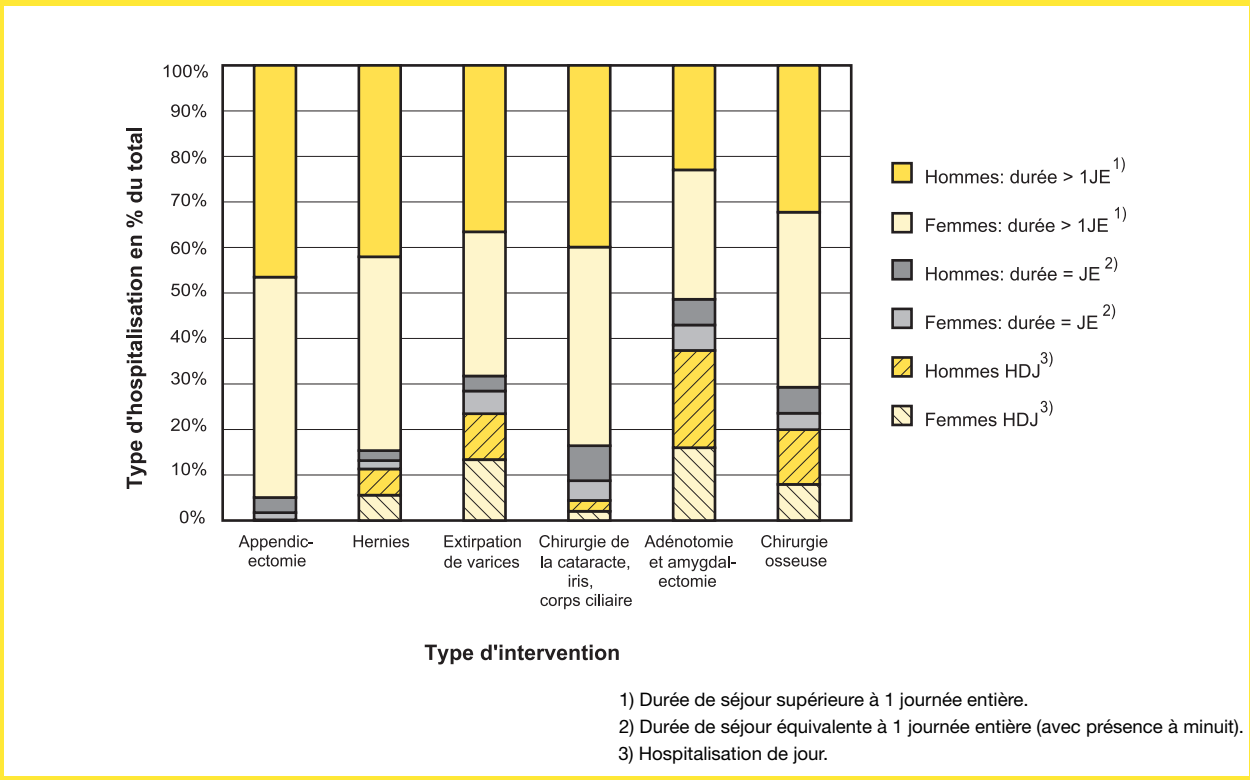


Tableau 3.2.6.3. - Durée d'hospitalisation*) pour certaines interventions en 2002

Type d'intervention	FEMMES	HOMMES	FEMMES ET HOMMES
Appendicectomie	4,0	4,3	4,1
Hernies	7,7	5,0	5,7
Extirpation de varices	3,1	3,2	3,2
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	2,9	2,3	2,7
Adénotomie et amygdalectomie	3,0	2,9	3,0
Chirurgie osseuse	11,2	8,5	10,0

*) Hospitalisation comportant au moins une nuit à l'hôpital.

Tableau 3.2.6.4. - Durée d'hospitalisation*) pour certaines interventions en 2002 - ventilation par groupe d'âge et par sexe

FEMMES	Groupes d'âge						
	0-4	5-14	15-29	30-44	45-59	60-74	75 et plus
Appendicectomie	4,8	3,0	3,8	4,3	7,3	7,6	13,5
Hernies	7,1	2,3	4,0	5,0	7,2	10,2	14,0
Extirpation de varices	-	-	2,0	2,3	2,7	3,6	10,9
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	-	-	1,6	1,8	2,1	2,4	3,4
Adénotomie et amygdalectomie	2,3	2,6	3,5	3,6	4,4	5,2	-
Chirurgie osseuse	5,1	3,5	3,7	5,1	7,0	11,2	21,6
HOMMES	Groupes d'âge						
	0-4	5-14	15-29	30-44	45-59	60-74	75 et plus
Appendicectomie	3,4	2,9	4,1	5,1	7,0	10,1	22,0
Hernies	8,0	2,1	2,9	3,7	4,7	5,8	7,5
Extirpation de varices	-	-	2,5	3,6	2,5	3,2	12,8
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	-	-	1,4	2,1	2,0	2,3	2,4
Adénotomie et amygdalectomie	2,3	2,5	3,5	3,8	3,7	9,3	-
Chirurgie osseuse	1,6	2,9	5,7	6,9	8,3	14,1	23,5

*) Hospitalisation comportant au moins une nuit à l'hôpital.

Tableau 3.2.6.5. - Cas d'hospitalisations de jour en 2002 - ventilation par groupe d'âge et par sexe

FEMMES	Groupes d'âge						
	0-4	5-14	15-29	30-44	45-59	60-74	75 et plus
Appendicectomie	-	-	-	-	-	-	-
Hernies	20	20	5	9	1	2	-
Extirpation de varices	-	-	10	108	91	21	3
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	-	-	1	3	10	24	24
Adénotomie et amygdalectomie	242	196	-	-	-	-	-
Chirurgie osseuse	13	45	42	45	59	55	22
HOMMES	Groupes d'âge						
	0-4	5-14	15-29	30-44	45-59	60-74	75 et plus
Appendicectomie	-	1	-	-	-	-	-
Hernies	55	40	7	25	22	12	2
Extirpation de varices	-	1	2	25	22	4	1
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	-	-	1	2	10	18	12
Adénotomie et amygdalectomie	388	225	5	1	-	-	-
Chirurgie osseuse	10	77	127	96	49	27	6

Tableau 3.2.6.6. - Cas d'hospitalisations en 2002 comportant une journée entière*) - ventilation par groupe d'âge et par sexe

FEMMES	Groupes d'âge						
	0-4	5-14	15-29	30-44	45-59	60-74	75 et plus
Appendicectomie	-	11	1	1	-	-	-
Hernies	3	6	3	5	1	1	-
Extirpation de varices	-	-	6	34	35	11	1
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	-	-	2	4	9	53	65
Adénotomie et amygdalectomie	45	79	18	11	-	-	-
Chirurgie osseuse	3	20	19	16	25	36	9
HOMMES	Groupes d'âge						
	0-4	5-14	15-29	30-44	45-59	60-74	75 et plus
Appendicectomie	-	20	3	1	-	-	-
Hernies	12	4	11	15	9	7	4
Extirpation de varices	-	-	3	6	5	4	-
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	-	-	4	5	16	62	52
Adénotomie et amygdalectomie	57	85	9	12	1	-	-
Chirurgie osseuse	3	44	47	48	36	8	-

*) Avec présence à minuit.

Tableau 3.2.6.7. - Cas d'hospitalisations en 2002 comportant plus d'une journée entière - ventilation par groupe d'âge et par sexe

FEMMES	Groupes d'âge						
	0-4	5-14	15-29	30-44	45-59	60-74	75 et plus
Appendicectomie	6	108	188	67	16	8	6
Hernies	6	16	39	96	107	120	52
Extirpation de varices	-	-	15	152	213	147	26
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	-	-	3	11	60	481	784
Adénotomie et amygdalectomie	83	313	255	97	26	5	-
Chirurgie osseuse	5	27	106	194	317	340	375
HOMMES	Groupes d'âge						
	0-4	5-14	15-29	30-44	45-59	60-74	75 et plus
Appendicectomie	7	123	112	66	15	7	5
Hernies	18	17	87	247	338	349	137
Extirpation de varices	-	-	9	66	78	42	4
Chirurgie de la cataracte, iris, corps ciliaire	-	-	3	17	70	294	337
Adénotomie et amygdalectomie	139	260	131	107	20	8	-
Chirurgie osseuse	2	34	240	296	279	122	78

3.3. Les prestations en espèces

3.3.1. Les indemnités pécuniaires de maladie

La gestion 29.1c CAS concerne les salariés ne bénéficiant pas de la conservation de la rémunération en cas de maladie, c. à d. la grande majorité des salariés ouvriers. Etant donné que la caisse de maladie compétente doit intervenir dès le premier jour de maladie, cette gestion joue le rôle le plus important du point de vue financier.

La gestion 29.1b CAS concerne les salariés (principalement employés) bénéficiant, en cas de maladie, de la continuation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents, ainsi que les non-salariés.

Les tableaux 3.3.1.1. et 3.3.1.2. indiquent l'évolution des indemnités pécuniaires de maladie par gestion et par caisse.

Tableau 3.3.1.1. - Evolution du montant des indemnités pécuniaires de maladie¹⁾ gestion Art. 29.1c CAS
(montants en millions EUR)

Exercice	CMO	CMOA	Total	
			Montant	Variation annuelle en %
1994	63,16	8,24	71,41	
1995	67,20	8,04	75,24	5,4%
1996	72,97	7,93	80,90	7,5%
1997	74,27	6,50	80,77	-0,2%
1998	80,21	5,67	85,88	6,3%
1999	88,77	5,39	94,16	9,6%
2000	98,37	5,45	103,82	10,3%
2001	110,83	5,97	116,80	12,5%
2002	129,81	6,64	136,45	16,8%
2003	139,22	6,42	145,64	6,7%
Variation moyenne annuelle 1994-2003	9,2%	-2,7%		8,2%

¹⁾ Sans la part patronale dans les cotisations.

Tableau 3.3.1.2. - Evolution du montant des indemnités pécuniaires de maladie¹⁾ gestion Art. 29.1b CAS
(montants en millions EUR)

Exercice	CMO	CMEP (salariés)	CMEA	CMEP (TII)	CMPI	CMA	Total	
							Montant	Variation annuelle en %
1994	0,01	3,75 ²⁾	0,38	(.)	0,83	0,05	5,02	
1995	0,04	4,19 ²⁾	0,31	(.)	1,07	0,04	5,64	12,4%
1996	0,08	4,81	0,42	0,10	0,88	0,13	6,42	13,8%
1997	0,26	5,60	0,40	0,13	0,73	0,04	7,17	11,6%
1998	0,30	7,05	0,34	0,16	0,94	0,04	8,83	23,2%
1999	0,21	7,67	0,32	0,22	0,95	0,14	9,51	7,7%
2000	0,27	7,35	0,30	0,17	0,93	0,13	9,16	-3,7%
2001	0,30	9,10	0,49	0,10	0,94	0,07	11,01	20,2%
2002	0,42	10,52	0,53	0,18	1,17	0,12	12,94	17,5%
2003	0,27	12,08	0,53	0,20	1,30	0,16	14,54	12,4%
Variation moyenne annuelle 1994-2003 ³⁾	38,0%	13,9%	3,9%	10,5%	5,2%	13,3%		12,5%

¹⁾ Sans la part patronale dans les cotisations.

²⁾ Y compris CMEP-TII (Travailleurs Intellectuels Indépendants).

³⁾ Pour la CMEP-TII cette variation concerne la période 1996-2003.

Les tableaux ci-après indiquent la durée moyenne des cas de maladie clôturés au cours des exercices 2001 à 2003. Les écarts considérables entre les deux gestions s'expliquent par le fait que pour la gestion 29.1c (gestion des ouvriers) la caisse intervient dès le premier jour de maladie, tandis qu'auprès de la gestion 29.1b (gestion des employés et des indépendants), les indemnités ne débutent qu'à partir du premier jour du quatrième mois après le début de la maladie. La gestion 29.1c compte donc un grand nombre de cas d'incapacité de courte durée, ce qui fait baisser la durée moyenne. La gestion 29.1b par contre ne traite que des cas de longue durée beaucoup plus rares. Etant donné que les périodes indemnisées par les régimes respectifs diffèrent de manière très importante, des comparaisons éventuelles du taux de morbidité des populations relevant de régimes différents ne donneraient aucun sens.

Statistiques

En ce qui concerne la gestion 29.1c on constate une augmentation de la durée moyenne d'incapacité pendant les mois d'août et de septembre. C'est dû au fait que pendant les congés collectifs le nombre de cas de très courte durée diminue, ce qui entraîne une augmentation de la durée moyenne.

Tableau 3.3.1.3. - **Durée moyenne des cas de maladie à partir de 2001: CMO et CMEP-salariés *)**
(jours civils)

Mois / année	Durée moyenne				Variation en % **)			
	Gestion 29.1b CAS		Gestion 29.1c CAS		Gestion 29.1b CAS		Gestion 29.1c CAS	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
2001								
1	234,92	192,38	10,37	10,75				
2	219,67	202,87	9,64	70,77				
3	229,21	214,17	9,58	11,56				
4	235,26	187,59	9,63	11,20				
5	224,00	193,67	10,37	11,08				
6	214,81	224,37	9,52	10,63				
7	203,77	198,42	9,69	11,61				
8	209,18	215,16	13,29	14,03				
9	181,16	201,93	11,53	12,92				
10	190,82	175,47	10,72	12,29				
11	222,81	197,12	10,40	10,98				
12	239,21	214,71	9,64	10,46				
2002								
1	222,00	200,95	10,92	11,38	-5,5%	4,5%	5,3%	5,9%
2	245,61	204,82	9,87	10,72	11,8%	1,0%	2,4%	-84,9%
3	234,90	211,33	10,25	11,28	2,5%	-1,3%	7,0%	-2,4%
4	196,22	201,80	10,52	12,06	-16,6%	7,6%	9,2%	7,7%
5	210,53	184,65	10,80	11,40	-6,0%	-4,7%	4,1%	2,9%
6	219,79	207,64	11,04	11,45	2,3%	-7,5%	16,0%	7,7%
7	215,96	199,94	10,00	11,15	6,0%	0,8%	3,2%	-4,0%
8	233,59	215,34	14,60	15,34	11,7%	0,1%	9,9%	9,3%
9	220,72	207,82	12,01	14,22	21,8%	2,9%	4,2%	10,1%
10	221,03	171,25	10,10	11,70	15,8%	-2,4%	-5,8%	-4,8%
11	206,27	188,66	11,59	11,98	-7,4%	-4,3%	11,4%	9,1%
12	191,76	190,08	9,42	10,91	-19,8%	-11,5%	-2,3%	4,3%
2003								
1	208,20	178,82	12,50	12,88	-6,2%	-11,0%	14,5%	13,2%
2	205,63	220,76	9,76	10,68	-16,3%	7,8%	-1,1%	-0,4%
3	181,65	196,89	10,30	11,47	-22,7%	-6,8%	0,5%	1,7%
4	211,60	185,38	9,43	11,80	7,8%	-8,1%	-10,4%	-2,2%
5	207,39	203,11	10,29	12,07	-1,5%	10,0%	-4,7%	5,9%
6	215,97	187,47	10,71	11,43	-1,7%	-9,7%	-3,0%	-0,2%
7	239,82	198,55	9,50	11,27	11,0%	-0,7%	-5,0%	1,1%
8	191,87	175,72	13,35	13,62	-17,9%	-18,4%	-8,6%	-11,2%
9	171,38	173,54	10,77	12,59	-22,4%	-16,5%	-10,3%	-11,5%
10	165,32	159,00	9,22	10,24	-25,2%	-7,2%	-8,7%	-12,5%
11	141,00	157,95	9,24	9,78	-31,6%	-16,3%	-20,3%	-18,4%
12	156,62	146,84	7,67	8,04	-18,3%	-22,7%	-18,6%	-26,3%

*) Sans les prestations de maternité.

**) Par rapport au mois correspondant de l'année précédente.

Remarque: 1) Le mois de référence renvoie à la fin de la période d'incapacité.

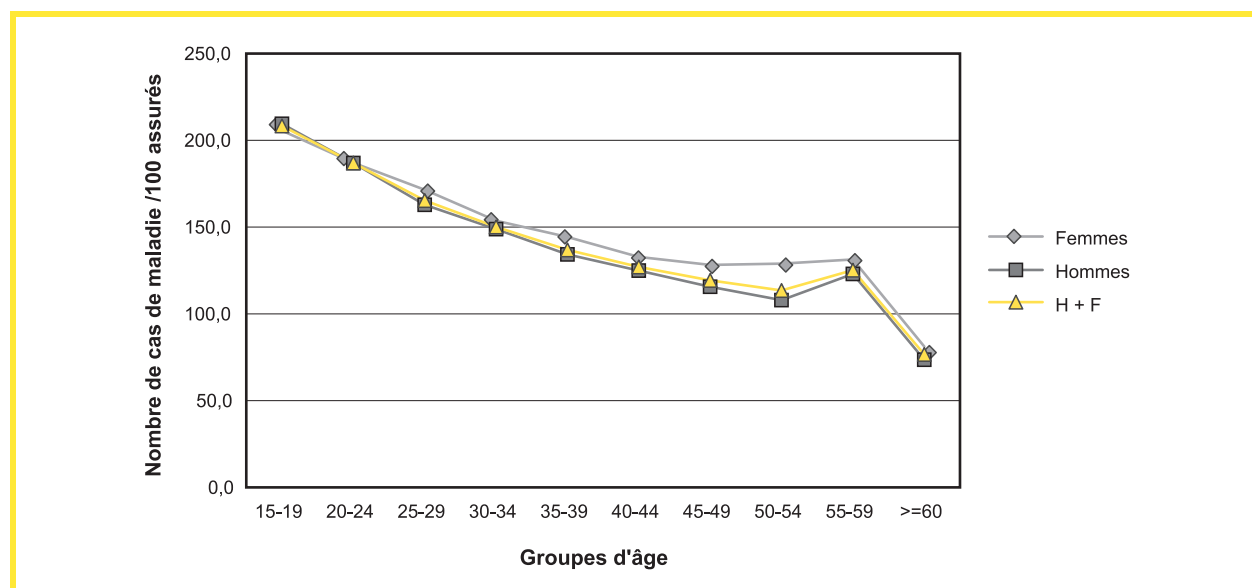
2) En ce qui concerne la gestion 29.1b (employés) les cas de maladie comportent la période indemnisée par l'employeur ainsi que celle indemnisée par la caisse de maladie.

Tableau 3.3.1.4. - Cas de maladie en relation avec l'âge, le sexe et le nombre d'assurés - CMO¹⁾

Groupes d'âge	Femmes			Hommes			Femmes et Hommes		
	Cas de maladie	Nombre d'assurées	Nbre de cas de maladie/100 assurées	Cas de maladie	Nombre d'assurés	Nbre de cas de maladie/100 assurés	Cas de maladie	Nombre d'assurés	Nbre de cas de maladie/100 assurés
2001									
15-19	1 349	704	191,6	3 153	1 513	208,39	4 502	2 217	203,1
20-24	5 979	3 277	182,5	13 745	7 338	187,31	19 724	10 615	185,8
25-29	7 441	4 445	167,4	17 180	10 826	158,69	24 621	15 271	161,2
30-34	7 360	4 997	147,3	19 755	13 729	143,89	27 115	18 726	144,8
35-39	7 034	5 052	139,2	19 104	14 228	134,27	26 138	19 280	135,6
40-44	5 661	4 372	129,5	13 904	11 282	123,24	19 565	15 654	125,0
45-49	4 537	3 645	124,5	9 561	8 206	116,51	14 098	11 851	119,0
50-54	3 174	2 502	126,9	7 382	6 074	121,53	10 556	8 576	123,1
55-59	1 239	1 023	121,1	3 240	2 393	135,39	4 479	3 416	131,1
>=60	330	452	73,0	476	615	77,40	806	1 067	75,5
TOTAL	44 104	30 469	144,8	107 500	76 204	141,07	151 604	106 673	142,1
2002									
15-19	1 313	665	197,4	3 362	1 443	232,99	4 675	2 108	221,8
20-24	5 984	3 231	185,2	14 220	7 435	191,26	20 204	10 666	189,4
25-29	7 280	4 200	173,3	17 499	10 435	167,70	24 779	14 635	169,3
30-34	7 845	5 009	156,6	20 982	13 723	152,90	28 827	18 732	153,9
35-39	7 564	5 274	143,4	20 496	14 684	139,58	28 060	19 958	140,6
40-44	6 362	4 642	137,1	15 573	12 088	128,83	21 935	16 730	131,1
45-49	4 899	3 904	125,5	11 010	8 894	123,79	15 909	12 798	124,3
50-54	3 420	2 648	129,2	8 320	6 481	128,38	11 740	9 129	128,6
55-59	1 550	1 202	129,0	4 053	2 778	145,90	5 603	3 980	140,8
>=60	363	464	78,2	471	656	71,80	834	1 120	74,5
TOTAL	46 580	31 239	149,1	115 986	78 617	147,53	162 566	109 856	148,0
2003									
15-19	1 291	628	205,6	3 013	1 438	209,53	4 304	2 066	208,3
20-24	6 041	3 230	187,0	14 478	7 746	186,91	20 519	10 976	186,9
25-29	7 128	4 156	171,5	16 936	10 399	162,86	24 064	14 555	165,3
30-34	7 684	5 001	153,6	20 308	13 644	148,84	27 992	18 645	150,1
35-39	7 881	5 462	144,3	20 477	15 253	134,25	28 358	20 715	136,9
40-44	6 545	4 928	132,8	16 393	13 123	124,92	22 938	18 051	127,1
45-49	5 246	4 092	128,2	11 549	9 988	115,63	16 795	14 080	119,3
50-54	3 609	2 799	128,9	8 382	7 766	107,93	11 991	10 565	113,5
55-59	1 765	1 344	131,3	4 586	3 728	123,02	6 351	5 072	125,2
>=60	388	478	81,2	518	704	73,58	906	1 182	76,6
TOTAL	47 578	32 118	148,1	116 640	83 789	139,21	164 218	115 907	141,7

1) Indemnisation à partir du premier jour de maladie.

Graphique 4. - CMO : Nombre de cas de maladie par 100 assurés en 2003



Statistiques

Tableau 3.3.1.5. - Cas de maladie indemnisés en relation avec l'âge, le sexe et le nombre d'assurés - CMEP - salariés¹⁾

Groupes d'âge	Femmes			Hommes			Femmes et Hommes		
	Cas de maladie	Nombre d'assurés	Nbre de cas de maladie/ 100 assurés	Cas de maladie	Nombre d'assurés	Nbre de cas de maladie/ 100 assurés	Cas de maladie	Nombre d'assurés	Nbre de cas de maladie/ 100 assurés
2001									
15-19	2	468	0,4	2	205	1,0	4	673	0,6
20-24	36	5 948	0,6	9	3 337	0,3	45	9 285	0,5
25-29	106	11 527	0,9	21	10 322	0,2	127	21 849	0,6
30-34	99	11 701	0,8	34	12 582	0,3	133	24 283	0,5
35-39	87	8 911	1,0	46	11 753	0,4	133	20 664	0,6
40-44	63	6 313	1,0	58	8 466	0,7	121	14 779	0,8
45-49	71	4 530	1,6	39	6 149	0,6	110	10 679	1,0
50-54	54	2 669	2,0	72	4 696	1,5	126	7 365	1,7
55-59	28	1 160	2,4	34	2 590	1,3	62	3 750	1,7
>=60	14	447	3,1	12	941	1,3	26	1 388	1,9
TOTAL	560	53 674	1,0	327	61 041	0,5	887	114 715	0,8
2002									
15-19	3	431	0,7	0	236	0,0	3	667	0,4
20-24	38	5 649	0,7	9	3 062	0,3	47	8 711	0,5
25-29	108	11 582	0,9	27	10 217	0,3	135	21 799	0,6
30-34	151	12 034	1,3	41	12 857	0,3	192	24 891	0,8
35-39	96	9 753	1,0	54	12 567	0,4	150	22 320	0,7
40-44	57	6 900	0,8	64	9 085	0,7	121	15 985	0,8
45-49	72	5 040	1,4	60	6 607	0,9	132	11 647	1,1
50-54	75	2 990	2,5	69	4 940	1,4	144	7 930	1,8
55-59	47	1 332	3,5	56	2 864	2,0	103	4 196	2,5
>=60	18	479	3,8	10	1 048	1,0	28	1 527	1,8
TOTAL	665	56 190	1,2	390	63 483	0,6	1 055	119 673	0,9
2003									
15-19	1	384	0,3	1	205	0,5	2	589	0,3
20-24	37	5 141	0,7	9	2 675	0,3	46	7 816	0,6
25-29	134	11 493	1,2	29	9 716	0,3	163	21 209	0,8
30-34	135	12 139	1,1	51	13 127	0,4	186	25 266	0,7
35-39	113	10 238	1,1	48	13 096	0,4	161	23 334	0,7
40-44	76	7 476	1,0	57	10 179	0,6	133	17 655	0,8
45-49	65	5 473	1,2	70	7 352	1,0	135	12 825	1,1
50-54	70	3 335	2,1	75	5 627	1,3	145	8 962	1,6
55-59	48	1 541	3,1	68	3 404	2,0	116	4 945	2,3
>=60	12	488	2,5	15	1 175	1,3	27	1 663	1,6
TOTAL	691	57 708	1,2	423	66 556	0,6	1 114	124 264	0,9

¹⁾ Indemnisation par la caisse à partir du 4e mois suivant le début d'incapacité de travail.

Graphique 5. - CMEP - salariés : Nombre de cas de maladie par 100 assurés en 2003

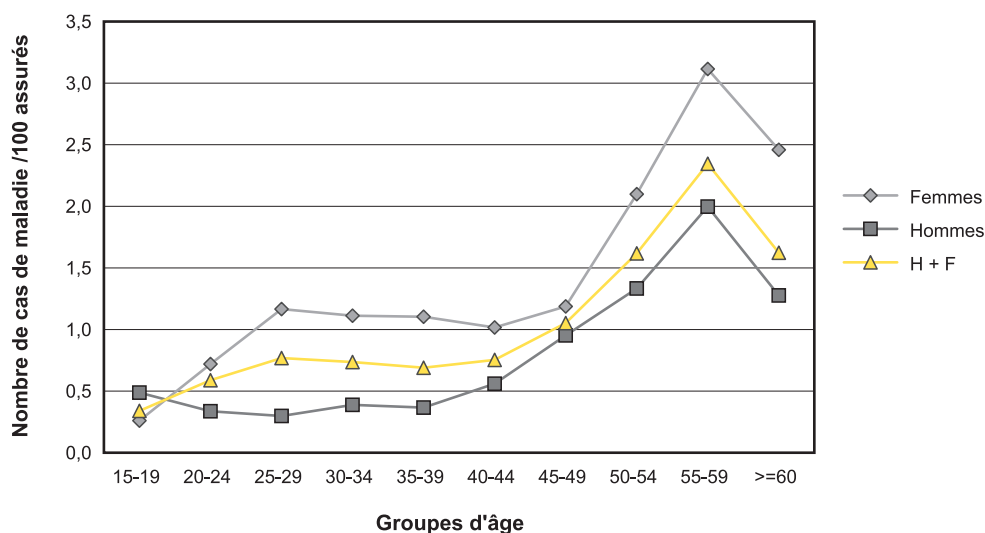


Tableau 3.3.1.6. - Evolution du nombre total de journées de maladie indemnisées par la CMO¹⁾

Exercice	Hommes		Femmes		Hommes et Femmes	
	Journées de maladie indemnisées	Indicateur de variation (1998=100)	Journées de maladie indemnisées	Indicateur de variation (1998=100)	Journées de maladie indemnisées	Indicateur de variation (1998=100)
1998	973 744	100,0	451 633	100,0	1 425 377	100,0
1999	1 117 338	114,7	500 666	110,9	1 618 004	113,5
2000	1 158 807	119,0	545 823	120,9	1 704 630	119,6
2001 *)	1 222 191	125,5	614 490	136,1	1 836 681	128,9
2002	1 427 261	146,6	689 053	152,6	2 116 314	148,5
2003	1 350 065	138,6	665 192	147,3	2 015 257	141,4

1) Indemnisation à partir du premier jour de maladie.

*) Rupture de série à partir de 2001.

Tableau 3.3.1.7. - Evolution du rapport: journées de maladie indemnisées / nombre assurés - CMO¹⁾

Exercice	Hommes		Femmes		Hommes et Femmes	
	Jours indemnisés / nombre assurés	Indicateur de variation (1998=100)	Jours indemnisés / nombre assurés	Indicateur de variation (1998=100)	Jours indemnisés / nombre assurés	Indicateur de variation (1998=100)
1998	14,6	100,0	16,7	100,0	15,2	100,0
1999	16,0	109,6	17,9	107,2	16,6	108,3
2000	15,9	108,9	18,7	112,0	16,7	110,5
2001 *)	16,0	109,6	20,2	120,8	17,2	115,6
2002	18,2	124,3	22,1	132,1	19,3	128,5
2003	16,1	110,3	20,7	124,0	17,4	117,6

1) Indemnisation à partir du premier jour de maladie.

*) Rupture de série à partir de 2001.

Tableau 3.3.1.8. - Evolution du nombre total de journées de maladie indemnisées par la CMEP (salariés)¹⁾

Exercice	Hommes		Femmes		Hommes et Femmes	
	Journées de maladie indemnisées	Indicateur de variation (1998=100)	Journées de maladie indemnisées	Indicateur de variation (1998=100)	Journée de maladie indemnisées	Indicateur de variation (1998=100)
1998	83 385	100,0	92 194	100,0	175 579	100,0
1999	71 490	85,7	98 569	106,9	170 059	96,9
2000	72 942	87,5	102 467	111,1	175 409	99,9
2001 *)	71 930	86,3	114 251	123,9	186 181	106,0
2002	88 534	106,2	136 975	148,6	225 509	128,4
2003	86 115	103,3	134 601	146,0	220 716	125,7

1) Indemnisation à partir du 4e mois suivant le début d'incapacité de travail.

*) Rupture de série à partir de 2001.

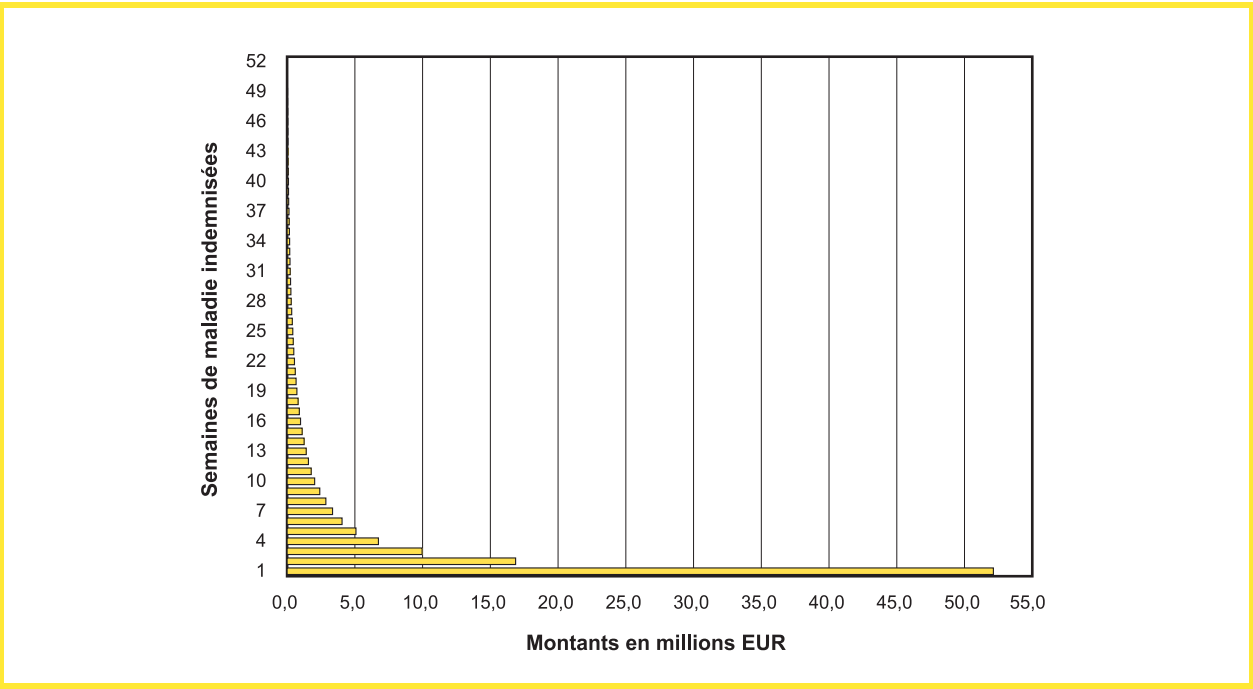
Tableau 3.3.1.9. - Evolution du rapport: journées de maladie indemnisées / nombre assurés - CMEP (salariés)¹⁾

Exercice	Hommes		Femmes		Hommes et Femmes	
	Jours indemnisés / nombre assurés	Indicateur de variation (1998=100)	Jours indemnisés / nombre assurés	Indicateur de variation (1998=100)	Jours indemnisés / nombre assurés	Indicateur de variation (1998=100)
1998	1,8	100,0	2,2	100,0	2,0	100,0
1999	1,8	100,0	2,2	100,0	2,0	100,0
2000	1,4	78,5	2,2	100,0	1,8	90,3
2001 *)	1,3	73,4	2,1	96,3	1,7	86,0
2002	1,2	66,7	2,1	99,1	1,6	84,4
2003	1,4	78,5	2,4	113,5	1,9	97,7

1) Indemnisation à partir du 4e mois suivant le début d'incapacité de travail.

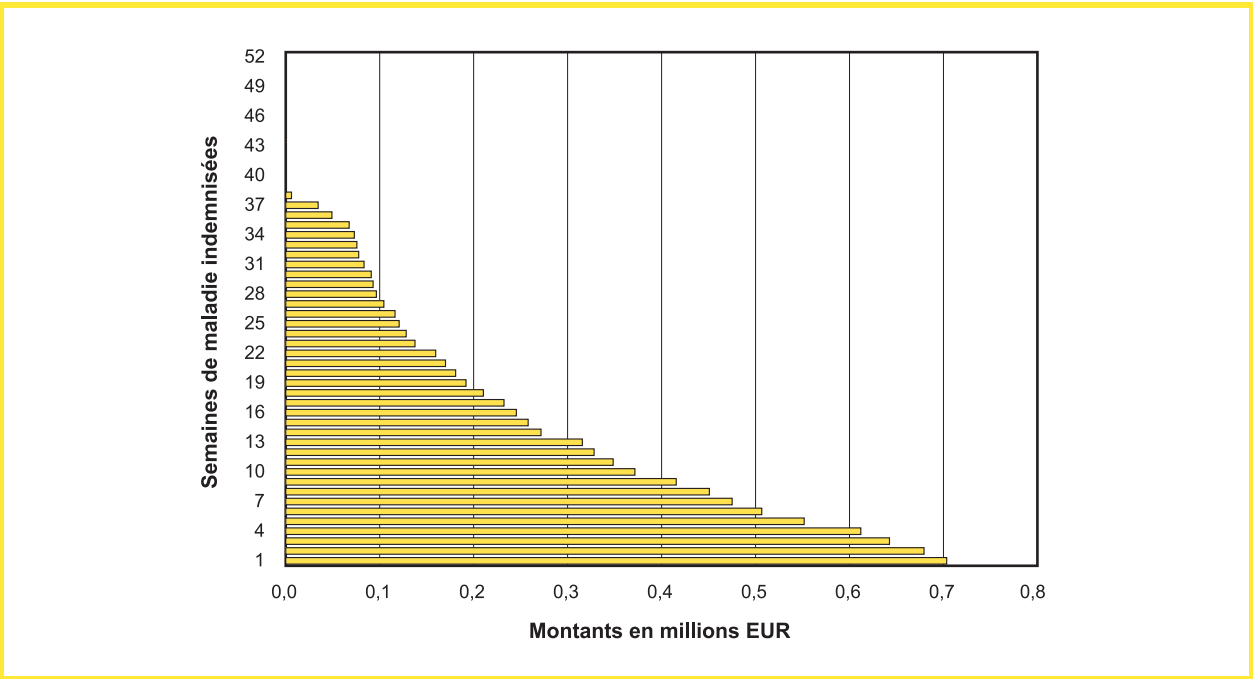
*) Rupture de série à partir de 2001.

Graphique 6. - Montant des indemnités pécuniaires de maladie par semaine de maladie indemnisée *) - CMO 2003



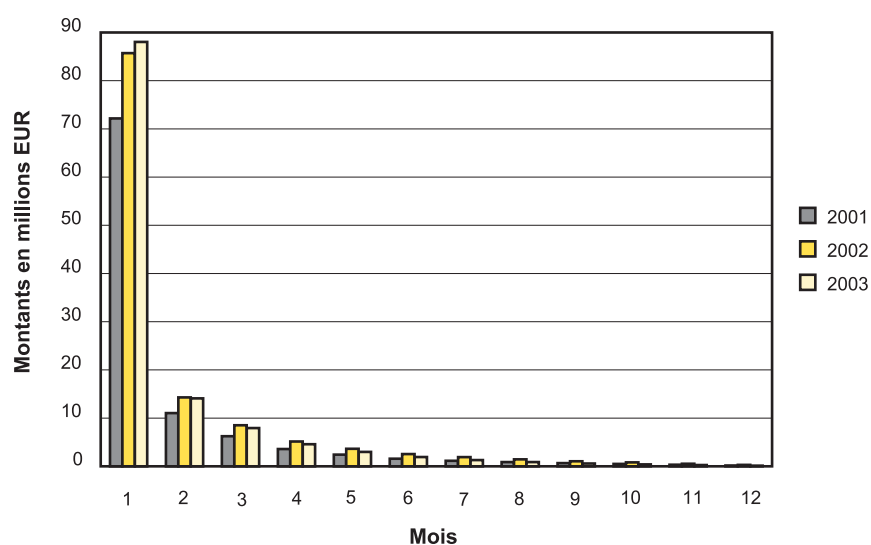
*) Indemnisation à partir du premier jour de maladie.

Graphique 7. - Montant des indemnités pécuniaires de maladie par semaine de maladie indemnisée *) - CMEP 2003

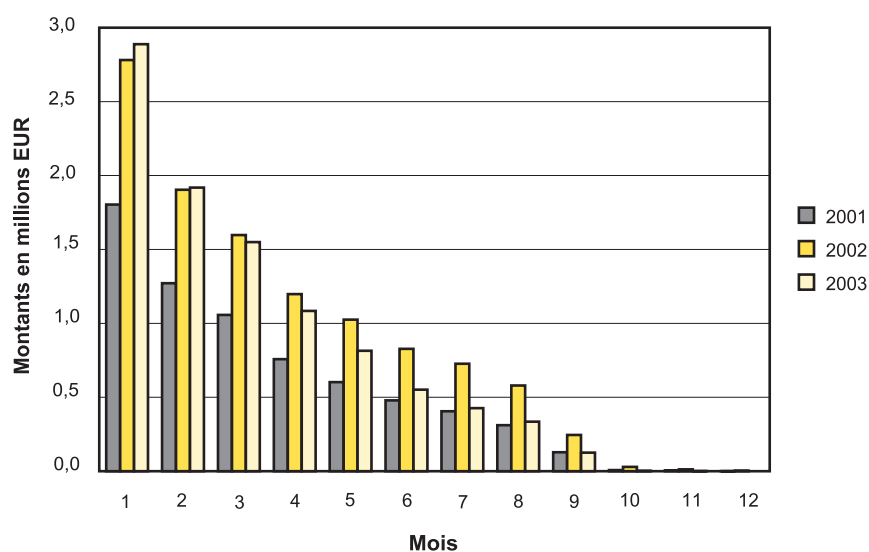


*) Indemnisation à partir du 4e mois suivant le début de l'incapacité de travail.

Graphique 8. - CMO: Evolution de 2001 à 2003 du montant des indemnités pécuniaires de maladie par mois de maladie



Graphique 9. - CMEP: Evolution de 2001 à 2003 du montant des indemnités pécuniaires de maladie par mois de maladie



3.3.2. Les indemnités pécuniaires de maternité

Les prestations pécuniaires de maternité sont réservées aux femmes actives assurées à titre obligatoire. Elles sont égales à l'indemnité pécuniaire de maladie et elles sont servies pendant la durée légale du congé de maternité à toutes les assurées ne profitant pas de la conservation conventionnelle ou statutaire de leur rémunération en cas de maladie ou de maternité.

La rubrique des prestations en espèces de maternité comprend également l'indemnisation de la dispense de travail pour femmes enceintes, le congé d'accueil et le congé pour raisons familiales, destiné aux parents d'enfants malades. Le détail de ces prestations est repris au tableau 3.3.2.2. ci-après.

Les allocations de naissance, les allocations prénatales, les allocations postnatales et les allocations de maternité relèvent de la Caisse nationale des prestations familiales et sont traitées au chapitre 5.

Le financement des prestations de maternité et du congé pour raisons familiales est entièrement à charge de l'Etat.

Jusqu'en 1993 les caisses de maladie des ouvriers, des employés ainsi que l'Entraide médicale des CFL étaient les seules à liquider des indemnités pécuniaires de maternité. A partir de 1994 les assurées du régime des non-salariés peuvent également bénéficier d'indemnités pécuniaires de maternité. Les femmes fonctionnaires, employées publiques ou employées au service de l'Etat ou des communes relevant des CMFEP ou CMFEC, profitent de la continuation de leur rémunération pendant leur congé de maternité.

Le tableau suivant indique l'évolution à partir de 1980 du total des indemnités de maternité payées aux assurées salariées; s'y ajoutent à partir de 1994 les indemnités servies aux assurées non-salariées.

Tableau 3.3.2.1. - Indemnités pécuniaires de maternité ¹⁾ : évolution à partir de 1980
(en millions EUR)

Exercice	Montant en valeur nominale	Variation en %	Montant au nombre indice 100	Variation en %
1980	4,3		1,3	
1985	7,5	12,0%	1,8	6,2%
1990	14,4	13,9%	3,1	11,7%
1991	17,1	18,9%	3,6	15,0%
1992	19,8	15,6%	4,0	11,6%
1993	22,8	15,0%	4,5	11,7%
1994	24,0	5,4%	4,6	2,2%
1995	26,0	8,3%	4,9	6,5%
1996	28,3	8,9%	5,3	7,6%
1997	30,6	8,2%	5,6	6,1%
1998	31,2	1,7%	5,7	1,4%
1999	38,2	22,5%	6,9	21,3%
2000	45,2	18,4%	7,9	15,3%
2001	51,7	14,2%	8,8	10,8%
2002	56,4	9,1%	9,4	6,9%
2003	61,8	9,6%	10,1	7,4%
Hausse moyenne annuelle 1980-2003		12,3%		9,2%
Hausse moyenne annuelle 1995-2003		11,4%		9,4%

¹⁾ Sans part patronale dans les cotisations.

Tableau 3.3.2.2. - Prestations en espèces de maternité: ventilation par genre de prestation
(en millions EUR)

Genre de prestation	Montants en millions EUR *)			Variation en %	
	2001	2002	2003	2001/02	2002/03
Congé légal ¹⁾	45,4	49,3	52,1	8,4%	5,7%
Congé d'accueil ²⁾	0,3	0,2	0,2	-30,4%	-20,0%
Dispense de travail pour femmes enceintes ³⁾	5,3	6,0	8,2	13,8%	36,0%
Congé pour raisons familiales ⁴⁾	0,6	0,9	1,4	37,1%	59,3%
TOTAL	51,7	56,4	61,8	9,1%	9,6%

*) Sans la part patronale dans les cotisations.

¹⁾ La période d'indemnisation est de 8 semaines avant et de 8 semaines après l'accouchement. Le congé postnatal est porté à 12 semaines en cas d'accouchement prématuré ou multiple ainsi que pour les mères allaitantes.

²⁾ Congé de huit semaines accordé en cas d'adoption d'un jeune enfant (Loi du 14 mars 1988 portant création d'un congé d'accueil pour les salariés du secteur privé).

³⁾ "Loi du 1er août 2001 concernant la protection des travailleuses enceintes, accouchées et allaitantes" remplaçant la loi modifiée du 3 juillet 1975 concernant la protection de la maternité de la femme au travail. Cette mesure a été introduite en août 1998.

⁴⁾ Congé, destiné aux parents d'enfants malades, introduit par la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi. Cette prestation relève en fait du domaine des prestations familiales mais, pour des raisons administratives, elle est servie par les caisses de maladie.

Tableau 3.3.2.3. - Nombre et âge des bénéficiaires d'indemnités pécuniaires de maternité

	<20 ans		20-24 ans		25-29 ans		30-34 ans		35-39 ans *)		>=40 ans (à partir de 1999)		Total	Variation annuelle en %
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %		
1988	68	3,2%	584	27,7%	905	43,0%	438	20,8%	110	5,2%	n.d.		2 105	
1989	56	2,4%	623	26,7%	1 027	44,0%	481	20,6%	147	6,3%	n.d.		2 334	10,9%
1990	50	2,0%	686	27,1%	1 187	46,9%	464	18,3%	146	5,8%	n.d.		2 533	8,5%
1991	50	1,7%	722	25,2%	1 296	45,2%	631	22,0%	171	6,0%	n.d.		2 870	13,3%
1992	48	1,6%	702	23,2%	1 396	46,1%	689	22,7%	195	6,4%	n.d.		3 030	5,6%
1993	37	1,1%	727	22,1%	1 538	46,8%	780	23,7%	206	6,3%	n.d.		3 288	8,5%
1994**)	41	1,2%	683	19,7%	1 522	43,9%	943	27,2%	275	7,9%	n.d.		3 464	5,4%
1995	27	0,7%	494	13,6%	1 622	44,6%	1 104	30,4%	388	10,7%	n.d.		3 634	4,9%
1996	27	0,7%	485	12,7%	1 625	42,6%	1 260	33,0%	419	11,0%	n.d.		3 816	5,0%
1997	18	0,4%	501	12,4%	1 732	43,0%	1 370	34,0%	411	10,2%	n.d.		4 032	5,7%
1998	23	0,6%	453	11,1%	1 585	39,0%	1 452	35,7%	552	13,6%	n.d.		4 065	0,8%
1999	18	0,4%	420	9,6%	1 675	38,4%	1 629	37,4%	543	12,5%	73	1,7%	4 358	7,2%
2000	29	0,6%	495	10,6%	1 689	36,3%	1 749	37,6%	611	13,1%	81	1,7%	4 654	6,8%
2001	32	0,7%	508	10,9%	1 730	37,2%	1 818	39,1%	484	10,4%	75	1,6%	4 647	-0,2%
2002	30	0,6%	516	10,9%	1 694	35,9%	1 830	38,8%	579	12,3%	64	1,4%	4 713	1,4%
2003	15	0,3%	478	10,1%	1 686	35,8%	1 954	41,5%	573	12,2%	89	1,9%	4 795	1,7%

*) Jusqu'en 1998 cette rubrique regroupait tous les âges >=35.

**) Redressement de série à partir de 1994.

Remarque: rupture de série en 1998.

Section 4 - Données financières

4.1. Les recettes et dépenses globales

La comptabilité de l'UCM comprend quatre gestions qui sont:

- les prestations de soins de santé
- les prestations en espèces (Art. 29.1b CAS); cette gestion concerne les salariés bénéficiant en cas de maladie de la continuation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les 3 mois subséquents, ainsi que les non-salariés;
- les prestations en espèces (Art. 29.1c CAS); cette gestion concerne les salariés ne bénéficiant pas de cette conservation de la rémunération en cas de maladie;
- les prestations de maternité.

La gestion "maternité" est la seule gestion qui n'est pas financée par des cotisations, mais dont les frais sont entièrement pris en charge par l'Etat.

Le financement des trois autres gestions est assuré par des cotisations à charge des assurés et de l'Etat.

Tableau 4.1.1. - Décompte 2003 - Recettes et dépenses globales
(en millions EUR)

	Soins de santé	Prestations en espèces		Prestations de maternité	Total	
		Art. 29.1c	Art. 29.1b		Montant	En % du total
RECETTES						
I. Cotisations	687,5	129,0	11,1	-	827,6	55,6%
II. Cotisations forfaitaires Etat	403,5	14,3	1,2	-	419,1	28,2%
III. Participation de tiers	3,4	0,5	0,0	93,4	97,3	6,5%
IV. Transferts	0,4	4,7	1,3	0,0	6,4	0,4%
V. Autres recettes	12,9	1,6	0,1	0,5	15,2	1,0%
VI. Prélèvements aux provisions	123,2	0,0	0,0	0,0	123,2	8,3%
TOTAL DES RECETTES COURANTES	1 230,9	150,1	13,8	93,9	1 488,8	100,0%
Découvert (-) / Excédent (+) de l'exercice	9,2	20,1	2,6	-	31,9	-
Prélèvements à la réserve	0,3	0,0	0,0	0,0	0,4	-
TOTAL DES RECETTES	1 240,4	170,2	16,5	94,0	1 521,0	-
DEPENSES						
I. Frais d'administration	40,4	5,5	0,5	3,2	49,5	3,3%
II. Prestations en nature	1 054,1	-	-	22,4	1 076,5	70,8%
II. Prestations en espèces	-	145,6	14,5	61,8	222,0	14,6%
IV. Dotations aux provisions ¹⁾	144,5	0,0	0,0	0,0	144,5	9,5%
V. Autres dépenses	1,4	19,0	1,4	6,6	28,5	1,9%
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	1 240,4	170,2	16,5	94,0	1 521,0	100,0%
Dotations à la réserve	-	-	-	-	-	-
Découvert (-) / Excédent (+) de l'exercice	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DEPENSES	1 240,4	170,2	16,5	94,0	1 521,0	-

¹⁾ Dont 144,4 millions EUR de provisions pour prestations à liquider.

Tableau 4.1.2. - **Le résultat des quatre gestions en 2003**
(en millions EUR)

	Soins de santé	Prestations en espèces		Prestations de maternité	Total
		Art. 29.1c	Art. 29.1b		
Recettes courantes	1 230,9	150,1	13,8	93,9	1 488,8
Dépenses courantes	1 240,4	170,2	16,5	94,0	1 521,0
SOLDE DES OPERATIONS COURANTES	-9,5	-20,1	-2,6	0,0	-32,3
Dotations à la réserve	-	-	-	-	-
Prélèvement à la réserve	0,3	0,0	0,0	0,0	0,4
Excédent de l'exercice (+ / -)	-9,2	-20,1	-2,6	0,0	-31,9
Excédent cumulé au 31.12.2002 (+ / -)	88,8	-30,0	3,6	-	62,3
EXCEDENT CUMULE au 31.12.2003 (+ / -)	79,6	-50,1	0,9	-	30,5

Assurance
maladie-maternité

4.2. Les cotisations de l'assurance maladie

Les séries statistiques concernant l'évolution du montant des cotisations de l'assurance maladie ont été remaniées à partir de 1980, afin de tenir compte de la restructuration des différentes gestions de l'Union des Caisses de Maladie à partir de 1994.

Néanmoins cette réorganisation des différentes gestions ainsi que certaines modifications dans le financement de l'assurance maladie maternité ont conduit à une rupture de série à partir de 1994.

Afin de maintenir la cohérence des séries statistiques concernant l'évolution des cotisations pour prestations en nature et en espèces, on a fait le choix de ne pas y intégrer la participation de l'Etat. Cette participation au niveau des cotisations a remplacé, à partir de 1994, l'intervention de l'Etat au niveau du financement direct de certaines prestations.

L'évolution de la contribution de l'Etat est reproduite à la sous-section 4.3.: "La contribution de l'Etat au financement de l'assurance maladie".

Tableau 4.2.1. - **Cotisations pour prestations en nature ¹⁾**
(en milliers EUR)

Exercice	Assurés actifs et volontaires	Assurés pensionnés	Total	Total au n.i. 100	Indice de variation 1980 = 100	Evolution du taux de cotisation ²⁾
1980	79 126	23 729	102 855	32 194	100	4,30%
1981	88 063	27 161	115 224	33 798	105	4,40%
1982	96 473	29 992	126 466	35 295	110	4,50%
1983	110 747	34 069	144 817	37 761	117	4,60%
1984	119 803	35 902	155 704	38 414	119	4,70%
1985	128 713	36 945	165 657	39 792	124	4,70%
1986	137 441	39 235	176 676	41 627	129	4,70%
1987	146 829	41 718	188 547	43 984	137	4,70%
1988	154 564	44 015	198 579	46 229	144	4,70%
1989	172 447	48 209	220 656	49 805	155	4,70%
1990	188 886	51 169	240 055	52 430	163	4,70%
1991	210 038	58 348	268 386	56 488	175	4,70%
1992	232 848	65 093	297 941	60 802	189	4,825%
1993	260 925	73 546	334 472	66 184	206	5,00%
1994 ³⁾	292 220	77 494	369 714	70 939	220	5,00%
1995	312 211	82 057	394 268	74 259	231	5,00%
1996	323 025	83 929	406 954	76 025	236	5,00%
1997	347 101	89 509	436 610	79 737	248	5,00%
1998	374 829	92 207	467 036	85 122	264	5,10%
1999	407 876	96 394	504 270	90 961	283	5,14%
2000	453 686	101 393	555 079	97 483	303	5,20%
2001	515 566	109 207	624 773	106 391	330	5,20%
2002	529 923	113 982	643 905	107 414	334	5,10%
2003	561 095	126 367	687 462	112 345	349	5,10%

¹⁾ Sans la participation de l'Etat.

²⁾ Taux moyen de l'exercice.

³⁾ Modification de l'assiette des cotisations pour prestations en nature.

Remarque: rupture de série à partir de 1994.

Tableau 4.2.2. - Cotisations ¹⁾ pour prestations en espèces - Art. 29.1c CAS ²⁾ (ouvriers)
(en milliers EUR)

Exercice	Cotisations: montant nominal	Cotisations: montant réel	Indice de variation 198 = 100	Evolution du taux de cotisation ³⁾
1980	29 600	9 265	100	3,70%
1981	30 150	8 844	95	3,60%
1982	31 068	8 671	94	3,50%
1983	32 337	8 432	91	3,55%
1984	35 065	8 651	93	3,60%
1985	37 559	9 022	97	3,60%
1986	38 895	9 164	99	3,60%
1987	41 608	9 706	105	3,65%
1988	46 065	10 724	116	3,85%
1989	51 619	11 651	126	4,00%
1990	56 384	12 315	133	4,00%
1991	61 865	13 021	141	4,00%
1992	66 265	13 523	146	4,00%
1993	69 216	13 696	148	4,00%
1994	69 906	13 413	145	4,00%
1995	71 936	13 549	146	4,00%
1996	72 942	13 627	147	4,00%
1997	79 593	14 536	157	4,20%
1998	99 013	18 049	195	5,00%
1999	88 037	15 880	171	4,20%
2000	106 487	18 701	202	4,70%
2001	115 788	19 717	213	4,70%
2002	122 725	20 473	221	4,70%
2003	129 009	21 083	228	4,70%

¹⁾ Sans la participation de l'Etat.

²⁾ Concerne les salariés ne bénéficiant pas de conservation de la rémunération en cas de maladie (c. à d. la majorité des ouvriers).

³⁾ Taux moyen de l'exercice.

Remarque: rupture de série à partir de 1994.

Tableau 4.2.3. - Cotisations ¹⁾ pour prestations en espèces - Art. 29.1b CAS (employés et indépendants) ²⁾
(en milliers EUR)

Exercice	Cotisations: montant nominal				Total montant réel	Indice de variation: 1980 = 100	Evolution du taux de cotisation ⁴⁾
	Employés (CME)	Indépendants (CMPI)	Prof. Agric. (CMA)	Total			
1980	1 193	186		1 379	432	100	
1981	645	99		744	218	51	
1982	0	0		0	0	0	
1983	440	61		501	131	30	
1984	924	131		1 055	260	60	
1985	1 019	130		1 149	276	64	
1986	1 122	142		1 265	298	69	
1987	1 213	146		1 389	324	75	
1988	1 631	224		1 886	439	102	
1989	2 270	328		2 631	594	138	
1990	2 563	343	33	2 939	642	149	
1991	2 891	367	35	3 294	693	161	
1992	3 172	347	35	3 554	725	168	
1993 ³⁾	3 471	328	36	3 835	759	176	0,15%
1994				4 016	771	179	0,15%
1995				4 325	815	189	0,15%
1996				6 127	1 145	265	0,15%
1997				6 624	1 210	280	0,20%
1998				10 651	1 942	450	0,30%
1999				9 305	1 678	389	0,24%
2000				10 309	1 810	420	0,24%
2001				11 862	2 020	468	0,24%
2002				10 577	1 764	409	0,20%
2003				11 135	1 820	422	0,20%

¹⁾ Sans la participation de l'Etat.

²⁾ Concerne les salariés bénéficiant en cas de maladie de la conservation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents (c. à d. surtout des employés ainsi que des non-salariés).

³⁾ Avant 1993 les taux de cotisation n'étaient pas uniformes pour toutes les caisses.

⁴⁾ Taux moyen de l'exercice.

Remarque: rupture de série à partir de 1994.

Tableau 4.2.4. - Evolution du taux de cotisation pour prestations en nature

Date de mise en vigueur	Taux	Taux moyen par exercice	
1.7.1980	4,30%	1980	4,30%
1.7.1981	4,50%	1981	4,40%
		1982	4,50%
1.1.1983	4,70%	1983	4,60%
		1988	4,70%
		1989	4,70%
		1990	4,70%
		1991	4,70%
1.8.1992	5,00%	1992	4,825%
		1993	5,00%
		1994	5,00%
		1995	5,00%
		1996	5,00%
		1997	5,00%
1.1.1998	5,10%	1998	5,10%
1.1.1999	5,14%	1999	5,14%
1.1.2000	5,20%	2000	5,20%
1.1.2001	5,20%	2001	5,20%
1.1.2002	5,10%	2002	5,10%
1.1.2003	5,10%	2003	5,10%
1.1.2004	5,10%	2004	5,10%

Remarque: à partir du 1.1.1979 tous les assurés actifs ou pensionnés de toutes les caisses de maladie sont soumis au même taux de cotisation pour prestations en nature à l'exception des assurés actifs de la caisse de maladie agricole qui maintiennent leur régime de cotisation selon classes jusqu'au 1.1.1994.

Assurance
maladie-maternité

Tableau 4.2.5. - Evolution des taux de cotisation pour prestations en espèces

Date de mise en vigueur ¹⁾	Ouvriers		Employés et indépendants				Art. 29.1b CAS ^{*)}	Art. 29.1c CAS ^{**)}
	CMO	CMOA	CMEP	CMEA	CMPI	CMA ²⁾		
1.7.1979	3,70%	3,70%	0,20%	0,20%	0,20%	-		
1.7.1981	3,50%	3,50%	0,00%	0,00%	0,00%	-		
1.7.1983	3,60%	3,60%	0,10%	0,10%	0,10%	-		
1.7.1987	3,70%	3,70%	0,10%	0,10%	0,10%	-		
1.7.1988	4,00%	4,00%	0,15%	0,15%	0,20%	-		
1.8.1992	4,00%	4,00%	0,15%	0,15%	0,15%	-		
1.1.1994							0,15%	4,00%
1.1.1996							0,20%	4,00%
1.1.1997							0,20%	4,20%
1.1.1998							0,30%	5,00%
1.1.1999							0,24%	4,20%
1.1.2000							0,24%	4,70%
1.1.2001							0,24%	4,70%
1.1.2002							0,20%	4,70%
1.1.2003							0,20%	4,70%
1.1.2004							0,20%	4,70%
Taux moyen par exercice ¹⁾								
1980	3,70%	3,70%	0,20%	0,20%	0,20%	-		
1981	3,60%	3,60%	0,10%	0,10%	0,10%	-		
1982	3,50%	3,50%	0,00%	0,00%	0,00%	-		
1983	3,55%	3,55%	0,05%	0,05%	0,05%	-		
1984	3,60%	3,60%	0,10%	0,10%	0,10%	-		
1985	3,60%	3,60%	0,10%	0,10%	0,10%	-		
1986	3,60%	3,60%	0,10%	0,10%	0,10%	-		
1987	3,65%	3,65%	0,10%	0,10%	0,10%	-		
1988	3,85%	3,85%	0,13%	0,13%	0,15%	-		
1989	4,00%	4,00%	0,15%	0,15%	0,20%	-		
1990	4,00%	4,00%	0,15%	0,15%	0,20%	-		
1991	4,00%	4,00%	0,15%	0,15%	0,20%	-		
1992	4,00%	4,00%	0,15%	0,15%	0,17%	-		
1993						-	0,15%	4,00%
1994							0,15%	4,00%
1995							0,15%	4,00%
1996							0,15%	4,00%
1997							0,20%	4,20%
1998							0,30%	5,00%
1999							0,24%	4,20%
2000							0,24%	4,70%
2001							0,24%	4,70%
2002							0,20%	4,70%
2003							0,20%	4,70%
2004							0,20%	4,70%

¹⁾ A partir de 1994 la date de la mise en vigueur du taux de cotisation a été fixée d'office au 1er janvier.

²⁾ Les assurés actifs de la caisse de maladie agricole qui bénéficient des prestations en espèces à partir de 1987 cotisent selon un système de classes de cotisation valable jusqu'au 1.1.1994.

^{*)} Concerne les salariés bénéficiant en cas de maladie de la conservation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents (c. à d. surtout des employés ainsi que des non-salariés).

^{**)} Concerne les salariés ne bénéficiant pas de cette conservation de la rémunération en cas de maladie (c. à d. la majorité des ouvriers).

4.3. La contribution de l'Etat au financement de l'assurance maladie-maternité

Les subventions allouées par l'Etat à l'assurance maladie-maternité, conformément aux articles 29, 31 et 40 du CAS, se situent à partir de 1994 principalement au niveau des cotisations.

Exception faite pour l'assurance maternité, dont l'Etat supporte entièrement les frais sur base de décomptes détaillés de l'Union des Caisses de Maladie, les autres gestions sont subventionnées par l'Etat par une participation aux cotisations qui s'élève à 37% pour les prestations en nature et 10% pour les prestations en espèces.

Tableau 4.3.1. - Total des contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie-maternité
(montants en milliers EUR)

Exercice	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n.i. 100	Variation annuelle en %	En % des recettes courantes ¹⁾
1985	100 535		24 149		32,0%
1990	180 767	12,5%	39 481	10,3%	36,6%
1991	192 588	6,5%	40 535	2,7%	35,7%
1992 ²⁾	218 106	13,2%	44 510	9,8%	36,2%
1993	242 700	11,3%	48 024	7,9%	36,2%
1994	266 244	9,7%	51 085	6,4%	36,4%
1995 ³⁾	310 920	16,8%	58 560	14,6%	38,6%
1996	298 292	- 4,1%	55 725	- 4,8%	37,0%
1997 ⁴⁾	336 700	12,9%	61 491	10,3%	38,2%
1998	331 594	- 1,5%	60 436	- 1,7%	35,7%
1999	355 878	7,3%	64 194	6,2%	36,4%
2000	412 865	16,0%	72 508	13,0%	37,3%
2001	461 187	11,7%	78 535	8,3%	37,2%
2002 ⁵⁾	482 743	4,7%	80 530	2,5%	37,4%
2003	514 819	6,6%	84 132	4,5%	37,7%
Hausse moyenne annuelle 1990-2003		8,4%		6,0%	
Hausse moyenne annuelle 1995-2003		6,5%		4,6%	

1) Total des recettes courantes y compris produits financiers, sans les prélèvements aux provisions pour prestations à liquider.

2) Y non compris le montant de 35,796 millions EUR (1 444 millions LUF) versé par l'Etat.

3) Y compris solde anciens articles 67 et 68 du CAS (19 335 695 EUR [780 000 000 LUF]).

4) Y compris la participation de l'Etat à l'apurement des dettes du secteur hospitalier de 1993 à supporter par l'UCM.

5) Ralentissement de la croissance de la participation de l'Etat en raison d'une baisse de certains taux de cotisation.

Tableau 4.3.2. - Contribution de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie - Prestations pour soins de santé ^{1) 2)}
(montants en milliers EUR)

Exercice	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n.i. 100	Variation annuelle en %	En % des recettes courantes ³⁾
1985	82 796		19 888		32,7%
1990	152 686	13,0%	33 348	10,9%	38,2%
1991	162 258	6,3%	34 151	2,4%	37,0%
1992	183 636	13,2%	37 475	9,7%	37,5%
1993	200 368	9,1%	39 648	5,8%	36,8%
1994	224 952	12,3%	43 162	8,9%	37,1%
1995 ⁴⁾	257 958	14,7%	48 585	12,6%	38,8%
1996	244 230	- 5,3%	45 626	- 6,1%	36,9%
1997 ⁵⁾	277 041	13,4%	50 595	10,9%	38,2%
1998	270 103	- 2,5%	49 229	- 2,7%	36,0%
1999	283 892	5,1%	51 209	4,0%	35,4%
2000	328 138	15,6%	57 628	12,5%	36,6%
2001	368 255	12,2%	62 709	8,8%	36,5%
2002 ⁶⁾	380 530	3,3%	63 479	1,2%	36,5%
2003	406 028	6,7%	66 353	4,5%	36,7%
Hausse moyenne annuelle 1990-2003		7,8%		5,4%	
Hausse moyenne annuelle 1995-2003		5,8%		4,0%	

1) Sans les prestations de maternité.

2) Y compris intervention du Fonds d'Orientation Agricole (FOA).

3) Recettes courantes pour prestations en nature y compris produits financiers calculés au prorata, sans les prélèvements aux provisions pour prestations à liquider.

4) Y compris solde anciens articles 67 et 68 du CAS (19 335 695 EUR = 780 000 000 LUF).

5) Y compris participation de l'Etat à l'apurement des dettes du secteur hospitalier de 1993 à supporter par l'UCM.

6) Baisse du taux de cotisation pour prestations en nature en cas de maladie.

Tableau 4.3.3. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie
Prestations de maladie en espèces: Art. 29.1c ¹⁾
(montants en milliers EUR)

Exercice	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n.i. 100	Variation annuelle en %	En % des recettes courantes ²⁾
1985	5 908		1 419		12,5%
1990	6 957	3,3%	1 519	1,4%	10,1%
1991	5 928	- 14,8%	1 248	- 17,9	8,1%
1992	6 405	8,0%	1 307	4,8%	8,0%
1993	9 591	49,7%	1 898	45,2%	11,1%
1994	6 991	- 27,1%	1 341	- 29,3	8,1%
1995	7 207	3,1%	1 357	1,2%	8,2%
1996	7 305	1,4%	1 365	0,5%	8,1%
1997	7 970	9,1%	1 456	6,7%	8,3%
1998	9 913	24,4%	1 807	24,1%	8,6%
1999	8 815	- 11,1%	1 590	- 12,0%	8,6%
2000	11 842	34,3%	2 080	30,8%	9,5%
2001	12 875	8,7%	2 193	5,4%	9,5%
2002	13 646	6,0%	2 276	3,8%	9,5%
2003	14 345	5,1%	2 344	3,0%	9,6%
Hausse moyenne annuelle 1990-2003		5,7%		3,4%	
Hausse moyenne annuelle 1995-2003		9,0%		7,1%	

1) Sans les prestations de maternité.

2) Recettes courantes pour prestations en espèces (gestion des ouvriers) y compris les produits financiers calculés au prorata des différentes gestions.

Assurance
maladie-maternité

Tableau 4.3.4. - Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maladie
Prestations de maladie en espèces: Art. 29.1b ^{1) 2)}
(montants en milliers EUR)

Exercice	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n.i. 100	Variation annuelle en %	En % des recettes courantes ³⁾
1985	1 312		315		45,5%
1990	2 004	8,8%	438	6,8%	35,9%
1991	1 708	- 14,8%	360	- 17,9%	29,4%
1992	1 942	13,7%	396	10,3%	31,0%
1993	2 278	17,3%	451	13,7%	32,0%
1994	458	- 79,9%	88	- 80,5%	8,8%
1995	490	7,1%	92	5,2%	8,7%
1996	688	40,3%	128	39,1%	9,1%
1997	737	7,2%	135	4,8%	9,1%
1998	1 175	59,3%	214	59,0%	9,3%
1999	1 018	- 13,4%	184	- 14,3%	9,1%
2000	1 233	21,2%	217	18,0%	9,6%
2001	1 409	14,3%	240	10,8%	9,6%
2002 ⁴⁾	1 252	14,3%	209	10,8%	8,8%
2003	1 316	5,2%	215	3,0%	9,5%
Hausse moyenne annuelle 1990-2003		-3,2%		-5,3%	
Hausse moyenne annuelle 1995-2003		13,1%		11,1%	

1) Sans les prestations de maternité.

2) Y compris intervention du Fonds d'Orientation Agricole (FOA).

3) Recettes courantes pour prestations en espèces (employés et professions indépendantes) y compris les produits financiers calculés au prorata des différentes gestions.

4) Baisse du taux de cotisation.

Tableau 4.3.5. - **Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité**
Prestations de maternité (nature et espèces)
(montants en milliers EUR)

Exercice	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n.i. 100	Variation annuelle en %	En % des recettes courantes ¹⁾
1985	10 518		2 526		99,2%
1990	19 120	12,7%	4 176	10,6%	99,3%
1991	22 694	18,7%	4 776	14,4%	99,3%
1992	26 122	15,1%	5 331	11,6%	99,3%
1993	30 463	16,6%	6 028	13,1%	99,3%
1994	33 844	11,1%	6 494	7,7%	98,4%
1995	45 265	33,7%	8 525	31,3%	99,0%
1996	46 069	1,8%	8 606	0,9%	99,2%
1997	50 952	10,6%	9 305	8,1%	99,2%
1998	50 402	- 1,1%	9 186	- 1,3%	99,0%
1999	62 154	23,3%	11 211	22,0%	99,0%
2000	71 652	15,3%	12 584	12,2%	98,9%
2001	78 648	9,8%	13 393	6,4%	98,8%
2002	87 316	11,0%	14 566	8,8%	98,9%
2003	93 129	6,7%	15 219	4,5%	99,1%
Hausse moyenne annuelle 1990-2003		13,0%		10,5%	
Hausse moyenne annuelle 1995-2003		9,4%		7,5%	

¹⁾ Recettes courantes pour prestations de maternité y compris produits financiers calculés au prorata des différentes gestions.

Tableau 4.3.6. - **Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité**
Prestations en espèces de maternité
(montants en milliers EUR)

Exercice	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n.i. 100	Variation annuelle en %	En % des recettes courantes ¹⁾
1994	28 179		5 407		98,4%
1995	30 057	6,7%	5 661	4,7%	99,0%
1996	32 213	7,2%	6 018	6,3%	99,2%
1997	34 945	8,5%	6 382	6,1%	99,2%
1998	35 672	2,1%	6 501	1,9%	99,0%
1999	43 879	23,0%	7 915	21,7%	99,0%
2000	51 691	17,8%	9 078	14,7%	98,9%
2001	59 420	15,0%	10 119	11,5%	98,8%
2002	64 667	8,8%	10 788	6,6%	98,9%
2003	70 184	8,5%	11 469	6,3%	99,1%
Hausse moyenne annuelle 1995-2003		11,2%		9,2%	

¹⁾ Recettes courantes pour prestations en espèces de maternité calculés au prorata des prestations de maternité.

Tableau 4.3.7. - **Contributions de l'Etat aux recettes courantes de l'assurance maternité**
Prestations pour soins de santé de maternité
(montants en milliers EUR)

Exercice	En valeur nominale	Variation annuelle en %	En valeur n.i. 100	Variation annuelle en %	En % des recettes courantes ¹⁾
1994	5 664		1 087		98,4%
1995	15 201	168,4%	2 863	163,4%	99,0%
1996	13 856	- 8,8%	2 589	- 9,6%	99,2%
1997	16 007	15,5%	2 923	12,9%	99,2%
1998	14 731	- 8,0%	2 685	- 8,2%	99,0%
1999	18 275	24,1%	3 296	22,8%	99,0%
2000	19 961	9,2%	3 506	6,3%	98,9%
2001	19 229	- 3,7%	3 274	- 6,6%	98,8%
2002	22 649	17,8%	3 778	15,4%	98,9%
2003	22 945	1,3%	3 750	-0,8%	99,1%
Hausse moyenne annuelle 1995-2003		5,9%		4,0%	

¹⁾ Recettes courantes pour prestations en nature de maternité calculés au prorata des prestations de maternité.

4.4. L'évolution financière des gestions

4.4.1. La gestion des prestations de soins de santé

Le financement des prestations de soins de santé est assuré essentiellement par deux moyens:

- 1) les cotisations payées par les assurés actifs, volontaires et pensionnés
- 2) la participation financière de l'Etat qui intervient au niveau des cotisations à raison de 37% (Art. 29 et 31 du CAS).

L'assiette de cotisation pour soins de santé comprend également des allocations et indemnités purement occasionnelles ainsi que les gratifications.

Conformément à l'article 32 CAS, l'Etat supporte la charge des cotisations de certaines catégories d'assurés. L'intervention de l'Etat dans le financement des prestations de maternité est traitée sous 4.3..

Tableau 4.4.1.1. - Evolution financière des prestations de soins de santé de 2001 à 2003 ¹⁾
(en milliers EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
PERSONNES PROTEGEES ²⁾					
Assurés (actifs et pensionnés)	367 900	378 000	387 200	2,7%	2,4%
Membres de famille	185 800	188 400	191 200	1,4%	1,5%
TOTAL	553 700	566 400	578 400	2,3%	2,1%
RECETTES:					
Cotisations des assurés	624 773	643 905	687 462	3,1%	6,8%
Cotisations forfaitaires Etat	365 953	377 867	403 530	3,3%	6,8%
Participation de tiers	4 213	4 742	3 441	12,6%	-27,4%
Prélèvements aux provisions pour prestations à liquider	47 992	105 925	123 200	120,7%	16,3%
Autres recettes	14 539	17 435	13 285	19,9%	-23,8%
TOTAL DES RECETTES COURANTES	1 057 470	1 149 874	1 230 918	8,7%	7,0%
DEPENSES:					
Prestations	857 100	976 085	1 054 113	13,9%	8,0%
Dotations aux provisions pour prestations à liquider	105 925	123 288	144 505	16,4%	17,2%
Frais d'administration	33 989	36 195	40 366	6,5%	11,5%
Autres dépenses	1 049	5 254	1 428	401,0%	-72,8%
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	998 062	1 140 823	1 240 412	14,3%	8,7%
Taux de cotisation	5,20%	5,10%	5,10%	-1,9%	0,0%
Nombre-indice du coût de la vie (moyenne annuelle)	587,24	599,46	611,92	2,1%	2,1%

¹⁾ Sans les prestations de maternité mais y compris les prestations de médecine préventive pour femmes enceintes et enfants en bas âge.

²⁾ Moyenne annuelle.

Le tableau ci-dessus rend compte des prestations comptabilisées pendant un exercice donné. Cependant, pour mieux apprécier toutes les dépenses engagées pendant l'exercice comptable, il faut considérer non seulement les montants des prestations liquidés, mais également les dépenses en prestations comptabilisées sous forme de provisions. Ces provisions sont des prestations qui, pour des raisons techniques (p. ex. retards de facturation de certains prestataires), n'ont pu être liquidées et ventilées pendant l'exercice auquel ils se rapportent. Leur liquidation est remise à l'exercice suivant, ce qui a comme conséquence une amplification du niveau des prestations, contrebalancée du côté des recettes par un prélèvement aux provisions.

Le tableau suivant présente donc sous une forme apurée, en immunisant l'effet des provisions, l'évolution des prestations de soins de santé à partir de 1997.

Tableau 4.4.1.2. - Evolution des prestations de soins de santé à partir de 1997
(en millions EUR)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Prestations pour soins de santé	696	676	780	784	857	976	1 054
Variation en %	- 0,9%	- 2,8%	15,4%	0,4%	9,4%	13,9%	8,0%
Provisions: exercice antérieur (-)	0	0	- 31	- 23	- 48	-106	-123
Provisions: dernier exercice (+)	0	31	23	48	106	123	144
Montant apuré	696	707	772	809	915	993	1 075
Variation en %	3,4%	1,7%	9,1%	4,8%	13,1%	8,6%	8,3%
Taux de progression moyen 1997-2003	7,5%						

4.4.2. La gestion des prestations en espèces (Art. 29.1c CAS)

La gestion 29.1c CAS (tableau 4.4.2.) concerne les salariés ne bénéficiant pas de la conservation de la rémunération en cas de maladie, c. à d. la grande majorité des salariés ouvriers. Etant donné que la caisse de maladie compétente doit intervenir dès le premier jour de maladie, cette gestion joue le rôle le plus important du point de vue financier.

Le financement est assuré essentiellement par des cotisations où l'Etat participe à raison de 10%.

Tableau 4.4.2. - Evolution des prestations en espèces ¹⁾ de 2001 à 2003: gestion Art. 29.1c CAS
(montants en milliers EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
SITUATION DEMOGRAPHIQUE (moyenne annuelle)					
Cotisants	108 300	111 400	114 300	2,9%	2,6%
RECETTES:					
Cotisations	115 778	122 725	129 009	6,0%	5,1%
Etat (participation frais d'administration)	10	10	11	-1,1%	4,0%
Etat (cotisations forfaitaires)	12 865	13 636	14 334	6,0%	5,1%
Autres recettes	6 877	6 757	6 701	-1,7%	-0,8%
TOTAL DES RECETTES COURANTES	135 530	143 128	150 056	5,6%	4,8%
DEPENSES:					
Prestations ²⁾	131 921	154 053	164 426	16,8%	6,7%
Frais d'administration	4 632	4 972	5 467	7,3%	10,0%
Autres dépenses	122	111	258	-8,9%	132,1%
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	136 675	159 136	170 151	16,4%	6,9%
Nombre-index du coût de la vie (moyenne annuelle)	587,24	599,46	611,92	2,1%	2,1%
Taux de cotisation:	4,70%	4,70%	4,7%		

¹⁾ Sans les prestations de maternité.

²⁾ Y compris les cotisations sur prestations.

4.4.3. La gestion des prestations en espèces (Art. 29. 1b CAS)

La gestion 29.1b CAS (tableau 4.4.3.) concerne les salariés (principalement employés) bénéficiant, en cas de maladie, de la continuation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant le mois en cours et les trois mois subséquents, ainsi que les non-salariés.

Le financement est le même que pour la gestion 29.1c CAS.

Tableau 4.4.3. - Evolution des prestations en espèces ¹⁾ de 2001 à 2003: gestion Art. 29.1b CAS
(en milliers EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
SITUATION DEMOGRAPHIQUE (moyenne annuelle)					
Cotisants	136 400	141 300	143 800	3,6%	1,8%
RECETTES:					
Cotisations	11 862	10 577	11 135	-10,8%	5,3%
Etat (participation frais d'administration)	1	1	1	-0,5%	9,5%
Etat (cotisations forfaitaires)	1 317	1 175	1 237	-10,8%	5,3%
Autres recettes	1 437	2 442	1 473	70,0%	-39,7%
TOTAL DES RECETTES COURANTES	14 617	14 195	13 846	-2,9%	-2,5%
DEPENSES:					
Prestations ²⁾	12 071	14 154	15 907	17,3%	12,4%
Frais d'administration	437	471	546	7,9%	15,8%
Autres dépenses	43	113	37	163,2%	-66,9%
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	12 551	14 739	16 490	17,4%	11,9%
Nombre-indice du coût de la vie (moyenne annuelle)	587,24	599,46	611,92	2,1%	2,1%
Taux de cotisation:	0,24%	0,20%	0,20%		

¹⁾ Sans les prestations de maternité.

²⁾ Y compris les cotisations sur prestations.

4.4.4. La gestion des prestations de maternité

La gestion "Maternité" regroupe des prestations en nature et des prestations en espèces.

Le financement des prestations de maternité et des prestations assimilées (congé d'accueil, dispense de travail pour femmes enceintes, congé pour raisons familiales) est entièrement à charge de l'Etat.

Le tableau suivant retrace l'évolution des prestations de maternité de 2001 à 2003.

Tableau 4.4.4. - Evolution des prestations de maternité de 2001 à 2003
(en milliers EUR)

	2001	2002	2003	Taux de variation en %	
				2001/02	2002/03
RECETTES:					
Participation de l'Etat:	78 648	87 316	93 129	11,0%	6,7%
- frais d'administration et autres frais non ventilés	2 884	3 023	2 340	4,8%	-22,6%
- prestations	75 764	84 293	90 789	11,3%	7,7%
Autres recettes	955	973	811	1,8%	-16,6%
TOTAL DES RECETTES COURANTES	79 604	88 289	93 940	10,9%	6,4%
DEPENSES:					
Prestations en nature ¹⁾	18 523	21 865	22 369	18,0%	2,3%
Prestations en espèces ²⁾	57 241	62 428	68 420	9,1%	9,6%
Frais d'administration	2 783	2 850	3 160	2,4%	10,8%
Autres dépenses	16	18	17	10,2%	-1,4%
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	78 563	87 161	93 966	10,9%	7,8%
Nombre-indice du coût de la vie (moyenne annuelle)	587,24	599,46	611,92	2,1%	2,1%

¹⁾ Sans les prestations de médecine préventive pour femmes enceintes et enfants en bas âge.

²⁾ Y compris cotisations sur prestations.

4.5. Les comptes financiers

Tableau 4.5.1. - Assurance maladie maternité: Bilans 2002 et 2003 (en EUR)

ACTIF	Bilan de fin d'exercice au 31.12. 2002	Bilan de fin d'exercice au 31.12. 2003
1. Capitaux permanents	30 027 666,98	50 078 718,20
<i>Report à nouveau</i>	30 027 666,98	50 078 718,20
Déficit (-) / excédent cumulé prestations en nature	0,00	0,00
Déficit (-) / excédent cumulé prestations en espèces (art. 29.1c CAS)	30 027 666,98	50 078 718,20
Déficit (-) / excédent cumulé prestations en espèces (art. 29.1b CAS)	0,00	0,00
2. Valeurs immobilisées	3 946 348,04	5 018 834,00
Immobilisations	3 946 348,04	5 018 834,00
Prêts à plus d'un an et placements à moyen / long terme	0,00	0,00
3. Tiers	438 814 958,50	449 854 831,16
<i>Tiers - débiteurs</i>	207 625 105,35	184 671 277,59
Débiteurs-bénéficiaires de prestations	41 346 863,56	38 412 353,92
Débiteurs-cotisations, intérêts et amendes	137 651 799,47	146 248 450,56
Débiteurs divers	28 626 442,32	10 473,11
<i>Organes et personnel</i>	2 013,37	798,38
<i>Etat et collectivités publiques</i>	47 656 295,97	17 074 256,21
<i>Organismes de sécurité sociale</i>	47 516 363,42	45 439 579,90
<i>Comptes de régularisation</i>	136 015 180,39	202 668 919,08
4. Comptes financiers	116 452 604,92	137 367 940,32
Placements à moins d'un an	102 980 000,00	134 720 000,00
Banques et chèques postaux	7 950 624,90	625 960,30
Caisses	2 021 980,02	2 021 980,02
Chèques et virements internes	3 500 000,00	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	589 241 578,44	642 320 323,68

PASSIF	Bilan de fin d'exercice au 31.12. 2002	Bilan de fin d'exercice au 31.12. 2003
1. Capitaux permanents	360 643 298,14	369 634 984,39
<i>Réserve légale</i>	140 185 913,72	139 781 940,14
<i>Report à nouveau</i>	92 372 245,88	80 567 905,71
Excédent de financement - prestations en nature	88 782 985,78	79 618 861,41
Excédent de financement - prestations espèces (art. 29.1c CAS)	0,00	0,00
Excédent de financement - prestations espèces (art. 29.1b CAS)	3 589 260,10	949 044,30
<i>Provisions pour pertes et charges</i>	123 200 000,00	144 400 000,00
<i>Emprunts et avances à plus d'un an</i>	4 883 502,44	4 883 502,44
<i>Dépôts et cautionnements</i>	1 636,10	1 636,10
2. Tiers	228 598 280,30	272 685 339,29
<i>Tiers - créditeurs</i>	136 421 375,92	165 876 145,72
Créditeurs - frais d'administration	767 094,13	864 334,93
Bénéficiaires de prestations en espèces	15 117 834,25	13 641 202,33
Bénéficiaires de prestations en nature	10 360 783,18	13 071 498,86
Fournisseurs de prestations en nature	48 219 757,06	72 302 975,50
Créditeurs - cotisations	61 121 507,93	65 996 134,10
Créditeurs divers	834 399,37	0,00
<i>Organes et personnel</i>	24 628,63	21 585,83
<i>Etat et collectivités publiques</i>	2 061 880,58	321 740,07
<i>Organismes de sécurité sociale</i>	84 928 724,18	92 760 367,82
<i>Comptes de régularisation</i>	5 161 670,99	13 705 499,85
3. Comptes financiers	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	589 241 578,44	642 320 323,68

Tableau 4.5.2. - Assurance maladie maternité: Comptes d'exploitation 2002 et 2003 (en EUR)

RECETTES	2002	2003	Variation en % 2002/03
I. Cotisations	777 206 706,34	827 606 838,13	6,5%
<i>Prestations en espèces</i>	<i>133 302 030,80</i>	<i>140 144 427,78</i>	<i>5,1%</i>
Cotisations PE (art. 29.1c CAS)	122 724 599,08	129 009 403,46	5,1%
Cotisations PE (art. 29.1b CAS)	10 577 431,72	11 135 024,32	5,3%
dont cotisations FOA *)	75 666,92	78 071,34	3,2%
<i>Soins de santé</i>	<i>643 904 675,54</i>	<i>687 462 410,35</i>	<i>6,8%</i>
Cotisations assurés actifs et autres	529 922 680,84	561 095 044,67	5,9%
dont participation Etat	255 944,18	352 289,98	37,6%
dont cotisations FOA *)	1 893 612,39	1 965 634,27	3,8%
Cotisations assurés pensionnés	113 981 994,70	126 367 365,68	10,9%
II. Cotisations forfaitaires Etat	392 677 493,50	419 101 274,50	6,7%
<i>Prestations en espèces</i>	<i>14 810 598,02</i>	<i>15 571 391,54</i>	<i>5,1%</i>
PE (art. 29.1c CAS)	13 635 588,50	14 334 373,23	5,1%
PE (art. 29.1b CAS)	1 175 009,52	1 237 018,31	5,3%
<i>Soins de santé</i>	<i>377 866 895,48</i>	<i>403 529 882,96</i>	<i>6,8%</i>
III. Participation de tiers	93 038 246,70	97 322 477,11	4,6%
<i>Frais d'administration</i>	<i>8 306 485,26</i>	<i>6 431 253,97</i>	<i>-22,6%</i>
Frais d'administration: charge Etat	91 631,88	96 352,22	5,2%
Etat (frais non ventilés): maternité	3 017 089,25	2 333 903,79	-22,6%
Employeurs caisses d'entreprises et organismes	5 197 764,13	4 000 997,96	-23,0%
<i>Participation dans prestations (Etat)</i>	<i>84 731 761,44</i>	<i>90 891 223,14</i>	<i>7,3%</i>
Prestations en espèces - maternité	62 428 353,81	68 420 371,04	9,6%
Prestations en nature - maternité	21 864 633,14	22 368 781,95	2,3%
Autres soins de santé	438 774,49	102 070,15	-76,7%
IV. Transferts	6 755 258,16	6 366 922,25	-5,7%
Cotisations du régime contributif	439 022,52	433 807,11	-1,2%
Pensions cédées	4 547 519,04	4 665 630,44	2,6%
Restitution de cotisations	1 768 716,60	1 267 484,70	-28,3%
V. Revenus sur immobilisations	375 321,00	424 372,10	13,1%
VI. Produits divers, dont :	12 944 530,06	9 674 856,40	-25,3%
- abattement sur produits pharmaceutiques	2 193 534,95	2 210 990,36	0,8%
VII. Produits financiers	6 321 122,01	4 974 916,98	-21,3%
VIII. Prélèvement aux provisions pour prestations à liquider	105 924 903,14	123 200 000,00	16,3%
IX. Recettes diverses	241 768,41	88 378,92	-63,4%
TOTAL DES RECETTES COURANTES	1 395 485 349,32	1 488 760 036,39	6,7%
<i>Prélèvement au fonds de roulement</i>	<i>-</i>	<i>403 973,58</i>	<i>p.m.</i>
<i>Prélèvement à la réserve</i>	<i>23 974 685,38</i>	<i>31 855 391,39</i>	<i>p.m.</i>
- prestations en nature	5 269 007,21	9 164 124,37	p.m.
- prestations en espèces (art. 29.1b CAS)	730 107,32	2 640 215,80	p.m.
- prestations en espèces (art. 29.1c CAS)	17 975 570,85	20 051 051,22	p.m.
- maternité	0,00	0,00	p.m.
TOTAL DES RECETTES	1 419 460 034,70	1 521 019 401,36	7,2%

*) Fonds d'orientation pour l'agriculture.

Tableau 4.5.2. - Assurance maladie maternité: Comptes d'exploitation 2002 et 2003 (en EUR) (suite)

DEPENSES	2002	2003	Variation en % 2002/03
I. Frais d'administration	44 488 666,86	49 538 546,55	11,4%
Frais de personnel	26 817 734,24	28 660 180,59	6,9%
Achats de services	5 306 583,04	5 787 437,27	9,1%
Dépenses diverses et frais d'élections	1 798 526,88	3 443 621,76	91,5%
Frais du Centre Commun	10 565 822,70	11 647 306,93	10,2%
II. Prestations en espèces	205 751 155,48	221 976 233,87	7,9%
<i>Assurance maladie</i>	<i>149 386 692,82</i>	<i>160 178 727,18</i>	<i>7,2%</i>
Indemnités pécuniaires brutes (art. 29.1c CAS)	136 453 102,21	145 644 458,03	6,7%
Indemnités pécuniaires brutes (art. 29.1b CAS)	12 933 590,61	14 534 269,15	12,4%
<i>Assurance maternité</i>	<i>56 364 462,66</i>	<i>61 797 506,69</i>	<i>9,6%</i>
III. Prestations en nature	997 950 105,40	1 076 481 975,39	7,9%
<i>Prestations assurance maladie</i>	<i>972 446 480,94</i>	<i>1 050 030 349,41</i>	<i>8,0%</i>
Prestations de soins de santé au Luxembourg	815 449 066,21	879 001 686,99	7,8%
Prestations de soins de santé à l'étranger	156 997 414,73	171 028 662,42	8,9%
<i>Indemnités funéraires</i>	<i>3 638 991,32</i>	<i>4 082 844,03</i>	<i>12,2%</i>
<i>Prestations de maternité</i>	<i>21 864 633,14</i>	<i>22 368 781,95</i>	<i>2,3%</i>
Prestations de maternité au Luxembourg	15 715 660,91	16 174 406,32	2,9%
Prestations de maternité à l'étranger	6 148 972,23	6 194 375,63	0,7%
IV. Transferts de cotisations (cotis.sur indemnités pecuniaires)	24 884 628,05	26 777 217,94	7,6%
Cotisations assurance maladie	8 668 077,33	9 304 820,68	7,3%
Cotisations assurance pension	16 216 550,72	17 472 397,26	7,7%
V. Décharges et restitution de cotisations	5 230 622,37	1 557 171,23	-70,2%
VI. Frais de gestion du patrimoine	144 371,68	143 947,04	-0,3%
VII. Dotation aux provisions et amortissement	123 308 775,72	144 528 455,63	17,2%
dont provisions pour prestations à liquider	123 200 000,00	144 400 000,00	17,2%
VIII. Quote-part Etat dans récupération	0,00	0,00	p.m.
IX. Dépenses diverses	100 811,65	15 853,71	-84,3%
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	1 401 859 137,21	1 521 019 401,36	8,5%
<i>Dotation à la réserve</i>	<i>17 600 897,49</i>	<i>0,00</i>	<i>p.m.</i>
<i>Excédent de l'exercice</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>p.m.</i>
- prestations en nature	0,00	0,00	p.m.
- prestations en espèces (art. 29.1c CAS)	0,00	0,00	p.m.
- prestations en espèces (art. 29.1b CAS)	0,00	0,00	p.m.
- maternité	0,00	0,00	p.m.
TOTAL DES DEPENSES	1 419 460 034,70	1 521 019 401,36	7,2%

ANNEXES

Annexe 1: Relations entre l'Union des Caisses de Maladie et les prestataires de soins de santé

Les relations entre l'Union des Caisses de Maladie (UCM) et les prestataires de soins de santé du secteur hospitalier et extra-hospitalier sont régies par le chapitre V du Code des Assurances Sociales (CAS). Certaines dispositions du chapitre V viennent d'être modifiées par la loi du 22 juillet 2003 (Mém. A 2003 N° 103, page 2257).

A) Les articles 61 et suivants du CAS déterminent les relations entre l'UCM et le secteur extra-hospitalier et prévoient la conclusion d'une convention avec les groupements professionnels, ou représentants d'organismes suivants:

- 1) les médecins;
- 2) les médecins-dentistes;
- 3) les infirmiers;
- 4) les kinésithérapeutes;
- 5) les psychomotriciens;
- 6) les sages-femmes;
- 7) les orthophonistes;
- 8) les laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique;
- 9) les établissements de cures thérapeutiques;
- 10) les établissements de rééducation et de réadaptation fonctionnelles;
- 11) les structures complémentaires et extra-complémentaires en psychiatrie;
- 12) les fournisseurs de prothèses orthopédiques, d'orthèses et d'épithèses;
- 13) les pharmaciens;
- 14) les opticiens;
- 15) la Croix Rouge Luxembourgeoise pour la transfusion sanguine, le conditionnement et la fourniture de sang humain et de ses dérivés;
- 16) les personnes s'occupant particulièrement du transport des malades ou accidentés.

Tableau 1a. - Relations entre l'UCM et les prestataires de soins de santé

	MEMORIAL	Entrée en vigueur
1 MEDECINS		
Convention entre l'UCM et l'Association des Médecins et Médecins-dentistes - Convention pour les médecins	Mém. A 1993 N° 100, p. 2065	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1995 N° 88, p. 2056	01.06.1995
Amendement à la convention	Mém. A 1998 N° 58, p. 1004	01.08.1998
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N° 169, p. 3734	01.01.2002
Amendement à la convention	Mém. A 2002 N° 98, p. 1972	01.01.2002
2 MEDECINS-DENTISTES		
Convention entre l'UCM et l'Association des Médecins et Médecins-dentistes - Convention pour les médecins-dentistes	Mém. A 1993 N° 100, p. 2048	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1995 N° 48, p. 1278	01.06.1995
Amendement à la convention	Mém. A 1998 N° 58, p. 1007	01.08.1998
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N° 169, p. 3734	01.01.2002
Amendement à la convention	Mém. A 2002 N° 98, p. 1972	01.01.2002
3 INFIRMIERS		
Convention entre l'UCM et l'Association Nationale des Infirmiers Luxembourgeois	Mém. A 1993 N° 100, p. 2026	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1994 N° 54, p. 1048	01.07.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1998 N° 58, p. 1002	01.08.1998
Amendement à la convention entre l'UCM, l'Association Nationale des Infirmiers Luxembourgeois, et la Confédération Luxembourgeoise des Prestataires et Ententes dans le Domaine de Prévention, Aide et de Soins aux Personnes Dépendantes	Mém. A 1998 N° 117, p. 3060	01.01.1999
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N° 31, p. 820	01.01.2001
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N° 169, p. 3758	01.01.2002

Tableau 1a. - Relations entre l'UCM et les prestataires de soins de santé (suite)

	MEMORIAL	Entrée en vigueur
4 KINESITHERAPEUTES		
Convention entre l'UCM et l'Association des Kinésithérapeutes Diplômés	Mém. A 1993 N° 100, p. 2033	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1994 N° 35, p. 650	01.04.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1994 N° 76, p. 1399	28.07.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1998 N° 11, p. 174	01.03.1998
Amendement à la convention	Mém. A 1998 N° 117, p. 3063	01.01.1999
Amendement à la convention	Mém. A 2000 N° 116, p. 2687	01.09.2000
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N° 169, p. 3737	01.01.2002
5 PSYCHOMOTRICIENS		
Convention entre l'UCM et l'Association Luxembourgeoise des Psychomotriciens diplômés	Mém. A 1993 N° 100, p. 2109	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N° 169, p. 3764	01.01.2002
6 SAGES-FEMMES		
Convention entre l'UCM et l'Association Luxembourgeoise des Sages-femmes	Mém. A 1993 N° 100, p. 2115	01.01.1994
Amendement de la convention	Mém. A 2001 N° 170, p. 3790	01.01.2002
7 ORTHOPHONISTES		
Convention entre l'UCM et l'Association Luxembourgeoise des Orthophonistes	Mém. A 1993 N° 100, p. 2089	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 2000 N° 116, p. 2684	01.09.2000
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N° 169, p. 3748	01.01.2002
8 LABORATOIRES		
Convention entre l'UCM et la Société Luxembourgeoise de Biologie Clinique	Mém. A 1993 N° 100, p. 2039	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1996 N° 58, p. 1806	01.09.1996
9 CENTRE THERMAL		
Convention entre l'UCM et le Centre Thermal et de Santé de Mondorf-les-Bains	Mém. A 1994 N° 61, p. 1134	30.04.1994
Amendement à la convention	Mém. A 1998 N° 79, p. 1581	01.01.1997
10 CENTRE DE REEDUCATION/HAMM		
Convention entre l'UCM et le Centre de Rééducation et de Réadaptation fonctionnelles de Hamm	Mém. A 1994 N° 31 p. 591	01.02.1994
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N°169, p. 3775	01.01.2002
11 EGSP		
Convention entre l'UCM et l'Entente des Gestionnaires des Structures Complémentaires et Extra-Hospitalières en Psychiatrie a.s.b.l.	Mém. A 2000 N° 27, p. 673	01.01.2000
12 ORTHOPEDISTES		
Convention entre l'UCM et l'Association des Maîtres Orthopédistes-Bandagistes et la Fédération des Patrons Bottiers - Orthopédistes du Grand-Duché de Luxembourg	Mém. A 1993 N° 100, p. 2094	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N° 31, p. 818	13.12.2000
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N° 169, p. 3774	01.01.2002
Amendement à la convention	Mém. A 2002 N° 94, p. 1915	01.09.2002
13 PHARMACIENS		
Convention entre l'UCM et les Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois	Mém. A 1993 N° 100, p. 2100	01.01.1994
Amendement de la Convention	Mém. A 2002 N° 20, p. 298	01.01.2002
14 OPTICIENS		
Convention entre l'UCM et la Fédération des Patrons Opticiens du Grand-Duché de Luxembourg	Mém. A 1993 N° 100, p. 2085	01.01.1994
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N° 169, p. 3776	01.01.2002
15 CROIX ROUGE		
Convention entre l'UCM et la Croix Rouge Luxembourgeoise	Mém. A 1994 N° 31, p. 587	01.02.1994
16 AIR RESCUE		
Convention entre l'UCM et l'a.s.b.l "Luxembourg Air Rescue" concernant le transport de malades par hélicoptère sanitaire.	Mém. A 2001 N° 58, p. 1154	21.03.2001
Amendement à la convention	Mém. A 2001 N° 169, p. 3760	01.01.2002

B) Les articles 74 et suivants du CAS déterminent les relations entre l'UCM et le secteur hospitalier.

L'article 75 du CAS prévoit la conclusion d'une convention avec le ou les groupements des hôpitaux.

Tableau 1b. - Relations entre l'UCM et les groupements des hôpitaux

	MEMORIAL	Entrée en vigueur
ENTENTE DES HÔPITAUX LUXEMBOURGEOIS		
Convention entre l'UCM et l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois	Mém. A 1996 N° 17, p. 759	01.01.1995

Tableau 2. - Protocoles d'accord concernant la fixation de la valeur de la lettre-clé ¹⁾

	MEMORIAL	Entrée en vigueur	Valeur de la lettre-clé
MEDECINS			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 68 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association des Médecins et Médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 71	01.02.1994	105,48
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1995 N° 48, p. 1283	01.06.1995	108,75
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996	Mém. A 1995 N° 103, p. 2599	01.01.1996	109,94
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 45	01.01.1997	113,46
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1998			113,46
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999	Mém. A 1998 N° 117, p. 3075	01.01.1999	115,44
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			115,44
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2001	Mém. A 2000 N° 144, p. 3374	01.01.2001	117,24
rectificatif	Mém. A 2001 N° 19, p. 708		
fixation de la valeur de la lettre-clé pour la période du 1 septembre au 31 décembre 2001 (en application de la sentence arbitrale du CSAS du 27 juin 2001)	Mém. A 2001 N° 104, p. 2044	01.09.2001	118,05
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2002	Mém. A 2001 N° 163, p. 3470	01.01.2002	2,9933
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2003	Mém. A 2003 N° 121, p. 2508	01.09.2003	3,2610
MEDECINS-DENTISTES			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 68 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association des Médecins et Médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 72	01.02.1994	109,26
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1995 N° 48, p. 1278	01.06.1995	114,88
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996	Mém. A 1996 N° 103, p. 2640	01.01.1996	116,86
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 40	01.01.1997	120,95
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 58, p. 996	01.07.1998	124,98
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999	Mém. A 1998 N° 117, p. 3124	01.01.1999	126,74
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			126,74
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2001	Mém. A 2000 N° 144, p. 3426	01.01.2001	130,14
rectificatif	Mém. A 2001 N° 19, p. 710		
fixation de la valeur de la lettre-clé pour la période du 1 septembre au 31 décembre 2001 (en application de la sentence arbitrale du CSAS du 27 juin 2001)	Mém. A 2001 N° 104, p. 2100	01.09.2001	133,50
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2002	Mém. A 2001 N° 164, p. 3562	01.01.2002	3,4400
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2003	Mém. A 2003 N° 121, p. 2564	01.09.2003	3,7174
INFIRMIERS			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 31 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Nationale des Infirmiers Luxembourgeois et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 73	01.02.1994	64,67
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1994 N° 121, p. 2852	01.01.1995	66,42
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1996			66,42
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 89	01.01.1997	67,66
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1998			67,66
Protocole d'accord signé en exécution de l'article 31 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'union des caisses de maladie, l'association nationale des infirmiers luxembourgeois et la confédération luxembourgeoise des prestataires et ententes dans le domaine d'aide et de soins aux personnes dépendantes, portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999	Mém. A 1998 N° 117, p. 3066	01.01.1999	69,83
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			69,83
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2001	Mém. A 2000 N° 143, p. 3366	01.01.2001	166,07
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2002	Mém. A 2001 N° 164, p. 3555	01.01.2002	4,1168
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2003	Mém. A 2003 N° 5, p. 77	01.01.2003	4,1168
CONFEDERATION LUXEMBOURGEOISE DES PRESTATAIRES ET ENTENTES DANS LE DOMAINE DE LA PREVENTION, D'AIDE ET DE SOINS AUX PERSONNES DEPENDANTES			
Protocole d'accord signé entre l'UCM et la Confédération luxembourgeoise des prestataires et ententes dans le domaine de la prévention, d'aide et de soins aux personnes dépendantes			
fixation de la valeur monétaire pour l'exercice 2001	Mém. A 2001 N° 7, p. 512	01.01.2001	1 360
fixation de la valeur monétaire pour l'exercice 2002	Mém. A 2001 N° 170, p. 3811	01.01.2002	34,50
fixation de la valeur monétaire pour l'exercice 2003	Mém. A 2003 N° 151, p. 3103	01.01.2003	35,80
fixation de la valeur monétaire pour l'exercice 2004	Mém. A 2003 N° 195, p. 4082	01.01.2004	35,82

¹⁾ Remarque: A partir de 2003 la valeur lettre-clé est adaptée aux variations de l'échelle mobile des salaires. (Loi du 22 juillet 2003 modifiant le chapitre V "Relations avec les prestataires de soins" du livre I^{er} du CAS, Mém. A 2003 N° 103, page 2257).

Tableau 2. - **Protocoles d'accord concernant la fixation de la valeur de la lettre-clé ¹⁾** (suite)

	MEMORIAL	Entrée en vigueur	Valeur de la lettre-clé
KINESITHERAPEUTES			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 32 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Luxembourgeoise des Kinésithérapeutes et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 74	01.02.1994	99,92
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1994 N° 121, p. 2846	01.01.1995	102,63
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996	Mém. A 1995 N° 103, p. 2648	01.01.1996	105,54
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 111	01.01.1997	108,55
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 11, p. 175	01.01.1998	108,55
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999	Mém. A 1999 N° 117, p. 3069	01.01.1999	110,29
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			110,29
portant fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2001	Mém. B 2000 N° 57, p.1030	01.01.2001	113,98
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2002	Mém. A 2001 N° 164, p. 3559	01.01.2002	2,9244
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2003	Mém. A 2003 N° 5, p. 80	01.01.2003	3,0501
PSYCHOMOTRICIENS			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 32 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Luxembourgeoise des Psychomotriciens Diplômés et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 75	01.02.1994	78,27
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1994 N° 121, p. 2842	01.01.1995	80,39
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996	Mém. A 1995 N° 103, p. 2646	01.01.1996	81,87
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 115	01.01.1997	85,02
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 11, p. 176	01.01.1998	85,02
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999	Mém. A 1998 N° 117, p. 3071	01.01.1999	86,38
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			86,38
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2001	Mém. B 2000 N° 57, p. 1033	01.01.2000	88,74
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2002	Mém. A 2001 N° 164, p. 3558	01.01.2002	2,2769
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2003	Mém. A 2003 N° 5, p. 83	01.01.2003	2,3907
SAGES-FEMMES			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 27 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Luxembourgeoise des Sages-femmes et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 76	01.02.1994	100
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1994 N° 121, p. 2850	01.01.1995	103
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1996			103
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 116	01.01.1997	104,93
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 11, p.177	01.01.1998	104,93
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1999	Mém. A 1998 N° 117, p. 3073	01.01.1999	108,30
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			108,30
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2001	Mém. B. 2000 N° 57, p.1028	01.01.2001	112,56
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2002	Mém. A 2001 N°164, p. 3532	01.01.2002	2,9006
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2003	Mém. A 2002 N°164, p. 3852	01.01.2003	3,0456
ORTHOPHONISTES			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 26 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre l'Association Luxembourgeoise des Orthophonistes et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 75	01.02.1994	261,56
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1995	Mém. A 1994 N° 121, p. 2844	01.01.1995	268,05
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1996	Mém. A 1995 N° 103, p. 2647	01.01.1996	272,98
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 113	01.01.1997	283,49
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 11, p. 176	01.01.1998	283,49
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			288,03
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2001			288,03
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2002	Mém. A 2001 N° 164, p. 3530	01.01.2002	7,4222
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2003	Mém. A 2003 N° 5, p.76	01.01.2003	7,7933

¹⁾ Remarque: A partir de 2003 la valeur lettre-clé est adaptée aux variations de l'échelle mobile des salaires. (Loi du 22 juillet 2003 modifiant le chapitre V "Relations avec les prestataires de soins" du livre I^{er} du CAS, Mém. A 2003 N° 103, page 2257).

Tableau 2. - **Protocoles d'accord concernant la fixation de la valeur de la lettre-clé ¹⁾** (suite)

	MEMORIAL	Entrée en vigueur	Valeur de la lettre-clé
LABORATOIRES			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 31 de la convention du 13 décembre 1993, conclue entre la Société Luxembourgeoise de Biologie Clinique et l'UCM, portant			
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 73	01.02.1994	4,8849
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1995			4,8849
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1996			4,8849
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 90	01.01.1997	4,9762
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 11, p. 175	01.01.1998	4,9762
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1999			4,9762
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			4,9762
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2001			4,9762
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2002	Mém. A 2001 N° 164, p. 3533	01.01.2002	0,1110
fixation de la valeur de la lettre-clé pour l'exercice 2004	Mém. A 2003 N° 180, p. 3618	01.01.2004	0,4411
ORTHOPEDISTES			
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 33 de la convention du 13 décembre 1993 conclue entre l'Association des Maîtres Orthopédistes-Bandagistes établis au Luxembourg et la Fédération des Patrons Bottiers du Grand-Duché de Luxembourg d'une part, et l'UCM d'autre part, portant			
fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 1995	Mém. A 1994 N° 121, p. 2855	01.01.1995	45,21
fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 1996	Mém. A 1995 N° 103, p. 2651	01.01.1996	44,81
fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 1997	Mém. A 1997 N° 4, p. 117	01.01.1997	45,93
fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 11, p. 177	01.01.1998	45,93
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 1999			45,93
la valeur de la lettre-clé est restée inchangée pour l'exercice 2000			45,93
fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 2001	Mém. A 2000 N° 145, p. 3434	01.01.2001	46,86
fixation des tarifs pour les prothèses, orthèses et épithèses pour l'exercice 2002	Mém. A 2002 N° 25, p. 388	01.01.2002	1,1616
fixation de certains tarifs au 01.09.2002	Mém. A 2002 N° 94, p. 1916	01.09.2002	

¹⁾ Remarque: A partir de 2003 la valeur lettre-clé est adaptée aux variations de l'échelle mobile des salaires. (Loi du 22 juillet 2003 modifiant le chapitre V "Relations avec les prestataires de soins" du livre I^{er} du CAS, Mém. A 2003 N° 103, page 2257).

Tableau 3. - **Protocoles d'accord concernant la fixation des tarifs**

	MEMORIAL	Entrée en vigueur
CENTRE THERMAL		
Protocoles d'accord signés entre l'UCM et le Centre Thermal et de Santé de Mondorf-les-Bains, portant		
fixation des tarifs pour les exercices 1995, 1996 et 1997	Mém. A 1997 N° 51, p. 651	01.01.1995 01.01.1996 01.01.1997
fixation des tarifs pour l'exercice 1998	Mém. A 1998 N° 79, p.1579	01.01.1998
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1999		
adaptation des tarifs pour l'exercice 2000	Mém. A 2000 N° 26, p. 659	01.01.2000
adaptation des tarifs pour l'exercice 2001	Mém. A 2001 N° 76, p.1562	01.01.2001
adaptation des tarifs pour l'exercice 2002	Mém. A 2002 N° 19, p. 292	01.01.2002
adaptation des tarifs pour l'exercice 2003	Mém. A 2003 N° 37, p. 607	01.01.2003
CENTRE DE REEDUCATION/HAMM		
Protocoles d'accord signés en exécution de la convention conclue entre le Centre de Rééducation et de Réadaptation fonctionnelles de Hamm et l'UCM, portant		
fixation des tarifs des actes et services pour l'exercice 1995	Mém. A 1995 N° 33, p. 947	01.01.1995
adaptation des tarifs des actes et services pour l'exercice 1995	Mém. A 1995 N° 91, p. 2172	01.07.1995
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1996		
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1997		
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1998		
adaptation des tarifs des actes et services pour l'exercice 1999	Mém. A 1999 N° 52, p. 1292	01.02.1999
adaptation des tarifs des actes et services	Mém. A 2000 N° 27, p. 680	01.11.1999
adaptation des tarifs et actes et services pour l'exercice 2001	Mém. A 2001 N° 58, p.1157	01.01.2001
adaptation des tarifs et actes et services pour l'exercice 2002	Mém. A 2002 N° 24, p. 380	01.01.2001

Tableau 3. - **Protocoles d'accord concernant la fixation des tarifs** (suite)

	MEMORIAL	Entrée en vigueur
EGSP		
Protocole d'accord signé en exécution de l'article 12 de la convention du 4 février 2000, conclue entre l'Entente des gestionnaires des structures complémentaires et extra-hospitalières en psychiatrie a.s.b.l. et l'UCM, portant		
fixation des tarifs pour l'exercice 2000	Mém. A 2000 N° 27, p. 673	01.01.2000
les tarifs sont restés inchangés pour l'exercice 2001		
fixation des tarifs pour l'exercice 2002	Mém. A 2002 N° 24, p. 383	01.01.2002
CROIX ROUGE		
Protocoles d'accord signés en exécution de l'article 14 de la convention du 1er février 1994, conclue entre la Croix-Rouge Luxembourgeoise et l'UCM, portant		
fixation des tarifs pour l'exercice 1994	Mém. A 1994 N° 79, p. 589	01.01.1994
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1995		
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1996		
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1997		
les tarifs restent inchangés pour l'exercice 1998		
adaptation des tarifs pour l'exercice 1999	Mém. A 1999 N° 21, p. 589	01.01.1999
adaptation des tarifs pour l'exercice 2000	Mém. A 2000 N° 27, p. 671	01.01.2000
les tarifs sont restés inchangés pour l'exercice 2001		
adaptation des tarifs pour l'exercice 2002	Mém. A 2002 N° 24, p. 381	01.01.2002
LUXEMBOURG AIR RESCUE		
Fixation des tarifs concernant le transport des malades par hélicoptère de secours	Mém. A 1993 N° 100, p. 2046	01.01.1994
adaptation des tarifs	Mém. A 1994 N° 92, p. 1751	01.08.1994
les tarifs restent inchangés à partir de 1994		
nouvelle fixation des tarifs à partir de 2001	Mém. A 2001 N° 58, p.1154	01.01.2001

Annexe 2: Les programmes de médecine préventive

Les programmes de médecine préventive sont élaborés par la direction de la santé en collaboration avec l'UCM.

Pour autant qu'il s'agit d'une organisation commune, les modalités de réalisation et de financement du programme font l'objet d'une convention entre le ministre ayant dans ses attributions la santé et l'UCM (Art. 17. § 3 du Code des Assurances sociales).

Les programmes de vaccination	MEMORIAL	Entrée en vigueur
Convention conclue entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Caisses de Maladie portant institution d'un programme de vaccination contre l'hépatite B	Mém. A 2001 N° 170, p. 3799	01.01.1996
Convention conclue entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Caisses de Maladie portant institution d'un programme de vaccination contre la méningite à Méningocoque C	Mém. A 2001 N° 170, p. 3802	26.09.2001
Convention conclue entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Caisses de Maladie portant institution d'un programme de vaccination de certaines personnes à risque contre la grippe	Mém. A 2001 N° 170, p. 3804	01.04.2001

Les programmes de mammographie	MEMORIAL	Entrée en vigueur
Début du programme de mammographie		01.05.1992
Convention conclue entre le Ministère de la Santé et l'UCM		01.09.1996
Convention conclue entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Caisses de Maladie portant institution d'un programme permanent de dépistage précoce du cancer du sein par mammographie	Mém. A 2001 N° 170, p. 3806	01.02.2001
Convention conclue entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Caisses de Maladie portant organisation d'un programme permanent de dépistage précoce du Cancer du sein par Mammographie	Mém. A 2003 N° 167, p. 3295	01.12.2003

Annexe 3: Les statuts de l'Union des Caisses de Maladie

Les statuts règlent les relations de l'assurance maladie avec les personnes bénéficiant de l'assurance maladie maternité et fixent notamment les modalités, conditions et taux de prise en charge des actes, services et fournitures.

Ils sont établis et modifiés par l'assemblée générale de l'Union des caisses de maladie sur proposition du conseil d'administration et approuvés par le Ministre de la Sécurité sociale sur avis de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale. Normalement les statuts sont modifiés deux fois par année, lors de l'assemblée générale qui se tient en été pour approuver le décompte annuel et lors de l'assemblée générale qui se tient en fin d'année et qui arrête le budget pour l'exercice suivant.

STATUTS	MEMORIAL
Statuts de l'UCM approuvés par arrêté ministériel du 19 janvier 1994	Mém. A 1994 N° 4, p. 42
Modification des statuts de l'UCM, telle que adoptée par l'assemblée générale de l'UCM en sa séance du 13 juillet 1994 et approuvée par arrêté ministériel du 11 août 1994	Mém. A 1994 N° 77, p. 1402
<i>Texte coordonné des statuts de l'UCM</i>	<i>Mém. A 1994 N° 79, p. 1420</i>
Modifications des statuts de l'UCM approuvées par arrêté ministériel du 22 décembre 1994	Mém. A 1994 N° 123, p. 2950
<i>Texte coordonné des statuts de l'UCM</i>	<i>Mém. A 1994 N° 123, p. 2989</i>
Modifications adoptées par l'assemblée générale du 12 juillet 1995	Mém. A 1995 N° 71, p. 1780
Modifications des statuts votées à l'assemblée générale du 16 novembre	Mém. A 1995 N° 103, p. 2718
<i>Refixation du taux de cotisation</i>	<i>Mém. A 1995 N° 103, p. 2720</i>
Modification des statuts décidée en date du 10 juillet 1996 par l'assemblée générale de l'UCM et approuvée par arrêté ministériel du 2 août 1996	Mém. A 1996 N° 58, p. 1790
<i>Refixation du taux de cotisation</i>	<i>Mém. A 1996 N° 96, p. 2934</i>
Modification des statuts adoptée par l'assemblée générale de l'UCM en date du 15 novembre 1996 et approuvée par arrêté ministériel du 27 décembre 1996	Mém. A 1996 N° 96, p. 2934
<i>Décision en date du 15 novembre 1996 par l'assemblée générale de compléter l'alinéa 1 de l'article 39 des statuts de l'UCM en relation avec les actes médico-dentaires</i>	<i>Mém. A 1997 N° 12, p. 659</i>
Modifications des statuts de l'UCM adoptées par l'assemblée générale en date du 9 juillet 1997 et approuvées par arrêté ministériel du 24 juillet 1997	Mém. A 1997 N° 64, p. 1986
<i>Statuts de l'UCM - Ré rectificatif</i>	<i>Mém. A 1997 N° 72, p. 2334</i>
<i>Statuts de l'UCM - Ré rectificatif</i>	<i>Mém. A 1997 N° 82, p. 2530</i>
Modifications des statuts de l'UCM adoptées par l'assemblée générale de l'UCM en date du 12 novembre 1997	Mém. A 1997 N° 100, p. 3240
Modifications des statuts adoptées par l'assemblée générale de l'UCM en date du 8 juillet 1998	Mém. A 1998 N° 85, p. 1856
Modifications des statuts de l'UCM décidées par l'assemblée générale du 10 novembre 1998 et approuvées par arrêté ministériel du 10 décembre 1998	Mém. A 1998 N° 117, p. 3048
<i>Entérinement des décisions provisoires du conseil d'administration</i>	<i>Mém. A 1999 N° 121, p. 2190</i>
<i>Refixation du taux de cotisation</i>	<i>Mém. A 1999 N° 146, p. 2643</i>
Modifications des statuts de l'UCM, décidées par l'assemblée générale du 10 novembre 1999 et approuvées par arrêté ministériel du 8 décembre 1999	Mém. A 1999 N° 153, p. 2977
Modification des statuts de l'UCM décidée par le conseil d'administration de l'UCM en date du 5 avril 2000	Mém. A 2000 N° 38, p. 926
Modification des statuts de l'UCM décidée par l'assemblée générale de l'UCM en date du 12 juillet 2000 et approuvée par arrêté ministériel du 8 août 2000	Mém. A 2000 N° 82, p. 1933
<i>Décision en relation avec les vaccins (ATC J07) et les immunoglobulines spécifiques contre l'hépatite A, prise par le conseil d'administration de l'UCM en date du 11 octobre 2000</i>	<i>Mém. B 2000 N°47, p. 903</i>
Modifications des statuts de l'UCM décidées par l'assemblée générale du 15 novembre 2000	Mém. B 2000 N° 56, p. 1021
<i>Décision en relation avec la liste N°1 de l'annexe D des statuts, prise par le conseil d'administration de l'UCM en date du 14 février 2001</i>	<i>Mém. B 2001 N°21, p. 498</i>
Modifications des statuts de l'UCM décidées par l'assemblée générale du 12 juillet 2001	Mém. A 2001 N°104, p. 2107
Modifications des statuts de l'UCM décidées par l'assemblée générale du 15 novembre 2001	Mém. A 2001 N°168, p. 3622
Modifications des statuts de l'UCM décidées par l'assemblée générale de l'UCM en date du 10 juillet 2002 et approuvées par arrêté ministériel du 6 août 2002	Mém. A 2002 N°103, p. 2294
Modifications des statuts de l'UCM décidées par l'assemblée générale en date du 15 novembre 2002 et approuvées par arrêté ministériel du 19 décembre 2002.	Mém. A 2002 N°163, p. 3808
<i>Décision en relation avec le fichier B2 de l'annexe A des statuts, prise par le conseil d'administration de l'UCM en date du 1er juillet 2003.</i>	<i>Mém. B 2003 N°36, p. 474</i>
Modifications des statuts de l'UCM décidées par l'assemblée générale de l'UCM en date du 11 juillet 2003 et approuvées par arrêté ministériel du 18 août 2003.	Mém. A 2003 N°123, p. 2584
Modifications des statuts de l'UCM décidées par l'assemblée générale de l'UCM en date du 14 novembre 2003 et approuvées par arrêté ministériel du 18 décembre 2003	Mém. A 2003 N°194, p. 4058
Modification des statuts de l'UCM décidées par l'assemblée générale de l'UCM en date du 14 juillet 2004 et approuvées par arrêté ministériel du 24 août 2004	Mém. A 2004 N°160, p. 2414

ASSURANCE DEPENDANCE

1. Introduction

1. Le droit aux prestations

La loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance a reconnu la dépendance comme un nouveau risque de la sécurité sociale au même titre que la maladie, l'accident de travail, l'invalidité et la vieillesse. L'assurance dépendance a pour objet de compenser les frais générés par le besoin d'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes essentiels de la vie.

1.1. Les personnes protégées

Le législateur n'a pas défini de champ d'application personnel spécifique pour l'assurance dépendance mais a calqué le bénéfice de l'assurance dépendance sur celui de l'assurance maladie.

Les cotisations sont dues non seulement sur les revenus professionnels mais également sur ceux du patrimoine.

Les cotisations sont perçues par le Centre commun de la sécurité sociale et par l'administration des contributions directes.

Le prélèvement de la contribution dépendance par l'administration des contributions directes concerne :

- les revenus du patrimoine ;
- les revenus nets résultant de pensions ou de rentes au sens de l'article 96 de la loi concernant l'impôt sur le revenu à l'exception des pensions personnelles ou de survie servies en vertu du Livre III du Code des assurances sociales ou de la législation et de la réglementation sur les pensions d'un régime statutaire.

1.2. La définition du risque

L'assurance dépendance couvre le risque de dépendance. La dépendance est définie comme *l'état d'une personne qui par suite de maladie physique, mentale ou psychique ou d'une déficience de même nature a un besoin important et régulier d'assistance d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie.*

Les actes essentiels de la vie comprennent :

- 1) *dans le domaine de l'hygiène corporelle : se laver, assurer son hygiène buccale, soigner sa peau et ses téguments, éliminer ;*
- 2) *dans le domaine de la nutrition : la préparation en vue de l'absorption d'une alimentation adaptée et l'assistance pour l'absorption de cette alimentation ;*
- 3) *dans le domaine de la mobilité : exécuter le transfert et les changements de position, s'habiller et se déshabiller, se déplacer, se tenir dans une posture adaptée, monter et descendre les escaliers, sortir du logement et y rentrer.*

L'assistance d'une tierce personne consiste à soutenir et à motiver la personne dépendante, à effectuer en tout ou en partie à sa place les actes essentiels de la vie ou à surveiller ou à instruire la personne dépendante en vue de permettre l'exécution autonome de ces actes (article 348 du CAS)

Pour être couvert par l'assurance dépendance, le besoin d'aide et de soins doit être important et régulier.

Il doit représenter au moins *trois heures et demie par semaine.*

En outre, *l'état de dépendance doit suivant toute probabilité dépasser six mois ou être irréversible (article 349).*

2. L'organisation de l'assurance dépendance

L'organisation de l'assurance dépendance s'articule autour de deux organes : l'union des caisses de maladie et la cellule d'évaluation et d'orientation.

2.1. L'union des caisses de maladie

En matière d'assurance dépendance, les attributions de l'union des caisses de maladie sont nombreuses :

- A l'égard des bénéficiaires, l'UCM prend les décisions individuelles concernant l'existence de l'état de dépendance, l'attribution, la réduction, la suppression des différentes prestations ainsi que leur liquidation ;

- A l'égard des prestataires (établissements et réseaux d'aides et de soins), l'UCM est chargée de la prise en charge des prestations en nature, de la conclusion des contrats d'aides et de soins ainsi que de la négociation de la valeur monétaire ;
- A l'égard des fournisseurs d'appareils, l'UCM est chargée de la conclusion des contrats de prestations de service pour la mise à disposition d'appareils ;
- L'UCM assure la gestion financière et comptable de l'assurance dépendance et administre le patrimoine.

2.2. La cellule d'évaluation

La cellule d'évaluation et d'orientation est *un service public placé sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions la sécurité sociale et rattaché à l'inspection générale de la sécurité sociale* (article 386 al.1 du CAS).

Les missions de la cellule d'évaluation sont définies à l'article 385 du CAS.

La cellule d'évaluation et d'orientation a pour mission :

1. *de constater l'état de dépendance tel qu'il est défini aux articles 348 et 349 et de déterminer les aides et soins conformément à l'article 350 ;*
2. *d'émettre les avis concernant l'attribution des prestations au sens des articles 353, 354 et 359, des fournitures prévues à l'article 356 et des mesures prévues à l'article 367 ;*
3. *de proposer, le cas échéant, les mesures de rééducation et de réadaptation ;*
4. *de proposer le maintien à domicile ou l'admission en établissement d'aides et de soins ;*
5. *de déterminer un plan de prise en charge à l'attention du réseau assurant la coordination des aides et des soins autour de la personne dans le cadre du maintien à domicile ou à l'attention de l'établissement d'aides et de soins ;*
6. *de classer les personnes dépendantes pour l'entrée en établissement suivant les critères d'urgence faisant référence à la fois à l'état de la personne dépendante et aux possibilités de prise en charge de l'entourage ;*
7. *de centraliser les données sur l'offre en établissement ou en centre de jour ou de nuit ;*
8. *de conseiller l'organisme chargé de la gestion de l'assurance dépendance et les ministères chargés du financement des infrastructures et de l'agrément des services et établissements d'aides et de soins à la mise en place d'une infrastructure adaptée aux besoins de la population dépendante, de qualité et économiquement efficace. A cet effet, elle établit tous les ans un rapport ;*
9. *d'informer et de conseiller les personnes protégées, les médecins et les professionnels des aides et des soins en matière de prévention de la dépendance et de prise en charge des personnes dépendantes.*

2.3. La compétence liée

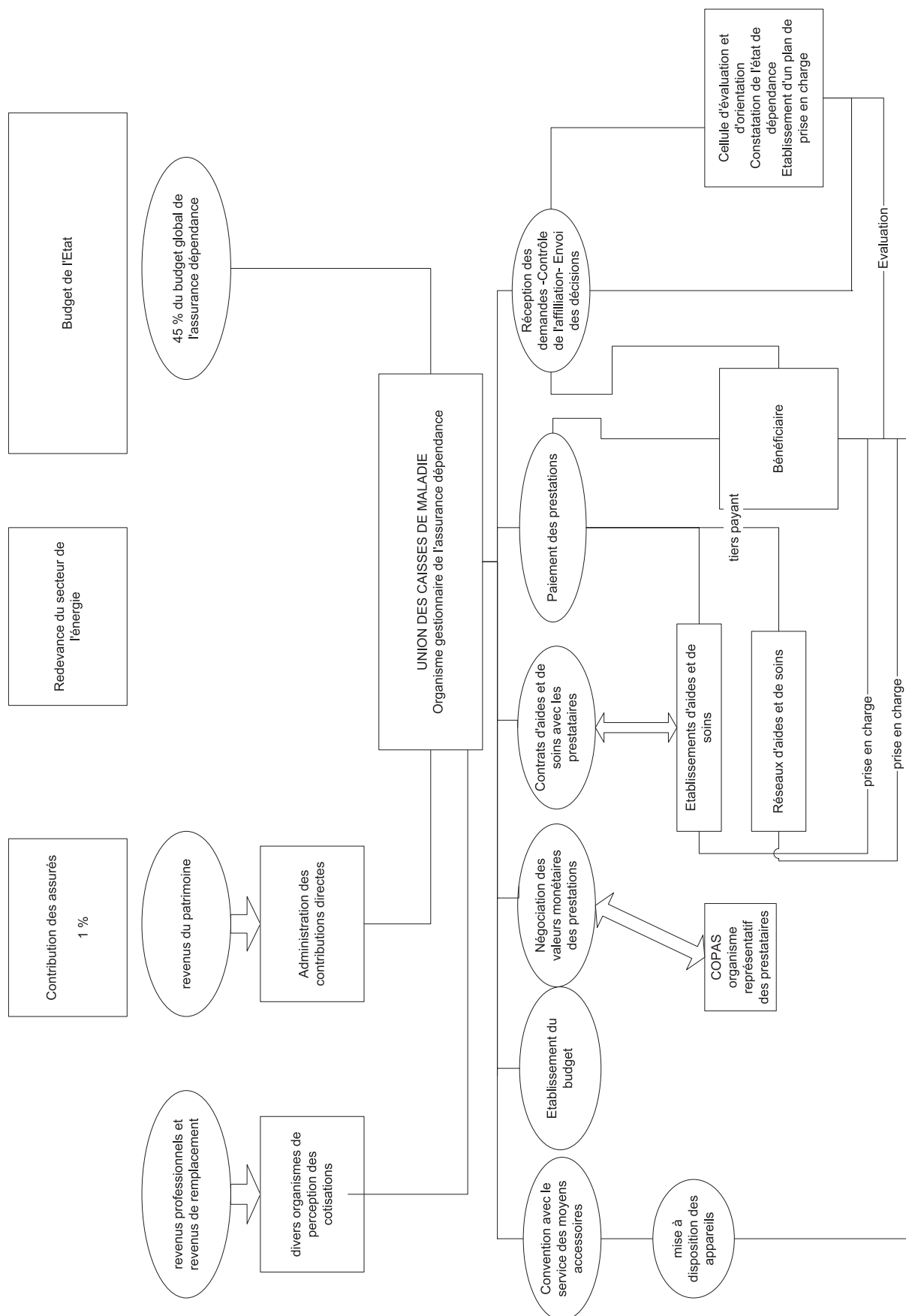
Les décisions sont prises par l'UCM, sur avis motivé de la CEO.

L'article 385, alinéa 2 du CAS dispose : *les avis de cellule d'évaluation et d'orientation à portée individuelle pris dans le cadre des attributions prévues aux numéros 1) et 2) (du premier alinéa de l'article 385) s'imposent à l'égard de l'organisme chargé de la gestion de l'assurance dépendance.*

L'UCM a une compétence liée avec la CEO. La décision notifiée par l'UCM ne peut donc pas s'écarter, dans son contenu, de l'avis émis par la CEO. L'UCM est ainsi tenue à la transcription fidèle des prestations fixées dans le plan de prise en charge.

2.4. L'organisation de l'assurance dépendance est présentée dans le schéma suivant :

Graphique 1. - Organigramme des prestations de l'assurance dépendance au Grand-Duché de Luxembourg - situation en juin 2003



Assurance
dépendance

2. Evolution démographique

2.1. Evolution du nombre de personnes protégées

Le bénéfice des prestations de l'assurance dépendance est ouvert aux personnes protégées dans le cadre de l'assurance maladie. On se référera utilement au chapitre de l'assurance maladie pour la consultation des données portant sur l'évolution du nombre de personnes protégées.

2.2. Les demandes de prestations

2.2.1. Les demandes en provenance de résidents au Grand-Duché de Luxembourg

On peut classer les demandes de prestations en trois groupes :

- le premier groupe comprend celles qui émanent de personnes demandant les prestations pour la première fois;
- dans le second groupe, on trouve les bénéficiaires de prestations qui, en raison d'un changement dans l'état de dépendance demandent une nouvelle évaluation de leur situation ;
- le dernier groupe est celui des bénéficiaires de prestations qui demandent une modification de la répartition entre prestations en nature et prestations en espèces.
- Dans les deux premiers groupes, on établit une distinction entre l'établissement et le domicile. Pour le dernier groupe, cette distinction est inutile car la démarche du partage concerne uniquement le domicile.

Le tableau ci-dessous ne comprend pas l'évolution des demandes en matière d'aides techniques. Les aides techniques font l'objet d'un paragraphe spécifique.

On notera qu'il est question dans ce paragraphe, des demandes de prestations, quelle qu'en soit l'issue. Dans le paragraphe consacré aux décisions, on distinguera les décisions positives et négatives.

Les tableaux reprennent l'ensemble des demandes, y compris celles qui donneront lieu à un classement sans suite ou à un refus administratif.

Dans l'évolution de l'entrée des demandes, on peut constater les tendances attendues : une certaine stabilisation de l'entrée des premières demandes que ce soit à domicile ou en établissement, une progression des demandes de réévaluation et de changement dans le partage nature/espèces.

Dans l'ensemble, on constate une certaine stabilisation de l'entrée des demandes par rapport à 2003.

Quelques éléments doivent être relevés :

- Le nombre de demandes à domicile représente 1,8 fois le nombre de demandes en établissement. Au fil des années, on se rapproche du double.
- Le nombre de premières demandes à domicile représente 2,4 fois le nombre de premières demandes en établissement.
- Le nombre de demandes de réévaluation en établissement représente 1,1 fois le nombre de demandes de réévaluation à domicile. On remarquera ici que la différence entre le domicile et l'établissement s'amenuise ici au fil des années.
- Sur l'ensemble, 1 891 personnes disposant d'un plan de prise en charge à domicile sont entrées en établissement.

Tableau 1. - Les demandes de prestations reçues par l'assurance dépendance depuis le vote de la loi

Type de demande	2000 et avant		2001		2002		2003		2004 (1er semestre)		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
Première demande pour l'ensemble des prestations (établissement)	4 713	40,0	787	16,6	686	11,9	1 063	14,6	540	14,2	7 789	22,0
Première demande pour l'ensemble des prestations (domicile)	7 957	57,4	2 803	59,1	2 987	52,0	3 146	43,3	1 723	45,3	18 616	52,5
Demande de réévaluation (établissement)	671	4,8	339	7,2	561	9,8	800	11,0	278	7,3	2 649	7,5
Demande de réévaluation (domicile)	163	1,2	319	6,7	684	11,9	800	11,0	386	10,1	2 352	6,6
Réévaluation suite à un transfert du domicile en établissement	269	1,9	284	6,0	343	6,0	655	9,0	340	8,9	1 891	5,3
Réévaluation suite à un retour à domicile après un séjour en établissement	24	0,2	14	0,3	50	0,9	286	3,9	173	4,5	547	1,5
Modification du partage des prestations en nature / espèces	74	0,5	194	4,1	436	7,6	523	7,2	365	9,6	1 592	4,5
TOTAL	13 871	100,0	4 740	100,0	5 747	100,0	7 273	100,0	3 805	100,0	35 436	100,0

2.2.2. Les demandes en provenance de l'étranger

Il convient de rappeler que toutes les personnes assurées dans le cadre de l'assurance maladie au Grand-Duché de Luxembourg le sont également à l'assurance dépendance.

Depuis le 01 juillet 1998, 366 personnes affiliées à la sécurité sociale luxembourgeoise et résidant à l'étranger dans un domicile privé ont introduit une demande de prestations.

Comme le montre le tableau 3. il s'agit essentiellement de personnes résidant en Allemagne (45,4%). Les demandes émanant de résidents en Belgique arrivent en seconde position (25,1%)

Pour les demandes en provenance de l'Allemagne, l'évaluation de la dépendance est réalisée par les différentes caisses de maladie. Un accord avec les instances locales compétentes a été trouvé pour l'évaluation des demandes en provenance de la Belgique, de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie. Le plan de prise en charge est établi par la cellule d'évaluation et d'orientation sur base des évaluations communiquées par les instances locales.

Les personnes qui le souhaitent peuvent être évaluées au Grand-Duché de Luxembourg dans l'une des antennes de la cellule d'évaluation.

On notera que dans le contexte international, les prestations en nature sont servies par le pays de résidence du demandeur, à charge du pays où la personne est affiliée. Les prestations en espèces sont payées directement à la personne par le pays dans lequel elle est affiliée. Il n'y a pas de prestation mixte (nature/ espèces).

Tableau 2. - Les demandes en provenance de l'étranger par pays de résidence du demandeur

Pays de résidence du demandeur	Maintien à domicile	
	Nombre	En % du total
Allemagne	166	45,4
Belgique	92	25,1
France	86	23,5
Espagne	3	0,8
Italie	7	1,9
Portugal	9	2,4
Autriche	3	0,8
TOTAL	366	100,0

2.3. Les décisions

Au 30 juin 2004, 21 530 décisions avaient été prises en ce qui concerne l'ensemble des prestations. Ce chiffre n'intègre pas les décisions pour appareils dont il sera question ultérieurement.

Une remarque s'impose ici. On constate en effet que ce chiffre est inférieur à celui qui avait été signalé en 2003. Des rectifications ont été opérées dans le fichier de façon à éliminer les décisions de nature purement administrative. Les chiffres donnés ici reflètent donc mieux que les années précédentes, les décisions relatives aux aides et soins proprement dites.

- 70% des décisions concernent des personnes en maintien à domicile, 30% des décisions concernent des personnes en établissement. On constate ainsi que les décisions pour le maintien à domicile augmentent progressivement au fil des années, répondant ainsi aux tendances que l'on constate dans la formulation des demandes.
- 78,6% des décisions portent sur des premières demandes.
- Dans le cadre du maintien à domicile, les décisions relatives à une première demande représentent 81% de l'ensemble des décisions.

Sur les cinq années, les décisions d'octroi de prestations représentent 80,5%. Les décisions de refus représentent 19,5%.

Pour les décisions prises entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004, les décisions de refus représentent 11,6%.

Il est difficile de faire une comparaison avec le taux de refus des années précédentes car comme on l'a signalé précédemment le fichier à la base de cette analyse a été nettoyé de toutes les situations (doublons, classements sans suite...) qui y figuraient les années précédentes et généraient un taux de refus artificiel.

Les refus de prestations concernent majoritairement des personnes présentant un besoin d'aide insuffisant pour les actes essentiels de la vie, à savoir inférieur au seuil de 3,5 heures par semaine. Peu de refus ont été motivés exclusivement par une absence de cause ou par une dépendance non installée pour une durée suffisante. Même si ces deux dernières motivations restent extrêmement marginales, il faut toutefois noter qu'elles ont été rencontrées à quelques reprises.

Tableau 3. - Les décisions prises depuis le vote de la loi selon le type de demande

Type de demande	Prestations refusées		Prestations accordées		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
Première demande à domicile	3 253	77,7	9 034	52,1	12 287	57,1
Demande de réévaluation à domicile	44	1,1	1 390	8,0	1 434	6,7
Première demande en établissement	872	20,8	3 786	21,7	4 638	21,5
Demande de réévaluation en établissement	19	0,5	1 769	10,2	1 788	8,3
Demande de modification du plan de partage (domicile)	0	0,0	1 383	8,0	1 383	6,4
TOTAL	4 188	100,0	17 342	100,0	21 530	100,0

Tableau 4. - Les décisions prises entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 selon le type de demande

Type de demande	Prestations refusées		Prestations accordées		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
Première demande à domicile	388	86,8	1 444	42,2	1 832	47,3
Demande de réévaluation à domicile	9	2,0	534	15,6	543	14,0
Première demande en établissement	50	11,2	347	10,1	397	10,3
Demande de réévaluation en établissement	0	0,0	510	14,9	510	13,2
Demande de modification du plan de partage (domicile)	0	0,0	588	17,2	588	15,2
TOTAL	447	100,0	3 423	100,0	3 870	100,0

Tableau 5. - Les décisions prises au 30 juin 2004 selon l'âge du demandeur

Age du demandeur	Prestations refusées		Prestations accordées		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
100 et plus	18	0,4	190	1,1	208	1,0
90-99	680	16,2	3 891	22,4	4 571	21,2
80-89	1 550	37,0	6 445	37,2	7 995	37,1
70-79	1 007	24,0	3 658	21,1	4 665	21,7
60-69	321	7,7	1 177	6,8	1 498	7,0
50-59	171	4,1	617	3,6	788	3,7
40-49	162	3,9	393	2,3	555	2,6
30-39	121	2,9	245	1,4	366	1,7
20-29	52	1,2	182	1,0	234	1,1
19-10	35	0,8	288	1,7	323	1,5
0-9	71	1,7	256	1,5	327	1,5
TOTAL	4 188	100,0	17 342	100,0	21 530	100,0

Tableau 6. - Les décisions prises entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 selon l'âge du demandeur

Age du demandeur	Prestations refusées		Prestations accordées		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
100 et plus	0	0,0	10	0,3	10	0,3
90-99	31	6,9	471	13,8	502	13,0
80-89	152	34,0	1 344	39,3	1 496	38,7
70-79	138	30,9	893	26,1	1 031	26,6
60-69	42	9,4	280	8,2	322	8,3
50-59	28	6,3	147	4,3	175	4,5
40-49	17	3,8	80	2,3	97	2,5
30-39	12	2,7	42	1,2	54	1,4
20-29	6	1,3	25	0,7	31	0,8
19-10	5	1,1	52	1,5	57	1,5
0-9	16	3,6	79	2,3	95	2,5
TOTAL	447	100,0	3 423	100,0	3 870	100,0

L'âge pris en considération pour l'établissement de ces tableaux est l'âge du demandeur à la date de la décision.

Entre juin 2003 et juin 2004, la proportion de décisions prises pour des demandeurs au-delà de 70 ans représente 52%.

Dans les classes d'âge très élevées (au-delà de 80 ans) et dans les classes d'âge très jeunes (20 ans et moins) les décisions d'octroi de prestations sont légèrement sur-représentées. Cette sur-représentation est par ailleurs plus évidente pour les décisions concernant des personnes de 80 ans et plus. Bien que l'âge ne soit pas un critère de dépendance au sens de la loi, on peut toutefois conclure de ces chiffres qu'il existe une corrélation certaine entre le grand âge et la dépendance.

On constate que les décisions concernant une femme sont deux fois plus nombreuses que celles qui concernent un homme.

Enfin, les décisions prises pour des personnes à domicile représentent 3,3 fois les décisions prises pour des personnes en établissement.

Tableau 7. - Les décisions depuis le vote de la loi - répartition par sexe du demandeur

	Prestations refusées		Prestations accordées		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
Femmes	2 986	71,3	11 910	68,7	14 896	69,2
Hommes	1 202	28,7	5 432	31,3	6 634	30,8
TOTAL	4 188	100,0	17 342	100,0	21 530	100,0

Tableau 8. - Les décisions prises entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004

	Prestations refusées		Prestations accordées		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
Femmes	298	66,7	2 315	67,6	2 613	67,5
Hommes	149	33,3	1 108	32,4	1 257	32,5
TOTAL	447	100,0	3 423	100,0	3 870	100,0

Tableau 9. - Les décisions prises au 30 juin 2004 - répartition selon le type d'hébergement du demandeur

	Prestations refusées		Prestations accordées		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
Etablissement	891	21,3	5 535	31,9	6 426	29,8
Maintien à domicile	3 297	78,7	11 807	68,1	15 104	70,2
TOTAL	4 188	100,0	17 342	100,0	21 530	100,0

Tableau 10. - Les décisions prises entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 - répartition selon le type d'hébergement du demandeur

	Prestations refusées		Prestations accordées		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
Etablissement	50	11,2	857	25,0	907	23,4
Maintien à domicile	397	88,8	2 566	75,0	2 963	76,6
TOTAL	447	100,0	3 423	100,0	3 870	100,0

3. Les bénéficiaires de prestations

Les données de ce chapitre se rapportent aux bénéficiaires de prestations en vie au 30 juin 2004. Il s'agit donc de personnes dépendantes au sens de la loi du 19 juin 1998. Elles présentent un besoin d'assistance d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie représentant un minimum de 3,5 heures par semaine.

Il est important de préciser que ces chiffres rendent compte d'une situation instantanée et non d'une situation dynamique. Ils concernent les personnes qui, à la date de la rédaction du présent chapitre, détiennent une décision de l'Union des Caisses de Maladie. Chaque personne s'y retrouve une seule fois avec sa dernière décision.

Par ailleurs, ces données ne concernent pas les personnes pour qui une décision a été prise, et qui sont décédées avant le 30 juin 2004.

Les bénéficiaires de prestations au 30 juin 2004 sont au nombre de 7 134. Parmi ces personnes, 4 423 (62%) vivent à domicile et 2 711 (38%) dans un établissement d'aides et de soins. En comparant avec les chiffres des années précédentes, on peut relever que la proportion de personnes bénéficiaires de prestations à domicile augmente légèrement d'année en année. En 2004, elle représente 1,6 fois le nombre de bénéficiaires en établissement.

Si l'on compare avec le nombre de places disponibles en établissement au 01/01/2004¹⁾, les bénéficiaires de l'assurance dépendance occupent 59,4% de l'ensemble des places disponibles. Il convient cependant de considérer cette comparaison avec une certaine prudence car les chiffres donnés portent sur deux moments différents, janvier 2004 et juin 2004. Par ailleurs, on rappellera que dans ce chapitre, on considère un groupe de bénéficiaires à une date donnée. Les chiffres repris ici ne tiennent dès lors pas compte des mouvements dans la population dépendante. Ceci pourrait par ailleurs expliquer la différence entre le taux de personnes dépendantes en établissement donné par le Ministère de la Famille (68,8%) et celui que l'on a pu calculer sur base des chiffres de l'assurance dépendance à la date du 30 juin 2004.

Tableau 11. - Les bénéficiaires de l'assurance dépendance - Comparaison établissement / domicile - évolution depuis 2001

	Maintien à domicile		Hébergement en établissement		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
2001	2 358	53,0	2 086	47,0	4 444	100,0
2002	3 688	59,3	2 529	40,7	6 217	100,0
2003	4 054	60,5	2 649	39,5	6 703	100,0
2004	4 423	62,0	2 711	38,0	7 134	100,0

Le groupe des bénéficiaires de l'assurance dépendance est constitué d'une majorité de femmes. Dans l'ensemble des bénéficiaires, on peut dire que les femmes représentent 2,2 fois le nombre d'hommes. Elles représentent 68,7% de l'ensemble des bénéficiaires au 30 juin 2004.

Après une légère mais régulière diminution au cours des trois années qui ont suivi la mise en vigueur de l'assurance dépendance, on note une stabilisation dans le nombre de femmes bénéficiaires depuis trois ans.

Tableau 12. - Les bénéficiaires de prestations au 30 juin 2004 par âge et par sexe

	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
90 et plus	705	14,4	122	10,9	827	11,6
80-89	1 972	40,2	461	8,2	2 433	34,1
70-79	1 179	24,1	605	14,4	1 784	25,0
60-69	388	7,9	298	13,3	686	9,6
40-59	346	7,1	322	27,1	668	9,4
19-39	150	3,1	182	20,6	332	4,7
0-18	161	3,3	243	5,5	404	5,7
TOTAL	4 901	100,0	2 233	100,0	7 134	100,0

1) Au 01 janvier 2004, le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse recensait 4 562 lits ou places disponibles en maisons de soins et en centres intégrés. 4 302 pensionnaires ou résidents étaient effectivement accueillis. Pour d'autres informations sur ce sujet, on peut consulter le document: Lits de long séjour au Luxembourg, centres intégrés pour personnes âgées et maisons de soins, situation au 01.01.2004, recherche statistique, édité par le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, section personnes âgées.

A la lecture du tableau 12, on ne peut s'empêcher de relever la diminution de l'effectif de la classe d'âge des personnes de 90 ans et plus. Par rapport à 2003, cette classe d'âge a diminué de 196 unités. Il en est de même pour la classe d'âge de 80 à 89 ans mais de manière nettement moins sensible (diminution de 8 unités). Cette diminution est d'autant plus remarquable que les effectifs des classes d'âge plus jeune ont tous augmentés. En termes relatifs, l'effectif de la classe d'âge de 90 ans et plus a diminué de 3,7% par rapport à 2003, la classe d'âge de 80 à 89 ans a diminué de 0,8% par rapport à 2003 alors que l'ensemble de la population bénéficiaire a augmenté de 6,4%.

Avec les données disponibles pour la rédaction de ce chapitre, il n'est pas possible d'expliquer ce phénomène. On se contentera donc de le constater. On reviendra plus loin sur les conséquences que cette diminution a entraînées sur les temps d'aides et de soins requis et les causes de la dépendance.

De l'examen de la population des bénéficiaires de l'assurance dépendance sous l'angle de l'âge et du sexe, on relèvera certains points marquants.

La proportion de bénéficiaires de 70 ans et plus représente 70,7% de la population totale des bénéficiaires. La population d'octogénaires et au-delà représente 45,7%.

On remarque aussi que les femmes sont largement surreprésentées dans les classes d'âge élevé et que la proportion d'hommes devient de plus en plus importante au fur et à mesure que l'on approche des classes de personnes jeunes.

Tableau 13. - Comparaison de la population des personnes dépendantes âgées de 70 ans et plus avec la population générale âgée de 70 ans et plus (chiffres du Statec - janvier 2004 - dernière mise à jour 20 avril 2004)

	70 ans et plus				80 ans et plus			
	Population générale		Population dépendante		Population générale		Population dépendante	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
Femmes	27 862	61,7	3 856	76,4	10 076	71,4	2 677	82,1
Hommes	17 259	38,3	1 188	23,6	4 041	28,6	583	17,9
TOTAL	45 121	100,0	5 044	100,0	14 117	100,0	3 260	100,0

La population de personnes dépendantes représente au 30 juin 2004, 1,6% de la population générale du GD de Luxembourg.

La comparaison de la population des bénéficiaires de l'assurance dépendance avec la population générale au niveau des classes d'âge amène à un certain nombre d'observations.

Tout d'abord, on remarquera que la proportion de personnes dépendantes dans les classes d'âge de 70 ans et plus représente 11,2% de la population générale des mêmes classes d'âge. Elle s'élève à 23,1% pour les classes d'âge de 80 ans et plus. On notera que par rapport à 2003, la proportion de personnes dépendantes dans les classes d'âge de 80 ans et plus a diminué. En 2003, cette proportion représentait 24,2% de la population générale.

Sous l'angle de la répartition hommes/ femmes, la comparaison avec la population générale permet de mettre en évidence un phénomène intéressant.

Dans la population des personnes dépendantes de 70 ans et plus, on retrouve 76,4% de femmes et 23,6% d'hommes.

Si l'on compare avec la population générale (tableau 15), on remarque que la population âgée de 70 ans et plus est composée de 61,7% de femmes et 38,3% d'hommes. On peut en conclure que si davantage de femmes atteignent des âges très élevés, elles sont aussi davantage exposées à la dépendance que les hommes ou à l'inverse, beaucoup moins d'hommes atteignent des âges très élevés mais ceux qui atteignent ces âges très élevés présentent un risque beaucoup moins grand que les femmes de devenir dépendants.

Cette conclusion s'avère encore plus exacte lorsqu'on examine la population des octogénaires et au-delà où l'on trouve dans la population générale, 71,2% de femmes et 28,8% d'hommes. Dans la population dépendante de 80 ans et plus, la proportion de femmes représente 82,1%, celles des hommes représente 17,9%.

Alors que le nombre de décisions positives pour les classes d'âge de 80 ans et plus représente 52 %, on compte seulement 45,7 % des bénéficiaires dans ces mêmes classes d'âge. La différence sensible est évidemment étroitement liée à la proportion de décès qui est plus élevée dans les classes d'âge élevé.

Tableau 14. - Les bénéficiaires de prestations au 30 juin 2004 par sexe et par type d'hébergement

Sexe	Maintien à domicile		Etablissement		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
Femmes	2 757	62,3	2 144	79,1	4 901	68,7
Hommes	1 666	37,7	567	20,9	2 233	31,3
TOTAL	4 423	100,0	2 711	100,0	7 134	100,0

Tableau 15. - Les bénéficiaires de prestations au 30 juin 2004 par âge et par type d'hébergement

Age du demandeur	Maintien à domicile		Etablissement		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
90 et plus	273	6,2	554	20,4	827	11,6
80-89	1 180	26,7	1 253	46,2	2 433	34,1
70-79	1 167	26,4	617	22,8	1 784	25,0
60-69	502	11,3	184	6,8	686	9,6
40-59	574	13,0	94	3,5	668	9,4
19-39	323	7,3	9	0,3	332	4,7
0-18	404	9,1			404	5,7
TOTAL	4 423	100,0	2 711	100,0	7 134	100,0

Les hommes sont également largement sur-représentés parmi les bénéficiaires de prestations vivant à domicile. Les femmes sont par ailleurs largement surreprésentées parmi les bénéficiaires en établissement. Cette observation est à rapprocher de celles que l'on peut faire lorsqu'on examine le tableau de la répartition par classes d'âge. Pour les classes d'âge au-delà de 79 ans, on note une très forte sur-représentation des personnes hébergées en établissement. Or, comme on l'a vu précédemment ces classes d'âge sont constituées d'une majorité de femmes.

On notera aussi la très faible proportion de personnes en établissement parmi les bénéficiaires de moins de 60 ans. Ils représentent 3,8% de l'ensemble des bénéficiaires en établissement. Par ailleurs, au fil des années, cette proportion diminue progressivement. En 2002, elle représentait 6%. En 2003, elle représentait 4,3%.

3.1. Les prestations accordées

Les prestations accordées par l'assurance dépendance peuvent être classées en sept groupes :

- les aides et soins pour les actes essentiels de la vie, dans les trois domaines de l'hygiène corporelle, de la nutrition et de la mobilité ;
- l'aide pour les tâches domestiques ;
- les activités de soutien ;
- les produits nécessaires aux aides et soins ;
- les conseils ;
- les appareils ;
- les adaptations du logement.

3.1.1. Le temps total requis

Le tableau 16 présente le temps total effectif d'aides et de soins pour les trois domaines des actes essentiels de la vie, les tâches domestiques et les activités de soutien qui a été retenu pour l'ensemble des bénéficiaires de prestations au 30 juin 2004. Il présente le temps total effectif c'est-à-dire le temps réel auquel le bénéficiaire peut prétendre. Les différents plafonds fixés dans la loi tiennent compte de pondérations. En parlant du temps total effectif, on ne tient pas compte de ces pondérations. De cette façon, il devient possible de mesurer le temps réel passé par un soignant auprès des bénéficiaires de l'assurance dépendance.

Ceci s'applique tout particulièrement aux activités de soutien et plus directement aux activités de soutien en groupe. Le coefficient de pondération appliqué à la durée de l'activité centre de jour spécialisé est de 0,25 puisqu'il s'agit d'une activité de groupe (il est convenu qu'un groupe correspond à quatre personnes). Le temps effectif peut donc atteindre 48 heures pour les activités de soutien en groupe.

De ce temps total requis, les activités de conseil sont exclues car elles constituent une prestation non récurrente, requise pour une durée déterminée.

Tableau 16. - Répartition des bénéficiaires selon le temps total effectif requis

Temps total effectif requis	Nombre de bénéficiaires	En % du total	En % cumulés
De 3,5 à 13,99 h	2 512	35,2	35,2
De 14 à 23,99 h	1 746	24,5	59,7
De 24 à 33,99 h	1 423	19,9	79,6
De 34 à 43,99 h	734	10,3	89,9
De 44 à 63,99 h	490	6,9	96,8
De 64 à 83,5 h	229	3,2	100,0
TOTAL	7 134	100,0	

59,7% des bénéficiaires au 30 juin 2004 présentent des temps d'aides et de soins inférieurs à 24 heures par semaine.

Par rapport aux années précédentes, on constate que la représentation de ce groupe dans l'ensemble diminue progressivement mais sensiblement (70% de l'ensemble en 2001, 67% en 2002, 65% en 2003).

En juin 2004, 40,3% des bénéficiaires de l'assurance dépendance bénéficient d'un temps total effectif requis supérieur à 24 heures par semaine.

Le temps moyen total pour l'ensemble des bénéficiaires au 30 juin 2004 correspond à 1 400 minutes, soit 23,3 heures.

A l'exception d'une légère baisse en 2001, on constate ainsi que d'année en année depuis 1999, le temps moyen augmente progressivement. Par rapport à l'année 2000, le temps moyen requis a augmenté de 2 400 minutes, soit 4 heures.

Tableau 17. - Temps total moyen requis par classes d'âge

Classe d'âge	Temps total moyen requis en minutes par semaine	Temps total moyen requis en heures par semaine	Nombre de bénéficiaires
90 et plus	1 546	25,8	827
80-89	1 465	24,4	2 433
70-79	1 423	23,7	1 784
60-69	1 249	20,8	686
40-59	1 238	20,6	668
19-39	1 504	25,1	332
0-18	1 046	17,4	404
TOTAL	1 400	23,3	7 134

Le temps total moyen le plus élevé concerne les bénéficiaires de la classe d'âge le plus élevé, 90 ans et au-delà. Le temps total moyen requis représente 25,8 heures/semaine. Les personnes âgées de 20 à 39 ans arrivent en seconde position. On rappellera que dans ce groupe d'âge, on retrouve des personnes atteintes de handicaps très lourds nécessitant des aides et soins intensifs pour les actes essentiels de la vie.

Une remarque s'impose en ce qui concerne le groupe des personnes de 0 à 18 ans. On retrouve dans ce groupe, les jeunes enfants pour lesquels l'article 350 dispose que la détermination de l'état de dépendance se fait en fonction du besoin d'aide supplémentaire par rapport à un enfant du même âge en bonne santé. Le temps requis pour les jeunes enfants est dès lors nettement inférieur au temps requis pour les adultes. Le temps hebdomadaire moyen requis pour les enfants de 0 à 8 ans correspond à 791 minutes, soit 13,2 heures. Ce groupe comprend 153 sujets (57 filles et 96 garçons). La différence entre le temps moyen requis pour les sujets de ce groupe et celui des adultes explique probablement pourquoi le temps moyen requis dans la classe d'âge de 0 à 18 ans est nettement inférieur à celui des autres classes d'âge.

Tableau 18. - Temps total moyen requis selon le sexe du bénéficiaire

Sexe	Temps total moyen requis en minutes par semaine	Temps total moyen requis en heures par semaine	Nombre de bénéficiaires
Femmes	1 421	23,7	4 901
Hommes	1 353	22,6	2 233
TOTAL	1 400	23,3	7 134

On constate que les femmes ont un temps moyen requis qui dépasse d'un peu plus d'une heure celui des hommes. Ceci peut s'expliquer par l'effectif très important de femmes dans les classes d'âge élevé. Il est cependant nécessaire d'être prudent quant aux conclusions que l'on pourrait tirer de cette constatation compte tenu de l'importante différence entre le nombre d'hommes et de femmes.

En revanche, la différence entre les bénéficiaires en établissement et les bénéficiaires à domicile est tout à fait significative. Le temps moyen requis pour les bénéficiaires en établissement dépasse de 344 minutes (5,7 heures) celui des bénéficiaires à domicile. Cette constatation permet de penser que l'assurance dépendance commence à atteindre certains de ses objectifs. En effet, l'un des principes directeurs de l'assurance dépendance est d'accorder une priorité au maintien à domicile par rapport à l'hébergement en établissement, de façon à ce que les établissements soient davantage réservés aux situations des personnes gravement dépendantes qui ne peuvent plus être soignées à domicile.

Tableau 19. - Temps total moyen requis selon le type d'hébergement

Type d'hébergement	Temps total moyen requis en minutes par semaine	Temps total moyen requis en heures par semaine	Nombre de bénéficiaires
Etablissement	1 613	26,9	2 711
Maintien à domicile	1 269	21,2	4 423
TOTAL	1 400	23,3	7 134

L'examen des temps requis dans chacune des rubriques des aides et soins notamment les actes essentiels de la vie et les activités de soutien permet d'apporter nuances et justifications à ces premières observations.

3.1.2. Les différentes prestations de l'assurance dépendance

3.1.2.1. Les prestations pour les actes essentiels de la vie

Les prestations pour les actes essentiels de la vie sont celles que la loi définit comme les aides et soins pour les actes relevant des domaines de l'hygiène corporelle, de la nutrition et de la mobilité.

La loi a fixé le temps d'aide maximal à 24,5 heures par semaine. Pour les personnes en établissement, ce temps peut être majoré de 25% en cas de nécessité.

La loi prévoit aussi la possibilité, lors de l'établissement du plan de prise en charge, de substituer des aides et soins dans un domaine à ceux prévus dans un autre domaine. Cette possibilité de substitution permet de déroger, lorsque le besoin de la personne l'impose, aux plafonds prévus pour les différentes rubriques du relevé type des aides et soins.

En ce qui concerne les actes essentiels de la vie pour les personnes à domicile, cette possibilité a été peu utilisée sinon pour les personnes polyhandicapées prises en charge par un réseau pour personnes handicapées et nécessitant des soins très intenses. Des aides sous forme d'activités de soutien ont alors été remplacées par des soins pour les actes essentiels de la vie.

Tableau 20. - Répartition des bénéficiaires selon le temps requis pour les actes essentiels de la vie

	Nombre de bénéficiaires	En % du total	En % cumulés
De 3,5 à 6,99 h	2 193	30,7	30,7
De 7 à 10,49 h	1 157	16,2	47,0
De 10,5 à 13,99 h	906	12,7	59,7
De 14 à 17,49 h	920	12,9	72,6
De 17,5 à 20,99 h	715	10,0	82,6
De 21 à 24,5 h	568	8,0	90,5
Plus de 24,5 h	675	9,5	100,0
TOTAL	7 134	100,0	

60% des bénéficiaires présentent un temps d'aides et de soins requis entre 3,5 et 14 heures par semaine, 40% se situent au-delà de 14 heures par semaine. Parmi ceux-ci, 9,5% ont un temps requis supérieur à 24,5 heures par semaine.

Pour ce qui est de l'âge, on notera ici encore l'importance du temps requis pour les bénéficiaires très âgés.

Cette classe d'âge avait déjà été remarquée en ce qui concerne le temps total moyen requis.

Ce résultat est neuf par rapport aux années précédentes où le temps le plus élevé avait jusqu'à présent été requis pour les bénéficiaires de 20 à 39 ans, groupe qui englobe de jeunes polyhandicapés, nécessitant des temps de soins pour les actes essentiels de la vie très élevés. Dans le groupe des bénéficiaires au 30 juin 2004, le temps d'aides et de soins pour les actes essentiels de la vie pour les personnes de 90 ans et plus dépasse de près de deux heures, le temps moyen pour le groupe des personnes entre 19 et 40 ans.

On notera aussi la moyenne plutôt élevée requise pour les jeunes bénéficiaires (768 minutes). Ce résultat est étonnant car, comme on l'a vu précédemment, pour les enfants, l'article 350 alinéa 6 de la loi du 19 juin 1998 dispose que "la détermination de l'état de dépendance se fait en fonction du besoin supplémentaire d'assistance pour les actes essentiels de la vie par rapport à un enfant sain de corps et d'esprit ". Il en résulte que pour les jeunes enfants, les temps moyens requis sont inférieurs à ceux des adultes. Ceci a pu être constaté à l'examen du temps total moyen effectif requis. En ce qui concerne les actes essentiels de la vie, ceci ne se vérifie pas.

Il est probable que la différence qui a été constatée pour le temps total requis ne soit pas liée aux actes essentiels de la vie mais soit davantage déterminée par le temps requis pour les activités de soutien.

Tableau 21. - Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie par classe d'âge

Classe d'âge	Temps moyen requis pour les AEV en minutes par semaine	Temps moyen requis pour les AEV en heures par semaine	Nombre de bénéficiaires
90 et plus	955	15,9	827
80-89	797	13,3	2 433
70-79	729	12,1	1 784
60-69	669	11,1	686
40-59	676	11,3	668
19-39	847	14,1	332
0-18	778	13,0	404
TOTAL	776	12,9	7 134

On ne remarque que très peu de différence dans le temps requis pour les actes essentiels de la vie entre les hommes et les femmes. La différence constatée pour le temps total tiendrait dès lors aux activités de soutien.

En revanche, la différence constatée en matière de temps total requis entre le domicile et l'établissement se confirme en ce qui concerne le temps requis pour les actes essentiels de la vie. Alors que la différence moyenne était de 5,7 heures pour le temps total, elle correspond à 5,3 heures pour les actes essentiels de la vie. Le besoin d'aide au niveau des actes essentiels de la vie s'avère donc considérablement plus important pour les bénéficiaires en établissement que pour les bénéficiaires à domicile.

Tableau 22. - Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie selon le sexe du bénéficiaire

Sexe	Temps moyen requis pour les AEV en minutes par semaine	Temps moyen requis pour les AEV en heures par semaine	Nombre de bénéficiaires
Femmes	780	13,0	4 901
Hommes	767	12,8	2 233
TOTAL	776	12,9	7 134

Tableau 23. - Temps moyen requis pour les actes essentiels de la vie selon le type d'hébergement

Type d'hébergement	Temps moyen requis pour les AEV en minutes par semaine	Temps moyen requis pour les AEV en heures par semaine	Nombre de bénéficiaires
Etablissement	972	16,2	2 711
Maintien à domicile	656	10,9	4 423
TOTAL	776	12,9	7 134

3.1.2.2. Les tâches domestiques

En ce qui concerne les tâches domestiques, le relevé des aides et soins prévoit deux forfaits correspondant respectivement à 150 minutes et 90 minutes.

Le forfait de 150 minutes est destiné à couvrir la prise en charge des tâches domestiques directement liées aux soins de base et nécessaires à l'exécution des actes essentiels de la vie.

Le supplément de 90 minutes est destiné à couvrir des tâches domestiques plus exceptionnelles telles qu'un entretien du linge plus important lorsque l'état de la personne l'impose.

Il est à noter que les tâches domestiques, même si elles sont octroyées sous une forme forfaitaire ne constituent pas automatiquement une aide requise.

En comparant avec les années précédentes, on peut constater que les avis de la cellule d'évaluation et d'orientation limitent de plus en plus l'octroi du forfait de 4 heures à des situations vraiment graves.

Tableau 24. - Le temps requis pour les tâches domestiques

Tâches domestiques	Nombre de bénéficiaires	En %
0 h	386	5,4
2,5 h	5 992	84,0
4 h	756	10,6
TOTAL	7 134	100,0

3.1.2.3. Les activités de soutien

On se rappellera tout d'abord la place des activités de soutien dans l'ensemble des prestations de l'assurance dépendance et leur lien à la définition de la dépendance dans le cadre de la loi du 19 juin 1998.

Le concept central de la loi est le besoin d'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie. On ne peut dès lors pas dissocier les prestations de soutien de ce besoin d'aide. Leur définition et leur contenu ne trouvent leur sens que dans ce lien.

Les activités de soutien sont principalement destinées à stimuler l'autonomie de la personne dépendante et à prévenir une aggravation de l'état de dépendance. Elles répondent à un besoin spécifique et identifié de la personne.

Le besoin de la personne déterminera s'il est préférable de les accorder sous forme d'activités individuelles ou d'activités de groupe.

Certaines activités de soutien peuvent être utilisées pour apporter un répit planifié à la personne de l'entourage apportant les aides et soins dans le cadre du maintien à domicile (aidant informel/ naturel).

Les activités de soutien sont limitées à 12 heures par semaine. En ce qui concerne les activités de soutien en groupe, le temps effectif peut correspondre à 48 heures par semaine (effet du coefficient de pondération).

Les analyses présentées ici ne dissocient pas les activités de soutien individuel et les activités de groupe. Dans une analyse plus poussée, il y aura certainement lieu de considérer cet aspect.

Tableau 25. - Les activités de soutien dans l'ensemble du fichier

Activités de soutien	Nombre de bénéficiaires	En % du total	En % cumulés
1 h	97	1,4	1,4
2 h	235	3,3	4,7
3 h	132	1,9	6,6
4 h	868	12,2	18,8
De 5 à 8 h	972	13,6	32,4
De 9 à 15 h	1 051	14,7	47,1
De 16 à 23 h	181	2,5	49,6
De 24 à 31 h	82	1,1	50,7
De 32 à 39 h	279	3,9	54,6
De 40 à 48 h	382	5,4	60,0
0 h	2 854	40,0	100,0
TOTAL	7 134	100,0	

59,9% des personnes dépendantes bénéficient d'une ou plusieurs prestations de soutien. 40,1% n'en bénéficient pas.

Il ne faut cependant pas conclure d'emblée que ces personnes ne présentent aucun besoin dans ce domaine. Cette proportion doit être analysée en tenant compte de la possibilité donnée aux personnes dépendantes à domicile de renoncer aux prestations en nature pour ne retenir qu'une prestation en espèces. Ce groupe représente 28,3% (2 018 sujets) de l'ensemble des bénéficiaires au 30 juin 2004.

Depuis 2001, à l'instar du temps requis pour les actes essentiels de la vie, le temps moyen requis pour les activités de soutien augmente progressivement.

Tableau 26. - Temps requis pour les activités de soutien - évolution depuis 2001

	Temps moyen requis en minutes par semaine	Temps moyen requis en heures par semaine
2001	237	3,9
2002	327	5,4
2003	370	6,2
2004	473	7,9

Des différences significatives se remarquent à l'examen des moyennes dans les différentes classes d'âge. Si l'on compare la moyenne requise pour les jeunes enfants et celles des personnes de plus de 70 ans, on constate que le temps moyen requis pour les septuagénaires est quatre fois plus élevé que pour les jeunes enfants.

On notera également le temps moyen requis très élevé pour la classe d'âge des personnes de 19 à 39 ans. On rappellera que cette classe d'âge regroupe une proportion très importante de personnes atteintes de maladies du système nerveux et maintenues à domicile.

En ce qui concerne le temps moyen requis selon le type d'hébergement, on constate que le temps requis dans le cadre des établissements dépasse celui du maintien à domicile. Ceci est neuf par rapport aux années précédentes où le temps requis à domicile était significativement supérieur à celui des établissements. En 2003, on relevait une différence de 110 minutes, soit près de deux heures.

Tableau 27. - Temps moyen requis pour les activités de soutien par classe d'âge

Classes d'âge	Temps moyen requis pour les activités de soutien en minutes par semaine	Temps moyen requis pour les activités de soutien en heures par semaine	Nombre de bénéficiaires
90 et plus	431	7,2	827
80-89	515	8,6	2 433
70-79	544	9,1	1 784
60-69	432	7,2	686
40-59	416	6,9	668
19-39	518	8,6	332
0-18	118	2,0	404
TOTAL	473	7,9	7 134

Tableau 28. - Temps moyen requis pour les activités de soutien selon le sexe du bénéficiaire

Sexe	Temps moyen requis pour les activités de soutien en minutes par semaine	Temps moyen requis pour les activités de soutien en heures par semaine	Nombre de bénéficiaires
Femmes	489	8,2	4 901
Hommes	437	7,3	2 233
TOTAL	473	7,9	7 134

Tableau 29. - Temps moyen requis pour les activités de soutien selon le type d'hébergement du bénéficiaire

Type d'hébergement	Temps moyen requis pour les activités de soutien en minutes par semaine	Temps moyen requis pour les activités de soutien en heures par semaine	Nombre de bénéficiaires
Etablissement	480	8,0	2 711
Maintien à domicile	469	7,8	4 423
TOTAL	473	7,9	7 134

3.1.2.4. Les produits nécessaires aux aides et soins

Tableau 30. - Les produits nécessaires aux aides et soins

Produits nécessaires aux aides et soins	Nombre de bénéficiaires	En % du total
Prestation refusée	4 258	59,7
Prestation accordée	2 876	40,3
TOTAL	7 134	100,0

Les produits nécessaires aux aides et soins sont principalement des produits de soins d'incontinence et des produits de prévention d'escarres.

Un montant forfaitaire de 300 francs par mois correspondant au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948 est accordé, sur avis de la cellule d'évaluation et d'orientation. Au 30 juin 2004, il s'élève à 43,95 EUR (1 773 francs).

Le forfait a été accordé à 59,5% des bénéficiaires. Ce sont l'incontinence du bénéficiaire ou une mobilisation réduite qui justifient, dans la majorité des situations, l'octroi du forfait.

Le forfait pour produits nécessaires aux aides et soins est aux termes de la loi une prestation du maintien à domicile. L'article 359 alinéa 3 précise néanmoins qu'un règlement grand-ducal peut définir les conditions et modalités suivant lesquelles le forfait peut être exceptionnellement pris en charge dans le cadre d'un établissement. L'article 9 du règlement grand-ducal du 23 décembre 1998 définit ces conditions et modalités. Cet article précise notamment que le forfait est payé à l'établissement. Celui-ci se charge d'acheter les produits. L'établissement peut facturer au bénéficiaire les produits nécessaires aux aides et soins dont le montant dépasse le forfait.

3.1.2.5. Les appareils

En cas de maintien à domicile, la personne a droit à la prise en charge des appareils qui lui permettront de maintenir ou d'accroître son autonomie de vie. La liste des appareils pris en charge a été déterminée par le règlement grand-ducal du 23 décembre 1998.

Le même règlement grand-ducal détermine la liste des appareils pris en charge par l'assurance dépendance lorsque le demandeur est hébergé en établissement.

Le besoin en matière d'appareils peut être constaté au cours de l'évaluation médicale ou de l'évaluation de base. Les personnes peuvent aussi introduire une demande pour l'obtention d'un appareil, sans solliciter pour autant, d'autres prestations de l'assurance dépendance.

Les appareils sont la seule prestation de l'assurance qui puisse être octroyée sans que la personne atteigne le seuil de 3,5 heures pour les actes essentiels de la vie. Toutefois, leur octroi est toujours subordonné à un avis motivé de la cellule d'évaluation et d'orientation. L'avis de la cellule d'évaluation s'appuie sur une expertise.

A la date du 31 mars 2003, 19 662 appareils ont été accordés. Les appareils accordés le plus fréquemment sont les aides pour la mobilité personnelle et principalement les fauteuils roulants et en second lieu, les aménagements et adaptations des maisons et immeubles où les lits de soins occupent la première place. Parmi les aides pour le traitement et l'entraînement, on notera la place importante du matériel destiné à prévenir les escarres. En raison d'une refonte du système informatique recensant les données statistiques sur les appareils, on ne dispose pas de données récentes sur l'attribution des appareils.

Tableau 31. - Les appareils requis par classes et sous-classe de la norme internationale ISO - évolution depuis le vote de la loi jusqu'au 31 mars 2003

Code ISO	1998 (=<)	1999	2000	2001	2002	2003
3 Aides pour les traitement et l'entraînement						
0318 Aides pour doser les médicaments		1		1	1	
0333 Aides pour la prévention des pressions douloureuses (matériels antiescarres)	113	211	537	652	738	151
0348 Equipements pour l'apprentissage du mouvement, de la force et de l'équilibre	31	25	36	29	29	3
0009 Aides pour les soins personnels et la protection						
0903 Vêtements et chaussures			5	2	7	3
0906 Aides de protection portées sur le corps		10	26	50	44	13
0909 Aides pour s'habiller et se déshabiller			7	2	8	1
0912 Aides pour l'hygiène	24	60	188	232	556	188
0927 Collecteurs d'urine		3	1	1	7	
0933 Aides pour se laver, se baigner, se doucher	8	53	180	203	424	156
0936 Aides pour manucure et pédicure		1			1	
0939 Aides pour les soins des cheveux		1			2	1
0942 Aides pour les soins des dents			1	2	2	
0012 Aides pour la mobilité personnelle						
1203 Aides de marche manipulées par un bras	11	25	51	74	81	35
1206 Aides à la marche manipulées par les deux bras (déambulateurs)	119	174	468	662	875	124
1207 Accessoires pour aides de marche					3	
1212 Adaptations pour voitures automobiles		7	43	42	39	7
1215 Cyclomoteurs		1			8	
1218 Cycles	4	3	12	19	17	3
1221 Fauteuils roulants	553	624	1 387	1 518	1 654	281
1224 Accessoires de fauteuils roulants	9	53	182	184	131	32
1227 Véhicules	22	9	30	16	19	8
1230 Aides pour le transfert	10	16	64	84	213	61
1233 Aides pour tourner		3	1			2
1236 Aides pour lever	27	38	79	78	99	12
1239 Aides pour s'orienter			1			1

Tableau 31. - Les appareils requis par classes et sous-classe de la norme internationale ISO - évolution depuis le vote de la loi jusqu'au 31 mars 2003

0015 Aides pour les activités domestiques						
1503 Aides pour préparer la nourriture et les boissons			2		12	6
1509 Aides pour manger et boire	13	44	8	30	24	
1515 Aides pour la confection et l'entretien du linge				1		
0018 Aménagements et adaptations des maisons et autres immeubles						
1803 Tables	12	14	38	27	25	4
1806 Equipements d'éclairage			2			
1809 Mobilier d'assise	2	16	42	46	46	15
1812 Lits	306	219	651	774	805	105
1815 Aides pour régler la hauteur du mobilier				2	1	1
1818 Dispositifs de soutien			25	15	39	17
1821 Dispositifs d'ouverture et de fermeture de portes, de fenêtres et de rideaux				1	1	
1827 Echelles et escabeaux			2	3		1
1830 Dispositifs de changement de niveau	4	27	82	128	197	33
0021 Aides pour la communication, l'information et la signalisation						
2103 Aides optiques			2	3	5	1
2106 Aides électro-optiques				1	21	11
2109 Dispositifs d'entrée et de sortie et accessoires pour ordinateurs, machines à écrire et calculatrices	1	4	8	33	2	
2112 Ordinateurs				1	8	
2115 Machines à écrire et de traitements de textes						2
2124 Aides pour dessiner et écrire					4	1
2127 Aides de lecture non optiques	2	5	2	2		
2130 Magnétophones et récepteurs radio						3
2136 Téléphones et aides pour téléphoner					1	
2136 Téléphones et aides pour téléphoner	2	2	6	7		
2139 Systèmes de transmission de son			1	1		1
2142 Aides pour la communication face-à-face	11	17	9	12	2	
2145 Aides auditives					14	1
2148 Aides de signalisation et d'indication			1	2	8	10
2151 Systèmes d'alarmes			2		1	
24 Aides pour manipuler les produits et les biens						
2404 Matériels et outils de marquage					3	3
2406 Aides pour manipuler les récipients					1	1
2409 Manettes et dispositifs de commande	1	5	4	2		
2412 Systèmes de contrôle de l'environnement			3	8	3	
2418 Aides pour compenser et/ou pour remplacer la fonction du bras, de la main et/ou des doigts	1	8	1	5		
2421 Aides pour saisir à distance	3	3	6	24	13	
2427 Aides pour fixer			9	1	3	10
2436 Aides pour porter et transporter (à roulettes)					1	
TOTAL	1 255	1 628	4 249	4 908	6 273	1 349

3.1.3. Les prestations spécifiques au maintien à domicile

Le paragraphe suivant est consacré à trois aspects spécifiques des prestations dans le cadre du maintien à domicile.

Il s'agit des prestations sous forme d'activités de conseil, des adaptations du logement et de la possibilité de convertir les prestations en nature en prestations en espèces.

3.1.3.1. Les activités de conseil

Tout comme les activités de soutien, les activités de conseil sont étroitement liées aux trois domaines des actes essentiels de la vie.

Toutefois, les activités de conseil sont requises temporairement, pour une durée limitée.

Leur objectif est d'apporter à la personne dépendante, les apprentissages nécessaires pour réaliser certains actes de la vie quotidienne de façon autonome ou permettre une utilisation efficace d'un appareil ou d'une aide technique. Il peut être aussi d'apporter à l'aidant informel un apprentissage pour une prise en charge adaptée.

Tableau 32. - Répartition des bénéficiaires selon le temps requis pour les activités de conseil

Conseil	Nombre de bénéficiaires	En % du total	En % cumulés
1 h	24	0,5	0,5
2 h	20	0,5	1,0
3 h	2	0,0	1,0
4 h	24	0,5	1,5
Plus de 4 heures	137	3,1	4,6
0 h	4 216	95,3	100,0
TOTAL	4 423	100,0	

3.1.3.2. Les adaptations du logement

En cas de maintien à domicile, des adaptations du logement de la personne dépendante peuvent être prises en charge dans le cadre de l'assurance, dans la mesure où elles permettent, à l'instar des appareils, de maintenir et d'accroître son autonomie de vie.

Les modalités de la prise en charge des adaptations du logement ont été déterminées par le règlement grand-ducal du 05 novembre 1999.

On notera que les adaptations du logement ne peuvent être réalisées que pour des personnes présentant un besoin minimum d'aides et de soins pour les actes essentiels de la vie correspondant à 3,5 heures par semaine.

Le besoin d'une adaptation du logement est constaté dans l'évaluation de base, sa nécessité est décidée lors de la détermination des services requis, les modalités de la réalisation sont fixées par une expertise. Le besoin est estimé à 8 dossiers en moyenne par mois.

Le montant comptabilisé en 2003 s'élève à 1,0 million d'euros et se rapporte aux exercices 1999 à 2003.

3.1.3.3. Les prestations en espèces

Conformément à l'article 354 du CAS, les prestations en nature pour les actes essentiels de la vie et les tâches domestiques peuvent être remplacées par une prestation en espèces.

On rappellera que les prestations de l'assurance dépendance sont un droit de la personne dépendante et que les prestations en espèces sont versées à la personne dépendante afin de lui permettre de se procurer les aides et soins auprès de son entourage.

Ce remplacement est cependant limité et ne peut s'effectuer que jusqu'à concurrence de sept heures par semaine. Si le droit aux prestations est supérieur à sept heures par semaine, le remplacement peut porter en outre, sur la moitié des prestations en nature se situant entre sept et quatorze heures par semaine. Dans la procédure d'établissement du plan de prise en charge, la phase de négociation du remplacement des prestations en nature par les prestations en espèces est désignée par le terme partage.

Dans la pratique, cette possibilité de remplacement entraîne que l'on se trouve devant trois formes d'octroi des prestations :

- uniquement des prestations en nature ;
- uniquement des prestations en espèces ;
- une combinaison de prestations en nature et de prestations en espèces.

Tableau 33. - Répartition des bénéficiaires à domicile selon le type de partage "prestations en nature" / "prestations en espèces"

Type prestation	30 juin 2004 N	30 juin 2004 En % du total	30 juin 2003 En % du total (N= 4054)	30 juin 2002 En % du total (N= 3688)
Prestations en nature uniquement	471	10,6	9,4	10,3
Prestations en espèces uniquement	2 018	45,6	48,7	48,5
Prestations combinées	1 934	43,7	41,9	41,2
TOTAL	4 423	100,0	100,0	100,0

En regardant le tableau 33, on relève la faible part des personnes demandant exclusivement des prestations en nature. Elles ne représentent que 10,6% des bénéficiaires de prestations à domicile contre 45,6% qui demandent exclusivement des prestations en espèces. En comparant avec les données des années précédentes, on constate une très légère augmentation du nombre de personnes demandant des prestations combinées.

En comparant la répartition des types de partage selon le sexe du bénéficiaire, on remarquera la nette sur-représentation des femmes choisissant une prestation combinée alors que l'on constate que les hommes sont nettement sur-représentés parmi les personnes choisissant une prestation en nature uniquement.

Il serait intéressant de pouvoir rapprocher ces données de statistiques portant sur la composition des ménages dans lesquels vivent les bénéficiaires de l'assurance dépendance.

Il convient aussi de remarquer la part très élevée de bénéficiaires des seules prestations en nature parmi les personnes de 20 à 60 ans.

Cette disproportion au regard des statistiques portant sur l'ensemble des bénéficiaires, pourrait s'expliquer par le fait que les personnes dépendantes de cet âge, souvent des personnes gravement handicapées, fréquentent des structures spécialisées ou nécessitent des aides et soins demandant beaucoup de compétences pour lesquelles l'entourage ne peut bien souvent pas se substituer aux professionnels.

De plus, on peut imaginer que pour les personnes de 20 à 39 ans, les personnes assumant le rôle d'aidant informel sont encore en âge d'exercer une activité professionnelle et sont donc obligées de faire appel à un réseau pour pallier leur manque de disponibilité.

Tableau 34. - Répartition des bénéficiaires par sexe selon le type de partage

Sexe	Prestations en nature		Prestations en espèces		Prestations combinées		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
Femmes	269	57,1	1 157	57,3	1 331	68,8	2 757	62,3
Hommes	202	42,9	861	42,7	603	31,2	1 666	37,7
TOTAL	471	100,0	2 018	100,0	1 934	100,0	4 423	100,0

Tableau 35. - Répartition des bénéficiaires selon le type de partage par classes d'âge

Classes d'âge	Prestations en nature		Prestations en espèces		Prestations combinées		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
90 et plus	15	3,2	98	4,9	160	8,3	273	6,2
80-89	58	12,3	482	23,9	640	33,1	1 180	26,7
70-79	86	18,3	455	22,5	626	32,4	1 167	26,4
60-69	41	8,7	254	12,6	207	10,7	502	11,3
40-59	145	30,8	286	14,2	143	7,4	574	13,0
19-39	105	22,3	157	7,8	61	3,2	323	7,3
0-18	21	4,5	286	14,2	97	5,0	404	9,1
TOTAL	471	100,0	2 018	100,0	1 934	100,0	4 423	100,0

3.1.3.4. Les mesures à l'égard de l'aidant informel

Dans l'ensemble des prestations en cas de maintien à domicile, la loi du 19 juin 1998 prévoit deux mesures destinées à la personne qui assure, à domicile, les aides et soins à la personne dépendante en dehors d'un réseau d'aides et de soins. Le texte de la loi n'utilise pas de terme spécifique pour désigner cette personne mais il est devenu d'usage de la désigner par le terme d'aidant informel.

3.1.3.4.1. La couverture en matière d'assurance pension

La loi crée un droit en matière d'assurance pension pour l'aidant informel. A cette fin, l'assurance dépendance prend en charge les cotisations à l'assurance pension de l'aidant informel jusqu'à concurrence d'une cotisation calculée sur base du salaire social minimum mensuel prévu pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans au moins.

Depuis le 01 janvier 1999 jusqu'au 31 décembre 2003, le centre commun de perception et d'affiliation à la sécurité sociale a affilié 670 personnes. Parmi les personnes affiliées, on compte 627 femmes (93,6%) et 43 hommes (6,4%). La moyenne d'âge est de 45 ans. L'âge donné dans le tableau est l'âge au moment de l'affiliation.

Par rapport au nombre de bénéficiaires à domicile, la proportion de personnes pour lesquelles l'assurance dépendance prend en charge la cotisation à l'assurance pension reste peu élevé. Il représente 15% de l'ensemble.

Tableau 36. - Répartition des personnes déclarées à l'assurance pension par groupe d'âge et par date du début de l'affiliation

Groupe d'âge	Date début de l'affiliation					Total
	1999	2000	2001	2002	2003	
15-19	1				1	2
20-24	1	3	1		1	6
25-29	15	5	5	4	4	33
30-34	26	14	10	13	9	72
35-39	41	23	11	18	21	114
40-44	39	20	19	19	16	113
45-49	41	16	14	15	13	99
50-54	40	21	20	23	16	120
55-59	18	13	12	9	20	72
60-64	12	4	9	6	8	39
TOTAL	234	119	101	107	109	670

Tableau 37. - Répartition des personnes déclarées à l'assurance pension par date du début de l'affiliation et par groupe d'âge et sexe

Groupe d'âge	Date début de l'affiliation										Total	
	1999		2000		2001		2002		2003			
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H		
15-19	1								1		2	
20-24	1		3		1				1		6	
25-29	15		5		4	1	4		4		32	1
30-34	23	3	14		10		13		9		69	3
35-39	40	1	23		11		17	1	19	2	110	4
40-44	37	2	17	3	18	1	16	3	14	2	102	11
45-49	38	3	14	2	14		15		12	1	93	6
50-54	36	4	21		20		21	2	12	4	110	10
55-59	16	2	13		12		7	2	18	2	66	6
60-64	12		4		7	2	6		8		37	2
TOTAL	219	15	114	5	97	4	99	8	98	11	627	43

Tableau 38. - Répartition de l'ensemble des personnes déclarées à l'assurance pension par groupe d'âge et par sexe

Groupe d'âge	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
15-19	2	0,3			2	0,3
20-24	6	1,0			6	0,9
25-29	32	5,1	1	2,3	33	4,9
30-34	69	11,0	3	2,3	72	10,7
35-39	110	17,5	4	9,3	114	17,0
40-44	102	16,3	11	25,6	113	16,9
45-49	93	14,8	6	2,3	99	14,8
50-54	110	17,5	10	23,3	120	17,9
55-59	66	10,5	6	13,9	72	10,7
60-64	37	5,9	2	4,6	39	5,8
TOTAL	627	100,0	43	100,0	670	100,0

3.1.3.4.2. Le remplacement de l'aidant informel

Afin d'assurer le remplacement de l'aidant informel, "l'assurance dépendance prend en charge annuellement pendant trois semaines le double de la prestation en espèces et, en cas de séjour temporaire dans un établissement stationnaire, en outre, les aides et soins requis. "

Le double de la prestation en espèces calculé forfaitairement sur l'ensemble de l'année est versé à tous les bénéficiaires avec les prestations du mois de décembre.

En ce qui concerne la possibilité de prise en charge des aides et soins requis en cas de séjour temporaire dans un établissement, il n'est pas encore possible actuellement de donner de chiffres quant à la fréquence d'utilisation de cette mesure.

On peut cependant constater à la lecture du tableau 45. sur la capacité d'hébergement des différents établissements d'aides et de soins que le nombre de lits proposés pour l'accueil temporaire s'élève actuellement à 65 lits de vacances ou de court séjour, ce qui permettrait l'hébergement de 1 126 bénéficiaires pendant trois semaines au cours d'une année. Le nombre de lits de court séjour a sensiblement augmenté par rapport à 2003. Il représente deux fois et demi le nombre de lits recensés en 2003.

4. Les causes de la dépendance

L'objet de l'assurance dépendance dans la loi du 19 juin 1998 est la réponse au besoin d'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie.

Le législateur a pris l'option de définir la dépendance en liant le besoin d'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie à une cause médicale : une maladie physique, psychique ou mentale ou une déficience de même nature.

Pour l'assurance dépendance, il n'y a pas de dépendance sans cause médicale. Le grand âge ne peut à lui seul être retenu comme cause de la dépendance.

La cause de la dépendance est établie lors de l'évaluation médicale. Il est rare que la dépendance soit liée à un seul diagnostic. Le protocole de l'évaluation médicale prévoit de retenir cinq diagnostics¹⁾ à la base de la dépendance.

Ces diagnostics sont ordonnés selon leur incidence sur le besoin d'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie. Le médecin-conseil peut en outre retenir cinq autres diagnostics qui n'ont pas nécessairement un lien direct avec la dépendance. Dans le cadre de l'évaluation médicale, l'état de santé du demandeur peut ainsi être décrit par dix diagnostics.

1) Tous les diagnostics établis par les évaluations médicales sont codés selon le code ICD10- classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes- organisation mondiale de la santé, Genève, 1997, 10e révision.

Les données reprises ici font référence au diagnostic retenu pour être la cause principale de la dépendance.

On a choisi de présenter les données sous deux formes de classification. Dans les tableaux 39 et 40, les diagnostics sont regroupés selon les chapitres de la classification internationale des maladies et des problèmes de santé connexes établie par l'organisation mondiale de la santé. Ces tableaux permettent d'avoir une vision relativement détaillée des différentes causes de la dépendance et permettront ultérieurement des comparaisons internationales.

Les tableaux 41, 42 et 43 font appel à une classification conçue par les médecins de la cellule d'évaluation et d'orientation qui permet de mettre davantage en évidence les diagnostics pertinents pour le domaine de la dépendance.

On rappellera que les tableaux présentés portent sur les bénéficiaires de l'assurance dépendance en vie au 30 juin 2004.

Une première remarque doit être faite ici. La première cause de dépendance sont les troubles osteo- articulaires. Elle concerne 24,2% des bénéficiaires au 30 juin 2004. Elle est suivie par la démence et les troubles des fonctions cognitives qui concernent 22,9% des bénéficiaires.

Par rapport aux années précédentes, on constate une différence au niveau des résultats. Jusqu'à présent, la première cause de dépendance avait été la démence et les troubles des fonctions cognitives. Cette inversion entre les deux causes est probablement liée à la diminution des effectifs qui a été relevée précédemment dans les classes d'âge supérieur à 79 ans.

Tableau 39. - Causes de la dépendance - répartition des bénéficiaires par âge selon la cause principale de la dépendance- regroupement par chapitre de la classification internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD10) (chiffres en %)

Chapitre de la classification internationale des maladies et des problèmes de santé connexes(ICD10)	Classes d'âge							TOTAL	
	0-18	19-39	40-59	60-69	70-79	80-89	90-109	Nombre	En %
	En % N= 404	En % N= 332	En % N=668	En % N=686	En % N=1784	En % N=2433	En % N=827		
Chapitre I. Certaines maladies infectieuses et parasitaires	1,2	0,9	1,0	1,0	0,7	0,2	0,1	41	0,6
Chapitre II. Tumeurs	1,0	0,6	3,1	2,8	1,6	0,7	0,4	94	0,4
Chapitre III. Maladies du sang et des organes hématopoïétiques et certains troubles du système immunitaire				0,1				1	0,0
Chapitre IV. Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	0,2	0,6	1,2	4,1	1,6	0,7	0,4	87	1,2
Chapitre V. Troubles mentaux et du comportement	19,6	17,5	24,0	21,6	25,2	31,9	35,1	1 962	27,5
Chapitre VI. Maladies du système nerveux	30,9	32,5	33,1	27,7	23,4	13,4	7,0	1 444	20,2
Chapitre VII. Maladies de l'œil et de ses annexes	1,0	3,9	3,0	2,8	3,5	4,1	5,1	260	3,6
Chapitre VIII. Maladies de l'oreille et de l'apophyse mastoïde	3,0	11,7	3,6	1,5	0,7	0,7	0,7	121	1,7
Chapitre IX. Maladies de l'appareil circulatoire			3,4	6,1	6,3	5,0	5,2	342	4,8
Chapitre X. Maladies de l'appareil respiratoire			0,6	0,7	1,5	0,6	0,1	52	0,7
Chapitre XI. Maladies de l'appareil digestif	0,2		1,0	1,6	0,9	0,2	0,2	43	0,6

Tableau 39. - Causes de la dépendance - répartition des bénéficiaires par âge selon la cause principale de la dépendance- regroupement par chapitre de la classification internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD10) (chiffres en %)

Chapitre XIII. Maladies du système ostéo-articulaire, des muscles et du tissu conjonctif	0,5	1,2	4,3	9,9	14,0	19,9	20,2	1 002	14,0
Chapitre XIV. Maladies de l'appareil génito-urinaire			0,1	0,6	0,1	0,2		11	0,2
Chapitre XVI. Certaines affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	1,2	1,5	0,1					11	0,2
Chapitre XVII. Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	23,0	12,7	3,9	0,6	0,1	0,2		171	2,4
Chapitre XVIII. Symptômes, signes et résultats anormaux d'examens cliniques et de laboratoire, non classés ailleurs	1,0	1,5	2,1	7,3	10,3	13,6	15,5	716	10,0
Chapitre XIX. Lésions traumatiques, empoisonnements et certaines autres conséquences de causes externes	2,2	6,3	6,0	2,6	3,9	4,4	5,6	310	4,3
Chapitre XXI. Facteurs influant sur l'état de santé et motifs de recours aux services de santé		1,8	3,9	3,9	2,6	1,8	1,6	162	2,3
Absence de codification	14,9	7,2	5,4	5,1	3,6	2,5	2,9	304	2,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	7 134	100,0

Assurance
dépendance

Tableau 40. - Cause de la dépendance - Répartition des bénéficiaires de prestations par sexe et diagnostic principal recodé par chapitre de la classification internationale des maladies et de problèmes de santé connexes (ICD10)

Chapitre de la classification internationale des maladies et des problèmes de santé connexes(ICD10)	Sexe					
	Femmes		Hommes		TOTAL	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
Chapitre I. Certaines maladies infectieuses et parasitaires	30	0,6	11	0,5	41	0,6
Chapitre II. Tumeurs	56	1,1	38	1,7	94	1,3
Chapitre III. Maladies du sang et des organes hématopoïétiques et certains troubles du système immunitaire	1	0,0			1	0,0
Chapitre IV. Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	1 442	1,4	18	0,8	87	1,2
Chapitre V. Troubles mentaux et du comportement	808	29,4	520	23,3	1 962	27,5
Chapitre VI. Maladies du système nerveux	186	16,5	636	28,5	1 444	20,2
Chapitre VII. Maladies de l'œil et de ses annexes	188	3,8	72	3,2	260	3,6
Chapitre VIII. Maladies de l'oreille et de l'apophyse mastoïde	79	1,6	42	1,9	121	1,7
Chapitre IX. Maladies de l'appareil circulatoire	232	4,7	110	4,9	342	4,8
Chapitre X. Maladies de l'appareil respiratoire	29	0,6	23	1,0	52	0,7
Chapitre XI. Maladies de l'appareil digestif	22	0,4	21	0,9	43	0,6
Chapitre XIII. Maladies du système ostéo-articulaire, des muscles et du tissu conjonctif	870	17,8	132	5,9	1 002	14,0
Chapitre XIV. Maladies de l'appareil génito-urinaire	9	0,2	2	0,1	11	0,2
Chapitre XVI . Certaines affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	4	0,1	7	0,3	11	0,2
Chapitre XVII. Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	75	1,5	96	4,3	171	2,4
Chapitre XVIII. Symptômes, signes et résultats anormaux d'examens cliniques et de laboratoire, non classés ailleurs	519	10,6	197	8,8	716	10,0
Chapitre XIX. Lésions traumatiques, empoisonnements et certaines autres conséquences de causes externes	214	4,4	96	4,3	310	4,3
Chapitre XXI. Facteurs influant sur l'état de santé et motifs de recours aux services de santé	65	1,3	97	4,3	162	2,3
Absence de codification	189	3,9	115	5,2	304	4,3
TOTAL	4 901	100,0	2 233	100,0	7 134	100,0

Le tableau 41. présente la répartition des bénéficiaires de l'assurance dépendance par âge et par type de pathologie. Le lien est évident et l'on pourrait (du point de vue des types de pathologie) diviser la population des bénéficiaires en deux groupes, le groupe des personnes de moins de 80 ans et le groupes des octogénaires et au-delà.

On attirera l'attention sur quelques grandes tendances :

- Parmi les 1 852 personnes atteintes de maladies du système nerveux ou personnes atteintes de malformations congénitales ou de troubles mentaux et comportementaux de l'enfant ou de l'adolescent, on retrouve 1 501 personnes de moins de 80 ans, soit 81%. On rappellera que l'ensemble des personnes d'un âge inférieur à 80 ans représente 54% de la population considérée.
- Au-delà de 80 ans, les démences et surtout les troubles ostéo-articulaires sont de plus en plus souvent à l'origine de la dépendance. 75% de la population dépendante au-delà de 80 ans est atteinte de l'une ou de l'autre de ces pathologies. Ajoutés, ces deux types de pathologies représentent respectivement 66,5% des cas chez les 80-89 ans et 72% des cas chez les plus de 90 ans. Aux âges très élevés, la dépendance non liée à un processus démentiel ou à des troubles ostéo-articulaires est donc minoritaire (1 situation sur 4). Prises individuellement, les autres pathologies à l'origine de la dépendance ne concernent pas plus de 6% des bénéficiaires au-delà de 79 ans, à l'exception des maladies du système nerveux qui concerne 11% des bénéficiaires entre 80 et 89 ans.

On notera une fois encore que ces résultats portent uniquement sur le diagnostic principal. Des analyses plus poussées portant sur l'ensemble des diagnostics retenus et sur la combinaison de ces diagnostics ajouteraient à leur intérêt.

Tableau 41. - Cause de la dépendance - Répartition des bénéficiaires par âge et diagnostic principal recodé - (classification établie par les médecins de la CEO) (calcul en % du total)

Cause de la dépendance	Classes d'âge							TOTAL	
	0-18	19-39	40-59	60-69	70-79	80-89	90-109	Nombre	En %
	En % (N=404)	En % (N=332)	En % (N=668)	En % (N=686)	En % (N=1784)	En % (N=2433)	En % (N=827)		
Groupe 1. Démences et troubles des fonctions cognitives		0,9	2,7	8,7	22,6	34,0	38,8	1 633	22,9
Groupe 2. Troubles psychiatriques	1	8	39	68	111	72	17	316	4,4
Groupe 3. Maladies du système cardio-vasculaire	0,2		1,9	3,1	5,0	4,3	4,0	262	3,7
Groupe 4. Maladies du système nerveux	30,9	33,4	34,1	28,1	21,1	11,2	6,2	1 359	19,0
Groupe 5. Malformations congénitales/ Troubles mentaux et/ou moteurs chez l'enfant et l'adolescent	44,1	28,3	19,9	5,2	2,0	0,7	0,1	493	6,9
Groupe 6. Maladies du système ostéo-articulaire	1,5	3,6	11,5	19,5	24,4	32,6	32,9	1 729	24,2
Groupe 7. Troubles sensoriels	4,0	15,7	6,6	4,2	4,1	4,8	5,8	381	5,3
Groupe 8. Tumeurs malignes	1,0	0,6	3,1	2,8	1,6	0,7	0,4	94	1,3
Groupe 9. Autres	3,2	7,8	8,8	13,3	9,2	6,3	6,9	563	7,9
Groupe 10. Absence de codification	14,9	7,2	5,4	5,1	3,6	2,5	2,9	304	4,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	7 086	100,0

En ce qui concerne la répartition entre les différents types d'hébergement selon la pathologie à la base de la dépendance, on constate que la dépendance d'origine psychique constituée des démences et des troubles psychiatriques est majoritairement prise en charge en établissement (65%), probablement parce que ce type de pathologie nécessite une surveillance continue y compris durant la nuit.

Pour le reste des bénéficiaires, le domicile est privilégié dans une fourchette allant de 70 à 85% des cas selon la pathologie à l'origine de la dépendance.

Tableau 42. - Cause de la dépendance : répartition des bénéficiaires par type d'hébergement (établissement/domicile) et par diagnostic recodé (classification établie par les médecins de la CEO)

Pathologies à la base de la dépendance	Etablissement		Domicile		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
Groupe 1. Démence et troubles des fonctions cognitives	1 095	40,4	538	12,2	1 633	22,9
Groupe 2. Troubles psychiatriques	164	6,0	152	3,4	316	4,4
Groupe 3. Maladies du système cardio-vasculaire	69	2,5	193	4,4	262	3,7
Groupe 4. Maladies du système nerveux	383	14,1	976	22,1	1 359	19,0
Groupe 5. Malformations congénitales -Troubles mentaux et/ou moteurs chez l'enfant et l'adolescent	97	3,6	396	9,0	493	6,9
Groupe 6. Maladies du système ostéo-articulaire	565	20,8	1 164	26,3	1 729	24,2
Groupe 7. Troubles sensoriels	80	3,0	301	6,8	381	5,3
Groupe 8. Tumeurs malignes	14	0,5	80	1,8	94	1,3
Groupe 9. Autres	171	6,3	392	8,9	563	7,9
Groupe 10. Absence de codification	73	2,7	231	5,2	304	4,3
TOTAL	2 711	100,0	4 423	100,0	7 134	100,0

Tableau 43. - Les personnes dépendantes par sexe selon la cause principale de la dépendance - diagnostics ICD10 recodés (classification établie par les médecins de la CEO)

Pathologies à la base de la dépendance	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
Groupe 1. Démences et troubles des fonctions cognitives	1 323	27,0	310	13,9	1 633	22,9
Groupe 2. Troubles psychiatriques	204	4,2	112	5,0	316	4,4
Groupe 3. Maladies du système cardio-vasculaire	188	3,8	74	3,3	262	3,7
Groupe 4. Maladies du système nerveux	725	14,8	634	28,4	1 359	19,0
Groupe 5. Malformations congénitales - Troubles et/ou moteurs chez l'enfant et l'adolescent	229	4,7	264	11,8	493	6,9
Groupe 6. Maladies du système ostéo-articulaire	1 379	28,1	350	15,7	1 729	24,2
Groupe 7. Troubles sensoriels	267	5,4	114	5,1	381	5,3
Groupe 8. Tumeurs malignes	56	1,1	38	1,7	94	1,3
Groupe 9. Autres	341	7,0	222	9,9	563	7,9
Groupe 10. Absence de codification	189	3,9	115	5,2	304	4,3
TOTAL	4 901	100,0	2 233	100,0	7 134	100,0

A l'analyse de la répartition par sexe des différents types de pathologies à l'origine de la dépendance, on retrouve une présence importante de femmes dans le groupe des personnes atteintes de démence et dans celui des personnes atteintes de maladies ostéo-articulaires. Cette constatation est à rapprocher de la répartition par âge des bénéficiaires de l'assurance dépendance. En effet, la population féminine est sur-représentée dans les classes d'âge élevé.

Chez les bénéficiaires féminins, plus d'un cas de dépendance sur deux (55%) a pour origine la détérioration des fonctions cognitives ou les maladies ostéo-articulaires alors que cette proportion est de l'ordre de un sur trois chez les hommes.

En revanche, les bénéficiaires masculins sont largement sur-représentés dans les groupes de personnes atteintes de maladies du système nerveux.

4.1. Temps moyen requis et causes de la dépendance

Tableau 44. - Temps moyen requis (en heures par semaine) par type de prestation et par groupe de pathologies - code ICD10 recodé (classification établie par les médecins de la CEO)

Pathologies à la base de la dépendance	Actes essentiels de la vie	Tâches domestiques	Soutien	Temps total requis
	Heures par semaine	Heures par semaine	Heures par semaine	Heures par semaine
Groupe 1. Démences et troubles des fonctions cognitives	16,6	2,7	13,6	33,0
Groupe 2. Troubles psychiatriques	10,7	2,7	9,9	23,2
Groupe 3. Maladies du système cardio-vasculaire	10,1	2,5	5,7	18,4
Groupe 4. Maladies du système nerveux	14,5	2,7	7,2	24,3
Groupe 5. Troubles et/ou moteurs chez l'enfant et l'adolescent-malformations congénitales	12,5	2,6	8,3	23,5
Groupe 6. Maladies du système ostéo-articulaire	10,4	2,5	5,4	18,4
Groupe 7. Troubles sensoriels	8,3	1,2	2,7	12,2
Groupe 8. Tumeurs malignes	10,3	2,1	3,5	15,8
Groupe 9. Autres	12,8	2,5	5,9	21,2
Groupe 10. Absence de codification	12,2	2,5	4,8	19,6
Ensemble des bénéficiaires	12,9	2,5	7,9	23,3

Les personnes démentes bénéficient du temps moyen requis le plus élevé, que ce soit au total, pour les actes essentiels de la vie ou pour les activités de soutien. Cette constatation n'est pas neuve au regard des années précédentes.

Un aspect intéressant concerne les temps requis par les personnes atteintes de maladies du système ostéo-articulaire. Celles-ci présentent des temps moyens peu élevés, tant pour les actes essentiels de la vie que pour les activités de soutien. Ces personnes, souvent très handicapées en ce qui concerne le domaine de la mobilité présentent toutefois moins de limitations que d'autres en ce qui concerne les domaines de l'hygiène corporelle et de la nutrition.

Enfin, une petite remarque s'impose en ce qui concerne les personnes atteintes de troubles sensoriels. On relève ici des temps requis peu élevés. On rappellera toutefois que la loi sur l'assurance dépendance a prévu des dispositions particulières pour les personnes atteintes de cécité, de surdité et de certains problèmes de la communication et leur accorde un forfait en espèces correspondant à six heures d'aides et de soins. Il est évident que le groupe des personnes bénéficiant de ces dispositions particulières influence les temps moyens requis notamment pour ce qui concerne les tâches domestiques et les activités de soutien.

5. Les prestataires

Pour pouvoir opérer dans le cadre de l'assurance dépendance, les prestataires doivent exercer leur activité soit en vertu d'un agrément délivré par le ministère de tutelle, soit en vertu d'une autre disposition légale et avoir conclu un contrat d'aides et de soins avec l'union des caisses de maladie.

5.1. Les contrats d'aides et de soins

La loi sur l'assurance dépendance distingue deux types de contrats :

- le contrat d'aides et de soins en tant qu'établissement d'aides et de soins (article 389 du CAS) ;
- le contrat d'aides et de soins en tant que réseau d'aides et de soins (article 390 du CAS).

5.1.1. Les établissements d'aides et de soins

Actuellement, 50 établissements ont conclu un contrat d'aides et de soins avec l'union des caisses de maladie et travaillent complètement ou partiellement dans le cadre de l'assurance dépendance.

Parmi ces 50 établissements, 33 exercent leur activité sur base d'un agrément en tant que centre intégré et 15 en tant que maison de soins.

Le nombre total de lits de long séjour au 01 janvier 2004 est de 4 562 lits, ce qui représente en rapport avec la population des personnes âgées de 65 ans et plus une capacité de lits de long séjour équivalant à 7,2%.

Plusieurs projets sont en voie de réalisation et ajouteront à terme environ 600 lits à la capacité actuelle. Il s'agit soit de nouveaux établissements en construction, soit d'ajouts à des établissements existants.

11 avant-projets pour l'ajout de 531 lits sont déposés. Ceci portera le nombre de lits de long séjour à 5 093 lits.

Deux centres intégrés sont actuellement destinés aux personnes handicapées : le foyer Saint Elisabeth de Remich et le Schoumann's Bongert de Frisange. Les autres structures s'adressant à des personnes handicapées, même lorsqu'elles fonctionnent totalement ou partiellement comme service d'hébergement, ont fait le choix de fonctionner en tant que réseau d'aides et de soins.

Les deux centres intégrés pour personnes handicapées hébergent certes des personnes de plus 65 ans mais hébergent également des personnes plus jeunes. En raison de cette situation particulière, le nombre de logements de ces établissements n'est pas comptabilisé dans le nombre total de lits de long séjour.

**Tableau 45. - Les établissements d'aides et de soins (source : Ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la Jeunesse
- mise à jour : 21/07/2004)**

Etablissement d'aides et de soins		Nombre de logements au 30 juin 2004	Nombre de lits de vacances
Etablissements titulaires d'un agrément en tant que centre intégré pour personnes âgées			
1.	CIPA Berbourg Hauptmann's Schloss	55	1
2.	CIPA Berschbach Blanneheem	91	0
3.	CIPA Bettembourg Foyer Sainte Elisabeth	139	4
4.	CIPA Bofferdange Servior- Bofferdange	117	1
5.	CIPA Clervaux Home pour personnes âgées Saint François	74	0
6.	CIPA Clervaux- Résidence des Ardennes	75	0
7.	CIPA Consdorf- Maison de retraite Saint Joseph	39	0
8.	CIPA Diekirch- Résidence du Parc-	86	0
9.	CIPA Differdange Servior- Nieder Korn	96	0
10.	CIPA Dudelange- Servior- Prince Jean	93	1
11.	CIPA Echternach- Hospice Civil et clinique	58	0
12.	CIPA Echternach- Servior- Bellevue	73	0
13.	CIPA Esch/Alzette Servior-Op der Leier	163	1
14.	CIPA Grevenmacher- Home pour personnes âgées	63	2
15.	CIPA Hamm- Maison de gériatrie et de retraite	210	0
16.	CIPA Heisdorf Maredoc	100	0
17.	CIPA Junglinster- Maison de retraite	30	0
18.	CIPA Luxembourg-Servior- Howald	120	1
19.	CIPA Luxembourg- St Jean la Croix	83	1
20.	CIPA Luxembourg- Fondation Pescatore	356	0
21.	CIPA Luxembourg Home pour personnes âgées St Antoine	33	0
22.	CIPA Luxembourg- Hospice civil du Pfaffenthal	66	0
23.	CIPA Luxembourg Servior- Dällchen	28	0
24.	CIPA Luxembourg Servior-Centre du Rham	152	1
25.	CIPA CIPA Mamer	132	0
	CIPA Mersch- Home pour personnes âgées Saint Joseph	86	0
26.	CIPA Mertzig Servior-Mertzig	41	1
	CIPA Mondorf-les- bains Résidence Monplaisir	150	9
27.	CIPA Niederaanven- Grengewald	159	1
28.	CIPA Redange/Attert Home pour personnes âgées St François	69	0
29.	CIPA Remich- Maison de retraite Saint Joseph	127	1
30.	CIPA Rumelange Servior- Rumelange	71	1
31.	CIPA Soleuvre- Résidence d'ickskopp	81	2
32.	CIPA Vianden Servior- Veinen	48	1
33.	CIPA Wiltz- Servior-Château de Wiltz	38	1
Etablissements titulaires d'un agrément en tant que maison de soins			
1.	MS Bertrange- Les parcs du troisième âge	135	1
2.	MS Bettembourg- An de Wisen	144	1
3.	MS Diekirch Sacré- Coeur	72	3
4.	MS Differdange- Servior-Differdange	87	1
5.	MS Echternach - Schleeschen	61	1
6.	MS Esch/Alzette Servior-Esch/Alzette	36	1
7.	MS Ettelbruck- Etablissement d'aides et de soins spécialisés	156	0
8.	MS Luxembourg- Home saint François	37	0
9.	MS Luxembourg- Fondation Elysis	92	23
10.	MS Pétange- Saint Joseph	76	0
11.	MS Schiffange- Am Schmëttbësch	100	1
12.	MS Steinfort- Hôpital intercommunal	52	1
13.	MS Vianden- Servior- Vianden	93	1
14.	MS Wasserbillig- Op Lamp	81	1
15.	MS Wiltz- Maison de soins de la clinique Saint Joseph	40	0
Etablissements titulaires d'un agrément en tant que centre intégré pour personnes âgées handicapées			
16.	CIPAH Remich- Sainte Elisabeth	65	0
17.	CIPAH Frisange- Schoumanns Bongert		

Assurance
dépendance

5.1.2. Les réseaux du maintien à domicile

Dans le cadre de l'assurance dépendance, le réseau d'aides et de soins se définit comme un ensemble organisé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales, dispersé dans une zone territorialement donnée, de compétences différentes et complémentaires pour assurer la prise en charge globale de la personne dépendante.

Dans le contrat d'aides et de soins, le réseau s'oblige à dispenser tous les aides et soins relatifs aux actes essentiels de la vie, aux tâches domestiques, aux activités de soutien et de conseil tels que définis au relevé type ainsi que les actes et services des infirmiers. Dans la mesure où le réseau n'est pas en mesure de délivrer tous les aides ou soins du relevé type par ses propres ressources, il peut s'assurer le concours d'autres prestataires.

Le règlement grand-ducal pris sur base de la loi du 24 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes sociaux, familiaux et thérapeutiques ne prévoit pas d'agrément pour l'activité en tant que réseau. Les agréments requis pour pouvoir conclure un contrat d'aides et de soins en tant que réseau seront donc les agréments nécessaires pour les différentes activités exercées par le réseau.

Actuellement, 14 réseaux ont conclu un contrat d'aides et de soins. On y compte 2 réseaux qui prennent en charge l'ensemble de la population dépendante sans distinction de pathologie à travers tout le pays, 2 réseaux spécialisés respectivement dans la prise en charge de personnes atteintes de troubles psychogériatriques et la prise en charge de personnes psychotiques stabilisées. Ce dernier, bien que titulaire d'un contrat d'aides et de soins, ne fonctionne pas effectivement dans le cadre de l'assurance dépendance

10 réseaux s'attachent exclusivement à la prise en charge des personnes handicapées. Seuls quatre fonctionnent effectivement dans le cadre de l'assurance dépendance.

Comme on l'a dit plus haut, le concept de réseau pour personnes handicapées offre des services différents des réseaux généralistes. Ainsi, les réseaux pour personnes handicapées regroupent des services d'accueil de jour, services d'hébergement et centres d'accueil spécialisés.

La fonction spécifique d'aide et de soin de la personne à domicile n'a jusqu'ici pas été organisée au sein des réseaux pour personnes handicapées. Cette fonction a été assumée par contrat de sous-traitance avec les réseaux généralistes.

Au total, 23 centres psycho-gériatriques ont un contrat de sous-traitance avec un ou plusieurs réseaux pour fonctionner en tant que centre de jour spécialisé et répondre au besoin de soutien en groupe, dans le cadre de l'assurance dépendance.

Tableau 46. - Les centres psycho-gériatriques (source: ministère de la famille- mise à jour au 21/07/2004)

Centre psychogériatrique	Nombre de places
1. Eist heem- Berchem	16
2. Uelzechtdall Lorentzweiler	20
3. Saint François - Clervaux	
4. Gënzegold Dahl	12
5. Tillebiërg Differdange	
6. Op Rabatt Echternach	16
7. Espérance Esch/Alzette	10
8. Hiirzebiërg Ettelbruck	12
9. St François Grevenmacher	8
10. Hesper- Kopp Hesperange	16
11. Um aale Gaart Holtzhum	16
12. Op der Heed Hupperdange	16
13. Fondation Elysis	
14. Bonnevoie	14
15. Dominique Marth Dopmmeldange	12
16. Siwebueren Luxembourg	24
17. Saint Joseph Mersch	
18. Syrdall Heem Niederaanven	15
19. Saint François Rédange	
20. Syrdall Remich	
21. Minettsheem Rumelange	15
22. Muselheem Wasserbillig	20
23. Am Schloss Wiltz	16
TOTAL	258

5.2. Le personnel

Tableau 47. - Le personnel des établissements d'aides et de soins (en équivalents temps plein)

Personnel	1999	2000	2001	2002	2003
Personnel d'assistance et de soins					
Médecin directeur/ médecin	3,60	4,20	3,20	2,52	3,04
Licencié en sciences hospitalières	1,00	1,00	0,40	-	0,00
Infirmier hospitalier gradué	25,70	26,70	23,60	31,10	26,31
Assistant social	7,40	8,70	9,60	9,13	9,04
Ergothérapeute	19,00	23,80	26,00	26,98	34,61
Kinésithérapeute	7,00	9,10	15,20	15,69	26,85
Psychomotricien	0,00	0,30	0,70	1,25	0,20
Pédagogue curatif	0,00	0,00	0,80	1,00	1,50
Infirmier anesthésiste / Masseur	2,00	1,00	2,00	2,00	2,00
Infirmier psychiatrique	20,20	18,40	17,40	12,61	13,09
Infirmier	401,90	419,00	481,20	533,03	588,97
Aide soignant	517,10	566,10	692,40	749,83	815,86
Aide socio-familial diplômé	88,00	57,20	104,00	132,80	138,56
Aspirant aide socio-familial (en formation)	90,00	191,80	202,10	169,70	209,79
Autre :	4,30	12,50	-	15,61	17,65
Personnel socio-éducatif					
Psychologue	4,30	3,00	2,80	2,36	3,92
Educateur gradué	0,00	2,00	2,00	1,82	2,30
Autre éducateur	24,70	22,50	46,10	31,02	70,81
Personnel administratif	113,10	123,20	143,10	160,30	169,64
Personnel technique et logistique	1 057,00	1 054,80	1 109,00	1 176,38	1 198,55
TOTAL	2 386,20	2 545,00	2 881,30	3 075,85	3 332,69
Nombre d'équivalents temps plein au lit du patient	1 216,10 (51,0%)	1 367,00 (53,7%)	1 629,20 (56,5%)	1 739,20 (56,5%)	1 964,50 (58,9%)

Assurance
dépendance

Tableau 48. - Le personnel des réseaux d'aides et de soins (sans les réseaux spécialisés dans le handicap) (en équivalents temps plein)

Personnel	1999	2000	2001	2002	2003
Personnel d'assistance et de soins					
Médecin directeur/ médecin	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Licencié en sciences hospitalières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Infirmier hospitalier gradué	2,56	7,08	5,40	8,97	9,66
Assistant social	2,15	0,00	2,11	1,70	0,98
Ergothérapeute	0,00	0,00	1,00	1,58	2,19
Kinésithérapeute	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Psychomotricien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pédagogue curatif	0,00	0,00	0,17	1,93	1,89
Infirmier anesthésiste/ Masseur	0,00	0,00	0,25	7,27	11,24
Infirmier psychiatrique	0,00	0,50	2,29	6,49	4,30
Infirmier	101,03	127,84	176,66	228,16	262,83
Aide soignant	22,12	52,99	98,14	130,43	152,16
Aide socio-familial diplômé	12,31	15,60	8,13	31,71	51,97
Aspirant aide socio-familial	6,01	15,18	28,44	64,66	62,65
Aide ménagère	-	-	203,31	188,93	233,18
Autres	0,00	6,44	-	-	0,00
Personnel socio-éducatif					
Psychologue	1,40	2,05	3,63	4,85	5,21
Educateur gradué	0,00	1,43	1,00	0,99	0,93
Autre éducateur	0,00	0,21	0,17	0,54	1,00
Personnel administratif	20,00	36,37	61,52	73,38	75,96
Personnel technique et logistique	105,73	171,94	20,33	16,22	5,93
TOTAL	273,31	437,63	612,56	767,81	882,07
Nombre d'équivalents temps plein au lit du patient	147,58 (54,0%)	229,32 (52,4%)	521,67 (85,2%)	661,17 (86,1%)	800,18 (90,7%)

Tableau 49. - Le personnel des réseaux d'aides et de soins spécialisés dans la prise en charge des personnes handicapées

	1999	2001	2002	2003
Personnel d'assistance et de soins				
Médecin directeur/ médecin	0,50	0,50	0,50	0,50
Licencié en sciences hospitalières	-	1,00	0,00	0,00
Infirmier hospitalier gradué	-	0,30	1,09	1,50
Assistant social	3,42	4,50	6,60	6,71
Ergothérapeute	9,30	10,70	12,15	12,35
Kinésithérapeute	14,88	14,60	13,91	13,84
Psychomotricien	-	0,00	0,00	0,00
Pédagogue curatif	-	0,00	0,18	0,00
Infirmier anesthésiste/ Masseur	-	0,30	0,00	0,00
Infirmier psychiatrique	0,75	0,00	0,00	0,00
Infirmier	46,31	48,50	52,22	53,18
Aide soignant	52,93	53,30	53,52	55,28
Aide socio-familial diplômé	-	0,00	0,00	2,87
Aspirant aide socio-familial	22,08	21,20	16,47	18,15
Autres	0,24	0,00	5,20	10,14
Personnel socio-éducatif				
Psychologue	11,24	11,10	11,84	12,92
Educateur gradué	70,22	67,60	67,01	65,90
Autre éducateur	165,46	161,10	163,53	191,06
Personnel administratif	23,22	24,00	24,70	29,34
Personnel technique et logistique	84,76	83,90	82,22	68,87
TOTAL	505,29	502,60	511,14	546,49
Nombre d'équivalents temps plein au lit du patient	397,31	394,70	404,22	448,28
	(78,6%)	(78,5%)	(79,1%)	(82,02%)

Tableau 50. - Le personnel des centres de jour spécialisés

	1999	2001	2002	2003
Personnel d'assistance et de soins				
Médecin directeur/ médecin	0,00	0,00	0,00	0,00
Licencié en sciences hospitalières	0,00	0,00	0,00	0,00
Infirmier hospitalier gradué	1,43	0,80	1,97	3,17
Assistant social	0,00	0,80	0,01	0,03
Ergothérapeute	0,00	5,10	6,02	5,22
Kinésithérapeute	0,50	0,50	0,00	0,00
Psychomotricien	0,00	0,00	0,00	0,13
Pédagogue curatif	0,00	0,00	0,07	0,07
Infirmier anesthésiste/ masseur	0,00	0,00	0,01	0,06
Infirmier psychiatrique	0,00	2,00	2,01	2,50
Infirmier	8,13	11,70	17,11	17,02
Aide soignant	12,04	16,40	20,44	24,63
Aide socio-familial diplômé	2,18	8,00	7,11	13,38
Aspirant aide socio-familial en formation	10,03	10,40	13,06	13,04
Autres	0,00	0,00	-	3,30
Personnel socio-éducatif				
Psychologue	0,12	1,30	2,66	2,14
Educateur gradué	0,89	2,80	1,58	4,83
Autres éducateurs	6,07	5,80	8,44	5,72
Personnel administratif	3,29	6,50	9,00	14,00
Personnel technique et logistique	20,42	26,90	35,13	30,00
TOTAL	65,10	99,00	124,62	139,25
Nombre d'équivalents temps plein au lit du patient	41,39	65,60	80,49	95,24
	(63,6%)	(66,3%)	(64,6%)	(68,4%)

5.3. L'aidant informel

Un prestataire d'aides et de soins dont on parle peu est l'aidant informel. Ce court paragraphe voudrait donner une description des aidants informels recensés dans le cadre de l'assurance dépendance.

L'âge moyen de l'aidant informel est de 56 ans. Le plus jeune a 18 ans, l'aîné 93 ans.

Le tableau suivant présente la répartition par âge et par sexe des aidants informels dans le cadre de l'assurance dépendance.

Tableau 51. - Répartition par âge et par sexe des aidants informels dans le cadre de l'assurance dépendance

Classes d'âge	SEXE					
	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	En %	Nombre	En %	Nombre	En %
0-18	1	0,0			1	0,0
19-39	339	13,5	108	9,6	447	12,3
40-59	1 279	51,1	523	46,5	1 802	49,7
60-69	487	19,4	200	17,8	687	18,9
70-79	319	12,7	213	19,0	532	14,7
80-89	76	3,0	74	6,6	150	4,1
90 et plus	4	0,2	6	0,5	10	0,3
TOTAL	2 505	100,0	1 124	100,0	3 629	100,0

A la lecture de ce tableau, on notera tout d'abord que les aidants informels sont en majorité des femmes (69%). La proportion de femmes dépendantes dans le cadre de l'assurance dépendance est également de 69%. Le rapprochement de ces deux chiffres mériterait certainement une réflexion sur la place des femmes dans le cadre de l'assurance dépendance.

On remarque par ailleurs que la classe d'âge la plus sollicitée est la classe des personnes de 40 à 59 ans. Les femmes représentent 71% des aidants informels de cette classe d'âge.

Enfin, on notera que 38% des aidants informels ont plus de 60 ans.

6. Les aspects financiers

6.1. Système de financement

Pour faire face aux charges qui lui incombent, l'assurance dépendance applique le système de la répartition des charges avec constitution d'une réserve qui ne peut être inférieure à dix pour cent, ni supérieure à vingt pour cent du montant annuel des dépenses courantes (Art. 375 alinéa 1 du CAS).

Le financement est assuré essentiellement par:

1. une contribution de l'Etat équivalente à 45% des dépenses totales (y compris la dotation à la réserve);
2. une redevance assurance dépendance du secteur de l'énergie;
3. une contribution dépendance dont l'assiette est constituée par les revenus professionnels, les revenus de remplacement et les revenus du patrimoine des ménages.

Le taux de la contribution dépendance est fixé à un pour cent. Les modalités du calcul et de la perception de la contribution dépendance sont déterminées par les articles 376 à 378 du CAS.

6.2. L'évolution des recettes courantes de l'assurance dépendance

Tableau 52. - Les recettes courantes de l'assurance dépendance (en millions EUR)

	Montant			Variation en %	
	2001	2002	2003	2001/02	2002/03
Contributions des ménages	112,7	122,1	130,6	8,3%	7,0%
Contribution de l'Etat	84,3	83,5	100,1	-0,9%	19,9%
Redevance AD du secteur de l'énergie	2,8	4,2	3,8	49,3%	-9,2%
Recettes diverses	5,0	4,9	4,0	-1,4%	-18,2%
Prélèvement aux provisions pour prestations	115,8	110,7	69,9	p.m.	p.m.
TOTAL DES RECETTES COURANTES	320,6	325,4	308,4	1,5%	-5,2%

A l'instar des autres régimes de sécurité sociale, les recettes de l'assurance dépendance ont subi les conséquences du ralentissement économique. Le taux de progression des cotisations a diminué de 8,3% en 2002 à 7,0% en 2003. En immunisant l'effet des prélèvements aux provisions, destinés à contrebalancer du côté des recettes les dotations aux provisions pour prestations comptabilisées en 2002 et liquidées en 2003, le taux de croissance net des recettes s'élève à 11,1% en 2003.

6.3. L'évolution des dépenses courantes de l'assurance dépendance

Tableau 53. - Les dépenses courantes de l'assurance dépendance (en millions EUR)

	Montant			Variation en %	
	2001	2002	2003	2001/02	2002/03
Frais d'administration	2,5	2,4	3,2	-2,5%	32,5%
Prestations en espèces	13,1	12,1	9,4	-7,9%	-22,1%
Prestations en nature	168,5	219,3	217,5	30,1%	-0,8%
Transfert de cotisations	1,0	1,0	1,4	1,5%	36,5%
Dotations aux provisions pour prestations à liquider, dont:	110,7	69,9	57,9	-36,9%	-17,2%
- Prestations à domicile	65,9	45,3	44,0	-31,2%	-3,0%
- Prestations en milieu stationnaire	44,7	24,4	13,9	-45,5%	-43,1%
- Prestations à l'étranger	0,1	0,2	-	51,3%	p.m.
Dépenses diverses	0,1	1,7	0,6	p.m.	p.m.
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	295,9	306,3	289,9	3,5%	-5,4%

Les dépenses courantes ont diminué de 5,4% en 2003. Toutefois en ne tenant compte que des seules prestations échues dans l'année, on aboutit à un taux de progression des dépenses de 12,5% entre 2002 et 2003.

En 2003, 27% des prestations effectives ont été provisionnées. Ce taux élevé montre que des retards dans la liquidation des prestations subsistent. On peut constater cependant que des efforts importants ont été faits au cours des dernières années:

Tableau 54. - L'évolution des prestations nettes (en millions EUR)

Année	Prestations en nature: montant liquidé	Dotation aux provisions	Prélèvement aux provisions	Prestations effectives	Evolution des prestations annuelles (variation en %)
1999	20,7	88,6		109,3	
2000	84,9	115,8	-88,6	112,1	2,6%
2001	168,5	110,7	-115,8	163,4	45,8%
2002	219,3	69,9	-110,7	178,5	9,2%
2003	217,5	57,9	-69,9	205,5	15,1%

La part de provisions dans le total des prestations a donc significativement baissé. Néanmoins, en présence de retards persistants dans la liquidation des factures, l'évaluation réelle des prestations est difficile sur base des seuls chiffres comptables. Pour cette raison il convient de considérer l'évolution des prestations sur base de statistiques considérant la date de la prestation. Ces statistiques sont basées sur des fichiers ouverts complétés en permanence.

Tableau 55. - L'évolution des prestations dépendance d'après la date prestation (en millions EUR)

Année	Montant	Variation annuelle en %
1999	114,1	
2000	125,0	9,6%
2001	154,6	23,7%
2002	176,7	14,3%
2003	198,2	12,2%

6.4. L'évolution financière de l'assurance dépendance à partir de 1999

Tableau 56. - L'évolution financière de l'assurance dépendance (en millions EUR)

	1999	2000	2001	2002	2003
Recettes courantes	163,3	258,1	320,6	325,4	308,4
Dépenses courantes	140,2	223,1	295,9	306,3	289,9
Solde des opérations courantes	23,1	35,1	24,8	19,0	18,5
Dotation au fonds de roulement	14,0	8,3	7,3	-	2,4
Prélèvement au fonds de roulement	-	-	-	10,0	-
Excédent / découvert de l'exercice	9,1	26,8	17,5	29,1	16,1
Excédent / découvert cumulé	9,1	35,8	53,3	82,4	98,4
<i>Fonds de roulement : niveau minimum ¹⁾</i>	<i>14,0</i>	<i>22,3</i>	<i>29,6</i>	<i>19,6</i>	<i>22,0</i>

¹⁾ Changement de définition à partir de 2002: le niveau minimum de la réserve est égal à 10% des dépenses courantes qui sont diminuées du prélèvement aux provisions pour prestations.

L'évolution financière de la gestion est saine. Le tableau ci-dessus montre que les recettes couvrent largement les dépenses. Au 31 décembre 2003, le solde des opérations courantes s'élevait à 18,5 millions € et l'excédent cumulé à 98,4 millions €.

6.5. Les valeurs monétaires

Le montant des prestations en nature est déterminé en multipliant la durée hebdomadaire des aides et soins requis au plan de prise en charge par des valeurs monétaires négociées entre l'union des caisses de maladie et la COPAS, organisme représentatif des prestataires.

Tableau 57. - Valeurs monétaires, exprimées en EURO, des prestations depuis l'introduction de la loi sur l'assurance dépendance

Année	Etablissements	Maintien à domicile
1999	35,20	37,18
2000	35,20	37,68
2001	33,71	44,62
2002	34,50	45,30
2003	35,80	47,70
2004	35,82	48,00

Tableau 58. - Forfait infirmier¹⁾ dans les établissements d'aides et de soins (en EUR)

Date d'échéance	Forfait infirmier	
	Maisons de soins	Centres intégrés d'aides et de soins
2002	7,90	3,95
2003 (1er janvier)	7,90	3,95
2003 (1er août)	8,10	4,05
2004 (1er août)	8,30	4,15

¹⁾ Le forfait infirmier est adapté à l'indice du coût de la vie.

6.6. Les comptes financiers

Bilans de fin d'exercice 2002 et 2003 (en EUR)

ACTIF	Bilan de fin d'exercice au 31.12.2002	Bilan de fin d'exercice au 31.12.2003
1. Capitaux permanents	0,00	0,00
<i>Report à nouveau</i>	0,00	0,00
<i>Déficit cumulé</i>	0,00	0,00
2. Valeurs immobilisées	0,00	0,00
3. Tiers	111 571 139,33	116 166 980,55
<i>Tiers - débiteurs</i>	76 459 076,13	71 714 236,84
Débiteurs-bénéficiaires de prestations	905 574,79	597 426,01
Débiteurs prestataires	52 394 904,27	51 498 360,60
Débiteurs-cotisations, intérêts et amendes	18 396 584,35	19 616 490,91
Débiteurs divers	4 762 012,72	1 959,32
<i>Etat et collectivités publiques</i>	22 901 922,33	30 357 778,90
Participation Etat	18 724 994,48	26 564 883,96
Autres collectivités	4 176 927,85	3 792 894,94
<i>Organismes de sécurité sociale</i>	395 495,84	490 656,45
<i>Comptes de régularisation</i>	11 814 645,03	13 604 308,36
4. Comptes financiers	89 200 513,97	99 809 935,69
Placements à moins d'un an	60 700 000,00	97 200 000,00
Banques et chèques postaux	28 500 513,97	2 609 935,69
Chèques émis et virements internes	0,00	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	200 771 653,30	215 976 916,24

Assurance
dépendance

PASSIF	Bilan de fin d'exercice au 31.12.2002	Bilan de fin d'exercice au 31.12.2003
1. Capitaux permanents	171 811 605,93	178 314 557,71
<i>Fonds de roulement légal</i>	19 563 503,09	22 004 439,90
<i>Report à nouveau</i>		
Excédent de financement	82 378 102,84	98 440 117,81
<i>Provisions pour pertes et charges</i>	69 870 000,00	57 870 000,00
2. Tiers	28 960 047,37	37 662 358,53
<i>Tiers - créditeurs</i>	24 814 196,18	27 987 469,64
Bénéficiaires de prestations en espèces	204 805,05	141 259,80
Bénéficiaires de prestations en nature	13 652 067,95	15 774 530,31
Prestations en nature - prestataires	0,00	314 414,43
Créditeurs - cotisations	10 957 323,18	11 757 140,20
Créditeurs divers	0,00	124,90
<i>Etat et collectivités publiques</i>	0,00	5 010 598,90
<i>Organismes de sécurité sociale</i>	3 616 143,08	3 351 662,03
<i>Comptes de régularisation</i>	529 708,11	1 312 627,96
3. Comptes financiers	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	200 771 653,30	215 976 916,24

Comptes d'exploitation en 2002 et 2003 (en EUR)

RECETTES	2002	2003	Variation en % 2002/2003
I. Cotisations	122 070 387,86	130 602 014,88	7,0%
Cotisations actifs et autres	101 891 117,84	107 543 386,16	5,5%
Cotisations assurés pensionnés	16 931 416,90	18 996 790,80	12,2%
Cotisations sur patrimoine - article 378 CAS	3 247 853,12	4 061 837,92	25,1%
II. Participation de tiers	87 854 069,21	103 933 895,52	18,3%
Contribution forfaitaire Etat - (45% des dépenses totales)	83 525 694,80	100 118 401,10	19,9%
Redevance AD du secteur de l'énergie - art 375 CAS sub 2	4 176 927,85	3 792 894,94	-9,2%
Participation Etat - régimes de séc. soc. d'outre-mer	151 446,56	22 599,48	-85,1%
III. Produits divers	174 440,21	348 070,03	99,5%
IV. Produits financiers	3 547 072,68	2 517 159,52	-29,0%
V. Prélèvement aux provisions	110 684 458,81	69 870 000,00	-36,9%
VI. Recettes diverses	1 029 640,03	1 146 210,80	11,3%
TOTAL DES RECETTES COURANTES	325 360 068,80	308 417 350,75	-5,2%
<i>Prélèvement au fonds de roulement</i>	<i>10 022 375,79</i>	<i>0,00</i>	<i>p.m.</i>
<i>Découvert de l'exercice</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>p.m.</i>
TOTAL DES RECETTES	335 382 444,59	308 417 350,75	-8,0%

Comptes d'exploitation en 2002 et 2003 (en EUR)

DEPENSES	2002	2003	Variation en % 2002/03
I. Frais d'administration	2 403 566,88	3 185 121,77	32,5%
II. Prestations en espèces	12 052 149,02	9 386 072,79	-22,1%
Allocations spéciales pour personnes gravement handicapées	9 791 372,29	7 728 964,16	-21,1%
Allocations de soins	2 260 776,73	1 657 108,63	-26,7%
III. Prestations en nature	219 252 335,96	217 501 250,35	-0,8%
<i>Prestations au Luxembourg</i>	<i>216 387 073,09</i>	<i>211 980 486,75</i>	<i>-2,0%</i>
Prestations à domicile	95 055 615,57	100 876 383,51	6,1%
- Aides et soins	59 094 839,82	63 506 544,29	7,5%
- Prestations en espèces subsidiaires	26 564 463,40	30 602 658,91	15,2%
- Forfaits pour produits d'aides et de soins	844 430,52	1 031 396,02	22,1%
- Appareils	8 164 258,88	4 691 873,86	-42,5%
Location	4 526 773,65	2 936 320,36	-35,1%
Acquisition	3 637 485,23	1 755 553,50	-51,7%
- Adaptation logement	387 622,95	1 043 910,43	169,3%
Prestations en milieu stationnaire	121 331 457,52	111 104 103,24	-8,4%
- Aides et soins	119 955 927,67	109 874 451,45	-8,4%
- Forfaits pour produits d'aides et de soins	1 375 529,85	1 229 651,79	-10,6%
Actions expérimentales	p.m.	p.m.	p.m.
<i>Prestations à l'étranger</i>	<i>2 865 262,87</i>	<i>5 520 763,60</i>	<i>92,7%</i>
Prestations en espèces transférées à l'étranger	1 018 766,94	1 494 676,83	46,7%
Conventions internationales	1 846 495,93	4 026 086,77	118,0%
- Frontaliers	529 077,03	380 016,69	-28,2%
- Séjour temporaire	0,00	6 139,48	p.m.
- Traitement pris en charge selon E112	0,00	1 368 864,35	p.m.
- Pensionnés	466 380,19	557 200,68	19,5%
- Excédent des dépenses: inscriptions pensionnés	851 038,71	1 713 865,57	101,4%
IV. Transferts de cotisations	1 026 516,80	1 400 798,58	36,5%
Cotisations assurance pension	1 026 516,80	1 400 798,58	36,5%
V. Décharges et extournes	1 695 554,86	571 008,80	-66,3%
VI. Frais de gestion du patrimoine	2 135,27	0,60	p.m.
VII. Dotation aux provisions et amortissement :	69 870 000,00	57 870 000,00	-17,2%
dont provisions pour prestations à liquider	69 870 000,00	57 870 000,00	-17,2%
VIII. Dépenses diverses	17 230,93	146,08	-99,2%
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	306 319 489,72	289 914 398,97	-5,4%
<i>Dotation au fonds de roulement</i>	<i>0,00</i>	<i>2 440 936,81</i>	<i>p.m.</i>
<i>Excédent de l'exercice</i>	<i>29 062 954,87</i>	<i>16 062 014,97</i>	<i>p.m.</i>
TOTAL DES DEPENSES	335 382 444,59	308 417 350,75	-8,0%

Assurance
dépendance

ASSURANCE PENSION

Introduction

Le régime général d'assurance pension concerne au Grand-Duché de Luxembourg près de 90% de la population exerçant une activité professionnelle. Les assurés se répartissent sur quatre caisses de pension suivant leur statut socio-professionnel, à savoir:

- l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité (AVI) pour les ouvriers,
- la caisse de pension des employés privés (CPEP) pour les employés privés et les travailleurs intellectuels indépendants,
- la caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels (CPACI) pour les professions indépendantes,
- la caisse de pension agricole (CPA) pour les agriculteurs, les viticulteurs et les horticulteurs.

A côté du régime général d'assurance pension, il existe des régimes spéciaux qui concernent:

- les fonctionnaires et employés publics (administration du personnel de l'Etat),
- les fonctionnaires et employés communaux (caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux - CPFEC),
- les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (service des pensions des CFL),
- les employés publics des établissements publics.

Enfin, on peut mentionner les fonctionnaires internationaux, qui relèvent des régimes de pension de leurs institutions.

Le présent chapitre se limite exclusivement aux données du régime général de pension et analyse uniquement l'évolution récente de ce régime ainsi que son équilibre financier à court terme. En ce qui concerne la situation actuarielle et financière à long terme, il faut se reporter aux avis et rapports spécifiques de l'inspection générale de la sécurité sociale.

Parmi les changements législatifs intervenus en 2003 il faut citer:

Règlement grand-ducal du 6 juin 2003 concernant la détermination du revenu professionnel agricole cotisable en matière d'assurance maladie et d'assurance pension (2003, A83, p.1587)

Règlement grand-ducal du 16 décembre 2003 fixant les coefficients d'ajustement prévus à l'article 220 du Code des assurances sociales (2003, A 195, p.4070)

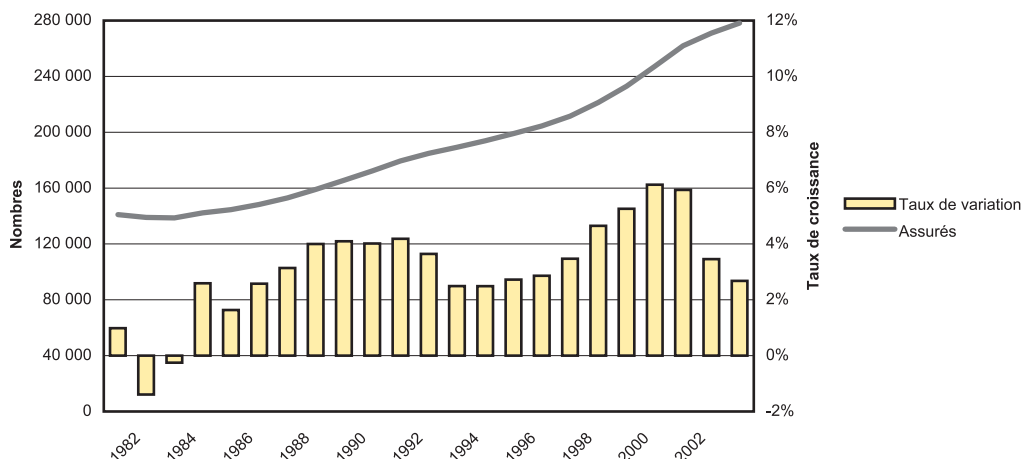
1. Evolution démographique

L'équilibre financier du régime de pension est directement influencé par les évolutions du nombre des assurés et du nombre des bénéficiaires de pension. Comme le système de financement appliqué est proche de celui de la répartition pure, l'équilibre financier annuel dépend essentiellement des recettes en cotisations et des dépenses pour prestations, qui elles-mêmes dépendent directement des variables démographiques précitées. Les revenus de la fortune et les dotations aux réserves, bien que n'étant pas négligeables, ne présentent qu'une importance secondaire.

1.1. Les assurés

En 2003, le nombre moyen d'assurés atteint 278 237 unités. Alors que le début des années quatre-vingt était marqué par une stagnation en raison de la crise économique, la reprise de la conjoncture économique entre 1984 et 2000 s'est traduite par une croissance de l'emploi d'une ampleur rarement constatée au cours des dernières décennies. Le ralentissement de l'économie constaté à partir du quatrième trimestre 2001 a ramené le taux de variation annuel des moyennes en dessous de 3 % pour 2002/2003.

Graphique 1. - Evolution du nombre moyen d'assurés



Le taux de croissance des assurés féminins reste avec 2,9% légèrement supérieur à celui des assurés masculins (2,5%).

Selon la répartition socioprofessionnelle, c'est la catégorie des employés privés qui accuse la plus forte progression observée entre 1984 et 2003 avec un taux de croissance annuel moyen de 5,7%, celle des ouvriers ne s'établit qu'à 2,5%. Il faut remarquer cependant que pour la dernière année connue, cette tendance s'est renversée avec 3,0% de progression pour les ouvriers contre 2,6% pour les employés. La forte régression des agriculteurs est freinée et se situe aux alentours de -2% au cours des dernières années, tandis que le nombre des artisans, commerçants et industriels a augmenté d'une centaine de personnes entre 2002 et 2003.

Tableau 1. - Nombre moyen d'assurés par caisse

Caisse	2002	2003	Taux de variation
AVI	121 494	125 132	3,0%
CPEP	137 182	140 729	2,6%
CPACI	9 091	9 222	1,4%
CPA	3 217	3 154	-2,0%
TOTAL	270 984	278 237	2,7%

L'évolution du nombre d'assurés auprès des différentes caisses de pension est le reflet de l'évolution de l'emploi total par branches d'activité. Une étude plus détaillée de l'emploi et de son évolution a été faite au chapitre "Emploi" de la présente publication.

L'analyse de l'évolution de la structure d'âge des assurés fait apparaître une population active en forte expansion démographique; des effectifs très nombreux dans les jeunes classes d'âge et des effectifs assez faibles dans les classes d'âge élevé. En comparant les différentes classes d'âge de 2003 avec celles de 1984, on constate:

- une régression du nombre d'assurés âgés de moins de vingt ans qui résulte de la prolongation de la durée moyenne de la scolarité ainsi que de l'arrivée à l'âge de début d'activité professionnelle de générations à effectifs plus faibles,
- une augmentation substantielle des classes d'âge de 20 à 44 ans en raison de l'apport massif des travailleurs migrants et frontaliers ainsi que de l'augmentation du taux d'activité féminin,
- une certaine constance des effectifs, notamment auprès des assurés féminins, dans les classes d'âge plus élevé.

Graphique 2. - Répartition par âge des assurés cotisants

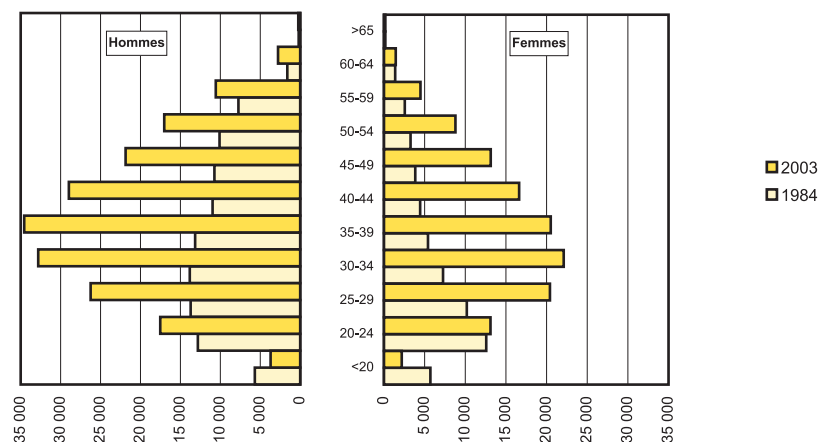


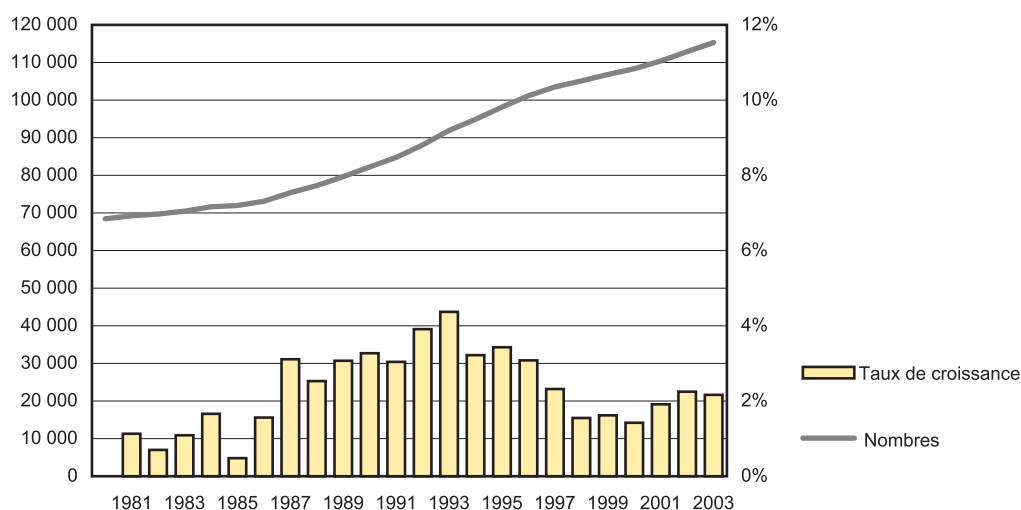
Tableau 2. - Age moyen des assurés de 15 à 65 ans en 2003

Caisse	Hommes	Femmes
AVI	36,7	36,7
CPEP	38,2	35,5
CPACI	44,7	44,3
CPA	43,1	46,1
TOTAL	37,7	36,4

1.2. Le nombre de pensions

Le nombre de pensions en cours de paiement au mois de décembre 2003 atteint 115 326 unités et est en augmentation de 2,2% par rapport à l'année précédente. Ce taux de croissance est la résultante d'une augmentation du nombre des pensions de vieillesse et de vieillesse anticipée de 4,1%, des pensions de survie du conjoint de 1,3%, des pensions d'orphelin de 4,1% et d'une diminution des pensions d'invalidité de 2,6%.

Graphique 3. - Evolution du nombre des pensions (mois de décembre)



Les raisons de la reprise du taux de croissance du nombre de pensions, amorcée en 1987, après une période de croissance très modérée au début des années quatre-vingt sont multiples.

De prime abord, il faut remarquer que la faible croissance du nombre de pensions au début des années quatre-vingt est le résultat du creux dans la pyramide des âges correspondant aux générations nées entre 1915 et 1925, en raison du faible taux de natalité durant la Première Guerre mondiale et du nombre élevé de victimes durant la Seconde Guerre mondiale. Aussi, le nombre de pensions de vieillesse et de vieillesse anticipée a-t-il carrément stagné entre 1980 et 1985, oscillant entre 31 100 et 31 600 unités, pour augmenter ensuite jusqu'à 49 272 unités en 1996, ce qui représente une augmentation dépassant 50% en 15 ans. Cette évolution a été amplifiée par la loi du 27 juillet 1987 qui a abrogé la condition du maintien des droits pour l'octroi d'une pension de vieillesse et qui a prévu, pour une période transitoire de 5 ans, l'octroi d'une pension avec un stage d'assurance de 5 ans au lieu du stage normal de 10 ans. Cette mesure a entraîné une augmentation substantielle des attributions de pensions de vieillesse aux assurés latents féminins (assurés qui avaient déjà quitté l'assurance).

Tableau 3. - Nombre de pensions par catégorie - mois de décembre (avances comprises à partir de 1990)

Catégorie/		1980	1985	1990	1995	2000	2002	2003	Taux de variation 2002/ 2003	Variation moyenne 1990/ 2003
Invalidité	-hommes	8 754	10 138	12 010	13 901	13 590	12 855	12 498	-2,8%	0,3%
	-femmes	3 001	3 584	4 470	6 088	6 797	6 817	6 659	-2,3%	3,1%
Vieillesse	-hommes	20 800	20 788	25 766	34 253	40 534	43 573	45 269	3,9%	4,4%
	-femmes	10 740	10 753	11 784	13 430	14 970	16 316	17 075	4,7%	2,9%
Survie-conjoints	-hommes	*	*	*	425	797	972	1 038	6,8%	1,4%
	-femmes	22 081	24 142	26 037	27 756	29 286	29 932	30 270	1,1%	
Survie-orphelins	-masculin	*	*	*	1 135	1 175	1 200	1 274	6,2%	1,1%
	-féminin	3 074	2 579	2 196	1 156	1 181	1 218	1 243	2,1%	
Toutes catégories		68 450	71 984	82 263	98 144	108 330	112 883	115 326	2,2%	2,6%

*) Données comprises sub. femmes.

Un deuxième facteur était la hausse continue du nombre des pensions d'invalidité. Cette croissance était déjà anormalement élevée depuis 1975 en raison des conditions extrêmement favorables prévues par la loi du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (complément différentiel). Cette évolution a été renforcée par le remplacement du critère de l'invalidité générale par celui de l'invalidité professionnelle dans le régime des ouvriers à partir du 1er juillet 1987. Si, dans le régime ouvrier, le nombre des attributions de pensions d'invalidité s'est situé aux alentours de 1 600 unités avant 1987, il est passé à 2 400 en 1987. Dans le régime agricole, l'introduction des pensions minima et l'atténuation progressive des dispositions de non cumul ont plus que doublé le nombre de pensions d'invalidité dans ce régime.

Depuis 1998 cette catégorie de pensions est régressive.

Jusqu'en 1991 le nombre total des pensions a évolué plus lentement que celui des assurés. Ceci était dû à une croissance assez modérée du nombre des pensions de survie du conjoint et à la régression du nombre des pensions d'orphelin. L'introduction de la pension de veuf à partir de 1988 ne s'est manifestée avec une certaine ampleur que dans le régime agricole. En 1995 et 1996 le taux de croissance du nombre des pensions personnelles avait dépassé celui du nombre des assurés cotisants. Depuis 1997 le régime a connu de nouveau la situation inverse avec un développement de l'emploi important qui s'est traduit par des taux de croissance du nombre des assurés cotisants, qui ont dépassé largement ceux du nombre total des pensions.

En 2002 les deux évolutions se sont rapprochées de nouveau, celle du nombre moyen des assurés ayant marqué le pas dans un contexte de fléchissement conjoncturel, celle du nombre de pensions freinée par la régression des pensions d'invalidité, risque mieux encadré par les dispositions de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle.

En 2003 le taux de progression du nombre moyen des assurés diminue encore et ne dépasse plus que légèrement celui du nombre des pensions, identique à celui de l'exercice précédent.

Tableau 4. - Nombre de pensions par caisse - mois de décembre (avances comprises à partir de 1990)

Caisse	1980	1985	1990	1995	2000	2002	2003	Taux de variation 2002/2003	Variation moyenne 1990/2003
AVI	42 934	45 534	53 179	64 576	71 232	73 896	75 452	2,1%	2,7%
CPEP	10 076	11 083	13 929	18 063	22 101	24 288	25 373	4,5%	4,7%
CPACI	7 493	7 782	7 932	8 279	8 376	8 386	8 369	-0,2%	0,4%
CPA	7 947	7 585	7 223	7 226	6 621	6 313	6 132	-2,9%	-1,4%
TOTAL	68 450	71 984	82 263	98 144	108 330	112 883	115 326	2,2%	2,6%

La plus forte progression du nombre de pensions se situe toujours auprès de la CPEP, qui se trouve dans un stade de maturation encore assez jeune, notamment en raison de la forte expansion de ses assurés cotisants. Auprès de l'AVI, la progression du nombre de pensions, en dehors des répercussions des modifications législatives, est plus faible en raison du degré de maturation plus élevé déjà atteint. La CPACI se trouve dans une situation stable, tandis que le nombre des pensions de la CPA régresse pour épouser progressivement l'évolution du nombre des assurés actifs qui diminue depuis pratiquement 20 ans.

1.3. Le coefficient de charge

Les années quatre-vingt avaient connu, pour le régime unique pris dans son ensemble, une croissance du nombre moyen des assurés cotisants plus importante que celle du nombre moyen des pensions, ce qui avait eu pour effet de réduire le coefficient de charge (nombre moyen de pensions pour 100 assurés cotisants). Cette évolution s'est essoufflée en 1992 pour entamer un mouvement inverse affichant 47,4 en 1993, 48,1 en 1994, 48,5 en 1995 et 48,7 en 1996.

En 1997, une évolution plus modérée du nombre des pensions alliée à une progression stabilisatrice plus forte du nombre des cotisants, surtout de la CPEP, a su freiner l'envol du coefficient de charge qui a affiché ainsi 48,4 pour l'ensemble des caisses, soit légèrement en-dessous de la valeur de 1996. Depuis 1998 la tendance progressive de l'emploi s'est encore accentuée et le coefficient de charge du régime unique a régressé à 47,1 pour diminuer à 45,5 en 1999, 43,5 en 2000, 41,8 en 2001 et 41,2 en 2002.

En 2003 conformément aux évolutions parallèles évoquées sub. 1.2., le coefficient de charge n'évolue guère pour afficher 41,0.

Tableau 5. - Coefficient de charge par caisse

Caisse	1980	1985	1990	1995*)	2000*)	2001	2002	2003
AVI	53,2	57,6	59,1	64,7	62,6	60,8	60,2	59,7
CPEP	23,7	21,7	19,5	20,1	17,9	17,2	17,3	17,6
CPACI	77,8	90,4	89,1	87,4	90,0	91,7	92,3	90,9
CPA	99,7	122,5	140,4	187,4	200,7	200,1	198,9	197,4
TOTAL	48,6	49,7	47,0	48,5	43,5	41,8	41,2	41,0

*) Conformément à la loi du 28.6.2002 les affiliations "baby-year" ont été éliminées dans la population active à partir de 1992, ce qui a affecté rétroactivement les coefficients de charge respectifs.

Pour ce qui est de l'interprétation du niveau absolu du coefficient de charge, il y a lieu d'attirer l'attention sur la particularité que le nombre de pensions comporte de nombreuses pensions partielles relevant de l'assurance migratoire internationale. Si, du point de vue démographique, ce coefficient est correct, il ne permet pas de déduire immédiatement le niveau de la charge financière, en raison du montant réduit de ces pensions partielles.

2. Caractéristiques des revenus cotisables et des prestations

2.1. Les revenus cotisables

Le revenu mensuel moyen cotisable s'est élevé en 2003 à 2 943,34 € pour l'ensemble des assurés, soit à 3 082,67 € pour les assurés masculins et à 2 685,43 € pour les assurés féminins. Ces moyennes cachent cependant des disparités assez importantes entre les différentes catégories socioprofessionnelles, comme le montre le tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6. - Evolution du revenu moyen cotisable

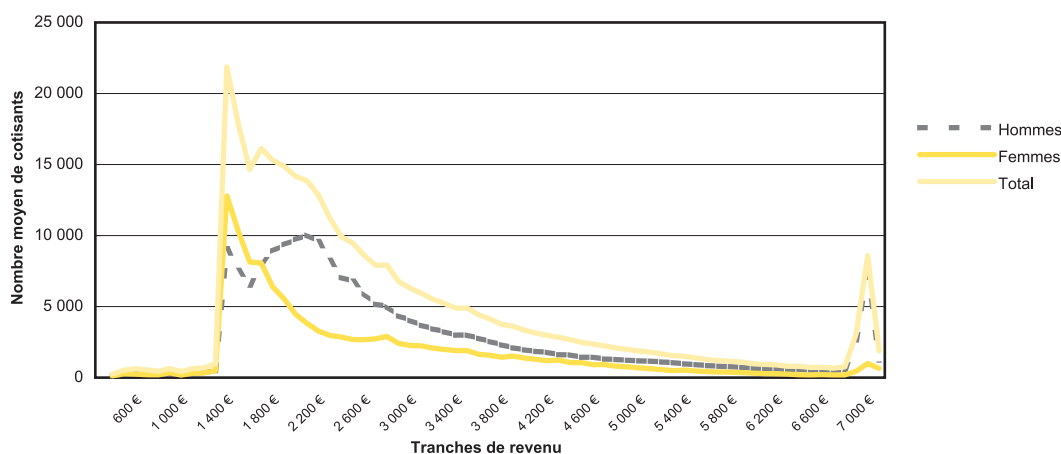
Caisse	Sexe	1985	1990	1995	2000*)	2001	2002	2003	Variation 2002/03	Variation moyenne 1985-2003
AVI	Hommes	1 288,05	1 557,39	1 876,83	2 069,37	2 156,40	2 213,59	2 273,27	2,7%	2,1%
	Femmes	846,75	1 044,75	1 371,10	1 542,55	1 667,38	1 728,35	1 796,93	4,0%	3,1%
CPEP	Hommes	2 026,38	2 444,40	3 380,60	3 724,38	3 891,07	3 995,70	4 131,76	3,4%	3,0%
	Femmes	1 279,85	1 787,01	2 414,09	2 826,46	2 975,03	3 081,84	3 190,21	3,5%	3,3%
CPACI	Hommes	1 404,42	1 723,88	2 348,02	2 610,24	2 622,64	2 651,71	2 740,73	3,4%	2,6%
	Femmes	897,32	1 084,66	1 546,06	1 829,18	1 874,05	1 911,10	2 023,45	5,9%	3,5%
CPA	Hommes	405,03	656,15	1 198,64	1 509,90	1 555,64	1 667,46	1 837,69	10,2%	5,9%
	Femmes	400,30	617,25	1 143,26	1 380,52	1 456,37	1 549,84	1 691,53	9,1%	5,8%
TOTAL		1 333,00	1 699,21	2 277,42	2 628,12	2 761,11	2 849,66	2 943,34	3,3%	3,1%

*) A partir de 2000, nouvelle série sans affiliation baby-year.

Le niveau de ces revenus moyens cotisables est influencé par l'existence d'un maximum et d'un minimum cotisable. Le plafond cotisable a été relevé du quadruple au quintuple du salaire social minimum de référence au 1.1.1992. Ceci a eu pour conséquence de diminuer la proportion d'assurés cotisant au plafond et d'augmenter sensiblement le revenu moyen cotisable.

L'existence d'un niveau minimum du salaire cotisable qui s'élève en 2003 en moyenne à 1 383,00 € n'a guère d'influence sur le revenu moyen cotisable des assurés de la CPEP et de l'AVI. Le minimum cotisable n'a d'influence que pour les non salariés. Certains non salariés pouvaient même bénéficier d'une dispense de cotisations, pouvant atteindre jusqu'à 6 mois au courant d'une année. Cette disposition a été abolie progressivement jusqu'en 1993, ce qui explique la progression assez importante du revenu moyen cotisable des assurés de la CPA.

Graphique 4. - Répartition des assurés par tranches de revenu mensuel cotisable en 2003

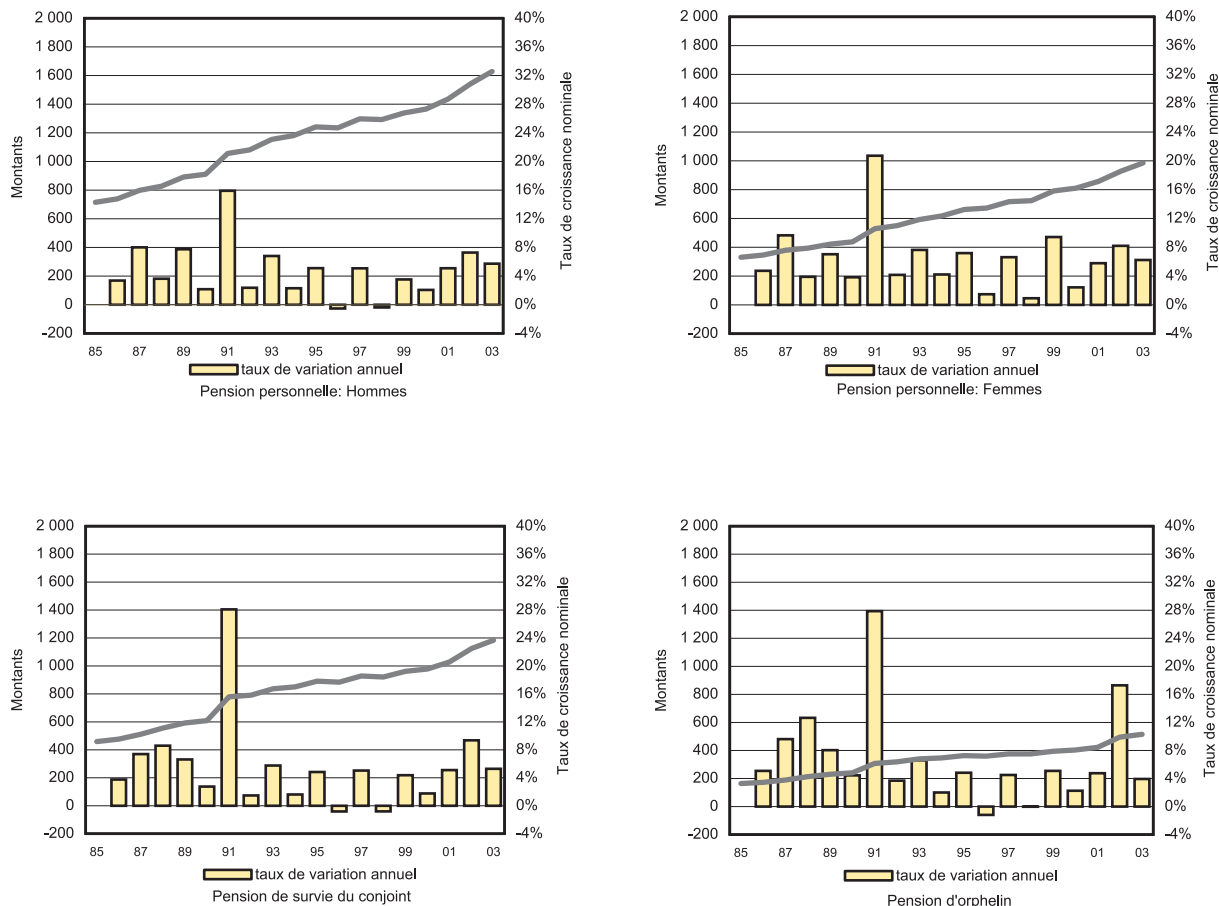


La distribution des assurés par tranches de revenu mensuel cotisable fait apparaître une forte concentration des assurés aux alentours du salaire social minimum pour les deux sexes. Au plafond cotisable, on constate une forte accumulation d'assurés masculins alors que tel n'est pas le cas pour les assurés féminins.

2.2. Le niveau moyen des pensions

Le niveau moyen des pensions personnelles en cours de paiement en décembre 2003 s'élève à 1 628,62 € pour les bénéficiaires masculins, 985,56 € pour les bénéficiaires féminins, 1 184,10 € pour les conjoints survivants et 515,05 € pour les orphelins.

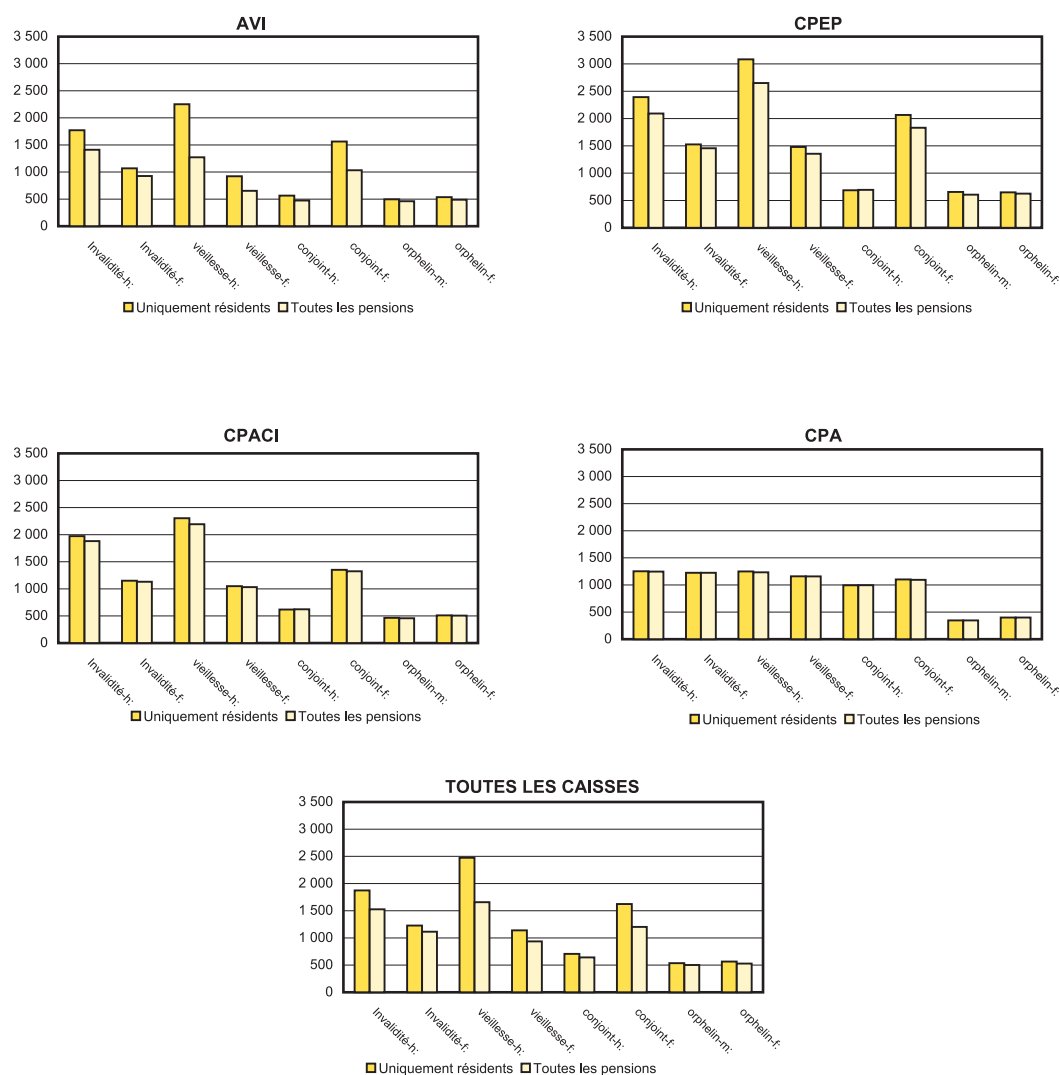
Graphique 5. - Evolution des montants moyens des pensions (mois de décembre)



A première vue, le niveau moyen de ces pensions paraît excessivement faible, notamment eu égard à la formule de calcul des pensions et au niveau des rémunérations cotisables.

L'explication de ce phénomène réside dans le fait que ces montants moyens considèrent la totalité des pensions qui comprennent aussi toutes les pensions partielles versées dans le cadre de l'assurance migratoire internationale à des bénéficiaires qui ne peuvent justifier que de courtes périodes d'assurance au Luxembourg. Ces montants moyens ne tiennent pas compte du montant de la pension étrangère à laquelle ces bénéficiaires ont également droit. Si l'on prend en considération l'ampleur du phénomène de l'assurance migratoire, qui concerne plus de la moitié (55,9%) des pensions du régime ouvrier et presque un tiers (29,2%) des pensions du régime des employés privés, on comprend aisément l'importance de la réduction de ces montants moyens provoquée par les pensions partielles.

Graphique 6. - Comparaison des montants moyens des pensions attribuées aux seuls résidents par rapport à ceux de toutes les pensions (mois de décembre 2003)



En considérant par exemple les pensions moyennes du régime unique attribuées aux seuls résidents, les montants attribués en tant que pension de vieillesse pour les bénéficiaires masculins augmentent de 1 656,78 € à 2 474,28 €. Concernant l'AVI, qui comprend le plus grand nombre de pensions partielles versées dans le cadre de l'assurance migratoire, ce comparatif affiche 2 252,08 € par rapport à 1 272,48 €, soit une valeur dépassant de 77% le niveau moyen général (cf. aussi tableau 2.8d. et 2.8e)

En outre, sont encore comprises les pensions qui ont été réduites en vertu d'une disposition de non cumul avec d'autres pensions, rentes ou revenus professionnels, alors que ces bénéficiaires disposent par définition d'un revenu supérieur à la pension réduite. Ces réductions de pension sont particulièrement fréquentes dans les pensions de survie du conjoint, en cas de concours avec un revenu professionnel ou avec une pension personnelle.

Si le niveau absolu des pensions moyennes et ne peut guère être considéré comme représentatif du niveau de protection garanti par le régime général, l'évolution de ces montants moyens revêt néanmoins une grande importance, à côté de l'évolution du nombre de pensions, pour expliquer la croissance des dépenses pour prestations.

Tableau 7. - Taux de croissance du montant moyen des pensions (mois de décembre, sans les avances)

Catégorie	1985	1990	1995	2000	2002	2003	Taux de variation 2002/2003	Variation moyenne 1990/2003
Pension personnelle/hommes	715,05	910,86	1 241,32	1 366,07	1 540,25	1 628,62	5,7%	4,6%
Pension personnelle/femmes	330,32	438,00	662,21	810,56	927,76	985,56	6,2%	6,4%
Pension de survie du conjoint	459,17	608,68	891,29	978,35	1 124,60	1 184,10	5,3%	5,3%
Pension d'orphelin	164,23	240,53	363,54	403,29	495,53	515,05	3,9%	6,0%

La progression des montants moyens des pensions résulte de la combinaison de plusieurs variables déterminantes.

Avec l'adaptation indiciaire des pensions à l'échelle mobile des salaires, le niveau des pensions a grimpé de 47,0% entre décembre 1985 et décembre 2003.

L'ajustement des pensions au niveau réel des salaires est intervenu pour 30,1%.

Les différentes réformes légales intervenus depuis 1985 se sont répercutées de façon inégale sur les catégories de pension spécifiques, comme sur les montants des pensions individuelles.

Les taux de progression exceptionnels qu'affiche la comparaison des montants 2001/2002 résultent essentiellement de la mise en vigueur au 1.3.2002 de la loi du 28 juin 2002 consécutive au " Rentendësch ".

Enfin, l'évolution du montant moyen des pensions est fortement influencée en fonction de la proportion croissante des pensions partielles relevant de l'assurance migratoire internationale.

2.3. Les transferts à l'étranger

L'extension de l'assurance migratoire internationale au cours des dernières décennies, en raison de l'appel continu de l'économie luxembourgeoise à la main-d'oeuvre étrangère, n'a pas manqué de se répercuter sur les transferts de pensions à l'étranger. En décembre 2003, le nombre de pensions transférées s'est élevé à 42 754, représentant 37,4% du nombre total des pensions. En décembre 2002 le nombre de pensions transférées s'élevait à 40 780, qui représentaient 36,5% du nombre total de pensions liquidées pendant le même mois. Ainsi le nombre de pensions transférées a progressé encore de 4,8% par rapport à l'année précédente. Depuis 1985, ce nombre a plus que doublé..

Tableau 8. - Evolution des transferts de pensions à l'étranger (mois de décembre, sans les avances / en mio EUR)

Catégorie	1985	1990	1995	2000	2002	2003	Taux de variation 2002/03	Variation moyenne 1990/2003
Nombre total de pensions	71 984	79 233	97 235	107 207	111 850	114 211	2,1%	2,9%
Nombre de pensions transférées à l'étranger	15 911	21 054	29 667	37 395	40 780	42 754	4,8%	5,6%
Proportion	22,10%	26,6%	30,5%	34,9%	36,5%	37,4%		
Montant total des pensions	480,2	698,9	1 193,0	1 472,4	1 761,5	1 908,6	8,4%	8,0%
Montant des pensions transférées	48,7	84,6	165,6	235,3	296,7	329,7	11,1%	11,0%
Proportion	10,1%	12,1%	13,9%	16,0%	16,8%	17,3%		

Le montant des pensions transférées passe de 296,7 millions € en 2002 à 329,7 millions € en 2003 pour représenter 17,3% du montant total des pensions. Que ce pourcentage soit inférieur de moitié à celui du nombre de pensions transférées, s'explique par le fait que les pensions transférées ne sont actuellement que des pensions partielles calculées sur des carrières d'assurance incomplètes. On remarque cependant que la progression des montants transférés dépasse largement celle du nombre.

Les principaux pays destinataires sont évidemment les trois pays limitrophes à savoir la Belgique, l'Allemagne, la France ainsi que l'Italie et le Portugal. Des données plus détaillées au sujet de ces pensions transférées peuvent être consultées dans le chapitre international de la deuxième partie de cette publication.

3. Données financières

3.1. Appréciation globale des opérations courantes

En 2003 les recettes courantes dépassent les dépenses courantes de 485,7 millions €. Ce résultat a été obtenu avec une croissance des dépenses très faible de 1,8% face à des recettes qui augmentent de 4,7%. En éliminant l'évolution de l'échelle mobile des salaires, les dépenses régressent de 0,3%, tandis que les recettes progressent encore de 2,6%.

Tableau 9. - Opérations courantes (en milliers EUR)

Année	Dépenses courantes	Variation	Variation n.i. 100	Recettes courantes	Variation	Variation n.i. 100	Excédent
1970	94 571,4			117 328,0			22 756,6
1975	196 331,7	15,7%	7,9%	235 746,7	15,0%	7,2%	39 415,1
1980	362 395,5	13,0%	6,4%	412 519,6	11,8%	5,3%	50 124,1
1985	517 304,2	7,4%	1,8%	618 717,4	8,4%	2,9%	101 413,2
1990	781 881,0	8,6%	6,6%	993 309,4	9,9%	7,9%	211 428,4
1995	1 265 694,8	10,1%	6,9%	1 449 954,0	7,9%	4,7%	184 259,3
1996	1 309 423,2	3,5%	2,6%	1 482 576,8	2,2%	1,4%	173 153,6
1997	1 411 927,1	7,8%	5,4%	1 586 369,8	7,0%	4,6%	174 442,7
1998	1 443 607,9	2,2%	2,0%	1 686 593,2	6,3%	6,1%	242 985,2
1999	1 509 763,3	4,6%	3,5%	1 798 556,6	6,6%	5,5%	288 793,3
2000	1 567 815,4	3,8%	1,1%	2 028 314,2	12,8%	9,8%	460 498,8
2001	1 695 595,7	8,2%	4,9%	2 315 128,2	14,1%	10,7%	619 532,5
2002	1 981 036,7	16,8%	14,5%	2 388 346,2	3,2%	1,1%	407 309,4
2003	2 015 803,1	1,8%	-0,3%	2 501 530,1	4,7%	2,6%	485 727,0

Après élimination de l'évolution de l'échelle mobile des salaires, le taux de croissance annuel moyen pour la dernière période de couverture allant de 1992 à 1998 s'est situé à 4,6% pour les dépenses et à 4,3% pour les recettes, la progression des dépenses, à l'exception des exercices 1992 et 1998, ayant régulièrement dépassé celle des recettes pendant la dernière période de couverture.

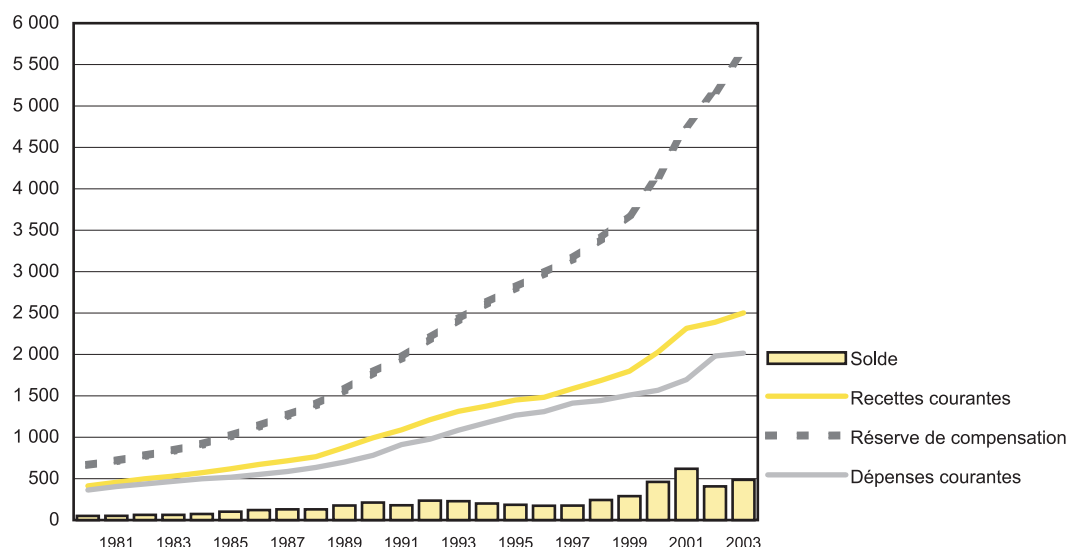
L'évolution des recettes suit celle de la conjoncture économique, sauf en 1992 où le relèvement du plafond cotisable du quadruple au quintuple du salaire social minimum de référence avait provoqué une progression exceptionnelle.

Les dépenses augmentent en fonction, d'une part, de la croissance du nombre des bénéficiaires et, d'autre part, de celle du niveau moyen des prestations. Ce dernier, en dehors de l'impact de la réforme des prestations de 1991, augmente avec les échéances biennales des ajustements.

En 2002 le fléchissement conjoncturel avec un ralentissement significatif de la création d'emplois a presque arrêté la progression des recettes que le régime a connu depuis 1997. Les dépenses en revanche, sous l'impact de la mise en vigueur des mesures du " Rentendösch " ancrées dans la loi du 28 juin, ont connu une évolution exceptionnelle. Sans la dépense unique de 111,4 millions € contenue dans les dépenses courantes de 2002 et qui représente les avances sur prestations futures " baby year ", la comparaison des dépenses de 2002 et 2003 afficherait une valeur plus cohérente de 7,8 % soit 5,6% en valeur réelle.

Les recettes courantes atteignent 10,7% du PIB comme en 2002, tandis que les dépenses courantes affichent 8,6% face à 8,9% en 2002 (PIB; source: STATEC).

Graphique 7. - Evolution des recettes, des dépenses et de la réserve du régime unique (montants en millions EUR)



3.2. Les recettes courantes

Les cotisations globales (y compris les cotisations à charge des pouvoirs publics) représentent avec 2 285,4 millions € plus de 90,0% des recettes courantes, les revenus de la fortune atteignent 174,2 millions € et représentent 7,0%, le reste est constitué par diverses contributions de l'Etat et par les transferts et les recettes diverses.

Tableau 10. - Structure des recettes courantes (en milliers EUR)

Cotisations des assurés et des employeurs	1 523 783,6	60,9%
Cotisations des pouvoirs publics	761 601,2	30,4%
Autres contributions de l'Etat	35 229,4	1,4%
Revenus de la fortune	174 200,0	7,0%
Transferts et recettes diverses	6 715,9	0,3%
Total des recettes courantes	2 501 530,1	100,0%

3.2.1. Les cotisations des assurés et des employeurs

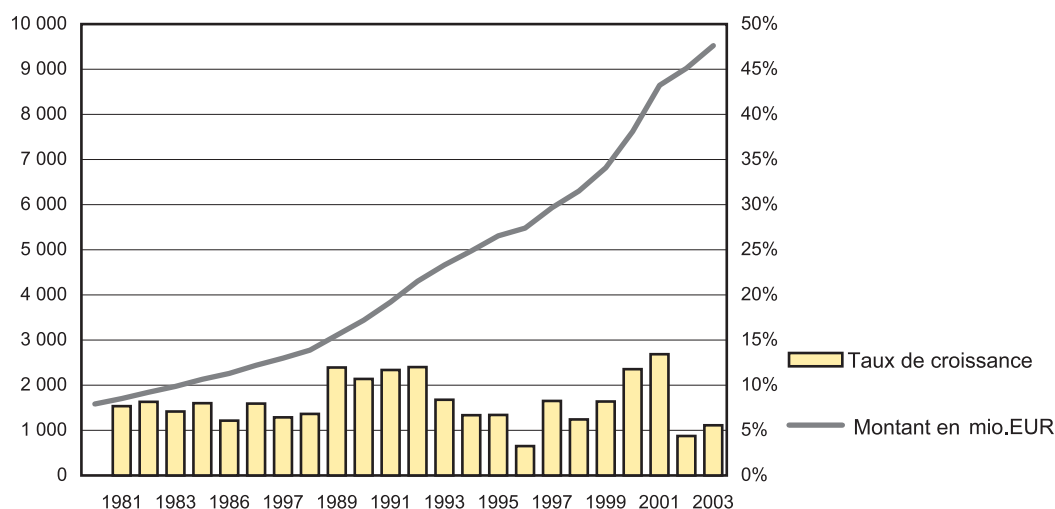
Les cotisations des assurés et des employeurs s'élèvent à 1 523,8 millions € face à 1 443,5 millions € en 2002. La progression affiche 5,6% contre 4,4% en 2002, soit un taux de croissance réel de 3,4% en 2003 contre 2,2% en 2002.

La progression moyenne annuelle du montant des cotisations pendant la dernière période de couverture allant de 1992 à 1998 se situait à 7,2%, soit 5,1% en valeur réelle.

La progression moyenne annuelle entre 1998 et 2003 se maintient à 8,6% soit 6,3% en valeur réelle.

En 2003, 97,6% des cotisations des quatre caisses de pension ont été perçues par le CCSS. Les caisses des salariés ne reçoivent plus que les cotisations sur les indemnités pécuniaires de maladie et certains rappels concernant des périodes antérieures à la reprise de la perception des cotisations par le centre commun; la perception des cotisations de la caisse de pension agricole a été reprise au 1er janvier 1995, celle de la caisse de pension des artisans, des commerçants et des industriels ayant déjà été reprise au 1er janvier 1993.

Graphique 8. - Evolution de la masse cotisable



L'évolution du volume des cotisations à charge des assurés et des employeurs s'explique exclusivement par l'évolution de la masse des revenus cotisables puisque le taux de cotisation est resté constant à 16%.

La comparabilité des exercices 1995 à 1997 a souffert de la contrainte de la communauté européenne d'anticiper les délais de l'échéancier statistique, ce qui a eu comme conséquence qu'à partir de l'exercice 1996 le recalcul annuel du plafond cotisable du CCSS de l'exercice écoulé ne figure que dans les comptes de l'exercice subséquent.

A côté de l'évolution du niveau général des salaires, c'est surtout l'évolution freinée du nombre moyen des assurés cotisants, 2,7% en 2003 face à 3,5% en 2002, 5,9% en 2001 et 6,1% en 2000, qui a ralenti sensiblement la croissance de la masse des revenus cotisables. Si l'on élimine l'adaptation des salaires à l'évolution du coût de vie qui était de 2,08% en 2003, on note une progression réelle légère de la cotisation moyenne de 0,7% face à une régression de 1,2% en 2002.

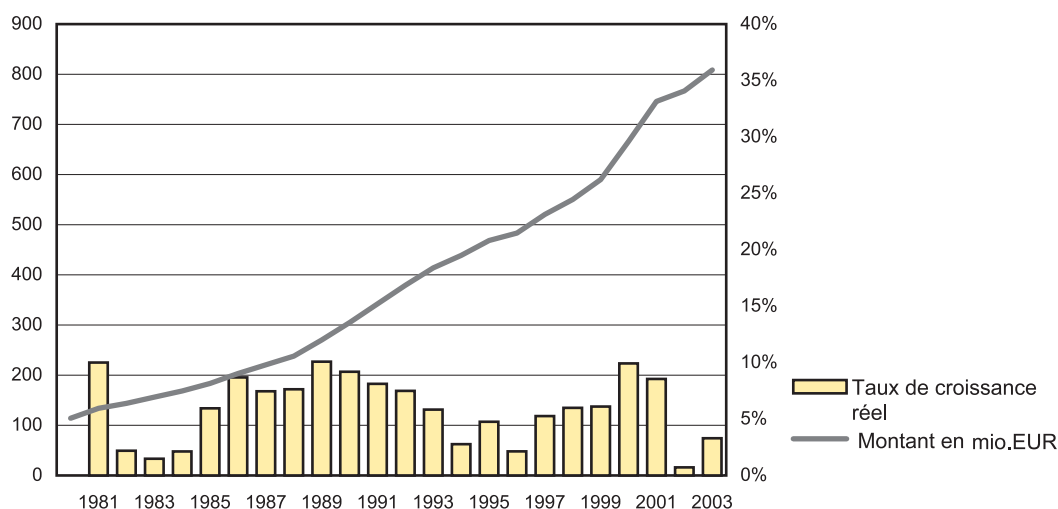
3.2.2. La contribution des pouvoirs publics

La contribution des pouvoirs publics concerne essentiellement la prise en charge d'un tiers (8%) des cotisations globales. En outre, l'Etat intervient dans le paiement de certaines cotisations des assurés (intervention du fonds d'orientation économique et social pour l'agriculture, cotisations des volontaires de l'Armée, périodes de guerre et périodes militaires), dans les frais d'administration, dans le complément différentiel et dans les prestations prises en charge par l'office des dommages de guerre. En contrepartie, l'Etat se voit restituer sa part dans les décharges et extournes de cotisations des exercices antérieurs. La contribution nette des pouvoirs publics au financement de l'assurance pension s'élève à 808,4 millions € et accuse une augmentation de 41,7 millions €, soit 5,4% par rapport à 2002.

Tableau 11. - Contribution nette des pouvoirs publics (en milliers EUR)

	2002	2003
Cotisations des pouvoirs publics	721 244,8	761 601,2
FOA, (baby-year 2001) et autres cotisations	11 407,3	12 211,6
Frais d'administration	11 515,8	11 843,3
Complément différentiel	22 990,7	23 385,3
Contribution brute	767 158,6	809 041,4
à déduire	397,4	551,7
Contribution nette	766 761,2	808 489,7

Graphique 9. - Evolution de la charge budgétaire nette des pouvoirs publics



La loi du 23 mai 1984 portant réforme du système de financement des régimes de pension contributifs a fixé le taux de cotisation à charge des pouvoirs publics à 7% pour 1985, 7,2% pour 1986, 7,4% pour 1987, 7,6% pour 1988, 7,8% pour 1989 et 8% à partir de l'exercice 1990. Cette contribution s'est répartie à raison de 94,5% à charge de l'Etat et de 5,5% à charge des communes. Elle est entièrement à charge de l'Etat à partir de l'exercice 1997.

Dans les cotisations le montant de la participation des pouvoirs publics est calculé à partir des cotisations de l'assurance générale obligatoire et volontaire des assurés et employeurs. En 2003, il s'est élevé à 761,6 millions €. En considérant les restitutions de cotisations à l'Etat, ce montant se réduit à une participation nette de 761,0 millions €. La part Etat dans les cotisations de l'assurance obligatoire et volontaire est en progression de 5,6% au nombre indice courant, soit de 3,4% au nombre indice 100 du coût de la vie.

La participation de l'Etat au financement des frais d'administration se chiffre en 2003 au montant de 11,8 millions € et représente 53,6% du total des frais d'administration à charge du régime d'assurance.

L'Etat maintient à sa charge le financement du complément différentiel introduit par la loi du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces. L'évolution décroissante du nombre des bénéficiaires et le remplacement des titulaires décédés par leurs survivants expliquent la régression continuée (à l'indice 100) de la dépense y relative..

Tableau 12. - Evolution du complément différentiel (en milliers EUR)

Année	Montant nominal	Variation	Montant à l'indice 100	Variation	Nombre moyen de bénéficiaires	Variation
1985	15 961,0		3 833,9		5 767	
1990	18 929,4	3,5%	4 134,3	1,5%	6 198	1,5%
1995	24 321,3	5,1%	4 580,8	2,1%	5 906	-1,0%
1996	23 976,4	-1,4%	4 479,1	-2,2%	5 807	-1,7%
1997	24 631,5	2,7%	4 498,4	0,4%	5 677	-2,2%
1998	24 080,9	-2,2%	4 389,0	-2,4%	5 557	-2,1%
1999	22 479,9	-6,6%	4 055,0	-7,6%	5 414	-2,6%
2000	22 286,9	-0,9%	3 914,0	-3,5%	5 266	-2,7%
2001	22 805,0	2,3%	3 883,4	-0,8%	5 099	-3,2%
2002	22 990,7	0,8%	3 835,2	-1,2%	4 921	-3,5%
2003	23 385,3	1,7%	3 821,6	-0,4%	4 696	-4,6%

3.2.3. Autres cotisations

3.2.3.1. Les cotisations prises en charge par l'assurance dépendance

Il s'agit des cotisations, conformément à l'article 357 de la loi du 19.6.1998 portant introduction d'une assurance dépendance, relatives aux périodes pendant lesquelles des personnes ont assuré des aides et des soins à une personne dépendante (art 171.13 CAS). Ces cotisations s'élèvent en 2003 à 1 402,8 milliers € face à 1 023,9 milliers € en 2002.

3.2.3.2. Les cotisations de l'assistance maternelle

Ces cotisations sont à charge des organismes agréés oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et concernent les personnes assurant l'accueil d'un enfant en placement de jour et de nuit ou en placement de jour (art.171.14 CAS). Le montant y relatif s'élève en 2003 à 425,0 milliers € face à 367,5 milliers € en 2002.

3.2.3.3. Les cotisations de l'assurance volontaire

Les cotisations de l'assurance volontaire se sont chiffrés en 2003 à 5 588,4 milliers € face à 5 015,6 milliers € en 2002.

3.2.4. Les autres recettes

Les autres recettes concernent principalement les revenus sur immobilisations, les bénéfices de réalisation sur titres et sur immeubles, les produits divers en provenance de tiers, les produits financiers et les recettes diverses.

Les revenus bruts de la fortune (revenus sur immobilisations, bénéfices de réalisation sur titres et sur immeubles, produits financiers) atteignent 174,2 millions € et régressent de 3,9% par rapport à 2002 (-9,1% entre 2002 et 2001). Ces régressions reflètent la situation générale non favorable des marchés financiers. Même une plus-value importante réalisée dans l'immobilier et un bon résultat dans les titres n'ont pu redresser le bilan des revenus modestes des prêts et surtout des placements à moins d'un an, qui avec une valeur placée moyenne nettement plus élevée qu'en 2002 ont réalisé un rendement largement inférieur. En tenant compte des intérêts de retard sur cotisations de 2,7 millions € et des frais de gestion du patrimoine et pertes diverses de 4,4 millions €, les revenus nets s'élèvent à 172,5 millions €. Le taux de rendement moyen calculé par rapport à la réserve globale de compensation descend à 3,23%.

Tableau 13. - Evolution du taux de rendement moyen de la fortune (tous les régimes)

Année	Revenus bruts de la fortune	Intérêts de retard sur cotisations	A déduire: frais de gestion du patrimoine et pertes diverses	Revenus nets de la fortune	Réserve au 31 décembre	Taux de rendement moyen
1980	43 160,7	565,2	1 135,4	42 590,6	664 733,9	6,89%
1985	66 046,3	1 244,4	3 190,4	64 100,3	1 016 167,6	6,87%
1990	127 890,7	374,3	1 779,9	126 485,2	1 783 328,7	7,83%
1995	134 903,7	2 464,1	2 020,3	135 347,4	2 809 377,3	5,11%
1996	125 545,7	2 340,1	2 555,8	125 330,0	2 982 540,9	4,42%
1997	121 909,1	2 253,4	3 019,3	121 143,1	3 156 988,5	4,03%
1998	132 256,2	2 384,7	3 758,1	130 882,8	3 399 958,8	4,07%
1999	123 076,7	1 462,6	4 164,6	120 374,6	3 688 752,3	3,48%
2000	159 663,3	1 581,6	4 276,2	156 968,7	4 149 249,3	4,09%
2001	198 493,0	2 114,1	6 882,7	193 724,4	4 768 782,8	4,44%
2002	181 176,1	2 644,1	8 577,2	175 243,0	5 176 092,2	3,59%
2003	174 200,0	2 712,2	4 411,4	172 500,8	5 661 819,2	3,23%

Si ce taux de rendement intervient dans l'équilibre financier global du régime de pension, il faut cependant rappeler qu'il est dans une certaine mesure sous-évalué puisque la réserve de compensation contient une partie non négligeable de recettes dues mais non encore encaissées (débiteurs de cotisations, solde de la contribution de l'Etat).

3.3. Les dépenses courantes

Les prestations atteignent en 2003 un montant de 1 912,5 millions € et représentent ainsi 94,9% des dépenses courantes. Le reste se compose des transferts, des frais d'administration et des dépenses diverses.

Tableau 14. - Structure des dépenses courantes (en milliers EUR)

Frais d'administration	22 111,4	1,1%
Pensions	1 912 486,6	94,9%
Autres prestations	1 575,9	0,1%
Transferts et dépenses diverses	79 629,2	4,0%
Total des dépenses courantes	2 015 803,1	100,0%

3.3.1. Les frais d'administration

Les frais d'administration s'élèvent à 22,1 millions € pour augmenter de 3,2% par rapport à l'exercice précédent.

3.3.2. Les prestations

En 2003 le nombre des pensions a augmenté de 2,2% par rapport à 2002. Ce taux de variation comprend une forte progression des pensions pour la CPEP, une légère augmentation pour l'AVI, une stagnation pour la CPACI et une régression pour la CPA.

Tableau 15. - Nombre de pensions par caisse - mois de décembre (avances comprises)

Caisse	1980	1985	1990	1995	2000	2002	2003	2002/03	1990/2003
AVI	42 934	45 534	53 179	64 576	71 232	73 896	75 452	2,1%	2,7%
CPEP	10 076	11 083	13 929	18 063	22 101	24 288	25 373	4,5%	4,7%
CPACI	7 493	7 782	7 932	8 279	8 376	8 386	8 369	-0,2%	0,4%
CPA	7 947	7 585	7 223	7 226	6 621	6 313	6 132	-2,9%	-1,4%
TOTAL	68 450	71 984	82 263	98 144	108 330	112 883	115 326	2,2%	2,6%

Avec un facteur d'ajustement majoré de 3,5% au 1.1.2003 on peut dire qu'après le taux de progression exceptionnel de 10,9%, respectivement 8,7% à l'indice 100 de 2002 dû au " Rentendesch " on revient à une évolution normale des prestations.

Tableau 16. - Evolution des éléments de pension (en milliers EUR)

	2002	2003	Variation nominale	Variation réelle
Avances	-4 762,7	-1 337,8	-	-
Majorations proportionnelles	1 226 754,0	1 332 471,3	8,6%	6,4%
Majorations proportionnelles spéciales	85 409,8	90 844,3	6,4%	4,2%
Majorations forfaitaires	242 613,1	263 967,1	8,8%	6,6%
Majorations forfaitaires spéciales	32 305,1	34 806,9	7,7%	5,6%
Majorations forfaitaires transitoires	44 419,3	45 868,1	3,3%	1,2%
Majorations assurance supplémentaire	3 151,5	3 230,8	2,5%	0,4%
Suppléments enfants	376,0	342,3	-9,0%	-10,8%
Compléments différentiels	22 990,7	23 385,3	1,7%	-0,4%
Compléments pensions minima	69 756,7	74 126,9	6,3%	4,1%
Compléments divers	8 400,2	8 259,1	-1,7%	-3,7%
Allocations trimestrielles	604,1	581,1	-3,8%	-5,8%
Allocations de fin d'année	33 074,1	35 941,2		
Pensions brutes	1 765 091,9	1 912 486,6	8,4%	6,1%

Le montant des prestations annuelles à charge de l'ensemble des caisses de pension, pris en considération au titre de l'article 238 du code des assurances sociales pour la détermination du niveau relatif de la réserve de compensation, comprend les prestations en espèces et les prestations en nature sous réserve de la déduction du montant du complément différentiel directement à charge de l'Etat. Il s'élève en 2003 à 1 890,7 millions €.

3.4. Les autres dépenses

Le poste "décharges et restitutions de cotisations" se réfère à des décharges accordées par les comités-directeurs des quatre caisses de pension, ainsi qu'à des redressements dus à des recalculs de cotisations se référant à des exercices antérieurs. Le CCSS a dû procéder à des décharges et extournes de 3,3 millions €, montant à déduire avant les transferts aux caisses de pension.

3.5. Les opérations sur réserves et sur reports

Les dotations aux fonds de roulement sont réalisées pour les quatre caisses de pension par les quotes-parts attribuées dans la répartition des cotisations. En outre, la CPEP peut effectuer une dotation à la réserve excédentaire.

L'excédent des opérations courantes qui constitue la dotation nette à la réserve de compensation se chiffre à un montant de 485,7 millions €, soit une progression de 19,3% après une régression importante consécutive au "Rentendösch" lors de l'exercice précédent. Cette dotation correspond à 24,1% des dépenses courantes contre 20,6% pour l'exercice précédent.

Tableau 17. - Structure des réserves (en milliers EUR)

	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Total	En % du total
Réserves représentées par:	475 712,5	5 072 682,2	71 696,0	41 728,5	5 661 819,2	100,0%
- Immeubles et terrains	29 058,0	152 625,0	15 548,3	1 157,3	198 388,6	3,5%
- Prêts à long terme	91,3	730 947,7	249,6	-	731 288,6	12,9%
- Titres	373,6	457 732,4	-	-	458 106,0	8,1%
- Placements à court terme	202 100,0	3 622 000,0	16 300,0	21 100,0	3 861 500,0	68,2%
- Trésorerie	768,6	19 527,5	2 101,8	264,4	22 662,3	0,4%
- Solde débiteur	243 321,0	89 849,6	37 496,3	19 206,8	389 873,7	6,9%

La réserve de compensation se chiffre à 5 661,8 millions € au 31 décembre 2003 et est en progression de 485,7 millions € par rapport au 31 décembre 2002. Comparée au montant de 1 890,7 millions € de dépenses en prestations à charge de la communauté de risque (déduction faite du complément différentiel), la réserve de compensation représente 2,99 fois le montant des prestations annuelles.

3.6. Appréciation globale de la situation du régime unique

Tableau 18. - Situation du régime

Année	Coefficient de charge	Prime de répartition pure	Niveau relatif de la réserve
1980	48,6	22,8	2,03
1985	49,7	22,6	2,19
1990	47,0	22,7	2,58
1995	48,1	23,9	2,40
1996	48,3	24,1	2,46
1997	47,9	24,1	2,41
1998	46,7	23,2	2,55
1999	45,1	22,4	2,64
2000	43,2	20,8	2,85
2001	41,5	19,6	3,04
2002	41,2	22,0	2,97
2003	41,0	21,2	2,99

Paramètres démographiques

Dans un contexte économique frileux l'évolution du nombre moyen des assurés cotisants reste légèrement progressive et, en dépassant toujours celle du nombre de pensions, permet au coefficient de charge de poursuivre son mouvement à la baisse.

Paramètres financiers

Bien que l'évolution de la masse salariale soit restée modérée, la hausse des recettes en cotisations a pu compenser les effets de l'ajustement et a même permis à la prime de répartition pure de diminuer sensiblement.

L'année après le "Rentendösch" a connu une progression des recettes dépassant de nouveau celle des dépenses, l'excédent des recettes s'en trouve majoré et la réserve de compensation frôle de nouveau le triple des prestations annuelles.

Avec les récentes prévisions améliorées du STATEC concernant les paramètres économiques du pays, la santé solide du système de financement, qui se doit de digérer les effets du "Rentendösch" dans les prestations, devrait être garanti à court terme.

Toutefois ces prévisions n'atteignent pas encore les valeurs que le BIT a jugées nécessaires à une consolidation à long terme de l'équilibre entre les recettes et les dépenses au niveau élevé que le régime vient d'atteindre.

Partie statistique

Section 1 - Affiliation et revenus cotisables - régime général

Considérations méthodologiques et définitions

A. Le dénombrement des assurés cotisants

Pour le dénombrement des assurés cotisants auprès du régime général d'assurance pension se composant de quatre régimes appelés contributifs dans le passé, on distingue deux définitions.

La première définition concerne **le nombre annuel des assurés cotisants** et considère comme tel une personne qui a versé au moins une cotisation au régime de pension au cours de l'année d'observation. Cette définition met l'accent sur l'aspect du nombre d'individus qui acquièrent des droits auprès du régime de pension. Elle n'est cependant pas synonyme de personnes assurées, dans la mesure où elle ne prend pas en compte les assurés qui conservent leurs droits à pension tout en ayant arrêté de cotiser. Ces assurés, dits "**assurés latents**", tiennent une importance particulière au Luxembourg en raison de la proportion élevée de travailleurs migrants et des cas fréquents d'arrêt de travail des assurés féminins.

La seconde définition concerne **le nombre moyen des assurés cotisants** et se base sur une moyenne des douze nombres mensuels de cotisants.

Les sources de données utilisées dans le présent rapport sont constituées, d'une part, par le fichier des carrières d'assurance et, d'autre part, par le fichier d'affiliation du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS).

Pour autant qu'il n'a pas été possible de reconstruire les données concernant les années antérieures, on a utilisé les anciennes données publiées par les caisses de pension.

B. Le principe de l'unicité d'affiliation

Le principe de l'unicité d'affiliation à un régime de pension contributif a été introduit par la loi du 23 décembre 1976 avec effet au 1^{er} janvier 1977. Au niveau statistique, la mise en pratique de ce principe a été réalisée en étapes en raison du fait que l'affiliation aux quatre régimes n'est gérée centralement qu'à partir de 1995. Ainsi, la diminution importante du nombre d'assurés auprès de la CPACI en 1981 résulte d'une première épuration des assurés cumulant une activité salariée et non salariée. A partir de 1983 ont été éliminés les doubles comptages entre l'AVI et la CPEP grâce à la gestion centralisée de l'affiliation auprès du CCSS. L'élimination des doubles comptages entre la CPA et les autres caisses a été réalisée au cours de l'année 1986. Il en résulte pour les années antérieures une surestimation systématique du nombre des assurés cotisants suivant les deux définitions.

L'existence d'une carrière d'assurance unique pour les quatre régimes a permis de déterminer le nombre annuel total des assurés cotisants sans doubles comptages depuis 1982.

Sur la base de ce fichier, il est possible d'analyser le mouvement des assurés cotisants. Ainsi, sont considérés comme entrés au cours d'un exercice les assurés qui ont cotisé au cours de cet exercice et qui n'ont pas cotisé au cours de l'exercice précédent. Les sorties au cours d'un exercice se définissent d'une manière analogue comme les assurés qui ont cotisé au cours de cet exercice mais qui n'ont pas cotisé au cours de l'exercice suivant. On peut distinguer les assurés qui sont entrés pour la première fois dans l'assurance et les assurés qui sont rentrés dans l'assurance après une interruption d'au moins une année civile entière. On peut également analyser, du moins approximativement, les passages d'assurés d'un régime à l'autre en considérant comme transfert un assuré qui a cotisé auprès d'un régime au cours d'une année sans avoir cotisé auprès du même régime au cours de l'année précédente mais auprès d'un autre régime.

C. La computation des périodes d'assurance

Les périodes d'assurance sont computées uniformément par mois civils. Conformément à l'article 175 du CAS, compte pour un mois civil entier toute fraction de mois représentant au moins 64 heures de travail, lorsqu'il s'agit d'une activité salariée, ou 10 jours civils, lorsqu'il s'agit d'une activité indépendante.

A partir du 1^{er} janvier 1999, les fractions de mois inférieures à 64 heures sont réputées aux mois suivants et mises en compte le premier mois où le total des heures d'activité aura, compte tenu du report, atteint le seuil précisé, alors que les salaires, traitements ou revenus cotisables sont portés en compte pour le mois auquel ils se rapportent. Ces dispositions rétroagissent au 1^{er} janvier 1988.

Toutefois, pour l'établissement des tableaux de ce chapitre, la fraction de mois inférieure à ces seuils est négligée dans la computation des périodes d'assurance, mais les revenus cotisables correspondants sont portés en compte pour le calcul des pensions jusqu'en 1998.

Un assuré dont la durée d'activité n'atteint pas ces seuils au cours des douze mois d'une année, et qui ne bénéficie donc pas de période d'assurance au cours de cette année, est cependant compté comme une unité parmi le nombre annuel des assurés cotisants.

D. Les revenus cotisables

Les revenus cotisables ont également été obtenus à partir du fichier de la carrière d'assurance unique et représentent donc les assiettes cotisables retenues pour le calcul des cotisations. Il s'ensuit que, d'une part, les revenus professionnels dépassant le plafond cotisable de 5 fois le salaire social minimum (4 fois le salaire social minimum jusqu'en 1991) n'y figurent que jusqu'à concurrence de ce plafond et que, d'autre part, les revenus professionnels inférieurs au minimum cotisable ont été relevés jusqu'à ce minimum pour autant que de besoin.

Avant 1988, le nombre de mois dans le régime ouvrier a été obtenu en divisant le nombre de journées par 26. Ce facteur qui ne correspond pas à l'ancien facteur de conversion de 22,5 prévu par la loi de coordination, tient compte du fait qu'une semaine de travail correspondait à 6 journées d'assurance (prise en compte de la semaine réduite). La durée annuelle normale d'assurance d'un ouvrier atteignait donc 312 journées (52 semaines à 6 journées d'assurance) ce qui correspondait à 26 journées par mois.

A partir de 1988, la détermination du nombre de mois pour le calcul du revenu mensuel moyen des salariés est effectuée de la façon suivante: la durée de travail effective, comptabilisée en heures, est transformée en journées en la divisant par 8 et transformée ensuite en mois en la divisant par le facteur 21,67. Ce facteur s'obtient en divisant le nombre annuel de journées de travail de 260 (52 semaines de 5 journées de travail) par 12. Le nombre de mois de travail ainsi obtenu diffère donc du nombre de mois d'assurance tel qu'il est défini ci-dessus sub C).

Tableau 1.1.- Evolution du nombre moyen des assurés

Année	AVI		CPEP		dont TII		CPACI		CPA		Total		Total		Total général	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1960	54 008	12 658	10 227	5 814	16 041	5 375	4 745	630	7 993	2 319	10 312	21 421	76 973	21 421	98 394	21 421
1965	57 966	13 034	12 948	8 027	20 975	11 602	8 729	2 873	6 819	1 663	8 482	25 597	86 462	25 597	112 059	25 597
1970	57 763	14 083	16 381	11 550	27 931	11 086	8 084	3 002	5 857	1 361	7 218	29 996	88 085	29 996	118 081	29 996
1975	64 144	17 796	20 785	15 842	36 627	10 611	7 292	3 319	5 279	3 979	9 258	40 936	97 500	40 936	138 436	40 936
1980	60 867	19 228	22 965	19 199	42 164	9 506	6 447	3 059	4 226	3 612	7 838	45 098	94 505	45 098	139 603	45 098
1984	57 354	20 420	26 345	22 919	49 264	8 685	5 835	2 850	3 507	3 027	6 534	49 216	93 041	49 216	142 257	49 216
1985	57 612	20 945	27 319	23 850	51 169	8 609	5 818	2 791	3 375	2 871	6 246	50 457	94 124	50 457	144 581	50 457
1986	58 656	21 350	28 634	25 253	53 887	8 552	5 780	2 772	3 097	2 764	5 861	52 139	96 167	52 139	148 306	52 139
1987	59 744	21 931	30 305	26 784	57 089	8 506	5 737	2 769	3 027	2 665	5 692	54 149	98 813	54 149	152 962	54 149
1988	61 297	22 939	32 164	28 506	60 670	8 632	5 794	2 838	2 946	2 595	5 541	56 878	102 201	56 878	159 079	56 878
1989	62 797	23 114	34 325	31 194	65 519	8 801	5 841	2 960	2 856	2 506	5 362	59 774	105 819	59 774	165 593	59 774
1990	64 572	23 847	36 517	33 317	69 834	8 878	5 905	2 973	2 765	2 392	5 157	62 529	109 759	62 529	172 288	62 529
1991	66 713	24 744	38 630	35 393	74 023	9 034	6 008	3 026	2 665	2 261	4 926	65 424	114 016	65 424	179 440	65 424
1992*)	68 258	25 688	39 998	37 112	77 110	9 208	6 114	3 094	2 520	2 118	4 638	68 012	116 890	68 012	184 902	68 012
1993	69 010	26 409	41 610	38 612	80 222	9 279	6 163	3 116	2 382	1 962	4 344	70 099	119 165	70 099	189 264	70 099
1994	69 732	26 913	43 538	40 324	83 862	9 338	6 244	3 094	2 260	1 826	4 086	72 157	121 774	72 157	193 931	72 157
1995	70 393	27 572	45 942	41 826	87 768	9 443	6 306	3 137	2 153	1 715	3 868	74 250	124 794	74 250	199 044	74 250
1996	71 255	28 393	48 284	43 423	91 707	9 412	6 271	3 141	2 095	1 631	3 726	76 588	127 905	76 588	204 493	76 588
1997	72 584	29 259	51 271	45 397	96 668	9 430	6 241	3 189	2 026	1 547	3 573	79 392	132 122	79 392	211 514	79 392
1998	74 961	29 910	55 438	48 164	103 602	9 395	6 141	3 254	1 979	1 501	3 480	82 829	138 519	82 829	221 348	82 829
1999**)	77 436	30 968	59 820	52 015	111 835	9 358	6 045	3 313	1 925	1 468	3 393	87 764	145 226	87 764	232 990	87 764
2000	80 518	32 617	64 688	56 794	121 482	9 295	5 974	3 321	1 897	1 444	3 341	94 176	153 077	94 176	247 253	94 176
2001	83 956	34 245	69 989	61 310	131 299	9 153	5 845	3 308	1 861	1 414	3 275	100 277	161 651	100 277	261 928	100 277
2002	86 322	35 172	72 938	64 244	137 182	9 091	5 792	3 299	1 829	1 388	3 217	104 103	166 881	104 103	270 984	104 103
2003	88 847	36 285	74 571	66 158	140 729	9 222	5 846	3 376	1 801	1 353	3 154	107 172	171 065	107 172	278 237	107 172

*) Nouvelle série.

**) A partir de 1999 avec congé parental.

Remarque: Suite à la loi du 28.06.2002, les affiliations baby-year ont été éliminées des nombres.

Année	AVI			CPEP			CPACI			CPA			TOTAL		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1995	44 945	21 095	66 041	32 874	30 550	63 424	5 979	3 024	9 003	2 153	1 714	3 867	83 951	56 383	142 334
1996	44 685	21 440	66 125	33 725	31 111	64 837	5 904	3 020	8 924	2 095	1 630	3 726	86 410	57 201	143 611
1997	44 568	21 846	66 414	34 931	31 920	66 851	5 817	3 046	8 864	2 026	1 547	3 572	87 341	58 360	145 701
1998	44 793	22 213	67 006	36 712	33 136	69 848	5 681	3 075	8 756	1 979	1 501	3 480	89 165	59 925	149 090
1999	45 181	22 719	67 901	38 058	34 801	72 859	5 545	3 115	8 661	1 924	1 468	3 392	90 709	62 103	152 813
2000	45 729	23 652	69 380	39 603	36 753	76 356	5 439	3 107	8 546	1 896	1 443	3 340	92 667	64 955	157 622
2001	46 086	24 531	70 618	41 233	38 649	79 882	5 296	3 081	8 377	1 860	1 412	3 272	94 476	67 673	162 149
2002	46 800	25 093	71 893	42 156	40 088	82 244	5 200	3 086	8 266	1 828	1 387	3 215	95 784	69 634	165 418
2003	47 209	25 795	73 003	42 656	41 049	83 704	5 175	3 125	8 300	1 800	1 351	3 152	96 840	71 320	168 160

Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA		TOTAL					
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total		
1995	25 448	6 477	31 924	13 068	11 275	24 343	327	113	440	1	1	38 843	17 866	56 709
1996	26 570	6 953	33 524	14 558	12 312	26 870	367	122	488	1	1	41 496	19 388	60 883
1997	28 016	7 413	35 429	16 340	13 476	29 816	423	143	566	-	-	44 779	21 032	66 812
1998	30 169	7 697	37 865	18 726	15 028	33 754	460	179	639	-	-	49 355	22 904	72 259
1999	32 255	8 249	40 504	21 762	17 215	38 976	500	197	697	-	-	54 517	25 661	80 177
2000	34 790	8 966	43 756	25 085	20 041	45 126	534	214	749	1	1	60 410	29 221	89 631
2001	37 870	9 714	47 584	28 756	22 661	51 417	549	227	777	1	2	67 176	32 604	99 780
2002	39 722	10 079	49 801	30 781	24 156	54 937	592	232	824	1	1	71 096	34 468	105 564
2003	41 638	10 491	52 129	31 915	25 109	57 024	671	250	921	0	1	74 224	35 851	110 076

Tableau 1.2. - Evolution chronologique du nombre annuel des assurés cotisants
(assurés ayant cotisé au cours de l'exercice)

Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA		Tous les régimes	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1960	64 987	18 256	-	-	-	-	-	-	-	-
1965	70 782	19 129	-	-	-	-	-	-	-	-
1970	71 086	21 380	17 655	13 117	-	-	-	-	-	-
1975	74 853	23 845	22 401	17 991	-	-	-	-	-	-
1976	72 119	24 350	22 639	18 668	-	-	-	-	-	-
1977	69 770	24 327	22 970	19 376	-	-	-	-	-	-
1978	67 651	24 213	23 362	20 063	-	-	-	-	-	-
1979	68 880	24 931	24 128	21 179	-	-	-	-	-	-
1980	67 691	25 311	24 750	21 803	-	-	-	-	-	-
1981	66 314	25 044	25 997	23 161	-	-	-	-	-	-
1982	65 368	25 486	26 591	24 062	5 902	3 127	3 597	3 397	100 017	54 969
1983	64 571	25 510	27 434	24 737	5 983	3 099	3 443	3 224	99 922	55 538
1984	64 147	25 626	28 434	26 029	6 028	3 087	3 293	3 135	100 540	56 824
1985	64 612	26 243	29 573	27 293	6 064	3 046	3 291	3 003	102 075	58 416
1986	66 313	26 623	31 176	28 851	5 995	3 020	3 175	2 889	105 164	60 204
1987	68 330	27 286	33 098	30 693	5 976	3 004	3 108	2 783	108 852	62 530
1988	70 412	28 586	35 424	33 195	6 104	3 171	3 025	2 714	113 091	66 031
1989	72 199	29 261	37 765	36 668	6 219	3 270	2 915	2 583	117 330	70 217
1990	75 486	30 662	40 412	39 538	6 334	3 315	2 828	2 476	123 174	74 392
1991	78 499	31 386	42 422	41 287	6 467	3 368	2 738	2 374	128 281	76 842
1992	81 041	32 306	44 125	43 440	6 583	3 439	2 605	2 242	132 305	79 871
1993	81 221	32 969	45 857	45 074	6 718	3 485	2 471	2 062	134 510	82 061
1994	82 963	33 477	48 188	47 287	6 846	3 486	2 329	1 935	138 333	84 547
1995	83 893	34 364	50 816	49 123	6 879	3 516	2 240	1 761	141 805	87 093
1996	85 846	36 188	53 629	51 289	6 826	3 577	2 164	1 732	146 428	91 117
1997	87 967	37 424	57 521	53 873	6 750	3 614	2 096	1 643	152 198	94 725
1998	91 523	38 314	62 121	57 163	6 683	3 674	2 039	1 577	159 861	98 720
1999	95 455	39 771	67 557	61 667	6 556	3 697	2 001	1 558	168 583	104 105
2000 ¹⁾	99 292	41 700	73 469	66 240	6 482	3 692	1 956	1 531	178 117	110 731
2001	103 134	43 117	78 369	70 465	6 384	3 679	1 919	1 497	186 696	116 171
2002	105 583	44 164	80 514	72 935	6 348	3 652	1 889	1 455	191 546	119 789
2003 ¹⁾	108 778	45 359	82 193	74 747	6 392	3 743	1 850	1 424	196 290	122 973
									3 274	319 263

¹⁾ A partir de 2000, nouvelle série sans affiliation baby-years.

1) Données provisoires.

Assurance
pension

Graphique 1.1.1. - Répartition des assurés par âge et par sexe en 2003
(données provisoires)

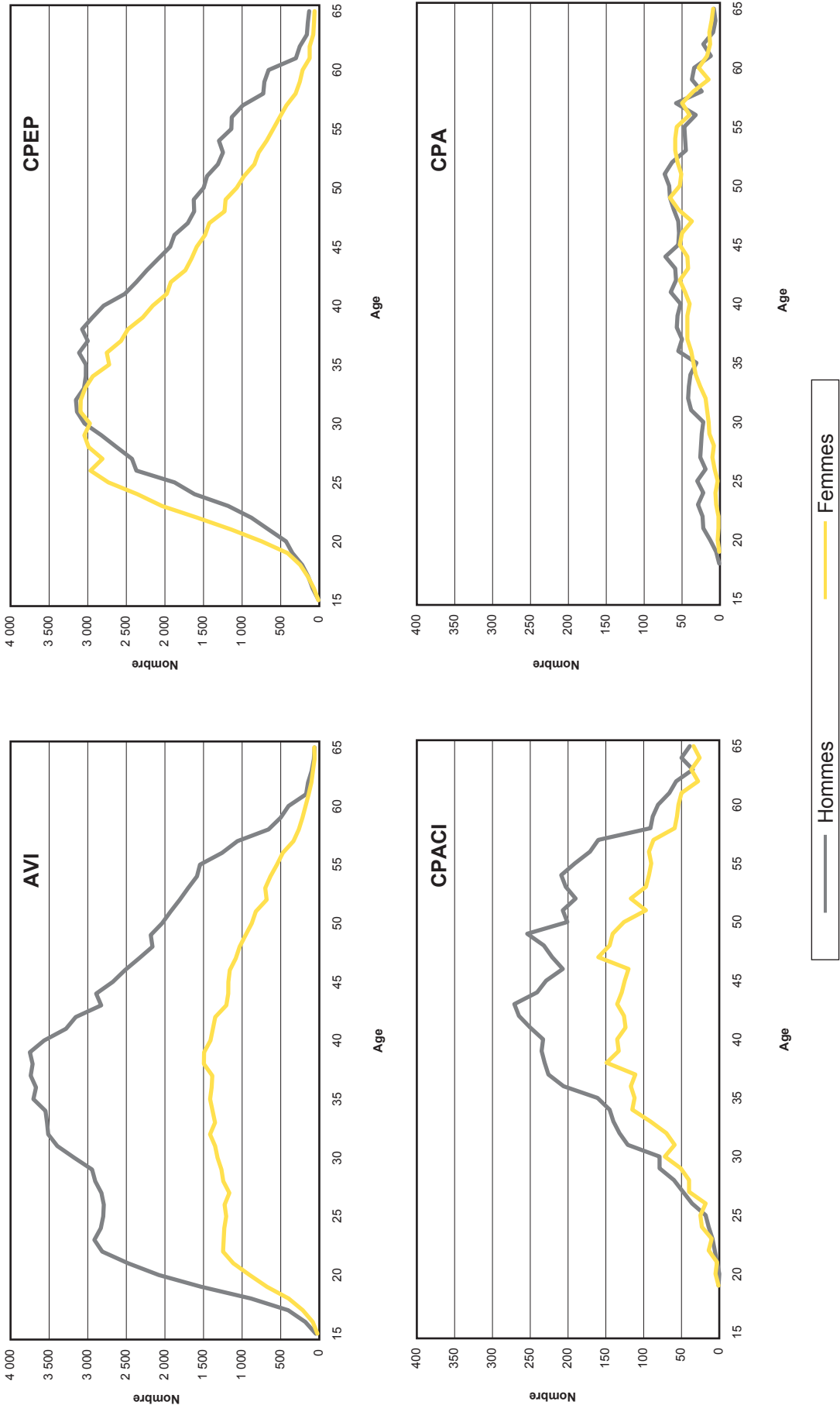


Tableau 1.3. - Mouvement des assurés (âgés de 15 à 65 ans)

Année	Entrées								Sorties					
	Entrées nouvelles		Entrées après interruptions		Transferts d'autres organismes		Total		Sorties ou interruptions		Transferts vers d'autres organismes		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
AVI														
1985	4 072	2 403	1 030	1 341	339	452	5 441	4 196	3 854	2 916	961	740	4 815	3 656
1990	8 843	4 194	1 397	1 360	376	430	10 616	5 984	6 952	4 147	1 370	1 005	8 322	5 152
1995	8 510	3 621	2 074	1 394	547	547	11 131	5 562	8 837	3 863	1 235	847	10 072	4 710
1996	9 120	4 389	2 242	1 525	596	580	11 958	6 494	9 249	4 215	1 335	896	10 584	5 111
1997	9 518	4 013	2 526	1 619	588	668	12 632	6 300	9 821	4 697	1 454	1 013	11 275	5 710
1998	11 334	4 177	2 713	1 721	681	681	14 728	6 579	10 416	4 931	1 645	1 229	12 061	6 160
1999	12 042	4 727	3 063	2 108	761	727	15 866	7 562						
1999*)									10 982	4 563	1 936	1 361	12 918	5 924
2000*)	12 793	5 370	3 049	1 985	786	790	16 628	8 145	10 890	4 926	2 140	1 487	13 030	6 413
2001	12 986	5 115	3 044	1 917	833	798	16 863	7 830	11 947	5 115	1 990	1 530	13 937	6 645
2002	12 343	4 938	3 000	1 770	860	863	16 203	7 571	12 163	5 286	1 603	1 369	13 766	6 655
2003 ¹⁾	12 574	4 967	3 335	1 906	988	948	16 897	7 821						
CPEP														
1985	1 660	2 455	413	678	827	574	2 900	3 707	1 440	2 022	441	445	1 881	2 467
1990	3 568	4 096	552	1 006	1 218	917	5 338	6 019	2 411	3 295	570	568	2 981	3 863
1995	4 109	4 058	631	1 136	1 417	754	6 157	5 948	3 049	3 616	724	653	3 773	4 269
1996	4 697	4 438	648	1 194	1 210	792	6 555	6 424	3 254	3 491	718	707	3 972	4 198
1997	5 751	4 639	774	1 236	1 302	849	7 827	6 724	3 601	3 888	723	759	4 324	4 647
1998	6 469	5 538	833	1 320	1 617	1 010	8 919	7 868	3 887	4 332	843	773	4 730	5 105
1999	7 310	6 377	995	1 829	1 788	1 238	10 093	9 444						
1999*)									4 362	4 119	935	803	5 297	4 922
2000*)	8 126	7 379	991	1 667	2 078	1 335	11 195	10 381	4 988	4 723	996	866	5 984	5 589
2001	7 788	6 723	995	1 636	2 111	1 462	10 894	9 821	5 395	5 038	1 057	981	6 452	6 019
2002	5 786	5 605	873	1 453	1 643	1 262	8 302	8 320	5 345	5 079	1 193	990	6 538	6 069
2003 ¹⁾	5 557	5 307	967	1 469	1 669	1 069	8 193	7 845						
CPACI														
1985	52	60	71	106	386	185	509	351	269	273	247	136	516	409
1990	79	59	60	118	455	226	594	403	272	233	198	118	470	351
1995	97	45	65	137	492	245	654	427	359	245	297	157	656	402
1996	123	73	49	150	445	247	617	470	343	245	299	183	642	428
1997	134	67	68	155	404	258	606	480	343	223	330	186	673	409
1998	131	81	74	147	417	253	622	481	336	226	360	185	696	411
1999	114	67	68	142	401	230	583	439						
1999*)									348	192	327	218	675	410
2000*)	107	102	93	116	414	230	614	448	290	195	329	199	619	394
2001	94	70	38	81	394	232	526	383	310	231	331	189	641	420
2002	147	90	49	77	425	231	621	398	304	179	271	148	575	327
2003 ¹⁾	164	87	58	84	429	261	651	432						
CPA														
1985	64	26	26	48	79	46	169	120	109	189	80	18	189	207
1990	37	4	1	6	16	35	54	45	115	173	27	12	142	185
1995	34	9	0	15	10	13	44	37	113	122	16	9	129	131
1996	23	8	12	52	15	29	50	89	91	113	15	13	106	126
1997	19	10	2	7	16	21	37	38	72	100	17	14	89	114
1998	22	5	1	12	9	31	32	48	70	69	17	14	87	83
1999	33	8	3	31	13	25	49	64						
1999*)									74	64	12	12	86	76
2000*)	23	21	3	8	16	21	42	50	62	49	16	21	78	70
2001	22	10	3	10	16	16	41	36	51	61	22	16	73	77
2002	27	14	4	7	10	16	41	37	56	54	13	19	69	73
2003 ¹⁾	17	17	1	3	13	20	31	40						
Tous les régimes														
1985	5 784	4 867	1 503	2 136	-	-	7 287	7 003	5 614	5 342	-	-	5 614	5 342
1990	12 426	8 238	1 978	2 441	-	-	14 404	10 679	9 687	7 759	-	-	9 687	7 759
1995	12 648	7 606	2 714	2 628	-	-	15 362	10 234	12 256	7 766	-	-	12 256	7 766
1996	13 831	8 760	2 906	2 863	-	-	16 737	11 623	12 851	7 970	-	-	12 851	7 970
1997	15 255	8 562	3 315	2 941	-	-	18 570	11 503	13 729	8 787	-	-	13 729	8 787
1998	17 750	9 585	3 565	3 125	-	-	21 315	12 710	14 600	9 432	-	-	14 600	9 432
1999	19 277	10 925	4 045	3 998	-	-	23 322	14 923						
1999*)									15 617	8 801	-	-	15 617	8 801
2000*)	20 825	12 597	4 035	3 658	-	-	24 860	16 255	16 090	9 718	-	-	16 090	9 718
2001	20 657	11 625	4 019	3 542	-	-	24 676	15 167	17 507	10 251	-	-	17 507	10 251
2002	18 064	10 403	3 863	3 203	-	-	21 927	13 606	17 690	10 381	-	-	17 690	10 381
2003 ¹⁾	18 097	10 162	4 286	3 356	-	-	22 383	13 518						

*) Nouvelle série sans affiliation baby-years.

1) Données provisoires.

Tableau 1.4. - Répartition des assurés suivant le type d'assurance

Année	AVI					
	Assurance obligatoire			Assurance volontaire		
	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes	
1985	64 360	25 903		252	340	
1990	75 349	30 502		138	160	
1995	83 780	34 211		113	153	
1996	85 742	36 045		104	143	
1997	87 866	37 283		101	141	
1998	91 423	38 177		100	137	
1999	95 357	39 619		98	152	
2000 ^{*)}	99 180	41 514		112	186	
2001	103 018	42 917		116	200	
2002	105 462	43 946		121	218	
2003 ¹⁾	108 649	45 137		129	222	
	CPEP					
	Assurance obligatoire				Assurance volontaire	
	Employés privés		Travailleurs intellectuels indépendants		Hommes	Femmes
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1985	28 044	26 672	1 342	313	187	308
1990	38 314	38 613	1 865	575	233	350
1995	47 997	47 612	2 538	941	281	570
1996	50 735	49 680	2 617	1 032	277	577
1997	54 505	52 125	2 713	1 132	303	616
1998	58 988	55 269	2 830	1 224	303	670
1999	64 275	59 675	2 955	1 266	327	726
2000 ^{*)}	70 060	63 963	3 053	1 440	356	837
2001	74 724	67 770	3 254	1 761	391	934
2002	76 765	70 040	3 333	1 880	416	1 015
2003 ¹⁾	78 323	71 660	3 404	1 989	466	1 098
	CPACI					
	Assurance obligatoire				Assurance volontaire	
	Principaux		Aidants		Hommes	Femmes
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1985	6 001	2 743	-	185	63	118
1990	6 202	2 990	44	213	88	112
1995	6 813	3 386	-	-	66	130
1996	6 765	3 450	-	-	61	127
1997	6 687	3 494	-	-	63	120
1998	6 611	3 564	-	-	72	110
1999	6 479	3 571	-	-	77	126
2000 ^{*)}	6 407	3 556	-	-	75	136
2001	6 305	3 538	-	-	79	141
2002	6 269	3 510	-	-	79	142
2003 ¹⁾	6 304	3 600	-	-	88	143
	CPA					
	Assurance obligatoire				Assurance volontaire	
	Principaux		Aidants		Hommes	Femmes
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1985	2 411	572	877	2 374	3	57
1990	2 344	664	480	1 767	4	45
1995	2 240	1 759	**)	**)	-	2
1996	2 150	1 680	**)	**)	14	52
1997	2 083	1 587	**)	**)	13	56
1998	2 026	1 516	**)	**)	13	61
1999	1 990	1 475	**)	**)	11	83
2000 ^{*)}	1 945	1 441	**)	**)	11	90
2001	1 904	1 404	**)	**)	15	93
2002	1 871	1 376	**)	**)	18	79
2003 ¹⁾	1 835	1 351	**)	**)	15	73

1) Données provisoires.

*) A partir de 2000, nouvelle série sans affiliation baby-years.

**) Détail non disponible.

Tableau 1.5. – Evolution des revenus cotisables

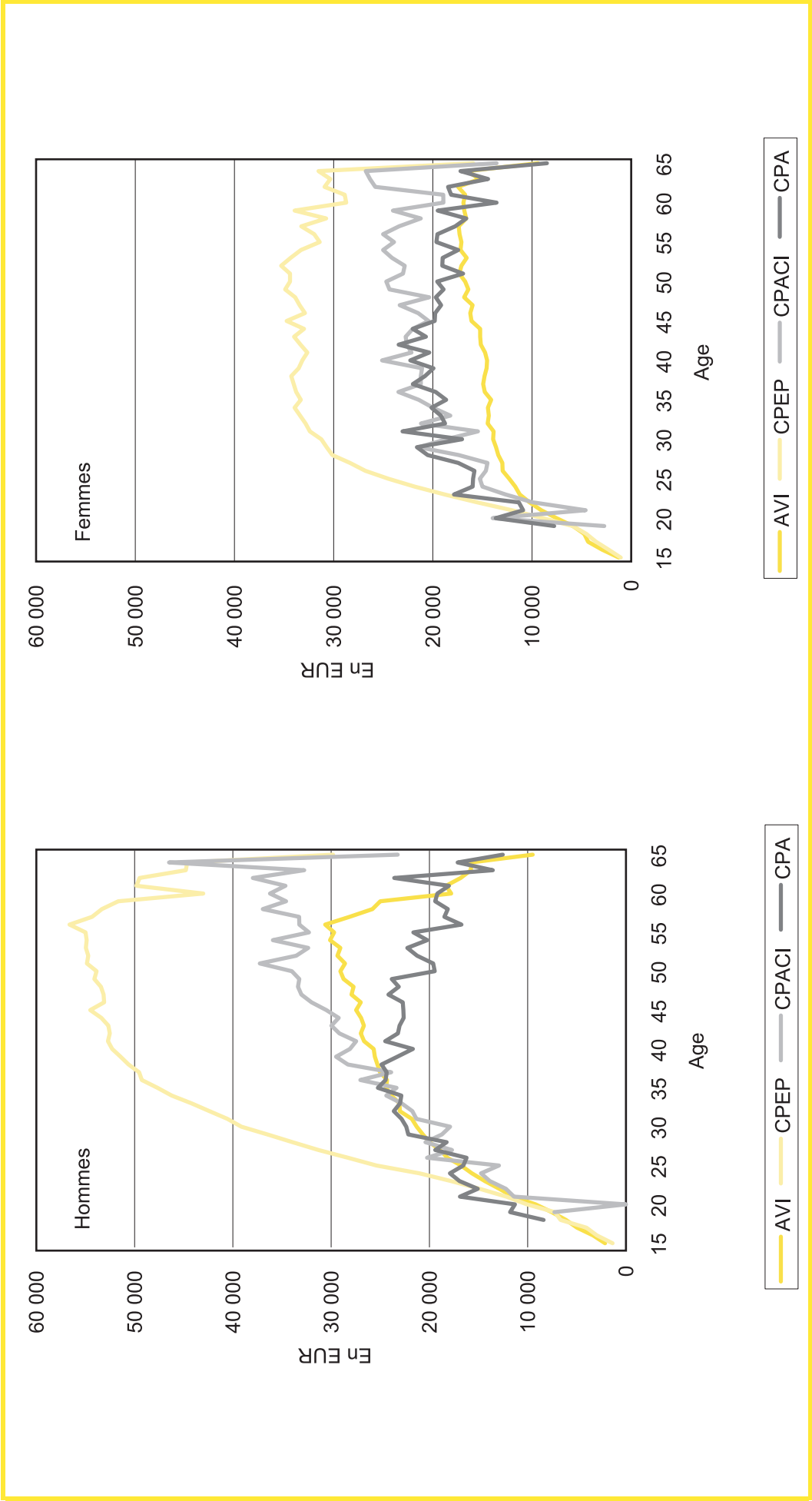
Année	AVI			CPEP			CPACI			CPA			TOTAL		
	Masse des cotisables en millions	Montant moyen cotisable par mois	Montant annuel moyen cotisable par cotisant	Masse des revenus cotisables en millions	Montant moyen cotisable par mois	Montant annuel moyen cotisable par cotisant	Masse des revenus cotisables en millions	Montant moyen cotisable par mois	Montant annuel moyen cotisable par cotisant	Masse des revenus cotisables en millions	Montant moyen cotisable par mois	Montant annuel moyen cotisable par cotisant	Masse des revenus cotisables en millions	Montant moyen cotisable par mois	Montant annuel moyen cotisable par cotisant
Hommes															
1985	908,45	1 288,07	14 029,20	659,91	2 026,38	22 314,75	94,59	1 404,41	15 599,05	15,52	405,03	4 716,57	1 676,48	1 476,98	16 424,04
1990	1 246,60	1 557,39	16 514,39	1 060,64	2 444,41	26 245,57	121,18	1 723,88	19 130,93	21,59	656,14	7 635,17	2 450,01	1 831,72	19 890,63
1995	1 628,54	1 876,82	19 412,05	1 858,71	3 380,59	36 577,34	177,09	2 348,01	25 743,26	30,90	1 198,63	13 793,01	3 695,23	2 433,11	26 046,43
1996	1 665,37	1 890,06	19 399,52	1 977,17	3 418,09	36 867,62	177,71	2 371,13	26 034,27	32,02	1 273,71	14 795,23	3 852,27	2 469,96	26 308,30
1997	1 737,13	1 941,74	19 747,57	2 150,62	3 496,88	37 388,51	181,86	2 449,84	26 941,81	31,90	1 312,36	15 221,83	4 101,52	2 550,40	26 948,59
1998	1 799,66	1 951,61	19 663,49	2 326,28	3 509,70	37 447,51	182,07	2 491,12	27 244,00	32,68	1 377,34	16 029,12	4 340,69	2 581,02	27 152,92
1999	1 909,27	1 995,57	20 001,80	2 568,00	3 587,64	38 012,30	180,94	2 524,40	27 598,87	34,16	1 477,65	17 089,56	4 692,36	2 655,05	27 806,43
2000 ¹⁾	2 058,91	2 069,37	20 735,92	2 881,89	3 724,38	39 225,93	185,66	2 610,24	28 642,13	34,33	1 509,90	17 551,53	5 160,79	2 770,75	28 974,16
2001	2 231,13	2 156,40	21 633,35	3 253,80	3 891,07	41 518,99	183,61	2 622,64	28 760,54	34,74	1 555,64	18 105,38	5 703,29	2 905,06	30 548,53
2002	2 354,94	2 213,47	22 304,17	3 491,46	3 997,96	43 364,58	184,31	2 661,22	29 034,59	36,68	1 668,23	19 415,34	6 067,38	2 991,12	31 675,86
2003 ¹⁾	2 481,99	2 273,27	22 817,00	3 680,20	4 131,76	44 775,12	191,04	2 740,73	29 887,84	39,70	1 837,69	21 461,02	6 392,93	3 082,67	32 568,83
Femmes															
1985	177,42	846,76	6 760,85	364,55	1 279,85	13 356,77	29,19	897,33	9 583,16	13,85	400,30	4 610,87	585,01	1 041,89	10 014,52
1990	252,44	1 044,76	8 233,11	681,40	1 787,01	17 233,96	38,50	1 084,65	11 614,05	17,55	617,26	7 089,49	989,89	1 441,17	13 306,46
1995	379,29	1 371,11	11 037,46	1 140,96	2 414,08	23 226,49	58,04	1 546,06	16 507,99	23,02	1 143,25	13 072,15	1 601,31	1 984,44	18 358,79
1996	397,24	1 392,33	10 977,15	1 213,68	2 473,21	23 663,60	59,49	1 573,70	16 629,94	23,32	1 185,81	13 461,98	1 693,73	2 032,06	18 588,47
1997	426,45	1 449,36	11 395,01	1 311,34	2 560,22	24 341,28	63,02	1 646,85	17 438,74	22,88	1 231,62	13 925,78	1 823,69	2 112,52	19 252,45
1998	440,28	1 466,54	11 491,40	1 404,83	2 604,14	24 575,91	65,59	1 678,11	17 852,92	23,00	1 276,16	14 587,24	1 933,71	2 156,25	19 587,82
1999	463,27	1 513,28	11 648,53	1 542,55	2 700,75	25 014,16	68,51	1 726,72	18 530,27	24,08	1 350,20	15 457,10	2 098,41	2 244,76	20 098,37
2000 ¹⁾	505,93	1 582,85	12 132,58	1 732,79	2 826,46	26 159,25	72,15	1 829,18	19 543,07	23,95	1 380,52	15 641,37	2 334,82	2 359,63	21 085,49
2001	559,47	1 667,38	12 975,70	1 970,15	2 975,03	27 959,27	74,14	1 874,05	20 153,20	24,76	1 456,37	16 537,27	2 628,52	2 493,07	22 626,32
2002	595,84	1 728,12	13 491,55	2 136,80	3 083,64	29 297,29	76,05	1 925,09	20 825,04	25,79	1 550,87	17 725,71	2 834,48	2 591,23	23 662,29
2003 ¹⁾	637,27	1 796,93	14 049,47	2 262,28	3 190,21	30 265,80	81,64	2 023,45	21 811,60	27,47	1 691,53	19 289,85	3 008,66	2 685,43	24 466,00
Hommes + Femmes															
1985	1 083,88	1 186,82	11 929,78	1 024,46	1 678,08	18 015,34	123,78	1 239,27	13 587,59	29,37	402,79	4 686,14	2 261,49	1 332,99	14 091,08
1990	1 499,05	1 438,52	14 122,25	1 742,03	2 136,92	21 789,02	159,68	1 509,40	16 548,44	39,15	638,12	7 380,44	3 439,90	1 699,21	17 411,41
1995	2 007,83	1 754,57	16 978,50	2 999,67	2 993,82	30 015,00	235,13	2 081,49	22 619,53	53,92	1 174,34	13 475,73	5 296,54	2 277,43	23 119,51
1996	2 062,61	1 768,32	16 901,95	3 190,86	2 984,41	30 412,86	237,20	2 103,79	22 800,65	55,33	1 235,13	14 202,52	5 546,00	2 317,45	23 347,14
1997	2 163,58	1 819,88	17 254,68	3 461,96	3 071,26	31 078,54	244,88	2 176,69	23 628,03	54,79	1 277,38	14 652,32	5 925,21	2 397,45	23 996,18
1998	2 239,94	1 832,48	17 251,96	3 731,11	3 103,37	31 279,21	247,66	2 207,83	23 912,65	55,69	1 333,66	15 400,29	6 274,40	2 473,34	24 264,75
1999	2 372,55	1 878,66	17 545,04	4 110,54	3 194,03	31 809,45	249,44	2 240,19	24 328,94	58,24	1 422,14	16 363,69	6 790,77	2 513,11	24 860,24
2000 ¹⁾	2 564,84	1 951,08	18 191,38	4 614,68	3 327,45	33 030,65	257,81	2 331,60	25 340,21	58,28	1 453,91	16 712,86	7 495,61	2 628,12	25 950,01
2001	2 790,61	2 036,64	19 080,95	5 223,95	3 486,24	35 099,18	257,75	2 352,34	25 613,72	59,50	1 512,74	17 418,18	8 331,81	2 761,11	27 509,80
2002	2 950,78	2 094,67	19 705,11	5 628,25	3 593,45	36 678,33	260,36	2 393,84	26 036,46	62,47	1 617,69	18 680,17	8 901,87	2 851,02	28 592,57
2003 ¹⁾	3 119,26	2 156,48	20 236,91	5 942,48	3 714,42	37 864,66	272,68	2 477,76	26 905,17	67,17	1 774,97	20 516,68	9 401,59	2 943,34	29 447,80

1) Données provisoires.

*) A partir de 2000, nouvelle série sans affiliation baby-years.

Assurance
pension

Graphique 1.2. - Répartition par âge du revenu moyen annuel cotisable en 2003
(données provisoires)



Graphique 1.3. - Nombre de cotisants par tranches de revenu mensuel cotisable en 2003
(tranche de 400 signifiée de 400 à 499 EUR) (données provisoires)

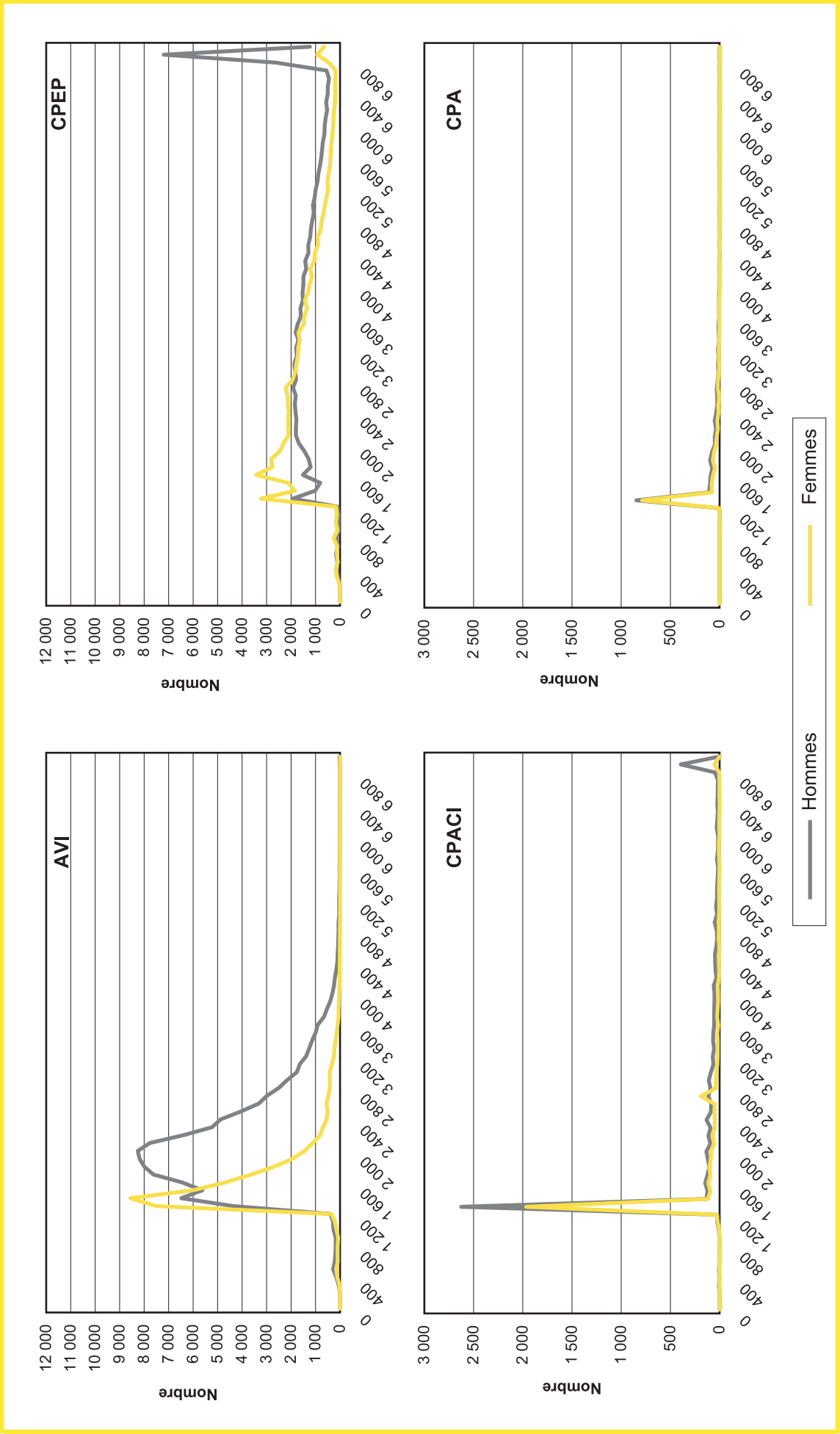


Tableau 1.6. - Coefficient d'ajustement

Année	Salaire nominal annuel moyen ¹⁾	Facteur de réduction à l'indice 100	Salaire annuel moyen à l'indice 100	Taux de variation annuel en %	Coefficient d'ajustement
1912	24,99	20	499,75	-	6,52
1913	27,07	20	541,40	8,33	6,02
1914	23,05	20	461,08	-14,84	7,07
1915	27,59	20	551,81	19,68	5,91
1916	34,41	20	688,15	24,71	4,74
1917	44,74	20	894,90	30,04	3,64
1918	53,67	10	536,69	-40,03	6,07
1919	61,35	10	613,54	14,32	5,31
1920	89,74	5	448,69	-26,87	7,27
1921	93,16	5	465,79	3,81	7,00
1922	100,89	5	504,46	8,30	6,47
1923	110,29	5	551,44	9,31	5,92
1924	133,79	4	535,15	-2,95	6,09
1925	152,11	4	608,43	13,69	5,36
1926	191,25	2,8	535,50	-11,99	6,09
1927	252,63	2,8	707,36	32,09	4,61
1928	281,19	2,8	787,32	11,30	4,14
1929	320,85	2,8	898,38	14,11	3,63
1930	324,69	2,8	909,13	1,20	3,59
1931	291,35	2,8	815,78	-10,27	3,99
1932	235,13	2,8	658,36	-19,30	4,95
1933	234,61	2,8	656,90	-0,22	4,96
1934	242,34	2,8	678,55	3,30	4,80
1935	241,84	2,8	677,17	-0,20	4,82
1936	261,06	2,8	730,96	7,94	4,46
1937	307,88	2,8	862,07	17,94	3,79
1938	304,54	2,8	852,70	-1,09	3,83
1939	300,79	2,8	842,22	-1,23	3,87
1940	407,66	2,35	958,00	13,75	3,40
1941	1 079,13	1	1 079,13	12,64	3,03
1942	891,20	1,375	1 225,40	13,55	2,66
1943	586,94	1,75	1 027,14	-16,18	3,17
1944	526,97	1,75	922,20	-10,22	3,54
1945	719,78	1,5	1 079,68	17,08	3,02
1946	1 069,54	1	1 069,54	-0,94	3,05
1947	1 139,74	1	1 139,74	6,56	2,86
1948	1 276,06	1	1 276,06	11,96	2,56
1949	1 317,36	0,95238	1 254,62	-1,68	2,60
1950	1 326,95	0,90909	1 206,32	-3,85	2,70
1951	1 502,93	0,83333	1 252,44	3,82	2,60
1952	1 585,73	0,83333	1 321,43	5,51	2,46
1953	1 569,66	0,83333	1 308,05	-1,01	2,50
1954	1 557,17	0,83333	1 297,63	-0,80	2,52
1955	1 617,28	0,83333	1 347,73	3,86	2,42
1956	1 715,80	0,83333	1 429,82	6,09	2,28
1957	1 842,99	0,80000	1 474,39	3,12	2,22
1958	1 892,57	0,76923	1 455,82	-1,26	2,24
1959	1 952,51	0,76923	1 501,93	3,17	2,17
1960	2 068,20	0,76923	1 590,92	5,93	2,05
1961	2 173,85	0,76923	1 672,19	5,11	1,96
1962	2 199,73	0,76923	1 692,10	1,19	1,92
1963	2 363,09	0,74074	1 750,44	3,45	1,86
1964	2 528,79	0,71428	1 806,26	3,19	1,81
1965	2 759,95	0,68965	1 903,40	5,38	1,72
1966	2 929,33	0,66667	1 952,90	2,60	1,67
1967	3 039,40	0,65573	1 993,02	2,05	1,63
1968	3 300,73	0,64516	2 129,50	6,85	1,53
1969	3 473,56	0,63492	2 205,43	3,57	1,48

¹⁾ 1912-1951: Salaire moyen des ouvriers figurant dans les carrières d'assurance des bénéficiaires de pension.
1952-1979: Salaire moyen des ouvriers âgés de 30 à 60 ans.

Tableau 1.6. - Coefficient d'ajustement (suite)

Année	Salaire nominal annuel moyen ¹⁾	Facteur de réduction à l'indice 100	Salaire annuel moyen à l'indice 100	Taux de variation annuel en %	Coefficient d'ajustement
1970	3 849,91	0,60606	2 333,28	5,80	1,39
1971	4 199,59	0,57971	2 434,54	4,34	1,34
1972	4 625,40	0,54795	2 534,49	4,11	1,29
1973	5 118,75	0,51282	2 625,00	3,57	1,24
1974	6 247,49	0,47059	2 940,00	12,00	1,11
1975	6 882,59	0,42553	2 928,75	-0,38	1,11
1976	7 637,62	0,38835	2 966,07	1,27	1,10
1977	8 405,62	0,36036	3 029,05	2,12	1,08
1978	8 880,19	0,34783	3 088,80	1,97	1,06
1979	9 407,16	0,33333	3 135,69	1,52	1,04
1979	11 258,93	0,33333	3 752,94	-	1,04
1980	12 095,20	0,31496	3 809,50	1,51	1,03
1981	13 062,70	0,29412	3 842,00	0,85	1,02
1982	13 954,97	0,27972	3 903,48	1,60	1,00
1983	14 746,47	0,26144	3 855,32	-1,23	1,01
1984	15 835,54	0,24691	3 909,95	1,42	1,00
1984	15 809,48	0,24671	3 900,36	-	1,00
1985	16 408,74	0,24021	3 941,54	1,06	0,990
1986	17 102,25	0,23561	4 029,46	2,23	0,968
1987	17 461,69	0,23328	4 073,46	1,09	0,958
1988	17 716,98	0,23280	4 124,51	1,25	0,946
1989	18 801,19	0,22571	4 243,62	2,89	0,919
1990	19 688,13	0,21841	4 300,08	1,33	0,907
1991	20 915,22	0,21047	4 402,03	2,37	0,886
1992	21 800,55	0,20407	4 448,84	1,06	0,877
1992	22 498,05	0,20407	4 591,18	-	0,877
Année	Salaire horaire moyen ²⁾	Indice annuel	Salaire horaire moyen à l'indice 100	Taux de variation annuel en %	Coefficient d'ajustement
1992	12,91	490,02	2,64	-	
1993	13,59	505,37	2,69	2,0	0,859
1994	14,23	521,18	2,73	1,5	0,845
1995*)	14,74	530,94	2,78	1,6	0,832
1995	14,76	530,94	2,78	-	
1996*)	14,98	535,29	2,80	0,7	0,826
1996	15,00	535,29	2,80	-	
1997*)	15,44	547,56	2,82	0,6	0,821
1997	15,46	547,56	2,82	-	
1998*)	15,69	548,67	2,86	1,3	0,811
1998	15,71	548,67	2,86	-	
1999*)	16,17	554,38	2,92	1,9	0,797
1999	16,19	554,38	2,92	-	
2000	16,92	569,41	2,97	1,8	0,783
2001	17,76	587,24	3,02	1,7	0,770
2002	18,36	599,46	3,06	1,3	0,760

¹⁾ 1952-1979: Salaire moyen des ouvriers âgés de 30 à 60 ans.

1979-1984: Salaire moyen des ouvriers et des employés privés âgés de 30 à 60 ans.

1984-1993: Salaire moyen des ouvriers et des employés privés âgés de 25 à 59 ans.

A partir de 1992 le plafond s'élève à 5 fois le salaire social minimum de référence.

²⁾ Nouvelle méthode à partir de l'ajustement 1995.

*) Salaire horaire moyen de tous les salariés.

*) Sans augmentation compensatoire du point indiciaire des fonctionnaires pour l'année en question.

Remarque: A partir de 1984 le facteur de réduction à l'indice 100 est calculé sur base de la moyenne annuelle pondérée des indices mensuels du coût de la vie.

Tableau 1.7. - **Nombre de bénéficiaires d'un congé parental**
(situation au 31 décembre de l'exercice)

Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA		Total	
	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel
1999	344	52	701	287	6	16	2	2	1 053	357
2000	361	77	889	549	8	44	2	13	1 260	683
2001	412	90	967	671	6	50	5	29	1 390	840
2002	484	110	1 046	722	13	52	1	52	1 544	936
2003	526	110	1 173	829	9	69	1	46	1 709	1 054

Section 1a - Affiliation et revenus cotisables - régimes spéciaux

Les données ont été regroupées en quatre régimes statutaires, à savoir:

- Etat: fonctionnaires et employés publics de l'administration de l'Etat;
- Parastataux: employés publics des établissements publics (organismes de sécurité sociale, chambres professionnelles, Institut monétaire luxembourgeois, Société nationale de crédit et d'investissement, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Institut belgo-luxembourgeois du change);
- Communes: fonctionnaires et employés communaux;
- CFL: agents de la société nationale des chemins de fer luxembourgeois.

Tableau 1.8. - Evolution du nombre moyen des assurés par régime et par sexe

Année	Etat et parastataux			Communes			CFL			Total général
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
1985	8 691	2 700	11 391	2 196	591	2 787	3 628	59	3 687	17 865
1986	8 740	2 805	11 545	2 239	593	2 832	3 622	66	3 688	18 065
1987	8 802	2 845	11 647	2 296	590	2 886	3 558	73	3 631	18 164
1988	8 738	2 923	11 661	2 328	598	2 926	3 516	84	3 600	18 187
1989	8 838	3 065	11 903	2 398	617	3 015	3 436	93	3 529	18 447
1990	8 922	3 214	12 136	2 464	637	3 101	3 393	91	3 484	18 721
1991	8 993	3 309	12 302	2 552	655	3 207	3 392	95	3 487	18 996
1992	9 195	3 485	12 680	2 683	693	3 376	3 376	108	3 484	19 540
1993	9 280	3 662	12 942	2 746	727	3 473	3 292	107	3 399	19 814
1994	9 285	3 819	13 104	2 727	716	3 443	3 221	115	3 336	19 883
1995	9 319	3 953	13 272	2 740	694	3 434	3 077	128	3 205	19 911
1996	9 390	4 106	13 496	2 728	701	3 429	3 085	120	3 205	20 130
1997	9 435	4 255	13 690	2 747	714	3 461	2 978	138	3 116	20 267
1998	9 487	4 654	14 141	2 762	564	3 326	2 910	147	3 057	20 524
1999*)	9 654	4 949	14 603	2 795	581	3 376	2 875	157	3 032	21 011
2000*)	10 217	5 261	15 478	2 431	611	3 042	2 910	177	3 087	21 607
2001*)	10 403	5 520	15 923	2 510	679	3 189	2 968	197	3 165	22 277
2002*)	10 556	5 791	16 347	2 565	763	3 328	2 988	211	3 199	22 874
2003*)	10 682	6 134	16 816	2 625	818	3 443	2 972	212	3 184	23 443

*) Sans congé parental.

Assurance
pension

Tableau 1.9. - Analyse du nombre moyen des assurés du secteur public

Année	Hommes	En % du total	Femmes	En % du total	Total	Variation en %
1985	14 515	81,2	3 350	18,8	17 865	
1986	14 601	80,8	3 464	19,2	18 065	1,1
1987	14 656	80,7	3 508	19,3	18 164	0,5
1988	14 582	80,2	3 605	19,8	18 187	0,1
1989	14 672	79,5	3 775	20,5	18 447	1,4
1990	14 779	78,9	3 942	21,1	18 721	1,5
1991	14 937	78,6	4 059	21,4	18 996	1,5
1992	15 254	78,1	4 286	21,9	19 540	2,9
1993	15 318	77,3	4 496	22,7	19 814	1,4
1994	15 233	76,6	4 650	23,4	19 883	0,3
1995	15 136	76,0	4 775	24,0	19 911	0,1
1996	15 203	75,4	4 927	24,6	20 130	1,1
1997	15 160	74,8	5 107	25,2	20 267	0,7
1998	15 159	73,9	5 365	26,1	20 524	1,3
1999*)	15 324	72,9	5 687	27,1	21 011	2,4
2000*)	15 558	72,0	6 049	28,0	21 607	2,8
2001*)	15 881	71,3	6 396	28,7	22 277	3,1
2002*)	16 109	70,4	6 766	29,6	22 875	2,7
2003*)	16 279	69,4	7 164	30,6	23 443	5,2

*) Sans congé parental.

Statistiques

Tableau 1.10. - **Nombre des assurés des régimes spéciaux bénéficiant d'un congé parental**
(situation au 31 décembre de l'exercice)

Année	Etat et parastataux		Communes		CFL		Total	
	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel	plein temps	temps partiel
1999	27	18	5	3	1	-	33	21
2000	33	42	5	9	4	2	42	53
2001	41	54	8	9	2	-	51	63
2002	56	80	4	12	3	3	63	95
2003	72	116	6	18	4	8	82	142

Tableau 1.11. - **Evolution chronologique du nombre annuel des assurés** (âgés de 15 à 65 ans)

Année	Etat	Parastataux	Communes	CFL	Total
	Hommes				
1989	8 539	538	2 503	3 590	15 141
1990	8 651	548	2 598	3 574	15 340
1991	8 731	552	2 695	3 560	15 508
1992	8 811	548	2 771	3 476	15 583
1993	7 362	2 103	2 813	3 387	15 634
1994	7 409	2 518	2 365	3 314	15 584
1995	7 468	2 536	2 412	3 250	15 635
1996	7 492	2 544	2 414	3 178	15 609
1997	7 534	2 567	2 401	3 081	15 567
1998	7 611	2 596	2 420	3 006	15 605
1999	7 722	2 550	2 450	2 972	15 663
2000*)	8 371	2 214	2 515	3 038	16 112
2001	8 556	2 191	2 589	3 074	16 380
2002	8 751	2 171	2 646	3 142	16 690
2003 ¹⁾	8 876	2 116	2 692	3 089	16 752
Année	Femmes				
	Total				
1989	2 963	244	636	64	3 883
1990	3 100	266	658	74	4 088
1991	3 174	282	672	82	4 202
1992	3 349	292	711	83	4 430
1993	3 369	452	732	82	4 624
1994	3 539	486	713	97	4 812
1995	3 689	525	707	117	5 031
1996	3 821	532	718	139	5 207
1997	4 001	551	736	156	5 439
1998	4 373	583	591	156	5 675
1999	4 684	550	608	177	6 008
2000*)	5 015	586	679	208	6 473
2001	5 257	601	744	214	6 797
2002	5 545	638	817	225	7 213
2003 ¹⁾	5 861	644	878	219	7 599
Année	Total				
	Total				
1989	11 502	782	3 139	3 654	19 024
1990	11 751	814	3 256	3 648	19 428
1991	11 905	834	3 367	3 642	19 710
1992	12 160	840	3 482	3 559	20 013
1993	10 731	2 555	3 545	3 469	20 258
1994	10 948	3 004	3 078	3 411	20 396
1995	11 157	3 061	3 119	3 367	20 666
1996	11 313	3 076	3 132	3 317	20 816
1997	11 535	3 118	3 137	3 237	21 006
1998	11 984	3 179	3 011	3 162	21 280
1999	12 406	3 100	3 058	3 149	21 671
2000*)	13 386	2 800	3 194	3 246	22 585
2001	13 813	2 792	3 333	3 288	23 177
2002	14 296	2 809	3 463	3 367	23 903
2003 ¹⁾	14 737	2 760	3 570	3 308	24 351

¹⁾ Données provisoires.

*) A partir de 2000, nouvelle série sans affiliation baby-years.

Tableau 1.12. - Age moyen des entrées dans l'assurance, mouvement des assurés

Année	Age moyen des entrées		Entrées		Sorties	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Etat						
1988	26,32	29,16	241	167	218	87
1990	25,88	27,28	349	240	226	125
1995	28,83	28,12	261	254	217	109
1996	29,27	28,67	244	247	203	119
1997	28,98	28,96	249	286	194	123
1998	30,90	37,53	270	489	312	144
1999	31,45	30,87	415	436		
1999*)					217	124
2000*)	32,61	29,10	800 ²⁾	428	225	132
2001	28,45	28,29	420	374	258	165
2002	28,74	29,65	449	442	292	155
2003 ¹⁾	29,16	29,24	417	465		
Parastataux						
1988	24,58	24,20	12	20	30	13
1990	26,08	23,35	35	39	30	15
1995	26,06	26,96	92	54	79	33
1996	25,21	33,00	87	32	85	25
1997	25,80	30,93	108	49	80	26
1998	27,06	31,39	109	56	156	77
1999	26,03	29,88	109	43		
1999*)					481	44
2000*)	30,45	30,92	145	76	90	32
2001	29,23	30,72	67	47	82	28
2002	29,32	30,74	61	63	93	37
2003 ¹⁾	28,86	33,47	38	42		
Communes						
1988	27,19	30,93	146	43	70	22
1990	28,20	29,86	153	45	88	22
1995	29,59	35,18	106	37	56	24
1996	31,14	36,31	57	35	73	27
1997	31,79	34,51	58	45	71	193
1998	28,95	34,48	90	47	72	44
1999	31,16	32,18	102	61		
1999*)					69	27
2000*)	31,26	31,12	124	90	77	32
2001	30,60	31,02	151	97	81	25
2002	30,11	32,07	134	98	66	26
2003 ¹⁾	30,23	31,93	110	81		
CFL						
1988	21,75	20,75	108	8	169	1
1990	22,01	26,75	155	12	151	8
1995	24,05	26,37	57	24	123	6
1996	24,07	27,82	52	28	136	3
1997	24,23	25,84	39	19	141	7
1998	23,74	28,85	66	7	116	5
1999	23,90	25,69	82	26		
1999*)					103	11
2000*)	23,92	26,23	169	42	100	13
2001	25,61	24,05	136	19	91	11
2002	25,66	26,45	159	22	141	14
2003 ¹⁾	25,05	31,00	89	10		
Tous les régimes						
1988	25,41	28,81	489	234	464	118
1990	25,24	27,16	656	324	457	159
1995	27,27	28,55	476	361	437	161
1996	27,76	29,78	414	335	475	169
1997	27,95	29,59	435	392	470	182
1998	28,71	30,74	507	410	555	191
1999	28,97	30,41	604	504		
1999*)					433	172
2000*)	28,13	29,14	806	598	461	194
2001	28,18	28,75	739	518	472	206
2002	28,27	29,99	773	609	546	201
2003 ¹⁾	28,31	29,70	608	576		

*) A partir de 2000, nouvelle série sans affiliation baby-years.

1) Données provisoires.

2) Création d'un corps de police grand-ducal.

Graphique 1.4. - Répartition des assurés par âge et par sexe en 2003
(données provisoires)

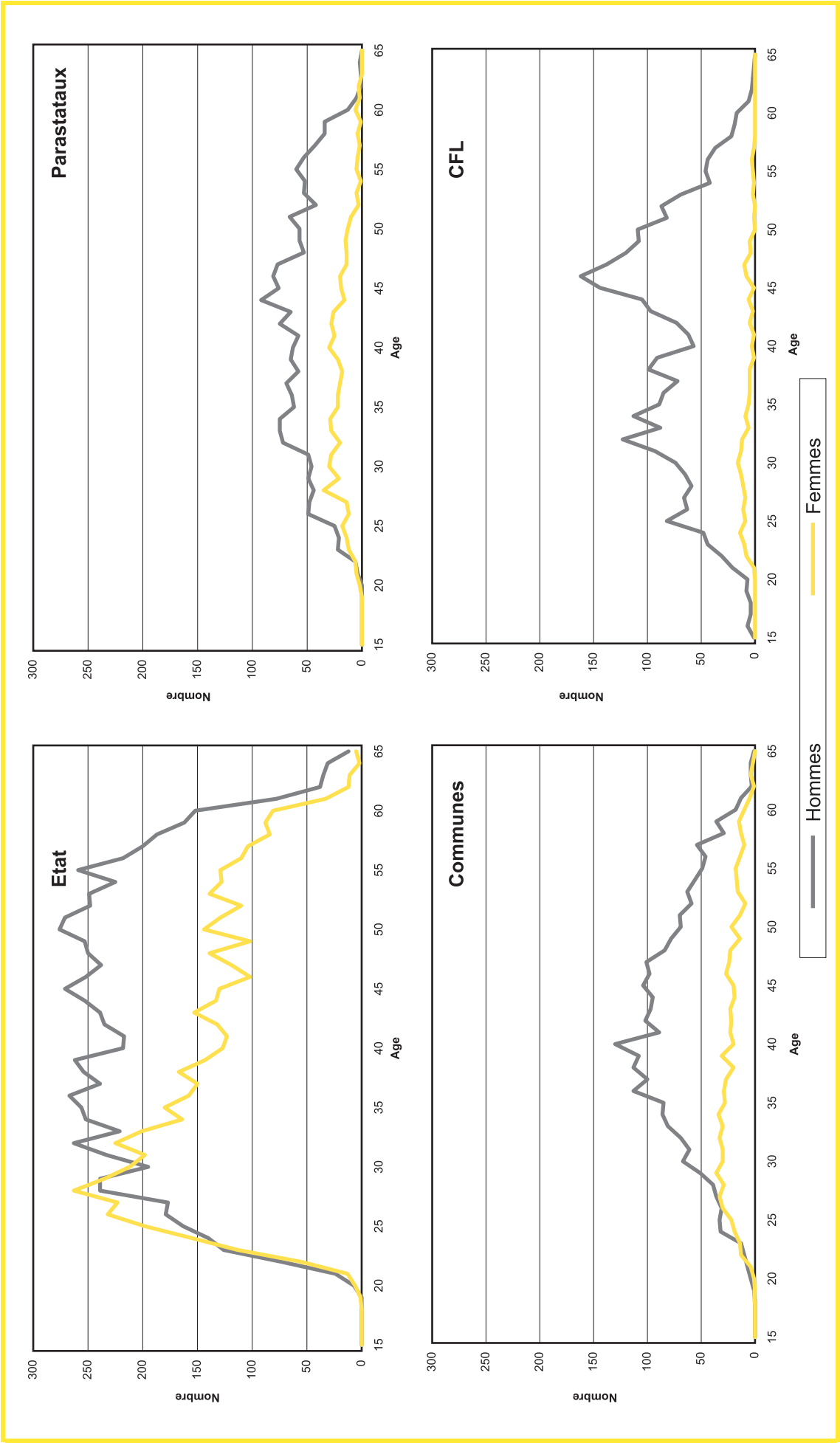


Tableau 1.13. - Evolution des revenus cotisables

Année	Etat	Parastataux	Communes	CFL	TOTAL
	Masse des revenus cotisables en millions EUR	Masse des revenus cotisables en millions EUR	Masse des revenus cotisables en millions EUR	Masse des revenus cotisables en millions EUR	Masse des revenus cotisables en millions EUR
	Moyen par mois	Moyen par mois	Moyen par mois	Moyen par mois	Moyen par mois
	Moyen par cotisant	Moyen par cotisant	Moyen par cotisant	Moyen par cotisant	Moyen par cotisant
	1988	1989	1990	1995	1996
	229,97	234,11	237,57	237,57	237,57
	251,91	253,44	258,22	258,22	258,22
	266,34	265,15	265,70	265,70	265,70
	346,21	346,21	346,21	346,21	346,21
	366,56	366,56	366,56	366,56	366,56
	388,93	388,93	388,93	388,93	388,93
	396,21	396,21	396,21	396,21	396,21
	413,70	413,70	413,70	413,70	413,70
	441,75	441,75	441,75	441,75	441,75
	471,02	471,02	471,02	471,02	471,02
	493,28	493,28	493,28	493,28	493,28
	521,34	521,34	521,34	521,34	521,34
	1988	1989	1990	1995	1996
	72,66	72,66	72,66	72,66	72,66
	82,30	82,30	82,30	82,30	82,30
	90,03	90,03	90,03	90,03	90,03
	152,83	152,83	152,83	152,83	152,83
	168,67	168,67	168,67	168,67	168,67
	183,81	183,81	183,81	183,81	183,81
	206,47	206,47	206,47	206,47	206,47
	225,02	225,02	225,02	225,02	225,02
	237,99	237,99	237,99	237,99	237,99
	260,77	260,77	260,77	260,77	260,77
	281,43	281,43	281,43	281,43	281,43
	309,95	309,95	309,95	309,95	309,95
	1988	1989	1990	1995	1996
	302,63	302,63	302,63	302,63	302,63
	334,21	334,21	334,21	334,21	334,21
	356,37	356,37	356,37	356,37	356,37
	499,03	499,03	499,03	499,03	499,03
	535,23	535,23	535,23	535,23	535,23
	572,74	572,74	572,74	572,74	572,74
	602,68	602,68	602,68	602,68	602,68
	638,72	638,72	638,72	638,72	638,72
	679,73	679,73	679,73	679,73	679,73
	731,79	731,79	731,79	731,79	731,79
	774,71	774,71	774,71	774,71	774,71
	831,29	831,29	831,29	831,29	831,29

Données provisoires.

A partir de 2000, nouvelle série sans affiliation baby-years.

Remarque: La masse des revenus cotisables est calculée selon les critères applicables à l'assurance pension du régime général.

Assurance
pension

Section 2 - Pensions - régime général

Considérations méthodologiques et définitions

A. Distinction entre pension et bénéficiaire de pension

Pour l'analyse statistique des données concernant les pensions, il y a lieu de distinguer entre bénéficiaires de pension et pensions. En effet, le nombre de pensions est systématiquement supérieur au nombre de bénéficiaires de pension dans la mesure où il existe des cas fréquents de cumuls par un même bénéficiaire de plusieurs pensions.

Alors que, dans le passé, les caisses de pension comptaient comme une unité de pension chaque pension pour laquelle elles participaient au financement dans le cadre de l'assurance migratoire, la mise en pratique systématique du concept de la "**dernière caisse**" (c'est-à-dire de ne prendre en compte la pension qu'auprès de la dernière caisse auprès de laquelle l'assuré a été affilié) à partir de décembre 1978 a permis d'**éliminer les doubles comptages de pensions de même nature**. Par cet effet sont également éliminées les parts de pension versées aux régimes non contributifs pour des bénéficiaires relevant de ces régimes. Cette méthode d'analyse a été confirmée par la réforme du financement de l'assurance pension contributive, qui a mis à charge de la dernière caisse l'intégralité de la pension relevant de l'assurance contributive.

Suivant cette méthode, le nombre de pensions est identique au nombre de bénéficiaires de pension pour les pensions de même nature, c'est-à-dire, d'une part, les pensions personnelles (pension d'invalidité, de vieillesse ou de vieillesse anticipée) et, d'autre part, les pensions de survie (pension de conjoint survivant, pension d'orphelin). Toutefois, tel n'est pas le cas lorsqu'un même bénéficiaire dispose d'une pension personnelle et d'une pension de survie. Une analyse satisfaisante du nombre de bénéficiaires de pension ne pourra être réalisée que lorsqu'il sera possible d'adjoindre aux pensions du régime général les pensions des régimes spéciaux. Pour cette raison, les statistiques qui suivent se réfèrent exclusivement aux pensions du régime général établies suivant le principe de la dernière caisse.

Ne sont pas comprises parmi le nombre de pensions les "allocations trimestrielles" versées aux assurés qui n'ont pas accompli les conditions de stage et de maintien des droits.

Les pensions aux autres survivants, c'est-à-dire aux membres de famille qui, à défaut d'un conjoint survivant, ont droit à une pension de survie, sont comprises parmi les pensions de conjoint survivant.

Les pensions d'invalidité comprennent les allocations mensuelles d'invalidité attribuées en cas de maladie de longue durée. Sauf indication contraire expresse, les pensions d'invalidité et de vieillesse anticipée sont transformées en pensions de vieillesse à partir de l'âge de 65 ans.

B. Dénombrement des pensions

Il résulte de la procédure même d'instruction des pensions que l'**attribution définitive de la pension** ne peut avoir lieu qu'avec un certain retard par rapport au **début du droit à pension**. Ce retard peut s'étendre sur plus d'une année lorsque, dans le cadre de l'assurance migratoire internationale, les données concernant des périodes d'assurance accomplies dans d'autres pays sont nécessaires. Il en résulte que le nombre des **pensions en cours de paiement** est systématiquement inférieur au nombre des **pensions déterminé suivant le début du droit à pension**. A cet effet, on a établi deux séries différentes sur le nombre des pensions.

1. La première série concerne les pensions en cours de paiement et comprend toutes les pensions définitivement arrêtées. N'y sont pas comprises les avances sur pensions en cours d'instruction ni les pensions qui font l'objet d'un recalcul pour une raison quelconque. Bien que cette série fournisse une sous-estimation systématique du nombre des pensions, elle présente l'avantage d'être immédiatement disponible jusqu'à la date la plus récente et de ne comporter que des pensions dont le montant est définitivement arrêté. La source des données est constituée par le fichier mensuel de paiement des pensions. A partir du 31 décembre 1987, les avances sur pensions ont été intégrées dans cette série en raison de l'augmentation substantielle du nombre de ces avances. En effet, l'introduction d'une nouvelle formule de calcul des pensions et de la programmation informatique afférente a considérablement retardé la détermination du montant définitif de la pension.
2. La deuxième série concerne le nombre des pensions établi suivant la date exacte de début et de fin du droit à pension. Cette série présente l'avantage de se prêter à une analyse précise des mouvements de pension et notamment à l'établissement des données biométriques de base pour l'analyse actuarielle (taux de mortalité, taux d'invalidation etc.). Toutefois, elle présente le désavantage de n'être disponible qu'avec un retard systématique d'au moins deux années et que des mises à jour postérieures sont toujours possibles. Dans le cadre des travaux sur la réforme de l'assurance pension, les fichiers manuels de l'AVI et de la CPEP (pensions personnelles et pensions de conjoint survivant) ont été saisis sur support informatique rétroactivement jusqu'à l'année 1960. Pour les deux autres caisses, les données correspondantes ne sont disponibles qu'à partir du 1er janvier 1982.

C. Le coefficient de charge

Le rapport entre le nombre des pensionnés et celui des assurés cotisants est dénommé coefficient de charge. Il constitue une caractéristique importante et facile à déterminer de la charge financière d'un régime de pension.

Conformément à la loi du 28 juin 2002 les affiliations "baby-year" ont été éliminées dans la population active ce qui a affecté rétroactivement les coefficients de charge respectifs.

Pour les raisons exposées ci-avant, la définition adoptée comme "coefficient de charge" est le nombre de pensions par 100 assurés cotisants. A cet effet, on a établi le nombre moyen des pensions comme moyenne arithmétique du nombre des pensions de deux mois de décembre consécutifs et on a utilisé le nombre moyen des assurés cotisants afin d'obtenir une densité complète d'assurance. Cette définition tient avant tout compte de l'**aspect démographique**.

Pour mettre davantage l'accent sur les charges financières, il faudrait affecter les différentes catégories de pensions d'une certaine pondération pour tenir compte des différences dans la formule de calcul des pensions (par exemple 1 pour les pensions de vieillesse et d'invalidité, 0,6 pour les pensions de conjoint survivant et 0,2 pour les pensions d'orphelin). Toutefois, en raison de la proportion très élevée des pensions à montant réduit relevant de l'assurance migratoire internationale, cette analyse n'a que peu de sens.

Afin de pouvoir suivre l'évolution à long terme du coefficient de charge, on a maintenu l'ancienne série de 1960 à 1980 qui comprend, parmi les pensions de la CPEP, de la CPACI et de la CPA, également les pensions relevant d'une autre compétence que celle de la dernière caisse. A partir de 1979, on dispose d'une nouvelle série où figurent seules les pensions relevant de la dernière caisse. A titre de comparaison, on fournit également une estimation du coefficient de charge des régimes de pension non contributifs.

D. Les montants des pensions

Les données prises en considération pour l'analyse des montants moyens des pensions dépendent de la finalité qu'on veut attribuer à cette analyse.

Si l'on veut analyser le coût des pensions, il y a lieu de prendre en considération l'ensemble des pensions indépendamment d'éventuelles réductions qui peuvent affecter leur montant. A cet effet est considéré l'ensemble des pensions en cours au mois de décembre. Seules ont été éliminées les avances sur pensions non définitivement arrêtées, les parts de pensions remboursées aux régimes non contributifs ainsi que les allocations trimestrielles. Les pensions ont été considérées avec leur montant brut, c'est-à-dire avant déduction de la part assuré des cotisations de l'assurance maladie et des impôts. Les montants moyens, parfois excessivement faibles, résultent du fait que parmi ces pensions sont comprises les pensions partielles luxembourgeoises relevant de l'assurance migratoire internationale qui ne sont calculées que sur des carrières d'assurance tronquées, auxquelles s'ajoute en général une pension étrangère dont le montant n'est pas connu. Par ailleurs, sont également comprises les pensions réduites en vertu d'une disposition anticumul en cas de concours avec d'autres prestations et revenus.

Remarque: Les pensions d'invalidité en cours de bénéficiaires qui ont accompli l'âge de 65 ans sont reconduites en tant que pensions de vieillesse (art. 192.1. CAS).

Tableau 2.1a. - **Nomre des pensions en cours de paiement au mois de décembre** (y compris avances)

Catégorie	Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA		Total	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Pensions d'invalidité	1980	6 902	1 716	935	591	471	349	446	345	8 754	3 001
	1985	7 682	1 973	1 346	667	558	432	552	512	10 138	3 584
	1990	9 529	2 490	1 357	888	611	484	513	608	12 010	4 470
	1991	9 664	2 575	1 269	957	648	492	493	610	12 074	4 634
	1992	9 999	2 789	1 304	1 059	642	525	466	663	12 411	5 036
	1993	10 458	2 990	1 380	1 161	642	533	446	648	12 926	5 332
	1994	10 986	3 198	1 426	1 284	651	528	440	642	13 503	5 652
	1995	11 334	3 461	1 513	1 425	632	548	422	654	13 901	6 088
	1996	11 759	3 683	1 629	1 565	670	571	413	651	14 471	6 470
	1997	11 927	3 843	1 734	1 661	667	569	409	661	14 737	6 734
	1998	11 531	3 890	1 823	1 739	645	540	392	627	14 391	6 796
	1999	11 204	3 906	1 888	1 847	643	534	370	589	14 105	6 876
	2000	10 736	3 868	1 918	1 860	595	527	341	542	13 590	6 797
	2001	10 383	3 858	1 919	1 909	584	505	307	490	13 193	6 762
	2002	10 132	3 893	1 900	1 984	560	492	263	448	12 855	6 817
	2003	9 890	3 895	1 826	1 915	545	453	237	396	12 498	6 659
Pensions de vieillesse et de vieillesse anticipée	1980	12 746	4 738	3 453	1 330	2 293	1 635	2 308	3 037	20 800	10 740
	1985	13 225	4 732	3 419	1 537	2 123	1 744	2 021	2 740	20 788	10 753
	1990	16 812	5 384	5 135	2 029	2 073	1 816	1 746	2 555	25 766	11 784
	1991	17 841	5 585	5 658	2 134	2 098	1 844	1 772	2 569	27 369	12 132
	1992	18 998	5 816	6 089	2 242	2 155	1 848	1 822	2 598	29 064	12 504
	1993	20 218	6 065	6 703	2 318	2 194	1 853	1 857	2 627	30 972	12 863
	1994	21 567	6 224	7 111	2 408	2 268	1 858	1 827	2 622	32 773	13 112
	1995	22 635	6 479	7 475	2 501	2 318	1 852	1 825	2 598	34 253	13 430
	1996	23 557	6 696	7 827	2 631	2 349	1 864	1 781	2 567	35 514	13 758
	1997	24 418	6 854	8 147	2 737	2 403	1 868	1 764	2 495	36 732	13 954
	1998	25 386	7 014	8 502	2 833	2 433	1 877	1 720	2 457	38 041	14 181
	1999	26 236	7 230	8 874	2 975	2 493	1 863	1 691	2 429	39 294	14 497
	2000	27 085	7 518	9 227	3 177	2 565	1 884	1 657	2 391	40 534	14 970
	2001	27 980	7 860	9 714	3 477	2 626	1 914	1 638	2 388	41 958	15 639
	2002	28 978	8 226	10 298	3 804	2 679	1 935	1 618	2 351	43 573	16 316
	2003	30 023	8 610	10 961	4 154	2 715	1 978	1 570	2 333	45 269	17 075
Total des pensions personnelles	1980	19 648	6 454	4 388	1 921	2 764	1 984	2 754	3 382	29 554	13 741
	1985	20 907	6 705	4 765	2 204	2 681	2 176	2 573	3 252	30 926	14 337
	1990	26 341	7 874	6 492	2 917	2 684	2 300	2 259	3 163	37 776	16 254
	1991	27 505	8 160	6 927	3 091	2 746	2 336	2 265	3 179	39 443	16 766
	1992	28 997	8 605	7 393	3 301	2 797	2 373	2 288	3 261	41 475	17 540
	1993	30 676	9 055	8 083	3 479	2 836	2 386	2 303	3 275	43 898	18 195
	1994	32 553	9 422	8 537	3 692	2 919	2 386	2 267	3 264	46 276	18 764
	1995	33 969	9 940	8 988	3 926	2 950	2 400	2 247	3 252	48 154	19 518
	1996	35 316	10 379	9 456	4 196	3 019	2 435	2 194	3 218	49 985	20 228
	1997	36 345	10 697	9 881	4 398	3 070	2 437	2 173	3 156	51 469	20 688
	1998	36 917	10 904	10 325	4 572	3 078	2 417	2 112	3 084	52 432	20 977
	1999	37 440	11 136	10 762	4 822	3 136	2 397	2 061	3 018	53 399	21 373
	2000	37 821	11 386	11 145	5 037	3 160	2 411	1 998	2 933	54 124	21 767
	2001	38 363	11 718	11 633	5 386	3 210	2 419	1 945	2 878	55 151	22 401
	2002	39 110	12 119	12 198	5 788	3 239	2 427	1 881	2 799	56 428	23 133
	2003	39 913	12 505	12 787	6 069	3 260	2 431	1 807	2 729	57 767	23 734

Tableau 2.1a. - Nombre des pensions en cours au mois de décembre (y compris avances) (suite)

Catégorie	Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA		Total	
		Nombre		Nombre		Nombre		Nombre		Nombre	
Pensions des survivants - conjoints	1980	14 663		3 252		2 480		1 686		22 081	
	1985	16 119		3 654		2 716		1 653		24 142	
	1990	17 490		4 089		2 769		1 689		26 037	
	1991	17 717		4 180		2 760		1 689		26 346	
	1992	18 123		4 304		2 765		1 678		26 870	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	1993	85	18 245	37	4 377	39	2 727	136	1 557	297	26 906
	1994	120	18 565	49	4 456	46	2 700	136	1 513	351	27 234
	1995	161	19 025	71	4 543	55	2 695	138	1 493	425	27 756
	1996	194	19 346	92	4 628	66	2 690	147	1 481	499	28 145
	1997	238	19 565	106	4 752	80	2 636	174	1 453	598	28 406
	1998	281	19 789	122	4 869	86	2 602	196	1 434	685	28 694
	1999	305	20 030	132	4 956	86	2 552	202	1 421	725	28 959
	2000	336	20 267	156	5 094	100	2 528	205	1 397	797	29 286
	2001	388	20 530	176	5 225	108	2 478	204	1 379	876	29 612
	2002	447	20 800	205	5 355	117	2 427	203	1 350	972	29 932
	2003	478	21 071	249	5 497	119	2 378	192	1 324	1 038	30 270
		Nombre		Nombre		Nombre		Nombre		Nombre	
- orphelins	1980	2 169		515		265		125		3 074	
	1985	1 803		460		209		107		2 579	
	1990	1 474		431		179		112		2 196	
	1991	1 453		459		190		108		2 210	
	1992	1 433		484		177		97		2 191	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	1993	710	732	256	254	98	91	38	54	1 102	1 131
	1994	721	739	257	272	90	87	40	54	1 108	1 152
	1995	750	731	250	285	90	89	45	51	1 135	1 156
	1996	747	712	277	298	93	90	45	46	1 162	1 146
	1997	753	728	286	321	90	83	43	43	1 172	1 175
	1998	745	717	291	314	83	89	40	41	1 159	1 161
	1999	740	712	312	332	85	90	42	43	1 179	1 177
	2000	719	703	324	345	89	88	43	45	1 175	1 181
	2001	715	703	319	358	99	88	38	41	1 171	1 190
	2002	713	707	362	380	87	89	38	42	1 200	1 218
	2003	758	727	391	380	87	94	38	42	1 274	1 243
		Nombre	Variation en %	Nombre	Variation en %	Nombre	Variation en %	Nombre	Variation en %	Nombre	Variation en %
Toutes les pensions	1980	42 934		10 076		7 493		7 947		68 450	
	1985	45 534		11 083		7 782		7 585		71 984	
	1990	53 179		13 929		7 932		7 223		82 263	
	1991	54 835		14 657		8 032		7 241		84 765	
	1992	57 158		15 482		8 112		7 324		88 076	
	1993	59 503		16 486		8 177		7 363		91 529	
	1994	62 120		17 263		8 228		7 274		94 885	
	1995	64 576		18 063		8 279		7 226		98 144	
	1996	66 694		18 947		8 393		7 131		101 165	
	1997	68 326		19 744		8 396		7 042		103 508	
	1998	69 353		20 493		8 355		6 907		105 108	
	1999	70 363		21 316		8 346		6 787		106 812	
	2000	71 232		22 101		8 376		6 621		108 330	
	2001	72 417		23 097		8 402		6 485		110 401	
	2002	73 896		24 288		8 386		6 313		112 883	
	2003	75 452		25 373		8 369		6 132		115 326	

Tableau 2.1b. - Avances en cours au mois de décembre

Catégorie	Année	AVI		CEP		CPACI		CPA		Total	
		Nombre		Nombre		Nombre		Nombre		Nombre	
Toutes les pensions	1990	1 492		575		281		682		3 030	
	1995	355		480		64		10		909	
	1996	336		525		63		21		945	
	1997	329		514		62		8		913	
	1998	309		618		49		9		985	
	1999	366		695		63		5		1 129	
	2000	341		713		62		7		1 123	
	2001	318		770		68		4		1 160	
	2002	361		585		83		4		1 033	
	2003	598		404		105		8		1 115	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Pensions d'invalidité	1990	277	155	88	88	22	57	69	183	456	483
	1995	125	63	123	115	11	17	-	3	259	198
	1996	135	51	139	101	17	17	4	7	295	176
	1997	136	66	115	99	16	9	1	1	268	175
	1998	130	49	130	118	12	7	2	0	274	174
	1999	145	59	139	108	11	11	1	0	296	178
	2000	115	77	131	100	6	13	2	0	254	190
	2001	111	50	119	109	8	9	0	1	238	169
	2002	112	69	65	97	12	16	0	1	189	183
	2003	88	204	40	42	13	8	0	0	141	254
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Pensions de vieillesse et de vieillesse anticipée	1990	168	125	78	38	15	52	25	109	286	324
	1995	73	12	102	25	15	7	5	1	195	45
	1996	79	9	115	44	16	4	5	5	215	62
	1997	63	12	117	36	18	11	3	2	201	61
	1998	70	9	157	46	12	10	4	2	243	67
	1999	69	13	195	56	30	4	2	1	296	74
	2000	83	11	204	78	22	13	2	3	311	105
	2001	74	20	256	96	25	15	2	1	357	132
	2002	106	27	198	103	31	13	2	0	337	143
	2003	87	139	168	70	22	40	2	5	279	254
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Total des pensions personnelles	1990	445	280	166	126	37	109	94	292	742	807
	1995	198	75	225	140	26	24	5	4	454	243
	1996	214	60	254	145	33	21	9	12	510	238
	1997	199	78	232	135	34	20	4	3	469	236
	1998	200	58	287	164	24	17	6	2	517	241
	1999	214	72	334	164	41	15	3	1	592	252
	2000	198	88	335	178	28	26	4	3	565	295
	2001	185	70	375	205	33	24	2	2	595	301
	2002	218	96	263	200	43	29	2	1	526	326
	2003	175	343	208	112	35	48	2	5	420	508
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Pensions des survivants - conjoints	1990	668		196		115		265		1 244	
	1995	4	54	5	74	1	10	-	1	10	139
	1996	2	42	5	87	1	6	-	-	8	135
	1997	1	37	4	102	2	6	1	0	8	145
	1998	1	34	7	113	0	8	1	0	9	155
	1999	2	47	10	125	0	6	1	0	13	178
	2000	1	40	18	119	2	5	0	0	21	164
	2001	4	31	15	119	1	9	0	0	20	159
	2002	2	36	3	80	1	6	0	1	6	123
	2003	3	61	3	60	2	15	0	1	8	137
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
- orphelins	1990	99		87		20		31		237	
	1995	15	9	13	23	1	2	-	-	29	34
	1996	8	10	16	18	-	2	-	-	24	30
	1997	9	5	17	24	0	0	0	0	26	29
	1998	11	5	27	20	0	0	0	0	38	25
	1999	15	16	33	29	0	1	0	0	48	46
	2000	8	6	34	29	0	1	0	0	42	36
	2001	12	16	22	34	1	0	0	0	35	50
	2002	5	4	22	17	3	1	0	0	30	22
	2003	10	6	13	8	3	2	0	0	26	16

Tableau 2.2.a. - Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de l'AVI en décembre 2003
(y compris avances)

Groupe d'âge	Compétence: AVI										Compétence: Régimes non-contributifs													
	Invalidité				Vieillesse et vieillesse anticipée				Conjoints et autres survivants		Orphelins		Total		Pension personnelle		Conjoints et autres survivants		Orphelins		Total			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
< 5																								
5- 9																								
10-14																								
15-19																								
20-24	8	0,08	1	0,03																				
25-29	49	0,50	15	0,39																				
30-34	123	1,24	50	1,28																				
35-39	213	2,15	128	3,29																				
40-44	404	4,08	192	4,93																				
45-49	755	7,63	319	8,19																				
50-54	1 482	14,98	586	15,04																				
55-59	2 948	29,81	1 104	28,34																				
60-64	3 908	39,51	1 500	38,51																				
65-69																								
70-74																								
75-79																								
80-84																								
85-89																								
90-94																								
95-99																								
> 100																								
TOTAL	9 890	100	3 895	100	30 023	100	8 610	100	21 549	100	1 485	100	75 452	100	131	7	429	12	579	80,34	39,66	82,82	17,18	80,34
Age moyen	56,09		55,71		70,88		73,51		71,33		22,92		67,65		75,90		80,29		80,34		82,82		39,66	

Tableau 2.2b. - Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de la CPEP en décembre 2003
(y compris avances)

Groupe d'âge	Invalidité				Compétence: CPEP				Compétence: Régimes non-contributifs									
	Hommes		Femmes		Vielliesse et vieillesse anticipée		Conjoints et autres survivants		Orphelins		Pension personnelle		Conjoints et autres survivants		Orphelins		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Hommes	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		Total
< 5																		14
5- 9																		108
10-14																		199
15-19																		200
20-24	2	0,11	3	0,16														184
25-29	7	0,38	12	0,63														57
30-34	22	1,20	42	2,19														93
35-39	39	2,14	106	5,54														226
40-44	80	4,38	111	5,80														338
45-49	146	8,00	203	10,60														546
50-54	266	14,57	260	13,58														847
55-59	521	28,53	529	27,62														2 154
60-64	743	40,69	649	33,89														4 883
65-69																		5 025
70-74																		4 197
75-79																		3 203
80-84																		1 903
85-89																		732
90-94																		386
95-99																		75
> 100																		3
TOTAL	1 826	100	1 915	100	10 961	100	4 154	100	5 746	100	771	100	25 373	99	41	118	8	266
Age moyen	56,12		54,31		69,52		71,23		70,17		17,44		66,25	73,45	73,44	78,79	12,25	73,98

IGSS - Assurance pension - 2003

239

Tableau 2.2d. - Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès de la CPA en décembre 2003
(y compris avances)

Groupe d'âge	Invalidité				Compétence: CPA				Conjoints et autres survivants				Orphelins		Compétence: Régimes non-contributifs			
	Hommes		Femmes		Vieillesse et vieillesse anticipée		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Hommes		Femmes	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Conjoints et autres survivants	Orphelins
< 5													2	2,50				
5- 9													5	6,25				
10-14													12	15,00				
15-19													22	27,50				
20-24													13	16,25				
25-29	1	0,42											2	2,50				
30-34	1	0,42							2	0,13			2	2,50				
35-39	2	0,84	5	1,26					2	0,13			1	1,25				
40-44	8	3,38	5	1,26					9	0,59			2	2,50				
45-49	12	5,06	6	1,52					12	0,79			6	7,50				
50-54	24	10,13	31	7,83					28	1,85			2	2,50				
55-59	51	21,52	93	23,48			1	0,04	29	1,91			3	3,75	1	1		
60-64	138	58,23	256	64,65					61	3,89			2	2,50	2			
65-69					393	25,03	458	19,63	70	4,62			2	2,50	3			
70-74					391	24,90	513	21,99	210	13,85			5	6,25	2	1		
75-79					365	23,25	577	24,73	366	24,14			1	1,25	2			
80-84					198	12,61	348	14,92	300	19,79					1			
85-89					111	7,07	230	9,86	231	15,24								
90-94					42	2,68	86	3,69	88	5,80								
95-99					9	0,57	28	1,20	25	1,65								
> 100							3	0,13	1	0,07								
TOTAL	237	100	396	100	1 570	100	2 333	100	1 516	100	80	100	6 132	100	9	2	10	21
Age moyen	58,20		59,56		74,42		75,91		77,05		27,70		73,44		67,89	64,50	79,00	72,86

Tableau 2.2.e. - Répartition par âge des bénéficiaires de pension auprès du régime unique en décembre 2003
(y compris avances)

Groupe d'âge	Compétence: Tous les régimes contributifs						Compétence: Régimes non-contributifs					
	Invalidité			Vieillesse et vieillesse anticipée			Conjoints et autres survivants			Orphelins		
	Hommes	En % du total	Femmes	Hommes	En % du total	Femmes	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Orphelins	Total
< 5									58	2,3		58
5-9									301	11,96	2	2
10-14									565	22,45	7	7
15-19									696	27,65	3	3
20-24	10	0,08	4				3	0,01	434	17,24	2	2
25-29	57	0,46	27				33	0,11	83	3,3		200
30-34	147	1,18	94				116	0,37	30	1,19		387
35-39	258	2,06	243				311	0,99	32	1,27	1	1
40-44	502	4,02	321				532	1,7	34	1,35	2	2
45-49	945	7,56	557				801	2,56	56	2,22	5	6
50-54	1 848	14,79	917				1 273	4,07	42	1,67	6	8
55-59	3 682	29,46	1 845				1 873	5,98	46	1,83	1	24
60-64	5 049	40,4	2 651				2 792	8,92	40	1,59	6	55
65-69							4 041	12,91	30	1,19	8	86
70-74							5 176	16,53	39	1,55	9	110
75-79							5 678	18,14	19	0,75	12	141
80-84							4 749	15,17	7	0,28	4	143
85-89							2 355	7,52	1	0,04	6	145
90-94							1 314	4,2	3	0,12	3	127
95-99							241	0,77	1	0,04	10	43
> 100							20	0,06			2	2
TOTAL	12 498	100	6 659	100	100	17 075	31 308	100	2 517	100	579	910
Age moyen	56,21		55,71			73,50	71,68		21,21		81,61	77,90
				70,74							74,36	74,20
											28,29	

Assurance
pension

Tableau 2.3a. - Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - AVI

Année	Pensions personnelles			Pensions de survivants			Variation moyenne	Orphelins	Variation moyenne	Total	
	Hommes	Femmes	Total	Conjoints et autres survivants	Variation moyenne	Orphelins				Nombre	Variation moyenne
1960	13 026	3 265	16 291	8 263							
1965	14 915	3 834	18 749	10 015	2,85%					36 914	
1970	17 400	5 606	23 006	11 892	4,18%	2 016	3,92%	2 016	3,92%	41 741	2,49%
1975	19 560	6 265	25 825	13 560	2,34%	2 356	3,50%	2 356	3,50%	45 901	1,92%
1980	21 309	6 814	28 123	15 373	1,72%	2 405	2,66%	2 405	2,54%	48 405	1,07%
1985	22 603	7 012	29 615	16 771	1,04%	2 019	1,76%	2 019	-3,44%	56 218	3,04%
1990	28 005	8 292	36 297	18 297	4,15%	1 624	1,76%	1 624	-4,26%	67 557	3,74%
1995	35 725	10 423	46 148	19 821	4,92%	1 588	1,61%	1 588	-0,45%	69 610	3,04%
1996	37 019	10 834	47 853	20 135	3,69%	1 622	1,58%	1 622	2,14%	70 948	1,92%
1997	37 808	11 104	48 912	20 408	2,21%	1 628	1,36%	1 628	0,37%	72 193	1,75%
1998	38 496	11 367	49 863	20 722	1,94%	1 608	1,54%	1 608	-1,23%	73 245	1,46%
1999	38 964	11 652	50 616	20 970	1,51%	1 659	1,20%	1 659	3,17%	74 277	1,41%
2000	39 372	11 942	51 314	21 287	1,38%	1 676	1,51%	1 676	-0,78%	75 309	1,39%
2001	39 889	12 215	52 104	21 542	1,54%	1 663	1,20%	1 663	0,36%	76 429	1,49%
2002	40 383	12 529	52 912	21 848	1,55%	1 669	1,42%	1 669			

Tableau 2.4a. - Mouvement des pensions - AVI

Année	Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée										Pensions de survivants					
	Pensions nouvelles					Pensions supprimées pour cause de ...					Pensions nouvelles			Pensions supprimées		
	Hommes		Femmes			Total		Rétablissement de la capacité de travail / autres			Total		Hommes et Femmes			Orphelins
	Invalidité	Vieillesse anticipée	Total Hommes	Vieillesse anticipée	Total Femmes	Invalidité	Décès	Hommes	Femmes	Hommes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes et Femmes	
1986	1 305	444	1 999	328	23	60	1 254	325	280	47	1 534	372	1 016	178	702	288
1987	2 074	612	2 982	428	21	84	1 280	283	320	35	1 600	318	1 031	168	718	235
1988	1 502	716	327	415	31	206	1 267	273	176	28	1 443	301	1 042	139	693	239
1989	1 424	738	344	417	24	230	1 270	323	114	13	1 384	336	1 070	184	768	240
1990	1 482	816	403	392	15	270	1 252	320	103	17	1 355	337	1 030	148	782	210
1991	1 392	904	427	416	24	233	1 322	290	144	33	1 466	323	1 085	160	814	176
1992	1 636	907	491	547	28	259	1 333	304	115	27	1 448	331	1 114	148	797	178
1993	1 588	1 576	481	491	37	165	1 388	298	104	27	1 492	325	1 100	153	816	141
1994	1 559	730	578	528	31	166	1 323	309	82	30	1 405	339	1 104	178	834	155
1995	1 627	673	594	592	34	220	1 496	290	136	32	1 632	322	1 163	138	781	163
1996	1 588	746	544	544	45	196	1 396	345	188	29	1 584	374	1 162	174	848	140
1997	1 187	695	568	457	25	182	1 433	340	169	54	1 661	394	1 114	169	841	163
1998	1 099	713	605	399	35	209	1 523	315	206	65	1 729	380	1 218	162	904	182
1999	922	704	567	403	37	236	1 476	320	249	71	1 725	391	1 166	215	918	164
2000	900	670	582	408	50	252	1 497	362	247	58	1 744	420	1 212	188	895	171
2001	924	699	610	390	58	266	1 458	379	258	62	1 716	441	1 133	187	878	200
2002	996	917	571	386	61	267	1 559	341	431	59	1 990	400	1 217	199	911	193

Tableau 2.3b. - Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - CPEP

Année	Pensions personnelles			Pensions de survivants			Total		Variation moyenne	Total	Variation moyenne
	Hommes	Femmes	Total	Conjoints et autres survivants	Variation moyenne	Orphelins	Nombre	Variation		Nombre	Variation moyenne
1960	1 613	485	2 098	1 113							
1965	2 080	668	2 748	1 424	5,05%					6 136	
1970	2 818	980	3 798	2 089	7,97%	249				7 956	5,33%
1975	3 347	1 420	4 767	2 780	5,88%	409			10,43%	10 000	4,68%
1980	4 348	1 911	6 259	3 250	5,60%	491			3,72%	11 554	2,93%
1985	4 990	2 311	7 301	3 755	3,13%	498			0,28%	14 330	4,40%
1990	6 662	2 996	9 658	4 223	5,76%	449			-2,05%	18 610	5,37%
1995	9 250	4 033	13 283	4 738	6,58%	589			2,33%		
1996	9 712	4 294	14 006	4 838	5,44%	641			2,11%	19 485	4,70%
1997	10 195	4 532	14 727	4 981	5,15%	660			2,96%	20 368	4,53%
1998	10 645	4 743	15 388	5 118	4,49%	689			2,75%	21 195	4,06%
1999	11 114	5 022	16 136	5 239	4,86%	729			2,36%	22 104	4,29%
2000	11 579	5 289	16 868	5 384	4,54%	738			2,77%	22 990	4,01%
2001	12 053	5 618	17 671	5 539	4,76%	763			2,88%	23 973	4,28%
2002	12 540	5 948	18 488	5 704	4,62%	833			2,98%	25 025	4,39%

Tableau 2.4b. - Mouvement des pensions - CPEP

Année	Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée										Pensions de survivants				
	Pensions nouvelles					Pensions supprimées pour cause de ...					Pensions de survivants				
	Invalidité	Veillesse anticipée	Veillesse	Invalidité	Veillesse anticipée	Hommes	Femmes	Total	Décès	Rétablissement de la capacité de travail / autres	Hommes	Femmes	Hommes et Femmes	Pensions nouvelles	Pensions supprimées
1986	304	137	78	519	39	41	199	718	258	71	22	23	280	243	174
1987	242	275	67	584	134	48	229	813	269	73	36	28	305	255	151
1988	221	330	58	609	112	36	210	819	268	64	16	19	284	292	161
1989	227	374	91	692	152	50	247	939	270	73	8	15	278	254	181
1990	215	391	96	702	160	44	243	945	277	67	10	10	287	266	175
1991	228	454	68	750	165	53	261	1 011	274	72	16	16	290	263	193
1992	248	420	98	766	226	57	333	1 099	279	82	10	12	289	281	169
1993	256	719	92	1 067	228	48	300	1 367	278	111	19	18	297	291	181
1994	256	400	108	764	240	65	352	1 116	281	97	14	21	295	290	197
1995	234	399	107	740	250	59	344	1 084	316	104	12	20	328	312	182
1996	287	413	95	795	253	78	389	1 184	317	112	16	16	333	318	218
1997	285	466	106	857	277	63	400	1 237	345	107	29	35	374	348	205
1998	261	469	110	840	252	83	382	1 232	366	133	24	38	390	361	224
1999	227	514	118	859	226	111	431	1 290	367	112	23	40	390	334	213
2000	209	546	90	845	215	124	439	1 284	353	130	27	42	380	342	197
2001	175	590	121	886	208	141	475	1 361	388	118	24	28	412	377	222
2002	147	722	155	1 024	175	182	502	1 526	399	137	138	35	537	394	229

Assurance
pension

Tableau 2.3c. - Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - CPACI

Année	Pensions personnelles			Pensions de survivants			Total		Variation moyenne	Orphelins	Variation moyenne	Nombre	Total	Variation moyenne
	Hommes	Femmes	Total	Conjoints et autres survivants	Variation moyenne	Orphelins								
1985	2 748	2 226	4 974	2 745		217						7 936		
1990	2 733	2 353	5 086	2 790	0,33%	190			-2,62%			8 066		0,33%
1995	2 998	2 445	5 443	2 766	1,37%	185			-0,53%			8 394		0,80%
1996	3 062	2 473	5 535	2 760	1,69%	188			1,62%			8 483		1,06%
1997	3 108	2 461	5 569	2 734	0,61%	178			-5,32%			8 481		-0,02%
1998	3 118	2 449	5 567	2 699	-0,04%	193			8,43%			8 459		-0,26%
1999	3 182	2 439	5 621	2 670	0,97%	193			0,00%			8 484		0,30%
2000	3 202	2 443	5 645	2 651	0,43%	195			1,04%			8 491		0,08%
2001	3 259	2 448	5 707	2 609	1,10%	202			3,59%			8 518		0,32%
2002	3 301	2 464	5 765	2 568	1,02%	196			-2,97%			8 529		0,13%

Tableau 2.4c. - Mouvement des pensions - CPACI

Année	Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée										Pensions supprimées pour cause de ...						Pensions de survivants								
	Pensions nouvelles					Femmes					Total	Décès		Rétablissement de la capacité de travail / autres				Total		Hommes et Femmes		Pensions nouvelles		Pensions supprimées	
	Hommes					Femmes						Hommes et Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Conjoints	Orphelins	Conjoints	Orphelins	
	Invalidité	Vieillesse anticipée	Vieillesse	Total Hommes	Total Femmes																				
1986	116	1	55	172	99	69	1	29	99	271	208	79	3	3	211	82	293	172	27	119	30				
1987	107	1	30	138	110	77	1	32	110	248	170	101	2	1	172	102	274	121	20	133	35				
1988	109	15	35	159	131	71	2	58	131	290	149	100	3	3	152	103	255	123	15	109	20				
1989	112	35	48	195	142	90	4	48	142	337	158	100	1	2	159	102	261	120	24	127	33				
1990	103	42	36	181	135	91	1	43	135	316	165	100	1	1	166	101	267	125	24	128	19				
1991	96	56	45	197	109	64	5	40	109	306	148	86	0	1	148	87	235	113	29	128	28				
1992	94	71	50	215	137	103	1	33	137	352	156	90	2	2	158	92	250	148	22	143	24				
1993	99	63	58	220	110	90	4	16	110	330	168	114	1	0	169	114	283	144	19	155	18				
1994	93	74	52	219	120	97	2	21	120	339	145	94	0	2	145	96	241	130	14	138	23				
1995	89	67	52	208	115	74	5	36	115	323	170	109	4	1	174	110	284	138	29	133	25				
1996	97	69	63	229	129	90	8	31	129	358	162	100	3	1	165	101	266	136	19	142	16				
1997	71	64	55	190	91	60	7	24	91	281	143	103	1	0	144	103	247	119	10	145	20				
1998	66	77	40	183	90	51	10	29	90	273	168	100	5	2	173	102	275	128	38	163	23				
1999	60	87	53	200	86	41	7	38	86	286	132	95	4	1	136	96	232	120	28	149	28				
2000	35	87	40	162	99	46	18	35	99	261	138	92	4	3	142	95	237	119	25	138	23				
2001	48	92	58	198	105	46	25	34	105	303	140	100	1	0	141	100	241	126	24	168	17				
2002	54	91	39	184	112	51	23	38	112	296	137	94	5	2	142	96	238	114	19	155	25				

Tableau 2.3.d. - Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - CPA

Année	Pensions personnelles			Pensions de survivants			Total	Variation moyenne
	Hommes	Femmes	Total	Conjoints et autres survivants	Orphelins	Variation moyenne		
1985	2 624	3 320	5 944	1 668	109		7 721	
1990	2 290	3 223	5 513	1 712	117	1,43%	7 342	-1,00%
1995	2 252	3 266	5 518	1 643	98	-0,82%	7 259	-0,23%
1996	2 205	3 216	5 421	1 618	90	-1,52%	7 129	-1,79%
1997	2 171	3 158	5 329	1 619	85	0,06%	7 033	-1,35%
1998	2 118	3 095	5 213	1 624	81	0,31%	6 918	-1,64%
1999	2 058	3 026	5 084	1 621	87	-0,18%	6 792	-1,82%
2000	2 001	2 940	4 941	1 603	88	-1,11%	6 632	-2,36%
2001	1 943	2 876	4 819	1 577	84	-1,62%	6 480	-2,29%
2002	1 876	2 798	4 674	1 543	79	-2,16%	6 296	-2,84%

Tableau 2.4.d. - Mouvement des pensions - CPA

Année	Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée												Pensions de survivants						
	Pensions nouvelles						Pensions supprimées pour cause de ...						Pensions nouvelles		Pensions supprimées				
	Hommes			Femmes			Total		Décès		Rétablissement de la capacité de travail / autres		Total		Hommes et Femmes	Conjoints	Orphelins	Orphelins	
	Invalidité	Vieillesse anticipée	Total	Invalidité	Vieillesse anticipée	Total	Hommes	Femmes	Hommes et Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes et Femmes	Conjoints	Orphelins	Orphelins
1986	79	0	16	116	0	46	162	257	186	188	1	0	187	188	375	105	13	124	11
1987	89	0	11	124	0	35	159	259	163	190	0	0	163	190	353	90	16	107	14
1988	92	1	15	122	0	35	157	265	166	151	2	3	168	154	322	118	16	90	18
1989	84	6	13	103	0	30	133	236	176	188	0	0	176	188	364	117	21	91	17
1990	77	10	15	117	0	42	159	261	147	145	1	2	148	147	295	111	13	85	11
1991	86	21	36	140	28	40	208	351	125	162	0	9	125	171	296	96	8	110	19
1992	59	54	30	125	64	37	226	369	121	164	3	14	124	178	302	97	6	110	15
1993	61	42	47	101	41	22	164	314	148	157	0	14	148	171	319	107	6	100	10
1994	49	38	22	85	30	22	137	246	149	149	0	6	149	155	304	89	12	127	12
1995	46	36	23	88	22	17	127	232	141	142	1	2	142	144	286	101	16	112	11
1996	34	38	16	67	22	13	102	190	135	152	0	0	135	152	287	92	6	117	14
1997	31	20	15	69	22	7	98	164	99	155	1	1	100	156	256	99	7	98	12
1998	38	26	10	40	16	9	65	139	127	127	0	1	127	128	255	102	3	97	7
1999	23	22	14	31	14	15	60	119	119	129	0	0	119	129	248	92	12	95	6
2000	19	23	15	22	18	10	50	107	114	136	0	0	114	136	250	85	13	103	12
2001	15	18	19	23	24	12	59	111	107	122	3	1	110	123	233	79	8	105	12
2002	9	16	14	19	24	12	55	94	106	133	0	0	106	133	239	75	8	109	13

Assurance
pension

Tableau 2.3e. - Evolution chronologique du nombre des pensions suivant date début pension - TOTAL

Année	Pensions personnelles			Pensions de survivants			Total	
	Hommes	Femmes	Total	Conjoints et autres survivants	Variation moyenne	Orphelins	Variation moyenne	Nombre
1985	32 965	14 869	47 834	24 939		2 843		75 616
1990	39 690	16 864	56 554	27 022	1,62%	2 380	-3,49%	85 956
1995	50 225	20 167	70 392	28 968	1,40%	2 460	0,66%	101 820
1996	51 998	20 817	72 815	29 351	3,44%	2 541	3,29%	104 707
1997	53 282	21 255	74 537	29 742	2,36%	2 551	0,39%	106 830
1998	54 377	21 654	76 031	30 163	2,00%	2 571	0,78%	108 765
1999	55 318	22 139	77 457	30 500	1,88%	2 668	3,77%	110 625
2000	56 154	22 614	78 768	30 925	1,69%	2 697	1,09%	112 390
2001	57 144	23 157	80 301	31 267	1,95%	2 712	0,56%	114 280
2002	58 100	23 739	81 839	31 663	1,92%	2 777	2,40%	116 279

Tableau 2.4e. - Mouvement des pensions - TOTAL

Année	Pensions d'invalidité, de vieillesse et de vieillesse anticipée										Pensions de survivants					
	Pensions nouvelles					Pensions supprimées pour cause de ...					Pensions nouvelles			Pensions supprimées		
	Hommes		Femmes			Total		Rétablissement de la capacité de travail / autres			Total		Hommes et Femmes			Orphelins
	Invalidité	Vieillesse anticipée	Invalidité	Vieillesse anticipée	Vieillesse	Total Hommes	Total Femmes	Hommes	Femmes	Décès	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
1986	1 804	582	399	632	63	2 785	871	3 656	1 906	663	306	73	2 212	736	1 536	274
1987	2 512	888	390	763	70	3 790	1 031	4 821	1 882	647	358	64	2 240	711	1 497	258
1988	1 924	1 062	435	720	69	3 421	1 150	4 571	1 850	588	197	53	2 047	641	1 575	234
1989	1 847	1 153	486	762	78	3 496	1 193	4 689	1 874	684	123	30	1 997	714	1 561	286
1990	1 877	1 259	550	760	60	3 686	1 214	4 900	1 841	632	115	30	1 956	662	1 532	260
1991	1 802	1 435	576	785	110	3 813	1 251	5 064	1 869	610	160	59	2 029	669	1 557	286
1992	2 037	1 452	669	1 001	150	4 158	1 530	5 688	1 889	640	130	55	2 019	695	1 640	258
1993	2 004	2 400	678	910	130	5 082	1 267	6 349	1 982	680	124	59	2 106	739	1 642	240
1994	1 957	1 242	760	950	128	3 959	1 334	5 293	1 898	649	96	59	1 994	708	1 613	285
1995	1 996	1 175	776	1 004	120	3 947	1 432	5 379	2 123	645	153	55	2 276	700	1 714	264
1996	2 006	1 266	718	990	153	3 990	1 405	5 395	2 010	709	207	46	2 217	755	1 708	305
1997	1 574	1 245	744	863	117	3 563	1 233	4 796	2 020	705	259	90	2 279	795	1 680	273
1998	1 464	1 285	765	742	144	3 514	1 180	4 694	2 184	675	235	106	2 419	781	1 809	312
1999	1 232	1 327	752	701	169	3 311	1 253	4 564	2 094	656	276	112	2 370	768	1 712	353
2000	1 163	1 326	727	691	210	3 216	1 298	4 514	2 102	720	278	103	2 380	823	1 758	323
2001	1 162	1 399	808	667	248	3 369	1 353	4 722	2 093	719	286	91	2 379	810	1 715	334
2002	1 206	1 746	779	631	290	3 731	1 383	5 114	2 201	705	574	96	2 775	801	1 800	360

Tableau 2.5. - Age moyen du bénéficiaire au moment de l'attribution de la pension

Catégorie	Année	AVI		CPEP		CPACI		CPA		Total	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Invalidité	1960	52,2	54,3	55,0	52,7						
	1965	53,1	53,9	54,4	50,8						
	1970	53,4	58,6	57,0	52,9						
	1975	52,7	53,4	54,1	51,6	57,1	59,0	58,0	56,0	53,1	54,0
	1980	50,2	52,9	53,2	49,3	58,1	56,8	58,1	58,9	51,7	54,0
	1985	50,5	52,2	55,9	49,5	56,2	56,7	57,3	58,4	52,0	53,3
	1990	51,9	51,8	53,5	50,2	56,1	56,1	58,2	57,8	52,6	52,9
	1995	49,9	51,3	51,7	48,5	52,5	55,5	54,3	56,3	50,4	51,4
	1998	49,6	50,6	51,6	49,4	52,7	55,6	53,7	55,8	50,2	50,8
	1999	49,5	51,5	50,7	48,8	53,5	54,5	54,3	56,3	50,0	51,0
	2000	49,5	51,4	50,7	48,3	54,1	54,7	56,8	55,7	50,0	50,8
	2001	48,8	50,7	50,6	48,5	52,8	54,0	56,2	58,1	49,4	50,5
	2002	48,5	50,6	50,4	49,0	53,7	56,1	56,2	55,9	49,0	50,8
Vieillesse et vieillesse anticipée	1960	63,1	66,2	64,3	65,6						
	1965	62,7	65,9	64,0	64,1						
	1970	62,9	65,1	63,8	63,7						
	1975	63,6	70,9	64,2	69,4	65,1	65,5	65,0	65,1	64,2	68,4
	1980	62,8	64,3	62,4	64,0	65,0	65,1	65,1	65,3	63,2	64,7
	1985	62,2	64,1	62,9	62,5	65,1	65,0	65,1	65,2	62,6	64,2
	1990	61,9	64,9	61,4	62,4	62,9	65,0	63,5	65,0	61,9	64,4
	1995	61,9	64,6	60,6	62,2	62,3	64,8	62,6	62,9	61,6	64,0
	1998	61,9	64,8	60,6	61,9	61,4	64,2	62,1	62,0	61,5	63,7
	1999	61,7	64,6	60,4	62,5	61,9	65,4	62,9	63,0	61,3	63,8
	2000	61,8	64,3	60,3	62,4	61,5	63,5	62,7	62,3	61,3	63,5
	2001	61,8	64,2	60,4	62,7	61,9	63,3	63,1	61,9	61,4	63,4
	2002	61,4	64,2	60,7	62,4	61,4	63,4	62,9	62,0	61,2	63,2
Invalidité vieillesse et vieillesse anticipée	1960	55,4	55,1	61,9	54,6						
	1965	56,3	55,7	62,0	56,5						
	1970	56,3	60,6	62,0	58,0						
	1975	54,6	59,9	59,4	62,8	61,4	62,5	63,1	63,6	56,1	61,5
	1980	53,0	55,4	57,6	54,7	60,7	60,6	60,3	61,8	54,9	57,7
	1985	54,2	54,9	58,5	53,9	59,2	60,4	58,8	60,7	55,4	56,6
	1990	56,4	57,3	59,0	54,4	59,0	59,0	59,5	59,7	57,1	57,2
	1995	55,2	55,3	57,8	52,3	58,1	58,8	59,0	58,3	55,9	55,1
	1998	56,3	56,0	57,8	53,7	58,3	59,3	57,8	58,2	56,8	55,6
	1999	56,6	56,8	57,8	55,3	59,3	60,2	59,5	59,5	57,1	56,7
	2000	56,7	56,9	57,9	55,5	59,9	59,4	60,8	59,4	57,2	56,7
	2001	56,4	56,8	58,5	56,5	59,7	59,2	61,1	60,4	57,2	57,0
	2002	56,2	56,9	59,2	57,7	59,1	60,1	61,3	59,9	57,2	57,6
Pension de survie du conjoint	1960		57,2		54,8						
	1965		58,2		56,2						
	1970		59,2		60,7						
	1975		59,7		60,7		61,1		65,4		60,4
	1980		60,6		62,1		63,9		67,9		61,6
	1985		61,7		61,4		66,0		69,0		62,6
	1990	56,0	62,7	50,7	63,4	78,0	66,4	73,8	67,7	65,2	63,4
	1995	66,0	64,3	54,5	63,1	65,5	65,0	74,3	71,1	64,5	64,4
	1998	66,5	64,9	59,3	63,0	66,8	66,5	79,5	72,0	69,0	64,9
	1999	67,0	64,4	52,9	64,0	63,7	67,5	72,7	70,5	65,0	64,8
	2000	63,6	65,0	59,0	63,9	70,2	66,5	75,4	67,5	64,9	65,0
	2001	67,7	65,0	50,7	64,6	72,9	67,0	73,3	70,6	65,3	65,3
	2002	66,2	65,3	61,0	64,1	68,5	69,2	81,4	71,7	67,1	65,5
Pension d'orphelin	1970	11,9		13,8							
	1975	12,3		14,2		13,6		15,0		12,9	
	1980	13,0		14,4		15,3		13,6		13,4	
	1985	14,5		15,6		16,1		24,5		15,1	
	1990	14,1		13,8		15,7		13,9		14,1	
	1995	14,7		12,9		13,3		15,4		14,0	
	1998	14,2		13,2		15,5		22,0		14,1	
	1999	15,8		15,3		15,8		16,7		15,7	
	2000	12,9		15,5		12,4		17,9		13,8	
	2001	14,0		14,3		13,3		20,3		14,2	
	2002	14,5		14,2		18,2		15,1		14,6	

Tableau 2.6a. - Coefficient de charge du régime général
Evolution de 1960 à 1980 (ancienne série)

Caisse	Année	Assurés actifs ¹⁾	Pensions	Coefficient de charge
AVI	1960	66 666	23 963	35,9
	1965	71 000	28 121	39,6
	1970	71 846	33 126	46,1
	1975	81 940	37 741	46,1
	1980	80 095	42 679	53,3
CPEP	1960	16 041	3 823	23,8
	1965	20 975	5 095	24,3
	1970	27 931	7 257	26,0
	1975	36 627	9 426	25,7
	1980	42 164	12 403	29,4
CPACI	1960	(12 055)	(1 912)	(-)
	1965	(11 602)	(2 953)	(25,5)
	1970	(11 086)	(5 284)	(47,7)
	1975	(10 611)	(7 995)	(75,3)
	1980	9 506	9 384	98,7
CPA	1960	10 240	2 431	23,7
	1965	8 482	3 840	45,3
	1970	7 218	5 286	73,2
	1975	9 258	8 360	90,3
	1980	7 838	8 514	108,6
TOTAL	1960	105 002	32 129	30,6
	1965	112 059	40 009	35,7
	1970	118 081	50 953	43,2
	1975	138 436	63 522	45,9
	1980	139 603	72 980	52,3

¹⁾ Voir tableau 1.1.: Nombre moyen des assurés cotisants.

Tableau 2.6b. - Coefficient de charge du régime général
Evolution de 1980 à 2003 (nouvelle série)

Caisse	Année	Assurés actifs ¹⁾	Pensions	Coefficient de charge
AVI	1980	80 095	42 584	53,2
	1985	78 557	45 261	57,6
	1990	88 419	52 218	59,1
	1995	97 965	63 348	64,7
	1996	99 648	65 635	65,9
	1997	101 843	67 510	66,3
	1998	104 871	68 840	65,6
	1999	108 404	69 858	64,4
	2000	113 135	70 798	62,6
	2001	118 201	71 825	60,8
	2002	121 494	73 157	60,2
	2003	125 132	74 674	59,7
CPEP	1980	42 164	9 980	23,7
	1985	51 169	11 115	21,7
	1990	69 834	13 585	19,5
	1995	87 768	17 663	20,1
	1996	91 707	18 505	20,2
	1997	96 668	19 346	20,0
	1998	103 602	20 119	19,4
	1999	111 835	20 905	18,7
	2000	121 482	21 709	17,9
	2001	131 299	22 599	17,2
	2002	137 182	23 692	17,3
	2003	140 729	24 831	17,6
CPACI	1980	9 506	7 396	77,8
	1985	8 609	7 786	90,4
	1990	8 878	7 912	89,1
	1995	9 443	8 254	87,4
	1996	9 412	8 336	88,6
	1997	9 430	8 395	89,0
	1998	9 395	8 376	89,1
	1999	9 358	8 351	89,2
	2000	9 295	8 361	90,0
	2001	9 153	8 389	91,7
	2002	9 091	8 394	92,3
	2003	9 221	8 378	90,9
CPA	1980	7 838	7 818	99,7
	1985	6 246	7 651	122,5
	1990	5 157	7 243	140,4
	1995	3 868	7 250	187,4
	1996	3 726	7 179	192,7
	1997	3 573	7 087	198,3
	1998	3 480	6 975	200,4
	1999	3 393	6 847	201,8
	2000	3 341	6 704	200,7
	2001	3 275	6 553	200,1
	2002	3 217	6 399	198,9
	2003	3 153	6 223	197,4
TOTAL	1980	139 603	67 778	48,6
	1985	144 581	71 813	49,7
	1990	172 288	80 958	47,0
	1995	199 044	96 515	48,5
	1996	204 493	99 655	48,7
	1997	211 514	102 337	48,4
	1998	221 348	104 308	47,1
	1999	232 990	105 960	45,5
	2000	247 253	107 571	43,5
	2001	261 928	109 366	41,8
	2002	270 984	111 642	41,2
	2003	278 235	114 105	41,0

¹⁾ Voir tableau 1.1.: Nombre moyen des assurés.

Remarques: A partir de 1987 les avances sont comprises dans le nombre de pensions.

Les assurés volontaires sont compris dans le nombre des assurés actifs de l'AVI à partir de 1988, de la CPEP à partir de 1989.

Conformément à la loi du 28.6.2002 les affiliations "baby-year" ont été éliminées dans la population active à partir de 1992, ce qui a affecté rétroactivement les coefficients de charge respectifs.

Tableau 2.6c. - Coefficient de charge des régimes spéciaux (secteur public, communes, PTT et CFL)
Evolution de 1960 à 2003 (nouvelle série)

Caisse	Année	Assurés actifs ¹⁾	Pensions	Coefficient de charge
CFL	1960	5 213	5 199	99,7
	1965	4 921	4 967	100,9
	1970	4 393	4 741	107,9
	1975	4 144	4 825	116,4
	1980	4 022	4 810	119,6
	1985	3 687	4 294	116,5
	1990	3 484	4 140	118,8
	1995 ²⁾	3 205	3 950	123,2
	1996	3 205	3 942	123,0
	1997	3 116	3 959	127,1
	1998	3 057	3 940	128,9
	1999	3 032	3 900	128,6
	2000	3 087	3 866	125,2
	2001	3 164	3 799	120,1
	2002	3 200	3 766	117,7
	2003	3 184	3 753	117,9
Communes	1965	2 079	1 016	48,9
	1970	2 300	1 180	51,3
	1975	2 495	1 315	52,7
	1980	2 673	1 477	55,3
	1985	2 787	1 517	54,4
	1990	3 101	1 569	50,6
	1995 ²⁾	3 434	1 674	48,7
	1996	3 429	1 685	49,1
	1997	3 461	1 704	49,2
	1998	3 326	1 716	51,6
	1999	3 376	1 742	51,6
	2000	3 042	1 747	57,4
	2001	3 188	1 756	55,1
	2002	3 328	1 766	53,1
	2003	3 442	1 765	51,3
Etat et parastataux	1965	7 273	2 739	37,7
	1970	8 290	3 077	37,1
	1975	9 296	3 561	38,3
	1980	10 451	4 238	40,6
	1985	11 390	4 881	42,9
	1990	12 136	5 289	43,6
	1995 ²⁾	13 272	5 619	42,3
	1996	13 496	5 719	42,4
	1997	13 690	5 815	42,5
	1998	14 141	5 947	42,1
	1999	14 603	6 042	41,4
	2000	15 478	6 172	39,9
	2001	15 923	6 297	39,5
	2002	16 347	6 461	39,5
	2003	16 817	6 625	39,4
TOTAL	1960	14 980	8 628	57,6
	1965	14 273	8 722	61,1
	1970	14 983	8 998	60,1
	1975	15 935	9 701	60,9
	1980	17 146	10 525	61,4
	1985	17 864	10 692	59,9
	1990	18 721	10 998	58,7
	1995 ²⁾	19 911	11 243	56,5
	1996	20 130	11 346	56,4
	1997	20 267	11 478	56,6
	1998	20 524	11 603	56,5
	1999	21 011	11 684	55,6
	2000	21 607	11 785	54,5
	2001	22 275	11 852	53,2
	2002	22 875	11 993	52,4
	2003	23 443	12 143	51,8

¹⁾ Assurés actifs et pensionnés des caisses de maladie (moyenne de l'exercice).

²⁾ Nouvelle série des assurés actifs à partir de 1992.

Tableau 2.7. - Historique de l'ajustement

Référence légale	Mise en vigueur	Adaptation au niveau des salaires	Facteur d'ajustement
L. 13.05.1964	01.01.64	1955	-
L. 16.02.1967	01.01.67	1960	-
L. 28.07.1969	01.08.69	1965	-
L. 30.03.1972	01.04.72	1970	-
L. 27.12.1974	01.01.75	1972	-
L. 26.12.1975	01.01.76	1974	-
L. 29.03.1979	01.04.79	1977	-
L. 27.03.1981	01.04.81	1979	-
L. 28.03.1986	01.01.86	1984	1,000
L. 27.07.1987	01.07.87	avance (7%)	1,070
L. 27.02.1989	01.01.89	1986	1,108
L. 24.04.1991	01.01.91	1989	1,088
L. 26.02.1993	01.01.93	1991	1,129
L. 23.12.1994	01.01.95	1993	1,166
L. 27.12.1996	01.01.97	1995	1,203
L. 11.12.1998	01.01.99	1997	1,219
L. 22.12.2000	01.01.01	1999	1,257
L. 20.12.2002	01.01.03	2001	1,301

Remarque: Série salaire moyen cotisable retenu pour l'adaptation voir tableau 1.6. - Coefficient d'ajustement.

Tableau 2.8a. - **Montant mensuel moyen des pensions par catégorie: évolution de 1985 à 1992**
(mois de décembre, sans les avances)

Année	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Total
Pension personnelle: Hommes					
1985	642,89	1 177,99	694,67	458,13	715,05
1986	660,74	1 231,16	739,02	477,94	739,19
1987	705,80	1 315,50	804,86	516,59	798,39
1988	730,89	1 358,85	840,95	535,30	827,42
1989	776,58	1 440,81	919,31	574,12	891,50
1990	792,86	1 473,50	960,09	619,26	910,86
1991	913,74	1 702,04	1 133,89	727,20	1 055,83
1992	930,22	1 739,99	1 185,30	751,91	1 080,87
Pension personnelle: Femmes					
1985	285,75	526,38	328,73	287,28	330,32
1986	298,89	548,61	344,00	300,45	345,94
1987	328,19	597,42	375,34	325,66	379,33
1988	340,09	618,89	391,92	337,21	394,10
1989	361,80	655,01	422,86	362,15	421,82
1990	371,34	676,06	442,17	379,77	438,00
1991	438,00	790,63	534,58	506,27	528,71
1992	450,32	817,75	558,33	545,44	550,72
Pension de survie du conjoint					
1985	430,39	734,24	382,62	258,83	459,17
1986	445,04	760,02	402,70	271,62	476,40
1987	475,53	812,35	440,43	297,37	511,60
1988	512,89	911,21	464,28	306,42	555,58
1989	544,77	965,22	502,43	327,52	592,39
1990	556,97	989,47	522,76	338,45	608,68
1991	713,78	1 238,48	697,55	480,72	779,70
1992	721,89	1 249,28	718,87	496,61	791,15
Pension d'orphelin					
1985	156,07	210,24	162,25	106,15	164,23
1986	164,85	217,20	169,29	115,05	172,58
1987	180,99	237,53	181,46	126,62	189,19
1988	203,45	279,33	196,18	129,85	213,14
1989	220,95	296,51	208,30	142,39	230,29
1990	233,09	302,90	218,12	145,91	240,53
1991	297,52	388,18	275,26	173,18	307,59
1992	310,39	388,52	284,63	182,33	318,94

Tableau 2.8b. - **Montant mensuel moyen des pensions personnelles par catégorie: évolution à partir de 1993**
(mois de décembre, sans les avances)

Année	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Total
	Pension personnelle: Invalidité				
	Hommes				
1993	965,57	1 607,24	1 312,27	831,88	1 043,46
1994	993,51	1 622,59	1 341,13	855,26	1 068,89
1995	1 061,13	1 698,24	1 427,74	903,99	1 138,00
1996	1 072,98	1 670,01	1 423,73	907,29	1 147,11
1997	1 141,57	1 744,85	1 504,86	963,88	1 220,40
1998	1 142,07	1 736,22	1 515,13	965,27	1 225,17
1999	1 189,79	1 788,82	1 579,26	1 013,83	1 278,78
2000	1 211,80	1 821,22	1 609,25	1 039,37	1 306,65
2001	1 268,74	1 895,15	1 689,44	1 103,55	1 370,58
2002	1 351,35	1 999,05	1 793,09	1 180,16	1 460,74
2003	1 410,47	2 091,81	1 881,39	1 247,37	1 526,09
	Femmes				
1993	583,05	919,64	703,40	782,75	690,93
1994	607,71	954,94	486,09	818,94	720,35
1995	651,41	1 024,84	798,04	875,73	772,49
1996	661,85	1 039,64	806,03	880,91	784,83
1997	705,41	1 095,76	852,36	936,64	834,19
1998	708,18	1 100,75	857,56	942,96	838,53
1999	747,82	1 152,18	896,53	992,76	885,95
2000	769,26	1 188,67	917,48	1 012,52	912,47
2001	816,36	1 263,34	984,98	1 069,21	969,83
2002	879,78	1 369,79	1 069,89	1 145,41	1 050,70
2003	925,87	1 455,82	1 131,86	1 224,17	1 113,60
	Pension personnelle: Vieillesse				
	Hommes				
1993	997,50	1 904,24	1 278,63	797,40	1 200,13
1994	1 014,18	1 944,97	1 341,82	824,07	1 226,50
1995	1 049,04	2 046,34	1 445,84	879,48	1 282,70
1996	1 027,44	2 036,57	1 470,50	883,94	1 269,98
1997	1 063,61	2 141,30	1 581,41	937,11	1 328,21
1998	1 045,86	2 135,95	1 610,22	942,54	1 317,99
1999	1 071,40	2 205,76	1 692,67	989,12	1 359,52
2000	1 083,84	2 251,64	1 759,94	1 016,36	1 385,77
2001	1 132,95	2 358,11	1 879,73	1 076,16	1 455,95
2002	1 208,06	2 519,01	2 042,41	1 158,34	1 563,54
2003	1 272,48	2 650,52	2 192,47	1 233,57	1 656,78
	Femmes				
1993	428,83	861,28	579,38	551,74	553,08
1994	440,90	890,36	603,08	584,53	574,62
1995	465,35	953,62	647,99	634,58	613,69
1996	465,44	963,46	660,96	647,50	620,12
1997	489,69	1 024,35	708,98	701,17	660,88
1998	491,28	1 039,17	722,76	714,63	668,94
1999	538,47	1 101,24	792,94	907,54	747,30
2000	548,19	1 123,90	819,71	939,54	765,25
2001	577,17	1 176,38	876,06	1 001,29	809,69
2002	621,33	1 270,85	960,25	1 082,86	877,33
2003	652,64	1 354,64	1 032,51	1 158,14	936,81

Assurance
pension

Statistiques

Tableau 2.8c. - **Montant mensuel moyen des pensions dérivées par catégorie: évolution à partir de 1993**
(mois de décembre, sans les avances)

Année	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Total
	Pension de survie du conjoint				
	Hommes				
1993	265,42	370,38	299,48	423,08	356,15
1994	270,30	351,24	304,41	441,15	352,75
1995	287,90	350,67	349,48	475,86	368,39
1996	283,69	379,08	329,62	487,66	367,74
1997	317,73	426,38	377,07	522,83	404,51
1998	316,34	424,24	375,39	533,96	404,98
1999	329,90	475,39	403,99	676,95	461,75
2000	338,82	486,22	420,25	694,42	469,26
2001	350,61	532,47	464,60	741,08	492,12
2002	445,95	685,67	597,16	939,98	618,05
2003	474,55	694,54	622,90	996,03	641,15
	Femmes				
1993	764,35	1 317,70	777,34	543,90	841,97
1994	772,51	1 341,55	807,93	566,66	856,60
1995	807,07	1 406,57	867,90	606,25	899,13
1996	798,69	1 395,79	877,34	610,76	893,09
1997	836,00	1 466,79	933,96	653,84	939,54
1998	825,88	1 456,77	942,94	660,21	933,33
1999	858,26	1 511,58	995,44	730,47	973,75
2000	869,59	1 536,82	1 029,85	754,04	991,92
2001	909,94	1 617,98	1 103,78	802,39	1 043,90
2002	985,88	1 743,70	1 233,79	1 005,91	1 141,02
2003	1 033,05	1 831,39	1 324,20	1 095,24	1 202,66
	Pension d'orphelin				
	Masculin				
1993	324,74	408,73	303,15	199,01	337,26
1994	330,62	421,22	302,26	201,93	343,53
1995	347,03	443,75	322,73	196,53	359,67
1996	344,65	418,79	304,69	197,37	352,56
1997	356,37	443,01	313,46	202,45	367,55
1998	352,83	451,51	315,82	209,69	368,22
1999	369,11	475,86	326,35	228,88	387,04
2000	378,63	472,24	333,81	237,31	393,70
2001	384,94	509,28	341,24	245,95	409,02
2002	445,27	596,24	418,14	320,10	483,13
2003	461,44	606,64	458,00	346,84	501,70
	Féminin				
1993	335,87	409,77	306,20	196,38	342,66
1994	344,10	408,06	310,66	217,40	349,93
1995	356,74	436,57	327,42	229,90	367,35
1996	355,21	431,66	311,63	235,20	366,00
1997	369,41	451,56	324,15	257,98	383,24
1998	368,12	448,34	332,50	262,97	382,30
1999	391,08	458,73	347,47	286,54	401,79
2000	403,37	468,30	352,50	285,05	412,77
2001	420,76	500,00	372,91	316,65	435,85
2002	473,79	595,60	482,31	367,98	507,67
2003	489,00	625,64	505,86	399,20	528,62

Assurance
pension

Tableau 2.8d. - Nombre et montant moyen des pensions par catégorie de pension
(mois de décembre, sans les avances)

		Nombre			Montant moyen			
		2002	2003	Variation en %	2002	2003	Variation en %	Variation n.i.100
AVI								
Pensions d'invalidité:	Hommes	10 020	9 802	-2,2	1 351,35	1 410,47	4,4	1,8
	Femmes	3 824	3 691	-3,5	879,78	925,87	5,2	2,7
Pensions de vieillesse:	Hommes	28 872	29 936	3,7	1 208,06	1 272,48	5,3	2,8
	Femmes	8 199	8 471	3,3	621,33	652,64	5,0	2,5
Pensions de conjoint:	Hommes	445	475	6,7	445,95	474,55	6,4	3,8
	Femmes	20 764	21 010	1,2	985,88	1 033,05	4,8	2,2
Pensions d'orphelin:	Hommes	708	748	5,6	445,27	461,44	3,6	1,1
	Femmes	703	721	2,6	473,79	489,00	3,2	0,7
CPEP								
Pensions d'invalidité:	Hommes	1 835	1 786	-2,7	1 999,05	2 091,81	4,6	2,1
	Femmes	1 887	1 873	-0,7	1 369,79	1 455,82	6,3	3,7
Pensions de vieillesse:	Hommes	10 100	10 793	6,9	2 519,01	2 650,52	5,2	2,7
	Femmes	3 701	4 084	10,3	1 270,85	1 354,64	6,6	4,0
Pensions de conjoint:	Hommes	202	246	21,8	685,67	694,54	1,3	-1,2
	Femmes	5 275	5 437	3,1	1 743,70	1 831,39	5,0	2,5
Pensions d'orphelin:	Hommes	340	378	11,2	596,24	606,64	1,7	-0,7
	Femmes	363	372	2,5	595,60	625,64	5,0%	2,5
CPACI								
Pensions d'invalidité:	Hommes	548	532	-2,9	1 793,09	1 881,39	4,9	2,4
	Femmes	476	445	-6,5	1 069,89	1 131,86	5,8	3,2
Pensions de vieillesse:	Hommes	2 648	2 693	1,7	2 042,41	2 192,47	7,3	4,7
	Femmes	1 922	1 938	0,8	960,25	1 032,51	7,5	4,9
Pensions de conjoint:	Hommes	116	117	0,9	597,16	622,90	4,3	1,8
	Femmes	2 421	2 363	-2,4	1 233,79	1 324,20	7,3	4,7
Pensions d'orphelin:	Hommes	84	84	0,0	418,14	458,00	9,5	6,9
	Femmes	88	92	4,5	482,31	505,86	4,9	2,3
CPA								
Pensions d'invalidité:	Hommes	263	237	-9,9	1 180,16	1 247,37	5,7	3,1
	Femmes	447	396	-11,4	1 145,41	1 224,17	6,9	4,3
Pensions de vieillesse:	Hommes	1 616	1 568	-3,0	1 158,34	1 233,57	6,5	3,9
	Femmes	2 351	2 328	-1,0	1 082,86	1 158,14	7,0	4,3
Pensions de conjoint:	Hommes	203	192	-5,4	939,98	996,03	6,0	3,4
	Femmes	1 349	1 323	-1,9	1 005,91	1 095,24	8,9	6,2
Pensions d'orphelin:	Hommes	38	38	0,0	320,10	346,84	8,4	5,7
	Femmes	42	42	0,0	367,98	399,20	8,5	5,8
TOUTES								
Pensions d'invalidité:	Hommes	12 666	12 357	-2,4	1 460,74	1 526,09	4,5	1,9
	Femmes	6 634	6 405	-3,5	1 050,70	1 113,60	6,0	3,4
Pensions de vieillesse:	Hommes	43 236	44 990	4,1	1 563,54	1 656,78	6,0	3,4
	Femmes	16 173	16 821	4,0	877,33	936,81	6,8	4,2
Pensions de conjoint:	Hommes	966	1 030	6,6	618,05	641,15	3,7	1,2
	Femmes	29 809	30 133	1,1	1 141,02	1 202,66	5,4	2,8
Pensions d'orphelin:	Hommes	1 170	1 248	6,7	483,13	501,70	3,8	1,3
	Femmes	1 196	1 227	2,6	507,67	528,62	4,1	1,6
TOTAL		111 850	114 211	2,1	1 278,90	1 352,43	5,7	3,2

Tableau 2.8e. - Nombre et montant moyen des pensions des bénéficiaires résidents par catégorie de pension
(mois de décembre, sans les avances)

		Nombre			Montant moyen			
		2002	2003	Variation en %	2002	2003	Variation en %	Variation n.i.100
AVI								
Pensions d'invalidité:	Hommes	5 915	5 776	-2,3	1702,29	1 771,62	4,1	1,5
	Femmes	2 855	2 708	-5,1	1005,40	1 067,84	6,2	3,6
Pensions de vieillesse:	Hommes	12 160	12 428	2,2	2123,17	2 252,08	6,1	3,5
	Femmes	4 955	4 999	0,9	862,35	922,23	6,9	4,3
Pensions de conjoint:	Hommes	280	298	6,4	522,98	564,52	7,9	5,3
	Femmes	10 612	10 504	-1,0	1471,19	1 563,73	6,3	3,7
Pensions d'orphelin:	Hommes	588	594	1,0	464,28	496,16	6,9	4,3
	Femmes	591	578	-2,2	499,65	536,63	7,4	4,8
CPEP								
Pensions d'invalidité:	Hommes	1 403	1 334	-4,9	2250,66	2 393,09	6,3	3,7
	Femmes	1 598	1 553	-2,8	1425,56	1 526,58	7,1	4,5
Pensions de vieillesse:	Hommes	7 913	8 315	5,1	2896,96	3 083,20	6,4	3,8
	Femmes	3 193	3 501	9,6	1380,47	1 479,89	7,2	4,6
Pensions de conjoint:	Hommes	166	193	16,3	678,81	687,72	1,3	-1,2
	Femmes	4 218	4 289	1,7	1955,53	2 065,64	5,6	3,1
Pensions d'orphelin:	Hommes	293	302	3,1	616,81	656,44	6,4	3,8
	Femmes	332	325	-2,1	608,60	648,98	6,6	4,0
CPACI								
Pensions d'invalidité:	Hommes	490	471	-3,9	1877,16	1 972,85	5,1	2,5
	Femmes	449	419	-6,7	1086,31	1 149,98	5,9	3,3
Pensions de vieillesse:	Hommes	2 449	2 480	1,3	2141,54	2 304,14	7,6	5,0
	Femmes	1 823	1 838	0,8	976,92	1 050,52	7,5	4,9
Pensions de conjoint:	Hommes	110	110	0,0	589,00	618,36	5,0	2,4
	Femmes	2 276	2 219	-2,5	1257,97	1 351,55	7,4	4,8
Pensions d'orphelin:	Hommes	77	77	0,0	423,49	464,98	9,8	7,1
	Femmes	82	86	4,9	488,25	511,46	4,8	2,2
CPA								
Pensions d'invalidité:	Hommes	261	235	-10,0	1185,12	1 253,18	5,7	3,2
	Femmes	446	395	-11,4	1145,44	1 224,23	6,9	4,3
Pensions de vieillesse:	Hommes	1 580	1 536	-2,8	1175,83	1 250,51	6,4	3,8
	Femmes	2 343	2 320	-1,0	1084,16	1 159,90	7,0	4,4
Pensions de conjoint:	Hommes	202	191	-5,4	939,77	994,80	5,9	3,3
	Femmes	1 331	1 304	-2,0	1011,69	1 102,58	9,0	6,3
Pensions d'orphelin:	Hommes	38	38	0,0	320,10	346,84	8,4	5,7
	Femmes	41	41	0,0	369,07	400,56	8,5	5,9
TOUTES								
Pensions d'invalidité:	Hommes	8 069	7 816	-3,1	1 791,53	1 874,23	4,6	2,1
	Femmes	5 348	5 075	-5,1	1 149,42	1 227,17	6,8	4,2
Pensions de vieillesse:	Hommes	24 102	24 759	2,7	2 316,98	2 474,28	6,8	4,2
	Femmes	12 314	12 658	2,8	1 055,86	1 138,66	7,8	5,2
Pensions de conjoint:	Hommes	758	792	4,5	677,76	705,79	4,1	1,6
	Femmes	18 437	18 316	-0,7	1 522,50	1 622,72	6,6	4,0
Pensions d'orphelin:	Hommes	996	1 011	1,5	500,50	536,05	7,1	4,5
	Femmes	1 046	1 030	-1,5	528,22	564,56	6,9	4,3
TOTAL		71 070	71 457	0,5	1 675,58	1 790,66	6,9	4,3

Tableau 2.9. - Répartition du nombre de pensions par pays de résidence en décembre 2003
(sans les avances)

Pays de résidence	AVI		CPEP		CPACI		CPA		TOTAL	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
Luxembourg	37 885	50,6	19 812	79,3	7 700	93,2	6 060	99	71 457	62,6
Autres pays de l'UE	36 116	48,2	4 929	19,7	526	6,4	63	1	41 634	36,5
Allemagne	8 274	11,1	1 222	4,9	105	1,3	8	0,1	9 609	8,4
Autriche	83	0,1	37	0,1	3	0			123	0,1
Belgique	5 078	6,8	1 750	7	106	1,3	26	0,4	6 960	6,1
Danemark	6	0	11	0	2	0			19	0
Espagne	1 463	2	62	0,2	21	0,3			1 546	1,4
Finlande	1	0	3	0	1	0			5	0
France	6 015	8	1 490	6	140	1,7	6	0,1	7 651	6,7
Grèce	16	0	3	0	2	0			21	0
Irlande			3	0					3	0
Italie	9 867	13,2	100	0,4	75	0,9			10 042	8,8
Pays-Bas	166	0,2	99	0,4	37	0,4	21	0,3	323	0,3
Portugal	5 122	6,8	32	0,1	29	0,4	2	0	5 185	4,5
Royaume-Uni	21	0	103	0,4	4	0			128	0,1
Suède	4	0	14	0,1	1	0			19	0
Autres pays liés par des conventions	702	0,9	186	0,7	26	0,3	1	0	915	0,8
Brésil	9	0	11	0					20	0
Canada	326	0,4	25	0,1	2	0	1	0	354	0,3
Cap vert	77	0,1							77	0,1
Ex-Yougoslavie	86	0,1	1	0	4	0			91	0,1
Islande	1	0	10	0					11	0
Norvège			5	0					5	0
Suisse	71	0,1	81	0,3	10	0,1			162	0,1
Tunisie	1	0	5	0					6	0
U.S.A.	131	0,2	48	0,2	10	0,1			189	0,2
Autres pays	151	0,2	42	0,2	12	0,1			205	0,2
TOTAL	74 854	100	24 969	100	8 264	100	6 124	100	114 211	100

Assurance
pensionTableau 2.10. - Evolution du nombre de pensions transférées à l'étranger
(sans les avances, mois de décembre)

Année	Pays de la UE						Autres pays	Total des transferts	En % du nombre total des pensions
	Allemagne	Belgique	France	Italie	Portugal	Autres			
1985	3 327	2 912	1 869	6 126	1 062	322	293	15 911	22,1
1986	3 549	3 087	2 058	6 317	1 223	363	279	16 876	23,1
1987	3 767	3 274	2 223	6 459	1 338	406	333	17 800	23,9
1988	3 991	3 388	2 334	6 612	1 469	437	340	18 571	24,8
1989	4 314	3 643	2 554	6 744	1 680	512	386	19 833	25,6
1990	4 580	3 784	2 768	6 824	2 101	586	411	21 054	26,6
1991	4 970	4 007	3 028	7 078	2 361	665	451	22 560	27,0
1992	5 390	4 340	3 349	7 395	2 688	775	466	24 403	28,0
1993	5 731	4 643	3 619	7 603	2 931	854	534	25 915	28,6
1994	6 218	4 929	3 985	7 927	3 144	947	613	27 763	29,5
1995	6 668	5 227	4 329	8 306	3 390	1 116	631	29 667	30,5
1996	7 031	5 471	4 698	8 594	3 663	1 264	724	31 445	31,4
1997	7 438	5 700	5 101	8 785	3 921	1 378	792	33 115	32,3
1998	7 758	5 864	5 426	9 062	4 143	1 491	852	34 596	33,2
1999	8 064	6 013	5 748	9 303	4 346	1 623	877	35 974	34,0
2000	8 421	6 171	6 086	9 479	4 558	1 738	942	37 395	34,9
2001	8 802	6 380	6 511	9 628	4 774	1 892	988	38 975	35,7
2002	9 167	6 656	7 030	9 843	5 015	2 031	1 038	40 780	36,5
2003	9 609	6 960	7 651	10 042	5 185	2 187	1 120	42 754	37,4

Tableau 2.11. - Répartition du nombre de pensions par nationalité du bénéficiaire en décembre 2003
(sans les avances)

Nationalité	AVI		CPEP		CPACI		CPA		TOTAL	
	Nombre	Dont résidence au Lux.	Nombre	Dont résidence au Lux.	Nombre	Dont résidence au Lux.	Nombre	Dont résidence au Lux.	Nombre	Dont résidence au Lux.
<i>Luxembourg</i>	26 925	25 987	17 776	17 249	6 687	6 578	5 886	5 870	57 274	55 684
<i>Autres pays de l'UE</i>	46 519	11 140	6 878	2 389	1 461	1 031	233	185	55 091	14 745
Allemagne	8 769	910	1 558	473	210	138	20	15	10 557	1 536
Autriche	132	39	48	17	21	15	3	3	204	74
Belgique	5 044	682	2 181	587	236	154	63	42	7 524	1 465
Danemark	19	13	30	14	2				51	27
Espagne	1 749	280	39	18	14	8			1 802	306
Finlande	1		5	3	1				7	3
France	6 144	1 023	1 900	616	357	249	14	14	8 415	1 902
Grèce	28	13	11	7	1				40	20
Irlande	1		10	3	1	1			12	4
Italie	14 701	3 687	496	368	386	307	2	2	15 585	4 364
Pays-Bas	283	126	264	121	100	58	128	108	775	413
Portugal	9 621	4 361	124	92	120	93	3	1	9 868	4 547
Royaume-Uni	20	6	189	66	12	8			221	80
Suède	7		23	4					30	4
<i>Apatrides réfugiés</i>	70	61	16	14	10	10			96	85
<i>Autres pays liés par des conventions</i>	814	408	201	101	63	48	2	2	1 080	559
Brésil	9	5	4	3					13	8
Canada	116	2	12	1	2	1			130	4
Cap Vert	147	98	1	1	1	1			149	100
Ex-Yougoslavie	403	258	10	6	15	11			428	275
Islande	1		25	15					26	15
Norvège			14	7	1				15	7
Suisse	57	26	71	37	28	23	2	2	158	88
Tunisie	9	7	7	1					16	8
U.S.A.	72	12	57	30	16	12			145	54
<i>Autres pays</i>	450	219	89	52	40	30	3	3	582	304
<i>Indéterminés</i>	76	70	9	7	3	3			88	80
TOTAL	74 854	37 885	24 969	19 812	8 264	7 700	6 124	6 060	114 211	71 457

Tableau 2.12. - Proportion en pourcent du nombre de pensions en cours relevant de l'assurance migratoire internationale
(mois de décembre - sans les avances)

Année	Pension personnelle		Pension du conjoint		Pension d'orphelin		Total		Tous
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
	AVI								
1985	47,8	20,0	39,2		-			-	
1990	48,6	24,5	42,7		-			-	
1995	52,1	31,3	42,0	46,8	19,7	22,3	51,3	41,0	46,6
1996	53,4	32,7	41,7	47,8	19,2	21,2	52,6	42,0	47,8
1997	54,7	34,0	38,8	48,6	20,3	22,0	53,9	43,0	49,0
1998	56,2	35,8	40,0	49,8	21,0	21,5	55,4	44,3	50,4
1999	57,4	37,4	41,3	51,1	20,8	20,4	56,6	45,6	51,6
2000	58,6	38,8	41,5	52,2	21,2	21,7	57,7	46,8	52,8
2001	59,6	40,0	43,2	53,1	24,3	23,3	58,8	47,8	53,8
2002	60,6	41,0	42,7	54,1	27,4	26,5	59,8	48,8	54,8
2003	61,4	42,7	44,0	55,2	30,9	30,5	60,7	50,2	55,9
	CPEP								
1985	21,0	10,8	18,7		-			-	
1990	22,5	12,5	20,6		-			-	
1995	22,3	15,8	19,7	21,9	16,5	17,6	22,1	19,0	20,6
1996	23,4	16,9	23,0	22,6	16,1	17,1	23,2	19,8	21,6
1997	24,8	17,7	19,6	23,3	15,2	16,5	24,5	20,5	22,6
1998	25,8	18,3	18,3	23,9	16,7	17,0	25,5	21,1	23,4
1999	27,1	19,4	22,1	24,4	20,4	17,5	26,9	21,8	24,5
2000	28,1	20,0	18,8	25,2	19,3	19,9	27,8	22,6	25,3
2001	29,7	20,8	22,4	25,8	19,2	19,4	29,4	23,2	26,4
2002	31,4	21,9	23,3	26,6	21,2	21,5	31,0	24,1	27,7
2003	33,0	23,2	26,0	27,7	25,9	23,7	32,6	25,3	29,2
	CPACI								
1985	7,2	2,2	5,4		-			-	
1990	9,6	4,1	6,6		-			-	
1995	11,3	6,2	9,3	6,9	10,1	8,0	11,2	6,6	8,3
1996	12,0	7,1	7,7	7,2	11,8	10,2	11,9	7,2	9,0
1997	13,2	7,6	6,4	7,7	11,1	10,8	13,0	7,7	9,8
1998	13,4	8,0	5,8	8,2	9,6	10,1	13,1	8,2	10,1
1999	14,2	8,3	8,1	8,9	10,6	12,4	14,0	8,7	10,8
2000	15,2	8,9	8,2	9,3	10,1	11,5	14,8	9,2	11,4
2001	16,1	9,7	6,5	9,6	12,2	12,5	15,7	9,7	12,2
2002	16,9	10,2	8,6	10,2	15,5	15,9	16,6	10,3	12,9
2003	18,0	10,9	10,3	10,7	20,2	23,9	17,7	11,0	13,8
	CPA								
1985	1,2	0,5	0,8		-			-	
1990	1,9	1,7	1,8		-			-	
1995	3,3	2,4	0,7	1,8	2,2	-	3,1	2,2	2,5
1996	3,6	2,7	-	1,8	2,2	-	3,4	2,4	2,7
1997	3,7	2,7	1,2	1,9	2,3	-	3,5	2,4	2,8
1998	4,1	2,8	1,5	1,8	2,5	-	3,8	2,5	2,9
1999	4,3	3,0	2,0	1,5	2,4	-	4,0	2,5	3,0
2000	4,4	3,1	2,4	1,6	2,3	-	4,2	2,6	3,1
2001	4,8	3,4	2,5	1,6	2,6	-	4,6	2,8	3,4
2002	5,2	3,5	2,5	1,6	2,6	2,4	4,9	2,9	3,6
2003	5,3	3,6	3,6	1,7	2,6	2,4	5,1	3,0	3,7
	TOTAL								
1995	41,8	20,3	20,5	36,5	17,5	19,1	41,1	29,6	35,4
1996	43,1	21,6	21,4	37,4	17,2	18,5	42,3	30,5	36,5
1997	44,4	22,6	20,2	38,3	17,7	18,9	43,6	31,4	37,7
1998	45,7	23,9	20,9	39,3	18,5	18,7	44,8	32,5	38,9
1999	46,8	25,2	22,9	40,4	19,3	18,2	45,9	33,6	40,0
2000	47,9	26,3	22,9	41,4	19,2	19,6	46,9	34,7	41,0
2001	49,0	27,4	25,0	42,3	21,2	20,5	48,0	35,6	42,0
2002	50,0	28,5	26,1	43,3	23,9	23,3	49,1	36,6	43,1
2003	51,0	29,9	28,3	44,4	27,8	27,0	50,1	37,8	44,2

Assurance
pension

Tableau 2.13. - Montant des pensions transférées à l'étranger en 2003
(montant brut en milliers EUR)

Pays destinataire	AVI		CPEP		CPACI		CPA		TOTAL	
	Montant	En % du total	Montant	En % du total	Montant	En % du total	Montant	En % du total	Montant	En % du total
Luxembourg	778 180,7	75,3	561 814,6	89,3	151 031,6	95,9	87 875,1	99,5	1 578 902,0	82,7
Pays UE des 25	250 638,7	24,2	64 270,6	10,2	6 028,5	3,8	426,9	0,5	321 364,7	16,8
Pays UE des 15	250 458,0	24,2	64 169,4	10,2	6 023,9	3,8	426,9	0,5	321 078,2	16,8
Allemagne	38 997,1	3,8	12 397,8	2,0	1 231,0	0,8	76,2	0,1	52 702,1	2,8
Autriche	352,7	0,0	359,3	0,1	25,5	0,0			737,5	0,0
Belgique	63 758,9	6,2	28 576,5	4,5	1 214,2	0,8	197,9	0,2	93 747,5	4,9
Danemark	28,2	0,0	98,0	0,0	35,8	0,0			162,0	0,0
Espagne	6 573,8	0,6	980,7	0,2	276,4	0,2			7 830,9	0,4
Finlande	1,9	0,0	44,7	0,0	4,2	0,0			50,8	0,0
France	54 076,5	5,2	18 237,9	2,9	1 669,5	1,1	49,7	0,1	74 033,6	3,9
Grèce	88,3	0,0	22,4	0,0	21,7	0,0			132,4	0,0
Irlande	0,0	0,0	20,7	0,0					20,7	0,0
Italie	49 352,1	4,8	1 329,4	0,2	878,9	0,6	3,2	0,0	51 563,6	2,7
Pays-Bas	747,2	0,1	662,3	0,1	273,1	0,2	86,7	0,1	1 769,3	0,1
Portugal	36 280,7	3,5	455,2	0,1	331,4	0,2	13,2	0,0	37 080,5	1,9
Royaume Uni	190,9	0,0	859,3	0,1	46,7	0,0			1 096,9	0,1
Suède	9,7	0,0	125,2	0,0	15,5	0,0			150,4	0,0
Pays UE des 25	180,7	0,0	101,2	0,0	4,6	0,0			286,5	0,0
Pologne	90,8	0,0	28,0	0,0	4,6	0,0			123,4	0,0
Slovénie	65,6	0,0	29,6	0,0					95,2	0,0
Tchéquie	24,3	0,0	43,6	0,0					67,9	0,0
Autres pays liés par des conventions	4 477,4	0,4	2 349,6	0,4	342,5	0,2	5,3	0,0	7 174,8	0,4
Bosnie-Herzégovine	151,4	0,0		0,0					151,4	0,0
Brésil	112,4	0,0	257,0	0,0					369,4	0,0
Canada	1 395,0	0,1	194,2	0,0	18,5	0,0	5,3	0,0	1 613,0	0,1
Cap Vert	816,8	0,1							816,8	0,0
Croatie	142,2	0,0	36,3	0,0					178,5	0,0
Macédoine	108,4	0,0							108,4	0,0
Suisse	386,6	0,0	817,9	0,1	173,7	0,1			1 378,2	0,1
Tunisie	17,3	0,0	16,5	0,0					33,8	0,0
U.S.A.	797,9	0,1	825,2	0,1	109,1	0,1			1 732,2	0,1
Ex-Yougoslavie	506,7	0,0	3,9	0,0	41,2	0,0			551,8	0,0
Chili	16,8	0,0	35,0	0,0					51,8	0,0
Islande	25,9	0,0	163,6	0,0					189,5	0,0
Autres pays	430,8	0,0	582,1	0,1	131,2	0,1			1 144,3	0,1
TOTAL	1 033 727,6	100,0	629 016,9	100,0	157 533,8	100,0	88 307,5	100,0	1 908 585,8	100,0

Tableau 2.14. - Evolution du montant des prestations transférées à l'étranger
(montant brut en milliers EUR)

Année	Pays de la UE des 15						Autres pays	Total des transferts	En % du montant total
	Allemagne	Belgique	France	Italie	Portugal	Autres			
1985 *)	7 709,5	14 501,8	6 519,6	14 328,3	2 578,1	917,2	1 115,5	47 669,9	12,0
1986	8 750,6	16 038,7	7 436,8	15 369,4	3 222,6	1 214,7	1 487,4	53 520,2	10,6
1987	9 568,7	17 501,3	8 478,0	16 633,7	3 891,9	1 413,0	1 636,1	59 122,6	10,9
1988	10 932,1	19 831,5	9 791,8	17 848,3	4 759,6	1 561,7	1 809,6	66 534,6	11,2
1989	12 369,9	22 632,7	11 229,6	19 509,2	6 023,8	1 933,6	2 131,9	75 830,6	11,6
1990	13 832,5	24 343,1	12 915,3	20 575,2	8 453,2	2 156,7	2 330,2	84 606,1	12,1
1991	17 154,2	30 813,2	16 534,5	24 814,1	10 213,2	2 875,6	2 974,7	105 379,5	12,3
1992	18 963,9	34 804,3	18 988,6	26 673,3	11 948,5	3 470,5	3 024,3	117 873,4	12,8
1993	21 393,2	39 811,7	22 112,1	28 557,3	13 559,8	3 644,0	3 644,0	132 697,4	13,0
1994	23 847,4	44 348,2	25 607,4	30 763,6	14 972,8	4 239,0	4 164,6	147 918,1	13,4
1995	26 772,5	49 950,6	29 474,5	33 069,0	17 005,5	5 106,6	4 239,0	165 617,7	13,9
1996	28 334,2	52 850,9	32 945,1	33 787,9	18 839,9	5 552,8	4 610,8	176 921,6	14,3
1997	31 482,5	58 676,4	38 473,1	36 291,6	21 343,6	6 395,7	5 106,6	197 769,5	14,9
1998	32 498,8	61 180,1	41 745,3	37 084,9	22 682,3	6 965,8	5 329,7	207 486,9	15,3
1999	35 200,9	65 270,4	45 290,2	38 795,3	24 615,8	7 585,5	5 503,2	222 261,3	15,7
2000	37 283,2	68 567,4	49 058,1	39 886,1	26 375,9	8 775,4	5 329,7	235 275,7	16,0
2001	41 566,9	74 961,3	55 324,0	42 791,1	29 321,9	9 331,6	6 495,3	259 792,2	16,4
2002	47 253,1	84 890,5	64 840,8	47 743,7	33 789,2	10 738,6	7 484,0	296 739,9	16,8
2003	52 702,0	93 747,5	74 033,7	51 563,7	37 080,5	11 950,8	8 605,6	329 683,8	17,3

*) CPACI et CPA non compris.

Tableau 2.15a. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Invalidité / Hommes
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
- 99	369	3,8	17	1	5	0,9		
100 - 199	481	4,9	37	2,1	5	0,9		
200 - 299	350	3,6	48	2,7	2	0,4	1	0,4
300 - 399	308	3,1	29	1,6	6	1,1		
400 - 499	264	2,7	30	1,7	1	0,2		
500 - 599	262	2,7	34	1,9	5	0,9		
600 - 699	243	2,5	38	2,1	3	0,6		
700 - 799	228	2,3	12	0,7	6	1,1	1	0,4
800 - 899	231	2,4	25	1,4	14	2,6	1	0,4
900 - 999	258	2,6	34	1,9	6	1,1	3	1,3
1 000 - 1 099	300	3,1	19	1,1	7	1,3	12	5,1
1 100 - 1 199	361	3,7	28	1,6	13	2,4	13	5,5
1 200 - 1 299	480	4,9	43	2,4	27	5,1	195	82,3
1 300 - 1 399	452	4,6	27	1,5	22	4,1	2	0,8
1 400 - 1 499	442	4,5	52	2,9	26	4,9	2	0,8
1 500 - 1 599	491	5	27	1,5	31	5,8	4	1,7
1 600 - 1 699	490	5	44	2,5	32	6	1	0,4
1 700 - 1 799	396	4	40	2,2	38	7,1		
1 800 - 1 899	396	4	48	2,7	32	6	1	0,4
1 900 - 1 999	350	3,6	75	4,2	33	6,2		
2 000 - 2 099	405	4,1	72	4	23	4,3	1	0,4
2 100 - 2 199	392	4	62	3,5	31	5,8		
2 200 - 2 299	380	3,9	60	3,4	16	3		
2 300 - 2 399	402	4,1	88	4,9	27	5,1		
2 400 - 2 499	400	4,1	87	4,9	19	3,6		
2 500 - 2 599	291	3	75	4,2	18	3,4		
2 600 - 2 699	180	1,8	82	4,6	15	2,8		
2 700 - 2 799	81	0,8	86	4,8	9	1,7		
2 800 - 2 899	66	0,7	90	5	11	2,1		
2 900 - 2 999	30	0,3	76	4,3	15	2,8		
3 000 - 3 099	11	0,1	72	4	14	2,6		
3 100 - 3 199	4	0	71	4	7	1,3		
3 200 - 3 299	1	0	43	2,4	4	0,8		
3 300 - 3 399	2	0	40	2,2	3	0,6		
3 400 - 3 499	2	0	25	1,4				
3 500 - 3 599			23	1,3	2	0,4		
3 600 - 3 699			13	0,7	2	0,4		
3 700 - 3 799	1	0	4	0,2	2	0,4		
3 800 - 3 899			5	0,3				
3 900 - 3 999	2	0						
4 000 - 4 099			2	0,1				
4 100 - 4 199			1	0,1				
4 200 - 4 299			1	0,1				
4 300 - 4 399			1	0,1				
4 400 - 4 499								
4 500 - 4 599								
4 600 - 4 699								
4 700 - 4 799								
4 800 - 4 899								
4 900 - 4 999								
>= 5 000								
Total	9 802	100,0	1 786	100,0	532	100,0	237	100,0
Montant moyen	1 410,47		2 091,81		1 881,39		1 247,37	

Assurance
pension

Statistiques

Tableau 2.15a. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Invalidité / Femmes
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
- 99	138	3,7	13	0,7	2	0,4		
100 - 199	159	4,3	24	1,3	1	0,2		
200 - 299	148	4	28	1,5	1	0,2		
300 - 399	177	4,8	34	1,8	8	1,8	1	0,3
400 - 499	136	3,7	29	1,5	8	1,8		
500 - 599	117	3,2	28	1,5	14	3,1		
600 - 699	173	4,7	37	2	19	4,3	2	0,5
700 - 799	220	6	53	2,8	26	5,8	2	0,5
800 - 899	247	6,7	58	3,1	34	7,6	3	0,8
900 - 999	278	7,5	92	4,9	31	7	11	2,8
1 000 - 1 099	299	8,1	101	5,4	29	6,5	12	3
1 100 - 1 199	541	14,7	219	11,7	71	16	44	11,1
1 200 - 1 299	592	16	270	14,4	118	26,5	316	79,8
1 300 - 1 399	156	4,2	80	4,3	23	5,2	2	0,5
1 400 - 1 499	77	2,1	92	4,9	14	3,1	1	0,3
1 500 - 1 599	73	2	69	3,7	9	2	1	0,3
1 600 - 1 699	55	1,5	77	4,1	9	2	1	0,3
1 700 - 1 799	38	1	74	4	5	1,1		
1 800 - 1 899	22	0,6	58	3,1	6	1,3		
1 900 - 1 999	19	0,5	55	2,9	5	1,1		
2 000 - 2 099	14	0,4	52	2,8	3	0,7		
2 100 - 2 199	6	0,2	41	2,2	2	0,4		
2 200 - 2 299	3	0,1	40	2,1	1	0,2		
2 300 - 2 399	2	0,1	42	2,2	1	0,2		
2 400 - 2 499			41	2,2	1	0,2		
2 500 - 2 599	1	0	28	1,5				
2 600 - 2 699			31	1,7				
2 700 - 2 799			29	1,5	1	0,2		
2 800 - 2 899			17	0,9	2	0,4		
2 900 - 2 999			13	0,7				
3 000 - 3 099			13	0,7	1	0,2		
3 100 - 3 199			13	0,7				
3 200 - 3 299			11	0,6				
3 300 - 3 399			4	0,2				
3 400 - 3 499			2	0,1				
3 500 - 3 599			2	0,1				
3 600 - 3 699								
3 700 - 3 799			1	0,1				
3 800 - 3 899			1	0,1				
3 900 - 3 999								
4 000 - 4 099			1	0,1				
4 100 - 4 199								
4 200 - 4 299								
4 300 - 4 399								
4 400 - 4 499								
4 500 - 4 599								
4 600 - 4 699								
4 700 - 4 799								
4 800 - 4 899								
4 900 - 4 999								
>= 5 000								
Total	3 691	100,0	1 873	100,0	445	100,0	396	100,0
Montant moyen	925,87		1 455,82		1 131,86		1 224,17	

Assurance
pension

Tableau 2.15b. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Vieillesse / Hommes
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
- 99	3 628	12,1	102	0,9	10	0,4	2	0,1
100 - 199	3 761	12,6	338	3,1	16	0,6	6	0,4
200 - 299	1 881	6,3	249	2,3	29	1,1	4	0,3
300 - 399	1 135	3,8	204	1,9	24	0,9	6	0,4
400 - 499	878	2,9	172	1,6	25	0,9	5	0,3
500 - 599	737	2,5	137	1,3	15	0,6	4	0,3
600 - 699	672	2,2	121	1,1	25	0,9	4	0,3
700 - 799	570	1,9	108	1	24	0,9	8	0,5
800 - 899	539	1,8	69	0,6	31	1,2	5	0,3
900 - 999	593	2	86	0,8	27	1	24	1,5
1 000 - 1 099	576	1,9	87	0,8	26	1	41	2,6
1 100 - 1 199	543	1,8	94	0,9	29	1,1	167	10,7
1 200 - 1 299	591	2	88	0,8	117	4,3	1 231	78,5
1 300 - 1 399	513	1,7	88	0,8	82	3	20	1,3
1 400 - 1 499	491	1,6	88	0,8	52	1,9	8	0,5
1 500 - 1 599	490	1,6	93	0,9	75	2,8	7	0,4
1 600 - 1 699	591	2	94	0,9	89	3,3	7	0,4
1 700 - 1 799	570	1,9	100	0,9	112	4,2	6	0,4
1 800 - 1 899	645	2,2	108	1	119	4,4	1	0,1
1 900 - 1 999	727	2,4	109	1	127	4,7	3	0,2
2 000 - 2 099	782	2,6	157	1,5	132	4,9	2	0,1
2 100 - 2 199	850	2,8	154	1,4	139	5,2	2	0,1
2 200 - 2 299	952	3,2	198	1,8	131	4,9	1	0,1
2 300 - 2 399	959	3,2	190	1,8	120	4,5	2	0,1
2 400 - 2 499	947	3,2	240	2,2	122	4,5		
2 500 - 2 599	1 090	3,6	265	2,5	128	4,8	2	0,1
2 600 - 2 699	1 092	3,6	265	2,5	111	4,1		
2 700 - 2 799	956	3,2	331	3,1	120	4,5		
2 800 - 2 899	745	2,5	409	3,8	108	4		
2 900 - 2 999	525	1,8	441	4,1	95	3,5		
3 000 - 3 099	341	1,1	514	4,8	87	3,2		
3 100 - 3 199	202	0,7	570	5,3	76	2,8		
3 200 - 3 299	124	0,4	662	6,1	46	1,7		
3 300 - 3 399	97	0,3	660	6,1	48	1,8		
3 400 - 3 499	60	0,2	719	6,7	45	1,7		
3 500 - 3 599	43	0,1	603	5,6	19	0,7		
3 600 - 3 699	16	0,1	537	5	25	0,9		
3 700 - 3 799	8	0	406	3,8	25	0,9		
3 800 - 3 899	4	0	306	2,8	15	0,6		
3 900 - 3 999	5	0	219	2	14	0,5		
4 000 - 4 099	2	0	164	1,5	9	0,3		
4 100 - 4 199	1	0	80	0,7	6	0,2		
4 200 - 4 299	1	0	46	0,4	6	0,2		
4 300 - 4 399	2	0	31	0,3	4	0,1		
4 400 - 4 499	1	0	21	0,2	2	0,1		
4 500 - 4 599			13	0,1	2	0,1		
4 600 - 4 699			12	0,1	3	0,1		
4 700 - 4 799			13	0,1				
4 800 - 4 899			7	0,1				
4 900 - 4 999			7	0,1				
>= 5 000			18	0,2	1	0		
Total	29 936	100,0	10 793	100,0	2 693	100,0	1 568	100,0
Montant moyen	1 272,48		2 650,52		2 192,47		1 233,57	

Assurance
pension

Statistiques

Tableau 2.15b. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Vieillesse / Femmes
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
- 99	1 408	16,6	89	2,2	8	0,4	1	0
100 - 199	890	10,5	109	2,7	15	0,8	2	0,1
200 - 299	444	5,2	77	1,9	18	0,9	1	0
300 - 399	427	5	74	1,8	44	2,3	1	0
400 - 499	441	5,2	97	2,4	94	4,9	1	0
500 - 599	358	4,2	94	2,3	87	4,5	4	0,2
600 - 699	730	8,6	298	7,3	212	10,9	41	1,8
700 - 799	548	6,5	208	5,1	146	7,5	48	2,1
800 - 899	490	5,8	216	5,3	147	7,6	89	3,8
900 - 999	471	5,6	180	4,4	148	7,6	156	6,7
1 000 - 1 099	427	5	253	6,2	131	6,8	245	10,5
1 100 - 1 199	488	5,8	276	6,8	176	9,1	376	16,2
1 200 - 1 299	773	9,1	429	10,5	398	20,5	1 359	58,4
1 300 - 1 399	152	1,8	170	4,2	69	3,6	2	0,1
1 400 - 1 499	114	1,3	157	3,8	53	2,7		
1 500 - 1 599	92	1,1	144	3,5	41	2,1	1	0
1 600 - 1 699	48	0,6	123	3	38	2		
1 700 - 1 799	39	0,5	121	3	22	1,1		
1 800 - 1 899	30	0,4	93	2,3	21	1,1		
1 900 - 1 999	28	0,3	91	2,2	11	0,6		
2 000 - 2 099	26	0,3	83	2	13	0,7		
2 100 - 2 199	18	0,2	73	1,8	9	0,5		
2 200 - 2 299	14	0,2	73	1,8	6	0,3		
2 300 - 2 399	4	0	66	1,6	9	0,5		
2 400 - 2 499	6	0,1	73	1,8	1	0,1		
2 500 - 2 599			50	1,2	6	0,3		
2 600 - 2 699	2	0	48	1,2	3	0,2		
2 700 - 2 799			35	0,9	4	0,2		
2 800 - 2 899	3	0	35	0,9	1	0,1		
2 900 - 2 999			33	0,8	5	0,3		
3 000 - 3 099			48	1,2	2	0,1		
3 100 - 3 199			33	0,8				
3 200 - 3 299			27	0,7				
3 300 - 3 399			27	0,7				
3 400 - 3 499			18	0,4				
3 500 - 3 599			17	0,4			1	0
3 600 - 3 699			17	0,4				
3 700 - 3 799			8	0,2				
3 800 - 3 899			8	0,2				
3 900 - 3 999			4	0,1				
4 000 - 4 099			5	0,1				
4 100 - 4 199								
4 200 - 4 299								
4 300 - 4 399			1	0				
4 400 - 4 499								
4 500 - 4 599			2	0				
4 600 - 4 699			1	0				
4 700 - 4 799								
4 800 - 4 899								
4 900 - 4 999								
>= 5 000								
Total	8 471	100,0	4 084	100,0	1 938	100,0	2 328	100,0
Montant moyen	652,64		1 354,64		1 032,51		1 158,14	

Assurance
pension

Tableau 2.15c. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Pensions du conjoint / Hommes
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
- 99	80	16,8	29	11,8	9	7,7	1	0,5
100 - 199	52	10,9	12	4,9	4	3,4	1	0,5
200 - 299	40	8,4	20	8,1	7	6		
300 - 399	48	10,1	19	7,7	10	8,5	1	0,5
400 - 499	47	9,9	20	8,1	14	12		
500 - 599	38	8	22	8,9	11	9,4	1	0,5
600 - 699	53	11,2	16	6,5	16	13,7	7	3,6
700 - 799	27	5,7	16	6,5	8	6,8	15	7,8
800 - 899	34	7,2	15	6,1	12	10,3	22	11,5
900 - 999	22	4,6	14	5,7	9	7,7	36	18,8
1 000 - 1 099	15	3,2	19	7,7	8	6,8	31	16,1
1 100 - 1 199	6	1,3	10	4,1	6	5,1	68	35,4
1 200 - 1 299	11	2,3	12	4,9	2	1,7	8	4,2
1 300 - 1 399	1	0,2	2	0,8				
1 400 - 1 499	1	0,2	2	0,8	1	0,9		
1 500 - 1 599			3	1,2			1	0,5
1 600 - 1 699			2	0,8				
1 700 - 1 799			2	0,8				
1 800 - 1 899			2	0,8				
1 900 - 1 999			1	0,4				
2 000 - 2 099			2	0,8				
2 100 - 2 199			2	0,8				
2 200 - 2 299			2	0,8				
2 300 - 2 399			1	0,4				
2 400 - 2 499			1	0,4				
2 500 - 2 599								
2 600 - 2 699								
2 700 - 2 799								
2 800 - 2 899								
2 900 - 2 999								
3 000 - 3 099								
3 100 - 3 199								
3 200 - 3 299								
3 300 - 3 399								
3 400 - 3 499								
3 500 - 3 599								
3 600 - 3 699								
3 700 - 3 799								
3 800 - 3 899								
3 900 - 3 999								
4 000 - 4 099								
4 100 - 4 199								
4 200 - 4 299								
4 300 - 4 399								
4 400 - 4 499								
4 500 - 4 599								
4 600 - 4 699								
4 700 - 4 799								
4 800 - 4 899								
4 900 - 4 999								
>= 5 000								
Total	475	100,0	246	100,0	117	100,0	192	100,0
Montant moyen	474,55		694,54		622,9		996,03	

Assurance
pension

Statistiques

Tableau 2.15c. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Pensions du conjoint / Femmes
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
- 99	1 964	9,3	113	2,1	23	1	6	0,5
100 - 199	2 064	9,8	132	2,4	17	0,7	6	0,5
200 - 299	1 189	5,7	121	2,2	12	0,5	3	0,2
300 - 399	844	4	91	1,7	29	1,2	3	0,2
400 - 499	834	4	111	2	37	1,6	3	0,2
500 - 599	773	3,7	101	1,9	84	3,6	10	0,8
600 - 699	732	3,5	109	2	66	2,8	39	2,9
700 - 799	717	3,4	84	1,5	63	2,7	24	1,8
800 - 899	692	3,3	117	2,2	90	3,8	58	4,4
900 - 999	658	3,1	111	2	88	3,7	103	7,8
1 000 - 1 099	713	3,4	104	1,9	173	7,3	161	12,2
1 100 - 1 199	762	3,6	129	2,4	246	10,4	551	41,6
1 200 - 1 299	960	4,6	152	2,8	349	14,8	351	26,5
1 300 - 1 399	734	3,5	131	2,4	174	7,4	2	0,2
1 400 - 1 499	736	3,5	159	2,9	151	6,4		
1 500 - 1 599	842	4	174	3,2	126	5,3	2	0,2
1 600 - 1 699	859	4,1	185	3,4	135	5,7	1	0,1
1 700 - 1 799	928	4,4	237	4,4	124	5,2		
1 800 - 1 899	854	4,1	212	3,9	77	3,3		
1 900 - 1 999	818	3,9	194	3,6	78	3,3		
2 000 - 2 099	669	3,2	223	4,1	48	2		
2 100 - 2 199	580	2,8	232	4,3	40	1,7		
2 200 - 2 299	390	1,9	265	4,9	33	1,4		
2 300 - 2 399	248	1,2	287	5,3	29	1,2		
2 400 - 2 499	160	0,8	293	5,4	24	1		
2 500 - 2 599	128	0,6	285	5,2	12	0,5		
2 600 - 2 699	74	0,4	262	4,8	10	0,4		
2 700 - 2 799	39	0,2	224	4,1	11	0,5		
2 800 - 2 899	12	0,1	177	3,3	5	0,2		
2 900 - 2 999	14	0,1	145	2,7	2	0,1		
3 000 - 3 099	7	0	103	1,9	3	0,1		
3 100 - 3 199	7	0	64	1,2	1	0		
3 200 - 3 299	3	0	40	0,7	2	0,1		
3 300 - 3 399			18	0,3				
3 400 - 3 499	2	0	24	0,4	1	0		
3 500 - 3 599			5	0,1				
3 600 - 3 699	2	0	5	0,1				
3 700 - 3 799	1	0	3	0,1				
3 800 - 3 899	1	0	2	0				
3 900 - 3 999			5	0,1				
4 000 - 4 099			1	0				
4 100 - 4 199			1	0				
4 200 - 4 299			5	0,1				
4 300 - 4 399								
4 400 - 4 499			1	0				
4 500 - 4 599								
4 600 - 4 699								
4 700 - 4 799								
4 800 - 4 899								
4 900 - 4 999								
>= 5 000								
Total	21 010	100,0	5 437	100,0	2 363	100,0	1 323	100,0
Montant moyen	1 033,05		1 831,39		1 324,2		1 095,24	

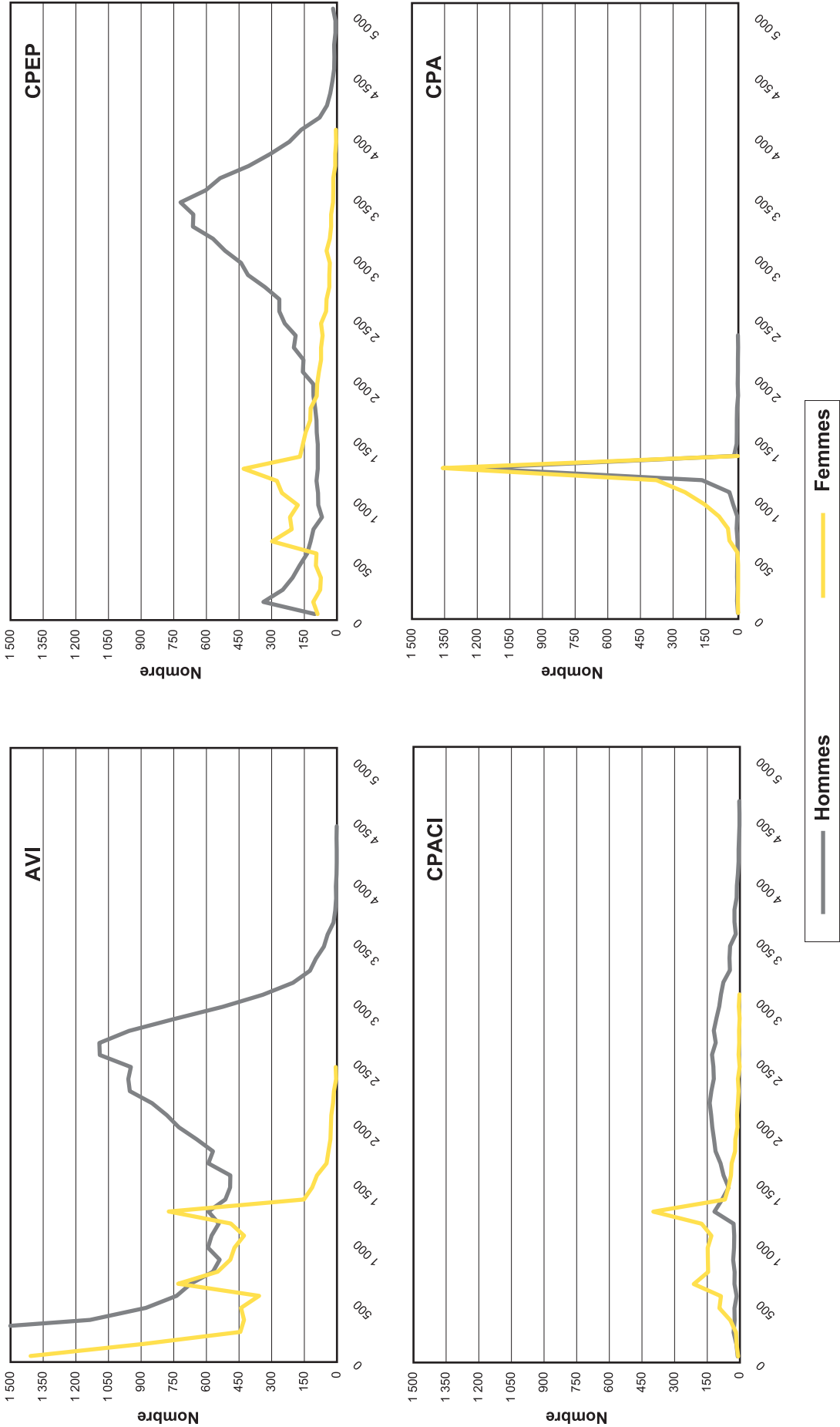
Assurance
pension

Tableau 2.15d. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Pensions d'orphelin
(mois de décembre - sans les avances)

Tranches de montant	AVI		CPEP		CPACI		CPA	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
Pension d'orphelin masculin								
- 99	48	6,4	12	3,2	1	1,2		
100 - 199	52	7	14	3,7	6	7,1		
200 - 299	96	12,8	23	6,1	12	14,3	14	36,8
300 - 399	141	18,9	50	13,2	21	25	17	44,7
400 - 499	127	17	30	7,9	12	14,3	3	7,9
500 - 599	115	15,4	43	11,4	18	21,4	2	5,3
600 - 699	82	11	53	14	2	2,4		
700 - 799	25	3,3	70	18,5	6	7,1	2	5,3
800 - 899	14	1,9	45	11,9				
900 - 999	8	1,1	25	6,6	5	6		
1 000 - 1 099	8	1,1	3	0,8				
1 100 - 1 199	6	0,8	1	0,3	1	1,2		
1 200 - 1 299	13	1,7	2	0,5				
1 300 - 1 399	7	0,9	1	0,3				
1 400 - 1 499	3	0,4	2	0,5				
1 500 - 1 599	2	0,3	1	0,3				
1 600 - 1 699			1	0,3				
1 700 - 1 799			1	0,3				
1 800 - 1 899								
1 900 - 1 999	1	0,1	1	0,3				
2 000 - 2 099								
2 100 - 2 199								
2 200 - 2 299								
2 300 - 2 399								
2 400 - 2 499								
Total	748	100,0	378	100,0	84	100,0	38	100,0
Montant moyen	461,44		606,64		458		346,84	
Pension d'orphelin féminin								
- 99	56	7,8	6	1,6				
100 - 199	43	6	11	3	3	3,3		
200 - 299	104	14,4	28	7,5	12	13	7	16,7
300 - 399	118	16,4	39	10,5	21	22,8	20	47,6
400 - 499	102	14,1	40	10,8	15	16,3	7	16,7
500 - 599	109	15,1	49	13,2	18	19,6	3	7,1
600 - 699	77	10,7	65	17,5	8	8,7	4	9,5
700 - 799	27	3,7	59	15,9	9	9,8	1	2,4
800 - 899	12	1,7	43	11,6				
900 - 999	12	1,7	10	2,7	1	1,1		
1 000 - 1 099	14	1,9	10	2,7	1	1,1		
1 100 - 1 199	11	1,5			2	2,2		
1 200 - 1 299	6	0,8	1	0,3	1	1,1		
1 300 - 1 399	7	1						
1 400 - 1 499	11	1,5	1	0,3				
1 500 - 1 599	8	1,1	3	0,8	1	1,1		
1 600 - 1 699	4	0,6						
1 700 - 1 799			1	0,3				
1 800 - 1 899			1	0,3				
1 900 - 1 999			2	0,5				
2 000 - 2 099								
2 100 - 2 199			3	0,8				
2 200 - 2 299								
2 300 - 2 399								
2 400 - 2 499								
Total	721	100,0	372	100,0	92	100,0	42	100,0
Montant moyen	489,00		625,64		505,86		399,20	

Assurance
pension

Graphique 2.1.1. - Nombre de pensions de vieillesse par tranches de montants mensuels



Section 2b - Pensions - régimes spéciaux

Tableau 2.16a. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - APE *)
(mois de décembre 2003)

Tranches de montant	Femmes			Invalidité			Hommes			Femmes			Vielllesse			Hommes			Femmes			Survie**)			Invalidité			Vielllesse			Survie**)		
	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total	Nombre	En % du total	En % du total			
- 99																																	
100 - 199																																	
200 - 299																																	
300 - 399																																	
400 - 499																																	
500 - 599																																	
600 - 699																																	
700 - 799																																	
800 - 899																																	
900 - 999																																	
1 000 - 1 099	2	0,9																															
1 100 - 1 199	2	0,9																															
1 200 - 1 299	6	2,8																															
1 300 - 1 399																																	
1 400 - 1 499	6	2,8																															
1 500 - 1 599	7	3,2	1																														
1 600 - 1 699	3	1,4																															
1 700 - 1 799	4	1,8	2																														
1 800 - 1 899	5	2,3	1																														
1 900 - 1 999	8	3,7	1																														
2 000 - 2 099	7	3,2																															
2 100 - 2 199	4	1,8	2																														
2 200 - 2 299	6	2,8	2																														
2 300 - 2 399	6	2,8	6																														
2 400 - 2 499	7	3,2	6																														
2 500 - 2 599	10	4,6	5																														
2 600 - 2 699	6	2,8	8																														
2 700 - 2 799	3	1,4	16																														
2 800 - 2 899	6	2,8	21																														
2 900 - 2 999	6	2,8	16																														
3 000 - 3 099	5	2,3	21																														

Tableau 2.16a. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - APE *) (suite)
(mois de décembre 2003)

Tranches de montant	Invalidité			Vielliesse			Survie**)			Invalidité			Vielliesse			Survie**)		
	Femmes Nombre	En % du total	Hommes Nombre	En % du total	Femmes Nombre	En % du total	Hommes Nombre	En % du total	Femmes Nombre	En % du total	Hommes Nombre	En % du total	Femmes Nombre	En % du total	Hommes Nombre	En % du total	Femmes Nombre	En % du total
3 100 - 3 199	5	2,3	26	4,8	5	0,6	36	1,2	34	1,6			31	4,1	41	1,1	34	1,6
3 200 - 3 299			31	5,7	13	1,7	84	2,8	95	4,6			31	4,1	97	2,6	95	4,5
3 300 - 3 399	4	1,8	42	7,8	11	1,4	155	5,2	102	4,9	2	4,5	46	6,1	166	4,4	104	4,9
3 400 - 3 499	6	2,8	34	6,3	9	1,2	63	2,1	93	4,5			40	5,3	72	1,9	93	4,4
3 500 - 3 599	7	3,2	21	3,9	8	1,0	28	0,9	34	1,6			28	3,7	36	1,0	34	1,6
3 600 - 3 699	5	2,3	23	4,3	17	2,2	66	2,2	27	1,3			28	3,7	83	2,2	27	1,3
3 700 - 3 799	2	0,9	14	2,6	10	1,3	60	2,0	21	1,0			16	2,1	70	1,9	21	1,0
3 800 - 3 899	4	1,8	15	2,8	14	1,8	53	1,8	19	0,9			19	2,5	67	1,8	19	0,9
3 900 - 3 999	3	1,4	18	3,3	22	2,9	183	6,2	33	1,6			21	2,8	205	5,5	33	1,6
4 000 - 4 099	3	1,4	12	2,2	13	1,7	52	1,7	23	1,1			15	2,0	65	1,7	23	1,1
4 100 - 4 199	5	2,3	30	5,5	19	2,5	176	5,9	15	0,7			35	4,6	195	5,2	15	0,7
4 200 - 4 299	1	0,5	20	3,7	13	1,7	97	3,3	15	0,7			21	2,8	110	2,9	15	0,7
4 300 - 4 399	10	4,6	21	3,9	17	2,2	113	3,8	19	0,9			31	4,1	130	3,5	19	0,9
4 400 - 4 499	3	1,4	18	3,3	40	5,2	181	6,1	12	0,6			21	2,8	221	5,9	12	0,6
4 500 - 4 599	10	4,6	10	1,8	11	1,4	28	0,9	14	0,7			20	2,6	39	1,0	14	0,7
4 600 - 4 699	6	2,8	9	1,7	6	0,8	10	0,3	12	0,6			15	2,0	16	0,4	12	0,6
4 700 - 4 799	6	2,8	13	2,4	11	1,4	27	0,9	7	0,3			19	2,5	38	1,0	7	0,3
4 800 - 4 899	6	2,8	8	1,5	11	1,4	51	1,7	2	0,1			14	1,8	62	1,7	2	0,1
4 900 - 4 999	1	0,5	9	1,7	29	3,8	12	0,4	7	0,3			10	1,3	41	1,1	7	0,3
5 000 - 5 099	2	0,9	11	2,0	58	7,5	25	0,8	1	0,0			13	1,7	83	2,2	1	0,0
5 100 - 5 199	5	2,3	2	0,4	10	1,3	11	0,4	2	0,1			7	0,9	21	0,6	2	0,1
5 200 - 5 299	5	2,3	6	1,1	83	10,8	116	3,9	1	0,0			11	1,4	199	5,3	1	0,0
5 300 - 5 399	2	0,9	6	1,1	52	6,8	175	5,9					8	1,1	227	6,1		
5 400 - 5 499	3	1,4	2	0,4	11	1,4	15	0,5					5	0,7	26	0,7		
5 500 - 5 599	4	1,8	22	4,1	68	8,8	358	12,0	3	0,1			26	3,4	426	11,4	3	0,1
5 600 - 5 699	1	0,5	3	0,6	18	2,3	51	1,7	2	0,1			4	0,5	69	1,8	2	0,1
5 700 - 5 799			1	0,2	1	0,1	27	0,9	1	0,0			1	0,1	28	0,7	1	0,0
5 800 - 5 899					1	0,1	17	0,6	2	0,1					18	0,5	2	0,1
5 900 - 5 999			1	0,2	7	0,9	74	2,5					1	0,1	81	2,2		
>= 6 000			5	0,9	58	7,5	504	16,9	1	0,0			5	0,7	562	15,0	1	0,0
TOTAL	218	100,0	541	100,0	770	100,0	2 974	100,0	2 069	100,0	44	100,0	759	100,0	3 744	100,0	2 113	100,0
Montant moyen	3 253,65		3 813,31		4 530,01		4 864,80		2 684,48		1 467,39		3 652,57		4 795,94		2 659,14	

*) Administration du personnel de l'Etat (y compris P&T).

**) Sans pensions d'orphelins.

Assurance
pension

Tableau 2.16b. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CFL
(mois de décembre 2003)

Tranches de montant	Femmes		Invalidité		Hommes		Femmes		Survie		Hommes		Invalidité		Vielliesse		Survie	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
- 99																		
100 - 199							1	0,1									1	0,1
200 - 299							2	0,1									2	0,1
300 - 399																		
400 - 499																		
500 - 599																		
600 - 699							4	0,2									4	0,2
700 - 799							8	0,5									8	0,5
800 - 899							8	0,5									8	0,5
900 - 999							5	0,3									5	0,3
1 000 - 1 099							5	0,3									5	0,3
1 100 - 1 199			3,4				3	0,2					1	0,1			3	0,2
1 200 - 1 299	1		3,4	0,1	1		2	0,1					2	0,2			2	0,1
1 300 - 1 399	1		3,4				7	0,4					1	0,1			7	0,4
1 400 - 1 499	1		3,4				5	0,3					1	0,1			5	0,3
1 500 - 1 599					1	0,1					1	0,8	1	0,1	1	0,1	14	0,9
1 600 - 1 699	1		3,4				20	1,2			1	33,3	1	0,1			21	1,3
1 700 - 1 799					1	0,1	23	1,4					1	0,1			23	1,4
1 800 - 1 899					2	0,2	36	2,2					2	0,2			36	2,2
1 900 - 1 999	1		3,4		5	0,5	70	4,3					6	0,6	1	0,1	70	4,3
2 000 - 2 099					4	0,4	65	4,0					4	0,4			65	4,0
2 100 - 2 199	2		6,9		6	0,6	69	4,3					8	0,7			69	4,3
2 200 - 2 299	1		3,4		4	0,4							5	0,5			151	9,3
2 300 - 2 399					6	0,6					1	33,3					667	41,2
2 400 - 2 499	4		13,8		10	0,9					2	41,3	6	0,6	2	0,1	667	41,2
2 500 - 2 599	3		10,3		12	1,1					2	8,9	14	1,3	2	0,1	143	8,8
2 600 - 2 699	3		10,3		28	2,7					7	5,3	15	1,4	7	0,5	86	5,3
2 700 - 2 799	2		6,9		37	3,5					5	3,0	31	2,9	5	0,4	49	3,0
2 800 - 2 899	2		6,9		86	8,2	1	14,3			27	1,9	39	3,6	28	2,0	31	1,9
2 900 - 2 999					114	10,8					40	2,2	88	8,1	40	2,9	36	2,2
3 000 - 3 099	1		3,4		72	6,8	1	14,3			76	0,9	114	10,5	77	5,6	14	0,9
											83	0,2	73	6,7	83	6,1	3	0,2

Tableau 2.16b. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CFL (suite)
(mois de décembre 2003)

Tranches de montant	Invalidité			Vielliesse			Survie			Invalidité			Vielliesse			Survie		
	Femmes Nombre	En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	En % du total	Hommes Nombre	En % du total	Femmes Nombre	En % du total	Femmes Nombre	En % du total	Hommes Nombre	Femmes Nombre	En % du total	Hommes Nombre
3 100 - 3 199	1	3,4	42	1	14,3	43	13	0,8			43	4,0	44	3,2		13	0,8	
3 200 - 3 299			24			33	32	2,0			24	2,2	33	2,4		32	2,0	
3 300 - 3 399			25			24	10	0,6			25	2,3	24	1,8		10	0,6	
3 400 - 3 499			125			97	8	0,5			125	11,5	97	7,1		8	0,5	
3 500 - 3 599			36			76	3	0,2			36	3,3	76	5,6		3	0,2	
3 600 - 3 699	2	6,9	59	1	14,3	122	4	0,2			61	5,6	123	9,0		4	0,2	
3 700 - 3 799	1	3,4	66			118	2	0,1			67	6,2	118	8,6		2	0,1	
3 800 - 3 899			9			36	1	0,1			9	0,8	36	2,6		1	0,1	
3 900 - 3 999			62			61	4	0,2			62	5,7	61	4,5		4	0,2	
4 000 - 4 099			48	1	14,3	79					48	4,4	80	5,9				
4 100 - 4 199			52			159					52	4,8	159	11,6				
4 200 - 4 299			26			48	3	0,2			26	2,4	48	3,5		3	0,2	
4 300 - 4 399			16			28					16	1,5	28	2,0				
4 400 - 4 499			9			34					9	0,8	34	2,5				
4 500 - 4 599			11			19	2	0,1			11	1,0	19	1,4		2	0,1	
4 600 - 4 699	1	3,4	15			17	1	0,1			16	1,5	17	1,2		1	0,1	
4 700 - 4 799			7			2	1	0,1			7	0,6	2	0,1		1	0,1	
4 800 - 4 899																		
4 900 - 4 999			2			3					2	0,2	3	0,2				
5 000 - 5 099			2			2	2	0,1			2	0,2	2	0,1		2	0,1	
5 100 - 5 199			1			3					1	0,1	3	0,2				
5 200 - 5 299						4							4	0,3				
5 300 - 5 399			10			19					10	0,9	19	1,4				
5 400 - 5 499			2			7	2	0,1			2	0,2	8	0,6		2	0,1	
5 500 - 5 599			10			26					10	0,9	26	1,9				
5 600 - 5 699			6			31					6	0,6	31	2,3				
5 700 - 5 799			1			6					1	0,1	6	0,4				
5 800 - 5 899																		
5 900 - 5 999																		
>= 6 000																		
TOTAL	29	100,0	1 055	7	100,0	1 359	1 614	100,0	3	100,0	1 084	100,0	1 366	100,0	1 617	1 617	100,0	100,0
Montant moyen	2 537,06		3 466,92	3 416,20		3 854,31	2 345,71		1 822,03		3 442,05		3 852,07		2 344,74			

Assurance
pension

Tableau 2.16c. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CPFEC
(mois de décembre 2003)

Tranches de montant	Femmes		Invalidité		Hommes		Femmes		Hommes		Survie		Invalidité		Vielliesse		Survie	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
- 99																		
100 - 199																	1	0,2
200 - 299																		
300 - 399																		
400 - 499																		
500 - 599	1	1,0																
600 - 699							3	1,6										
700 - 799	1	1,0															1	0,2
800 - 899							1	0,5									2	0,3
900 - 999																	1	0,2
1 000 - 1 099																	2	0,3
1 100 - 1 199							1	0,1									1	0,2
1 200 - 1 299	1	1,0															1	0,2
1 300 - 1 399	1	1,0	1	0,4			1	0,1									3	0,5
1 400 - 1 499	1	1,0	1	0,4			1	0,5	2	0,2							1	0,1
1 500 - 1 599							1	0,5	1	0,1							1	0,1
1 600 - 1 699	1	1,0	1	0,4			3	1,6									2	0,6
1 700 - 1 799	2	1,9	1	0,4			1	0,5									3	0,3
1 800 - 1 899	4	3,8	2	0,9					2	0,2							1	0,1
1 900 - 1 999	2	1,9					1	0,5	3	0,4							1	0,1
2 000 - 2 099	2	1,9	3	1,3			7	3,7	1	0,1							2	0,6
2 100 - 2 199	6	5,7	3	1,3													5	1,5
2 200 - 2 299	2	1,9	1	0,4			3	1,6	2	0,2							9	2,7
2 300 - 2 399	4	3,8	1	0,4			4	2,1	3	0,4							3	0,9
2 400 - 2 499	1	1,0	1	0,4			1	0,5	3	0,4							5	1,5
2 500 - 2 599	2	1,9					1	0,5	2	0,2							3	0,9
2 600 - 2 699	6	5,7	3	1,3			3	1,6	3	0,4							5	1,5
2 700 - 2 799	2	1,9	7	3,1			1	0,5	6	0,7							7	2,7
2 800 - 2 899	9	8,6	2	0,9			3	1,6	5	0,6							6	1,8
2 900 - 2 999	1	1,0	10	4,4			3	1,6	7	0,8							8	2,7
3 000 - 3 099	1	1,0	7	3,1			2	1,0	6	0,7							10	3,3
																	8	2,4
																	39	6,1

Tableau 2.16c. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - CPFEC (suite)
(mois de décembre 2003)

[illegible]

Tableau 2.16d. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Total des régimes spéciaux *)
(mois de décembre 2003)

Tranches de montant	Femmes		Invalidité		Hommes		Femmes		Survie		Hommes		Invalidité		Vieillesse		Survie	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
- 99																		
100 - 199							3	0,1	1	1,6							4	0,1
200 - 299							3	0,1	1	1,6							4	0,1
300 - 399							14	0,3	3	4,9							17	0,4
400 - 499							4	0,1	2	3,3					1	0,0	6	0,1
500 - 599	1	0,3					5	0,1	1	1,6			1	0,0			6	0,1
600 - 699							13	0,3	1	1,6					3	0,0	14	0,3
700 - 799	1	0,3					15	0,3					1	0,0			15	0,3
800 - 899							22	0,5	2	3,3					1	0,0	24	0,5
900 - 999							23	0,5	2	3,3							25	0,6
1 000 - 1 099	2	0,6					20	0,5	3	4,9			2	0,1	2	0,0	23	0,5
1 100 - 1 199	3	0,9					21	0,5	2	3,3			3	0,1	3	0,0	23	0,5
1 200 - 1 299	8	2,3	2	0,1	1	0,0	14	0,3	7	11,5			10	0,5	1	0,0	21	0,5
1 300 - 1 399	2	0,6	1	0,1	3	0,1	23	0,5	2	3,3			3	0,1	7	0,1	25	0,6
1 400 - 1 499	8	2,3	1	0,1	4	0,4	23	0,5	1	1,6			9	0,4	5	0,1	24	0,5
1 500 - 1 599	7	2,0	2	0,1	3	0,3	40	0,9	2	3,3			9	0,4	7	0,1	42	1,0
1 600 - 1 699	5	1,4	1	0,1	1	0,0	64	1,5	3	4,9			6	0,3	6	0,1	67	1,5
1 700 - 1 799	6	1,7	4	0,2	3	0,1	64	1,5					10	0,5	11	0,2	64	1,5
1 800 - 1 899	9	2,6	5	0,3	2	0,0	94	2,2	1	1,6			14	0,6	11	0,2	95	2,2
1 900 - 1 999	11	3,1	6	0,3	4	0,1	182	4,2	3	4,9			17	0,8	9	0,1	185	4,2
2 000 - 2 099	9	2,6	7	0,4	4	0,1	150	3,5					16	0,7	18	0,3	150	3,4
2 100 - 2 199	12	3,4	11	0,6	2	0,0	138	3,2					23	1,1	4	0,1	138	3,2
2 200 - 2 299	9	2,6	7	0,4	5	0,1	225	5,2	3	4,9			16	0,7	14	0,2	228	5,2
2 300 - 2 399	10	2,8	13	0,7	11	0,2	854	19,8	3	4,9			23	1,1	16	0,3	857	19,6
2 400 - 2 499	12	3,4	17	0,9	8	0,2	468	10,9	4	6,6			29	1,3	16	0,3	472	10,8
2 500 - 2 599	15	4,3	17	0,9	11	0,2	310	7,2	1	1,6			32	1,5	20	0,3	311	7,1
2 600 - 2 699	15	4,3	39	2,1	18	0,3	293	6,8	1	1,6			54	2,5	35	0,6	294	6,7
2 700 - 2 799	7	2,0	60	3,3	19	0,3	163	3,8	1	1,6			67	3,1	70	1,1	164	3,8
2 800 - 2 899	17	4,8	109	6,0	15	1,5	111	2,6	1	1,6			126	5,8	70	1,1	112	2,6
2 900 - 2 999	7	2,0	140	7,7	12	1,2	97	2,2	1	1,6			147	6,8	123	2,0	98	2,2
3 000 - 3 099	7	2,0	100	5,5	13	1,3	78	1,8	2	3,3			107	4,9	132	2,1	80	1,8

Tableau 2.16d. - Répartition des pensions mensuelles par tranches de montants - Total des régimes spéciaux *) (suite)
(mois de décembre 2003)

Tranches de montant	Invalidité			Vielliesse			Survie			Invalidité			Vielliesse			Survie		
	Nombre	En % du total	Hommes	Nombre	En % du total	Femmes	Nombre	En % du total	Hommes	Nombre	En % du total	Hommes	Nombre	En % du total	Femmes	Nombre	En % du total	Hommes
3 100 - 3 199	9	2,6	74	4,1	9	0,9	91	1,8	56	1,3	1	1,6	83	3,8	100	1,6	57	1,3
3 200 - 3 299	5	1,4	65	3,6	19	2,0	134	2,6	154	3,6			70	3,2	153	2,5	154	3,5
3 300 - 3 399	7	2,0	78	4,3	14	1,4	214	4,1	118	2,7	4	6,6	85	3,9	228	3,7	122	2,8
3 400 - 3 499	8	2,3	165	9,1	11	1,1	181	3,5	120	2,8			173	8,0	192	3,1	120	2,7
3 500 - 3 599	15	4,3	60	3,3	13	1,3	120	2,3	48	1,1			75	3,4	133	2,2	48	1,1
3 600 - 3 699	8	2,3	92	5,0	25	2,6	203	3,9	33	0,8			100	4,6	228	3,7	33	0,8
3 700 - 3 799	4	1,1	92	5,0	11	1,1	249	4,8	27	0,6			96	4,4	260	4,2	27	0,6
3 800 - 3 899	5	1,4	35	1,9	19	2,0	145	2,8	21	0,5			40	1,8	164	2,7	21	0,5
3 900 - 3 999	4	1,1	104	5,7	25	2,6	370	7,1	39	0,9			108	5,0	395	6,4	39	0,9
4 000 - 4 099	5	1,4	73	4,0	16	1,7	150	2,9	25	0,6			78	3,6	166	2,7	25	0,6
4 100 - 4 199	12	3,4	102	5,6	20	2,1	435	8,4	16	0,4	1	1,6	114	5,2	455	7,4	17	0,4
4 200 - 4 299	3	0,9	52	2,9	16	1,7	163	3,1	20	0,5			55	2,5	179	2,9	20	0,5
4 300 - 4 399	15	4,3	61	3,3	38	3,9	223	4,3	21	0,5			76	3,5	261	4,2	21	0,5
4 400 - 4 499	5	1,4	32	1,8	68	7,0	254	4,9	13	0,3			37	1,7	322	5,2	13	0,3
4 500 - 4 599	14	4,0	22	1,2	11	1,1	48	0,9	16	0,4			36	1,7	59	1,0	16	0,4
4 600 - 4 699	8	2,3	25	1,4	14	1,4	33	0,6	13	0,3			33	1,5	47	0,8	13	0,3
4 700 - 4 799	9	2,6	21	1,2	30	3,1	33	0,6	9	0,2			30	1,4	63	1,0	9	0,2
4 800 - 4 899	6	1,7	11	0,6	12	1,2	51	1,0	3	0,1			17	0,8	63	1,0	3	0,1
4 900 - 4 999	1	0,3	11	0,6	29	3,0	15	0,3	7	0,2			12	0,6	44	0,7	7	0,2
5 000 - 5 099	3	0,9	15	0,8	59	6,1	32	0,6	3	0,1			18	0,8	91	1,5	3	0,1
5 100 - 5 199	5	1,4	3	0,2	10	1,0	15	0,3	2	0,0			8	0,4	25	0,4	2	0,0
5 200 - 5 299	5	1,4	6	0,3	83	8,6	128	2,5	1	0,0	1	1,6	11	0,5	211	3,4	2	0,0
5 300 - 5 399	3	0,9	20	1,1	53	5,5	213	4,1	2	0,0			23	1,1	266	4,3	2	0,0
5 400 - 5 499	3	0,9	4	0,2	19	2,0	23	0,4	2	0,0			7	0,3	42	0,7	2	0,0
5 500 - 5 599	4	1,1	39	2,1	71	7,3	472	9,1	3	0,1			43	2,0	543	8,8	3	0,1
5 600 - 5 699	1	0,3	9	0,5	24	2,5	84	1,6	2	0,0			10	0,5	108	1,8	2	0,0
5 700 - 5 799	1	0,3	2	0,1	7	0,7	39	0,8	1	0,0			3	0,1	46	0,7	1	0,0
5 800 - 5 899					1	0,1	18	0,3	2	0,0					19	0,3	2	0,0
5 900 - 5 999			1	0,1	9	0,9	79	1,5					1	0,0	88	1,4		
>= 6 000	1	0,3	6	0,3	65	6,7	551	10,6	3	0,1			7	0,3	616	10,0	3	0,1
TOTAL	352	100,0	1 822	100,0	988	100,0	5 184	100,0	4 312	100,0	61	100,0	2 174	100,0	6 152	100,0	4 373	100,0

*) Y non compris les parastataux: employés publics des établissements publics (Organismes de sécurité sociale, Chambres professionnelles, Banque Centrale du Luxembourg, Société nationale de crédit et d'investissement, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Institut beigo-luxembourgeois du change).

Assurance
pension

Section 3 - Comptes financiers - régime général

Suite à l'introduction du régime unique d'assurance pension par la loi du 27 juillet 1987 consécutive à la réforme du financement introduite par la loi du 23 mai 1984, le financement en matière d'assurance pension se caractérise comme suit:

Le financement s'opère à l'intérieur d'une communauté de risque formée par les quatre anciens régimes de pension contributifs. Le système de financement appliqué est celui de la répartition des charges par périodes de couverture de 7 ans avec maintien d'une réserve de compensation se situant entre 1,5 fois et 2,5 fois le montant annuel des prestations à charge du régime. Pour chaque période de couverture est déterminé un taux de cotisation global de telle sorte que les recettes en cotisations, compte tenu d'autres recettes éventuelles, soient suffisantes pour couvrir les charges courantes et pour constituer la dotation nécessaire à la réserve de compensation. Le taux de cotisation global est fixé à 24% pour la première période de couverture s'étendant de 1985 à 1991 et est refixé en principe pour les périodes de couverture suivantes.

Les pouvoirs publics contribuent dorénavant au financement au niveau des cotisations en prenant à charge un tiers du taux de cotisation global. (Par une disposition transitoire et dérogatoire, le taux de cotisation global et le taux à charge des pouvoirs public sont fixés respectivement à 23 % et 7% en 1985, 23,2% et 7,2% en 1986, 23,4% et 7,4% en 1987, 23,6% et 7,6% en 1988, 23,8% et 7,8% en 1989, 24,0% et 8,0% en 1990.) L'Etat intervient en outre dans la participation aux frais de fonctionnement et dans la prise en charge intégrale du complément différentiel.

La communauté de risque s'opère par une redistribution des cotisations perçues centralement par le Centre d'affiliation et de perception des cotisations (CCSS), selon les besoins de chaque caisse. Ces cotisations sont réparties

- dans la mesure nécessaire pour permettre à chaque caisse de couvrir ses charges, compte tenu des revenus de placements et d'autres ressources;
- de manière à parfaire, le cas échéant, un fonds de roulement correspondant à cinquante pour cent du montant des prestations annuelles de l'exercice précédent;
- en affectant l'excédent des recettes en cotisations par rapport aux montants répartis précédemment.

Le rôle particulier attribué au CCSS dans la répartition des cotisations rend nécessaire d'adjoindre son compte d'exploitation et son bilan de fin d'exercice à ceux des quatre caisses pour établir les comptes d'exploitation et bilan consolidés de la communauté de risque. Les comptes d'exploitation et bilan consolidés tiennent compte du fait que les transferts et dettes entre caisses appartenant à la communauté de risque s'annulent mutuellement.

Afin de permettre l'analyse de l'évolution des comptes financiers de l'ensemble des régimes de pension sur une période plus longue, les comptes financiers ont été établis rétroactivement jusqu'à 1980 selon la présentation introduite à partir de 1985. Aussi, la réserve de compensation a-t-elle été établie par la fusion des différentes réserves existantes, en déduisant les découverts accumulés dans les différentes gestions antérieures et en négligeant les certificats de la dette publique annulés avec effet au 1er janvier 1985.

Le taux de rendement moyen de chaque caisse de pension a été établi à partir des revenus bruts de la fortune (sans prise en compte des intérêts sur certificats de la dette publique), auxquels on a ajouté les intérêts de retard sur cotisations, et desquels ont été déduits les frais de gestion du patrimoine ainsi que les pertes de réalisation sur titres et sur immeubles. Ces revenus nets de la fortune sont mis en relation avec les réserves existant à la fin de chaque exercice, et le taux de rendement moyen s'obtient à l'aide de la formule suivante:

$$i = \frac{2 \times I}{A + B - I}$$

i = taux de rendement moyen

I = revenus nets de la fortune

A = réserve au début de l'exercice

B = réserve à la fin de l'exercice.

Tableau 3.1. - Bilan de fin d'exercice 2003 du régime général d'assurance pension (en EUR)

ACTIF	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2003	TOTAL 2002
Terrains et forêts	310 913,56	3 149 459,07	434 246,64	0,00	0,00	3 894 619,27	3 896 230,58
Immeubles	42 592 643,77	203 827 112,71	24 007 306,07	1 534 989,72	0,00	271 962 052,27	275 578 625,26
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	151 718,88	0,00	0,00	151 718,88	151 718,88
Équipements spéciaux	40 279,72	0,00	0,00	0,00	0,00	40 279,72	40 279,72
Immobilisations en cours	1 219 920,52	0,00	0,00	0,00	0,00	1 219 920,52	211 958,66
Amortissements immeubles	-15 065 523,81	-54 351 618,89	-9 038 870,07	-377 692,42	0,00	-78 833 705,19	-77 969 956,34
Amortissements sur constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	-6 068,76	0,00	0,00	-6 068,76	-3 034,38
Amortissements équipements spéciaux	-40 279,72	0,00	0,00	0,00	0,00	-40 279,72	-35 353,08
A. Immobilisations corporelles	29 057 954,04	152 624 952,89	15 548 332,76	1 157 297,30	0,00	198 388 536,99	201 870 469,30
B. Immobilisations financières	91 264,71	730 947 673,84	249 597,10	0,00	0,00	731 288 535,65	782 047 582,20
I. Valeurs immobilisées	29 149 218,75	883 572 626,73	15 797 929,86	1 157 297,30	0,00	929 677 072,64	983 918 051,50
Frais d'administration	62 052,84	0,00	0,00	0,00	0,00	62 052,84	0,00
Bénéficiaires de prestations	23 407,09	213 867,65	16 445,43	2 863,52	0,00	256 583,69	284 575,26
Cotisations, intérêts moratoires, amendes	3 274 425,04	7 277 064,34	180 906,37	1 230,48	30 272 169,93	41 005 796,16	97 195 150,89
Débiteurs	3 359 884,97	7 490 931,99	197 351,80	4 094,00	30 272 169,93	41 324 432,69	97 479 726,15
A. Organismes débiteurs	144 462 423,41	235 650 716,56	22 639 727,64	11 005 458,52	0,00	p.m.	p.m.
Etat - cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161 603,43
Etat - prestations	2 326 456,35	1 493 671,03	520 217,11	107 729,64	0,00	4 448 074,13	4 650 625,10
Etat - frais d'administration	4 040 841,49	1 005 890,88	161 043,67	60 296,41	0,00	5 268 072,45	6 063 109,39
Etat - Administration de l'Enregistrement	1 214,46	0,00	0,00	0,00	0,00	1 214,46	5 608,60
Autres débiteurs	0,00	808,84	0,00	0,00	0,00	808,84	1 960,89
Office des dommages de guerre	85 862,74	0,00	0,00	0,00	0,00	85 862,74	97 879,73
Fonds national de solidarité	305 207,62	39 193,20	82 721,24	56 426,63	0,00	483 548,69	945 336,10
E. Etat et collectivités publiques	6 759 582,66	2 539 563,95	763 982,02	224 452,68	0,00	10 287 581,31	11 926 123,24
D. Débiteurs - cotisations communauté de risque	0,00	0,00	0,00	0,00	411 588 155,39	411 588 155,39	369 111 213,82
E. Frais à répartir	8 282,40	56 973,48	0,00	0,00	0,00	65 255,88	446 039,38
Ecritures transitoires - débit	0,00	1 129 192,98	0,00	0,00	0,00	1 129 192,98	1 128 843,18
Frais d'administration payés d'avance	923 395,08	332 444,75	175 651,34	92 796,85	0,00	1 524 288,02	1 468 212,88
Prestations payées d'avance	79 682 605,59	46 640 322,87	12 023 377,43	6 833 009,62	0,00	145 159 315,51	137 955 863,24
Débiteurs cotisations, amendes et intérêts	14 606 321,99	12 072 541,37	2 285 548,83	1 307 757,74	0,00	30 272 169,93	0,00
Divers payé d'avance	0,00	67 685,96	0,00	24 855,33	147 144 646,41	147 237 187,70	136 485 034,19
Produits à recevoir	659 256,92	0,00	0,00	0,00	0,00	659 256,92	877 648,58
F. Comptes de régularisation	95 851 579,58	60 242 187,93	14 484 577,60	8 258 419,54	147 144 646,41	325 981 411,06	277 915 602,07
II. Tiers	250 441 753,02	305 980 373,91	38 085 639,06	19 492 424,74	589 004 971,73	789 246 836,33	756 878 704,66
Titres de placements et bons	373 575,54	446 405 685,41	0,00	0,00	0,00	446 779 260,95	499 163 593,80
Intérêts courus sur prêts et titres	0,00	11 326 660,48	0,00	0,00	0,00	11 326 660,48	12 520 324,67
Banques et chèques postaux	605 024,12	19 527 508,44	2 101 759,30	264 371,22	130,32	22 498 793,40	29 165 751,87
Placements à moins d'un an	202 100 000,00	3 622 000 000,00	16 300 000,00	21 100 000,00	0,00	3 861 500 000,00	3 187 075 208,62
Avance de trésorerie crèche	163 597,87	0,00	0,00	0,00	0,00	163 597,87	190 228,83
Virements internes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
III. Comptes financiers	203 242 197,53	4 099 259 854,33	18 401 759,30	21 364 371,22	130,32	4 342 268 312,70	3 728 115 107,79
TOTAL DE L'ACTIF	482 833 169,30	5 288 812 864,97	72 285 328,22	42 014 093,26	589 005 102,05	6 061 192 221,67	5 468 911 863,95

Tableau 3.1. - Bilan de fin d'exercice 2003 du régime général d'assurance pension (en EUR) (suite)

PASSIF	AVI	CREP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2003	TOTAL 2002
A. Provisions pour pertes et charges	103 810,98	0,00	0,00	0,00	0,00	103 810,98	95 121,35
B. Dépôts et cautionnements	0,00	903 810,25	0,00	0,00	0,00	903 810,25	688 640,87
Fonds de roulement	475 712 530,88	282 731 322,66	71 695 995,14	41 728 511,93	0,00	871 868 360,61	784 956 018,52
Réserve excédentaire	0,00	4 789 950 885,31	0,00	0,00	0,00	4 789 950 885,31	4 391 136 210,71
C. Réserve de compensation	475 712 530,88	5 072 682 207,97	71 695 995,14	41 728 511,93	0,00	5 661 819 245,92	5 176 092 229,23
I. Capitaux permanents	475 816 341,86	5 073 586 018,22	71 695 995,14	41 728 511,93	0,00	5 662 826 867,15	5 176 875 991,45
Frais d'administration	43 105,49	38 542,60	10 877,28	4 392,86	0,00	96 918,23	147 246,72
Prestations en espèces	526 526,94	114 205,42	178 706,20	3 626,65	0,00	823 065,21	800 903,21
Organes et personnel	0,00	0,00	0,00	3 723,49	0,00	3 723,49	3 654,96
Etat et collectivités publiques	39 967,59	805,66	0,00	0,00	0,00	40 773,25	116 006,60
Cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créditeurs divers	65 345,50	7 665 019,21	66 162,10	3 574,68	130,32	7 800 231,81	9 929 547,13
A. Crédoeurs	674 945,52	7 818 572,89	255 745,58	15 317,68	130,32	8 764 711,99	10 997 358,62
B. Organismes créditeurs	2 136 786,05	2 252 267,34	330 955,97	266 892,30	0,00	4 986 901,66	4 751 041,79
C. Crédoeurs cotisations Cdr	0,00	0,00	0,00	0,00	441 860 325,32	28 101 999,19	28 128 967,10
D. Acomptes sur cotisations Cdr	0,00	0,00	0,00	0,00	147 144 646,41	147 144 646,41	136 469 988,04
E. Crédoeurs Cdr	0,00	0,00	0,00	0,00	589 004 971,73	175 246 645,60	164 598 955,14
Ecritures transitoires - crédit	396 811,83	342 211,88	0,00	0,00	0,00	739 023,71	102 338,94
Cotisations de l'Etat payées d'avance	3 808 284,04	69 260 238,05	0,00	0,00	0,00	73 068 522,09	111 425 695,77
Produits perçus d'avance - loyer	0,00	30 437,01	1 987,64	3 123,46	0,00	35 548,11	57 984,62
Produits perçus d'avance - frais	0,00	39 543,58	643,89	247,89	0,00	40 435,36	102 497,62
F. Comptes de régularisation	4 205 095,87	69 672 430,52	2 631,53	3 371,35	0,00	73 883 529,27	111 688 516,95
II. Tiers	7 016 827,44	79 743 270,75	589 333,08	285 581,33	589 005 102,05	262 881 788,52	292 035 872,50
Banques	0,00	135 483 566,00	0,00	0,00	0,00	135 483 566,00	0,00
III. Comptes financiers	0,00	135 483 566,00	0,00	0,00	0,00	135 483 566,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	482 833 169,30	5 288 812 854,97	72 285 328,22	42 014 093,26	589 005 102,05	6 061 192 221,67	5 488 911 863,95

Assurance
pension

Tableau 3.2. - Compte d'exploitation consolidé du régime unique d'assurance pension de l'exercice 2003 (en EUR)

DEPENSES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2003	TOTAL 2002
I. Frais d'administration	10 371 275,63	8 592 716,01	2 047 156,21	1 100 215,18	0,00	22 111 363,03	21 424 322,45
II. Prestations en espèces	1 035 325 818,62	632 617 974,44	157 849 654,05	88 257 527,40	0,00	1 914 050 974,51	1 766 668 336,52
III. Prestations en nature	11 528,66	0,00	0,00	0,00	0,00	11 528,66	59 131,34
IV. Transferts de cotisations à d'autres organismes	30 913 495,31	26 546 352,57	5 172 147,37	3 323 381,08	2 247 960 132,12	65 955 376,33	176 415 756,75
V. Décharges et restitutions de cotisations	277 839,53	1 126 427,76	10 371,54	4 320,76	3 294 644,02	4 713 603,61	3 303 109,41
VI. Pertes de réalisation sur titres et sur immeubles	0,00	24 169,62	0,00	0,00	0,00	24 169,62	4 716 422,94
VII. Frais de gestion du patrimoine	915 741,90	3 239 656,76	218 051,05	13 802,19	0,00	4 387 251,90	3 860 819,64
VIII. Dotations aux provisions et aux amortissements	774 176,27	3 281 500,88	452 684,03	24 430,57	0,00	4 532 791,75	4 588 806,47
IX. Quote-part Etat et org. dans la récup. tiers responsable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
X. Dépenses diverses	15 981,08	50,00	0,00	0,00	0,00	16 031,08	24,86
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	1 078 605 857,00	675 428 848,04	165 750 064,25	92 723 677,18	2 251 254 776,14	2 015 803 090,49	1 981 036 730,38
Opérations sur réserves et sur reports	42 871 157,79	431 774 621,25	7 122 364,57	3 958 873,08	0,00	485 727 016,69	407 309 421,49
TOTAL DES DEPENSES	1 121 477 014,79	1 107 203 469,29	172 872 428,82	96 682 550,26	2 251 254 776,14	2 501 530 107,18	2 388 346 151,87

RECETTES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2003	TOTAL 2002
I. Cotisations des assurés et des employeurs	27 055 380,32	9 872 247,74	3 672,23	0,00	1 486 852 267,16	1 523 783 567,45	1 443 506 453,61
II. Cotisations à charge des pouvoirs publics	0,00	0,00	0,00	0,00	761 601 167,44	761 601 167,44	721 244 771,88
III. Participation de tiers	17 272 772,40	13 082 747,18	3 794 930,40	1 078 932,77	0,00	35 229 382,75	34 507 257,79
IV. Transferts provenant d'autres organismes	1 066 940 610,58	921 242 416,76	166 893 544,93	94 960 182,90	0,00	2 076 623,05	2 400 960,84
V. Produits divers de tiers	847 194,15	854 837,45	106 707,50	20 685,76	2 801 341,54	4 630 766,40	5 433 783,77
VI. Produits financiers	5 641 412,77	148 968 103,60	440 649,33	543 767,28	0,00	155 593 932,98	162 066 940,88
VII. Recettes diverses	7 451,55	1 099,11	14,93	3,28	0,00	8 568,87	76 803,26
TOTAL DES RECETTES COURANTES	1 121 477 014,79	1 107 203 469,29	172 872 428,82	96 682 550,26	2 251 254 776,14	2 501 530 107,18	2 388 346 151,87
Opérations sur réserves et sur reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES	1 121 477 014,79	1 107 203 469,29	172 872 428,82	96 682 550,26	2 251 254 776,14	2 501 530 107,18	2 388 346 151,87

Compte d'exploitation consolidé du régime unique d'assurance pension pour l'exercice 2003

Tableau 3.3. - Etat détaillé des dépenses (en EUR)

DEPENSES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	2003	2002
Frais de personnel	7 618 043,00	5 379 118,72	1 436 597,53	740 486,09	0,00	15 174 245,34	14 785 656,27
Services extraordinaires	4 944,96	2 960,20	2 318,71	0,00	0,00	10 223,87	7 964,32
Achats de service (6020-29)	490 479,34	887 219,25	87 134,77	57 422,75	0,00	1 522 256,11	1 540 957,46
Achats de service (6031-39)	77 162,77	313 600,66	11 280,94	1 997,01	0,00	404 041,38	121 230,22
Dépenses diverses / frais d'élections	3 623,34	2 831,77	679,54	387,99	0,00	7 522,64	7 623,72
Frais généraux à charge de l'organisme	0,00	4 796,82	0,00	0,00	0,00	4 796,82	4 962,91
Acquisitions nouvelles	37 908,91	31 136,52	9 324,96	2 208,09	0,00	80 578,48	52 910,17
Participation aux frais du centre commun	2 115 430,79	1 967 093,00	499 819,76	297 124,30	0,00	4 879 467,85	4 866 508,90
Frais de la crèche de la sécurité sociale	23 682,52	3 959,07	0,00	588,95	0,00	28 230,54	36 508,48
I. Frais d'administration	10 371 275,63	8 592 716,01	2 047 156,21	1 100 215,18	0,00	22 111 363,03	21 424 322,45
Avances	2 264 121,96	-3 468 629,47	-117 780,71	-15 482,35	0,00	-1 337 770,57	-4 762 739,85
Majorations proportionnelles	700 933 381,08	501 056 575,68	110 987 056,22	19 494 273,32	0,00	1 332 471 286,30	1 226 754 041,82
Majorations proportionnelles spéciales	63 064 197,43	23 099 622,21	3 831 166,73	849 328,67	0,00	90 844 315,04	85 409 834,74
Majorations forfaitaires	147 551 212,79	70 790 002,97	24 338 190,24	21 287 703,73	0,00	263 967 109,73	242 613 110,35
Majorations forfaitaires spéciales	24 723 745,15	6 797 874,84	2 286 860,92	998 470,10	0,00	34 806 951,01	32 305 057,63
Majorations forfaitaires transitoires	33 647 331,26	7 242 834,89	3 936 755,24	1 041 130,89	0,00	45 868 052,28	44 419 270,23
Majorations assurance supplémentaire	2 731 223,85	450 554,85	46 698,50	2 293,46	0,00	3 230 770,66	3 151 500,22
Suppléments enfants	239 338,37	59 773,95	24 531,20	18 689,58	0,00	342 333,10	375 958,70
Compléments différentiels	11 808 432,90	8 343 939,20	2 729 194,38	503 729,64	0,00	23 385 296,12	22 990 746,67
Compléments pensions minima	22 425 614,56	5 553 049,83	5 427 334,48	40 720 864,08	0,00	74 126 862,95	69 756 691,46
Compléments divers	4 379 565,42	2 499 420,83	920 702,17	459 408,20	0,00	8 259 096,62	8 400 176,64
Allocations trimestrielles	489 184,12	48 184,31	42 988,08	727,86	0,00	581 084,37	604 072,14
Allocation de fin d'année	20 174 428,86	9 568 475,14	3 301 948,85	2 896 390,22	0,00	35 941 241,07	33 074 139,86
Pensions brutes	1 034 431 777,75	632 041 679,23	157 755 644,30	88 257 527,40	0,00	1 912 486 628,68	1 765 091 860,61
Convention belgo-luxembourgeoise	48 165,64	17 398,48	0,00	0,00	0,00	65 564,12	69 259,22
Remboursements de cotisations	427 258,41	482 807,59	22 096,80	0,00	0,00	932 162,80	876 562,19
Autres versements en capital	418 616,82	76 089,14	71 912,95	0,00	0,00	566 618,91	630 160,57
Intérêts moratoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	493,93
II. Prestations en espèces	1 035 325 818,62	632 617 974,44	157 849 654,05	88 257 527,40	0,00	1 914 050 974,51	1 766 668 336,52
Mesures de réhabilitation et de reconversion	11 528,66	0,00	0,00	0,00	0,00	11 528,66	59 131,34
III. Prestations en nature	11 528,66	0,00	0,00	0,00	0,00	11 528,66	59 131,34

Tableau 3.3. - Etat détaillé des dépenses (en EUR) (suite)

DEPENSES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2003	TOTAL 2002
Transferts CCSS	0,00	0,00	0,00	0,00	2 247 960 132,12	0,00	71 997,04
Transferts régimes spéciaux	2 825 039,37	6 456 566,31	36 811,99	5 216,68	0,00	9 323 634,35	11 389 798,11
Transfert cotisations baby-year	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 425 695,77
Organismes internationaux	169 307,44	3 773 600,61	0,00	0,00	0,00	3 942 908,05	4 590 298,14
Cotisations A.M. des bén.de pension - part org.	27 919 148,50	16 316 185,65	5 135 335,38	3 318 164,40	0,00	52 688 833,93	48 937 967,69
IV. Transferts de cotisations à d'autres organismes	30 913 495,31	26 546 352,57	5 172 147,37	3 323 381,08	2 247 960 132,12	65 955 376,33	176 415 756,75
Décharges sur cot. Irrecouvrables - salariés	160 324,12	0,00	0,00	0,00	1 482 558,25	1 642 882,37	440 427,10
Décharges sur cotisations Irrecouvrables-assurés	0,00	0,00	0,00	0,00	264 312,22	0,00	13 927,92
Décharges sur cotisations Irrecouvrables-Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Décharges sur cotisations Irrecouvrables-FOA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres décharges	33 933,12	102 594,67	599,54	0,00	0,00	137 127,33	102 119,33
Extournes de cotisations indues salariés	50 571,74	302 090,38	0,00	0,00	994 960,62	1 347 622,74	1 597 367,67
Extournes de cotisations indues-part Etat	25 285,87	0,00	0,00	0,00	497 480,31	522 766,18	315 213,58
Extournes de cotisations indues-part assurés	0,00	0,00	0,00	0,00	24 538,18	24 538,18	41 045,56
Extournes de cotisations indues-part Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	12 269,09	12 269,09	20 522,78
Extournes de cotisations FOA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 381,65
Extournes de cotisations autres pers. part Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	6 175,12	6 175,12	21 974,64
Extournes de cotisations Baby-Year	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 330,77
Extournes de cotisations Congé parental	0,00	0,00	0,00	0,00	10 387,75	10 387,75	3 966,50
Extournes de cotisations Volontaires de l'armée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Extournes de cotisations Charge AD	0,00	0,00	0,00	0,00	1 962,48	1 962,48	1 286,89
Extournes de cotisations Assistance Maternelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 983,46
Extournes de cotisations non-salariés	7 724,68	721 742,71	9 772,00	4 320,76	0,00	743 560,15	706 561,56
Décharges sur intérêts et sur amendes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Extournes d'intérêts sur restitutions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
V. Décharges et restitutions de cotisations	277 839,53	1 126 427,76	10 371,54	4 320,76	3 294 644,02	4 713 603,61	3 303 109,41
VI. Pertes de réalisation sur titres et sur immeubles	0,00	24 169,62	0,00	0,00	0,00	24 169,62	4 716 422,94
VII. Frais de gestion du patrimoine	915 741,90	3 239 656,76	218 051,05	13 802,19	0,00	4 387 251,90	3 860 819,64
VIII. Dotations aux provisions et aux amortissements	774 176,27	3 281 500,88	452 684,03	24 430,57	0,00	4 532 791,75	4 588 806,47
IX. Quote-part Etat et org. dans la récup. tiers responsable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
X. Dépenses diverses	15 981,08	50,00	0,00	0,00	0,00	16 031,08	24,86
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	1 078 605 857,00	675 428 848,04	165 750 064,25	92 723 677,18	2 251 254 776,14	2 015 803 090,49	1 981 036 730,38
Dotation au fonds de roulement	42 871 157,79	32 959 946,65	7 122 364,57	3 958 873,08	0,00	86 912 342,09	57 871 444,74
Dotation à la réserve excédentaire	0,00	398 814 674,60	0,00	0,00	0,00	398 814 674,60	349 437 976,75
TOTAL DES DEPENSES	1 121 477 014,79	1 107 203 469,29	172 872 428,82	96 682 550,26	2 251 254 776,14	2 501 530 107,18	2 388 346 151,87

Assurance
pension

Compte d'exploitation consolidé du régime unique d'assurance pension pour l'exercice 2003

Tableau 3.4. - Etat détaillé des recettes (en EUR)

RECETTES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2003	TOTAL 2002
Cotisations sur salaires	0,00	8 899,51	0,00	0,00	1 344 707 008,31	1 344 715 907,82	1 281 573 220,19
Cotisations sur indemnités	27 014 810,74	9 859 541,14	0,00	0,00	24 066 062,02	60 940 413,90	53 446 676,73
Cotisations des non-salariés	0,00	0,00	3 672,23	0,00	93 830 393,87	93 834 066,10	84 533 559,13
Cotisations à charge du FOA	0,00	0,00	0,00	0,00	3 421 002,24	3 421 002,24	3 585 874,12
Cotisations volontaires de l'armee	0,00	0,00	0,00	0,00	1 942 535,16	1 942 535,16	1 767 686,98
Cotisations service volontariat	0,00	0,00	0,00	0,00	43 488,68	43 488,68	18 549,56
Cotisations Baby-Year	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cotisations congé parental	0,00	0,00	0,00	0,00	6 760 200,57	6 760 200,57	5 986 881,69
Cotisations à charge de l'assurance dependance	0,00	0,00	0,00	0,00	1 402 761,06	1 402 761,06	1 023 862,23
Cotisations assistance maternelle	0,00	0,00	0,00	0,00	425 035,08	425 035,08	367 500,34
A. Cotisations obligatoires de l'assurance générale	27 014 810,74	9 868 440,65	3 672,23	0,00	1 476 598 486,99	1 513 485 410,61	1 432 303 820,97
Rappels de cotisations: périodes militaires	40 569,58	3 807,09	0,00	0,00	0,00	44 376,67	48 332,05
Achat rétroactif (Art.174 CAS)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 139 798,04	4 139 798,04	5 383 806,84
Restitutions de cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	525 569,35	525 569,35	754 877,47
B. Rappels de cotisations	40 569,58	3 807,09	0,00	0,00	4 665 367,39	4 709 744,06	6 187 016,36
C. Cotisations volontaires	0,00	0,00	0,00	0,00	5 588 412,78	5 588 412,78	5 015 616,28
I. Cotisations des assurés et des employeurs	27 055 380,32	9 872 247,74	3 672,23	0,00	1 486 852 267,16	1 523 783 567,45	1 443 506 453,61
II. Cotisations à charge des pouvoirs publics	0,00	0,00	0,00	0,00	761 601 167,44	761 601 167,44	721 244 771,88
Participation de l'Etat aux frais d'administration	5 464 339,50	4 738 001,69	1 065 736,02	575 203,13	0,00	11 843 280,34	11 515 748,67
Participation de l'Etat au complément différentiel	11 808 432,90	8 343 939,20	2 729 194,38	503 729,64	0,00	23 385 296,12	22 990 746,67
Participation ALOSS	0,00	806,29	0,00	0,00	0,00	806,29	762,45
III. Participation de tiers	17 272 772,40	13 082 747,18	3 794 930,40	1 078 932,77	0,00	35 229 382,75	34 507 257,79
Transferts de régimes contributifs	113,60	0,00	0,00	0,00	0,00	113,60	122 954,02
Transferts de régimes spéciaux	0,00	2 076 509,45	0,00	0,00	0,00	2 076 509,45	2 278 006,82
Répartition des cotisations	1 066 940 496,98	919 165 907,31	166 893 544,93	94 960 182,90	0,00	p.m.	p.m.
IV. Transferts provenant d'autres organismes	1 066 940 610,58	921 242 416,76	166 893 544,93	94 960 182,90	0,00	2 076 623,05	2 400 960,84

Tableau 3.4. - Etat détaillé des recettes (suite)

RECETTES	AVI	CPEP	CPACI	CPA	CCSS	TOTAL 2003	TOTAL 2002
V. Revenus sur immobilisations	3 712 193,02	13 182 017,45	1 632 909,50	78 978,27	0,00	18 606 098,24	19 109 179,84
Recours contre tiers responsables	628 282,60	693 504,23	63 088,83	0,00	0,00	1 384 875,66	2 209 287,40
Intérêts de retard sur cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 712 173,27	2 712 173,27	2 644 104,52
Amendes d'ordre	0,00	0,00	0,00	0,00	89 168,27	89 168,27	157 601,29
Retenues pour la péréquation des pensions	171 199,70	161 333,22	43 618,67	20 685,76	0,00	396 837,35	384 927,86
Remboursements sur pensions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits divers	47 711,85	0,00	0,00	0,00	0,00	47 711,85	37 862,70
VI. Produits divers de tiers	847 194,15	854 837,45	106 707,50	20 685,76	2 801 341,54	4 630 766,40	5 433 783,77
Revenus sur actions et obligations	0,00	25 705 776,78	0,00	0,00	0,00	25 705 776,78	24 358 902,26
Revenus sur placements à moins d'un an	5 638 879,21	84 461 994,58	414 357,34	543 767,28	0,00	91 058 998,41	105 554 901,34
Revenus sur prêts et placements	2 533,56	21 770 889,41	26 291,99	0,00	0,00	21 799 714,96	31 990 600,28
Intérêts de retard sur prêts	0,00	44 576,26	0,00	0,00	0,00	44 576,26	79 146,63
Bénéfices de réalisation sur titres et immeubles	0,00	16 984 866,46	0,00	0,00	0,00	16 984 866,46	83 381,37
Plus-value de conversion euro	0,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,11	9,00
VII. Produits financiers	5 641 412,77	148 968 103,60	440 649,33	543 767,28	0,00	155 593 932,98	162 066 940,88
VIII. Recettes diverses	7 451,55	1 099,11	14,93	3,28	0,00	8 568,87	76 803,26
TOTAL DES RECETTES COURANTES	1 121 477 014,79	1 107 203 469,29	172 872 428,82	96 682 550,26	2 251 254 776,14	2 501 530 107,18	2 388 346 151,87
Prélèvement au fonds de roulement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prélèvement à la réserve excédentaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES	1 121 477 014,79	1 107 203 469,29	172 872 428,82	96 682 550,26	2 251 254 776,14	2 501 530 107,18	2 388 346 151,87

Assurance
pension

Tableau 3.5. - Evolution des principaux comptes recettes et dépenses du régime général au 31 décembre
(en milliers EUR)

Année	RECETTES					Total des recettes courantes	
	Cotisations		Participation de l'Etat dans les prestations et les frais d'administration	Revenu de la fortune			Transferts et recettes diverses
	Assurés et employeurs	Pouvoirs publics		Revenus bruts	dont: intérêts sur certificats de la dette publique		
1980	254 073,5	-	95 751,4	60 463,7	16 693,1	412 522,1	
1985	367 261,7	158 624,6	22 568,2	66 046,3	-	618 707,5	
1990	551 823,4	274 970,9	26 537,0	127 888,3	-	993 301,9	
1991	616 374,9	307 326,0	30 223,2	131 443,1	-	1 089 447,4	
1992	690 024,0	344 220,0	30 094,3	144 407,9	-	1 211 649,0	
1993	747 924,5	373 069,8	31 603,9	155 092,1	-	1 312 883,8	
1994	797 731,3	397 998,0	32 181,5	143 542,7	-	1 376 939,5	
1995	851 164,7	424 668,9	33 545,0	134 903,7	-	1 449 956,5	
1996	878 425,6	438 479,0	33 495,4	125 545,7	-	1 482 579,3	
1997	949 640,4	474 669,0	34 253,9	121 909,1	-	1 586 374,8	
1998	1 008 430,9	504 128,7	33 763,1	132 248,7	-	1 686 585,7	
1999	1 090 840,6	545 378,1	32 620,3	124 539,2	-	1 798 556,8	
2000	1 219 299,0	609 634,6	32 863,2	159 663,3	-	2 028 314,4	
2001	1 383 097,1	691 496,5	33 805,2	198 493,3	-	2 315 127,2	
2002	1 443 506,5	721 244,8	34 506,5	181 176,1	-	2 388 346,2	
2003	1 523 783,6	761 601,2	35 228,6	174 200,0	-	2 501 530,1	

Année	DEPENSES								Total des dépenses courantes
	Prestations ¹⁾								
	Maj. proportionnelles et proportionnelles spéciales	Majorations forfaitaires, forfaitaires spéciales et transitoires	Autres éléments de pension	Sous-total pensions	Autres prestations	Sous-total prestations	Frais d'adminis-tration		
1980	-	-	-	331 646,8	5 210,7	336 857,6	8 537,5	17 010,5	362 405,5
1985	-	-	-	473 010,6	7 238,5	480 249,1	11 110,6	25 947,0	517 306,7
1990	517 338,9	126 785,1	53 148,4	697 272,4	30 411,6 ²⁾	727 684,0	13 792,8	40 391,8	781 868,6
1991	641 117,1	167 603,3	48 594,6	857 315,0	1 983,1	859 298,1	13 939,1	37 603,0	910 840,1
1992	685 185,1	175 496,2	58 780,5	919 461,9	773,4	920 235,3	14 695,1	41 713,0	976 643,5
1993	762 109,0	192 576,1	66 219,8	1 020 904,9	862,7	1 021 767,5	15 307,4	47 821,1	1 084 896,1
1994	832 034,8	206 448,2	68 542,6	1 107 025,6	1 276,7	1 108 302,2	15 837,9	52 625,3	1 176 765,4
1995	900 304,7	221 802,7	72 310,5	1 194 417,9	1 383,2	1 195 801,2	16 710,5	53 173,2	1 265 684,8
1996	935 587,3	228 823,1	72 741,9	1 237 152,3	1 633,6	1 238 785,9	17 060,0	53 569,8	1 309 415,7
1997	1 014 087,8	245 122,1	74 162,3	1 333 372,2	1 403,1	1 334 775,2	17 555,8	59 598,6	1 411 929,6
1998	1 032 119,6	248 077,0	76 747,8	1 356 944,4	1 651,0	1 358 595,3	17 744,2	67 275,8	1 443 615,4
1999	1 068 465,7	254 834,5	170 278,1	1 419 210,3	1 554,3	1 420 764,6	18 522,6	95 265,5	1 509 763,3
2000	1 115 439,1	262 811,8	96 812,3	1 475 063,2	1 393,2	1 476 456,3	19 608,4	71 750,3	1 567 815,0
2001	1 209 561,7	281 604,6	100 208,5	1 591 374,8	1 284,1	1 592 718,4	20 441,3	82 437,0	1 695 596,7
2002	1 312 163,9	319 337,4	133 590,6	1 765 091,9	1 576,5	1 766 668,4	21 424,3	192 944,0 ³⁾	1 981 036,7
2003	1 423 315,8	344 642,1	144 528,7	1 912 486,6	1 575,9	1 914 062,5	22 111,4	44 862,8	1 981 036,7

¹⁾ Pour la répartition en éléments de pension des années 1980-1987, prière de se référer au rapport général de l'exercice 1987.

²⁾ Y compris 17,9 mio. EUR valeur en capital des prestations au titre de l'article 44 de l'ancienne loi de coordination.

³⁾ Y compris 111,4 mio. EUR de cotisations baby-year transférées sur "avance sur prestations".

Tableau 3.6. - Evolution de la réserve du régime général au 31 décembre
(en milliers EUR)

Année	RESERVE AU 31 DECEMBRE				Prime de répartition pure ²⁾ en %	Contribution nette des pouvoirs publics	
	Dotation à la réserve (excédent des recettes courantes)		Réserve de compensation	Niveau relatif de la réserve ¹⁾		Contribution totale	En % des recettes courantes
	Montant	En % des dépenses courantes					
1980	50 116,6	13,8	664 733,9	2,03	22,8	114 090,5	27,7
1985	101 400,8	19,6	1 016 167,6	2,19	22,6	184 100,6	29,8
1990	211 433,3	27,0	1 783 328,7	2,58	22,7	306 123,7	30,8
1991	178 604,8	19,6	1 961 933,5	2,35	23,7	343 312,7	31,5
1992	235 008,0	24,1	2 196 941,5	2,45	22,8	379 425,8	31,3
1993	227 990,2	21,0	2 424 931,6	2,43	23,3	412 797,3	31,4
1994	200 174,0	17,0	2 625 105,7	2,42	23,7	439 349,1	31,9
1995	184 271,7	14,6	2 809 377,3	2,40	23,9	468 885,6	32,3
1996	173 163,5	13,2	2 982 540,9	2,46	24,1	482 819,7	32,6
1997	174 445,2	12,4	3 156 988,5	2,41	24,1	519 874,9	32,8
1998	242 970,4	16,8	3 399 958,8	2,55	23,2	551 025,2	32,7
1999	288 793,5	19,1	3 688 752,3	2,64	22,4	590 760,0	32,8
2000	460 499,4	29,4	4 149 249,3	2,85	20,8	666 174,2	32,8
2001	619 533,0	36,5	4 768 782,3	3,04	19,6	745 138,2	32,2
2002	407 309,4	20,6	5 176 092,2	2,97	22,0	766 746,2	32,1
2003	485 727,0	24,1	5 661 819,2	2,99	21,2	808 445,3	32,3

¹⁾ Réserve exprimée comme multiple des prestations annuelles (sans complément différentiel).

²⁾ Rapport entre les dépenses courantes et la masse des salaires et revenus cotisables.

Tableau 3.7. - Répartition des cotisations suivant l'année et le régime compétent

Exercice/ Régime	Perception effectuée par							Total caisses	Total CCSS	Total général
	AVI	CCSS	CPEP	CCSS	CPACI	CCSS	CPA			
1984 et antérieurs	2387,14	0	8899,51	0	0	0	0	11286,65	0	11286,65
1985	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1986	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1987	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1988	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1989	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1990	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1991	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1992	0,00	0,00	0,00	0,00	3 672,23	0,00	0,00	3 672,23	0,00	3 672,23
1993	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1994	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1995	0,00	1 703,38	0,00	3 196,22	0,00	0,00	0,00	4 899,62	4 899,62	4 899,62
1996	0,00	997,12	0,00	14,20	0,00	0,00	0,00	1 011,32	1 011,32	1 011,32
1997	0,00	0,02	0,00	3 499,47	0,00	0,00	0,00	3 499,49	3 499,49	3 499,49
1998	0,00	3 589,14	0,00	10 279,14	0,00	0,00	0,00	13 868,28	13 868,28	13 868,28
1999	0,00	39 467,08	0,00	902 386,04	0,00	335 752,72	0,00	1 283 851,62	1 283 851,62	1 283 851,62
2000	0,00	56 107,14	0,00	1 365 367,07	0,00	447 447,14	0,00	1 872 340,98	1 872 340,98	1 872 340,98
2001	0,00	97 875,50	0,00	2 063 743,06	0,00	741 154,93	0,00	2 919 577,72	2 919 577,72	2 919 577,72
2002	2 224 833,30	1 372 239,52	846 923,72	5 503 923,67	0,00	1 028 232,27	0,00	3 071 757,02	7 918 394,14	10 990 151,16
2003	24 787 590,30	473 074 131,77	9 012 617,42	944 763 040,32	0,00	43 577 346,15	0,00	33 800 207,72	1 472 309 254,64	1 506 109 462,36
Cotisations supplémentaires et rappels	40 569,58	0,00	3 807,09	0,00	0,00	0,00	0,00	44 376,67	0,00	44 376,67
TOTAL DES COTISATIONS	27 055 380,32	474 646 110,67	9 872 247,74	954 615 449,19	3 672,23	46 129 933,21	0,00	36 931 300,29	1 486 326 697,81	1 523 257 998,10

Tableau 3.8. - Détermination de la contribution des pouvoirs publics

Exercice/Régime	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Total
1985 (7,0%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1986 (7,2%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1987 (7,4%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1988 (7,6%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1989 (7,8%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1990 (8,0%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1991 (8,0%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1992 (8,0%)	0,00	0,00	1 836,12	0,00	1 836,12
1993 (8,0%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1994 (8,0%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1995 (8,0%)	851,69	1 598,11	0,00	0,01	2 449,81
1996 (8,0%)	498,56	7,10	0,00	0,00	505,66
1997 (8,0%)	0,01	1 749,74	0,00	0,00	1 749,75
1998 (8,0%)	1 794,57	5 139,57	0,00	0,00	6 934,14
1999 (8,0%)	19 733,54	451 193,02	167 876,36	3 122,89	641 925,81
2000 (8,0%)	28 053,57	682 683,54	223 723,57	1 709,82	936 170,50
2001 (8,0%)	48 937,75	1 031 871,53	370 577,47	8 402,12	1 459 788,87
2002 (8,0%)	1 798 536,41	3 175 423,70	514 116,14	6 999,34	5 495 075,59
2003 (8,0%)	248 930 861,04	476 887 828,87	21 788 673,08	5 447 368,20	753 054 731,19
TOTAL	250 829 267,14	482 237 495,18	23 066 802,74	5 467 602,38	761 601 167,44

Assurance
pension

Tableau 3.9. - Répartition des cotisations suivant leur origine

Régime	Perception effectuée par	Cotisations de l'assurance générale	Cotisations supplémentaires et rappels de cotisations	Contribution des pouvoirs publics	Total des cotisations
AVI	Caisse	27014810,74	40569,58	250 829 267,14	752 530 758,13
	CCSS	474 646 110,67			
CPEP	Caisse	9 868 440,65	3 807,09	482 237 495,18	1 446 725 192,11
	CCSS	954 615 449,19			
CPACI	Caisse	3 672,23	0,00	23 066 802,74	69 200 408,18
	CCSS	46 129 933,21			
CPA	Caisse	0,00	0,00	5 467 602,38	16 402 807,12
	CCSS	10 935 204,74			
Total	Caisse	36 886 923,62	44 376,67		
	CCSS	1 486 326 697,81			
TOTAL GENERAL		1 523 213 621,43	44 376,67	761 601 167,44	2 284 859 165,54

Tableau 3.10. - Répartition des cotisations par le CCSS en 2003

	AVI	CPEP	CPACI	CPA
I. Couverture des charges courantes				
1. Total des dépenses courantes	1 078 605 857,00	675 428 848,04	165 750 064,25	92 723 677,18
2. Recettes propres	54 536 517,81	188 037 561,98	5 978 883,89	1 722 367,36
3. Répartition	1 024 069 339,19	487 391 286,06	159 771 180,36	91 001 309,82
II. Dotation au fonds de roulement				
1. Réserve au début de l'exercice	432 841 373,09	4 640 907 586,72	64 573 630,57	37 769 638,85
2. 2.50% des prestations de l'exercice précédent	475 712 530,88	282 731 322,66	71 695 995,14	41 728 511,93
3. Dotation au fonds de roulement	42 871 157,79	0,00	7 122 364,57	3 958 873,08
III. Affectation de l'excédent				
1. Cotisations dues suivant l'affiliation des assurés	752 530 758,13	1 446 725 192,11	69 200 408,18	16 402 807,12
2. Cotisations réparties dont:	1 093 995 877,30	497 263 533,80	166 897 217,16	94 960 182,90
<i>Cotisations perçues par les caisses</i>	27 055 380,32	9 872 247,74	3 672,23	0,00
<i>Cotisations réparties suivant I + II</i>	1 066 940 496,98	487 391 286,06	166 893 544,93	94 960 182,90
3. Dépassement des cotisations sub.III.1 par rapport à celles sub.III.2	0,00	949 461 658,31	0,00	0,00
4. Prorata du dépassement	0,00	100,00%	0,00	0,00
5. Répartition de l'excédent	0,00	431 774 621,25	0,00	0,00
IV. TOTAL DE LA REPARTITION I.3+II.3+III.5	1 066 940 496,98	919 165 907,31	166 893 544,93	94 960 182,90
Clé de répartition	47,46%	40,89%	7,42%	4,23%

Tableau 3.11. - Rendement de la fortune
(en milliers EUR)

Année	Revenus bruts de la fortune	Intérêts de retard sur cotisations	à déduire: Frais de gestion du patrimoine et pertes diverses	Revenus nets de la fortune	Total des valeurs placées	Taux de rendement moyen	Réserve au 31 décembre	Taux de rendement moyen
AVI								
1980	11 641,6	151,9	179,9	11 613,6			201 849,3	5,95%
1985	8 079,6	561,7	879,1	7 762,2	103 753,6	6,74%	172 693,3	4,60%
1990	9 144,1	73,0	778,1	8 439,0	77 112,5	8,99%	188 221,8	4,79%
1995	9 824,9	1 361,1	763,7	10 422,3	144 241,6	5,75%	316 231,9	3,50%
1998	9 652,7	1 262,7	1 050,9	9 864,4	199 023,0	4,37%	376 591,6	2,75%
1999	9 023,9	720,1	1 190,4	8 553,6	183 958,9	3,79%	379 925,2	2,29%
2000	11 122,2	722,1	927,7	10 916,6	172 181,2	5,23%	393 349,1	2,86%
2001	12 434,1	906,4	1 068,5	12 272,0	189 583,9	5,68%	404 526,2	3,12%
2002	12 430,1	1 243,0	1 031,9	12 641,2	181 086,3	5,68%	432 841,4	3,07%
2003	9 353,6	1 287,2	915,7	9 725,1	232 391,4	3,76%	475 712,5	2,16%
CPEP								
1980	28 348,2	48,8	897,8	27 499,2			399 764,6	7,59%
1985	53 776,7	341,4	2 167,4	51 950,7	700 547,9	7,64%	771 787,3	7,42%
1990	114 199,3	48,0	833,9	113 413,4	1 422 701,8	8,55%	1 520 560,9	8,30%
1995	121 749,5	740,4	1 064,7	121 425,3	2 262 895,4	5,45%	2 407 222,2	5,35%
1998	119 782,6	826,9	2 418,4	118 191,1	2 745 840,4	4,38%	2 933 921,4	4,27%
1999	111 401,8	566,4	1 936,1	110 032,1	3 025 951,5	3,76%	3 219 632,1	3,64%
2000	145 625,8	677,3	3 050,2	143 252,9	3 407 133,1	4,38%	3 662 513,3	4,25%
2001	182 903,6	985,2	5 611,4	178 277,4	3 951 889,1	4,76%	4 268 105,0	4,60%
2002	165 519,2	1 102,1	7 079,4	159 541,9	4 484 021,5	3,71%	4 640 907,6	3,65%
2003	162 150,1	1 109,0	3 263,8	159 995,3	4 847 348,9	3,38%	5 072 682,2	3,35%
CPACI								
1980	3 337,0	355,5	53,3	3 639,3			56 190,2	6,75%
1985	3 624,9	252,3	135,4	3 741,8	50 051,9	7,32%	56 558,9	6,84%
1990	3 599,8	234,7	149,8	3 684,7	37 335,4	8,85%	56 558,9	6,73%
1995	2 503,3	213,0	180,7	2 535,6	31 460,0	6,86%	56 558,9	4,59%
1998	2 151,9	181,2	254,1	2 079,0	31 682,4	5,90%	56 558,9	3,74%
1999	2 149,4	108,6	279,6	1 978,5	28 376,0	6,01%	56 558,9	3,56%
2000	2 302,6	109,2	281,5	2 130,3	23 175,9	7,49%	57 447,7	3,81%
2001	2 309,2	141,1	189,5	2 260,9	28 523,4	7,79%	59 983,8	3,93%
2002	2 496,7	189,3	440,4	2 245,6	26 447,7	7,17%	64 573,6	3,67%
2003	2 073,6	201,2	218,1	2 056,8	34 199,7	5,91%	71 696,0	3,06%
CPA								
1980	444,0	8,8	3,4	449,4			6 930,5	6,73%
1985	565,8	88,7	7,8	646,7	10 833,0	7,63%	15 127,8	6,59%
1990	944,8	19,7	16,9	947,6	7 927,6	10,85%	17 987,0	5,59%
1995	827,1	149,1	11,5	964,6	13 588,1	5,62%	29 364,9	3,41%
1998	668,2	114,5	34,3	748,5	18 270,0	3,59%	32 886,4	2,36%
1999	501,6	68,2	13,9	555,9	10 584,7	3,28%	32 635,2	1,71%
2000	614,2	74,0	16,8	671,4	16 907,4	4,19%	35 940,2	1,98%
2001	846,1	81,3	13,3	914,1	13 254,1	5,36%	36 167,8	2,57%
2002	730,1	109,7	25,5	814,3	20 477,5	4,05%	37 769,6	2,23%
2003	622,7	114,7	13,8	723,7	22 521,7	2,76%	41 728,5	1,84%
TOUS LES REGIMES								
1980	43 770,8	565,0	1 134,5	43 201,3			664 734,6	6,89%
1985	66 046,9	1 244,1	3 189,7	64 101,3	865 186,4	7,51%	1 016 167,3	6,87%
1990	127 888,1	375,3	1 778,6	126 484,8	1 545 077,4	8,59%	1 783 328,6	7,83%
1995	134 904,8	2 463,6	2 020,6	135 347,8	2 452 185,0	5,49%	2 809 377,9	5,11%
1998	132 255,4	2 385,3	3 757,6	130 883,1	2 994 815,8	4,39%	3 399 958,2	4,07%
1999	123 076,8	1 463,3	3 420,0	121 120,1	3 248 871,1	3,78%	3 688 751,5	3,48%
2000	159 664,9	1 582,5	4 276,1	156 971,3	3 619 397,6	4,45%	4 149 250,3	4,09%
2001	198 493,0	2 114,1	6 882,7	193 724,4	4 183 250,4	4,83%	4 768 782,8	4,44%
2002	181 176,1	2 644,1	8 577,2	175 243,0	4 712 032,9	3,82%	5 176 092,2	3,59%
2003	174 200,0	2 712,2	4 411,4	172 500,8	5 136 461,7	3,41%	5 661 819,2	3,23%

Tableau 3.12. - Comparaison des caractéristiques démographiques et financières des organismes de pension

Année	AVI	CPEP	CPACI	CPA
	Réserves disponibles au 31 décembre de l'exercice (sans certificats de la dette publique de 1980 à 1984)			
1980	30,4%	60,1%	8,5%	1,0%
1985	17,0%	76,0%	5,6%	1,5%
1990	10,5%	85,3%	3,2%	1,0%
1992	11,1%	85,2%	2,6%	1,1%
1993	10,8%	85,8%	2,3%	1,1%
1994	11,0%	85,7%	2,2%	1,1%
1995	11,3%	85,7%	2,0%	1,0%
1996	11,4%	85,7%	1,9%	1,0%
1997	11,1%	86,1%	1,8%	1,0%
1998	11,1%	86,3%	1,7%	1,0%
1999	10,3%	87,3%	1,5%	0,9%
2000	9,5%	88,3%	1,4%	0,9%
2001	8,5%	89,5%	1,3%	0,8%
2002	8,4%	89,7%	1,2%	0,7%
2003	8,4%	89,6%	1,3%	0,7%
Total des dépenses courantes				
1980	60,5%	26,3%	8,2%	5,0%
1985	58,3%	25,9%	9,5%	6,3%
1990	57,6%	28,7%	8,5%	5,2%
1992	57,8%	27,8%	8,8%	5,6%
1993	57,4%	28,4%	8,7%	5,5%
1994	57,5%	28,6%	8,5%	5,4%
1995	57,3%	29,0%	8,4%	5,3%
1996	57,1%	29,5%	8,3%	5,1%
1997	57,0%	29,7%	8,3%	5,0%
1998	56,2%	30,7%	8,3%	4,9%
1999	55,4%	31,3%	8,2%	5,1%
2000	54,9%	31,9%	8,3%	4,9%
2001	54,2%	32,8%	8,2%	4,7%
2002	52,0%	35,7%	7,8%	4,5%
2003	53,6%	33,6%	8,2%	4,6%
Total des assurés (moyenne)				
1980	57,4%	30,2%	6,8%	5,6%
1985	54,3%	35,4%	6,0%	4,3%
1990	51,3%	40,5%	5,2%	3,0%
1992	50,7%	41,9%	4,9%	2,5%
1993	50,2%	42,6%	4,9%	2,3%
1994	49,7%	43,4%	4,8%	2,1%
1995	49,1%	44,3%	4,7%	1,9%
1996	48,5%	45,1%	4,6%	1,8%
1997	48,0%	45,9%	4,4%	1,7%
1998	47,2%	47,0%	4,2%	1,6%
1999	46,4%	48,2%	4,0%	1,4%
2000	45,8%	49,1%	3,8%	1,4%
2001	45,1%	50,1%	3,5%	1,3%
2002	44,8%	50,6%	3,4%	1,2%
2003	45,0%	50,6%	3,3%	1,1%
Total des pensions (moyenne)				
1980	62,8%	14,7%	10,9%	11,5%
1985	63,0%	15,5%	10,8%	10,7%
1990 ¹⁾	64,5%	16,8%	9,8%	8,9%
1992	64,8%	17,4%	9,4%	8,4%
1993	64,9%	17,8%	9,1%	8,2%
1994	65,3%	18,1%	8,8%	7,8%
1995	65,6%	18,3%	8,6%	7,5%
1996	65,8%	18,6%	8,4%	7,2%
1997	66,0%	18,9%	8,2%	6,9%
1998	66,0%	19,3%	8,0%	6,7%
1999	66,9%	19,7%	7,9%	6,5%
2000	65,8%	20,2%	7,8%	6,2%
2001	65,7%	20,7%	7,7%	6,0%
2002	65,5%	21,2%	7,5%	5,7%
2003	65,4%	21,8%	7,3%	5,5%

¹⁾ Y compris avances à partir de 1987.

ASSURANCE ACCIDENTS

Introduction

L'assurance accidents a pour objet de couvrir les risques suivants:

- a) l'accident de travail proprement dit;
- b) l'accident de trajet;
- c) les maladies professionnelles.

La gestion de l'assurance accidents est assurée par une mutualité des chefs d'entreprises appelée "association d'assurance contre les accidents", qui est un établissement public comportant une section industrielle et une section agricole et forestière. La section industrielle assume en outre la gestion des régimes spéciaux d'assurance accidents suivants:

- celui des fonctionnaires et employés publics jouissant d'un régime spécial de retraite;
- celui de l'enseignement technique et professionnel ainsi que des activités préscolaires, périscolaires, scolaires, universitaires et péri-universitaires;
- celui des activités de secours et de sauvetage;
- celui concernant les mesures de mise au travail, les mesures de réinsertion professionnelle et d'occupation des demandeurs d'emploi ainsi que certains travaux dans l'intérêt de la communauté et
- celui des personnes dans l'exercice d'un pouvoir public.

Sur le plan législatif, la loi du 17 novembre 1997 a introduit un régime volontaire dans le cadre de la section agricole et forestière de l'assurance contre les accidents, lequel est réparti en quatre classes de risque, tout comme le régime obligatoire. Les taux de cotisation sont fixés par classe et séparément pour les deux régimes.

Cette même loi a sorti les volontaires au sens de la loi militaire des régimes spéciaux pour les intégrer dans le régime général. Cette loi est entrée en vigueur en date du 1 janvier 1998.

Le régime général comporte 21 classes de risque (les classes 9 et 10 ont été fusionnées le 29 novembre 2001) dont les taux de cotisation pour 2003 ont été fixés par le règlement ministériel du 18 décembre 2002.

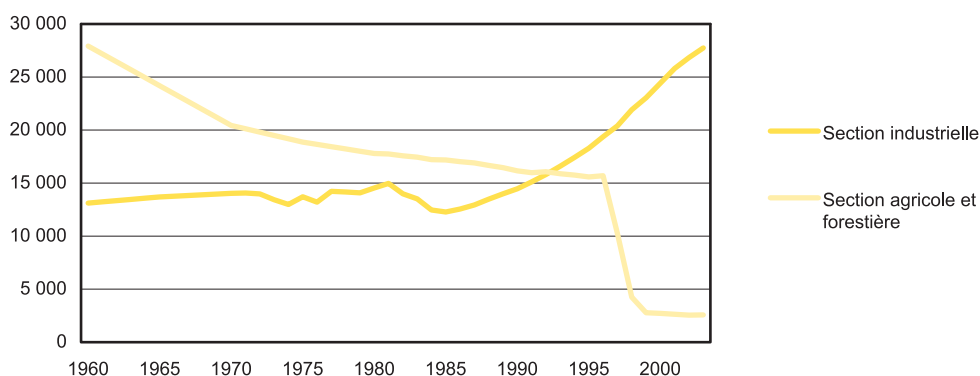
Règlement ministériel approuvant les taux de cotisations applicables en matière d'assurance accident industrielle pour l'exercice 2004 (Mém. A 187 2003 p. 3976) 12 décembre 2003.

Règlement grand-ducal fixant les coefficients d'ajustement prévus à l'article 220 du Code des assurances sociales (Mém. A 195, 2003 p. 4070) 16 décembre 2003.

1. Les principales données statistiques

1.1. L'affiliation des entreprises

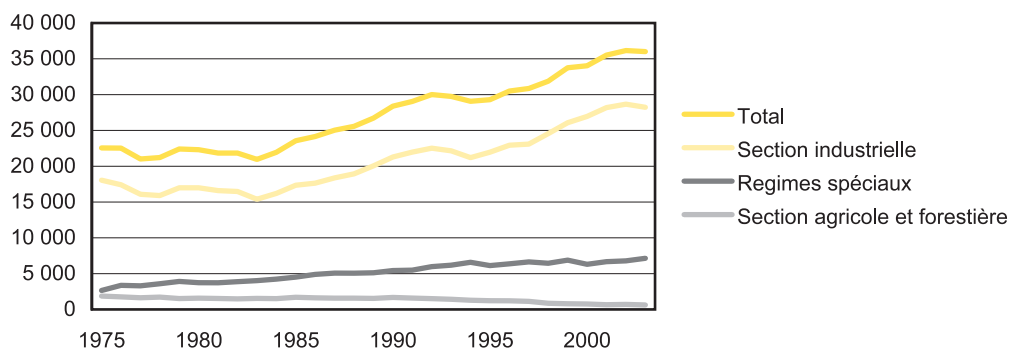
Graphique 1. - Evolution du nombre d'entreprises affiliées à l'assurance accidents



Après une période de relative stabilité, le nombre d'entreprises affiliées à la section industrielle de l'association d'assurance a connu un mouvement de baisse dès le début des années quatre-vingt. Toutefois, depuis la reprise de la conjoncture économique et jusqu'en 2001, le nombre d'entreprises n'a cessé d'augmenter de plus de 4% par année. En 2003 cette augmentation n'a été que de 3,4 % contre 3,9% en 2002. Le nombre d'entreprises affiliées à la section agricole et forestière subit une diminution régulière depuis 1960 (avec 1% depuis 1970). En 1997, le nombre d'affiliés à la section agricole et forestière subit une réduction d'un tiers suite à une redéfinition de l'entreprise agricole affiliée à titre obligatoire et par conséquent de l'introduction d'une assurance volontaire. Ainsi depuis 1999 le niveau des affiliations n'évolue guère.

1.2. Statistiques sur les accidents

Graphique 2. - Evolution du nombre d'accidents déclarés



Le nombre des accidents déclarés en 2003 s'élève à 36 007 dont 28 236 (78,4%) pour la section industrielle, 7 140 (19,8%) pour les régimes spéciaux et 631 (1,8%) pour la section agricole et forestière. Le nombre des accidents mortels s'élève à 22 unités. Dans l'ensemble, le nombre des accidents est en légère baisse. Le nombre des accidents par 100 salariés-unités est de 13,3 en 2003.

Parmi les accidents déclarés à la section industrielle, 76,5% concernent des accidents de travail proprement dits, 22,5% des accidents de trajet et 1% des maladies professionnelles.

1.3. Les rentes

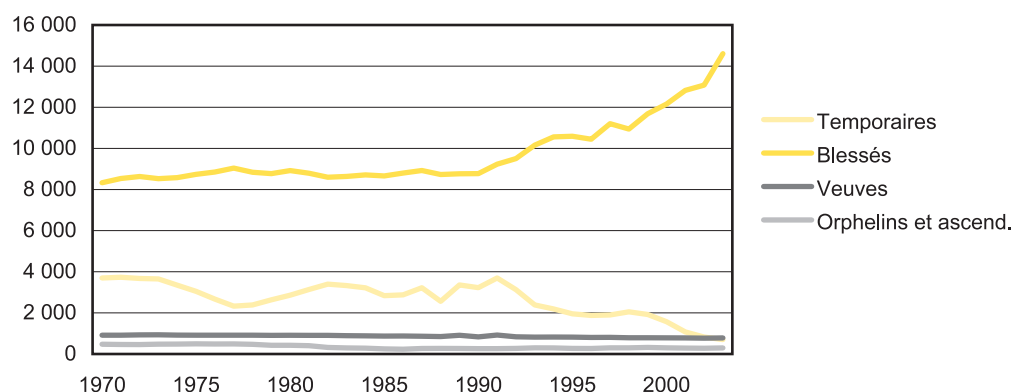
Le nombre total des rentes s'élève en 2003 à 16 403 unités contre 15 533 en 2002. La répartition de ces rentes suivant le régime et la catégorie de rente se présente comme suit:

Tableau 1. - Répartition selon les différents types de rentes

Catégorie	AAI	Régimes spéciaux	AAA	Total
Rentes temporaires	675	-	26	701
Rentes de blessés	12 100	570	1 937	14 607
Rentes de conjoints survivants	719	13	62	794
Rentes d'orphelins	280	6	8	294
Rentes d'ascendants	7	-	-	7
TOTAL	13 781	589	2 033	16 403

Si l'on se limite aux seules rentes de blessés de la section industrielle qui commandent l'évolution du nombre, on constate que le nombre de rentes, qui s'est maintenu pratiquement à un niveau constant entre 1975 et 1990 a sensiblement progressé suite à l'augmentation massive de l'emploi depuis le milieu des années 80, entraînant avec un certain retard cette croissance du nombre des rentes. Le régime des assurances accidents n'est donc plus soumis au phénomène de maturation et le vieillissement de la population n'a guère de prise sur ce régime.

Graphique 3. - Evolution du nombre des rentes



Les rentes viagères de blessés présentent en moyenne un taux d'incapacité assez faible. Environ 85% des rentes de la section industrielle et de la section agricole et forestière présentent un degré d'incapacité de moins de 30% et plus d'un tiers des rentes présentent un degré d'incapacité compris entre 10% et 20%. La diminution constante des rentes temporaires depuis 1996, est due à un traitement plus rapide des demandes, entraînant ainsi une augmentation des rentes viagères.

Le nombre des rachats de rentes augmente de 1 271 en 2002 à 1 427 en 2003 dans la section industrielle et diminue en même temps de 17 à 15 dans la section agricole et forestière.

Tableau 2. - Répartition des rentes et rachats de rentes par pays de résidence

Pays de résidence	Nombre			Montants (en millions EUR)		
	AAI	AAA	Total	AAI	AAA	Total
Luxembourg	10 382	2 104	12 486	73,06	5,78	78,84
Autres pays de l'UE	6 406	17	6 423	46,94	0,07	47,01
Allemagne	789	5	794	5,91	0,01	5,92
Autriche	9	-	9	0,12	-	0,12
Belgique	1 430	3	1 433	11,67	0,01	11,68
Danemark	1	-	1	0,00	-	0,00
Espagne	71	-	71	0,51	-	0,51
Finlande	-	-	-	-	-	-
France	3 338	3	3 341	23,32	0,01	23,33
Grèce	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-
Italie	336	-	336	2,52	-	2,52
Pays-Bas	5	2	7	0,03	0,00	0,03
Portugal	425	4	429	2,86	0,04	2,90
Royaume-Uni	1	-	1	0,00	-	0,00
Suède	1	-	1	0,00	-	0,00
Autres pays	44	2	46	0,40	0,01	0,41
TOTAL	16 832	2 123	18 955	120,40	5,86	126,26

2. Les données financières

2.1. L'appréciation globale des opérations courantes

En 2003 les recettes courantes de la section industrielle dépassent les dépenses courantes de 24 271,21 milliers EUR, c'est-à-dire de 11,8% contre 13 628,54 milliers EUR en 2002 respectivement 7,3%. En 2000 les dépenses courantes avaient encore dépassé les recettes courantes de 1 860,4 milliers EUR, soit 1,3%. Cette évolution résulte d'un accroissement considérable des cotisations (+11,8%) par rapport à une hausse plus faible des prestations (4,6%). La dotation aux réserves de l'excédent permet de rééquilibrer le compte d'exploitation de l'exercice 2003.

Les dépenses courantes représentent 0,77% du PIB en 2003, et leur part relative continue de diminuer (1,3% en 1975). Aussi, depuis 1985, le taux de croissance annuel moyen des dépenses n'atteint que 4,9% (au nombre indice 100) ce qui témoigne d'une évolution plus lente des dépenses que dans les principales autres branches de la sécurité sociale.

Concernant la section agricole et forestière, les dépenses courantes se chiffrent en 2003 à 7 171,31 milliers EUR par rapport à 4 734,39 milliers EUR en recettes et 2 436,92 milliers EUR en rôles à établir.

2.2. Les dépenses courantes

En 2003, les prestations cumulées des deux sections atteignent 173 855,16 milliers EUR et représentent 92% du total des dépenses. Elles sont en progression de 2,3% au nombre indice 100 par rapport à 2002.

Tableau 3. - Les opérations courantes de l'assurance accidents (en milliers EUR)

Année	AAI			AAA			Total		
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde
1975	28 507,76	33 961,41	5 453,66	2 330,20	1 363,41	-966,78	30 837,95	35 324,83	4 486,87
1980	46 033,83	49 677,86	3 644,03	3 693,61	2 206,25	-1 487,36	49 727,44	51 884,11	2 156,67
1985	65 419,10	74 467,21	9 048,11	4 883,50	2 974,72	-1 908,78	70 302,60	77 441,94	7 139,33
1986	61 428,02	72 831,12	11 403,10	5 329,71	3 148,25	-2 181,46	66 757,73	75 979,37	9 221,64
1987	63 733,43	71 814,75	8 081,33	5 528,03	3 123,46	-2 404,57	69 261,45	74 938,21	5 676,76
1988	66 584,20	72 855,91	6 271,71	5 751,13	3 197,83	-2 553,30	72 335,33	76 053,73	3 718,40
1989	70 525,71	82 722,07	12 196,36	6 370,86	3 396,14	-2 974,72	76 896,57	86 118,21	9 221,64
1990	74 541,58	86 415,68	11 874,10	6 519,60	3 644,03	-2 875,56	81 061,18	90 059,72	8 998,53
1991	82 424,60	86 961,05	4 536,45	6 643,55	3 891,93	-2 751,62	89 068,14	90 852,98	1 784,83
1992	90 778,61	97 174,26	6 395,65	7 015,39	4 115,03	-2 900,35	97 794,00	101 289,29	3 495,30
1993	95 538,16	108 403,84	12 865,67	7 610,33	4 362,93	-3 247,41	103 148,50	112 766,76	9 618,27
1994	103 222,86	109 246,68	6 023,81	7 089,75	4 486,87	-2 602,88	110 312,62	113 733,55	3 420,93
1995	110 287,83	127 342,90	17 055,07	7 635,12	4 685,19	-2 949,93	117 922,95	132 028,09	14 105,14
1996	119 410,31	127 243,75	7 833,44	7 883,01	4 536,45	-3 346,56	127 293,32	131 780,20	4 486,87
1997	124 888,76	113 931,86	-10 956,89	7 684,70	4 635,61	-3 049,09	132 573,46	118 567,47	-14 005,98
1998	127 107,43	125 049,24	-2 058,19	7 701,48	3 742,47	-3 959,01	134 808,91	128 791,72	-6 017,19
1999	136 068,68	135 478,22	-590,46	6 289,13	3 572,57	-2 716,57	142 357,81	139 050,79	-3 307,02
2000	146 697,02	144 836,63	-1 860,39	6 401,23	3 581,86	-2 819,37	153 098,25	148 418,49	-4 679,76
2001	162 746,90	168 589,14	5 842,24	6 287,55	3 704,52	-2 583,03	169 034,45	172 293,66	3 259,21
2002	172 330,77	185 959,31	13 628,54	7 357,75	4 594,20	-2 763,55	179 688,52	190 553,51	10 864,99
2003	181 911,39	206 182,60	24 271,21	7 171,31	4 734,39	-2 436,92	189 082,70	210 916,99	21 834,29

Les frais d'administration, au nombre indice 100, ont connu une augmentation de 4% en 2003. Ils représentent une part de 5,8% dans les dépenses courantes.

Tableau 4. - La structure des dépenses courantes (en milliers EUR)

	AAI	AAA	Total	En % du total
Frais d'administration	10 518,27	378,75	10 897,02	5,8%
Prestations en espèces	138 684,31	5 874,74	144 559,05	76,5%
- Indemnités pécuniaires	18 284,41	7,72	18 292,13	-
- Rentes	90 707,81	5 835,13	96 542,94	-
- Rachats et autres	29 692,10	31,89	29 723,99	-
Prestations en nature	28 459,52	836,59	29 296,10	15,5%
Dépenses diverses	4 249,28	81,23	4 330,51	2,3%
TOTAL	181 911,39	7 171,31	189 082,70	100,0%

2.3. Les recettes courantes

L'assurance accidents est financée à raison de 80% par des cotisations, de 14.5% par les contributions publiques et de 5.5% par les revenus de la fortune et les recettes diverses. Remarquons que parmi les contributions publiques figure également la prise en charge intégrale des prestations allouées dans le cadre des régimes spéciaux.

Les cotisations au nombre indice 100 ont augmenté par rapport à 2002 de 9.5% pour la section industrielle.

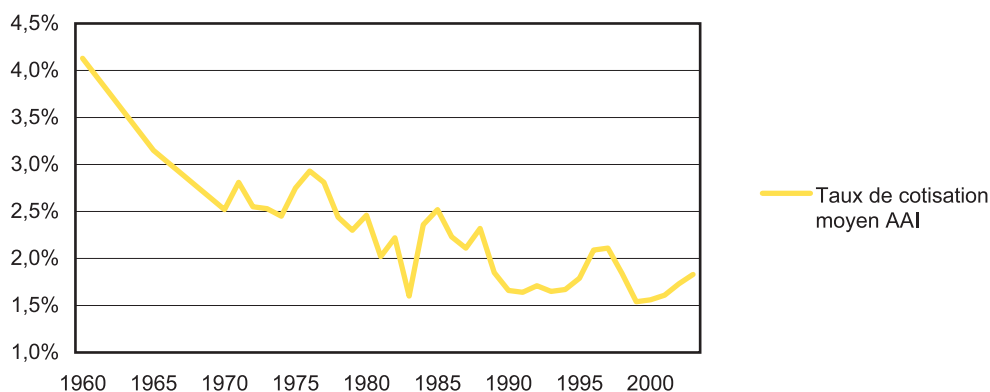
Tableau 5. - La structure des recettes courantes (en milliers EUR)

	AAI	AAA	Total	En % du total
Cotisations	168 709,73	-	168 709,73	80,0%
Participation de l'Etat	25 970,93	4 587,07	30 558,00	14,5%
Produits financiers et recettes diverses	11 501,94	147,32	11 649,26	5,5%
TOTAL	206 182,60	4 734,39	210 916,99	100,0%

Etant donné que les taux de cotisation de la section industrielle sont refixés annuellement pour chaque position du tarif, il est intéressant d'analyser l'évolution du taux de cotisation moyen. Ce taux de cotisation moyen est obtenu en divisant le montant des dépenses à charge des cotisants par la masse des salaires cotisables.

Le taux de cotisation moyen a augmenté depuis le début des années 90 pour atteindre un maximum de 2,11% en 1997 pour retomber ensuite et se situer au plus bas à 1,54% en 1999. Depuis, ce taux augmente de nouveau et en 2003 il a continué son mouvement à la hausse pour afficher une valeur de 1,83%.

Graphique 4. - Evolution du taux de cotisation moyen de l'AAI



Partie statistique

Section 1 - Association d'assurance contre les accidents - section industrielle (AAI)

1.1. Le régime général

1.1.1. Affiliation

Tableau 1. - Evolution du nombre des entreprises affiliées et du total des salaires cotisables
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Exercice	Nombre des entreprises et des employeurs affiliés		Salaires cotisables		Moyenne annuelle de l'indice du coût de la vie	
	Nombres absolus	Base 100 pour 1960	Montants	Base 100 pour 1960	Indice moyen	Base 100 pour 1960
1960	13 115	100,0	198 076 780,04	100,0	130,00	100,0
1965	13 694	104,4	297 313 906,63	150,1	143,96	110,7
1970	14 033	107,0	451 228 487,20	227,8	166,67	128,2
1975	13 711	104,5	938 912 665,67	474,0	236,19	181,7
1980	14 538	110,9	1 433 141 085,45	723,5	319,48	245,8
1985	12 275	93,6	2 086 844 446,09	1 053,6	416,31	320,2
1990	14 466	110,3	3 191 203 847,63	1 611,1	457,86	352,2
1991	15 113	115,2	3 561 286 247,98	1 797,9	474,13	364,7
1992	15 811	120,6	3 992 692 089,22	2 015,7	490,02	376,9
1993	16 590	126,5	4 535 164 674,18	2 289,6	505,37	388,7
1994	17 420	132,8	4 844 679 775,04	2 445,9	521,18	400,9
1995	18 287	139,4	5 161 645 819,00	2 605,9	530,94	408,4
1996	19 366	147,7	5 387 669 763,11	2 720,0	535,29	411,8
1997	20 393	155,5	5 758 171 844,95	2 907,0	547,56	421,2
1998	21 912	167,1	6 155 519 750,17	3 107,6	548,67	422,1
1999	23 040	175,7	6 677 594 077,15	3 371,2	554,38	426,4
2000	24 413	186,1	7 325 332 461,95	3 698,2	569,41	438,0
2001	25 806	196,8	8 193 248 861,33	4 136,4	587,24	451,7
2002	26 830	204,6	8 720 643 861,27	4 402,7	599,46	461,1
2003	27 744	211,5	9 199 513 447,45	4 644,4	611,92	470,7

Tableau 2. - Evolution du nombre des entreprises
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Exercice	Sans personnel	Entreprises	Ménages	Total	Radiations	Affiliations	Solde
1960	2 084	7 096	3 935	13 115	854	1 208	354
1965	2 204	6 982	4 508	13 694	683	953	270
1970	2 327	7 067	4 639	14 033	680	792	112
1975	2 059	7 245	4 407	13 711	439	1 168	729
1980	1 842	7 939	4 757	14 538	826	1 283	457
1985	-	9 087	3 188	12 275	1 797	1 610	-187
1986	-	9 327	3 225	12 552	1 321	1 598	277
1987	-	9 737	3 206	12 943	1 308	1 699	391
1988	-	10 147	3 334	13 481	1 318	1 856	538
1989	-	10 606	3 383	13 989	1 354	1 862	508
1990	-	11 014	3 452	14 466	1 475	1 952	477
1991	-	11 496	3 617	15 113	1 512	2 159	647
1992	-	12 037	3 774	15 811	1 593	2 291	698
1993	-	12 522	4 068	16 590	1 601	2 380	779
1994	-	13 079	4 341	17 420	2 150	2 980	830
1995	-	13 620	4 667	18 287	2 285	3 152	867
1996	-	14 359	5 007	19 366	2 164	3 143	979
1997	-	15 033	5 360	20 393	1 027	3 007	1 980
1998	-	17 097	4 815	21 912	1 685	3 204	1 519
1999	-	17 912	5 128	23 040	2 717	3 845	1 128
2000	-	18 666	5 747	24 413	2 511	3 884	1 373
2001	-	19 463	6 343	25 806	2 511	4 069	1 558
2002	-	19 980	6 850	26 830	2 876	3 900	1 024
2003	-	20 382	7 362	27 744	2 708	3 622	914

1.1.2. Accidents

Tableau 3. - Evolution des accidents déclarés

Exercice	Accidents du travail		Accidents de trajet		Maladies professionnelles		Total des accidents	Base 100 pour 1960	Total des cas mortels
	Nombre	dont cas mortels	Nombre	dont cas mortels	Nombre	dont cas mortels			
1960	21 511	18	1 422	8	48	-	22 981	100,0	26
1965	21 743	25	1 430	9	48	-	23 221	101,0	34
1970	19 007	24	1 305	18	48	1	20 360	88,6	43
1975	16 678	34	1 317	11	50	1	18 045	78,5	46
1980	15 510	17	1 403	8	72	-	16 985	73,9	25
1981	14 971	21	1 547	10	81	2	16 986	73,9	33
1982	14 652	13	1 738	4	89	-	16 987	73,9	17
1983	13 975	16	1 310	7	108	-	16 988	73,9	23
1984	14 533	14	1 563	7	105	-	16 989	73,9	21
1985	15 150	20	2 056	6	143	-	17 349	75,5	26
1986	15 534	12	1 984	8	121	-	17 639	76,8	20
1987	15 965	17	2 265	11	149	-	18 379	80,0	28
1988	16 337	16	2 478	12	117	-	18 932	82,4	28
1989	17 122	20	2 678	11	253	-	20 053	87,3	31
1990	18 158	12	2 976	9	153	-	21 287	92,6	21
1991	18 245	12	3 556	12	167	-	21 968	95,6	24
1992	18 977	15	3 381	9	160	-	22 518	98,0	24
1993	18 276	15	3 732	11	146	-	22 154	96,4	26
1994	17 520	8	3 587	14	91	-	21 198	92,2	22
1995	17 800	11	4 090	12	75	3	21 965	95,6	26
1996	17 955	16	4 878	10	99	1	22 932	99,8	27
1997	18 505	14	4 491	8	95	-	23 091	100,5	22
1998	19 664	10	4 793	9	102	-	24 559	106,9	19
1999	20 401	7	5 568	8	109	3	26 078	113,5	18
2000	21 144	16	5 680	16	135	-	26 959	117,3	32
2001	21 621	16	6 399	16	169	1	28 189	122,7	33
2002	21 963	7	6 488	5	218	2	28 669	124,8	14
2003	21 592	9	6 369	10	275	1	28 236	122,9	20

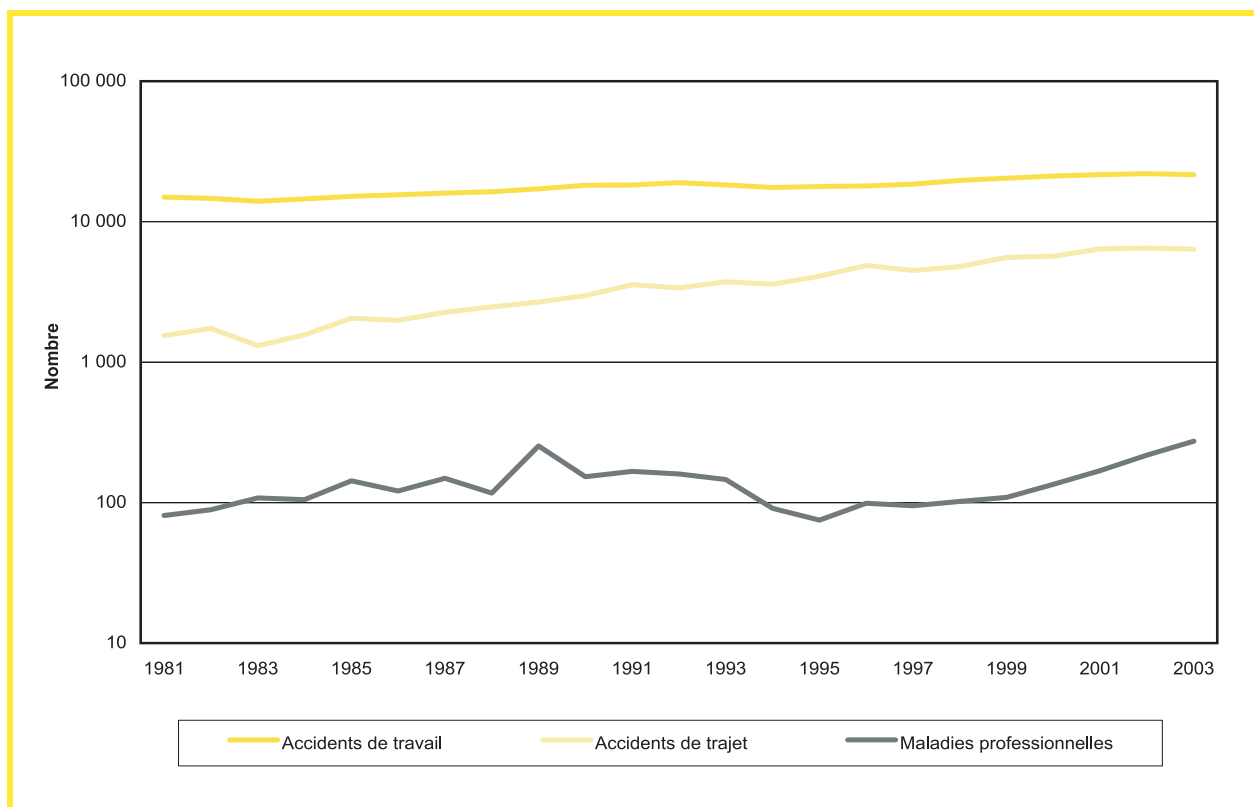
Graphique 1. - Evolution du nombre des accidents déclarés depuis 1980
(échelle logarithmique)

Tableau 4. - Classification des accidents reconnus selon la classe de risques

Classe	Libellé	Nombre de salariés-unité*)	Accidents	
			Nombre	En % du total
1	Commerce, alimentation, et autres activités non classées ailleurs	86 843	8 558	33,0
2	Assurances, banques, bureaux d'études etc.	55 031	1 582	6,1
3	Chimie, textile, papier (Fabrication d'objets en caoutchouc, en matières synthétiques, de textiles)	11 470	1 116	4,3
4	Travail des métaux et du bois (Fabrication, traitement, etc. d'objets en métal, Fabriques de machines, Réparation et entretien machines et véhicules, Scieries et fabriques d'objets en bois et en matières synthétiques)	13 700	2 239	8,6
5	Sidérurgie	4 627	393	1,5
6	Bâtiment, gros-oeuvre; travail des minéraux	14 032	3 184	12,3
7	Travaux de toiture et travaux sur toit	1 748	554	2,1
8	Aménagement et parachèvement de bâtiments (Façades, isolations, plâtreries, peinture et vitrerie, revêtement de sols, menuiseries pour bâtiment)	6 079	1 176	4,5
9	Equipements techniques du bâtiment notamment: travaux d'installations électriques, de gaz et eau etc...	7 161	1 443	5,6
10	Abrogée	-	-	-
11	Travailleurs intellectuels indépendants	5 676	34	0,1
12	Etat (y compris bénéficiaires d'allocations de chômage)	11 631	748	2,9
13	Communes	5 350	717	2,8
14	Transport terrestre, fluvial, et maritime	15 380	1 573	6,1
15	Aviation	3 366	415	1,6
16	Distribution de l'énergie et de l'eau	1 012	107	0,4
17	Entreprises de radio-télédiffusion, théâtres et cinémas, carrousels etc....	809	23	0,1
18	Ateliers de précision (Horlogeries, bijouteries, photographes, laboratoires dentaires, rémouleurs)	3 097	304	1,2
19	Fabrication faïences et verre etc.	1 886	133	0,5
20	Fabrication par voie humide d'objets en ciment	676	153	0,6
21	Fabrication ciment, chaux, gypse et dolomie	234	30	0,1
22	Travail intérimaire	4 814	1 446	5,6
TOTAL		254 622	25 928	100,0

*) Salarié-unité désigne le total des heures de travail prestées dans les entreprises assurées divisé par 2080.

Tableau 5. - **Classification des accidents reconnus par rapport à 100 salariés-unité selon le groupe du tarif des risques**

Classe	Libellé	Nombre d'accidents par 100 salariés-unité *)
		2003
1	Commerce, alimentation, et autres activités non classées ailleurs	9,9
2	Assurances, banques, bureaux d'études etc.	2,9
3	Chimie, textile, papier (Fabrication d'objets en caoutchouc, en matières synthétiques, de textiles)	9,7
4	Travail des métaux et du bois (Fabrication, traitement, etc. d'objets en métal, Fabriques de machines, Réparation et entretien machines et véhicules, Scieries et fabriques d'objets en bois)	16,3
5	Sidérurgie	8,5
6	Bâtiment, gros-oeuvre; travail des minéraux	22,7
7	Travaux de toiture et travaux sur toit	31,7
8	Aménagement et parachèvement de bâtiments (Façades, isolations, plâtreries, peinture et vitrerie, revêtement de sols, menuiseries pour bâtiment)	19,3
9	Equipements techniques du bâtiment notamment: travaux d'installations électriques, de gaz et eau etc...	20,2
10	Abrogée	-
11	Travailleurs intellectuels indépendants	0,6
12	Etat (y compris bénéficiaires d'allocations de chômage)	6,4
13	Communes	13,4
14	Transport terrestre, fluvial, et maritime	10,2
15	Aviation	12,3
16	Distribution de l'énergie et de l'eau	10,6
17	Entreprises de radio-télédiffusion, théâtres et cinémas, carrousels etc....	2,8
18	Ateliers de précision (Horlogeries, bijouteries, photographes, laboratoires dentaires, rémouleurs)	9,8
19	Fabrication faïences et verre etc.	7,1
20	Fabrication par voie humide d'objets en ciment	22,6
21	Fabrication ciment, chaux, gypse et dolomie	12,8
22	Travail intérimaire	30,0
MOYENNE		13,3

*) Salarié-unité désigne le total des heures de travail prestées dans les entreprises assurées divisé par 2080.

Tableau 6. - **Classification des accidents reconnus selon l'âge de la victime** (en 2003)

Accidents	Age de la victime											Total des accidents
	0-20	21-25	26-30	31-35	36-40	41-45	46-50	51-55	56-60	61-65	>= 66	
Nombre	1 476	3 750	4 052	4 521	4 309	3 248	2 340	1 638	476	101	17	25 928
en % du total	5,7	14,5	15,6	17,4	16,6	12,5	9,0	6,3	1,8	0,4	0,1	100,0

1.1.3. Prestations du régime général

1.1.3.1. Nombre des rentes

Tableau 7. - Evolution du nombre des rentes (situation au 31 décembre de chaque exercice)

Exercice	Rentés temporaires		Rentés viagers					Base 100 pour 1960	Total des rentes
	Nombre	Base 100 pour 1960	Blessés	Conjoints survivants	Orphelins	Ascendants	Total		
1960	3 874	100,0	5 091	721	272	101	6 185	100,0	10 059
1965	3 362	86,8	5 744	754	307	95	6 900	111,6	10 262
1970	3 023	78,0	5 721	783	371	73	6 948	112,3	9 971
1975	2 529	65,3	6 224	791	411	62	7 488	121,1	10 017
1980	2 405	62,1	6 308	798	365	44	7 515	121,5	9 920
1985	2 475	63,9	6 154	763	216	31	7 164	115,8	9 639
1986	2 513	64,9	6 320	776	203	28	7 327	118,5	9 840
1987	2 843	73,4	6 617	767	241	25	7 650	123,7	10 493
1988	2 200	56,8	6 393	756	244	25	7 418	119,9	9 618
1989	2 332	60,2	6 330	748	231	26	7 335	118,6	9 667
1990	2 325	60,0	6 496	744	227	21	7 488	121,1	9 813
1991	3 170	81,8	6 583	740	230	21	7 574	122,5	10 744
1992	2 003	51,7	6 901	735	244	18	7 898	127,7	9 901
1993	1 986	51,3	7 374	733	260	18	8 385	135,6	10 371
1994	1 860	48,0	7 554	735	255	16	8 560	138,4	10 420
1995	1 792	46,3	7 751	729	247	14	8 741	141,3	10 533
1996	1 731	44,7	8 055	726	254	14	9 049	146,3	10 780
1997	1 785	46,1	8 827	732	269	14	9 842	159,1	11 627
1998	1 954	50,4	8 787	720	273	12	9 792	158,3	11 746
1999	1 844	47,6	9 123	714	283	12	10 132	163,8	11 976
2000	1 517	39,2	10 093	726	276	10	11 105	179,5	12 622
2001	1 037	26,8	10 782	721	268	9	11 780	190,5	12 817
2002	796	20,5	11 081	709	265	7	12 062	195,0	12 858
2003	675	17,4	12 100	719	280	7	13 106	211,9	13 781

Assurance
accidents

Tableau 8. - Répartition des rentes viagers par catégories de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail au 31 décembre 2003

Pourcentage de l'incapacité de travail	Nombre des rentes	En % du total
1-9	4 227	32,3
10-19	4 444	33,9
20-29	1 686	12,9
30-39	807	6,2
40-49	369	2,8
50-59	181	1,4
60-69	121	0,9
70-79	95	0,7
80-89	66	0,5
90-99	14	0,1
100	61	0,5
<i>Rentes d'impotence (125%)</i>	29	0,2
Total blessés	12 100	92,3
Conjoints survivants	719	5,5
Orphelins	280	2,1
Ascendants	7	0,1
TOTAL	13 106	100,0

Tableau 9. - Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions légales prévues aux articles 102 et 113 du CAS

Répartition des rachats en 2003	Nombre des rachats
a) Rachats de rentes inférieures à 10% (art. 113, al. 1er du CAS)	1 234
b) Rachats de rentes supérieures aux précédentes (art. 113, al. 2 du CAS)	188
c) Indemnités globales payées à des conjoints survivants (art.102, al. final du CAS)	5
d) Indemnités de remariage	-
TOTAL	1 427

1.1.3.2. Prestations payées

Tableau 10. - Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions légales prévues aux articles 102 et 113 du CAS

Répartition des rachats en 2003	Montants des rachats
a) Rachats de rentes inférieures à 10% (art. 113, al. 1er du CAS)	20 367 086,67
b) Rachats de rentes supérieures aux précédentes (art. 113, al. 2 du CAS)	8 141 368,58
c) Indemnités globales payées à des conjoints survivants (art.102, al. final du CAS)	55 564,67
d) Indemnités de remariage	-
TOTAL	28 564 019,92

Tableau 11. - Evolution des prestations

	2002	2003
A. Prestations en espèces	125 602 702,19	133 966 558,49
1. <i>Accidents de travail</i>	103 585 905,72	111 164 314,44
- indemnités pécuniaires	15 091 148,57	16 271 393,81
- rentes - part fondamentale	42 544 371,61	43 889 378,41
- rentes - part réévaluée et ajustée	24 992 569,22	26 931 163,01
- rachats de rentes - part fondamentale	18 532 526,04	21 173 302,31
- rachats de rentes - part réévaluée	2 425 290,28	2 899 076,90
2. <i>Accidents de trajet</i>	19 039 363,20	19 459 000,52
- indemnités pécuniaires	1 605 086,10	1 885 803,86
- rentes - part fondamentale	8 561 876,84	8 982 089,55
- rentes - part réévaluée et ajustée	3 976 177,93	4 353 203,14
- rachats de rentes - part fondamentale	4 389 052,14	3 690 861,35
- rachats de rentes - part réévaluée	507 170,19	547 042,62
3. <i>Maladies professionnelles</i>	2 976 419,17	3 342 371,76
- indemnités pécuniaires	54 705,00	34 084,90
- rentes - part fondamentale	1 498 857,87	1 619 021,85
- rentes - part réévaluée et ajustée	1 222 531,07	1 435 528,27
- rachats de rentes - part fondamentale	180 396,03	208 920,38
- rachats de rentes - part réévaluée	19 929,20	44 816,36
4. <i>Autres secours</i>	1 014,10	871,77
- intérêts moratoires sur indem. pécun.	72,21	-
- prestations C.E. -maladies professionnelles	941,89	871,77

Tableau 11. - Evolution des prestations (suite)

	2002	2003
B. Prestations en nature	26 043 345,91	25 394 239,30
1. <i>Accidents de travail</i>	17 283 283,96	16 429 247,46
- Soins médicaux	3 601 618,92	3 952 453,63
- Soins médico-dentaires	83 502,89	78 786,31
- Frais de voyage et de transport	458 888,98	436 971,38
- Frais pharmaceutiques	1 028 446,39	1 113 535,31
- Forfaits chirurgicaux	-	-
- Soins des autres professions de santé	1 245 363,92	1 417 650,84
- Frais hospitalisations	7 931 458,98	7 932 785,43
- Rééducation et cures	1 194 207,46	69 339,21
- Autres prestations	999 088,05	1 041 789,65
- Dégâts matériels	573 794,23	276 246,23
- Subventions aux blessés	67 008,47	77 510,97
- Prestations de décès	24 639,60	21 999,32
- Prestations bénévoles	75 266,07	10 179,18
2. <i>Accidents de trajet</i>	8 661 756,43	8 865 478,72
- Soins médicaux	907 684,99	849 678,83
- Soins médico-dentaires	14 977,38	9 451,46
- Frais de voyage et de transport	109 530,02	160 221,79
- Frais pharmaceutiques	260 298,42	220 055,79
- Forfaits chirurgicaux	-	-
- Soins des autres professions de santé	259 499,59	359 027,46
- Frais hospitalisations	1 569 794,05	1 785 162,92
- Rééducation et cures	185 484,94	16 365,13
- Autres prestations	315 360,80	310 222,01
- Dégâts matériels	4 999 311,61	5 136 954,45
- Subventions aux blessés	6 640,00	6 640,00
- Prestations de décès	21 154,06	6 966,43
- Prestations bénévoles	12 020,57	4 732,45
3. <i>Maladies professionnelles</i>	98 305,52	99 513,12
- Soins médicaux	21 392,26	17 331,96
- Soins médico-dentaires	-	188,12
- Frais de voyage et de transport	933,09	522,85
- Frais pharmaceutiques	32 113,11	32 639,53
- Forfaits chirurgicaux	-	-
- Soins des autres professions de santé	3 778,82	2 521,94
- Frais hospitalisations	31 054,95	38 247,37
- Rééducation et cures	132,70	689,68
- Autres prestations	2 646,51	2 441,57
- Dégâts matériels	-	-
- Subventions aux blessés	-	-
- Prestations de décès	6 240,60	4 930,10
- Prestations bénévoles	13,48	-
TOTAL	151 646 048,10	159 360 797,79

1.1.4. Données financières

Tableau 12. - Evolution des principales catégories de dépenses

Exercice	Prestations en espèces ¹⁾	Prestations en nature	Frais d'administration et divers ²⁾	Contributions aux réserves et à l'amortissement	Dépenses courantes	Base 100 pour 1960
1960	6,76	0,63	0,68	2,16	10,23	100,00
1965	8,16	0,81	0,92	1,90	11,78	115,22
1970	12,22	1,00	1,24	1,20	15,66	153,19
1975	23,74	2,06	2,33	6,08	34,21	334,52
1980	35,34	3,87	3,48	7,66	50,36	492,46
1985	44,89	5,75	11,93	9,05	71,61	700,32
1986	46,07	6,62	5,56	11,41	69,66	681,19
1987	46,33	8,08	5,82	17,25	77,48	757,75
1988	49,79	7,49	5,76	16,28	79,32	775,73
1989	51,75	8,46	6,18	14,62	81,01	792,19
1990	53,94	9,24	6,98	16,55	86,72	848,05
1991	59,99	10,58	7,14	10,85	88,56	866,08
1992	66,73	11,12	7,76	6,44	92,05	900,17
1993	70,94	11,05	8,10	13,47	103,56	1 012,78
1994	76,45	11,42	7,88	11,76	107,51	1 051,35
1995	80,13	12,60	8,52	14,38	115,62	1 130,72
1996	82,77	20,48	9,17	26,80	139,22	1 361,48
1997	87,75	19,90	9,32	9,52	126,50	1 237,04
1998	92,49	18,55	9,18	18,65	138,87	1 358,11
1999	98,13	21,22	8,86	20,49	148,70	1 454,23
2000	107,32	22,18	9,19	-	138,69	1 356,32
2001	120,56	24,08	9,71	5,84	160,19	1 566,56
2002	127,71	26,04	9,86	13,63	177,24	1 733,30
2003	136,23	25,39	11,97	24,27	197,86	1 934,95

1) Y compris maladies professionnelles et transferts. Nouvelle ventilation entre prestations en espèces et prestations en nature d'après le plan comptable uniforme à partir de 1979.

2) Y compris loyer à charge de l'Etat.

Tableau 13. - Evolution des principales catégories de recettes

Exercice	Cotisations ¹⁾	Revenus de la fortune ²⁾	Participation de l'Etat ²⁾	Recettes diverses ³⁾	Transferts	Recettes courantes	Base 100 pour 1960
1960	8,28	0,65	0,67	0,57	0,06	10,23	100,00
1965	9,51	1,16	0,79	0,27	0,05	11,78	115,22
1970	11,52	1,66	1,91	0,48	0,09	15,66	153,19
1975	26,09	2,05	4,36	1,56	0,15	34,21	334,52
1980	35,81	4,53	6,75	3,10	0,18	50,36	492,46
1985	53,34	7,11	8,78	2,19 ⁴⁾	0,20	71,61	700,32
1986	50,66	7,69	9,13	1,98	0,20	69,66	681,19
1987	48,27	7,68	9,34	12,01	0,17	77,48	757,75
1988	49,91	7,63	9,57	12,05	0,17	79,32	775,73
1989	55,41	9,89	10,11	5,42	0,17	81,01	792,19
1990	56,71	12,66	10,78	6,42	0,15	86,72	848,05
1991	54,33	12,83	11,30	9,95	0,16	88,56	866,08
1992	64,32	13,34	11,84	2,41	0,15	92,06	900,27
1993	74,64	12,57	12,74	4,11	0,16	104,21	1 019,10
1994	77,38	8,84	12,65	8,37	0,13	107,37	1 050,01
1995	93,25	8,29	13,22	4,03	0,11	118,91	1 162,84
1996	94,34	5,96	13,31	23,24	0,12	136,97	1 339,50
1997	82,44	5,81	13,81	24,25	0,11	126,41	1 236,24
1998	93,38	5,84	13,84	25,15	0,11	138,32	1 352,68
1999	103,01	4,90	13,50	25,14	0,12	146,67	1 434,33
2000	114,59	6,79	14,09	5,57	0,11	141,15	1 380,36
2001	132,16	7,13	15,57	5,14	0,08	160,08	1 565,48
2002	151,35	5,60	15,82	4,50	0,09	177,36	1 734,47
2003	169,17	4,52	17,25	7,03	0,09	198,06	1 936,90

1) Y compris rôles spéciaux, amendes d'ordre et intérêts moratoires.

2) Y compris loyer remboursé par l'Etat.

3) Y compris les cotisations d'équilibre et les opérations sur réserves, le cas échéant.

4) Y compris 0,62 mio. EUR pour prélèvement aux provisions pour prestations à liquider.

Tableau 14. - Evolution du taux moyen de cotisation

Exercice	Nombre indice moyen (1)	Nombre des affaires reconnues (2)	Salaires déclarés (3)	Dépenses à charge des cotisants (4)	Rapport (4)/(3) en % (5)
1975	236,19	16 828	938,91	25,82	2,75
1980	319,48	16 070	1 433,14	35,19	2,46
1985	416,31	16 127	2 086,84	52,55	2,52
1986	424,43	16 828	2 256,74	50,34	2,23
1987	428,67	17 493	2 406,76	50,76	2,11
1988	429,56	17 873	2 568,29	59,66	2,32
1989	443,04	18 532	2 879,75	53,26	1,85
1990	457,86	19 750	3 191,20	53,00	1,66
1991	475,10	20 593	3 561,29	58,26	1,64
1992	490,03	21 092	3 992,69	68,22	1,71
1993	505,37	20 794	4 535,16	74,82	1,65
1994	521,18	20 205	4 844,68	81,54	1,68
1995	530,94	20 658	5 161,65	92,47	1,79
1996	535,29	21 902	5 387,67	112,57	2,09
1997	547,56	21 986	5 757,95	121,21	2,11
1998	548,67	23 306	6 155,52	113,56	1,84
1999	554,38	25 540	6 677,59	102,77	1,54
2000	569,41	25 445	7 325,33	114,34	1,56
2001	587,24	26 472	8 193,25	131,84	1,61
2002	599,46	26 856	8 720,64	150,92	1,73
2003	611,92	25 928	9 199,51	168,71	1,83

Tableau 15. - Classes de risques et taux de cotisation 2003

Classes de risque	Entreprises	Taux 2003
1	Commerce, alimentation, articles de consommation et autres activités non classées ailleurs, notamment: Commerce en détail et en gros. Fabrication de produits alimentaires et de consommation. Travaux agricoles et forestiers; aménagement de parcs et jardin. Etablissements'occupant du soin des malades. Activités d'éducation, d'enseignement et de formation.	1,73%
2	Assurances, banques, bureaux d'études et établissements à activités analogues	0,71%
3	Chimie, textile et papier, notamment: Industries chimiques. Fabrication d'objets en caoutchouc et en matières synthétiques. Fabrication de textiles. Imprimeries et travail du papier et du carton	1,79%
4	Travail des métaux et du bois, notamment: Fabrication, traitement, transformation et usinage d'objets en métal. Fabriques de machines et d'équipements y compris les équipements électriques et électroniques. Réparation et entretien de véhicules et machines. Scieries et fabriques d'objets en bois et en matières synthétiques.	2,67%
5	Sidérurgie	2,55%
6	Bâtiment, gros oeuvres, travail des minéraux, notamment: Travaux de construction (pierre, acier, bois,...), de transformation, de réparation, de démolition et de terrassement. Carrières, sablières y compris le traitement des produits extraits	5,71%
7	Travaux de toiture et travaux sur toit	6,00%
8	Aménagement et parachèvement, notamment: façades, isolations, plâtreries, peinture et vitreries, revêtement de sols, menuiseries pour bâtiments	4,23%
9	Equipements techniques du bâtiment notamment: travaux d'installations électriques, de gaz et eau etc...	3,18%
10	Abrogée	-
11	Travailleurs intellectuels indépendants	0,81%
12	Etat, toutes activités à l'exception de celles exercées par les personnes jouissant d'un régime spécial de pension de retraite. Bénéficiaires d'allocations de chômage	1,14%
13	Communes, toutes activités à l'exception de celles exercées par les personnes jouissant d'un régime spécial de pension de retraite	2,28%
14	Transport par route, par voie fluviale ou maritime ainsi que par voie ferrée de personnes ou de marchandises y compris l'entreposage	2,46%
15	Aviation	1,73%
16	Production et distribution d'énergie	1,70%
17	Entreprises de radio- et télédiffusion, théâtres et cinémas, carrousels, établissements de tir	0,66%
18	Ateliers de précision à risque minime, horlogeries, bijouteries, joailleries, photographes, laboratoires dentaires, rémouleurs, entretien et réparation de machines de bureau, fabrication d'articles orthopédiques etc	1,69%
19	Fabrication de faïences et de produits céramiques; briques, tuiles et autres objets par cuisson; fabrication de verre	1,70%
20	Fabrication par voie humide d'objets en ciment (carreaux, tuyaux, poteaux briques etc...)	5,19%
21	Fabrication de ciment, chaux, gypse, dolomie	2,71%
22	Travail intérimaire	6,00%

Assurance
accidents

1.2. Les régimes spéciaux

1.2.1. Accidents

Tableau 16. - Accidents du travail déclarés par les régimes spéciaux

Année	Fonctionnaires et employés publics			Militaires			Scolaires			Activités de secours			Mise au travail de bénéficiaires du RMG			Règlements UE			Mandataires publics			Activités bénévoles			Total		
	Nombre accidents	dont cas mortels		Nombre accidents	dont cas mortels		Nombre accidents	dont cas mortels		Nombre accidents	dont cas mortels		Nombre accidents	dont cas mortels		Nombre accidents	dont cas mortels		Nombre accidents	dont cas mortels		Nombre accidents	dont cas mortels		Nombre accidents	dont cas mortels	
1968	325	2		365	1		-	-		-	-		-	-		143	-		-	-		-	-		833	3	
1969	335	4		346	1		-	-		-	-		-	-		213	-		-	-		-	-		894	5	
1970	353	2		323	1		-	-		-	-		-	-		416	-		-	-		-	-		1 092	3	
1975	322	-		191	2		1 901	1		-	-		-	-		230	-		-	-		-	-		2 644	3	
1980	440	1		354	2		2 713	-		-	-		-	-		231	-		-	-		-	-		3 738	3	
1981	449	-		305	-		2 800	1		-	-		-	-		163	-		-	-		-	-		3 717	1	
1982	496	2		306	1		2 980	1		-	-		-	-		100	-		-	-		-	-		3 882	4	
1983	453	1		360	-		3 117	3		-	-		-	-		94	-		-	-		-	-		4 024	4	
1984	484	2		462	-		3 127	-		48	-		-	-		115	-		-	-		-	-		4 236	2	
1985	544	3		359	1		3 429	1		74	-		-	-		112	-		-	-		-	-		4 518	5	
1986	608	-		328	-		3 750	-		75	-		-	-		131	-		-	-		-	-		4 892	0	
1987	633	1		325	-		3 925	2		76	-		-	-		119	-		-	-		-	-		5 078	3	
1988	573	1		302	2		4 036	1		66	-		-	-		85	-		-	-		-	-		5 062	4	
1989	622	1		306	-		3 998	-		110	-		25	-		63	-		-	-		-	-		5 124	2	
1990	652	-		295	-		4 213	-		138	-		67	-		64	-		-	-		-	-		5 429	0	
1991	718	2		295	1		4 221	7		88	-		48	-		122	-		-	-		-	-		5 492	10	
1992	682	-		218	-		4 826	-		92	-		58	-		108	-		-	-		-	-		5 984	0	
1993	652	3		254	-		5 087	3		102	-		39	-		51	-		-	-		-	-		6 185	6	
1994	692	1		370	-		5 304	1		116	-		56	-		43	-		-	-		-	-		6 581	2	
1995	692	1		251	-		4 947	1		129	-		51	-		50	-		-	-		-	-		6 120	2	
1996	782	1		257	-		5 083	-		105	1		61	-		82	-		-	-		-	-		6 370	2	
1997	747	-		179	1		5 408	1		118	-		127	-		64	-		-	-		-	-		6 643	2	
1998	705	-		-*	-		5 392	-		141	-		114	-		86	-		3	-		8	-		6 449	0	
1999	869	-		-*	-		5 679	-		113	-		116	-		103	-		2	-		-	-		6 882	0	
2000	749	-		-*	-		5 316	-		115	-		38	-		86	-		1	-		4	-		6 309	0	
2001	842	1		-*	-		5 565	2		142	-		71	-		43	-		5	-		-	-		6 668	3	
2002	859	1		-*	-		5 613	-		125	-		107	-		77	-		2	-		2	-		6 785	1	
2003	908	-		-*	-		5 698	1		115	-		361	-		56	-		-	-		2	-		7 140	1	

* A partir du 1.1.1998, les volontaires au sens de la loi militaire sont intégrés dans le régime général.

1.2.2. Prestations des régimes spéciaux

1.2.2.1. Nombre des rentes

Tableau 17. - Répartition des rentes viagères par catégories de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail en 2003

Pourcentage de l'incapacité de travail	Nombre des rentes	En % du total
1-9	158	26,83
10-19	269	45,67
20-29	77	13,07
30-39	23	3,90
40-49	15	2,55
50-59	8	1,36
60-69	6	1,02
70-79	3	0,51
80-89	3	0,51
90-99	1	0,17
100	4	0,68
<i>Rentes d'impotence (125%)</i>	3	0,51
Total blessés	570	96,77
Conjoints survivants	13	2,21
Orphelins	6	1,02
Ascendants	-	-
TOTAL	589	100,00

1.2.2.2. Prestations payées

Tableau 18. - Evolution des prestations

	2002	2003
A. Prestations en espèces	5 373 445,50	4 717 756,88
- Assurance des fonctionnaires	3 110 742,91	2 465 596,42
- Assurance des employés communaux	531 505,98	510 456,78
- Assurances - para-état	126 581,74	163 226,51
- Assurance des scolaires	906 656,63	914 534,94
- Assurance des scolaires professionnels	57 854,63	76 514,43
- Assurance - travaux en régie	78 202,88	65 770,20
- Assurance - pompiers volontaires	313 689,96	202 435,12
- Assurance - protection civile et autres	110 496,59	104 666,75
- Assurance - mesures de mise au travail	127 544,61	145 365,56
- Assurance - mandataires publics	10 169,57	69 190,17
- actions bénévoles		
B. Prestations en nature	2 825 805,92	3 065 278,57
- Fonctionnaires	680 604,30	672 179,07
- Employés communaux	96 853,35	78 481,36
- Para-état	68 700,67	150 561,00
- Scolaires	1 780 243,06	1 900 878,83
- Scolaires professionnels	2 238,02	30 926,62
- Travaux en régie	7 811,00	-
- Pompiers volontaires	58 132,10	41 690,46
- Protection civile et autres	63 359,25	27 899,79
- Action de mise au travail	66 907,05	162 661,44
- Mandataires publics	957,12	-
TOTAL	8 199 251,42	7 783 035,45

1.3. Comptes financiers

Tableau 19. - Bilans comparés des exercices 2002 et 2003 (en EUR)

ACTIF		2002	2003
I. Valeurs immobilisées		919 946,57	802 829,38
Prêts gagés à plus d'un an		705 279,20	605 394,82
Prêts non gagés à plus d'un an		214 667,37	197 434,56
II. Comptes de tiers		81 535 642,90	110 508 846,14
A. Débiteurs		47 313 347,85	75 185 099,59
Cotisations, intérêts moratoires etc.		39 818 165,11	42 525 672,51
Débiteurs divers		7 495 182,74	32 659 427,08
B. Etat et autres collectivités publiques		13 362 259,22	8 702 120,97
Débiteur Etat:			
- prestations (régime général)		2 412 889,30	1 961 276,77
- cotisations		-	-
- frais d'administration		518 849,44	557 432,15
- divers		97 459,32	-
Collectivités publiques			
- Office des dommages de guerre		87 330,49	75 778,70
- Autres collectivités publiques (régimes spéciaux)		10 245 730,67	6 107 633,35
C. Organismes de sécurité sociale		56 719,77	25 781,74
D. Comptes de régularisation		20 803 316,06	26 595 843,84
Prestations payées d'avance:		5 650 177,54	5 772 560,15
Déb. Cotis. AM. Int. de retard à recevoir		-	3 482 291,27
Cotisations - acomptes à percevoir		14 863 496,13	17 109 184,74
Produits des intérêts courus		289 642,39	231 807,68
III. Comptes financiers		200 229 532,87	190 462 183,21
Placements et prêts à moins d'un an		157 954 567,19	184 504 567,19
Titres de placement et bons		5 107 846,08	5 107 846,08
Banques et chèques postaux		37 167 119,60	849 769,94
TOTAL DE L'ACTIF		282 685 122,34	301 773 858,73

Assurance
accidents

PASSIF		2002	2003
I. Capitaux permanents		216 991 364,36	241 262 573,11
Réserve légale		216 991 364,36	241 262 573,11
II. Comptes de tiers		65 693 757,98	29 512 284,42
A. Crédoiteurs		26 687 200,11	26 966 948,81
Frais d'administration		21 830,14	9 450,44
Prestations		11 801 873,84	9 848 313,63
Cotisations		14 863 496,13	17 109 184,74
Crédoiteurs divers		-	-
B. Organes et personnel		-	-
C. Etat grand-ducal		475 894,58	558 662,77
D. Organismes de sécurité sociale		2 234 575,65	1 986 672,84
E. Charges à payer		-	-
F. Produits perçus d'avance		36 296 087,64	-
III. Comptes financiers			30 999 001,20
Banque			30 999 001,20
TOTAL DU PASSIF		282 685 122,34	301 773 858,73

**Comptes d'exploitation de l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle
des exercices 2002 et 2003**

Tableau 20. - Etat détaillé des recettes (en EUR)

	2002	2003
I. Cotisations	150 923 711,52	168 709 727,58
Cotisations obligatoires normales	150 888 470,05	168 705 140,82
Cotisations volontaires	35 241,47	4 586,76
II. Participation de tiers	25 043 090,04	25 970 926,02
<i>A. Participation aux frais d'administration</i>	<i>5 704 261,65</i>	<i>6 030 012,09</i>
Participation de l'Etat (régime général)	5 102 247,49	5 476 812,22
Autres participations (régimes spéciaux)	602 014,16	553 199,87
<i>B. Participation dans les prestations</i>	<i>19 338 828,39</i>	<i>19 940 110,73</i>
Participation de l'Etat (ajustement et adaptation des rentes)	11 047 889,30	12 070 276,77
Participation des collectivités publiques	-	-
- Régimes spéciaux	8 203 608,60	7 794 055,26
- Dommages de guerre	87 330,49	75 778,70
<i>C. Participation à l'aloss</i>	<i>-</i>	<i>803,20</i>
III. Transferts de cotisations et de prestations provenant d'autres organismes d'assurance	30 380,86	105,19
IV. Revenus sur immobilisations	-	-
V. Bénéfice de réalisation sur titres et sur immeubles	-	-
VI. Produits divers en provenance de tiers	4 349 828,01	6 974 140,42
Recours contre tiers responsables	3 705 640,38	6 294 633,24
Intérêts de retard sur cotisations	398 498,58	433 190,73
Amendes d'ordre	28 848,49	22 328,08
Transferts internationaux	52 639,39	46 709,85
Retenues des pensions	146 454,87	158 545,68
Retenue pour placement dans un asile	17 746,30	18 732,84
Ret./Remboursement Ass. Dép.	-	-
VII. Produits financiers	5 600 824,66	4 521 025,68
Revenus sur valeurs luxembourgeoises	266 485,54	266 485,54
Revenus sur comptes courants	6 660,02	6 337,80
Revenus sur placements à moins d'un an	5 298 524,51	4 228 526,72
Revenus sur prêts	29 153,98	19 675,62
Plus-value sur conversion euro	0,61	-
VIII. Prélèvements aux provisions	-	-
IX. Recettes divers	11 481,40	6 672,30
TOTAL DES RECETTES COURANTES	185 959 316,49	206 182 597,19
X. Prélèvement sur réserves	-	-
XI. Cotisations d'équilibre	-	-
TOTAL GENERAL DES RECETTES	185 959 316,49	206 182 597,19

Tableau 21. - Etat détaillé des dépenses (en EUR)

	2002	2003
I. Frais d'administration	9 843 646,42	10 518 270,81
Frais de personnel	6 474 739,10	7 054 964,44
Frais de matériel et autres	1 240 927,28	1 367 952,62
Acquisitions nouvelles	28 348,97	35 106,89
Frais généraux d'administration à charge de l'organisme	1 000,00	1 000,00
Participation aux frais du Centre commun	1 927 326,78	1 959 071,27
Dépenses de prévention	144 581,47	78 243,53
Participation aux frais de la crèche	26 722,82	21 932,06
II. Prestations	159 845 299,52	167 143 833,24
<i>A. Prestations en espèces</i>	<i>130 976 147,69</i>	<i>138 684 315,37</i>
1. Indemnités pécuniaires	16 787 397,77	18 284 409,83
2. Rentes	86 205 394,83	90 707 805,57
3. Rachats de rentes	27 982 340,99	29 691 228,20
4. Autres secours en espèces	1 014,10	871,77
<i>B. Prestations en nature</i>	<i>28 869 151,83</i>	<i>28 459 517,87</i>
III. Transferts de cotisations à d'autres organismes	2 110 938,79	2 272 279,25
IV. Décharges	51 436,27	1 449 155,30
Décharges sur cotisations irrécouvrables	50 685,81	1 338 279,09
Décharges autres débiteurs	-	-
Extournes de cotisations indues	-	-
Décharges sur intérêts et amendes d'ordre	750,46	110 876,21
V. Frais de gestion du patrimoine	1 786,08	1 082,96
VI. Quote-part de l'Etat et des organismes dans la récupération de prestations et de frais d'administration	477 667,44	526 766,80
Recours contre tiers responsables	179 522,45	238 504,78
Frais d'administration	298 144,99	288 262,02
VII. Dépenses diverses	-	0,08
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	172 330 774,52	181 911 388,44
VIII. Dotations aux réserves	13 628 541,97	24 271 208,75
IX. Découvert en cotisations reporté	-	-
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	185 959 316,49	206 182 597,19

Tableau 22. - Evolution des rapports "Rôles à établir"/dépense totale et "Rôles à établir"/salaires déclarés

Exercice	Nombre indice moyen (1)	Dépense totale (2)	Rôles à établir*) (3)	Rapp. (3)/(2) en % (4)	Salaires déclarés (5)	Rapp. (3)/(5) en % (6)
1960	130,00	10,2	8,2	80,2%	198,1	4,13%
1965	143,96	11,9	9,4	78,6%	297,3	3,15%
1970	166,67	15,8	11,4	72,0%	451,2	2,52%
1975	236,19	34,6	25,8	74,6%	938,9	2,75%
1980	319,48	51,7	35,2	68,1%	1 433,1	2,46%
1985	416,31	67,5	43,1	63,9%	2 086,8	2,07%
1990	457,86	91,1	56,4	61,9%	3 191,2	1,77%
1995	530,94	127,4	92,4	72,6%	5 161,6	1,79%
1996	535,29	146,2	112,5	77,0%	5 387,7	2,09%
1997	547,56	134,4	121,1	90,1%	5 757,9	2,10%
1998	548,67	145,8	113,8	78,0%	6 155,5	1,85%
1999	554,38	156,6	102,6	65,5%	6 677,6	1,54%
2000	569,41	146,7	114,3	77,9%	7 325,3	1,56%
2001	587,24	168,6	131,8	78,2%	8 193,2	1,61%
2002	599,46	186,0	150,9	81,1%	8 720,6	1,73%
2003	611,92	206,2	167,4	81,2%	9 199,5	1,82%

*) Le poste "Rôles à établir" s'obtient en déduisant du total des "cotisations - rôles à établir" les rôles à décharger, les décharges pour cotisations irrécouvrables, les extournes pour cotisations indues et les crédateurs en cotisations.

Section 2 - Association d'assurance contre les accidents - section agricole et forestière (AAA)

2.1. Accidents

Tableau 1. - Répartition des accidentés en 2003 selon l'âge et le sexe

Age	Hommes		Femmes		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
0-20	29	4,60	4	0,63	33	5,23
21-25	44	6,97	3	0,48	47	7,45
26-30	26	4,12	2	0,32	28	4,44
31-35	55	8,72	13	2,06	68	10,78
36-40	48	7,61	10	1,58	58	9,19
41-45	70	11,09	16	2,54	86	13,63
46-50	59	9,35	19	3,01	78	12,36
51-55	40	6,34	16	2,54	56	8,87
56-60	35	5,55	9	1,43	44	6,97
61-65	30	4,75	5	0,79	35	5,55
66 ans et plus	77	12,20	21	3,33	98	15,53
TOTAL	513	81,30	118	18,70	631	100,00

2.2. Prestations

Tableau 2. - Evolution du nombre des rentes

Exercice	Rentes temporaires		Rentes viagères				Total	Base 100 pour 1960
	Nombre	Base 100 pour 1960	Blessés	Conjoints survivants	Orphelins	Ascendants		
1960	1 846	100,0	1 953	144	41	7	2 145	100,0
1965	(.)	(.)	3 540	139	32	4	3 715 ¹⁾	-
1970	674	36,5	2 609	131	28	1	2 769	129,1
1975	518	28,1	2 493	124	21	-	2 638	123,0
1980	455	24,6	2 613	112	14	-	2 739	127,7
1985	362	19,6	2 505	107	2	-	2 614	121,9
1986	365	19,8	2 481	98	3	-	2 582	120,4
1987	378	20,5	2 309	97	2	-	2 408	112,3
1988	362	19,6	2 338	93	3	-	2 434	113,5
1989	336	18,2	2 357	90	16	-	2 463	114,8
1990	301	16,3	2 372	82	16	-	2 470	115,2
1991	273	14,8	2 394	84	16	-	2 494	116,3
1992	241	13,1	2 391	81	14	-	2 486	115,9
1993	238	12,9	2 370	79	14	-	2 463	114,8
1994	226	12,2	2 358	78	18	-	2 454	114,4
1995	161	8,7	2 406	80	15	-	2 501	116,6
1996	146	7,9	2 392	81	15	-	2 488	116,0
1997	115	6,2	2 373	79	17	-	2 469	115,1
1998	97	5,3	2 152	70	14	-	2 236	104,2
1999	78	4,2	2 100	64	14	-	2 178	101,5
2000	55	3,0	2 061	62	12	-	2 135	99,5
2001	39	2,1	2 040	61	10	-	2 111	98,4
2002	30	1,6	1 997	62	10	-	2 069	96,5
2003	26	1,4	1 937	62	8	-	2 007	93,6

1) Y compris rentes temporaires.

Statistiques

Tableau 3. - Répartition des rentes viagères par catégorie de rentes et pour les rentes de blessés en fonction du pourcentage de l'incapacité de travail en 2003 avec indication de la charge annuelle (charge AAA + Charge Etat)

Incapacité de travail (%)	Nombre des rentes	En % du total	Dépense annuelle en rentes à charge de l'Association	Part de l'Etat dans la dépense annuelle en rentes	Dépense annuelle totale en rentes
1-9	176	8,8	28 958,34	79 780,18	108 738,52
10-19	824	41,1	285 260,06	693 541,46	978 801,52
20-29	490	24,4	347 789,81	1 152 755,61	1 500 545,42
30-39	227	11,3	212 427,66	652 565,10	864 992,76
40-49	108	5,4	139 409,05	435 395,20	574 804,25
50-59	57	2,8	88 518,44	258 525,52	347 043,96
60-69	28	1,4	36 864,17	194 730,71	231 594,88
70-79	11	0,5	23 098,63	75 195,50	98 294,13
80-89	5	0,2	6 465,24	52 504,32	58 969,56
90-100	10	0,5	17 667,96	76 732,54	94 400,50
Rentes d'impotence (125%)	1	0,0	4 111,32	43 351,14	47 462,46
Total blessés	1 937	96,5	1 190 570,68	3 715 077,28	4 905 647,96
Conjoints survivants	62	3,1	82 624,41	338 591,34	421 215,75
Orphelins	8	0,4	5 760,42	13 478,74	19 239,16
TOTAL	2 007	100,0	1 278 955,51	4 067 147,36	5 346 102,87

Tableau 4. - Répartition des rachats de rentes viagères suivant les dispositions législatives prévues à l'article 113 CAS

Répartition des rachats en 2003	Nombre	Valeur en capital
a) Rachat de rentes viagères de 1% à 9%	8	22 852,76
b) Rachat de rentes viagères supér. à 10%	7	9 034,64
c) Indemnités globales de conjoint survivant	-	-
TOTAL	15	31 887,40

2.3. Comptes financiers

Tableau 5. - Evolution du total des dépenses, de la part de l'Etat et du poste "Rôles à établir" (cotisations)

Exercice	Nombre indice moyen	Base 100 pour 1960	Nombre des accidents reconnus*)	Dépense totale**)	Part Etat***)	Rôles à établir
1960	130,00	100,0	3 415 (12)	0,93	0,12	0,76
1965	143,96	110,7	2 370 (10)	1,02	0,34	0,58
1970	166,67	128,2	2 185 (7)	1,36	0,69	0,55
1975	236,19	181,7	1 870 (6)	2,33	1,27	0,96
1980	319,48	245,8	1 580 (8)	3,70	2,14	1,48
1985	416,31	320,2	1 697 (8)	5,00	2,88	2,03
1986	424,43	326,5	1 623 (6)	5,43	3,05	2,28
1987	428,67	329,7	1 577 (4)	5,76	3,05	2,63
1988	429,56	330,4	1 572 (2)	6,31	3,11	3,12
1989	443,04	340,8	1 543 (1)	7,45	3,29	4,05
1990	457,86	352,2	1 676 (5)	7,31	3,52	3,68
1991	475,12	365,5	1 583 (3)	7,46	3,67	3,56
1992	490,02	376,9	1 504 (1)	7,01	3,85	3,14
1993	505,37	388,7	1 417 (5)	7,60	4,02	3,24
1994	521,18	400,9	1 290 (3)	7,08	4,17	2,60
1995	530,94	408,4	1 213 (4)	7,63	4,45	2,94
1996	535,29	411,8	1 202 (1)	8,30	4,40	3,77
1997	547,56	421,2	1 115 (0)	7,70	4,47	3,07
1998	548,67	422,1	866 (1)	7,70	3,56	2,60
1999	554,38	426,4	791 (1)	6,29	3,44	2,52
2000	569,41	438,0	762 (2)	6,40	3,52	2,44
2001	587,24	451,7	658 (1)	6,29	3,66	2,39
2002	599,46	461,1	679 (1)	7,36	4,62	2,46
2003	611,92	470,7	631 (1)	7,17	4,70	2,44

*) Les nombres entre parenthèses concernent les accidents mortels.

**) Sans transferts.

***) Y compris loyer à charge de l'Etat.

Tableau 6. - Bilans comparés des exercices 2002 et 2003 (en EUR)

ACTIF	2002	2003
I. Valeurs immobilisées (Prêts gagés)	14 630,74	12 128,05
II. Comptes de tiers	4 185 304,52	4 210 687,07
<i>A. Débiteurs</i>	<i>396 588,56</i>	<i>528 056,83</i>
Contribuables CASS	391 058,76	523 670,31
Cotisations, intérêts moratoires etc.	-	-
Amendes d'ordre	496,13	787,14
Débiteurs - tiers responsables	4 814,68	3 564,68
Débiteurs divers	218,99	34,70
<i>B. Etat et collectivités publiques</i>	<i>863 307,61</i>	<i>784 502,67</i>
Débiteur Etat:		
- Etat - prestations (régime général)	845 489,89	769 795,18
- Etat - frais d'administration	11 017,50	12 211,45
- Etat - divers	2 262,78	-
Collectivités publiques:		
- Office des dommages de guerre	4 537,44	2 496,04
<i>C. Organismes de sécurité sociale</i>	<i>4 356,19</i>	<i>2 819,41</i>
TOTAL A - C	1 264 252,36	1 315 378,91
<i>D. Comptes de régularisation</i>	<i>2 921 052,14</i>	<i>2 895 308,16</i>
- Prestations payées d'avance	454 716,43	455 291,51
Produits à recevoir:	2 466 335,71	2 440 016,65
- Cotisations - rôles à établir	2 462 602,35	2 436 916,70
- Cotisations - découvert de l'exercice 1996	-	-
- Divers	3 733,36	3 099,95
<i>E. Différence conversion</i>	<i>0,02</i>	<i>-</i>
III. Comptes financiers	2 021 095,12	1 902 747,30
Placements et prêts à moins d'un an	1 960 000,00	1 810 000,00
Titres de placement et bons	-	-
Banques et chèques postaux	61 095,12	92 747,30
Prêts venus à échéance	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	6 221 030,38	6 125 562,42

Assurance
accidents

PASSIF	2002	2003
I. Capitaux permanents	5 509 025,78	5 509 025,78
Fonds de réserve légal (art. 165 CAS)	5 509 025,78	5 509 025,78
II. Comptes de tiers	712 004,60	616 536,64
<i>A. Crédoiteurs</i>	<i>513 212,44</i>	<i>436 776,95</i>
Frais d'administration	34,76	37,76
Prestations	345 329,42	261 395,86
Acompte sur cotisations	167 848,26	175 343,33
Crédoiteurs divers	-	-
<i>B. Etat grand-ducal</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>C. Organismes de sécurité sociale</i>	<i>198 792,16</i>	<i>179 759,69</i>
TOTAL B - C	198 792,16	179 759,69
<i>D. Comptes de régularisation</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Cotisations - Excédent	-	-
TOTAL DU PASSIF	6 221 030,38	6 125 562,42

Comptes d'exploitation de l'association d'assurance contre les accidents, section agricole et forestière des exercices 2002 et 2003

Tableau 7. - Etat détaillé des recettes (en EUR)

	2002	2003
I. Cotisations	-	-
Cotisations perçues par AAA	-	-
II. Participation de tiers	4 488 456,29	4 587 072,63
A. Participation de l'Etat aux frais d'administration	221 833,75	199 153,86
B. Participation dans les prestations	4 266 622,54	4 387 918,77
1. Participation de l'Etat		
- Réévaluation des rentes art. 161 (1/3)	460 255,42	480 259,32
- Réévaluation des rentes loi d'orientation agricole (2/3)	920 510,83	960 518,64
- Majoration grands blessés loi d'orientation agricole	2 052 059,61	2 118 899,76
- Différence calcul art. 163/161	829 259,25	825 745,02
2. Recettes - Office des dommages de guerre	4 537,43	2 496,03
C. Participation aloss	-	-
III. Transferts provenant d'autres organismes	1 384,99	3,99
IV. Bénéfice de réalisation sur titres et immeubles	-	-
V. Produits divers en provenance de tiers	18 180,26	87 200,10
Recours contre tiers responsables	7 008,65	76 822,64
Intérêts de retard sur cotisations	4 246,89	4 080,31
Amendes d'ordre	248,19	291,01
Retenues pour pensions	6 676,53	6 006,14
Retenues Assurances dépendance	-	-
VI. Produits financiers	86 180,49	60 116,83
Revenus sur prêts à plus d'un an	494,91	312,73
Revenus sur prêts et placements à moins d'un an	85 685,58	59 804,10
VII. Recettes diverses	-	-
TOTAL GENERAL DES RECETTES COURANTES	4 594 202,03	4 734 393,55
VIII. Prélèvement au fonds de réserve	300 940,63	-
IX. Cotisations - rôles à établir	2 462 602,35	2 436 916,70
TOTAL GENERAL DES RECETTES	7 357 745,01	7 171 310,25

**Comptes d'exploitation de l'association d'assurance contre les accidents, section agricole et forestière des
exercices 2002 et 2003**

Tableau 8. - Etat détaillé des dépenses (en EUR)

	2002	2003
I. Frais d'administration	420 580,53	378 752,49
Frais de personnel	295 167,94	267 261,25
Frais de matériel et autres	35 039,75	35 115,50
Acquisitions nouvelles	1 292,37	1 329,95
Prévention accident	-	-
Participation aux frais du Centre commun	87 862,24	74 214,94
Participation aux frais de la Crèche	1 218,23	830,85
II. Prestations	6 636 201,17	6 711 326,16
A. Prestations en espèces	5 814 849,68	5 874 739,64
1. Indemnités pécuniaires	3 430,15	7 721,06
2. Rentes	5 560 003,13	5 835 131,18
- part fondamentale	1 435 759,23	1 465 507,23
- part réévaluée	1 356 177,35	1 438 358,12
- majoration aux grands blessés	2 031 722,98	2 118 899,76
- complément art. 163 CAS	736 343,57	812 366,07
3. Rachats de rentes	251 416,40	31 887,40
- part fondamentale	113 575,19	16 088,61
- part réévaluée	24 588,90	2 419,84
- majoration aux grands blessés	20 336,63	-
- complément art. 163 CAS	92 915,68	13 378,95
B. Prestations en nature	821 351,49	836 586,52
Soins médicaux	157 833,36	155 367,68
Soins médico-dentaires	5 304,82	2 343,00
Frais de voyage et de transport	6 245,54	12 382,43
Frais pharmaceutiques	57 681,87	61 726,52
Autres	533,69	640,30
Soins hospitalier	490 299,43	475 626,88
Rééducation et cures	7 402,74	2 057,03
Autres professions	77 161,73	111 808,84
Dégâts matériels	10 743,51	9 297,42
Subventions spéciales aux blessés	3 752,67	3 755,48
Prestations de décès	4 392,13	1 580,94
III. Décharges	300 963,31	81 231,58
Décharges pour redressement des rôles	300 940,63	80 615,01
Décharges de cotisations	22,68	616,57
Décharges sur autres débiteurs divers	-	-
IV. Dépenses diverses	-	0,02
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	7 357 745,01	7 171 310,25
V. Opérations sur réserves et sur reports à nouveau	-	-
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	7 357 745,01	7 171 310,25

Assurance
accidents

Tableau 9. - Evolution des principales catégories de recettes
(montants en milliers EUR)

Exercice	Cotisations*) (y compris Rôles à établir)	Revenus de la fortune*) ¹⁾	Participation de l'Etat*)	Recettes diverses*)	Transferts*)	Prélèv. au Fonds de réserve	Recette totale *)	Base 100 pour 1960
1960	758,55	37,18	116,51	9,92	9,92	-	932,08	100,0
1965	577,59	69,41	342,09	29,75	7,44	-	1 026,28	110,1
1970	547,84	101,64	694,10	12,39	4,96	-	1 360,94	146,0
1975	964,31	66,93	1 274,17	22,31	4,96	-	2 332,68	250,3
1980	1 487,36	37,18	2 141,80	27,27	4,96	-	3 698,57	396,8
1985	2 032,73	32,23	2 885,48	54,54	2,48	-	5 007,45	537,2
1986	2 293,02	47,10	3 056,53	37,18	-	-	5 433,83	583,0
1987	2 627,67	37,18	3 051,57	44,62	-	-	5 761,05	618,1
1988	3 140,81	22,31	3 118,50	39,66	-	-	6 321,28	678,2
1989	4 055,54	14,87	3 299,46	81,80	-	-	7 451,68	799,5
1990	3 681,22	12,39	3 525,05	37,18	57,02	-	7 312,86	784,6
1991	3 569,67	81,80	3 666,35	126,43	12,39	-	7 456,64	800,0
1992	3 148,25	183,44	3 849,79	71,89	7,44	-	7 260,80	779,0
1993	3 252,36	215,67	4 020,83	111,55	-	-	7 602,89	815,7
1994	2 612,80	148,74	4 174,53	146,26	2,48	-	7 084,80	760,1
1995	2 996,26	124,24	4 449,01	56,39	-	-	7 625,90	818,2
1996	3 808,62	56,30	4 395,75	37,94	-	-	8 298,61	890,3
1997	3 087,44	68,38	4 475,57	65,10	-	-	7 696,48	825,7
1998	2 610,94	113,24	3 560,69	29,53	28,77	1 358,32	7 701,48	826,3
1999	2 519,66	105,37	3 436,61	24,29	6,24	196,96	6 289,13	674,7
2000	2 472,45	142,82	3 391,08	14,05	2,12	378,70	6 401,22	686,8
2001	2 394,86	135,16	3 525,65	42,33	1,38	188,17	6 287,55	674,6
2002	2 462,60	86,18	4 488,46	18,18	1,38	300,94	7 357,75	789,4
2003	2 436,92	60,12	4 587,07	87,20	-	-	7 171,31	769,4

*) montants en LUF arrondis, convertis en EUR de 1960 à 1994.

¹⁾ Y compris loyer remboursé par l'Etat.Tableau 10. - Evolution des principales catégories de dépenses
(montants en milliers EUR)

Exercice	Prestations en espèces*)	Prestations en nature*)	Transferts*)	Frais d'admini- stration et divers*) ¹⁾	Contribution aux réserves*)	Dépense totale*)	Base 100 pour 1960
1960	545,37	116,51	4,96	136,34	128,90	932,08	100,0
1965	666,83	118,99	4,96	185,92	49,58	1 026,28	110,1
1970	946,95	156,17	7,44	250,37	-	1 360,94	146,0
1975	1 541,90	294,99	7,44	488,35	-	2 332,68	250,3
1980	2 429,36	473,48	4,96	768,47	22,31	3 698,57	396,8
1985	3 165,60	659,40	4,96	1 043,63	133,86	5 007,45	537,2
1986	3 386,23	805,65	4,96	1 130,39	106,59	5 433,83	583,0
1987	3 430,85	889,94	4,96	1 204,76	230,54	5 761,05	618,1
1988	3 601,89	882,50	4,96	1 266,74	562,72	6 321,28	678,2
1989	3 911,76	1 056,03	4,96	1 388,20	1 090,73	7 451,68	799,5
1990	4 181,96	1 003,97	4,96	1 318,79	800,70	7 312,86	784,6
1991	4 402,59	927,12	4,96	1 306,40	813,09	7 456,64	800,0
1992	4 615,78	1 033,72	4,96	1 358,46	247,89	7 260,80	779,0
1993	4 885,98	1 276,65	4,96	1 435,30	-	7 602,89	815,7
1994	5 065,00	607,00	4,66	1 408,04	-	7 084,80	760,1
1995	5 350,70	885,51	3,77	1 385,92	-	7 625,90	818,2
1996	5 679,26	1 278,79	-	927,58	412,97	8 298,61	890,3
1997	5 756,84	1 086,78	-	828,70	24,17	7 696,48	825,7
1998	4 707,26	782,88	-	2 211,34	-	7 701,48	826,3
1999	4 603,95	827,30	-	857,88	-	6 289,13	674,7
2000	4 598,71	795,36	-	1 007,16	-	6 401,22	686,8
2001	4 819,99	774,01	-	693,55	-	6 287,55	674,6
2002	5 814,85	821,35	-	721,54	-	7 357,75	789,4
2003	5 874,74	836,59	-	459,98	-	7 171,31	769,4

*) Montants en LUF arrondis, convertis en EUR de 1960 à 1994.

¹⁾ Y compris loyer remboursé par l'Etat.

Tableau 11. - Evolution du niveau de cotisation par classes
(EUR par ha par an)

Classes	1970	1975	1980	1985	1990	1995	1996	1997
Labours-Prés	2,88	4,91	7,45	10,32	18,62	15,67	16,48	14,28
Terres vaines ¹⁾	0,24	0,41	0,41	0,57	0,62	0,52	0,55	-
Bois ²⁾	1,12	2,18	2,07	2,88	6,20	5,23	5,50	3,97
Haies à écorce ²⁾	0,24	0,41	0,41	0,57	0,62	0,52	0,55	-
Vignobles, vergers	15,35	33,27	72,86	100,89	175,73	125,29	131,90	118,05
Jardinage professionnel	27,50	70,90	137,44	229,30	671,92	574,27	604,54	141,75
100 journées de travail ³⁾ (entreprises accessoires)	3,84	8,18	16,56	34,40	62,02	38,27	40,31	-

Classes	1999		2000		2001		2002		2003	
	ass. obli- gatoire	ass. vol- ontaire	ass. obli- gatoire	ass. vol- ontaire	ass. obli- gatoire	ass. vol- ontaire	ass. obli- gatoire	ass. vol- ontaire	ass. obli- gatoire	ass. vol- ontaire
1. Labours, prairies et pâturages	15,37	16,26	15,37	16,63	15,37	16,09	15,89	16,72	15,73	16,34
2. Vignobles et verges	104,02	105,31	102,31	108,55	107,96	108,40	110,76	116,59	109,63	113,87
3. Jardinage	257,64	278,81	257,64	278,81	257,64	278,81	217,51	228,96	215,33	223,65
4. Forêts et haies à écorce	3,72	4,02	3,72	4,02	3,72	4,02	8,73	9,19	8,65	8,99

¹⁾ Depuis 1997 les terres vaines ne sont plus considérées pour l'assurance obligatoire.

²⁾ Depuis 1997 les forêts et les haies sont regroupées dans une classe de risque.

³⁾ Depuis 1997 les entreprises accessoires sont assurées sous l'activité principale.

⁴⁾ Depuis 1998 l'assurance contre les accidents connaît un régime obligatoire et un régime volontaire.

PRESTATIONS FAMILIALES

Introduction

Les prestations familiales sont servies par la Caisse nationale des prestations familiales. En 2003, la caisse a liquidé des allocations familiales pour 167 175 enfants et des prestations de naissance pour 5 083 nouveaux-nés.

Outre les allocations familiales proprement dites, différenciées suivant le rang de l'enfant et complétées par des majorations d'âge, la caisse paie des allocations spéciales supplémentaires en faveur des enfants handicapés, au mois d'août des allocations de rentrée scolaire pour les enfants âgés de plus de six ans, des allocations de naissance et de maternité, des allocations d'éducation ainsi que des indemnités pour congé parental.

L'allocation d'éducation, introduite au 1er janvier 1989, est versée aux personnes élevant un ou plusieurs enfants âgés de moins de deux ans, sous condition qu'elles n'exercent pas d'activité professionnelle ou qu'elles remplissent certaines conditions de revenu, conditions précisées par un règlement grand-ducal. Depuis le 1er septembre 1992, elle est prolongée de deux années pour les personnes élevant trois enfants ou plus ainsi que pour celles élevant un enfant handicapé. A partir du 1er juillet 1993 enfin, les personnes exerçant une activité professionnelle à temps partiel dont la durée ne dépasse pas la moitié de la durée de travail normale bénéficient d'une demi-allocation. A la même date, le montant de l'allocation a été porté de 49,58 à 74,37 EUR (au nombre indice 100 du coût de la vie).

Au 1er janvier 1993 est entrée en vigueur la loi du 23 décembre 1992 modifiant 1) la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse Nationale des Prestations Familiales; 2) la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité qui a augmenté les montants de l'allocation familiale normale et de l'allocation de maternité. Ce relèvement important des montants de base de l'allocation familiale s'est fait de façon parallèle à une réduction comparable de la modération d'impôt maximale pour charge d'enfant. Ces deux mesures prises ensemble devaient garantir la sélectivité de l'opération: en effet, le but recherché était l'augmentation du revenu disponible des seules familles dont les revenus sont inférieurs au seuil imposable ou qui ne profitent pas du montant maximum de la modération d'impôt pour charge d'enfants. Pour les autres familles, le revenu disponible est resté pratiquement inchangé.

Au 1er janvier 1999 est entrée en vigueur la loi du 23 décembre 1998 modifiant 1) la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; 2) la loi modifiée du 26 juillet 1986 portant a) création du droit à un revenu minimum garanti; b) création d'un service national d'action sociale; c) modification de la loi du 30 juillet 1969 concernant la création d'un fonds national de solidarité.

Cette loi relève les montants de base des allocations familiales proprement dites ainsi que celui de l'allocation spéciale supplémentaire, mesure qui aura une influence importante sur les dépenses en prestations et sur l'équilibre financier de la Caisse nationale des prestations familiales en 1999.

Les autres relèvements des montants des prestations au fil des dernières années figurent dans les tableaux 2.1. à 2.4. du chapitre 4 de la deuxième partie de cet ouvrage.

La loi du 21 novembre 2002 reformule les conditions d'attributions des prestations familiales et abroge la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux.

La plus récente des prestations familiales est l'indemnité pour congé parental introduite par la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales avec mise en vigueur au 1er mars 1999. Le congé parental d'une durée de 6 mois respectivement de 12 mois à temps partiel est, sous certaines conditions, accordé à toute personne occupée légalement et de façon continue sur un lieu de travail situé sur le territoire du Luxembourg et qui s'adonne principalement à l'éducation d'un enfant de moins de 5 ans pour lequel sont versées des allocations familiales. Un tel congé parental ouvre en principe droit à une indemnité pécuniaire forfaitaire de 272,68 EUR par mois respectivement 136,34 EUR pour le congé à temps partiel (montants au nombre indice 100 du coût de la vie). Le droit à congé parental existe pour chacun des deux parents et ne peut être cumulé dans le chef d'un des parents. La prise en charge de l'indemnité pour le congé parental est assurée en partie par le Fonds pour l'emploi et pour le solde par l'Etat.

Parmi les autres changements au niveau législatif depuis 1986 sont à signaler que ce n'est qu'à partir de 1988 que les enfants uniques ont également droit à l'allocation de rentrée scolaire et que la limite d'âge pour le bénéfice des allocations familiales des étudiants a été relevée de 25 à 27 ans accomplis à partir du 1er janvier 1991.

Le système de financement des prestations familiales a aussi subi certaines modifications. Depuis toujours, les prestations uniques (allocations de naissance et de maternité) ainsi que les frais d'administration sont entièrement à charge de l'Etat. A partir du 1er janvier 1986, les autres prestations sont financées pour moitié par des cotisations et pour moitié par une contribution de l'Etat. Une réserve doit prévenir les difficultés passagères de trésorerie. Le taux de cotisation est fixé de façon à ce que la réserve en fin d'année corresponde toujours à un montant se situant entre 20 et 50% des prestations à financer. Le taux limite supérieur a été relevé à 65% pour les exercices 1988 à 1991; le

taux de cotisation a dû être réduit à partir du 1er janvier 1990. Le relèvement important des montants de l'allocation de rentrée scolaire en 1992 ainsi que des allocations familiales normales et de l'allocation d'éducation en 1993 a rendu nécessaire une intervention supplémentaire de l'Etat: depuis 1992, l'allocation de rentrée scolaire, et depuis le 1er juillet 1993, l'allocation d'éducation est à charge du budget de l'Etat.

En outre, en vertu de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises, l'Etat a pris à sa charge les cotisations dues pour les salariés des entreprises du secteur privé pour la période postérieure au 1er juillet 1994 ainsi que celles dues par les non-salariés agriculteurs ou viticulteurs à raison de la moitié pour l'exercice 1994 et de la totalité à partir de 1995. Toutefois, cette modification législative est restée sans effet au niveau de l'équilibre financier de la caisse puisqu'elle n'a opéré qu'un transfert de la charge des cotisations sans toucher au calcul de ces cotisations.

Le règlement grand-ducal du 30 septembre 1994 portant fixation des cotisations à verser à la caisse nationale des prestations familiales par les personnes exerçant une profession agricole ou viticole a adapté la réglementation à la nouvelle situation légale créée par la loi du 27 juillet 1992 portant réforme de l'assurance maladie et du secteur de la santé. A partir du 1er janvier 1994, les cotisations sont fixées à 0,6% du revenu professionnel de l'exploitation agricole déterminé conformément à la législation relative à l'assurance maladie. Toutefois, aucune cotisation n'est due si les revenus annuels ne dépassent pas 1 398,12 EUR au nombre indice 100 du coût de la vie. Le règlement a en outre introduit un plafond cotisable annuel égal au quintuple du salaire social minimum.

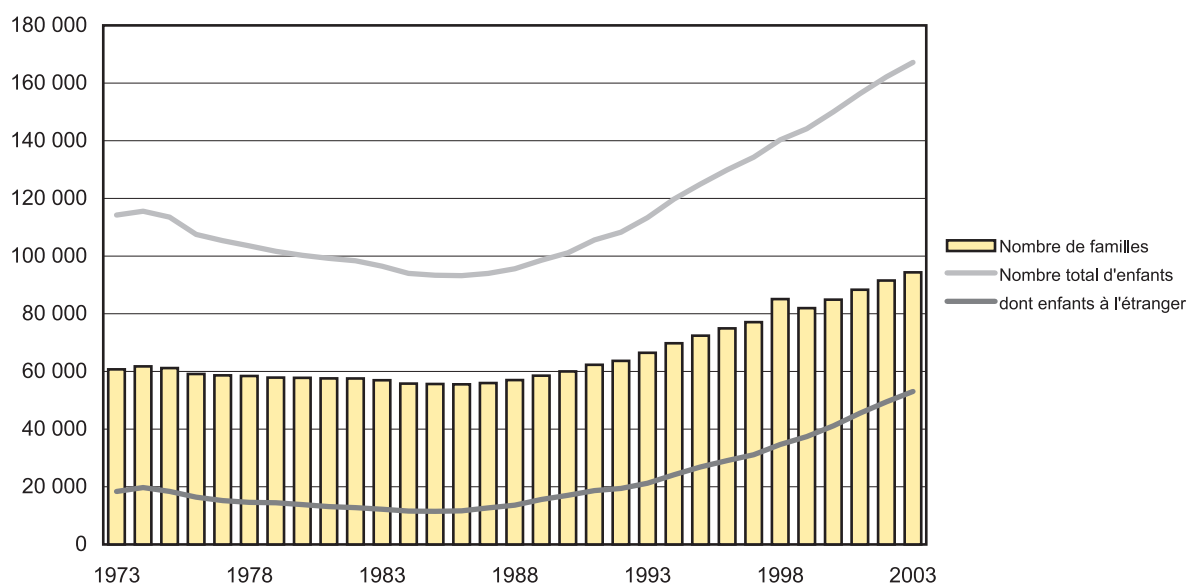
En 1995, la loi du 31 juillet a conformé la législation en matière d'allocation de naissance et d'allocation de maternité à la jurisprudence de la cour de justice européenne en remplaçant la condition de durée de résidence par une condition de résidence.

La loi budgétaire de 1996 a modifié le système de financement des prestations familiales en deux points. D'une part l'Etat met à la disposition de la caisse nationale des prestations familiales pour l'exercice 1995 un fonds de roulement. D'autre part à partir de l'exercice 1996 l'Etat prend à charge l'excédent des dépenses sur les recettes de la caisse nationale des prestations familiales. En même temps, la limite supérieure de la réserve est ramenée à 15% du montant annuel des allocations familiales de l'année concernée.

Finalement la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 a transféré la charge des cotisations dues par les non-salariés à l'Etat. Cette disposition entre en vigueur au 1er janvier 1999.

1. Situation démographique

Graphique 1. - Evolution du nombre des enfants bénéficiaires et des familles attributaires (au 31 décembre de chaque exercice)



Au cours des trois dernières décennies, l'évolution du nombre des bénéficiaires d'allocations familiales a connu trois phases successives de hausse et de baisse.

Après une période de croissance, les années 1975 à 1986 étaient marquées par une régression systématique du nombre des enfants bénéficiaires, du nombre des familles attributaires et de la taille des groupes familiaux.

Cette diminution résultait, d'une part, de la baisse du nombre des naissances à partir du milieu des années soixante à un niveau sans précédent historique. Ainsi, l'indicateur conjoncturel de fécondité (descendance finale dans une génération fictive qui aurait à chaque âge successif la fécondité empruntée à chacune des 35 générations de 15 à 49 ans réelles observées au cours d'une année donnée) est passé de 2,3 au début des années soixante à 1,5 en 1975 et s'est pratiquement stabilisé à ce niveau; le taux brut de natalité (nombre annuel de naissances pour 1 000 habitants) est descendu de 16 pour 1000 aux alentours de 11 pour 1000. Au cours des dernières années, ces deux indicateurs se sont cependant légèrement redressés pour atteindre en 2003 respectivement 1,63 et 13,1. (Source: STATEC, 2003).

D'autre part, la stagnation relative de l'emploi intérieur suite à la crise économique du milieu des années soixante-dix a été accompagnée d'une diminution du solde migratoire de la population. Cette diminution s'est traduite par une nette réduction du nombre des allocations familiales transférées à l'étranger. Ainsi, le nombre d'enfants bénéficiaires résidant à l'étranger est passé de 19 734 en 1974 à 11 498 en 1985.

Depuis 1987, tant le nombre des enfants bénéficiaires que celui des familles attributaires augmente de nouveau. Ce renversement de tendance est le résultat d'une croissance sensible de l'emploi intérieur à partir de 1985 qui s'est traduite par une forte augmentation du nombre de frontaliers travaillant au Luxembourg et par un solde migratoire largement positif. Ceci explique la divergence entre le taux de natalité brut en baisse et l'augmentation du nombre d'enfants (162 152 en 2002 contre 167 175 en 2003). Ainsi, le nombre des enfants bénéficiaires résidant à l'étranger s'est accru en moyenne de 9,2% par an entre 1990 et 2003, pour atteindre 53 050 enfants au 31 décembre 2003. Entre 2002 et 2003, ce nombre a augmenté de 3 590 unités ou 7,3% face à 3 946 unités encore ou 8,7% de 2001 à 2002. Ces variations reflètent l'évolution de l'emploi telle qu'elle est décrite au chapitre EMPLOI de la présente publication. Le nombre de bénéficiaires résidant au Luxembourg a augmenté de 1 433 enfants pour atteindre 114 125 unités, ce qui équivaut à une augmentation de 1,27%.

A noter que les statistiques ne tiennent pas compte des bénéficiaires d'allocations différentielles résidant à l'étranger. Ces allocations sont dues en vertu de la réglementation communautaire dans le cas où l'enfant d'un frontalier travaillant au Grand-Duché a droit aux allocations familiales dans le pays d'origine au titre d'une activité professionnelle. Le Luxembourg paie dans ces cas la différence entre le montant luxembourgeois et le montant étranger si ce dernier est moins élevé.

Tableau 1. - Evolution du nombre des enfants bénéficiaires (situation au 31 décembre*)

Prestations	2002	2003	Variation 2002/03
Allocations familiales normales	162 152	167 175	+3,10%
Majorations d'âge	115 789	120 288	+3,89%
Allocations spéciales supplémentaires	1 664	1 739	+4,51%
Allocations de rentrée scolaire *)	114 948	115 528	+0,50%
Allocations d'éducation	10 119	10 291	+1,70%
Indemnité pour congé parental	2 571	2 913	+13,30%

*) Situation au 31 août pour les allocations de rentrée scolaire.

En décembre 2003, la caisse nationale des prestations familiales a payé des allocations familiales à un total de 167 175 enfants allocataires issus de 94 362 familles attributaires, ce qui équivaut respectivement à un accroissement du nombre des enfants de 5 023, soit de 3,1% et du nombre des familles de 2 836, soit de 3,1% par rapport à l'année antérieure.

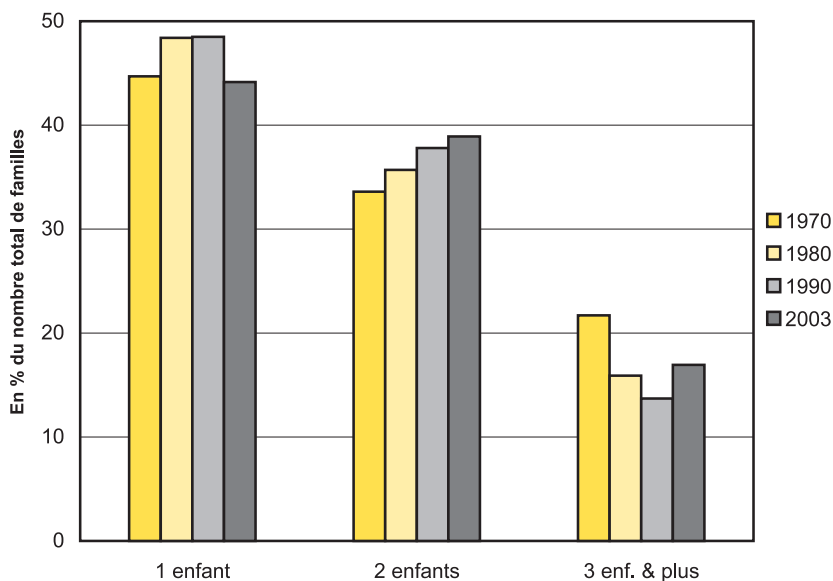
La taille des groupes familiaux, qui atteignait encore 1,9 enfants bénéficiaires par famille en 1970, a diminué de façon régulière pour descendre aux alentours de 1,7 enfants jusqu'au début des années 90. Depuis une légère augmentation se fait sentir de sorte qu'en 2003 on compte de nouveau 1,77 enfants bénéficiaires par famille.

La diminution était essentiellement due à la régression de la proportion des familles avec trois enfants et plus, proportion qui est passée de 21,7% en 1970 à un minimum de 13,3% en 1986. Depuis lors, cette proportion s'est de nouveau légèrement renforcée pour atteindre 16,7% en 2001 et 16,9% en 2002 et 2003.

Le nombre des allocations de rentrée scolaire payées au mois d'août 2003 s'établit à 115 528, ce qui équivaut à une augmentation de seulement 0,5% par rapport à 2002. Il faut relever néanmoins qu'en 2003, 4 000 à 4 500 dossiers d'étudiants en train de terminer un cycle d'études n'ont pas été pris en compte pour la liquidation du mois d'août, les

allocations concernant ces dossiers, traités au cours des mois suivants, ont été payés sous forme d'arrérages. Ceci explique l'augmentation de seulement 0,5% face aux autres dépenses, qui ont augmentés de plus de 3%.

Graphique 2. - Répartition des familles attributaires selon le nombre des enfants



L'allocation d'éducation a connu une considérable augmentation en raison de son exportation à partir du 01 mars 1999 passant de 8 954 bénéficiaires à 9 894 en 2001 pour se stabiliser en 2002 à 10 119, à 10 291 en 2003.

Le nombre des bénéficiaires de l'indemnité pour congé parental est en augmentation depuis sa création au 01.01.1999. Au 31 décembre 2003 on compte 2 913 bénéficiaires contre 2 571 en 2002 soit une progression de 13,30 % contre 11,93 % en 2002.

L'évolution du nombre des bénéficiaires d'allocations de naissance suit le mouvement des naissances, mais en raison des conditions d'attribution relatives aux visites médicales, le nombre des allocations diffère légèrement du nombre des naissances. Pour 5 303 naissances enregistrées par le STATEC en 2003, la caisse a liquidé 5 067 allocations prénatales, 5 170 allocations de naissance proprement dites et 5 012 allocations postnatales.

Enfin, 1 556 allocations de maternité ont été liquidées en 2003 contre 1 722 en 2002, chiffre en baisse de 9,6%. L'évolution négative des derniers exercices reprend son cours après une brève hausse en 2002. Avec la progression du taux d'activité des femmes qui reprennent leur travail après la maternité, ce seront plus fréquemment l'allocation d'éducation ou le congé parental qui seront sollicités.

2. Situation financière

2.1. Dépenses courantes

L'évolution des dépenses courantes dépend exclusivement de l'évolution des prestations. La progression du montant total des prestations est fonction de l'évolution du niveau de ces prestations et du nombre de bénéficiaires.

L'analyse du développement des dépenses montre que, sauf pour les années qui ont vu l'application de modifications de la législation, les taux de variation des dépenses exprimés au nombre indice 100 de l'échelle mobile des salaires ont été faibles, voire même négatifs.

La période de 1965 à 1980 est caractérisée par la création de nouvelles prestations ainsi que par des améliorations des prestations. Ces mesures se sont traduites par une importante progression des dépenses: ainsi, le taux moyen annuel de croissance des dépenses globales exprimé au nombre indice 100 du coût de la vie atteint 3,6% pour la période de 1965 à 1980.

En 1975 s'est produit un renversement de tendance dans l'évolution du nombre des enfants bénéficiaires d'allocations familiales: le nouveau mouvement à la baisse va durer jusqu'en 1986. Comme en plus, aucune nouvelle prestation n'a été introduite entre 1981 et 1985 et qu'une seule amélioration des montants de base des allocations familiales

normales a eu lieu en avril 1982, le taux moyen annuel de croissance des dépenses exprimé au nombre indice 100 a fortement diminué et n'atteint plus que 0,2% au cours de la première moitié des années quatre-vingt.

La forte croissance enregistrée en 1986 est le résultat de l'introduction de l'allocation de rentrée scolaire et de l'augmentation de certains montants de base des allocations familiales normales. La hausse de 1987 reflète le renversement de tendance dans l'évolution du nombre des enfants bénéficiaires, nombre qui a augmenté à nouveau. L'amplification de l'augmentation du nombre des bénéficiaires ainsi que l'extension du bénéfice de l'allocation de rentrée scolaire aux familles avec un enfant et la revalorisation des montants de cette allocation expliquent la croissance de 1988.

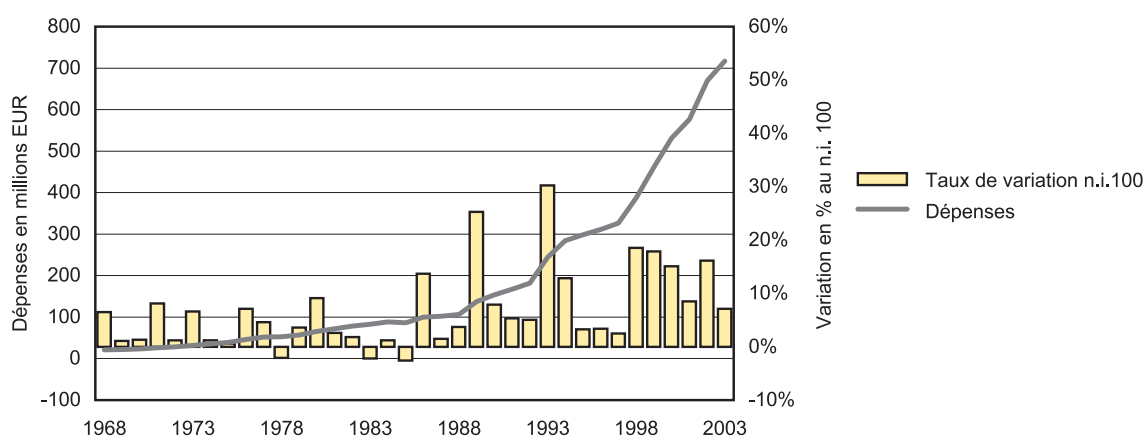
La progression exceptionnelle des dépenses courantes de plus d'un quart, relevée en 1989, est essentiellement due aux mesures législatives entrées en vigueur en 1989, à savoir la création d'une allocation d'éducation et la hausse des montants des majorations d'âge. S'y ajoutent les effets de la croissance du nombre des enfants bénéficiaires et de l'extension du bénéfice des prestations luxembourgeoises aux ressortissants portugais et espagnols travaillant au Grand-Duché en faveur de leurs enfants résidant dans leur pays d'origine.

L'augmentation des dépenses au début de la décennie actuelle est principalement imputable à la croissance continue du nombre des bénéficiaires des allocations familiales et de naissance. En 1992, s'y sont ajoutés le relèvement des montants de l'allocation de rentrée scolaire et l'extension de l'allocation d'éducation de deux années pour certains bénéficiaires.

L'augmentation élevée des dépenses en 1993 est due essentiellement au relèvement des montants de base des allocations familiales normales.

Les dépenses courantes s'élèvent en 2003 à 717,22 millions EUR, contre 669,57 millions EUR en 2002. Les frais d'administration ne représentant que 1,3% du total, les prestations constituent donc la presque totalité des dépenses courantes..

Graphique 3. - Evolution des dépenses courantes



Prestations
familiales

2.1.1. Frais d'administration

En 2003 les frais d'administration se situent à 9,61 millions EUR par rapport à 8,34 millions EUR en 2002. La part des frais de personnel représente 57,7% du montant total des frais d'administration.

2.1.2. Prestations

En 2003, le montant total des prestations payées par la caisse nationale des prestations familiales atteint 704,54 millions EUR contre 659,29 millions EUR une année plus tôt (+ 6,9%). Cette augmentation des prestations en 2003 reflète l'accroissement du nombre des bénéficiaires, surtout de l'indemnité pour congé parental qui est toujours en hausse avant d'atteindre son rythme de croisière.

Tableau 2. - Evolution des dépenses courantes (en milliers EUR)

Dépenses	2002	2003	Variation au n.i. 100	Variation du nombre des enfants bénéféc.
Frais d'administration	8 337,46	9 619,15	13,0%	
Prestations	659 292,99	704 542,37	4,7%	
Allocations familiales				
Allocations familiales normales	453 000,53	484 793,92	4,8%	3,1%
Majorations d'âge	52 117,09	56 158,10	5,6%	3,9%
Allocations spéciales supplémentaires	3 962,73	4 649,89	15,0%	4,5%
Allocations de rentrée scolaire***)	28 786,28	30 419,13	3,1%	0,5%
Allocations d'éducation	67 922,07	69 755,54	0,6%	1,7%
Indemnité pour congé parental	40 361,04	46 103,02	11,9%	13,3%
Prestations de naissance	8 386,36	8 251,89	-3,6%	-3,6%**)
Allocations de maternité	4 756,89	4 410,89	-9,2%	-9,6%
Prêts aux jeunes époux	-	-	-	-
Dépenses diverses *)	1 941,62	3 057,14	54,2%	
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	576 408,87	717 218,66	21,9%	

*) Décharges, restitutions et extournes de cotisations et frais de gestion du patrimoine.

**) Moyenne des trois tranches.

***) Mois d'août.

2.1.2.1. Allocations familiales, allocations de rentrée scolaire et allocations d'éducation

Le montant total des allocations familiales qui restent financées par les cotisations, c'est-à-dire le total des allocations familiales proprement dites, des majorations d'âge et des allocations spéciales supplémentaires, a augmenté de 36,52 millions EUR pour atteindre 545,60 millions EUR.

Les allocations de rentrée scolaire suivent le même mouvement, avec une progression de 1,63 millions EUR. A noter que le non-paiement d'une partie des allocations de rentrée scolaire pour étudiants au mois d'août 2003, faute de certitude d'une continuation de leurs études a entraîné une rupture de série affectant la comparabilité des exercices 2002 et 2003.

La dépense moyenne annuelle par enfant ressent une hausse légère. De 3 784,53 EUR en 2002 elle passe à 3 906,60 EUR en 2003, soit une augmentation de 1,1 % au nombre indice 100 du coût de la vie. Il en est de même pour la dépense moyenne annuelle par famille qui a atteint 6 939,20 EUR en 2003 (+1,05% au n.i. 100 par rapport à 2002).

2.1.2.2. Allocations de naissance et de maternité

Le montant total des prestations de naissance passe de 8 386,35 milliers EUR en 2002 à 8 251,89 milliers EUR en 2003, soit une baisse de 3,6% au nombre indice 100, par rapport au nombre de naissances qui passe de 5 345 en 2002 à 5 303 en 2003 (Source: STATEC).

2.1.2.3. Prestations transférées à l'étranger

En 2003, les allocations familiales transférées à l'étranger, c'est-à-dire les prestations payées en faveur des travailleurs migrants et des travailleurs frontaliers pour des enfants résidant à l'étranger, ont atteint 225,80 millions EUR ou 39,2% du montant total des allocations familiales. Il s'agit d'une progression de 13,4% par rapport à l'exercice 2002. Le nombre des enfants bénéficiaires résidant à l'étranger a enregistré une croissance de 7,26% (8,67% en 2002).

Le montant total des prestations transférées à l'étranger (allocations familiales, allocations d'éducation, congé parental) se chiffre à 278,46 millions EUR en 2003 (245,91 millions EUR en 2002) ce qui représente 40,2% du montant total des prestations (38.1% en 2002).

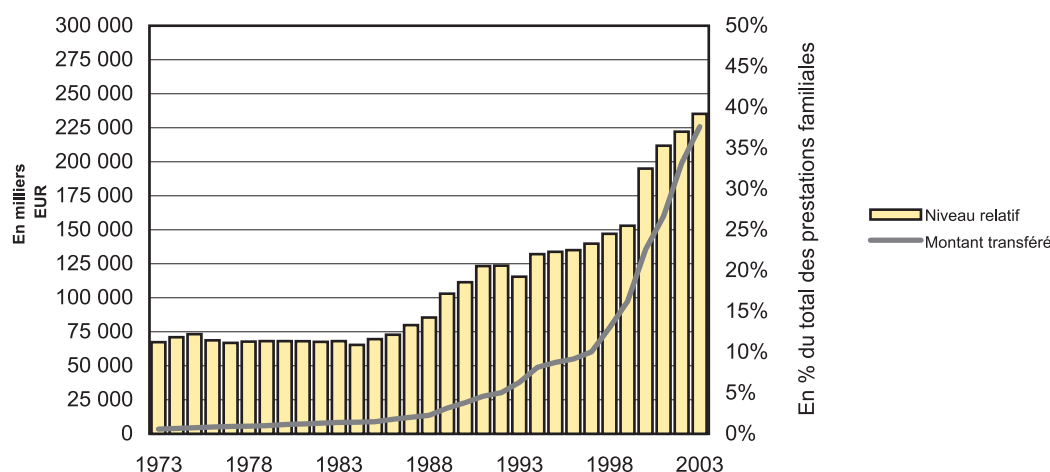
Tableau 3. - Evolution des allocations familiales transférées à l'étranger (montants en millions EUR)

Année	Nombre d'enfants			Montants payés		
	Total	dont à l'étranger		Total	dont à l'étranger	
1985	93 365	11 498	12,3%	76,50	8,88	11,6%
1990	101 116	17 041	16,9%	123,14	22,87	18,6%
1995	125 006	26 884	21,5%	235,06	52,48	22,3%
2000 *)	150 038	41 128	27,4%	417,02	135,63	32,5%
2001	156 320	45 514	29,1%	452,92	160,10	35,3%
2002	162 152	49 460	30,5%	537,87	199,11	37,0%
2003	167 175	53 050	31,7%	576,02	225,80	39,2%

*) A partir de 2000 la méthodologie des statistiques se base sur les montants effectivement liquidés par la CNPF.

Les transferts à l'étranger dépendent fortement de la conjoncture économique: les périodes de forte croissance des transferts à l'étranger correspondent en effet aux périodes avec un embauchage important de main-d'oeuvre étrangère, qui entraîne la prise en charge de nouveaux enfants bénéficiaires résidant à l'étranger. Au cours de la décennie 1975 - 1985, la part relative des transferts est restée stable en raison d'une diminution parallèle du nombre des enfants bénéficiaires vivant au Grand-Duché. Aux effets de la forte reprise de la conjoncture économique à partir du milieu des années quatre-vingt, est venue s'ajouter l'assimilation à partir du 1er janvier 1989 des enfants bénéficiaires résidant au Portugal et en Espagne aux autres ressortissants de la Communauté Européenne. Au lieu d'un montant forfaitaire, les travailleurs portugais et espagnols occupés au Luxembourg touchent désormais les allocations familiales luxembourgeoises pour leurs enfants restés dans leur pays d'origine. C'est ce changement qui explique une progression des sommes transférées à l'étranger plus rapide que celle du nombre des enfants bénéficiaires vivant à l'étranger au cours des exercices 1989, 1990 et 1991. Rappelons que les allocations différentielles ne sont pas comprises dans les transferts à l'étranger.

Graphique 4. - Allocations transférées à l'étranger



Jusqu'à présent, uniquement les prestations familiales normales ainsi que l'allocation de rentrée scolaire étaient transférées à l'étranger. Avec l'instauration d'un congé parental au 1er janvier 1999, qui lui est exportable, l'allocation d'éducation est également transférée à l'étranger à partir de cette date. C'est ce changement qui est à l'origine de la différence entre le taux d'accroissement très fort des montants exportés et celui du nombre de bénéficiaires.

La comparaison des dépenses courantes avec le produit intérieur brut (PIB) permet d'évaluer le poids des prestations familiales dans l'économie nationale. Entre 1965 et 1998, le poids des dépenses courantes a oscillé entre 1,4% et 2,3% du PIB. En 2003 les dépenses en prestations familiales atteignent 3,1% de ce même PIB. (Source: STATEC, note de conjoncture).

2.2. Recettes courantes

En 2003, les recettes en cotisations représentent 33,47%, la participation de tiers en dehors des cotisations s'élève à 66,44% et les revenus divers se chiffrent à 0,09% du total des recettes courantes.

Tableau 4. - Evolution des recettes courantes (en milliers EUR)

Recettes	2002	2003	Variation au n.i. 100
Cotisations	162 307,18	171 283,99	3,38%
dont			
à charge des employeurs du secteur public	35 146,41	37 874,80	5,57%
à charge de l'Etat	127 160,77	133 409,19	2,78%
Contributions de l'Etat	320 963,10	340 048,33	3,79%
Revenus de la fortune et divers	860,77	462,04	-47,42%
TOTAL DES RECETTES COURANTES	484 131,05	511 794,36	3,56%

2.2.1. Cotisations

Le montant total des cotisations atteint 171 283,99 milliers EUR en 2003. Le total au nombre indice 100 a enregistré une augmentation de 3,4 % par rapport à 2002.

Tableau 5. - Evolution des cotisations et de la masse salariale cotisable (montants au n.i.100 en milliers EUR)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Ouvriers	Cotisations	6 297,39	6 545,80	6 824,03	7 212,05	7 614,91	8 095,62
	Var. en %	+2,7	+3,9	4,3%	5,7%	5,6%	3,3%
	Taux de cotisation	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
	Masse salariale	370 471,91	385 050,53	401 738,73	424 238,00	447 936,12	460 889,75
	Var. en %	+2,7	+3,9	4,3%	5,6%	5,6%	2,9%
Employés	Cotisations	12 871,85	13 750,78	14 862,07	16 128,93	18 003,54	18 538,23
	Var. en %	+6,9	+6,5	8,1%	8,5%	11,6%	3,0%
	Taux de cotisation	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
	Masse salariale	757 557,65	808 928,63	874 454,32	948 760,65	1 059 032,08	1 090 483,89
	Var. en %	+6,9	+6,8	8,1%	8,5%	11,6%	3,0%

La masse des salaires cotisables a freiné sa croissance continue des dernières années, sa variation au nombre indice 100 de l'échelle mobile des salaires atteint 3,2% en 2003 contre 3,0% en 2002 et encore 9,8% en 2001, alors qu'en moyenne cette masse a évolué d'environ 5,8% par an entre 1986 et 2000. Ces taux reflètent évolution du nombre des assurés cotisants, la croissance du niveau des revenus moyens (Cf. aussi les données démographiques et financières de l'assurance pension) ainsi que les augmentations du plafond cotisable suite aux différents relèvements du niveau du salaire social minimum de référence et du plafond cotisable lui-même du quadruple au quintuple du salaire social minimum de référence au 1er janvier 1992.

Tableau 6. - Evolution des cotisations à partir de 1997 (montants en milliers EUR)

		1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cotisations								
des salariés		104 962,0	111 361,7	120 223,9	132 800,5	150 304,0	158 030,7	166 522,7
à charge	des employeurs du secteur privé	-	-	-	-	-	-	-
	des employeurs du secteur public	24 932,6	26 323,7	27 145,4	29 874,9	32 665,3	35 146,4	37 874,8
	de l'Etat pour les employeurs du secteur privé	80 029,4	85 038,1	93 078,5	102 925,6	117 638,7	122 884,3	128 647,9
des non-salariés		3 194,0	4 318,7	3 157,1	2 988,5	4 369,2	4 276,5	4 761,3
à charge	des agriculteurs et viticulteurs	-	-	-	-	-	-	-
	de l'Etat pour les agriculteurs et viticulteurs	224,2	247,1	275,8	271,5	253,8	291,7	328,6
	des autres non-salariés	2 969,7	4 071,6	90,4	48,9	327,9	367,8	36,4
	de l'Etat pour les autres non-salariés	-	-	2 790,9	2 668,2	3 787,6	3 617,0	4 396,3
<i>Total des cotisations à charge de l'Etat</i>		<i>105 186,3</i>	<i>111 608,8</i>	<i>123 290,6</i>	<i>135 740,1</i>	<i>154 345,4</i>	<i>161 939</i>	<i>171 248</i>
<i>En % du total général</i>		<i>97,3%</i>	<i>96,5%</i>	<i>99,9%</i>	<i>100,0%</i>	<i>99,8%</i>	<i>99,8%</i>	<i>100,0%</i>
<i>Total des cotisations à charge du secteur privé</i>		<i>2 969,7</i>	<i>4 071,6</i>	<i>90,4</i>	<i>48,9</i>	<i>327,9</i>	<i>367,8</i>	<i>36,4</i>
<i>En % du total général</i>		<i>2,7%</i>	<i>3,5%</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,0%</i>
TOTAL GENERAL		108 156,0	115 680,4	123 381,0	135 789,0	154 673,3	162 307,2	171 284,0

L'évolution du volume des cotisations va de pair avec celle de la masse cotisable, le taux de cotisation étant de 1,7% pour les salariés depuis le 1er janvier 1990 et de 0,6% pour tous les non-salariés à partir de 1994.

Les modifications successives de la base légale ont fortement influencé le mode de la prise en charge des cotisations.

La loi du 19 juin 1985, concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales, oblige l'Etat à verser une contribution s'élevant au même montant que celui des cotisations dues par les salariés et les non-salariés. Suite à la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises, l'Etat verse les cotisations pour toutes les personnes occupées auprès d'un employeur du secteur privé et en fin de compte par le biais de la loi concernant la mise en œuvre du plan national en faveur de l'emploi 1998, la charge des cotisations de toutes personnes exerçant une activité professionnelle indépendante incombe à l'Etat.

En considérant encore les cotisations que l'Etat verse en tant qu'employeur du secteur public, cela aboutit au résultat que la quasi-totalité des cotisations servant de base au financement des prestations familiales provient de l'Etat. Restent à charge du secteur privé, les cotisations dues par les non-salariés pour des années antérieures à l'introduction du PAN.

A court terme 100% des cotisations seront à charge de l'Etat.

En outre il faut relever que le délai de clôture de la comptabilité de la caisse, avancé d'un mois depuis l'exercice 1996, a empêché l'intégration du calcul du plafond cotisable dans les comptes cotisations de l'exercice courant.

Cette moins value de 1,25 millions EUR a empêché une comparabilité exacte des cotisations comptabilisées pour les exercices 1995, 1996 et 1997. La comparabilité est cependant rétablie à partir de l'exercice 1998.

2.2.2. Participation de l'Etat

La "participation de l'Etat dans les prestations", c'est-à-dire la participation de l'Etat au financement des allocations familiales, qui est la contrepartie des cotisations des exercices 1986 et suivants ainsi que des décharges et extournes sur cotisations des non-salariés des exercices antérieurs, atteint 171,28 millions EUR en 2003.

La participation de l'Etat dans les prestations est en progression de 3,3% au nombre indice 100 par rapport à 2002. La participation nette de l'Etat qui est de 171,11 millions EUR s'obtient en retranchant du montant brut les décharges et extournes de cotisations à rembourser à l'Etat.

L'analyse des recettes courantes depuis 1965 montre que l'intervention des pouvoirs publics dans le financement des prestations familiales est devenue de plus en plus importante. De moins de 30% en 1965 elle est passée à 48% des recettes en 1985 pour atteindre 56% en 1992 avec la participation de l'Etat dans les frais d'administration et les prestations. Entre 1994 et 1999 elle s'est stabilisée autour de 64% pour augmenter à 66,4% en 2003. De façon

parallèle, le poids des cotisations est tombé de 70% à 33,5% des recettes, tandis que les revenus de la fortune et les recettes diverses ne représentent plus qu'une part marginale de 0,1%.

Tableau 7. - Evolution de la participation de l'Etat dans le financement des prestations familiales

	2001	2002	2003
Au niveau des prestations:			
Participation brute dans le financement des prestations	154 673 264,19	162 307 182,72	171 283 697,30
- décharges sur cotisations irrécouvrables	-56 273,96	-23 244,85	-92 521,84
- extournes de cotisations indues	-23 775,39	-8 726,66	-76 908,15
- restitution de cotisations	-2 303,75	-	-
Participation nette dans le financement des prestations	154 590 911,09	162 275 211,21	171 114 267,31
Prise en charge des:			
Allocations de rentrée scolaire	26 796 244,07	28 854 325,51	30 498 137,03
Allocations d'éducation	66 828 692,83	68 002 490,85	69 887 041,23
Allocations de naissance	8 039 113,56	8 388 199,26	8 252 412,66
Allocations de maternité	4 592 929,78	4 756 885,61	4 413 505,74
<i>Indemnités pour le congé parental</i>	<i>34 974 575,37</i>	<i>40 361 042,44</i>	<i>46 111 598,00</i>
Participation Etat	9 345 074,63	22 822 268,65	27 739 942,57
Participation Fonds pour l'emploi	25 629 500,74	17 538 773,79	18 371 655,43
Remboursement de prêts	-	-	-
Frais d'administration	7 627 627,63	8 292 935,45	9 601 933,31
Total (I)	303 450 094,33	320 931 090,33	339 878 895,28
Au niveau des cotisations:			
Cotisations à charge de l'Etat (II)	121 636 296,25	126 748 063,70	133 321 757,72
Participation nette de l'Etat (I+II)	425 086 390,58	447 679 154,03	473 200 653,00
Recettes courantes de la caisse	459 023 319,96	484 131 052,23	511 794 998,38
Participation nette en % des recettes courantes	92,61%	92,47%	92,46%
Au niveau de la réserve:			
Participation Etat - déficit	117 385 556,29	185 441 023,66	205 423 666,61
Total (III)	117 385 556,29	185 441 023,66	205 423 666,61
Participation totale de l'Etat (I+II+III)	542 471 946,87	633 120 177,69	678 624 319,61

Outre sa participation au financement des allocations familiales par l'intermédiaire de la prise en charge de la moitié des cotisations dues, l'Etat prend à sa charge les allocations de rentrée scolaire (30, 5 millions EUR en 2003 contre 28,9 en 2002), les allocations d'éducation (69,9 millions EUR en 2003 contre 68,0 en 2002), les prestations de naissance et de maternité (respectivement 8,25 et 4,41 millions EUR en 2003 contre 8,39 et 4,76 en 2002) et les frais d'administration de l'organisme (9,6 millions EUR en 2003 contre 8,3 en 2002).

L'indemnité pour congé parental est à charge de l'Etat pour autant que les recettes du fonds pour l'emploi ne suffisent pas. En 2003 le fonds prend en charge 18,37 millions EUR contre 17,5 en 2002, le solde, à savoir 27,74 millions en 2003 contre 22,8 en 2002 étant à charge de l'Etat.

Avant 1986, l'Etat intervenait uniquement au niveau des prestations: non seulement la croissance des prestations a été plus rapide que celle des cotisations jusqu'en 1980, mais l'Etat prenait à sa charge toute amélioration des prestations existantes de même que toute nouvelle prestation et enfin, il assurait l'équilibre financier du régime des non-salariés. En outre la loi du 19 juin 1985 a réorienté le financement: le taux de cotisation moyen a diminué, la contribution de l'Etat a été fixée au même montant que celui des cotisations et en plus, les frais d'administration ainsi que les prestations de naissance sont restés entièrement à charge de l'Etat. Enfin, le relèvement massif du niveau des prestations en 1992 et 1993 a nécessité la création de nouvelles ressources. Ainsi, l'Etat a repris à sa charge le financement de l'allocation de rentrée scolaire à partir de 1992 et de l'allocation d'éducation à partir du 1er juillet 1993.

2.2.3. Revenus de la fortune

Les revenus de la fortune diminués de moitié, ne se chiffrent plus qu'à 0,43 millions EUR en 2003 contre 0,81 millions en 2002. Ceci s'explique par la baisse des taux d'intérêts du marché et surtout par la diminution des valeurs placées en 2003. Ce montant était en moyenne de 268 millions EUR en 2003 contre 330 millions EUR en 2002. La part de 0,08% des produits financiers dans le total des recettes courantes n'en reste que plus insignifiante.

Tableau 8. - Evolution de la réserve et du rendement de la réserve

Année	Revenus nets de la fortune	Réserve en fin d'exercice	Taux de rendement moyen
1 985	-	40 960 057,41	-
1986	2 275 674,70	46 437 950,04	5,3%
1987	2 547 783,96	57 028 982,55	5,0%
1988	3 468 912,54	75 295 330,38	5,4%
1989	5 314 318,45	76 984 642,97	7,2%
1990	5 555 183,40	69 109 322,80	7,9%
1991	4 851 921,65	62 273 060,54	7,7%
1992	4 521 330,62	71 575 946,87	7,0%
1993	3 714 467,39	52 943 468,67	6,1%
1994	1 562 951,54	31 662 745,20	3,8%
1995	1 079 136,41	20 321 059,72	4,2%
1996	353 510,97	20 321 059,72	1,8%
1997	558 585,87	20 321 059,72	2,8%
1998	540 236,71	20 321 059,72	2,7%
1999	735 381,12	20 321 059,72	3,7%
2000	433 579,26	20 321 059,72	2,2%
2001	795 910,48	20 321 059,72	4,0%
2002	814 721,02	20 321 059,72	4,1%
2003	426 340,13	20 321 059,72	2,1%

La relation entre le revenu net de la fortune (produits financiers et intérêts de retard sur cotisations, diminués des frais de gestion de la fortune) et l'évolution de la réserve est représentée de façon générale par le taux de rendement moyen de la fortune.

Or on doit constater qu'à partir de la fin de l'année 1994, l'affaîsissement de la trésorerie de la caisse a rendu difficile le placement de fonds. Bien que les problèmes de trésorerie apparus en 1995 aient été provisoirement résolus par la loi budgétaire de 1996 qui a mis à la disposition de la caisse un fonds de roulement de 10,91 millions EUR et qui dispose que l'excédent des dépenses sur les recettes de la caisse soit pris en charge par l'Etat à partir de l'exercice 1996, les liquidités ainsi dégagées servent aux paiements mensuels des prestations et ne peuvent être placées par la caisse que pour des durées n'excédant pas un mois. Le taux de rendement moyen minime depuis 1996 indiqué au tableau 8 ci-haut est à mettre en rapport avec cette situation spécifique.

2.3. Opérations sur réserve

C'est le solde entre recettes courantes et dépenses courantes qui alimente ou diminue la réserve. En 1990, la limitation de la progression des recettes en cotisations - et partant de la participation de l'Etat - par l'abaissement du taux de cotisation applicable aux salariés, face à une croissance des dépenses en prestations, a fait que, pour la première fois depuis la réforme de 1985, les dépenses ont dépassé les recettes. Même si le déficit s'est réduit en 1991 suite à une croissance des recettes dépassant celle des dépenses, la caisse a de nouveau dû équilibrer ses comptes par un prélèvement à la réserve.

L'alternance entre prélèvements et dotations à la réserve doit être considérée dans une optique pluriannuelle. En 1992, le Gouvernement s'était mis d'accord sur un certain nombre de mesures d'accompagnement de la réforme fiscale ("paquet social"):

- dès le mois d'août 1992, les montants de base de l'allocation de rentrée scolaire augmentent de près de la moitié;
- le mois suivant, l'allocation d'éducation est étendue à quatre ans pour certaines familles;
- au 1er janvier 1993, les montants de base des allocations familiales sont augmentés de façon parallèle à une réduction de la modération d'impôt pour enfant;
- à la même date, le montant de l'allocation de maternité augmente de moitié;

- à partir du 1er juillet 1993 enfin, une demi-allocation d'éducation est payée en cas de travail à temps partiel et le montant de l'allocation augmente de moitié.

Pour financer ces mesures, l'Etat a pris en charge l'allocation de rentrée scolaire à partir du 1er août 1992, l'allocation d'éducation à partir du 1er juillet 1993.

Suite à la reprise par l'Etat de la charge de l'allocation de rentrée scolaire, les recettes courantes ont dépassé de façon passagère les dépenses courantes en 1992. L'augmentation massive des dépenses pour prestations en 1993 et 1994 n'a pu être compensée par la prise en charge depuis le milieu de l'année 1993 de l'allocation d'éducation de sorte que des prélèvements à la réserve de respectivement 18,63; 21,28 et 22,25 millions EUR ont été rendus nécessaires pour équilibrer les comptes. Ainsi la réserve au 31 décembre 1995 n'a atteint plus que 20,32 millions EUR, niveau maintenu jusqu'à ce jour.

Les problèmes de trésorerie reliés à l'affaissement de la réserve ont amené l'Etat à mettre à la disposition de la caisse par la loi budgétaire de 1996, un fonds de roulement de 10,91 millions EUR, de sorte que les capitaux permanents de la caisse atteignent 20,32 millions EUR au 31 décembre 1995.

Cette loi budgétaire a également introduit la prise en charge par l'Etat de l'excédent des dépenses sur les recettes de la caisse à partir de l'exercice 1996. Sans dotations au fonds de roulement de 1996 à 1999 le montant de la réserve est resté inchangé jusqu'au 31.12.1999.

2.4. Analyse du bilan

Le prélèvement à la réserve de 22,25 millions EUR en 1995 avait réduit la réserve à 9,41 millions EUR.

A côté du fonds de roulement de 10,91 millions d'EUR mis à la disposition par l'Etat, la caisse était obligée en 1995 d'emprunter 10,41 millions d'EUR auprès du CCSS pour pallier aux problèmes de trésorerie, poste créditeur qui a pu être épuré en 1996.

Etant donné que le fonds de roulement de 10,91 millions EUR reste figé et que l'Etat s'est engagé de prendre en charge le déficit de la caisse, un paiement d'avances a été convenu à partir de l'exercice 1996 afin de permettre à la caisse d'honorer ses obligations. Ces paiements au montant total de 184,29 millions EUR en 2002 se chiffrent à 208,8 millions EUR pour l'année 2003.

2.5. Conclusion

La prime de répartition pure, c'est-à-dire le rapport entre prestations familiales à financer par la caisse et masse salariale cotisable, permet l'analyse de l'équilibre financier de la caisse. En 2003 cette prime s'élève à 5,15% par rapport à 5,09% en 2002. En tenant compte du fait que la contribution de l'Etat est identique aux recettes en cotisations, le taux de cotisation moyen nécessaire pour couvrir les dépenses en prestations aurait été de 2,58%, compte non tenu des revenus de la fortune sur les réserves placées de la caisse, insignifiants dans ce contexte.

Le taux de cotisation moyen effectif de 1,62 % en 2003, comme lors des exercices précédents, ayant été largement inférieur au taux théorique de 2,58 %, les comptes ont été clôturés avec un excédent important des dépenses sur les recettes. Pour l'exercice 2003 l'Etat a dû éponger un déficit de 205,4 millions EUR après 185,4 en 2002 et 117,4 en 2001.

Partie statistique

Section 1 - Données démographiques

1.1. Allocations familiales

Tableau 1.1. - Evolution du nombre des familles et des enfants bénéficiaires depuis 1965
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Familles attributaires		Enfants bénéficiaires		Nombre moyen d'enfants bénéficiaires par famille
	Nombre	1965 = base 100	Nombre	1965 = base 100	
	Ouvrier				
1965	31 428	100,0	60 082	100,0	1,91
1970	31 933	101,6	61 829	102,9	1,94
1975	34 454	109,6	65 513	109,0	1,90
1980	31 411	99,9	55 527	92,4	1,77
1985	28 082	89,4	47 731	79,4	1,70
1990	30 878	98,2	52 184	86,9	1,69
1995	37 157	118,2	64 088	106,7	1,72
1996	38 282	121,8	66 387	110,5	1,73
	Employés et fonctionnaires				
1965	15 052	100,0	26 225	100,0	1,74
1970	16 767	111,4	29 581	112,8	1,76
1975	18 902	125,6	32 727	124,8	1,73
1980	19 512	129,6	32 243	122,9	1,65
1985	20 803	138,2	33 958	129,5	1,63
1990	22 450	149,1	37 504	143,0	1,67
1995	27 651	183,7	47 545	181,3	1,72
1996	28 888	191,9	49 814	189,9	1,72
	Non-salariés				
1965	9 153	100,0	17 911	100,0	1,96
1970	8 928	97,5	17 992	100,5	2,02
1975	7 802	85,2	15 255	85,2	1,96
1980	6 863	75,0	12 510	69,8	1,82
1985	6 751	73,8	11 676	65,2	1,73
1990	6 669	72,9	11 428	63,8	1,71
1995	7 585	82,9	13 373	74,7	1,76
1996	7 755	84,7	13 711	76,6	1,77
	Total				
1965	55 633	100,0	104 218	100,0	1,87
1970	57 628	103,6	109 402	105,0	1,90
1975	61 158	109,9	113 495	108,9	1,86
1980	57 786	103,9	100 280	96,2	1,74
1985	55 636	100,0	93 365	89,6	1,68
1990	59 997	107,8	101 116	97,0	1,69
1995	72 393	130,1	125 006	119,9	1,73
1996	74 925	134,7	129 912	124,7	1,73
1997*)	77 084	138,6	134 295	128,9	1,74
1998	80 075	143,9	140 313	134,6	1,75
1999	81 958	147,3	144 173	138,3	1,76
2000	84 902	152,6	150 038	144,0	1,77
2001	88 346	158,8	156 320	150,0	1,77
2002	91 526	164,5	162 152	155,6	1,77
2003	94 362	169,6	167 175	160,4	1,77

*) Depuis 1997 la répartition suivant groupes professionnels ne se fait plus.

Statistiques

Tableau 1.2. - **Composition des familles attributaires et répartition des enfants selon le rang qu'ils occupent dans la famille**
(situation au 31 décembre 2003)

Familles avec...	Nombre	En % du total	Rang des enfants	Nombre	En % du total
1 enfant	41 658	44,15	1ers enfants	94 362	56,45
2 enfants	36 713	38,91	2es enfants	52 704	31,53
3 enfants	12 710	13,47	3es enfants	15 991	9,57
4 enfants	2 653	2,81	4es enfants	3 281	1,96
5 enfants	475	0,50	5es enfants	628	0,38
6 enfants	118	0,13	6es enfants	153	0,09
7 enfants	21	0,02	7es enfants	35	0,02
8 enfants	9	0,01	8es enfants	14	0,01
9 enfants	3	0,00	9es enfants	5	0,00
10 enfants	2	0,00	10es enfants	2	0,00
TOTAL	94 362	100,00	TOTAL	167 175	100,00

Tableau 1.3. - **Evolution de la composition des familles attributaires**
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Familles avec...								Total
	1 enfant		2 enfants		3 enfants		4 enfants et plus		
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	
1965	25 889	46,5	18 112	32,6	7 338	13,2	4 294	7,7	55 633
1970	25 781	44,7	19 367	33,6	7 937	13,8	4 543	7,9	57 628
1975	27 770	45,4	21 090	34,5	8 051	13,2	4 247	6,9	61 158
1980	27 993	48,4	20 655	35,7	6 634	11,5	2 504	4,3	57 786
1985	27 495	49,4	20 698	37,2	5 819	10,5	1 624	2,9	55 636
1986	27 253	49,1	20 908	37,6	5 853	10,5	1 529	2,8	55 543
1987	27 396	48,9	21 116	37,7	5 953	10,6	1 520	2,7	55 985
1988	27 920	49,0	21 455	37,6	6 117	10,7	1 501	2,6	56 993
1989	28 423	48,6	22 176	37,9	6 377	10,9	1 550	2,6	58 526
1990	29 103	48,5	22 678	37,8	6 638	11,1	1 578	2,6	59 997
1991	29 776	47,8	23 915	38,4	6 959	11,2	1 666	2,7	62 316
1992	30 254	47,5	24 411	38,3	7 271	11,4	1 733	2,7	63 669
1993	31 413	47,3	25 538	38,4	7 711	11,6	1 806	2,7	66 468
1994	32 465	46,5	27 082	38,8	8 275	11,9	1 950	2,8	69 772
1995	33 245	45,9	28 280	39,1	8 794	12,1	2 074	2,9	72 393
1996	34 221	45,7	29 169	38,9	9 323	12,4	2 212	3,0	74 925
1997	34 888	45,3	30 108	39,1	9 726	12,6	2 362	3,1	77 084
1998	35 771	44,7	31 504	39,3	10 280	12,8	2 520	3,1	80 075
1999	36 419	44,4	32 217	39,3	10 624	13,0	2 698	3,3	81 958
2000	37 391	44,0	33 458	39,4	11 193	13,2	2 860	3,4	84 902
2001	38 927	44,1	34 627	39,2	11 776	13,3	3 016	3,4	88 346
2002	40 347	44,1	35 716	39,0	12 268	13,4	3 195	3,5	91 526
2003	41 658	44,1	36 713	38,9	12 710	13,5	3 281	3,5	94 362

Tableau 1.4. - **Evolution de la répartition des enfants selon le rang qu'ils occupent dans la famille**
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	1ers enfants		2ièmes enfants		3ièmes enfants		4ièmes enfants et suivants		Infirmes CAFE *)	Total
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total		
1965	55 633	53,3	29 744	28,5	11 632	11,1	7 209	6,9	135	104 353
1970	57 628	52,6	31 847	29,1	12 480	11,4	7 447	6,8	129	109 531
1975	61 158	53,8	33 388	29,4	12 298	10,8	6 651	5,9	132	113 627
1980	57 786	57,5	29 793	29,7	9 138	9,1	3 563	3,5	169	100 449
1985	55 636	59,6	28 141	30,1	7 443	8,0	2 145	2,3	(.)	93 365
1986	55 543	59,6	28 290	30,3	7 382	7,9	2 018	2,2	(.)	93 233
1987	55 985	59,6	28 589	30,4	7 473	8,0	1 946	2,1	(.)	93 993
1988	56 993	59,6	29 073	30,4	7 618	8,0	1 913	2,0	(.)	95 597
1989	58 526	59,4	30 103	30,5	7 927	8,0	1 988	2,0	(.)	98 544
1990	59 997	59,3	30 894	30,6	8 216	8,1	2 009	2,0	(.)	101 116
1991	62 316	59,0	32 540	30,8	8 625	8,2	2 108	2,0	(.)	105 589
1992	63 669	58,8	33 415	30,9	9 004	8,3	2 202	2,0	(.)	108 290
1993	66 468	58,6	35 055	30,9	9 517	8,4	2 301	2,0	(.)	113 341
1994	69 772	58,3	37 307	31,1	10 225	8,5	2 470	2,1	(.)	119 774
1995	72 393	57,9	39 148	31,3	10 868	8,7	2 597	2,1	(.)	125 006
1996	74 925	57,7	40 704	31,3	11 535	8,9	2 748	2,1	(.)	129 912
1997	77 084	57,4	42 196	31,4	12 088	9,0	2 927	2,2	(.)	134 295
1998	80 075	57,1	44 304	31,6	12 800	9,1	3 134	2,2	(.)	140 313
1999	81 958	56,8	45 539	31,6	13 322	9,2	3 354	2,3	(.)	144 173
2000	84 902	56,6	47 511	31,7	14 053	9,4	3 572	2,4	(.)	150 038
2001	88 346	56,5	49 419	31,6	14 792	9,5	3 763	2,4	(.)	156 320
2002	91 526	56,4	51 179	31,6	15 463	9,5	3 984	2,5	(.)	162 152
2003	94 362	56,4	52 704	31,5	15 991	9,6	4 118	2,5	(.)	167 175

*) De 1965 à 1982, la répartition des infirmes auprès de l'ancienne caisse d'allocations familiales des employés (CAFE) suivant le rang n'est pas disponible; les pourcentages ont été établis à l'exclusion de ces infirmes.

Tableau 1.5 - **Evolution de la répartition des enfants par groupe d'âge *)**
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Groupe d'âge								Total
	0-5 ans		6-11 ans		12-17 ans		18 ans et plus		
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	
1985	25 628	27,4	26 616	28,5	29 993	32,1	11 128	11,9	93 365
1986	25 756	27,6	26 830	28,8	29 082	31,2	11 565	12,4	93 233
1987	26 143	27,8	27 606	29,4	28 416	30,2	11 828	12,6	93 993
1988	27 070	28,3	28 476	29,8	27 883	29,2	12 168	12,7	95 597
1989	28 355	28,8	29 329	29,8	28 147	28,6	12 713	12,9	98 544
1990	29 493	29,2	30 372	30,0	28 492	28,2	12 759	12,6	101 116
1991	31 369	29,7	31 392	29,7	29 151	27,6	13 677	13,0	105 589
1992	32 088	29,6	32 217	29,8	29 647	27,4	14 338	13,2	108 290
1993	34 027	30,0	33 175	29,3	30 900	27,3	15 239	13,4	113 341
1994	36 229	30,2	34 712	29,0	32 317	27,0	16 516	13,8	119 774
1995	37 849	30,3	36 431	29,1	33 338	26,7	17 388	13,9	125 006
1996	39 045	30,1	38 029	29,3	34 418	26,5	18 420	14,2	129 912
1997	40 032	29,8	39 493	29,4	35 209	26,2	19 561	14,6	134 295
1998	41 833	29,8	41 241	29,4	36 604	26,1	20 635	14,7	140 313
1999	42 110	29,2	42 717	29,6	37 475	26,0	21 871	15,2	144 173
2000	43 681	29,1	44 477	29,6	39 122	26,1	22 758	15,2	150 038
2001	45 197	28,9	46 352	29,7	41 010	26,2	23 761	15,2	156 320
2002	46 315	28,6	48 176	29,7	43 027	26,5	24 634	15,2	162 152
2003	46 847	28,0	49 720	29,7	45 138	27,0	25 470	15,2	167 175

*) Le nombre des enfants de 6 ans et plus n'est pas égal au nombre des majorations d'âge car la répartition par groupe d'âge tient compte de tous les bénéficiaires d'allocations familiales, qu'ils touchent des majorations d'âge ou non. Avant 1989, notamment les enfants portugais et espagnols résidant dans leur pays d'origine n'avaient pas droit aux majorations d'âge.

Graphique 1.1. - Répartition par âge des enfants bénéficiaires au 31 décembre 2003

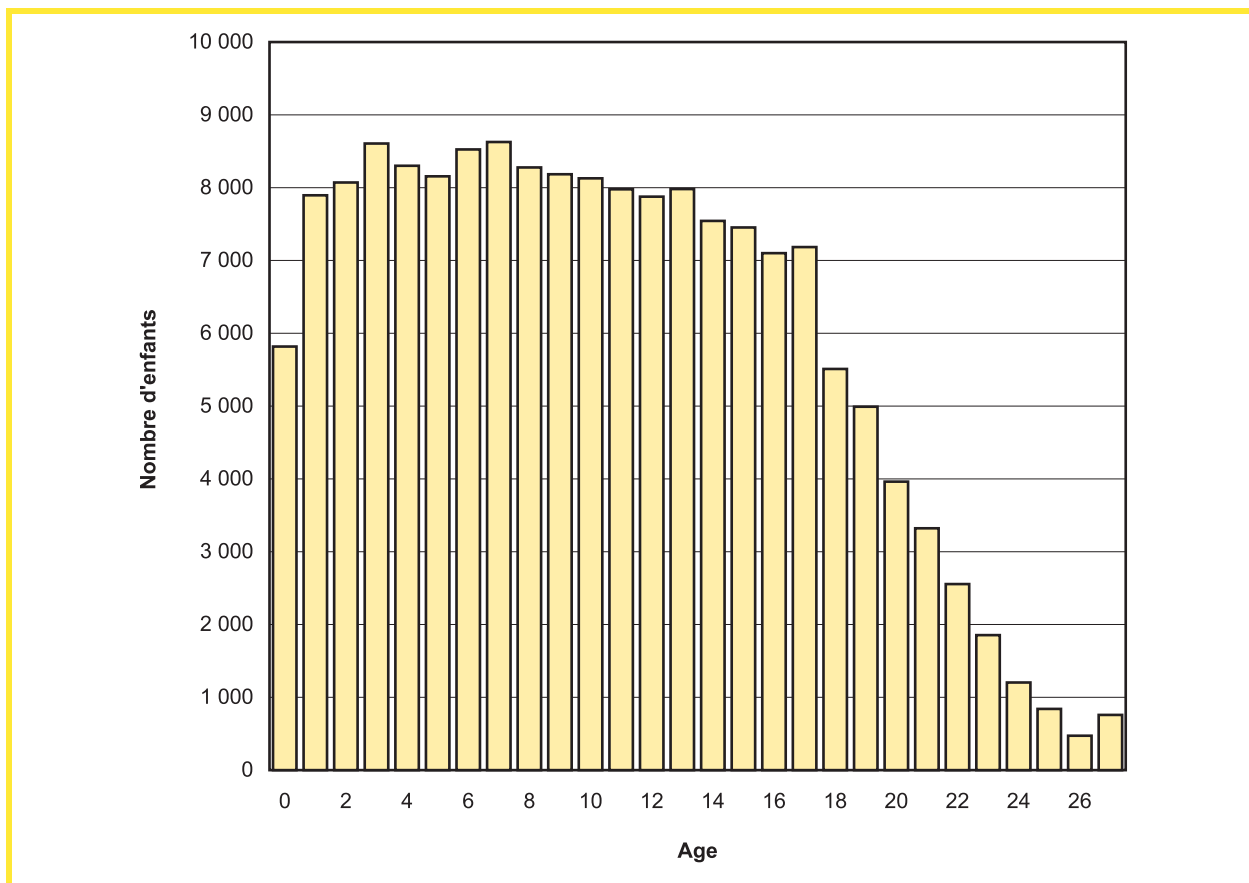


Tableau 1.6. - Evolution du nombre des enfants bénéficiaires d'une allocation spéciale supplémentaire et des enfants infirmes bénéficiant des allocations familiales normales au-delà de l'âge de 18 ans (situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Allocations spéciales supplémentaires				Infirmes (>=18 ans) bénéficiant d'allocations familiales normales
	Handicapés (<18 ans)	Infirmes (>=18 ans) *)	Nombre	Total	
				En % du nombre d'allocations familiales normales	
1984	602	191	793	0,84	1 127
1985	601	197	798	0,85	1 127
1986	605	203	808	0,87	1 144
1987	609	227	836	0,89	1 192
1988	624	219	843	0,88	1 200
1989	628	224	852	0,86	1 216
1990	641	213	854	0,84	1 218
1991	648	214	862	0,82	1 215
1992	663	202	865	0,80	1 201
1993	648	225	873	0,77	1 197
1994	735	248	983	0,82	1 167
1995	785	343	1 128	0,90	928
1996	828	386	1 214	0,93	965
1997	855	405	1 260	0,94	966
1998	891	429	1 320	0,94	981
1999	953	457	1 410	0,98	996
2000	1 027	468	1 489	0,99	994
2001	1 109	458	1 567	1,00	957
2002	1 185	479	1 664	1,03	961
2003	1 240	499	1 739	1,04	969

*) Inclus dans le nombre des infirmes bénéficiant d'allocations familiales normales au-delà de l'âge de 18 ans.

Tableau 1.7. - **Evolution du nombre des bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire**
(nombre des allocations payées au mois d'août) (source CNPF)

Année	Groupe familial 1 enfant			Groupe familial 2 enfants			Groupe familial 3 enfants et plus			Total général
	Age de l'enfant			Age de l'enfant			Age de l'enfant			
	6-11 ans	12 ans et plus	Total	6-11 ans	12 ans et plus	Total	6-11 ans	12 ans et plus	Total	
1986	-	-	-	12 848	16 446	29 294	7 898	10 489	18 387	47 681
1987	-	-	-	13 278	16 528	29 806	8 079	10 169	18 248	48 054
1988	5 150	12 620	17 770	13 668	16 657	30 325	8 440	10 048	18 488	66 583
1989	5 297	13 002	18 299	14 510	17 165	31 675	8 949	10 295	19 244	69 218
1990	5 453	13 140	18 593	14 828	17 433	32 261	9 435	10 541	19 976	70 830
1991	5 430	13 282	18 712	15 424	17 938	33 362	10 065	10 604	20 669	72 743
1992	5 467	13 687	19 154	15 928	18 905	34 833	10 589	11 259	21 848	75 835
1993	5 584	13 451	19 035	16 073	19 146	35 219	10 954	11 579	22 533	76 787
1994	5 607	14 127	19 734	16 700	20 757	37 457	11 710	12 747	24 457	81 648
1995	5 857	14 572	20 429	17 362	22 000	39 362	12 511	13 623	26 134	85 925
1996	6 089	14 972	21 061	18 073	22 685	40 758	13 245	14 546	27 791	89 610
1997	6 278	15 358	21 636	18 727	23 554	42 281	13 745	15 275	29 020	92 937
1998	6 478	15 707	22 185	19 457	24 640	44 097	14 744	16 205	30 949	97 231
1999	6 648	16 090	22 738	20 112	25 433	45 545	15 246	17 038	32 284	100 567
2000	6 861	16 608	23 469	21 002	26 370	47 372	16 017	18 268	34 285	105 126
2001	7 064	17 148	24 212	21 758	27 778	49 536	17 140	19 517	36 657	110 405
2002	7 233	17 793	25 026	22 564	28 703	51 267	18 021	20 634	38 655	114 948
2003	7 465	17 167	24 632	23 377	28 486	51 863	18 602	20 431	39 033	115 528

Tableau 1.8. - **Evolution du nombre des étudiants bénéficiaires d'allocations familiales âgés de plus de 18 ans *)**
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Ouvriers		Employés		Non-salariés		Total	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total des bénéficiaires
1965	391	16,6	1 253	53,3	707	30,1	2 351	2,3
1970	405	13,3	1 800	59,3	832	27,4	3 037	2,8
1975	654	14,7	2 623	58,9	1 178	26,4	4 455	3,9
1980	1 772	23,2	4 200	55,1	1 650	21,6	7 622	7,6
1985	3 026	30,3	5 230	52,3	1 745	17,4	10 001	10,7
1986	3 363	32,3	5 345	51,3	1 711	16,4	10 419	11,2
1987	3 308	31,1	5 502	51,7	1 826	17,2	10 636	11,3
1988	3 635	33,1	5 523	50,4	1 810	16,5	10 968	11,5
1989	3 956	34,4	5 714	49,7	1 827	15,9	11 497	11,7
1990	4 104	35,6	5 697	49,4	1 740	15,1	11 541	11,4
1991	4 442	35,7	6 160	49,5	1 847	14,8	12 449	11,8
1992	4 869	37,1	6 430	48,9	1 842	14,0	13 141	12,1
1993	5 487	39,1	6 683	47,6	1 872	13,3	14 042	12,4
1994	6 440	42,0	6 866	44,7	2 043	13,3	15 349	12,8
1995	7 037	42,8	7 228	43,9	2 195	13,3	16 460	13,2
1996	7 551	43,2	7 678	43,9	2 254	12,9	17 483	13,5
1997 **)	-	-	-	-	-	-	18 595	13,8
1998	-	-	-	-	-	-	19 654	14,0
1999	-	-	-	-	-	-	20 872	14,5
2000	-	-	-	-	-	-	21 758	14,5
2001	-	-	-	-	-	-	22 798	14,6
2002	-	-	-	-	-	-	23 668	14,6
2003	-	-	-	-	-	-	24 496	14,7

*) Compris dans les chiffres des tableaux I.1. à I.5.

**) Depuis 1997 la répartition suivant groupes professionnels ne se fait plus.

Prestations
familiales

1.2. Allocation d'éducation

Tableau 1.9. - **Evolution de la répartition des foyers bénéficiaires de l'allocation d'éducation**
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Nombre de foyers				Nombre total d'allocations d'éducation
	à revenu unique	à deux revenus	monoparentaux	avec activité à mi-temps	
1990	4 926	930	358	-	6 214
1991	5 018	1 124	486	-	6 628
1992	5 635	1 300	602	-	7 537
1993	5 845	1 422	640	338	8 245
1994	5 976	1 813	725	456	8 970
1995	5 889	2 003	928	544	9 364
1996	5 795	2 062	1 048	608	9 513
1997	5 867	2 003	1 185	589	9 644
1998	5 974	1 998	1 213	639	9 824
	Allocation entière		Allocation partielle		
1999 *)	8 465		489		8 954
2000	9 194		214		9 408
2001	9 665		229		9 894
2002	9 942		177		10 119
2003	10 136		155		10 291

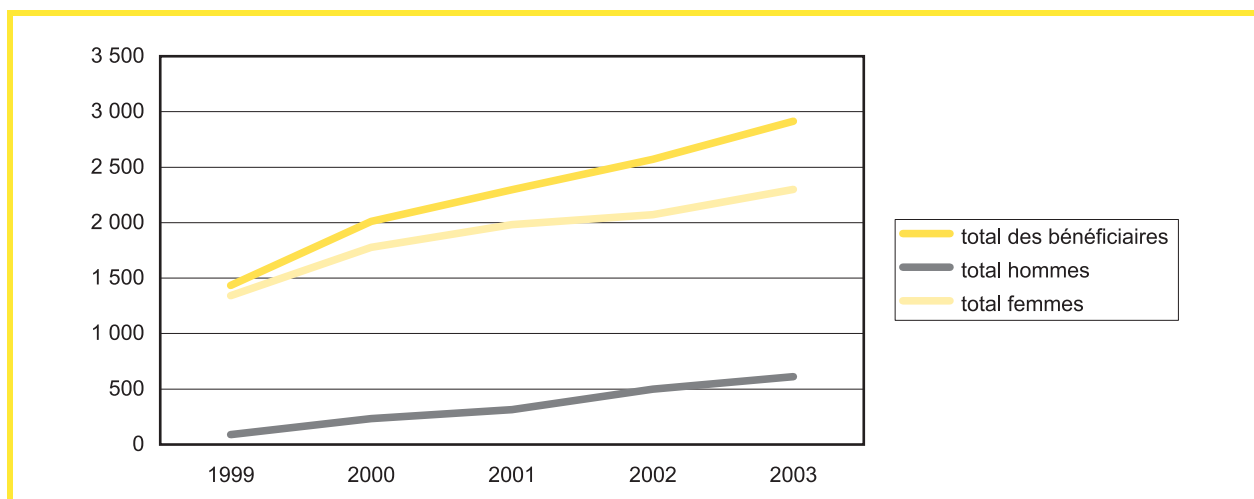
*) A partir de 1999, la répartition suivant type de foyer n'est plus disponible.

1.3. Congé parental

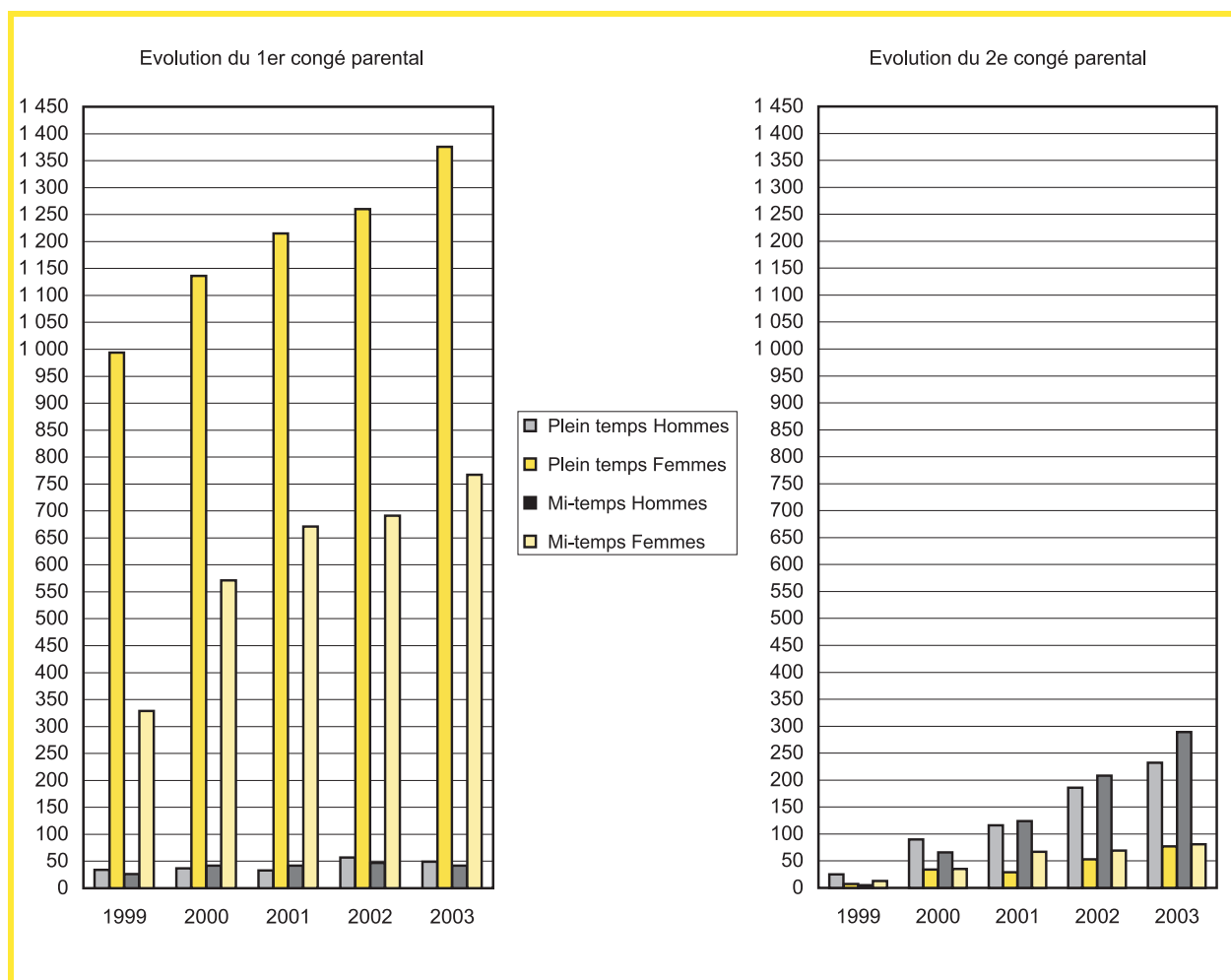
Tableau 1.10. - **Répartition des indemnités pour congé parental**
(congés en cours en décembre 2003) (source CNPF/CCSS)

	Femmes	Hommes	Total
<i>Premier congé</i>	2 014	91	2 105
Plein temps	1 295	49	1 344
Mi-temps	719	42	761
<i>Deuxième congé</i>	150	512	662
Plein temps	72	227	299
Mi-temps	78	285	363
<i>Congé mono-parental</i>	137	9	146
Plein temps	86	5	91
Mi-temps	51	4	55
TOTAL DES CONGES	2 301	612	2 913

Graphique 1.2. - **Nombre de bénéficiaires du congé parental**
(congé en cours en décembre)



Graphique 1.3. - Evolution du 1er et du 2e congé parental



1.4. Allocations de naissance et de maternité

Tableau 1.11. - Evolution du nombre des différentes tranches d'allocations de naissance et des allocations de maternité ainsi que du nombre des naissances enregistrées sur le territoire (source CNPF)

Année	Nombre de naissances (Source: STATEC)	prénatales		Allocations de naissance		postnatales		Allocations de maternité ³⁾	
		Nombre	Taux ¹⁾	Nombre	Taux ¹⁾	Nombre	Taux ²⁾	Nombre	Taux ¹⁾
1970	4 411	-	-	3 618	82,0	-	-	-	-
1975	3 982	2 815	70,7	3 139	78,8	-	-	-	-
1980	4 169	3 610	86,6	3 602	86,4	2 760	67,8	1 452	34,8
1985	4 104	3 875	94,4	4 061	99,0	3 790	90,6	2 016	49,1
1986	4 309	4 283	99,4	4 256	98,8	4 214	100,5	2 098	48,7
1987	4 238	4 046	95,5	3 977	93,8	3 818	93,0	2 017	47,6
1988	4 603	4 334	94,2	4 357	94,7	4 113	95,5	2 090	45,4
1989	4 665	4 239	90,9	4 412	94,6	3 997	94,3	2 072	44,4
1990	4 936	4 568	92,5	4 572	92,6	4 197	91,2	2 084	42,2
1991	4 986	4 697	94,2	4 828	96,8	4 471	95,8	2 205	44,2
1992	5 149	4 690	91,1	4 827	93,7	4 681	94,8	1 906	37,0
1993	5 353	5 005	93,5	5 196	97,1	4 618	92,6	2 106	39,3
1994	5 451	5 438	99,8	5 461	100,2	4 974	96,6	2 313	42,4
1995	5 421	5 231	96,5	5 280	97,4	5 039	94,1	2 215	40,9
1996	5 689	5 674	99,7	5 700	100,2	5 093	93,4	2 487	43,7
1997	5 503	5 385	97,9	5 525	100,4	5 161	95,2	2 122	38,6
1998	5 386	5 373	99,8	5 434	100,9	5 317	93,5	2 094	38,9
1999	5 582	5 181	92,8	5 196	93,1	5 219	94,8	1 967	35,2
2000	5 723	5 496	96,0	5 390	94,2	5 136	95,4	1 927	33,7
2001	5 459	5 124	93,9	5 258	96,3	5 104	91,4	1 688	30,9
2002	5 345	5 170	96,7	5 218	97,6	5 430	94,9	1 722	32,2
2003	5 303	5 067	95,5	5 170	97,5	5 012	91,8	1 556	29,3

1) En % du nombre des naissances enregistrées au cours de l'année.

2) En % du nombre des naissances enregistrées deux ans plus tôt.

3) A partir de 1986: nombre moyen 1re et 2e tranche.

Tableau 1.12. - Evolution du nombre de naissances ouvrant droit à une allocation de naissance
(source CNPF)

Année	Total	Premier-nés	Puînés	Légitimes	Naturels	Filles	Garçons
1970	3 618	1 613	2 005	3 481	137	1 799	1 819
1975	3 139	1 542	1 597	3 029	110	1 551	1 588
1980	3 602	1 795	1 807	3 506	96	1 833	1 769
1985	4 061	2 004	2 057	3 853	208	1 927	2 134
1986	4 256	2 043	2 213	3 972	284	2 071	2 185
1987	3 977	1 911	2 066	3 669	308	1 928	2 049
1988	4 357	2 070	2 287	4 023	334	2 086	2 271
1989	4 412	2 012	2 400	4 143	269	2 149	2 263
1990	4 572	2 131	2 441	4 216	356	2 285	2 287
1991	4 828	2 206	2 622	4 447	381	2 333	2 495
1992	4 827	2 231	2 596	4 458	369	2 352	2 475
1993	5 196	2 443	2 753	4 794	402	2 516	2 680
1994	5 461	2 354	3 107	5 006	455	2 681	2 780
1995	5 280	2 262	3 018	4 873	407	2 581	2 699
1996	5 700	2 430	3 270	5 151	549	2 754	2 946
1997	5 525	2 381	3 144	4 952	573	2 640	2 885
1998	5 434	2 281	3 153	4 827	607	2 618	2 816
1999	5 196	2 294	2 902	4 584	612	2 530	2 666
2000	5 390	2 404	2 986	4 521	869	2 586	2 804
2001	5 258	2 381	2 877	4 340	918	2 580	2 678
2002	5 218	2 375	2 843	4 275	943	2 543	2 675
2003	5 170	2 387	2 783	4 185	985	2 451	2 719

Tableau 1.13. - Répartition du nombre total des allocations de maternité*) et des allocations de naissance
suivant la nationalité des bénéficiaires en 2002 et 2003 (source CNPF)

Nationalité	Allocation de maternité		Allocation de naissance	
	2002	2003	2002	2003
<i>Luxembourgeois</i>	690	558	2 369	2 351
<i>Autres ressortissants UE</i>	693	679	2 362	2 306
Allemands	29	37	105	104
Anglais	36	30	98	82
Autrichiens	5	2	10	7
Belges	61	60	272	262
Danois	18	19	36	33
Espagnols	15	5	33	30
Finlandais	3	4	8	9
Français	82	100	349	370
Grecs	1	3	8	8
Irlandais	8	9	25	15
Italiens	68	69	196	222
Néerlandais	14	18	64	50
Portugais	340	316	1 133	1 087
Suédois	13	7	25	27
<i>Autres nationalités</i>	264	259	487	513
Américains	11	9	24	14
Bosniens	24	21	64	61
Cap-Verdiens	11	8	52	65
Chinois	22	15	26	35
Yougoslaves	104	119	169	172
Autres	83	73	138	154
Indéterminés	9	14	14	12
TOTAL	1 647	1 496	5 218	5 170

*) Répartition du nombre des 1res tranches.

Section 2 - Montants des prestations

Tableau 2.1. - Evolution des montants des allocations familiales d'après le nombre d'enfants par famille
(montants mensuels au nombre indice 100 du coût de la vie)

Date de la refixation	1 enfant	2 enfants	3 enfants	pour chaque enfant en plus
01.05.1964	9,17	18,34	29,00	¹⁾
01.08.1967	9,17	18,34	34,88	16,53
01.01.1971	9,17	18,34	38,92	20,58
01.01.1973	9,17	18,34	43,13	24,79
01.01.1976	9,92	19,83	45,36	25,53
01.03.1979	9,92	22,31	47,84	25,53
01.03.1980	9,92	24,79	54,54	29,75
01.04.1982	9,92	24,79	59,49	29,75
01.01.1985 ³⁾	10,16	25,41	60,98	30,49
01.03.1986	10,16	30,99	68,17	30,49
01.01.1993	15,25	41,15	83,42	42,27
01.01.1998	19,76	50,17	96,98	46,78
01.01.1999	24,27	59,20	110,52	51,29
01.01.2002	28,46	67,58	123,09	55,48

Tableau 2.2. - Evolution des montants des allocations familiales d'après le rang occupé par les enfants dans les familles
(montants mensuels au nombre indice 100 du coût de la vie)

Date de la refixation	1ers enfants	2ièmes enfants	3ièmes enfants	4ièmes enfants et suivants
01.05.1964	9,17	9,17	10,66	²⁾
01.08.1967	9,17	9,17	16,53	16,53
01.01.1971	9,17	9,17	20,58	20,58
01.01.1973	9,17	9,17	24,79	24,79
01.01.1976	9,92	9,92	25,53	25,53
01.03.1979	9,92	12,39	25,53	25,53
01.03.1980	9,92	14,87	29,75	29,75
01.04.1982	9,92	14,87	34,71	29,75
01.01.1985 ³⁾	10,16	15,25	35,57	30,49
01.03.1986	10,16	20,82	37,18	30,49
01.01.1993	15,25	25,90	42,27	42,27

Remarque: à partir du 1.1.1998, le montant des allocations familiales est déterminé pour le groupe familial, et non plus par enfant (Loi du 23.12.1998).

Tableau 2.3. - Introduction et refixation de l'allocation spéciale supplémentaire, des majorations d'âge, de l'allocation d'éducation et de l'indemnité pour congé parental (montants mensuels au nombre indice 100 du coût de la vie)

Date de l'introduction/ de la refixation	Allocation spéciale supplémentaire	Majorations d'âge		Allocation d'éducation ⁶⁾	Indemnité pour congé parental
		6-11 ans	à partir de 12 ans		
01.08.1967	9,17 ⁴⁾	-	-	-	-
01.01.1976	9,92 ⁵⁾	-	2,23	-	-
01.01.1977	-	0,99	3,22	-	-
01/01/1985 ³⁾	10,16	1,02	3,32	-	-
01.01.1989	-	-	-	49,58	-
01.06.1989	-	2,48	7,44	-	-
01.07.1993	-	-	-	74,37	-
01.01.1998	19,76	-	-	-	-
01.01.1999	24,27	-	-	-	-
01.03.1999 ⁷⁾	-	-	-	-	272,68 / 136,34 ⁸⁾
01.01.2002	28,46	-	-	-	-

Remarque: Les montants au nombre indice courant s'obtiennent en multipliant les montants ci-dessus par le nombre indice du coût de la vie.

¹⁾ 4 enfants: 178,56 €; 5 enfants: 234,05 €; 6 enfants: 289,56 €.

²⁾ 4ièmes enfants: 11,65 €; 5ièmes enfants: 12,64 €; 6ièmes enfants: 13,63 €; 7ièmes enfants et suivants: 14,63 €.

³⁾ La refixation au nombre indice 100 du coût de la vie des allocations familiales avec effet au 1er janvier 1985 ne s'est pas traduite par une augmentation du montant nominal des allocations familiales, mais a eu pour seul effet de compenser la diminution des allocations familiales due à l'abrogation de la cote d'adaptation indiciaire spéciale.

⁴⁾ Age limite 19 ans.

⁵⁾ Age limite ramené à 18 ans.

⁶⁾ Montant par foyer.

⁷⁾ Le congé parental est accordé pour les enfants nés à partir du 1er janvier 1999.

⁸⁾ Montant accordé pour le congé parental à mi-temps.

Tableau 2.4. - **Introduction et refixation de l'allocation de rentrée scolaire**
(montants mensuels au nombre indice 100 du coût de la vie)

Date de l'introduction/ de la refixation	Allocation de rentrée scolaire					
	groupe d'un enfant		groupe de 2 enfants		groupe de 3 enfants et plus	
	6-11 ans	à partir de 12 ans	6-11 ans	à partir de 12 ans	6-11 ans	à partir de 12 ans
01.08.86	-	-	9,92	14,87	22,31	29,75
20.08.88	9,92	14,87	19,83	24,79	32,23	39,66
01.08.92	17,35	24,79	29,75	37,18	42,14	49,58

Tableau 2.5. - **Evolution de la dépense moyenne annuelle en allocations familiales *) et d'éducation par enfant bénéficiaire et par famille attributaire**

Année	Montant moyen par enfant bénéficiaire			Montant moyen par famille attributaire **)		
	Nombre indice courant	Nombre indice 100		Nombre indice courant	Nombre indice 100	
	Montant	Montant	Var. en %	Montant	Montant	Var. en %
1985	812,71	195,22	-	1 373,39	329,90	-
1986	945,98	222,84	14,1	1 587,07	373,85	13,3
1987	972,07	226,76	1,8	1 638,21	382,16	2,2
1988	1 004,35	233,85	3,1	1 690,12	393,51	3,0
1989	1 301,77	293,97	25,7	2 189,31	494,40	25,6
1990	1 417,37	309,42	5,3	2 386,02	520,88	5,4
1991	1 491,10	313,91	1,5	2 526,36	531,86	2,1
1992	1 564,91	318,99	1,6	2 673,85	545,04	2,5
1993	2 054,17	406,26	27,4	3 502,47	692,69	27,1
1994	2 256,67	432,94	6,6	3 885,21	745,37	7,6
1995	2 277,70	428,77	-1,0	3 934,52	740,66	-0,6
1996	2 275,31	425,06	-0,9	3 948,30	737,60	-0,4
1997	2 316,65	423,03	-0,5	4 037,90	737,34	0,0
1998	2 665,11	485,74	14,8	4 672,60	851,62	15,5
1999	3 007,35	542,07	11,6	5 294,27	954,28	12,1
2000	3 235,00	567,78	4,7	5 738,33	1 007,14	5,5
2001	3 375,89	574,69	1,22	5 989,77	1 019,67	1,24
2002	3 784,53	631,02	9,80	6 725,87	1 121,45	9,98
2003	3 906,60	637,99	1,10	6 939,20	1 133,24	1,05

*) Allocations familiales normales, majorations d'âge, allocations spéciales supplémentaires et allocations de rentrée scolaire.

**) Calcul avec moyenne pondérée des nombres de familles au 31 décembre.

Tableau 2.6. - **Evolution des montants des allocations de naissance et de maternité**
(montants au nombre indice 100 du coût de la vie)

Date de l'introduction/ de la refixation	Allocation de naissance	Allocation prénatale	Allocation postnatale	Allocation de maternité
1.1.1964	104,12 ¹⁾ / 61,97 ²⁾	-	-	-
1.8.1967	104,12	-	-	-
26.4.1974	-	49,58	-	-
1.4.1978	86,76	86,76	86,76	-
1.4.1980	-	-	-	317,30
1.1.1985 ³⁾	88,94	88,94	88,94	-
1.1.1993	-	-	-	475,96
1.1.2002	-	-	-	476,00

1) Premiers - nés.

2) Puînés.

3) La refixation au nombre indice 100 du coût de la vie des allocations avec effet au 1er janvier 1985 ne s'est pas traduite par une augmentation du montant nominal des allocations, mais a eu pour seul effet de compenser la diminution des allocations familiales due à l'abrogation de la cote d'adaptation indiciaire spéciale.

Section 3 - Cotisations

Tableau 3.1. - Evolution des taux de cotisation entre 1965 et 1985 (en %)

Groupes d'employeurs	19..	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75-76	77	78-79	80-85	
Caisse d'allocations familiales des ouvriers (taux applicables aux montants des rémunérations servant de base à l'assurance pension des ouvriers)																
I. Etat		p. m.														
II. Société nationale des CFL		p. m.														
III. Communes, établissements publics et d'utilité publique et syndicats intercommunaux		4,50	3,50	2,50	3,20	3,70	3,30	2,40	2,50	2,50	2,60	2,50	2,50	2,50	2,50	
IV. Industrie, minières et carrières		4,00	3,90	3,75	4,05	3,85	3,30	2,80	3,25	3,30	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	
V. Artisanat, commerce et professions libérales		2,40	3,00	3,10	2,80	3,00	2,00	2,20	2,20	2,40	1,90	2,10	2,10	2,10	2,10	
VI. Bâtiment: terrassement, gros-oeuvre, travaux publics		3,60	3,60	5,00	5,00	5,00	3,30	3,00	3,60	3,90	3,10	2,80	2,80	2,80	2,80	
VII. Services privés et divers		1,80	2,00	1,60	1,40	1,20	0,30	1,20	1,50	1,50	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	
VIII. Agriculture		2,50	2,50	5,00	3,60	3,50	3,40	3,30	3,30	3,40	3,30	2,80	2,50	2,50	2,50	
IX. Fonds de chômage		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,20	2,50	2,50	
Caisse d'allocations familiales des employés (taux applicables aux montants des rémunérations servant de base à l'assurance pension des employés)																
I. Etat		p. m.														
II. Société nationale des CFL		p. m.														
III. Communes, établissements publics et d'utilité publique et syndicats intercommunaux		2,40	2,30	2,40	2,50	2,60	2,40	1,95			1,20	1,40	1,40			
IV. Secteur privé		2,40	2,00	2,10	2,30	2,10	1,95	1,80			1,45	1,45	1,45			
V. Fonds de chômage		-	-	-	-	-	-	-			-	-	1,45			
Caisse d'allocations familiales des non-salariés																
1. Agriculteurs et viticulteurs ¹⁾																
Classe 1 (Caisse de maladie: classe II)		20					15					11				
Classe 2 (Caisse de maladie: classe III)		75					55					40				
Classe 3 (Caisse de maladie: classe IV)		110					80					58				
Classe 4 (Caisse de maladie: classe V)		130					95					70				
Classe 5 (Caisse de maladie: classe VI)		140					105					78				
2. Indépendants et artisans ²⁾		0,6														
3. Autres ³⁾		0,6														

¹⁾ Taux applicable à la cotisation due à la caisse de maladie agricole.

²⁾ Taux applicable au revenu net imposé dérivé de l'exercice de leur profession.

³⁾ Taux applicable au total des revenus nets imposés.

Tableau 3.2. - Evolution des taux de cotisation depuis 1986

Catégorie d'assurés	1986	1987	1988-89	1990-93	à partir de 1994
Ouvriers	1,80%			1,70%	1,70% ¹⁾
Fonctionnaires et employés de l'Etat et des CFL	1,80%				
Autres employés et fonctionnaires	1,50%	1,65%	1,80%		
Agriculteurs et viticulteurs					0,60% ²⁾
Classe 1 (Caisse de maladie: classe II)	7%				
Classe 2 (Caisse de maladie: classe III)	12%				
Classe 3 (Caisse de maladie: classe IV)	16%				
Classe 4 (Caisse de maladie: classe V)	20%				
Classe 5 (Caisse de maladie: classe VI)	30%				
Indépendants et artisans	0,60%				0,60% ³⁾

¹⁾ A charge de l'Etat pour les salariés ressortissants du secteur privé à partir du 1.7.1994.

²⁾ Entièrement à charge de l'Etat à partir du 1.7.1994.

³⁾ Entièrement à charge de l'Etat à partir du 1.1.1999.

Section 4 - Caisse nationale des prestations familiales

Tableau 4.1. - Evolution du nombre des allocations familiales transférées à l'étranger
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Familles attributaires	Enfants bénéficiaires		Nombre moyen d'enfants bénéficiaires par famille
		Nombre	En % du total	
1970	6 916	14 439	13,2	2,09
1975	9 117	18 391	16,2	2,02
1980	7 566	13 823	13,8	1,83
1981	7 283	13 134	13,2	1,80
1982	7 150	12 768	13,0	1,79
1983	6 995	12 224	12,7	1,75
1984	6 554	11 570	12,3	1,77
1985	6 484	11 498	12,3	1,77
1986	6 614	11 653	12,5	1,76
1987	7 191	12 672	13,5	1,76
1988	7 749	13 629	14,3	1,76
1989	8 796	15 596	15,8	1,77
1990	9 689	17 041	16,9	1,76
1991	10 630	18 688	17,7	1,76
1992	11 048	19 432	17,9	1,76
1993	12 217	21 232	18,7	1,74
1994	14 006	24 181	20,2	1,73
1995	15 611	26 884	21,5	1,72
1996	16 935	29 089	22,4	1,72
1997	18 079	31 107	23,2	1,72
1998	20 045	34 666	24,7	1,73
1999	21 678	37 414	25,9	1,73
2000	23 699	41 128	27,4	1,74
2001	26 054	45 514	29,1	1,75
2002	28 215	49 460	30,5	1,75
2003	30 264	53 050	31,7	1,75

Tableau 4.2. - Evolution des allocations familiales transférées à l'étranger suivant le pays de résidence des bénéficiaires:
nombre des familles attributaires
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Allemagne	Belgique	France	Italie	Portugal	Autres pays UE	Autres	Total
1970	862	2 212	927	615	1 893	407	-	6 916
1975	889	2 539	2 060	297	2 937	116	279	9 117
1980	660	2 285	2 389	176	1 808	51	197	7 566
1981	667	2 271	2 425	173	1 534	50	163	7 283
1982	685	2 316	2 422	154	1 367	52	154	7 150
1983	641	2 420	2 434	126	1 185	49	140	6 995
1984	707	2 291	2 394	93	809	35	225	6 554
1985	684	2 229	2 367	80	808	32	284	6 484
1986	765	2 337	2 477	76	818	34	107	6 614
1987	876	2 384	2 679	77	1 036	33	106	7 191
1988	959	2 453	3 082	83	1 019	32	121	7 749
1989	1 095	2 437	3 604	68	1 422	30	140	8 796
1990	1 149	2 473	4 343	69	1 497	28	130	9 689
1991	1 270	2 538	5 000	49	1 639	33	101	10 630
1992	1 361	2 652	5 541	45	1 352	31	66	11 048
1993	1 453	2 929	6 589	40	1 167	36	3	12 217
1994	1 753	3 312	7 694	42	1 140	63	2	14 006
1995	2 028	3 666	8 707	53	1 081	75	1	15 611
1996	2 172	3 967	9 618	46	1 057	75	-	16 935
1997	2 320	4 283	10 370	48	962	94	2	18 079
1998	2 595	4 609	11 710	67	950	113	1	20 045
1999	2 909	4 966	12 531	79	1 021	104	68	21 678
2000	3 213	5 296	13 893	77	1 037	117	66	23 699
2001	3 671	5 695	15 504	77	936	121	50	26 054
2002	4 130	6 111	16 775	84	921	137	57	28 215
2003	4 641	6 515	17 834	81	866	210	117	30 264

Prestations
familiales

Graphique 4.1. - Evolution des allocations familiales transférées dans les principaux pays: nombre de familles
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

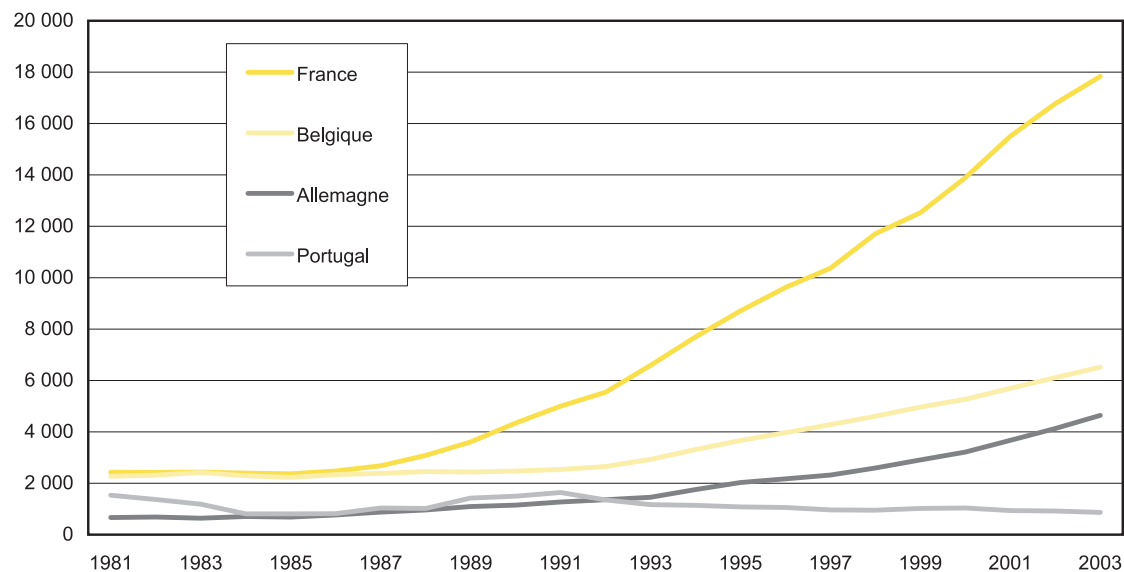


Tableau 4.3. - Evolution des allocations familiales transférées à l'étranger suivant le pays de résidence du bénéficiaire:
nombre des enfants bénéficiaires
(situation au 31 décembre de chaque exercice)

Année	Allemagne	Belgique	France	Italie	Portugal	Autres pays CE	Autres	Total
1970	1 844	4 439	1 512	1 272	4 425	947	-	14 439
1975	1 874	5 009	3 371	609	6 551	248	729	18 391
1980	1 254	4 285	3 802	342	3 496	102	542	13 823
1981	1 264	4 208	3 846	338	2 922	95	461	13 134
1982	1 277	4 307	3 849	294	2 520	100	421	12 768
1983	1 156	4 431	3 833	226	2 104	94	380	12 224
1984	1 267	4 238	3 833	176	1 446	68	542	11 570
1985	1 242	4 137	3 794	154	1 418	58	695	11 498
1986	1 382	4 333	4 022	140	1 423	56	297	11 653
1987	1 561	4 452	4 411	136	1 812	53	272	12 697
1988	1 701	4 556	5 089	134	1 785	51	313	13 629
1989	1 932	4 514	5 938	115	2 692	51	354	15 596
1990	2 056	4 558	7 090	110	2 888	44	295	17 041
1991	2 323	4 655	8 142	76	3 200	58	234	18 688
1992	2 527	4 843	9 147	74	2 642	57	142	19 432
1993	2 721	5 354	10 793	57	2 239	63	5	21 232
1994	3 239	6 123	12 478	63	2 151	120	7	24 181
1995	3 702	6 859	14 113	83	1 990	136	1	26 884
1996	3 953	7 446	15 537	76	1 930	147	-	29 089
1997	4 263	8 088	16 751	79	1 733	191	2	31 107
1998	4 786	8 884	18 984	120	1 668	223	1	34 666
1999	5 391	9 621	20 294	142	1 656	198	112	37 414
2000	5 955	10 301	22 743	132	1 669	224	104	41 128
2001	6 797	11 194	25 424	144	1 617	241	97	45 514
2002	7 631	12 068	27 660	152	1 571	276	102	49 460
2003	8 569	12 824	29 443	146	1 437	410	221	53 050

Tableau 4.4.- Composition des familles attributaires au 31 décembre 2003 suivant le pays de résidence du bénéficiaire

Familles avec ... enfants	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
Luxembourg	27 480	25 651	8 587	1 763	295	79	10	6	3	-	63 872
Pays de l'UE	14 074	10 989	4 090	881	177	39	11	3	-	2	30 264
Allemagne	1 765	2 056	650	145	25	5	4	1	-	-	4 651
Autriche	-	6	1	-	-	-	-	-	-	-	7
Belgique	2 227	2 799	1 194	294	54	12	4	1	-	1	6 587
Danemark	-	8	2	1	-	-	-	-	-	-	11
Espagne	17	8	2	-	-	-	-	-	-	-	27
France	9 509	5 669	2 099	408	91	22	3	1	-	1	17 803
Grèce	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Irlande	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Italie	41	37	9	4	1	-	-	-	-	-	92
Pays-Bas	38	72	28	5	-	-	-	-	-	-	143
Portugal	466	320	97	22	4	-	-	-	-	-	908
Royaume-Uni	6	8	5	1	1	-	-	-	-	-	21
Suède	3	3	2	-	-	-	-	-	-	-	8
Autres pays étrangers	104	74	33	10	4	1	-	-	-	-	225
Total pays étrangers	14 178	11 063	4 123	890	180	39	11	3	-	2	30 490
TOTAL	41 658	36 713	12 710	2 653	475	118	21	9	3	2	94 362

Tableau 4.5. - Evolution des allocations familiales transférées dans les principaux pays
(en millions EUR)

Année	Allemagne	Belgique	France	Italie	Portugal	Autres pays CE	Autres	Total	En % du total
1970	0,28	0,91	0,30	0,12	0,30	0,06	0,00	1,98	8,9
1975	0,72	1,70	1,09	0,18	0,63	0,02	0,16	4,50	12,2
1980	0,91	2,75	2,17	0,21	0,55	0,02	0,20	6,81	11,4
1981	0,92	2,93	2,43	0,25	0,49	0,02	0,22	7,26	11,4
1982	0,99	3,24	2,61	0,21	0,54	0,03	0,20	7,83	11,3
1983	1,03	3,48	2,92	0,18	0,46	0,04	0,31	8,43	11,4
1984	1,06	3,64	2,89	0,18	0,43	0,04	0,38	8,63	10,9
1985	1,10	3,74	3,09	0,16	0,37	0,03	0,22	8,71	11,6
1986	1,42	4,52	3,83	0,19	0,48	0,05	0,22	10,71	12,1
1987	1,60	5,00	4,57	0,19	0,57	0,05	0,21	12,17	13,3
1988	1,86	5,31	5,40	0,19	0,60	0,05	0,21	13,62	14,3
1989	2,28	5,82	6,86	0,18	3,41	0,09	0,27	18,91	17,2
1990	2,72	6,49	8,95	0,19	4,14	0,10	0,29	22,87	18,6
1991	3,25	7,01	11,44	0,18	5,35	0,13	0,27	27,63	20,6
1992	3,70	7,47	13,71	0,14	4,91	0,12	0,17	30,23	20,6
1993	4,82	9,51	18,52	0,13	4,68	0,15	0,00	37,81	19,2
1994	5,89	11,55	22,63	0,17	8,27	0,32	0,01	48,84	22,0
1995	6,90	13,06	25,94	0,17	6,08	0,33	0,00	52,48	22,3
1996	7,46	14,26	28,39	0,19	4,37	0,36	0,00	55,03	22,5
1997	8,09	15,93	31,47	0,19	4,13	0,43	0,01	60,24	23,3
1998	10,63	20,48	41,62	0,32	4,37	0,60	0,11	78,13	24,6
1999	13,84	25,41	52,10	0,43	4,71	0,78	0,07	97,34	25,5
2000 *)	17,62	37,09	72,81	0,48	6,67	0,80	0,17	135,63	32,5
2001	21,60	43,11	87,19	0,43	6,62	0,98	0,18	160,10	35,3
2002	26,97	52,92	109,88	0,62	7,34	1,06	0,32	199,11	37,0
2003	31,54	61,09	122,16	0,64	7,71	1,85	0,81	225,80	39,2

*) A partir de 2000 la méthodologie des statistiques se base sur les montants effectivement liquidés par la CNPF contrairement aux années précédentes, ou les montants étaient estimés sur la base du nombre de familles attributaires.

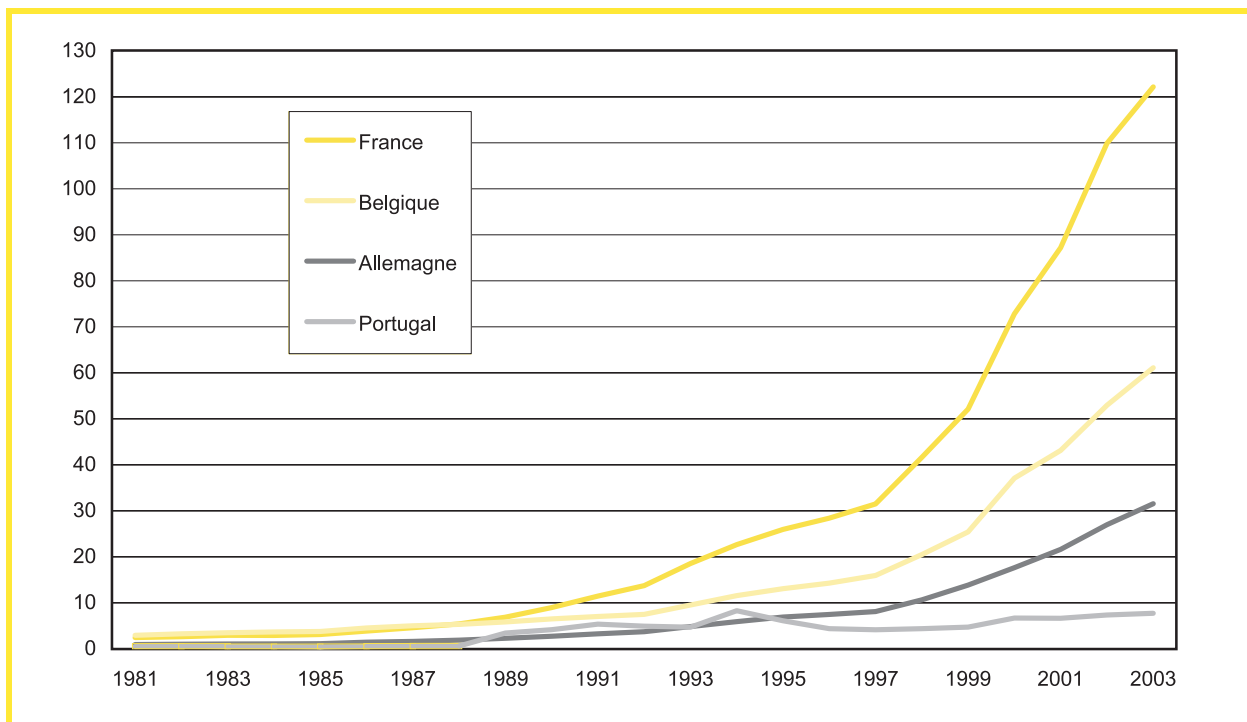
Graphique 4.2. - Evolution du montant des allocations familiales transférées dans les principaux pays
(en millions EUR)

Tableau 4.6. - Nombre d'indemnités pour le congé parental transférées à l'étranger au 31 décembre 2003

	Nombre d'indemnités				Nombre d'indemnités		
	à plein temps	à mi-temps	Total	en % du total	premières allocations	deuxièmes allocations	Allocations mono-parentales
Allemagne	116	51	167	13,26%	129	28	10
Belgique	213	174	387	30,74%	306	68	13
France	473	231	704	55,92%	574	104	26
Suède	1	-	1	0,08%	1	-	-
Suisse	-	1	1	0,08%	1	-	-
TOTAL	803	457	1 259	100,00%	1 011	200	49

Tableau 4.7. - Nombre et montant des allocations d'éducation transférées à l'étranger au 31 décembre 2003
(en milliers EUR)

	Nombres d'allocations			Montants payés en 2003 n. i. 599,46	Montants payés en 2002 n. i. 587,24	Variation réelle en % 2003/02
	entières	partielles	Total			
Allemagne	566	2	568	4 734,02	4 078,83	13,7%
Belgique	1 096	20	1 116	10 488,55	9 277,69	10,7%
France	1 882	9	1 891	15 718,25	14 671,05	5,0%
Portugal	14	-	14	136,17	155,06	-14,0%
Danemark	-	-	-	6,72	19,90	-66,9%
Espagne	2	-	2	19,48	8,01	-
Grande-Bretagne	2	-	2	18,97	25,18	-26,2%
Pologne	-	-	-	-	-	-
Suède	1	-	1	16,94	16,34	1,6%
Etats-Unis	3	-	3	28,84	18,59	52,0%
Autres pays	13	1	14	177,51	93,47	86,0%
TOTAL	3 579	32	3 611	31 345,45	28 364,12	8,3%

Tableau 4.8. - Indemnités pour le congé parental transférées à l'étranger (en millions EUR)

Année	Allemagne	Belgique	France	Portugal	Autres	Total	En % du total
2000	1,95	4,02	7,32	-	-	13,29	45,0%
2001	2,21	4,83	8,62	-	-	15,66	44,8%
2002	2,38	5,08	10,95	-	0,03	18,44	45,7%
2003	3,14	6,19	11,95	-	0,03	21,31	46,2%

Section 5 - Données financières

Tableau 5.1.- Bilans comparés des exercices 2002 et 2003 de la caisse nationale des prestations familiales (en EUR)
(situation au 31 décembre)

ACTIF	2002	2003
I. Tiers	36 567 388,32	40 111 253,76
<i>A. Débiteurs</i>	<i>17 734 120,50</i>	<i>23 387 597,93</i>
Bénéficiaires de prestations	5 913 317,80	6 467 799,77
Cotisations, intérêts moratoires, amendes	8 227 797,23	16 913 012,35
Débiteurs divers	3 593 005,47	6 785,81
<i>B. Organes et personnel</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>C. Etat et collectivités publiques</i>	<i>14 974 579,85</i>	<i>10 177 196,19</i>
Etat-Impôts	-	-
Etat-Cotisations	4 209 690,35	514 267,31
Etat-Prestations	7 478 414,72	5 605 694,66
Etat-Frais d'administration	3 286 395,26	4 057 234,22
Etat-Fonds de roulement	-	-
Etat-Frais médicaux	79,52	-
<i>D. Organismes de sécurité sociale</i>	<i>75 738,50</i>	<i>53 732,54</i>
<i>E. Comptes de régularisation</i>	<i>3 782 949,47</i>	<i>6 492 727,10</i>
Moins-value euro	2,31	-
Frais d'administration payés d'avance	311 183,73	337 829,22
Cotisations - rôles à établir	-	-
Débiteurs cotisations - décomptes à recevoir	-	2 362 519,52
Cotisations - Acomptes à percevoir	3 471 763,43	3 792 378,36
II. Comptes financiers	3 862 858,90	283 860,11
Placements à moins d'un an	-	-
Titres de placements et bons	-	-
Banques et chèques postaux	3 862 858,90	283 860,11
TOTAL DE L'ACTIF	40 430 247,22	40 395 113,87

PASSIF	2002	2003
I. Capitaux permanents - Réserve	20 321 059,72	20 321 059,72
<i>A. Réserve</i>	<i>9 413 744,63</i>	<i>9 413 744,63</i>
<i>B. Fonds de roulement</i>	<i>10 907 315,09</i>	<i>10 907 315,09</i>
II. Tiers	20 109 187,50	20 074 054,15
<i>A. Crédoiteurs</i>	<i>4 837 394,16</i>	<i>5 398 892,59</i>
Frais d'administration	889 031,59	1 307 290,05
Prestations familiales	445 438,11	282 832,39
Cotisations	7 048,23	3 817,45
Acomptes sur cotisations	3 471 763,43	3 792 378,36
Créditeurs divers	24 112,80	12 574,34
<i>B. Organes et personnel</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>C. Etat et collectivités publiques</i>	<i>117 977,66</i>	<i>3 612 731,49</i>
<i>D. Organismes de sécurité sociale</i>	<i>153 813,31</i>	<i>786 655,60</i>
<i>E. Comptes de régularisation</i>	<i>2,37</i>	<i>-</i>
Plus-value euro	2,37	-
Frais d'administration à payer	-	-
Produits perçus d'avance	-	-
<i>F. Comptes financiers créditeurs</i>	<i>15 000 000,00</i>	<i>10 275 774,47</i>
Banques et chèques postaux	-	10 275 774,47
Avances de trésorerie	15 000 000,00	-
TOTAL DU PASSIF	40 430 247,22	40 395 113,87

Comptes d'exploitation de la caisse nationale des prestations familiales des exercices 2002 et 2003

Tableau 5.2. - Etat détaillé des recettes (en EUR)

RECETTES	2002	2003
I. Cotisations	35 559 119,02	37 962 235,81
<i>Cotisations obligatoires normales dont</i>	<i>35 559 119,02</i>	<i>37 962 235,81</i>
Cotisations ouvriers à charge des employeurs	5 484 080,49	5 943 907,84
Cotisations employés à charge des employeurs	29 662 331,88	31 930 895,10
Cotisations des non-salariés (Indépendants, artisans et autres)	367 827,95	36 407,22
Cotisations des non-salariés à charge du secteur public	44 878,70	51 025,65
II. Participation de tiers	447 711 160,74	473 370 082,99
<i>A. Cotisations prises en charge par l'Etat dont</i>	<i>126 748 063,70</i>	<i>133 321 757,72</i>
Cotisations ouvriers	41 432 208,20	43 539 409,55
Cotisations employés	81 452 072,18	85 108 485,54
Cotisations des non-salariés (Agriculteurs et viticulteurs)	291 707,80	328 614,92
Cotisations des non-salariés (Indépendants, artisans et autres)	3 572 075,52	4 345 247,71
<i>B. Participation dans les prestations et frais d'administration</i>	<i>320 963 097,04</i>	<i>340 048 325,27</i>
Part Etat dans les frais d'administration	8 292 935,45	9 601 933,31
Part Etat dans les allocations familiales	162 307 217,92	171 283 697,30
Part Etat dans l'allocation de rentrée scolaire	28 854 325,51	30 498 137,03
Part Etat dans l'allocation d'éducation	68 002 490,85	69 887 041,23
Part Etat dans les allocations de naissance	8 388 199,26	8 252 412,66
Part Etat dans les allocations de maternité	4 756 885,61	4 413 505,74
Part Etat dans les indemnités pour le congé parental	22 822 268,65	27 739 942,57
Participation du fonds pour l'emploi dans le financement du congé parental	17 538 773,79	18 371 655,43
III. Produits divers de tiers	21 967,61	3 150,78
Intérêts de retard sur cotisations	3 849,67	3 150,78
Amendes d'ordre	18 117,94	-
IV. Produits financiers	838 783,54	458 891,29
Revenus sur placements à moins d'un an	676 995,30	381 482,53
Revenus sur titres de placement	-	-
Revenus sur comptes-courants	161 788,24	77 408,76
V. Recettes diverses	21,32	637,51
TOTAL DES RECETTES COURANTES	484 131 052,23	511 794 998,38
VI. Prélèvement à la réserve		
VII. Participation Etat - déficit	185 441 023,66	205 423 666,61
TOTAL DES RECETTES	669 572 075,89	717 218 664,99

Comptes d'exploitation de la caisse nationale des prestations familiales des exercices 2002 et 2003

Tableau 5.3. - Etat détaillé des dépenses (en EUR)

DEPENSES	2002	2003
I. Frais d'administration	8 337 463,77	9 619 153,31
Frais de personnel	5 123 398,22	5 550 792,30
Indemnités pour services	46 701,11	54 030,13
Frais de matériel et autres	1 189 700,62	1 209 058,09
Frais généraux	44 528,32	17 220,00
Acquisitions nouvelles	43 985,44	526 004,27
Participation aux frais du centre commun	1 889 150,06	2 262 048,52
II. Prestations	659 292 987,32	704 542 372,20
<i>A. Allocations de maternité</i>	<i>4 756 885,61</i>	<i>4 410 894,33</i>
<i>B. Prestations de naissance</i>	<i>8 386 354,84</i>	<i>8 251 887,17</i>
Allocations prénatales	2 744 383,32	2 744 598,65
Allocations de naissance	2 766 158,07	2 797 350,26
Allocations postnatales	2 875 813,45	2 709 938,26
<i>C. Allocations familiales</i>	<i>537 866 637,88</i>	<i>576 021 034,62</i>
Allocations familiales normales	453 000 533,45	484 793 916,79
Majorations d'âge	52 117 092,23	56 158 103,65
Allocations spéciales supplémentaires	3 962 729,42	4 649 888,18
Allocations de rentrée scolaire	28 786 282,78	30 419 126,00
<i>D. Allocations d'éducation</i>	<i>67 922 073,05</i>	<i>69 755 539,76</i>
<i>E. Indemnités pour le congé parental</i>	<i>40 361 035,94</i>	<i>46 103 016,32</i>
Indemnités nettes	38 038 824,81	43 453 447,11
Cotisations assurance maladie - part assuré	1 003 700,94	1 146 544,49
Cotisations assurance maladie - part employeur	1 003 700,94	1 146 544,49
Cotisations assurance dépendance - part assuré	314 809,25	356 480,23
III. Décharges, restitutions et extournes de cotisations	1 913 712,47	3 021 435,22
Décharges sur cotisations irrécouvrables	23 244,85	92 521,84
Décharges sur cotisations - contribution Etat	23 244,85	92 521,84
Restitution contribution Etat	-	-
Décharges sur débiteurs prestations	1 849 734,25	2 682 575,24
Extournes de cotisations indues	8 761,86	76 908,15
Extournes de cotisations indues - contribution Etat	8 726,66	76 908,15
IV. Frais de gestion du patrimoine	27 912,19	35 701,94
V. Dépenses diverses	0,14	2,32
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	669 572 075,89	717 218 664,99
VI. Dotation à la réserve	-	-
VII. Dotation au fonds de roulement - Etat	-	-
TOTAL DES DEPENSES	669 572 075,89	717 218 664,99

Tableau 5.4. - Evolution des comptes financiers annuels et de la réserve au 31 décembre
(montants en millions EUR)

Année	Recettes courantes							Total
	Cotisations *)					Contribution de l'Etat	Revenus de la fortune et divers	
	Ouvriers	Employés & fonctionnaires	Agriculteurs & viticulteurs	Autres non-salariés	Total			
1965	7,55	4,15	0,42 **)	(.)	12,12	5,18	0,02	17,32
1970	8,95	5,55	0,49 **)	(.)	14,99	8,01	0,02	23,03
1975	13,80	8,99	1,02 **)	(.)	23,81	14,74	0,08	38,64
1980	18,84	15,52	1,36 **)	(.)	35,72	32,76	0,72	69,20
1985	23,79	20,06	3,38 **)	(.)	47,24	45,90	2,33	95,47
1986	19,86	24,50	0,23	1,54	46,13	55,81	2,28	104,21
1987	20,51	27,93	0,23	1,64	50,31	60,06	2,56	112,93
1988	21,50	31,74	0,25	2,04	55,53	65,64	3,49	124,65
1989	23,24	36,06	0,27	2,07	61,64	72,19	5,32	139,16
1990	23,91	37,62	0,28	2,35	64,16	75,75	5,56	145,47
1991	26,14	42,62	0,31	2,57	71,63	84,25	4,86	160,74
1992	28,14	49,07	0,31	2,64	80,15	106,21	4,53	190,89
1993	29,56	53,49	0,33	2,97	86,35	135,18	3,73	225,25
	sur salaires et indemnités		cotisations des non-salariés					
	à charge des employeurs	à charge de l'Etat	Agriculteurs & viticulteurs ***)	Autres non-salariés ****)				
1994	54,26	34,43	0,25	3,02	91,95	168,95	1,58	262,49
1995	22,31	71,65	0,20	3,08	97,24	177,91	1,12	276,28
1996	23,74	73,54	0,24	3,41	100,93	185,55	0,43	286,92
1997	24,93	80,03	0,22	2,97	108,16	195,28	0,57	304,01
1998	26,32	85,04	0,25	4,07	115,68	205,56	0,56	321,79
1999	27,14	93,08	0,28	2,88	123,38	224,65	0,76	348,79
2000	29,87	102,93	0,27	2,72	135,79	272,64	0,49	408,92
2001	32,66	117,64	0,25	4,12	154,67	303,53	0,82	459,02
2002	35,15	122,88	0,29	3,99	162,31	320,96	0,86	484,13
2003	37,87	128,65	0,33	4,43	171,28	340,05	0,46	511,79

*) Y compris contrepartie des prestations payées aux ouvriers, fonctionnaires et employés de l'Etat et des CFL entre 1965 et 1985.

**) Y compris autres non-salariés.

***) Repris par l'Etat à partir de juillet 1994.

*****) Repris par l'Etat à partir du 1^{er} janvier 1999.

Année	Dépenses courantes								Total
	Prestations					Frais d'adminis- tration	Divers		
	Allocations familiales	Allocations d'éducation	Prestations de naissance	Allocations de maternité	Indemnité pour congé parental			Total *)	
1965	16,53	-	0,51	-	-	17,04	0,30	0,02	17,36
1970	22,20	-	0,63	-	-	22,83	0,44	-	23,27
1975	36,86	-	1,42	-	-	38,27	0,88	0,00	39,15
1980	59,95	-	2,72	1,25	-	63,92	1,71	0,00	65,63
1985	76,50	-	4,32	2,65	-	83,47	2,64	0,02	86,13
1986	88,22	-	4,78	2,81	-	95,81	2,48	1,57 **)	99,85
1987	91,38	-	4,48	2,71	-	98,57	2,62	1,13	102,33
1988	95,54	-	4,87	2,82	-	103,23	2,65	0,50	106,38
1989	110,14	16,46	4,93	2,88	-	134,41	2,82	0,24	137,46
1990	123,14	18,41	5,39	3,00	-	149,93	3,22	0,19	153,34
1991	134,45	20,29	5,84	3,27	-	163,86	3,49	0,23	167,58
1992	146,85	21,73	6,11	2,93	-	177,62	3,69	0,27	181,58
1993	196,48	31,83	6,61	4,66	-	239,58	4,10	0,21	243,89
1994	221,81	43,39	7,29	5,59	-	278,08	4,62	1,07	283,77
1995	235,06	45,05	7,29	5,48	-	292,87	5,12	0,54	298,53
1996	244,89	46,35	7,83	6,20	-	305,28	5,33	0,46	311,07
1997	258,77	48,50	7,78	5,42	-	320,46	5,41	0,40	326,27
1998	318,03	49,72	7,86	5,33	-	380,94	5,71	0,84	387,49
1999	381,22	48,13	7,64	5,04	11,61	453,65	6,51	1,41	461,56
2000	417,02	62,44	8,06	5,09	29,53	522,15	7,12	1,95	531,22
2001	452,92	66,79	8,04	4,59	34,97	567,31	7,66	1,44	576,41
2002	537,87	67,92	8,39	4,75	40,36	659,29	8,34	1,94	669,57
2003	576,02	69,76	8,25	4,41	46,10	704,54	9,62	3,06	717,22

*) Y compris remboursement des prêts aux jeunes époux.

Tableau 5.4. - Evolution des comptes financiers annuels et de la réserve au 31 décembre (suite)

(montants en millions EUR)

Année	Réserve au 31 décembre			Prime de répartition pure **)	Participation nette de l'Etat			
	Dotation (+) / Prélèvement (-) à la réserve	Montant de la réserve	Niveau relatif de la réserve *)		Montant			En % des recettes courantes
1965	-0,05	1,89	11,4	-			5,18	29,9
1970	-0,24	2,82	12,7	-			8,01	34,8
1975	-0,52	4,09	11,1	-			14,74	38,2
1980	3,57	11,22	18,7	-			32,76	47,3
1985	9,34	42,08	55,0	-			45,90	48,1
1990	-7,88	75,14	53,1	3,49%			75,67	52,0
1991	-6,84	62,27	40,2	3,42%			84,22	52,4
1992	-9,30	62,50	46,1	3,08%			106,18	55,6
1993	-18,63	52,94	27,2	3,35%			135,13	60,0
					au niveau des prestations (cont. nette) ***)	au niveau des cotisations	Total	
1994	-21,28	31,66	15,4	3,56%	168,54	34,56	203,1	77,4
1995	-22,25	9,41	4,3	3,57%	177,80	71,86	249,7	90,4
1996	-	9,41	4,2	3,57%	185,52	73,78	259,3	90,4
1997	-	9,41	3,9	3,56%	195,23	80,25	275,5	90,6
1998	-	9,41	3,2	4,08%	205,40	85,29	290,7	90,3
1999 ****)	-	9,41	2,6	4,72%	224,19	96,12	320,3	91,8
2000	-	9,41	2,4	4,72%	272,20	105,83	378,0	92,4
2001	-	9,41	2,2	4,45%	303,45	121,64	425,1	92,6
2002	-	9,41	1,8	5,09%	320,93	126,75	447,7	92,5
2003	-	9,41	1,7	5,15%	339,88	133,32	473,2	92,5

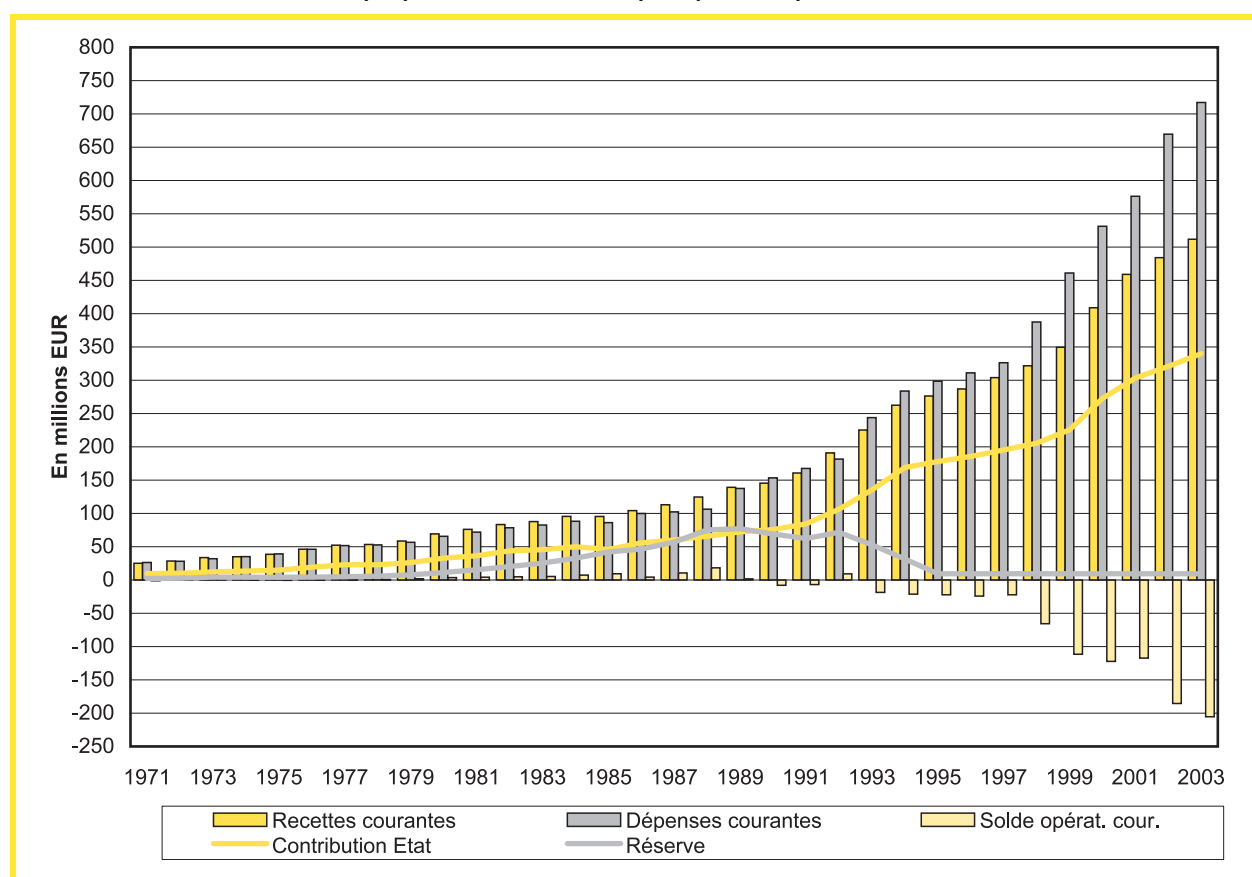
*) Réserve en % du montant annuel des prestations familiales non financées par l'Etat.

**) Rapport entre le montant des prestations familiales non financées par l'Etat et la masse des revenus cotisables.

***) Déduction faite des décharges et extournes en cotisations.

****) L'indemnité de congé parental est financée par le Fonds pour l'emploi.

Graphique 5.1. - Evolution des principaux comptes financiers



Prestations familiales

Tableau 5.5. - Evolution des dépenses en prestations familiales
(en millions EUR)

Année	Allocations familiales normales	Majorations d'âge	Allocation spéciale supplémentaire	Allocation de rentrée scolaire	Allocation d'éducation	Indemnité pour congé parental	Allocations de naissance				Allocation de maternité	Montant total
							Allocation prénatale	Allocation de naissance	Allocation postnatale	Total		
1965	16,53	-	-	-	-	-	-	0,51	-	0,51	-	17,04
1970	22,04	-	0,17	-	-	-	-	0,63	-	0,63	-	22,83
1975	36,62	-	0,23	-	-	-	0,33	1,09	-	1,42	-	38,27
1980	59,58 *)	(.)	0,37	-	-	-	0,99	0,97	0,76	2,72	1,25	63,92
1985	67,78	8,26	0,45	-	-	-	1,44	1,48	1,40	174,30	2,65	83,47
1986	75,65	8,32	0,48	3,77	-	-	1,63	1,57	1,58	4,78	2,81	95,81
1987	78,69	8,40	0,48	3,81	-	-	1,54	1,49	1,45	4,48	2,71	98,58
1988	79,70	8,40	0,48	6,97	-	-	1,65	1,66	1,56	196,50	2,82	103,24
1989	86,36	15,74	0,53	7,52	16,46	-	1,66	1,72	1,55	4,93	2,88	134,40
1990	92,68	21,73	0,54	8,19	18,41	-	1,85	1,85	1,69	5,39	3,00	149,93
1991	101,46	23,64	0,57	8,80	20,29	-	1,97	2,02	1,85	5,84	3,27	163,86
1992	107,69	25,05	0,59	13,52	21,73	-	2,03	2,08	1,99	6,11	2,93	177,62
1993	153,88	27,30	0,61	14,68	31,83	-	2,24	2,32	2,05	266,50	4,66	239,57
1994	173,44	30,76	0,76	16,85	43,39	-	2,51	2,52	2,27	7,29	5,59	278,08
1995	183,23	32,78	0,99	18,06	45,05	-	2,46	2,48	2,35	7,29	5,48	292,87
1996	190,67	34,36	0,97	18,88	46,35	-	2,70	2,71	2,41	315,70	6,20	305,28
1997	201,38	36,42	0,95	20,02	48,50	-	2,61	2,68	2,49	314,00	5,42	320,46
1998	256,20	38,65	1,94	21,25	49,72	-	2,62	2,65	2,58	316,90	5,33	380,94
1999	315,32	40,80	2,65	22,46	48,13	11,61	2,54	2,55	2,55	308,10	5,04	453,65
2000	345,01	44,43	3,00	24,58	62,44	29,53	2,77	2,71	2,58	325,10	5,09	522,15
2001	374,48	48,47	3,24	26,74	66,79	34,97	2,66	2,73	2,65	8,04	4,59	567,31
2002	453,00	52,12	3,96	28,79	67,92	40,36	2,74	2,77	2,87	8,38	4,76	659,29
2003	484,79	56,16	4,65	30,42	69,76	46,10	2,74	2,80	2,71	8,25	4,41	704,54

*) Y compris les majorations d'âge.

Tableau 5.6. - Evolution de la structure des dépenses en prestations familiales
(en % du total des prestations)

Année	Allocations familiales normales	Majorations d'âge	Allocation spéciale supplémentaire	Allocation de rentrée scolaire	Allocation d'éducation	Indemnité pour congé parental	Allocations de naissance				Allocation de maternité
							Allocation prénatale	Allocation de naissance	Allocation postnatale	Total	
1965	97,0	-	-	-	-	-	-	3,0	-	3,0	-
1970	96,5	-	0,7	-	-	-	-	2,7	-	2,7	-
1975	95,7	-	0,6	-	-	-	0,9	2,8	-	3,7	-
1980	93,2 *)	(.)	0,6	-	-	-	1,6	1,5	1,2	4,3	2,0
1985	81,2	9,9	0,5	-	-	-	1,7	1,8	1,7	5,2	3,2
1986	79,0	8,7	0,5	3,9	-	-	1,7	1,6	1,6	5,0	2,9
1987	79,8	8,5	0,5	3,9	-	-	1,6	1,5	1,5	4,5	2,8
1988	77,2	8,1	0,5	6,7	-	-	1,6	1,6	1,5	4,7	2,7
1989	64,3	11,7	0,4	5,6	12,2	-	1,2	1,3	1,2	3,7	2,1
1990	61,8	14,5	0,4	5,5	12,3	-	1,2	1,2	1,1	3,6	2,0
1991	61,9	14,4	0,3	5,4	12,4	-	1,2	1,2	1,1	3,6	2,0
1992	60,6	14,1	0,3	7,6	12,2	-	1,1	1,2	1,1	3,4	1,6
1993	64,2	11,4	0,3	6,1	13,3	-	0,9	1,0	0,9	2,8	1,9
1994	62,4	11,1	0,3	6,1	15,6	-	0,9	0,9	0,8	2,6	2,0
1995	62,6	11,2	0,3	6,2	15,4	-	0,8	0,8	0,8	2,5	1,9
1996	62,5	11,3	0,3	6,2	15,2	-	0,9	0,9	0,8	2,6	2,0
1997	62,8	11,4	0,3	6,2	15,1	-	0,8	0,8	0,8	2,4	1,7
1998	67,3	10,1	0,5	5,6	13,1	-	0,7	0,7	0,7	2,1	1,4
1999	69,5	9,0	0,6	5,0	10,6	2,6	0,6	0,6	0,6	1,7	1,1
2000	66,1	8,5	0,6	4,7	12,0	5,7	0,5	0,5	0,5	1,5	1,0
2001	66,0	8,5	0,6	4,7	11,8	6,2	0,5	0,5	0,5	1,4	0,8
2002	68,7	7,9	0,6	4,4	10,3	6,1	0,4	0,4	0,4	1,3	0,7
2003	68,8	8,0	0,7	4,3	9,9	6,5	0,4	0,4	0,4	1,2	0,6

*) Y compris les majorations d'âge.

Tableau 5.7. - **Evolution des cotisations et de la masse salariale cotisable des salariés depuis 1986 *)**
(montants en millions EUR)

Année	Nombre indice moyen	Cotisations au nombre indice courant			Masse salariale cotisable au n.i.100					
		Ouvriers	Employés et fonction- naires	Total salariés	Ouvriers		Employés & fonctionnaires		Total salariés	
					Montant	Var. en %	Montant	Var. en %	Montant	Var. en %
1986	424,43	19,68	24,44	44,13	257,62		363,32		620,94	
1987	428,67	20,49	27,49	47,98	265,56	3,1	379,95	4,6	645,51	4,0
1988	429,56	21,50	31,74	53,23	278,01	4,7	410,54	8,1	688,56	6,7
1989	443,04	23,24	36,06	59,30	291,49	4,8	452,21	10,1	743,70	8,0
1990	457,86	23,91	37,62	61,53	307,18	5,4	483,33	6,9	790,51	6,3
1991	475,12	26,14	42,62	68,76	323,65	5,4	527,79	9,2	851,44	7,7
1992	490,02	28,14	49,07	77,20	337,82	4,4	589,09	11,6	926,91	8,9
1993	505,37	29,56	53,49	83,05	344,11	1,9	622,64	5,7	966,76	4,3
1994	521,18	30,97	57,72	88,69	349,61	1,6	651,75	4,7	1 001,36	3,6
1995	530,94	32,08	61,88	93,96	355,48	1,7	685,61	5,2	1 041,08	4,0
1996	535,29	32,82	64,47	97,29	360,69	1,5	708,52	3,3	1 069,21	2,7
1997	547,56	34,48	70,48	104,96	370,47	2,7	757,56	6,9	1 128,03	5,5
1998	548,67	35,91	75,45	111,36	385,05	3,9	808,93	6,8	1 193,98	5,8
1999	554,38	37,83	82,39	120,22	401,74	4,3	874,45	8,1	1 276,19	6,9
2000	576,43	41,02	91,78	132,80	424,24	5,6	948,76	8,5	1 373,00	7,6
2001	587,24	44,67	105,64	150,31	447,94	5,6	1 059,03	11,6	1 506,97	9,8
2002	599,46	46,96	111,11	158,07	460,89	2,9	1 090,48	3,0	1 551,37	2,9
2003	611,92	49,53	117,04	166,57	476,21	3,3	1 125,19	3,2	1 601,40	3,2

*) Total des cotisations se rapportant aux exercices 1986 et suivants et masse correspondant à ces cotisations.

Tableau 5.8. - **Structure de la réserve**
(montants en millions EUR)

Année	Placements et titres		Trésorerie		Solde débiteurs/créditeurs		Réserve	Fonds de roulement	Total
	Montant	En % du total	Montant	En % du total	Montant	En % du total			
1986	16,39	35,30	10,34	22,27	19,70	42,4			46,44
1987	34,78	60,99	4,80	8,42	17,45	30,6			57,03
1988	54,10	71,85	1,35	1,79	19,85	26,4			75,29
1989	53,08	68,95	1,47	1,91	22,43	29,1			76,98
1990	43,59	63,08	3,29	4,76	22,23	32,2			69,11
1991	41,04	65,90	2,11	3,39	19,12	30,7			62,27
1992	24,19	33,80	4,46	6,24	42,92	60,0			71,58
1993	25,73	48,60	2,44	4,60	24,78	46,8			52,94
1994	-	-	1,20	3,78	30,47	96,2			31,66
1995	-	-	4,41	21,69	15,91	78,3	9,41	10,91	20,32
1996	-	-	4,17	20,54	16,15	79,5	9,41	10,91	20,32
1997	-	-	3,19	15,70	17,13	84,3	9,41	10,91	20,32
1998	-	-	1,10	5,43	19,22	94,6	9,41	10,91	20,32
1999	-	-	1,66	8,19	18,66	91,8	9,41	10,91	20,32
2000	-	-	3,31	16,27	17,01	83,7	9,41	10,91	20,32
2001	-	-	3,91	19,23	16,41	80,8	9,41	10,91	20,32
2002	-	-	3,86	19,00	16,46	81,0	9,41	10,91	20,32
2003	-	-	0,28	1,40	20,04	98,6	9,41	10,91	20,32

Prestations
familiales

Tableau 5.9. - Taux de rendement moyen de la fortune par rapport à la réserve

Année	Produits financiers	Intérêts de retard sur cotisations	Frais de gestion du patrimoine	Revenus nets de la fortune ¹⁾	Réserve au 31 décembre	Taux de rendement moyen (réserve ²⁾)
1985 ³⁾	-	-	-	-	40 960 057,41	-
1986	2 160 074,67	115 675,87	75,83	2 275 674,70	46 437 950,04	5,3%
1987	2 438 467,03	115 565,73	6 248,80	2 547 783,96	57 028 982,55	5,0%
1988	3 357 189,26	113 160,82	1 437,53	3 468 912,54	75 295 330,38	5,4%
1989	5 229 256,82	85 193,84	132,20	5 314 318,45	76 984 642,97	7,2%
1990	5 416 803,04	138 734,23	353,87	5 555 183,40	69 109 322,80	7,9%
1991	4 754 107,03	97 842,90	28,28	4 851 921,65	62 273 060,54	7,7%
1992	4 404 899,34	118 466,33	2 035,06	4 521 330,62	71 575 946,87	7,0%
1993	3 557 108,40	160 256,82	2 897,83	3 714 467,39	52 943 468,67	6,1%
1994	1 547 159,98	22 012,10	6 220,54	1 562 951,54	31 662 745,20	3,8%
1995	1 001 672,54	109 978,28	32 514,41	1 079 136,41	20 321 059,72	4,2%
1996	417 414,54	5 073,91	68 977,49	353 510,97	20 321 059,72	1,8%
1997	557 162,02	2 258,63	834,78	558 585,87	20 321 059,72	2,8%
1998	541 400,33	140,06	1 303,67	540 236,71	20 321 059,72	2,7%
1999	745 067,37	2 432,88	12 119,12	735 381,12	20 321 059,72	3,7%
2000	468 848,71	5 118,38	40 387,83	433 579,26	20 321 059,72	2,2%
2001	813 086,62	2 382,78	19 558,92	795 910,48	20 321 059,72	4,0%
2002	838 783,54	3 849,67	27 912,19	814 721,02	20 321 059,72	4,1%
2003	458 891,29	3 150,78	35 701,94	426 340,13	20 321 059,72	2,1%

¹⁾ Produits financiers (revenus bruts)+intérêts de retard sur cotisations-frais de gestion du patrimoine.

²⁾ Le taux de rendement moyen est calculé d'après la formule:

$$i = \frac{2 \times I}{A + B - I}$$

i = taux de rendement moyen
I = revenus nets de la fortune
A = réserve au début de l'exercice
B = réserve à la fin de l'exercice.

³⁾ Bilan d'ouverture de la CNPF.

PRESTATIONS MIXTES

Introduction

En dehors des prestations de sécurité sociale proprement dites, la législation sociale prévoit des prestations mixtes qui relèvent de l'assistance sociale et de l'aide sociale. Ces deux volets reposent sur la solidarité nationale et ne sont pas une contrepartie d'un apport professionnel. Il s'agit des prestations fournies par le fonds national de solidarité, à savoir:

- le revenu minimum garanti,
- l'allocation compensatoire de vie chère,
- l'avance de pensions alimentaires,
- l'allocation de chauffage,
- un complément dans le cadre des prestations de l'accueil gérontologique et
- le forfait d'éducation.

Restent à mentionner l'allocation de soins et l'allocation pour personnes gravement handicapées qui ont toutes les deux été remplacées par les prestations de l'assurance dépendance compétente pour toute nouvelle demande à partir du 1er janvier 1999.

Le fonds national de solidarité fut institué par la loi du 30 juillet 1960. Les différentes prestations ont subi depuis de nombreuses modifications.

Le revenu minimum garanti fut instauré par la loi du 26 juillet 1986 et a été modifié en profondeur par la loi du 29 avril 1999. Ainsi l'âge minimum pour l'ouverture du droit au RMG a été ramené de 30 à 25 ans et la condition de durée de résidence au Grand-Duché de Luxembourg a été réduite de 10 à 5 ans endéans les 20 dernières années.

La loi du 21 décembre 2001 réserve cette condition de résidence seulement aux non-ressortissants du Grand-Duché du Luxembourg ou d'autres Etats membres de l'Union Européenne.

La loi du 28 juin 2002 modifie la tranche immunisable du revenu global de la communauté domestique de 20 à 30% pour la détermination des ressources d'un ayant droit au RMG.

Le revenu minimum garanti prévoit soit l'allocation d'une indemnité d'insertion, soit d'une allocation complémentaire, soit une combinaison des deux, le tout dans les limites fixées en fonction de la composition de la communauté domestique. Pour la fixation du montant accordé les ressources de la communauté sont pris en considération. Au cas où la communauté domestique doit s'acquitter d'un loyer, un complément supplémentaire peut être accordé, sans que cette majoration ne puisse dépasser 123,95 EUR.

L'octroi de l'indemnité d'insertion est soumise cependant à des conditions supplémentaires, à savoir être âgé de moins de soixante ans et être apte à suivre des mesures d'insertion professionnelle.

L'allocation compensatoire de vie chère, créée par la loi du 13 juin 1975 a été abrogée par la loi du 26 juillet 1986 portant création du droit à un revenu minimum garanti. Les allocations dues en décembre 1988 continuent à être payées tant que le droit subsiste.

La loi du 26 juillet 1980 et le règlement Grand-Ducal du 2 décembre 1983 règlent l'avance et le recouvrement par le FNS de pensions alimentaires dues à un conjoint, un ascendant ou un descendant.

Le règlement du Gouvernement en Conseil du 18 février 1983 avait créé une allocation de chauffage en faveur des ménages à revenu modeste, en remplacement de la subvention sur les combustibles minéraux solides. Entre 1983 et 1986, les montants accordés et les limites de revenu ont été adaptés à plusieurs reprises. Par règlement du Gouvernement en Conseil du 8 janvier 1988, l'octroi a été limité aux consommateurs de combustibles solides.

Suite à l'augmentation substantielle des prix sur le marché des produits pétroliers en 2000, une nouvelle adaptation a été faite par le règlement du Gouvernement en Conseil du 20 octobre 2000. Le champ d'application a été élargi aux combustibles liquides, à l'électricité et au gaz et les montants de l'allocation aussi bien que la limite du revenu global considéré ont été adaptés.

La loi du 23 décembre 1998 autorisant le FNS à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique aux usagers des centres intégrés, maisons de soins, centres socio-gérontologiques et foyers du jour psychog riatriques est entrée en vigueur au 1 janvier 1999. Elle institue un complément au profit des personnes incapables de couvrir par leurs ressources personnelles les dépenses afférentes aux prestations dans le cadre de l'accueil gérontologique. Le montant de ce complément est fixé en fonction de la qualité des prestations fournies et des ressources personnelles des usagers.

La loi du 28 juin 2002 crée un forfait d'éducation qui est accordé au parent qui s'est consacré à l'éducation d'un enfant à condition que sa pension ou celle de son conjoint ne comporte pas pour l'enfant en question la mise en compte d'un baby year. Le droit au forfait d'éducation est ouvert à partir de l'âge de 60 ans ou au moment de l'octroi d'une pension personnelle. Le montant du forfait d'éducation est fixé à 10 EUR, nombre indice 100 base 84 ; ce montant est adapté à l'indice du coût de la vie et ajusté au niveau de vie à l'instar des pensions. Il est soumis aux mêmes charges sociales et fiscales que les pensions. Le forfait d'éducation est intégralement à charge de l'Etat.

1. Evolution des bénéficiaires

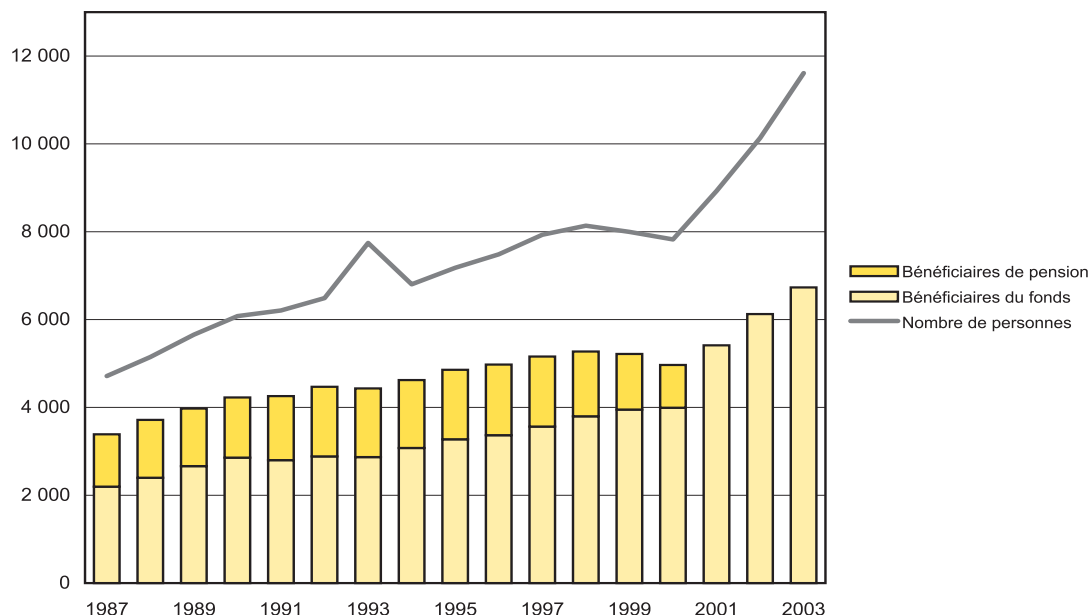
1.1. Le revenu minimum garanti

1.1.1. L'allocation complémentaire

Depuis 1987 les bénéficiaires du RMG ont été répartis en deux catégories suivant que le versement du complément est effectué par le fonds national de solidarité (bénéficiaires du fonds) ou par une caisse de pension (les bénéficiaires de pension).

Cependant à partir de 1999, en vue de faciliter les travaux et de réduire le flux administratif, toute nouvelle demande faite par un bénéficiaire de pension est traitée par le Fonds et les anciennes prestations de bénéficiaires de pension soumises à modification y sont transférées également. En 2001 les anciens dossiers des caisses de pensions ont été transférés au FNS qui depuis a la compétence exclusive dans ce domaine.

Graphique 1. - Evolution des bénéficiaires du RMG



En décembre 2002 le FNS avait compté 6 125 communautés avec 10 136 bénéficiaires. En décembre 2003, le nombre des communautés domestiques renseigné par le FNS a été de 6 732 avec 11 612 bénéficiaires.

Ces augmentations s'expliquent entre autres par la modification de la condition de résidence, par les seuils de revenu relevés dans la loi du 28 juin 2002 mais aussi par la situation économique actuelle, qui pour un grand nombre de chômeurs, dont le droit aux indemnités de chômage est  puis , se voient obligés à s'adresser au FNS.

Les fichiers statistiques prennent en compte les demandes actuelles en traitement ou en suspens, ce qui explique les différences avec le nombre de bénéficiaires de la chaîne de liquidation.

En pratique le Fonds a effectué 6 359 paiements au 31 décembre 2003 contre 5 730 paiements au 31 décembre 2002. Ces données ne tiennent pas compte des bénéficiaires de la part d'un office social, ni des bénéficiaires d'une indemnité d'insertion seule de la part du FNS. Les données y relatives peuvent être consultées dans les rapports d'activité correspondants.

Dans les communautés domestiques prédominent les ménages d'une seule personne (63,3%), suivis par les familles mono-parentales (15,8%), les familles nucléaires - deux adultes avec ou sans enfants - (18,6%) ainsi que les personnes handicapées ou infirmes vivant dans le ménage de leurs parents (1,4%). Les ménages avec enfants ne représentent que 26,3% des communautés domestiques bénéficiaires du fonds et le nombre moyen d'enfants à charge s'élève à 2. Les bénéficiaires de nationalité luxembourgeoise représentent 53,3% du total.

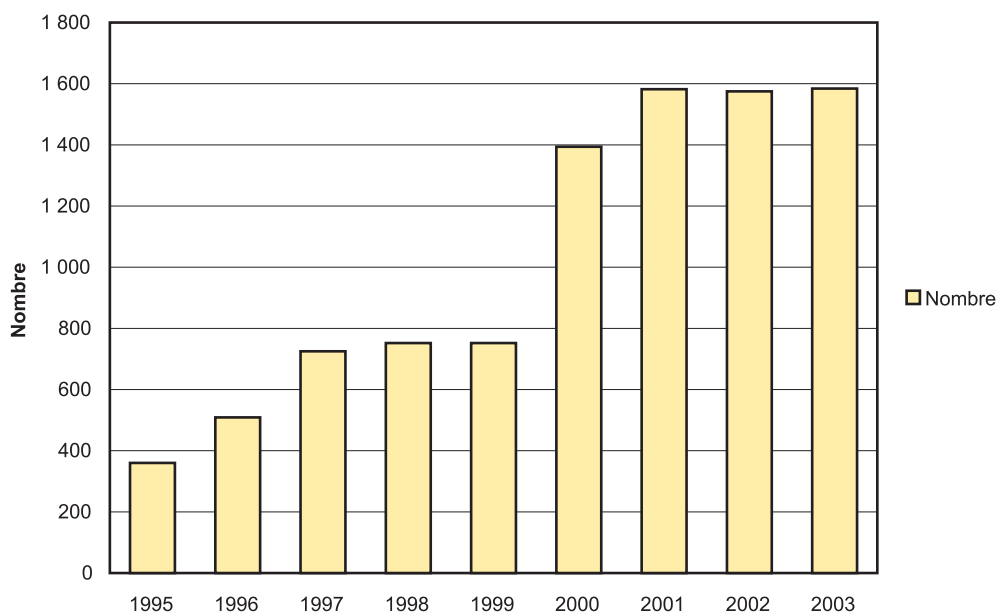
En ce qui concerne la situation des bénéficiaires majeurs non pensionnés vis-à-vis du marché du travail au moment de l'attribution du complément RMG, on constate que la majorité des bénéficiaires sont des demandeurs d'emploi non indemnisés (28,4%) et des infirmes ou handicapés (11,5%); viennent ensuite les conjoints au foyer (12,4%) et les personnes âgées de plus de 60 ans (4,5%). Seulement 10,1% de tous les bénéficiaires majeurs ont exercé une activité professionnelle au moment de l'attribution du complément.

Les bénéficiaires féminins du RMG sont plus nombreux que les bénéficiaires masculins. Cela résulte d'une part, de la condition de la limite d'âge de 25 ans (loi 29.4.1999 applicable le 1.3.2000) qui ne s'applique pas aux femmes qui élèvent un enfant et, d'autre part, de l'espérance de vie plus élevée et de la structure des revenus moins élevés des femmes âgées.

1.1.2. L'indemnité d'insertion

Tout demandeur de moins de 60 ans et considéré apte à suivre une mesure d'insertion professionnelle par le SNAS doit faire une demande d'insertion sociale et professionnelle préalablement à la demande en obtention de l'allocation complémentaire, à moins d'être soumis à une mesure organisée par l'administration de l'emploi.

Graphique 2. - Evolution du nombre moyen de bénéficiaires d'insertion (nombre au 31 décembre de chaque année)



Avec l'entrée en vigueur de la loi du 29 avril 1999, plus de poids est mis sur les mesures de réinsertion professionnelle et sociale, ce qui se reflète dans le nombre des bénéficiaires de l'indemnité d'insertion qui depuis 2001 s'est stabilisé sur quelque 1 600 bénéficiaires.

Parmi les 1 584 bénéficiaires comptés en décembre 2003 (1 575 en 2002), 43,9 % sont des femmes (43,6 % en 2002).

1.1.3. La compensation à charge de loyer

La loi du 29 avril 1999 a abrogé l'ancien complément à charge de loyer pour l'intégrer dans la détermination du revenu minimum garanti. Pour la communauté domestique qui doit s'acquitter d'un loyer le complément RMG est majoré sans que cette majoration puisse dépasser le montant de 123,95 EUR.

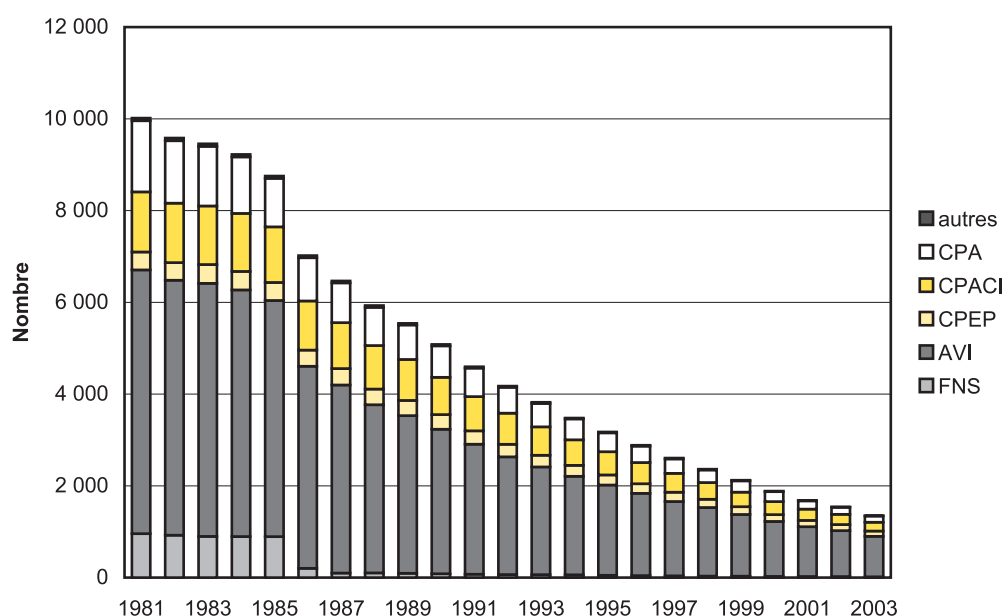
Les bénéficiaires pour lesquels l'ancien mode de calcul est plus favorable continuent cependant à bénéficier du complément à charge de loyer proprement dit.

Par conséquent, le nombre des bénéficiaires de cette allocation va continuer de diminuer. Il s'est situé à 681 en décembre 2003 contre 846 en 2002.

1.2. L'allocation compensatoire de vie chère

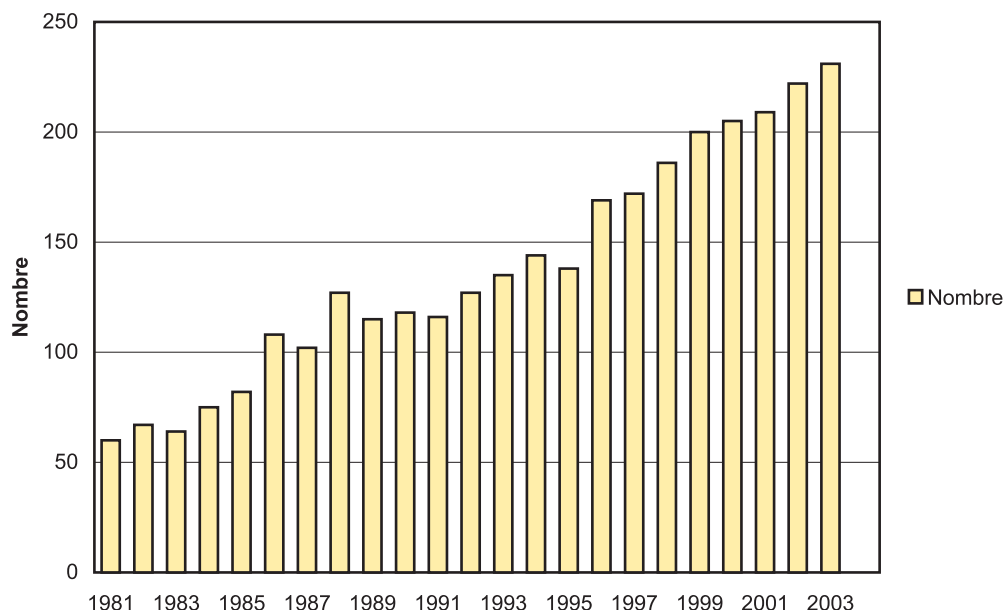
Depuis l'abrogation de cette prestation en 1986, le nombre des bénéficiaires est passé de 7 020 à 1 350 en décembre 2003. Seulement 1,2% en sont à charge du FNS. Le plus grand nombre se répartit entre les différentes caisses de pension, où l'AVI est avec 65,3% le prestataire le plus important (64,9% en 2002).

Graphique 3. - Evolution du nombre de bénéficiaires d'une allocation compensatoire de vie chère suivant organisme payeur



1.3. L'avance et le recouvrement de pensions alimentaires

Graphique 4. - Evolution du nombre de bénéficiaires d'une pension alimentaire



Tout ayant droit à une pension alimentaire fixée par décision judiciaire exécutoire au Grand Duché de Luxembourg et non payée peut faire la demande d'avance de pension alimentaire au FNS, sous condition de se trouver dans une situation économique difficile et d'avoir personnellement utilisé les possibilités légales d'obtenir son droit.

Depuis la création de ce droit en 1980, le nombre de demandes suit une évolution croissante. Fin 2003, cette prestation comptait 231 bénéficiaires.

Le FNS tente systématiquement de recouvrer les avances effectuées, soit dans le chef du débiteur, soit dans celui du créateur, à condition que la situation de celui-ci se soit améliorée de façon à permettre un tel recouvrement.

1.4. L'allocation de chauffage

L'année de sa création, en 1983, l'allocation de chauffage - qui consiste en un paiement unique par an sur présentation de factures - connaissait avec 3 073 bénéficiaires un grand afflux. Ce nombre dépassait les 3 000 jusqu'en 1987. La loi du 8 janvier 1988 ayant limité le droit aux utilisateurs de combustibles solides a fait descendre ce nombre de bénéficiaires à 493. Sans autre adaptation des plafonds de revenu après cette date, le nombre des allocataires a chuté pour atteindre 10 bénéficiaires en 1999. L'augmentation massive des prix pétroliers en 2000 a amené le gouvernement à modifier la réglementation relative à l'allocation de chauffage en adaptant les conditions d'ouverture du droit et les montants de l'allocation.

Les nouveaux montants étant valables pour l'an 2000 qui ne comptait après la mise en vigueur plus que deux mois, la validité de cette mesure a été prolongée à deux reprises jusqu'en fin mars 2002. Le gouvernement a renouvelé en date du 25 janvier 2002 le règlement relatif à l'attribution de l'allocation de chauffage en abolissant le principe d'attribution par saison hivernale pour passer au paiement par exercice budgétaire. L'adaptation légale a permis de donner une suite favorable à 5 339 demandes d'octobre 2000 à juillet 2001, de 5 569 demandes pour 2002 et de 4 719 demandes en 2003.

1.5. Le complément aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gériatrique

Le complément ayant été introduit au 1er janvier 1999, les premières demandes ont été faites en avril de la même année. En 2003, 7 891 paiements du complément ont été effectués pour 658 bénéficiaires en moyenne par mois contre 723 en 2002.

Pour l'exercice 2003 le nombre de demandes nouvelles introduites se chiffre à 221 contre 255 en 2002.

1.6. Le Forfait d'éducation

Depuis l'introduction du forfait d'éducation au 1^{er} juillet 2002, 39 023 demandes ont été présentées au FNS, dont 30 277 ont été traitées et 8 744 ont été en voie d'instruction au 31 décembre 2003.

En décembre 2003, le FNS a atteint 11 978 paiements mensuels, les régimes spéciaux renseignent 2 579 liquidations, le régime général des caisses de pension a affiché 15 729 bénéficiaires.

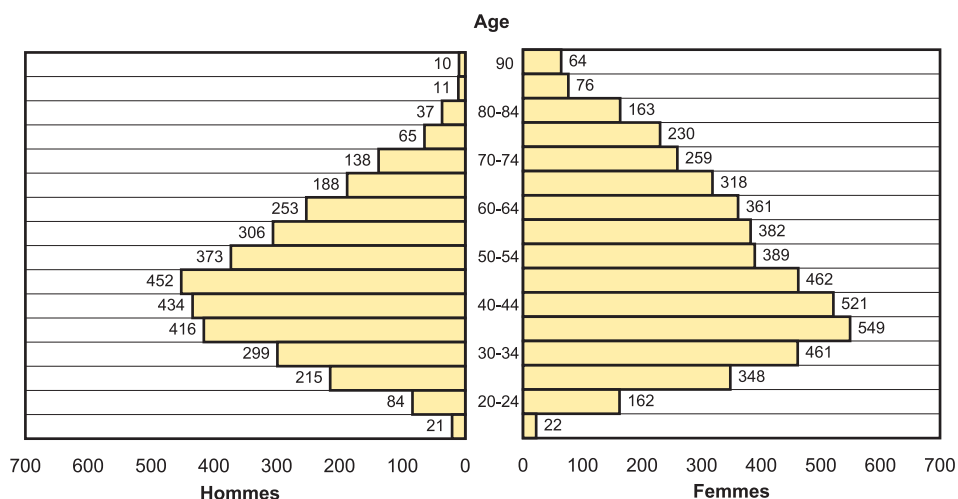
En moyenne le nombre d'enfants ouvrant droit au forfait approche les deux par demande.

2. Niveau moyen et coût des prestations

2.1. Le revenu minimum garanti

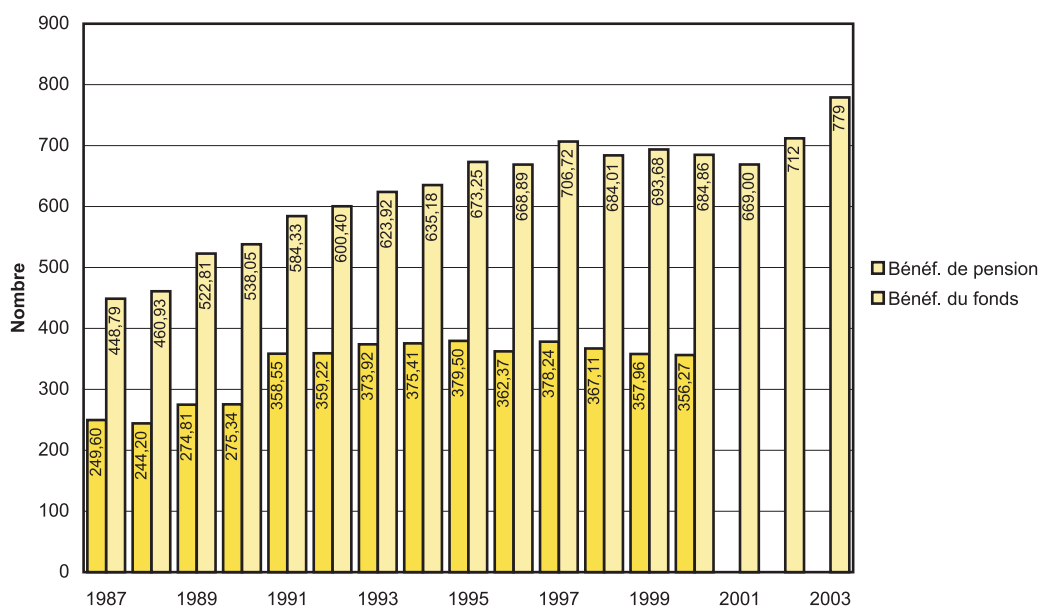
2.1.1. L'allocation complémentaire

Graphique 5. - Structure par âge des bénéficiaires adultes du fonds



Au 31 décembre 2003, le montant moyen du complément du RMG s'élève à 779 EUR par mois pour les bénéficiaires du Fonds contre 712 EUR en 2002. La loi du 28 juin 2002 consécutive au "Rentendösch" a relevé la tranche immunisable du revenu global de la communauté domestique entraînant ainsi une hausse du montant moyen.

Graphique 6. - Evolution du montant moyen du complément RMG (mois de décembre)



En fait, l'influence de la taille de la communauté domestique ne se traduit que marginalement sur le montant moyen du complément, qui a augmenté de 9,4% pour les bénéficiaires du Fonds. Les bénéficiaires de pensions ne sont plus représentés séparément à partir de juin 2001, la liquidation de leurs compléments ayant été reprise par le Fonds.

2.1.2. L'indemnité d'insertion

Les 2 503 personnes, qui ont bénéficié en 2003 des mesures d'insertion (contre 2 582 en 2002), ont touché un total brut de 23 393 907,38 EUR. La durée moyenne par cas d'une telle mesure était de 7,6 mois en 2003. L'indemnité est soumise aux charges sociales et fiscales applicables en matière de salaires.

L'introduction du revenu minimum garanti en 1986 était destinée à remplacer les anciennes pensions de solidarité tout en étendant le champ des bénéficiaires et en augmentant le niveau des prestations. Comme le cumul du revenu minimum garanti avec l'allocation compensatoire de vie chère (AVC) n'est pas autorisé, le RMG va remplacer progressivement cette dernière. Aussi, pour l'analyse du coût de ces prestations, il faut regrouper le RMG et l'AVC de la quelle ne peuvent profiter que les anciens bénéficiaires. La progression des dépenses pour le RMG évolue parallèlement à celle du nombre des bénéficiaires, tout comme la réduction des dépenses pour l'AVC va de pair avec le nombre décroissant des anciens bénéficiaires. Le coût total pour le RMG et l'AVC a atteint 91,55 millions EUR en 2003, contre 80,67 millions en 2002. Comme depuis 1998 les communes ne participent plus au financement des prestations, la participation de l'Etat a augmenté à 93,8%, soit 85,89 millions EUR.

Tableau 1. - Evolution des dépenses pour le RMG et l'AVC (en millions EUR)

Année	FNS/RMG *)	AVC	Total
1985	6,41	7,91	14,31
1986	6,93	7,49	14,42
1987	13,46	5,86	19,32
1988	18,58	5,18	23,75
1989	20,21	4,85	25,06
1990	23,27	4,37	27,64
1991	27,17	3,92	31,09
1992	29,16	3,57	32,73
1993	33,64	3,27	36,91
1994	37,16	2,98	40,14
1995	42,47	2,71	45,18
1996	45,00	2,46	47,46
1997	51,37	2,23	53,60
1998	53,85	2,02	55,87
1999	54,87	1,82	56,69
2000	61,91	1,62	63,54
2001	72,71	1,44	74,15
2002	79,37	1,30	80,67
2003	90,38	1,17	91,55

*) Y compris l'indemnité d'insertion et la part patronale dans les cotisations à l'assurance maladie.

2.1.3. La compensation à charge de loyer

Le montant maximum du complément est fixé à 123,95 EUR. Le Fonds a payé en moyenne par bénéficiaires 99,05 EUR en 2003 contre 100,06 EUR en 2002.

2.2. L'allocation compensatoire de vie chère

Au 31 décembre 2003, le montant moyen nominal de l'AVC s'élève à 79,17 EUR pour les bénéficiaires du FNS et à 68,31 EUR pour ceux des caisses de pension (contre 76,17 respectivement 68,03 en 2002).

2.3. L'avance et le recouvrement de pensions alimentaires

Les pensions alimentaires avancées par le Fonds renseignent un montant moyen par bénéficiaire de 66,66 EUR n.i. 100 au 31 décembre 2003 contre 67,32 en 2002. La qualité informative de ces montants est assez faible en présence de la large fourchette des montants avancés. D'une part le nombre des personnes faisant partie d'un ménage détermine le niveau de l'allocation, d'autre part le législateur n'a pas fixé de plafonds à accorder, de sorte que le FNS doit s'acquitter du montant fixé par décision judiciaire, qui peut varier fortement selon les cas.

En 2003, ce coût atteint 1 186,99 milliers EUR, contre 1 095,64 milliers EUR en 2002, et ne représente que 0,9% de toutes les dépenses en prestations du FNS. Le montant total des pensions est influencé par le nombre de demandes accordées, par le niveau du montant moyen et par le montant du recouvrement des pensions alimentaires avancées.

2.4. L'allocation de chauffage

Par règlement du gouvernement en conseil du 7 février 2003, les montants de l'allocation de chauffage ont été fixés pour l'an 2003 à 400 ; 500 ; 600 ; 700 ; 800 EUR selon que la communauté bénéficiaire est composée d'une à cinq personnes et plus. Le montant moyen alloué pour l'an 2003 est de 578,66 EUR.

Les dépenses pour l'allocation de chauffage régressives depuis 1990 et qui en 1999 n'avaient plus dépassé 2000 EUR, atteignent en 2003 en présence de la nouvelle législation 2 730,6 milliers EUR contre 5 534,1 milliers EUR en 2002, montant incomparable qui contenait les dépenses des deux exercices 2001 et 2002.

2.5. Le complément aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique

Le total liquidé en 2003 s'élève à 4 577 553,34 EUR contre 4 926 848,84 EUR pour l'exercice 2002. Cette diminution de 7,09% s'explique par les effets du "Rentendesch" et de l'introduction du forfait éducation.

2.6. Le Forfait d'éducation

Les dépenses relatives au forfait d'éducation pour l'exercice 2003 s'élèvent à 84,9 millions EUR. Seulement les prestations liquidées par le FNS (38,8 millions EUR) et par les régimes spéciaux (6,8 millions EUR) sont à charge de l'Etat. Les régimes généraux (39,4 millions EUR) sont à charge des caisses de pension, qui vont financer leur part par les cotisations "Baby-year" payées par l'Etat entre 1988 et 2000 et considérées comme avance sur le paiement du forfait d'éducation et des majorations proportionnelles "baby-year" dans les éléments de pension.

Partie statistique

Considérations méthodologiques

Les statistiques relatives aux bénéficiaires du revenu minimum garanti sont établies à partir des fichiers de liquidation des prestations. Bien que les prestations soient à charge du fonds national de solidarité, le paiement de ces prestations est effectué selon deux manières différentes:

Lorsque l'attributaire du complément est bénéficiaire d'une pension du régime contributif, le paiement est effectué par la caisse de pension ensemble avec la pension; cette catégorie est désignée dans la suite par les "bénéficiaires de pension".

Dans les autres cas, le paiement est effectué soit par le fonds national de solidarité, soit par l'office social selon que l'ayant droit a présenté sa demande à l'un ou l'autre organisme. Lorsque l'ayant droit s'est adressé à l'office social, le fonds national de solidarité reprend le paiement après une période s'étendant sur le mois en cours et les trois mois subséquents. Cette deuxième catégorie est désignée dans la suite par les "bénéficiaires du fonds".

A l'heure actuelle, les données statistiques disponibles sont organisées en fonction du mode de paiement appliqué. Ainsi les attributaires bénéficiaires d'une pension du régime contributif ne figurent pas encore dans les fichiers de liquidation du fonds national de solidarité et les données statistiques ne sont pas disponibles avec tous les détails. D'un autre côté, les compléments du revenu minimum garanti versés par les offices sociaux ne sont repris dans les fichiers du fonds national de solidarité qu'au moment du remboursement des offices sociaux par le fonds ou au moment de la reprise du paiement par le fonds. Il en résulte que les données statistiques ne sont exploitables qu'avec un retard de plusieurs mois pour refléter la situation exacte des bénéficiaires du revenu minimum garanti.

Section 1 - Les bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG)

Tableau 1. - Nombre et composition des communautés domestiques bénéficiaires
(au mois de décembre)

	1999	2000	2001	2002	2003
I. Communautés domestiques bénéficiaires du fonds					
Un bénéficiaire adulte					
- sans enfant	2 436	2 455	3 517	4 014	4 260
- avec enfants	730	674	807	912	1 062
Deux bénéficiaires adultes					
- sans enfant	237	284	466	514	570
- avec enfants	322	380	460	531	684
Trois bénéficiaires adultes et plus					
- sans enfant	10	12	16	17	21
- avec enfants	15	15	11	14	21
Un ou plusieurs ascendants					
- sans enfant	30	26	24	21	21
- avec enfants	-	-	-	-	-
Un ou plusieurs descendants					
- sans enfant	167	145	112	102	93
- avec enfants	3	-	-	-	-
SOUS-TOTAL 1:	3 950	3 991	5 413	6 125	6 732
II. Bénéficiaires de pension *)					
Titulaires de pensions personnelles	860	706	-	-	-
Titulaires de pensions de conjoint survivant	265	222	-	-	-
Titulaires de pensions d'orphelin	142	47	-	-	-
SOUS-TOTAL 2:	1 267	975	-	-	-
TOTAL des communautés domestiques	5 217	4 966	5 413	6 125	6 732

*) A partir de 2001 les pensions des différentes caisses sont liquidées par le FNS.

Tableau 2. - Répartition des communautés domestiques bénéficiaires du fonds suivant le nombre d'enfants bénéficiaires
(au mois de décembre)

	1999	2000	2001	2002	2003
Sans enfant	2 880	2 922	4 135	4 668	4 965
Un enfant	447	432	527	611	706
Deux enfants	350	342	404	444	593
Trois enfants	186	203	237	268	300
Quatre enfants	63	62	79	92	118
Cinq enfants et plus	24	30	31	42	50
TOTAL	3 950	3 991	5 413	6 125	6 732

Tableau 3. - Mouvement du nombre des communautés bénéficiaires du fonds

Année	Bénéficiaires du fonds	
	Entrées	Sorties
1987	805	170
1988	656	368
1989	607	357
1990	583	390
1991	437	424
1992	442	353
1993	486	370
1994	515	436
1995	599	497
1996	740	731
1997	836	803
1998	701	872
1999	668	923
2000	1 101	1 151
2001	935	1 112
2002	1 039	887
2003	1 209	886

Tableau 4. - Répartition par groupe d'âge des bénéficiaires du fonds au 31.12.2003

Groupe d'âge	Bénéficiaires majeurs		Ascendants		Descendants		Total		Enfants
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
0 - 4	-	-	-	-	-	-	-	-	827
5 - 9	-	-	-	-	-	-	-	-	1 104
10 - 14	-	-	-	-	-	-	-	-	867
15 - 17	-	-	-	-	-	-	-	-	415
18 - 19	21	22	-	-	-	-	21	22	160
20 - 24	84	162	-	-	-	-	84	162	146
25 - 29	215	348	-	-	-	-	215	348	19
30 - 34	297	456	-	-	2	5	299	461	-
35 - 39	399	535	-	-	17	14	416	549	-
40 - 44	425	510	-	-	9	11	434	521	-
45 - 49	441	450	-	-	11	12	452	462	-
50 - 54	370	385	-	-	3	4	373	389	-
55 - 59	304	379	-	1	2	2	306	382	-
60 - 64	253	358	-	-	-	3	253	361	-
65 - 69	185	316	3	2	-	-	188	318	-
70 - 74	138	256	-	3	-	-	138	259	-
75 - 79	65	228	-	2	-	-	65	230	-
80 - 84	37	160	-	3	-	-	37	163	-
85 - 89	11	73	-	3	-	-	11	76	-
>= 90	10	60	-	4	-	-	10	64	-
TOTAL	3 255	4 698	3	18	44	51	3 302	4 767	3 538

Tableau 5. - Nationalité des bénéficiaires majeurs du fonds

Nationalité	31.12.2002			31.12.2003		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
<i>Luxembourg</i>	1 677	2 450	4 127	1 796	2 510	4 306
Autres pays de la UE						
Allemagne	61	125	186	74	124	198
Autriche	3	5	8	3	4	7
Belgique	59	92	151	74	114	188
Danemark	-	1	1	2	1	3
Espagne	24	23	47	23	25	48
France	88	231	319	126	264	390
Grèce	1	4	5	4	7	11
Irlande	3	9	12	2	9	11
Italie	179	218	397	197	235	432
Pays-Bas	15	25	40	16	28	44
Portugal	440	663	1 103	564	842	1 406
Royaume-Uni	8	10	18	15	12	27
Autres pays d'Europe						
Suisse	-	3	3	-	2	2
Yougoslavie	98	128	226	115	162	277
Autres pays						
Brésil	1	6	7	-	5	5
Cap-Vert	27	55	82	27	60	87
Etats-Unis d'Amérique	4	1	5	4	1	5
<i>Autres</i>	116	240	356	169	280	449
<i>Apatrides/réfugiés</i>	5	11	16	12	13	25
<i>Indéterminés</i>	59	69	128	82	71	153
TOTAL	2 868	4 369	7 237	3 305	4 769	8 074

Tableau 6. - Situation des bénéficiaires majeurs du fonds vis-à-vis du marché du travail au moment de l'attribution du complément

Code		31.12.2002			31.12.2003		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1	Ouvrier	246	399	645	352	499	851
2	Employé privé	12	9	21	15	17	32
3	Fonctionnaire ou employé statutaire	-	-	-	-	-	-
4	Indépendant CPACI et TII	10	5	15	8	4	12
5	Agriculteur	-	-	-	-	-	-
11	Chômeur indemnisé	74	55	129	112	82	194
12	Demandeur d'emploi non indemnisé	1 115	828	1 943	1 305	982	2 287
13	Bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou d'une rente plénière	191	202	393	212	203	415
14	Infirmes	247	314	561	236	304	540
15	Handicapé	186	204	390	181	206	387
16	Etudiant	20	28	48	21	31	52
17	Personne au foyer	28	892	920	29	970	999
18	Autres inactifs de moins de 60 ans	324	441	765	401	554	955
21	Bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité	324	470	794	331	428	759
22	Bénéficiaire d'une pension de conjoint survivant	9	242	251	9	207	216
23	Autres inactifs de plus de 60 ans	78	275	353	87	275	362
	TOTAL	2 864	4 364	7 228	3 299	4 762	8 061

Prestations mixtes

Statistiques

Tableau 7. - Relations de parenté des membres majeurs de la communauté domestique avec attributaire principal (bénéficiaires du fonds)

	31.12.2002		31.12.2003	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Attributaire	2 595	3 524	2 950	3 776
Conjoint	113	648	153	753
Fils / fille	24	70	36	81
Père / mère de l'attributaire ou de son conjoint	9	31	14	35
Frère / soeur / beau-frère / belle-soeur	11	12	10	9
Petit-fils / petite-fille	2	-	1	-
Grand-père / grand-mère de l'attributaire ou de son conjoint	-	1	-	-
Neveu / Nièce	-	-	-	-
Oncle / tante	-	-	-	-
Cousin / cousine	-	-	-	-
Autres liens de parenté	4	6	4	10
Pas de liens de parenté	112	76	135	104

Tableau 8. - Seuils mensuels du revenu minimum garanti (au nombre indice 100 du coût de la vie)

Date d'entrée en vigueur	1/3/1993	1/1/1995	1/1/1997	1/1/1998	1/1/1999	1/1/2000	1/1/2001	1/1/2002	1/1/2003
Personne adulte seule ou première personne adulte d'une communauté domestique	139,71	144,32	148,93	148,93	150,87	150,87	155,55	155,55	160,99
Deuxième personne adulte	69,86	72,16	74,47	74,47	75,43	75,43	77,77	77,77	80,50
Troisième personne adulte et suivantes	39,99	41,30	42,61	42,61	43,16	43,16	44,50	44,50	46,06
Enfant ayant droit à des allocations familiales *)	20,58	21,24	21,91	18,07	13,73	13,73	14,15	14,15	14,65
Ayant droit vivant dans le ménage de ses ascendants ou descendants									
Ayant droit subséquent vivant dans le ménage de ses ascendants ou descendants									
Majoration pour impotence **)	65,54	65,54	65,54	65,54	89,24	89,24	89,24	89,24	89,24
Compensation à charge de loyer ***)	123,95	123,95	123,95	123,95	123,95	123,95	123,95	123,95	123,95

*) Les allocations familiales auxquelles ont droit les enfants ne sont pas prises en compte pour la détermination des revenus de la communauté domestique.

**) Cette majoration pour impotence n'est pas cumulable avec l'allocation pour personne gravement handicapée; cette dernière n'est pas prise en compte pour la détermination des revenus de la communauté domestique.

***) Valeur maximum non indexée.

Tableau 9. - Montant moyen du complément selon la composition de la communauté domestique ou selon le type de pension

Type de communauté domestique	31.12.2002		31.12.2003	
	Nombre	Complément moyen	Nombre	Complément moyen
Bénéficiaires du fonds				
1 adulte - 0 enfant	4 131	665	4 368	731
1 adulte - 1 enfant	441	723	495	790
1 adulte - 2 enfants	290	768	363	834
1 adulte - 3 enfants	133	851	143	907
1 adulte - plus de 3 enfants	48	955	61	930
SOUS-TOTAL	5 043	684	5 430	750
2 adultes - 0 enfant	518	830	574	898
2 adultes - 1 enfant	164	836	201	891
2 adultes - 2 enfants	152	828	227	851
2 adultes - 3 enfants	132	813	153	890
2 adultes - plus de 3 enfants	83	987	103	1 015
SOUS-TOTAL	1 049	841	1 258	897
Plus de 2 adultes - 0 enfant	17	960	21	1 105
Plus de 2 adultes - 1 enfant	6	1 117	10	1 040
Plus de 2 adultes - 2 enfants	2	1 219	3	802
Plus de 2 adultes - 3 enfants	3	850	4	946
Plus de 2 adultes - plus de 3 enfants	3	1 035	4	1 202
SOUS-TOTAL	31	1 004	42	1 062
TOTAL	6 123	712	6 730	779

*) A partir de 2001 les pensions des différentes caisses sont liquidées par le FNS.

Tableau 10. - Répartition du complément par tranches de montant (bénéficiaires du fonds)

Tranche au n.i. 100	31.12.2002			31.12.2003			Total
	Un bénéficiaire majeur	Deux bénéficiaires majeurs	Plus de deux bénéficiaires majeurs	Un bénéficiaire majeur	Deux bénéficiaires majeurs	Plus de deux bénéficiaires majeurs	
0 - 11,99	321	13	1	318	24	-	342
12 - 23,99	195	25	4	209	32	3	244
24 - 35,99	234	36	1	204	53	3	260
36 - 47,99	233	50	-	219	44	-	263
48 - 59,99	240	48	-	208	72	-	280
60 - 71,99	216	59	-	239	58	-	297
72 - 83,99	184	54	-	176	61	-	237
84 - 95,99	233	77	-	196	88	1	285
96 - 107,99	195	76	2	218	76	2	296
108 - 119,99	209	68	1	225	56	3	284
120 - 131,99	280	53	1	198	72	1	271
132 - 143,99	169	64	3	272	49	1	322
144 - 155,99	1387	42	3	186	60	8	254
156 - 167,99	187	32	2	1413	53	-	1 466
168 - 179,99	539	23	-	335	35	4	374
180 - 191,99	125	21	2	594	32	1	627
192 - 203,99	44	29	-	117	25	2	144
204 - 215,99	36	47	1	78	29	-	107
216 - 227,99	10	18	1	16	64	2	82
228 - 239,99	3	84	1	3	26	1	30
240 - 251,99	2	31	1	2	79	-	81
252 - 263,99	1	38	-	2	59	1	62
264 - 275,99	-	22	-	2	20	1	23
276 - 287,99	-	15	2	-	45	3	48
288 - 299,99	-	10	1	-	20	-	20
300 - 311,99	-	9	1	-	15	2	17
312 - 323,99	-	2	2	-	5	1	6
324 - 335,99	-	3	-	-	6	2	8
336 - 347,99	-	-	-	-	-	-	-
348 et plus	-	-	1	-	-	-	-
TOTAL	5 043	1 049	31	5 430	1 258	42	6 730
Montant moyen	684	841	1 004	750	897	1 062	779

Tableau 11. - Revenus des communautés domestiques bénéficiaires du fonds *)

	Total des communautés	sans revenu	avec revenu	dont uniquement revenu professionnel	uniquement pension/rente	uniquement fortune	uniquement autres	uniquement entretien	plusieurs revenus
1991									
Nombre	2 797	1 462	1 335	272	209	44	441	51	318
en % du total	100,0%	52,3%	47,7%	9,7%	7,5%	1,6%	15,8%	1,8%	11,4%
revenu moyen	-	-	448	829	298	82	218	201	629
1992									
Nombre	2 881	1 506	1 375	265	208	43	474	42	343
en % du total	100,0%	52,3%	47,7%	9,2%	7,2%	1,5%	16,5%	1,5%	11,9%
revenu moyen	-	-	457	844	294	94	242	165	633
1993									
Nombre	2 864	1 481	1 383	245	215	40	477	36	370
en % du total	100,0%	51,7%	48,3%	8,6%	7,5%	1,4%	16,7%	1,3%	12,9%
revenu moyen	-	-	465	820	314	98	241	182	672
1994									
Nombre	3 073	1 590	1 483	259	220	47	508	34	415
en % du total	100,0%	51,7%	48,3%	8,4%	7,2%	1,5%	16,5%	1,1%	13,5%
revenu moyen	-	-	471	774	313	99	257	185	691
1995									
Nombre	3 270	1 711	1 559	275	232	54	495	36	467
en % du total	100,0%	52,3%	47,7%	8,4%	7,1%	1,7%	15,1%	1,1%	14,3%
revenu moyen	-	-	491	797	328	121	256	196	708
1996									
Nombre	3 364	1 776	1 608	241	229	66	749	31	292
en % du total	100,0%	52,8%	47,8%	7,2%	6,8%	2,0%	22,3%	0,9%	8,7%
revenu moyen	-	-	499	846	468	143	15	18	762
1997									
Nombre	3 559	1 873	1 686	243	254	73	778	33	305
en % du total	100,0%	52,6%	47,4%	6,8%	7,1%	2,1%	21,9%	0,9%	8,6%
revenu moyen	-	-	525	928	507	150	347	226	798
1998									
Nombre	3 795	1 951	1 844	241	374	75	744	29	381
en % du total	100,0%	51,4%	48,6%	6,4%	9,9%	2,0%	19,6%	0,8%	10,0%
revenu moyen	-	-	546	886	576	172	328	220	825
1999									
Nombre	3 948	1 988	1 960	247	477	90	733	29	384
en % du total	100,0%	50,4%	49,6%	6,3%	12,1%	2,3%	18,6%	0,7%	9,7%
revenu moyen	-	-	555	848	613	175	332	246	835
2000									
Nombre	3 988	1 715	2 273	376	667	98	552	39	541
en % du total	100,0%	43,0%	57,0%	9,4%	16,7%	2,5%	13,8%	1,0%	13,6%
revenu moyen	-	-	649	900	641	161	351	138	915
2001									
Nombre	5 411	1 857	3 554	553	1 282	105	540	70	1 004
en % du total	100,0%	34,3%	65,7%	10,2%	23,7%	1,9%	10,0%	1,3%	18,6%
revenu moyen	-	-	739,57	966,08	711,90	192,37	385,09	142,45	939,65
2002									
Nombre	6 123	2 244	3 879	679	1 347	105	538	110	1 100
en % du total	100,0%	41,5%	63,4%	11,1%	22,0%	1,7%	8,8%	1,8%	18,0%
revenu moyen			796,27	1 027,78	771,40	175,68	395,61	147,54	1 003,90
2003									
Nombre	6 730	2 531	4 199	874	1 315	111	577	124	1 198
en % du total	100,0%	37,6%	62,4%	13,0%	19,5%	1,6%	8,6%	1,8%	17,8%
revenu moyen			864,87	1 119,44	827,92	206,28	404,20	148,58	1 076,75

*) Il s'agit de l'intégralité des autres revenus que les communautés domestiques touchent en dehors du RMG.

Section 2 - Les bénéficiaires de l'allocation compensatoire de vie chère (AVC)

Tableau 12. - Nombre des bénéficiaires de l'AVC

Date	Organisme payeur								Total
	FNS	AVI	CPEP	CPACI	CPA	Etat	CPFEC	CFL	
1.10.1980	951	5 904	385	1 412	1 761	10	25	48	10 496
1.10.1981	956	5 750	390	1 310	1 551	5	19	36	10 017
1.10.1982	923	5 557	385	1 295	1 362	5	19	37	9 583
1.10.1983	896	5 517	409	1 277	1 300	4	17	37	9 457
1.10.1984	893	5 376	403	1 266	1 230	4	16	37	9 225
1.10.1985	892	5 147	393	1 212	1 058	4	16	32	8 754
31.12.1986	201	4 404	352	1 072	941	4	16	30	7 020
31.12.1987	97	4 100	357	1 002	867	2	15	27	6 467
31.12.1988	102	3 665	341	949	833	2	14	25	5 931
31.12.1989	92	3 437	332	893	751	2	13	22	5 542
31.12.1990	82	3 151	319	812	687	2	11	19	5 083
31.12.1991	72	2 834	292	746	622	2	10	18	4 596
31.12.1992	65	2 565	274	679	563	2	10	16	4 174
31.12.1993	63	2 348	255	618	511	2	9	16	3 822
31.12.1994	60	2 146	240	557	454	1	8	13	3 479
31.12.1995	49	1 968	220	506	411	1	7	13	3 175
31.12.1996	41	1 794	210	461	359	2	7	12	2 886
31.12.1997	36	1 622	201	412	315	2	7	12	2 607
31.12.1998	32	1 494	180	365	274	2	4	12	2 363
31.12.1999	30	1 345	168	319	245	2	4	10	2 123
31.12.2000	25	1 197	150	283	217	2	3	8	1 885
31.12.2001	23	1 084	138	246	181	2	3	6	1 683
31.12.2002	21	1 001	133	223	154	2	3	5	1 542
31.12.2003	16	882	115	192	135	2	3	5	1 350

Tableau 13. - Répartition par groupe d'âge des bénéficiaires de l'AVC
auprès des régimes de pension contributifs au 31.12.2003

Groupe d'âge	Pensions personnelles			Pensions de conjoint survivant	Pensions d'orphelins	Total
	Hommes	Femmes	Total			
0 - 4	-	-	-	-	-	-
5 - 9	-	-	-	-	-	-
10 - 14	-	-	-	-	-	-
15 - 17	-	-	-	-	-	-
18 - 19	-	-	-	-	-	-
20 - 24	-	-	-	-	-	1
25 - 29	-	-	-	-	1	-
30 - 34	-	-	-	-	-	-
35 - 39	-	-	-	-	-	-
40 - 44	-	1	1	-	-	1
45 - 49	5	7	12	1	-	13
50 - 54	3	1	4	2	1	7
55 - 59	5	9	14	3	1	18
60 - 64	9	12	21	13	3	37
65 - 69	9	15	24	31	2	57
70 - 74	26	48	74	70	6	150
75 - 79	38	92	130	113	3	246
80 - 84	29	149	178	172	3	353
85 - 89	24	104	128	110	1	239
>= 90	22	96	118	84	-	202
TOTAL	170	534	704	599	21	1 324

Prestations mixtes

Section 3 - Autres prestations du FNS

Tableau 14. - Nombre des bénéficiaires

Année	Allocation spéciale pour personnes gravement handicapées *)	Pension alimentaire*)	Allocation de chauffage
1980	1 266	33	-
1981	1 552	60	-
1982	1 710	67	-
1983	1 812	64	3 073
1984	1 883	75	4 102
1985	1 921	82	3 641
1986	1 969	108	3 143
1987	2 064	102	3 256
1988	2 113	127	493
1989	2 218	115	199
1990	2 304	118	308
1991	2 356	116	214
1992	2 414	127	120
1993	2 480	135	72
1994	2 565	144	59
1995	2 622	138	50
1996	2 728	169	29
1997	2 842	172	22
1998	2 922	186	22
1999	2 713	200	10
2000	2 160	205	1 305
2001	1 837	207	4 034
2002	1 630	222	5 569
2003	1 493	231	4 719

*) Au 31 décembre de chaque exercice.

Section 4 - L'allocation de soins

Tableau 15. - Nombre des bénéficiaires
(source: Service AST; Ministère de la Famille à partir de 1999)

Année	Dossiers entrés	Refus	En suspens	Allocations attribuées	Allocations retirées	Allocations en cours au 31 décembre
1989	1 658	412	112	1 134	177	957
1990	934	105	57	884	501	1 340
1991	667	99	7	618	513	1 445
1992	777	108	5	671	587	1 529
1993	771	149	-	622	615	1 536
1994	841	160	45	636	615	1 646
1995	1 133	247	77	854	694	1 806
1996	1 124	228	131	842	921	1 727
1997	1 051	249	136	802	604	1 836
1998	1 502	315	46	1 141	900	2 272
1999 ¹⁾	-	-	-	9	561	1 720
2000	-	-	-	2)	2)	954
2001	-	-	-	2)	2)	563
2002	-	-	-	2)	2)	375
2003	-	-	-	2)	2)	255

¹⁾ A partir du 01.01.1999, les nouvelles demandes sont traitées par l'assurance dépendance.²⁾ Données non disponibles.

Tableau 16. - **Nombre des bénéficiaires du forfait d'éducation**
au 31.12.2003

	2003
Bénéficiaires du Forfait éducation seul	11 949
Bénéficiaires RMG et Forfait éducation	29
	11 978
<i>Régimes Spéciaux</i>	
ETAT	1 382
CFL	807
CPFEC	381
	2 570
<i>Régime Général</i>	
AVI	7 653
CPACI	3 915
CPEP	2 146
CPA	2 015
	15 729
Total	30 277

Section 5 - Evolution des dépenses pour prestations

Tableau 17. - **Récapitulation des dépenses pour prestations de 1980 à 2003**
(montants en millions EUR)

Année	Pensions FNS/ Revenu minimum garanti *)	Allocations compensatoi res de vie chère	Allocations spéciales pour personnes gravement handicapées	Pensions alimentaires	Indemnités de chômage	Allocations de chauffage	Allocations de soins	Accueil géronto- logique	Forfait d'éducation ***)
1980	4,93	3,52	2,59	0,02	-	-	-	-	-
1981	5,35	4,16	3,09	0,22	0,01	-	-	-	-
1982	5,79	6,08	3,48	0,23	0,08	-	-	-	-
1983	6,14	8,12	3,87	0,23	0,18	0,33	-	-	-
1984	6,42	8,31	4,24	0,27	0,22	0,85	-	-	-
1985	6,41	7,91	4,47	0,26	0,28	1,02	-	-	-
1986	6,93	7,49	4,67	0,37	0,25	0,91	-	-	-
1987	13,46	5,86	5,34	0,38	-	0,60	-	-	-
1988	18,58	5,18	5,74	0,43	-	0,14	-	-	-
1989	20,21	4,85	6,16	0,45	-	0,04	1,69	-	-
1990	23,27	4,37	6,70	0,49	-	0,06	4,51	-	-
1991	27,17	3,92	7,10	0,51	-	0,04	5,00	-	-
1992	29,16	3,57	7,42	0,59	-	0,02	5,48	-	-
1993	33,64	3,27	9,22	0,57	-	0,01	6,90	-	-
1994	37,16	2,98	9,78	0,66	-	0,01	6,82	-	-
1995	42,47	2,71	10,30	0,68	-	0,01	8,58	-	-
1996	45,00	2,46	10,63	0,81	-	0,00	9,03	-	-
1997	51,37	2,23	11,34	0,81	-	0,00	9,76	-	-
1998	53,85	2,02	11,77	0,91	-	0,00	10,25	-	-
1999	54,87	1,82	- **)	0,93	-	0,00	11,79	0,67	-
2000	61,91	1,62	-	0,90	-	0,63	7,57	2,57	-
2001	72,71	1,44	-	1,08	-	2,02	4,60	11,30	-
2002	79,37	1,30	-	1,10	-	5,53	2,86	4,93	-
2003	90,38	1,17	-	1,21	-	2,73	2,00	4,58	45,63

*) Y compris part patronale dans les cotisations à l'assurance maladie.

**) L'allocation pour personnes gravement handicapées est reprise par l'assurance dépendance à partir du 1.1.1999.

***) Le montant de 45,63 mio EUR contient les arrérages dus depuis le 01.07.2002 (date de la mise en vigueur des dispositions de la loi du 28.06.2002 qui concernent le forfait d'éducation).

Les dépenses du régime général sont retenues sur les cotisations baby-year, considérées en tant que avances aux prestations.

Section 6 - Comptes financiers du FNS

Tableau 18a. - Bilans comparés des exercices 2002 et 2003 (en EUR)

ACTIF	2002	2003
I. Immobilisations	888 015,13	866 937,73
Bâtiment administratif	1 207 438,55	-
Bâtiment de rapport	-	1 187 923,05
Mobilier FNS	-	19 515,50
Amort./bâtiment admin.	-319 423,42	-
Amort./bâtiment de rapport	-	-338 224,01
Amort./mobilier	-	-2 276,81
II. Tiers (Débiteurs)	13 737 291,26	16 881 671,04
<i>A. Débiteurs divers</i>	-	2 242,51
Loyer-parking personnel	-	1 342,51
Autres débiteurs divers	-	900,00
<i>B. Organismes de sécurité sociale</i>	-	45 217,85
Débiteur UCM	-	45 217,85
<i>C. Etat et collectivités publiques</i>	8 620 728,88	8 572 906,32
Etat débiteur-RMG	5 070 349,41	4 316 741,24
Etat débiteur-Pensions alimentaires	50 643,41	118 728,71
Etat débiteur-Allocations de chauffage	1 534 119,79	447 817,78
Etat débiteur-Allocations compensatoires	243 139,01	322 938,65
Etat débiteur-Forfait d'éducation	-	1 281 867,72
Etat débiteur-Accueil gérontologique	66 848,84	-
Etat débiteur-Frais d'administration	1 278 004,28	824 775,58
Etat débiteur-Restants d'ex. antérieurs	93 968,30	1 029 450,07
Frais d'administration Centre Commun	226 685,77	230 586,57
Œuvre Gr-D. Charlotte	56 970,07	-
<i>D. Comptes de régularisation:</i>	5 116 562,38	8 261 304,36
Compte d'attente / débiteurs divers	1 495,34	41 764,11
Frais d'administration payés d'avance	139 656,59	155 574,18
Prestations payées d'avance	4 975 410,45	8 017 962,33
Loyers payés d'avance	-	46 003,74
III. Comptes financiers	1 485 190,05	2 447 466,13
Compte courant BCEE	-	1 448 846,77
Compte courant BGL	185 491,69	73 574,33
Compte courant BIL	138 949,39	407 936,76
CCP	1 160 748,97	517 108,27
Total de l'actif	16 110 496,44	20 196 074,90

Tableau 18b. - Bilans comparés des exercices 2002 et 2003 (en EUR)

PASSIF	2002	2003
I. Reports et Fonds de Roulement	3 209 049,43	3 196 280,16
Report à nouveau	2 788 054,11	2 775 284,84
Fonds de roulement	420 995,32	420 995,32
II. Crédoiteurs	11 271 403,94	16 999 794,74
<i>A. Crédoiteurs divers</i>	<i>834 171,35</i>	<i>517 841,70</i>
Frais d'administration à payer	24 945,18	7 395,34
Forfait d'éducation à réviser	-	2 347,11
Prestations FNS à réviser	12 469,14	14 991,16
Cotisations CISS (ind. d'insert)	790 367,60	493 108,09
Autres crédoiteurs divers	6 389,43	-
<i>B. Organismes de sécurité sociale</i>	<i>1 274 744,69</i>	<i>7 549 080,01</i>
Crédoiteur CISS / frais d'admin.	226 685,77	230 586,57
Crédoiteur AVI	620 218,58	305 207,62
Crédoiteur FEC	7 907,64	1 167 908,81
Crédoiteur Etat	1 643,83	3 061 799,77
Crédoiteur CFL	46 837,57	2 559 223,90
Crédoiteur CPEP	79 764,16	39 656,37
Crédoiteur CPACI	146 432,01	82 721,24
Crédoiteur CPA	98 921,37	56 426,61
Crédoiteur CCSS/ cotis.traitements	46 333,76	45 549,12
<i>C. Etat et collectivités publiques</i>	<i>271 920,04</i>	<i>363 337,65</i>
Impôts sur traitements	48 318,48	58 260,06
Impôts sur indemn. d'insert.	212 226,50	268 796,60
Remb. Trop-p / dotations	-	20 599,54
Retenues pour pensions	10 512,27	13 307,03
Frais de recouvrement	862,79	2 374,42
<i>D. Cptes de régularisation -Passif</i>	<i>8 890 567,86</i>	<i>8 569 535,38</i>
Compte d'attente / crédit. Divers	5 833,40	72 129,95
Cotisations AM	5,43	5,43
Divers produits perçus d'avance	8 884 729,03	8 497 400,00
III. Comptes financiers	1 630 043,07	-
Compte courant BCEE	1 630 043,07	-
Total du passif	16 110 496,44	20 196 074,90

Comptes d'exploitation des exercices 2002 et 2003

Tableau 19. - Etat détaillé des recettes (en EUR)

RECETTES	2002	2003
I. Participation de tiers	91 600 670,02	145 716 003,60
<i>A. Dotations de l'Etat</i>	<i>86 794 427,46</i>	<i>139 869 024,56</i>
Dotation RMG	73 933 176,41	84 716 741,24
Dotation pensions alimentaires	1 095 643,41	1 174 728,71
Dotation allocations compensatoires	1 304 639,01	1 173 238,65
Dotation allocations de chauffage	5 534 119,79	2 730 647,78
Dotation accueil gérontologique	4 926 848,84	4 510 300,46
Dotation forfait d'éducation	-	45 563 367,72
<i>B. Participation d'autres organismes</i>	<i>1 926 013,00</i>	<i>1 676 389,14</i>
Quote-part dans le produit de la Loterie Nationale	861 499,52	666 676,73
Oeuvre nationale de secours G.-D. Charlotte	1 064 513,48	1 009 712,41
<i>C. Participation de l'Etat dans les frais d'administration</i>	<i>2 880 229,56</i>	<i>4 170 589,90</i>
II. Forfait d'éducation payé par d'autres caisses de pension	-	39 356 951,06
III. Revenus sur immobilisation	297,47	297,47
Produit du loyer imm. admin.	297,47	297,47
IV. Pensions alimentaires recouvrées	8 628,75	23 868,86
V. Produits financiers	3 541 041,84	4 165 181,84
Compte courant	27 592,32	39 913,58
VI. Recettes diverses	3 513 449,52	4 125 268,26
Restitutions RMG	3 436 617,48	3 982 800,21
Restitutions AG	-	67 252,88
Restitutions AL	-	12 263,07
Restitutions FE	-	62 858,88
Participations AM	65,16	65,16
Divers	76 766,88	28,06
Total des recettes courantes	95 150 638,08	189 262 302,83
VII. Prélèvement aux réserves et aux reports	57 355,79	12 769,27
Total des recettes	95 207 993,87	189 275 072,10

Tableau 20. - Etat détaillé des dépenses (en EUR)

DEPENSES		2002	2003
I.	Frais d'administration	2 887 932,03	4 171 134,40
	Frais de personnel actif	1 775 820,86	2 127 557,36
	Frais de personnel en retraite	330 565,95	394 600,90
	Frais de matériel	193 394,97	916 418,18
	Acquisitions nouvelles	82 684,88	227 839,75
	Frais du centre commun	497 762,90	504 173,71
	Frais généraux à charge de l'organisme	7 702,47	544,50
II.	Prestations	87 721 401,40	178 267 089,73
	<i>A. Revenu minimum garanti</i>	<i>74 851 521,60</i>	<i>85 672 984,28</i>
	Prestations brutes payées par le FNS	52 306 587,93	62 157 922,70
	Prestations brutes payées par les caisses de pension	45 276,87	36 068,10
	Indemnités d'insertion	22 499 656,80	23 478 993,48
	<i>B. Pensions alimentaires</i>	<i>1 104 272,16</i>	<i>1 210 860,64</i>
	<i>C. Allocations compensatoires de vie chère</i>	<i>1 304 639,01</i>	<i>1 173 238,65</i>
	Prestations payées par le FNS	20 046,00	17 208,33
	Prestations payées par les caisses de pension	1 284 593,01	1 156 030,32
	<i>D. Allocations spéciales pour personnes gravement handicapées</i>	-	-
	<i>E. Allocations de chauffage</i>	<i>5 534 119,79</i>	<i>2 730 647,78</i>
	<i>F. Accueil gérontologique</i>	<i>4 926 848,84</i>	<i>4 577 553,34</i>
	<i>G. Forfait d'éducation</i>		<i>82 901 805,04</i>
	Forfait d'éducation net - part FNS	-	33 291 188,23
	AM / FE payé par FNS	-	933 939,19
	Impôts / FE payé par FNS	-	3 656 812,99
	AD / FE payé par FNS	-	23 263,80
	Forfait d'éducat. Brut autres caisses		
	Forfait d'éducat. brut AVI	-	20 473 498,44
	Forfait d'éducat. brut CPFEC	-	1 162 561,68
	Forfait d'éducat. brut ETAT	-	2 984 062,35
	Forfait d'éducat. brut CFL	-	2 471 672,50
	Forfait d'éducat. brut CPEP	-	8 816 281,84
	Forfait d'éducat. brut CPACI	-	5 059 976,20
	Forfait d'éducat. brut CPA	-	4 028 547,82
III.	Transfert de cotisations	4 521 117,33	6 784 384,09
	AM part patronale RMG	1 306 783,10	1 562 791,03
	AM part patronale ind. d'insert.	617 062,07	598 025,12
	AP part patronale ind. d'insert.	1 933 266,76	1 876 191,73
	Assur.-accid. ind. d'insert.	253 224,94	267 311,83
	Allocat. Famil. ind. d'insert.	410 780,46	398 691,76
	AM part patronale FNS	-	933 939,19
	AM part patronale autres caisses	-	1 147 433,43
IV.	Décharges prestations FNS	-	0,52
V.	Frais de gestion du patrimoine	58 742,32	31 385,96
VI.	Dotations aux amortissements	18 800,59	21 077,40
	Dotations aux amort. immeubles	18 800,59	18 800,59
	Dotations aux amort. mobilier	-	2 276,81
VII.	Depenses diverses	0,20	-
	Total des dépenses courantes	95 207 993,87	189 275 072,10
VII.	Excédent des recettes	-	-
	Total des dépenses	95 207 993,87	189 275 072,10

EMPLOI

1. Evolution de la population active au Luxembourg

Pour ce chapitre nous avons étudié l'évolution de la population active entre 1988 et 2004.

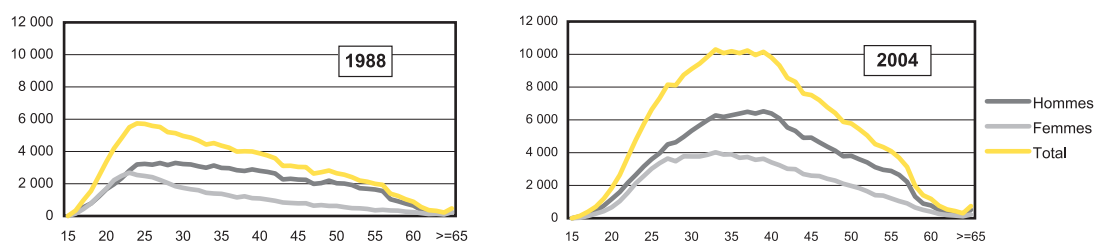
Au 31 mars 2004, la population active salariée au Luxembourg comptait 280 206 travailleurs, dont 37,5% de femmes. Depuis 1988 l'emploi féminin accuse une progression annuelle moyenne de 4,4%, tandis que l'emploi masculin n'a évolué en moyenne que de 3,5% par an.

Tableau 1. - Evolution de l'emploi salarié par sexe

Année	Hommes		Femmes	
	Nombre	Variation en %	Nombre	Variation en %
1988	101 446		52 650	
1989	105 504	4,0	55 439	5,3
1990	109 370	3,7	58 506	5,5
1991	114 203	4,4	61 542	5,2
1992	117 972	3,3	64 445	4,7
1993	120 150	1,8	66 812	3,7
1994	121 574	1,2	68 985	3,3
1995	124 586	2,5	71 014	2,9
1996	127 250	2,1	73 152	3,0
1997	130 748	2,7	76 072	4,0
1998	137 382	5,1	79 455	4,4
1999	144 366	5,1	84 050	5,8
2000	152 606	5,7	89 342	6,3
2001	161 422	5,8	95 452	6,8
2002	167 728	3,9	99 913	4,7
2003	170 977	1,9	102 450	2,5
2004	174 998	2,4	105 208	2,7
Variation moyenne entre 1988 et 2004		3,5		4,4

L'emploi salarié n'a cessé d'augmenter au cours des seize dernières années. Entre 1988 et 1991, les premières années de notre observation, le taux de variation annuel se situait aux alentours de 4,5%. Pendant les années suivantes, le taux baissait pour atteindre son niveau le plus bas en 1994 avec 1,9%. Ensuite la progression s'est accélérée et a abouti au maximum de 6,2% en 2001. La baisse, due à un retournement conjoncturel senti au Luxembourg à partir de fin 2001 se traduit par un taux modéré de 2,5% pour 2004.¹⁾

Graphique 1. - Nombre de salariés par âge

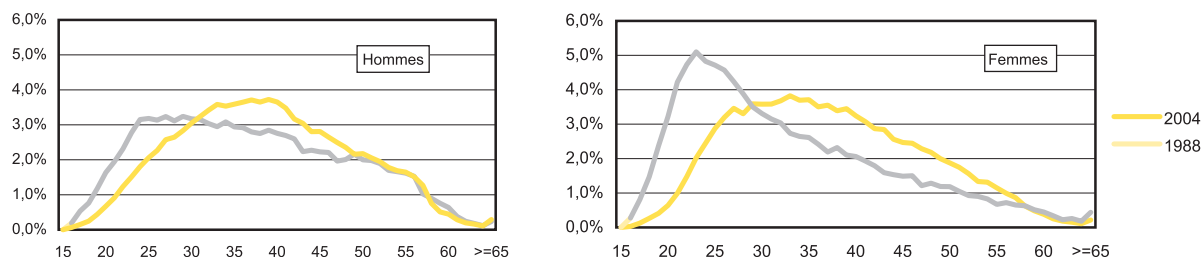


Il faut noter que cette évolution ne se reflète pas dans toutes les classes d'âge.

1) Ces variations sont mesurées entre deux dates précises, à savoir le 31 mars de chaque année.

Vu la prolongation des études au-delà de 20 ans, on voit que le nombre de travailleurs âgés de moins de 20 ans diminue, alors que celui des travailleurs âgés de 20 à 40 ans a progressé plus rapidement que l'ensemble des travailleurs. L'explication en est que l'économie luxembourgeoise se trouvait, jusqu'en 2001, dans un état de forte expansion et faisait constamment appel à la main-d'oeuvre étrangère.

Graphique 2. - Distribution par âge et par sexe de l'emploi salarié



En analysant le graphique 2, on remarque que le comportement des femmes sur le marché du travail s'est modifié considérablement. Tandis qu'en 1988, on remarque une concentration des femmes travaillant entre 20 et 25 ans, la répartition en 2003 se rapproche de plus en plus de celle des hommes. Cela s'explique du fait que les femmes d'aujourd'hui restent plus longtemps sur le marché du travail et qu'elles reprennent leur activité professionnelle après une pause familiale.

Tableau 2. - Evolution de l'activité indépendante

Année	Travailleurs intellectuels indépendants				Artisans, commerçants et industriels				Agriculteurs			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	Nombre	Var. en %	Nombre	Var. en %	Nombre	Var. en %	Nombre	Var. en %	Nombre	Var. en %	Nombre	Var. en %
1993	2 206		666		6 341		3 217					
1994	2 343	6,2	742	11,4	6 461	1,9	3 198	-0,6				
1995	2 449	4,5	822	10,8	6 578	1,8	3 260	1,9	2 390		1 786	
1996	2 536	3,6	922	12,2	6 575	0,0	3 294	1,0	2 507	4,9	1 808	1,2
1997	2 630	3,7	1 031	11,8	6 595	0,3	3 369	2,3	2 490	-0,7	1 763	-2,5
1998	2 743	4,3	1 131	9,7	6 508	-1,3	3 464	2,8	2 404	-3,5	1 716	-2,7
1999	2 831	3,2	1 225	8,3	6 435	-1,1	3 512	1,4	2 369	-1,5	1 668	-2,8
2000	2 955	4,4	1 325	8,2	6 395	-0,6	3 533	0,6	2 334	-1,5	1 621	-2,8
2001*)	3 395	14,9	1 801	35,9	6 287	-1,7	3 531	-0,1	2 273	-2,6	1 569	-3,2
2002	3 495	2,9	1 935	7,4	6 210	-1,2	3 499	-0,9	2 198	-3,3	1 524	-2,9
2003	3 576	2,3	2 041	5,5	6 283	1,2	3 575	2,2	2 157	-1,9	1 483	-2,7
2004	3 690	3,2	2 182	6,9	6 411	2,0	3 681	3,0	2 129	-1,3	1 469	-0,9

*) A partir du 1.1.2001, toute activité professionnelle non salariée accessoire (p. ex. agents d'assurances), même à revenu insignifiant dispensée du paiement de cotisations en matière d'assurance maladie et d'assurance pension, est déclarée au Centre commun de la sécurité sociale.

2. L'activité salariée au Luxembourg

2.1. Les classes socio-professionnelles

L'emploi au Luxembourg comporte des statuts ou encore classes socio-professionnelles dont la répartition en nombres absolus est la suivante:

Tableau 3. - Répartition par sexe et par statut

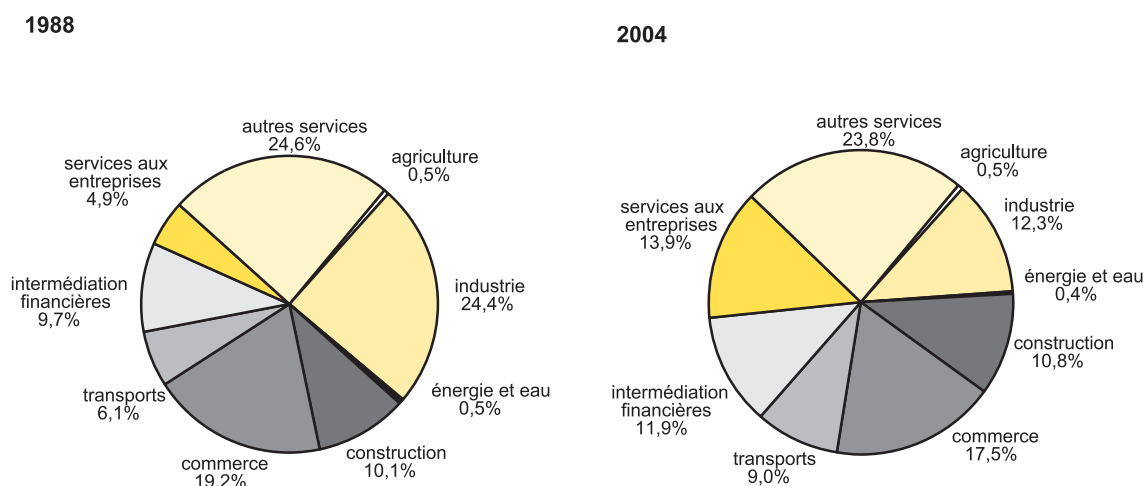
	1988		2004	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Ouvriers	57 873	22 098	87 672	35 106
Employés	28 922	27 080	71 045	62 702
Fonctionnaires	14 645	3 470	16 281	7 400
TOTAL	101 440	52 648	174 998	105 208

Ces statuts déterminent la caisse compétente en matière d'assurance maladie et d'assurance pension. Il existe toujours des différences entre ces trois groupes, notamment dans les taux de cotisations et les modalités de paiement des salaires.

La répartition par sexe n'est pas la même pour les trois catégories. Pour les travailleurs de statut employé on compte presque autant de femmes que d'hommes, alors que dans les deux autres groupes plus que deux tiers des salariés sont des hommes. Pour les fonctionnaires, il faut remarquer que les salariées travaillant dans les administrations publiques ne sont de loin pas toutes fonctionnarisées et que le nombre de celles qui travaillent sous le régime d'employée privée est assez élevé.

2.2. Les différentes branches d'activité

Graphique 3. - Secteurs d'activité 1988-2004



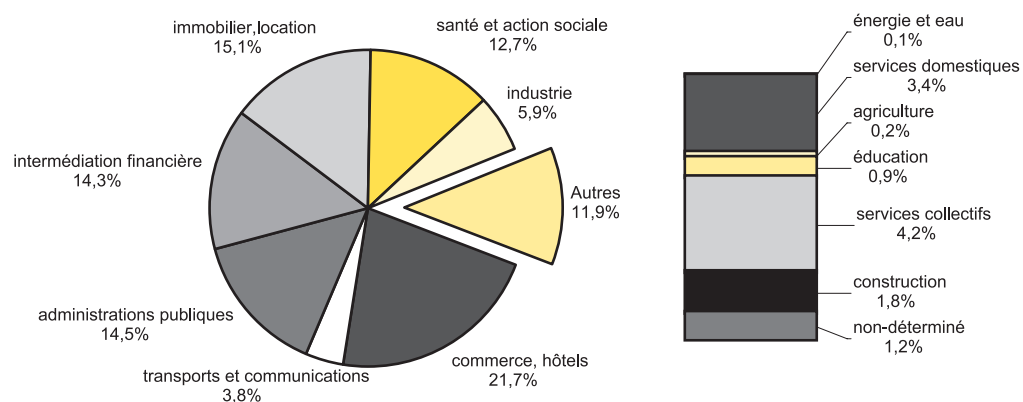
L'économie luxembourgeoise a subi des changements de structure aux cours des dernières décennies. D'une économie à caractère industriel elle a évolué vers une économie où prédomine le secteur tertiaire. En comparant les données de 1988 à celles de 2004, on voit que ce glissement entre secteurs continue : en 1988 le secteur de l'industrie représentait encore plus de 24% de l'emploi salarié, alors qu'en 2004 il ne représente plus que 12%.

Tableau 4. - Emploi salarié par branche (situation au 31 mars de l'année)

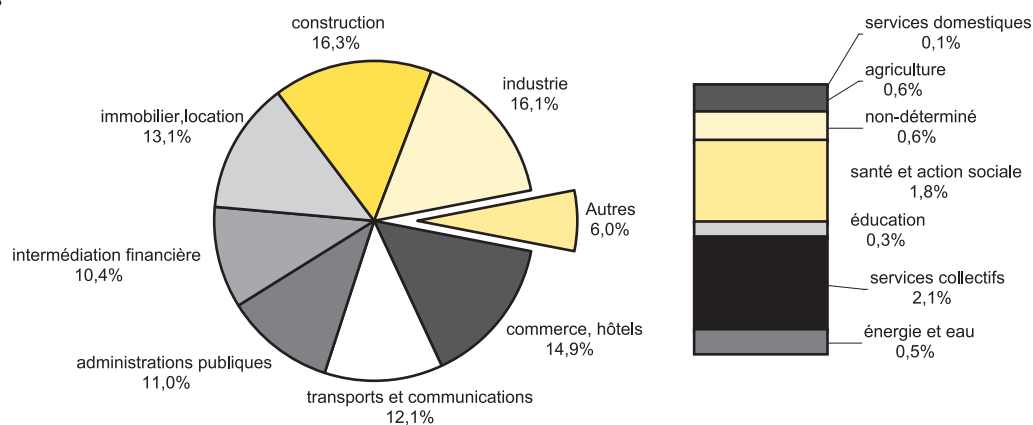
	code NACE (Rév.1)	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1. Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	A+B	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3
2. Industries, y compris énergie dont:	C-E	35,5	35,4	35,9	36,5	35,5	35,9	36,0	35,7	35,4
Produits d'extraction	C	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Produits manufacturés dont:	D	34,3	34,2	34,7	35,3	34,3	34,6	34,6	34,4	34,1
Métallurgie et travaux des métaux	27+28	11,7	7,2	11,0	10,7	11,2	11,4	11,1	10,9	10,7
Electricité, gaz et eau	E	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0
3. Construction	F	23,3	23,2	23,7	24,9	26,0	27,3	28,6	29,5	30,4
4. Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques dont:	G-I	53,0	54,8	56,4	60,3	63,7	67,3	70,3	71,8	74,1
Réparations automobiles et d'articles domestiques	G	29,0	29,8	30,4	32,3	33,3	34,3	35,6	36,0	36,7
Services d'hôtellerie et de restauration	H	9,1	9,3	9,3	9,7	10,1	10,7	11,3	11,6	12,2
Transports et communication	I	14,9	15,6	16,7	18,3	20,3	22,4	23,5	24,2	25,2
5. Activités financières, immobilier, location et services aux entreprises dont:	J-K	40,7	42,4	47,1	51,4	58,9	66,0	69,2	70,7	72,2
Services financiers	J	22,9	23,4	24,5	26,7	28,9	32,5	33,8	33,5	33,3
Services immobiliers, de location et aux entreprises	K	17,8	19,0	22,7	24,7	30,0	33,5	35,4	37,2	38,9
6. Autres activités de service dont:	L-Q	45,2	47,0	49,1	51,0	53,8	56,7	59,9	63,4	65,7
Services d'administration publique	L	25,8	26,7	28,1	28,7	29,9	31,3	32,7	33,3	34,5
Education	M	0,9	0,9	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5
Service de santé et d'action sociale	N	10,6	11,1	11,4	12,1	13,2	14,2	15,3	16,4	16,6
Services collectifs sociaux et personnels	O	5,3	5,5	5,7	6,0	6,3	6,7	7,2	7,7	8,1
Services domestiques	P	2,6	2,7	3,0	3,1	3,2	3,3	3,5	3,6	3,7
Activités extra-territoriales	Q	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	1,0	1,3
Non-déterminés		1,0	2,2	2,7	2,5	2,0	1,6	1,7	1,1	1,1
TOTAL		200,4	206,8	216,8	228,4	241,9	256,9	267,5	273,4	280,2

Graphique 4. - Secteurs d'activité par sexe au 31 mars 2004

Femmes



Hommes



L'emploi féminin se concentre en premier lieu dans le secteur du commerce, suivi de ceux de l'immobilier, location, de l'intermédiation financière ainsi que des autres services, administrations publiques comprises. Pour les hommes on note des proportions élevées dans le secteur de l'industrie, de la construction ainsi que dans le commerce.

Le ralentissement de la croissance économique devenu quasi général entre mars 2002 et 2003 perdure au cours de la période d'observation suivante. Dans le secteur de l'intermédiation financière la diminution du nombre d'emploi en chiffre absolu observée pour la première fois entre mars 2002 et mars 2003 (-0,5%) continue avec un taux de -0,8% en mars 2004 par rapport à l'année précédente. La croissance du secteur de la construction, secteur toujours en expansion au Luxembourg, reste à un niveau stable de 3%.

Seul l'augmentation du taux d'emploi dans le secteur immobilier, location, services fournis aux entreprises se situe encore au-dessus de 4%, ce qui est dû principalement aux services fournis aux entreprises (+1 575 personnes).

Tableau 5. - Croissance de l'emploi dans les différents secteurs d'activité entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004

	Nombre		Variation en %	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, viticulture et sylviculture	38	3	3,8	1,3
Industrie	-261	-3	-0,9	0,0
Energie et eau	11	6	1,3	4,4
Construction	818	101	3,0	5,6
Commerce, restauration et hébergement, réparations	829	526	3,3	2,4
Transports et communications	968	-16	4,8	-0,4
Intermédiation financière	-198	-82	-1,1	-0,5
Immobilier, location, services fournis aux entreprises	956	759	4,3	5,0
Autres services	860	1 464	3,2	3,9
TOTAL	4 021	2 758	2,4	2,7

2.3. Le temps de travail

Les déclarations de salaires que les employeurs font chaque mois auprès du Centre Commun de la Sécurité Sociale, contiennent entre autres les heures de travail effectuées pour le mois en question. La distribution de ces heures de travail peut fournir une idée de l'emploi à temps partiel au Luxembourg.

On remarque une nette différence entre le comportement des hommes et des femmes : environ un quart des femmes travaillent à temps partiel, tandis que la proportion des hommes travaillant à temps partiel est insignifiante. Il faut noter que pour les salariés de statut ouvrier la proportion de personnes travaillant à temps partiel peut être surestimée légèrement en 1988, car les heures de maladie ne sont incluses dans les heures de travail qu'à partir de 2002. Pour les deux autres catégories socio-professionnelles, les heures de maladie sont incluses aussi dans les chiffres de 1988.

Tableau 6. - Temps de travail d'après statut et sexe (en pour cent)

1988						
Heures de travail	Ouvriers		Employés		Fonctionnaires	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
< 64	2,1	13,3	0,4	2,9	0,0	0,1
64 - 92	2,4	12,3	0,8	7,1	0,1	7,2
93 - 120	4,6	8,4	0,4	2,7	0,0	0,2
> 120	90,9	66,0	98,4	87,4	99,9	92,5
2004						
Heures de travail	Ouvriers		Employés		Fonctionnaires	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
< 64	3,3	12,2	1,1	2,9	0,1	0,2
64 - 92	1,6	16,8	1,6	13,4	0,9	17,2
93 - 120	1,8	8,6	0,7	4,6	0,1	0,3
> 120	93,3	62,3	96,6	79,1	99,0	82,3

2.4. Résidence et nationalité de la population active au Luxembourg

La progression de 2,5% que l'emploi total accuse entre mars 2003 et mars 2004 est due à l'augmentation de l'emploi des frontaliers (+4,5%) et en moindre partie à celui des résidents étrangers (+2,2%). Bien que la dernière observation publiée concerne le mois de mars 2004, on remarque déjà une tendance de forte croissance pour les résidents issus des nouveaux pays membre de l'Union Européenne. Par contre le nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise stagne aux alentours de 93 000 personnes. En comparant les variations moyennes entre 1988 et 2004, on voit quel a été l'impact de l'emploi frontalier sur l'emploi salarié au Luxembourg: tandis que l'emploi résidentiel progresse en moyenne de 1,7% par année, l'emploi salarié frontalier accuse une variation annuelle moyenne de 9,8% entre 1988 et 2004.

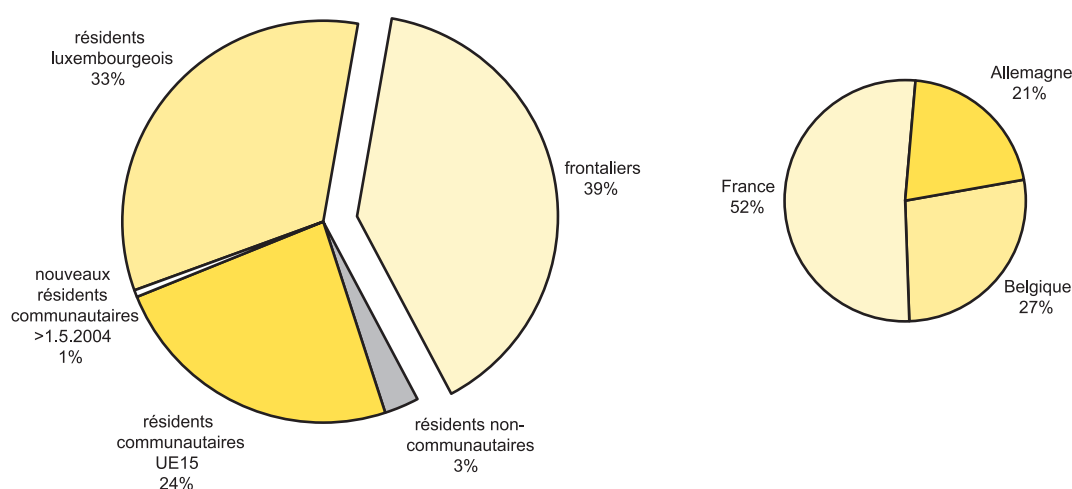
Tableau 7. - Evolution de l'emploi salarié par résidence et par nationalité (situation au 31 mars de chaque année)

	1988	1995	2002	2003	2004	Variation moyenne 1988-2004	Variation 2002-2003	Variation 2003-2004
Résidents au Luxembourg	129 529	141 444	166 020	167 765	169 802	1,7%	1,1%	1,2%
dont								
Luxembourgeois	90 999	87 013	93 006	93 182	93 561	0,2%	0,2%	0,4%
Communautaires								
U.E. pays des 15	35 729	49 169	64 711	65 817	66 923	4,0%	1,7%	1,7%
Nouveaux pays membres à partir du 1.5.2004	(.)*	(.)*	737	973	1 438	...	32,0%	47,8%
Non-communautaires	2 801	5 262	7 566	7 793	7 880	7,8%**)	3,0%	1,1%
Frontaliers résidant en	24 567	54 156	101 621	105 662	110 404	9,8%	4,0%	4,5%
Allemagne	4 366	9 760	19 843	21 022	23 090	11,0%	5,9%	9,8%
France	10 818	27 843	53 839	55 633	57 283	11,0%	3,3%	3,0%
Belgique	9 383	16 553	27 939	29 007	30 031	7,5%	3,8%	3,5%
TOTAL	154 096	195 600	267 641	273 427	280 206	3,8%	2,2%	2,5%

*) Inclus dans Non-communautaires.

**) Taux de croissance du nombre des étrangers résidents ayant une nationalité différente d'un pays de l' UE des 15.

Graphique 5. - Population active au Luxembourg d'après l'origine au 31 mars 2004



La population active au Luxembourg est caractérisée par un pourcentage élevé de travailleurs de nationalités non luxembourgeoises. En 2004 les Luxembourgeois ne représentent plus que 34% de la population active, alors qu'en 1988 leur proportion s'élevait encore à 59%. Cette situation est la conséquence du fait que l'économie luxembourgeoise avait besoin de main-d'œuvre étrangère pour pouvoir se développer.

Graphique 6. - Population active résidente d'après la nationalité au 31 mars 2004

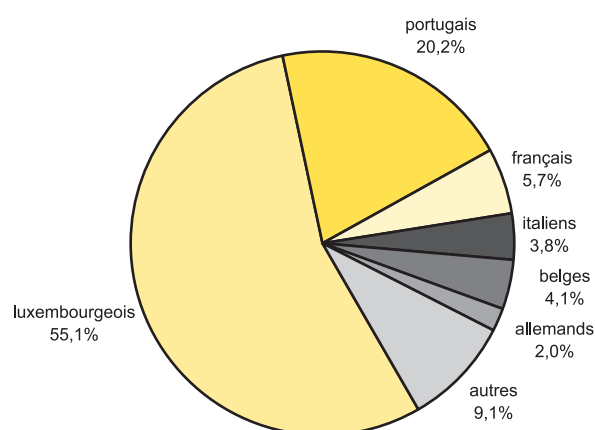


Tableau 8. - Répartition de l'emploi salarié par sexe et par résidence au 31 mars 2004

	Hommes		Femmes		Total
	Nombre	En %	Nombre	En %	
Résidents	100 063	59%	69 739	41%	169 802
dont					
Luxembourgeois	55 393	59%	38 168	41%	93 561
Etrangers	44 670	59%	31 571	41%	76 241
Frontaliers	74 935	68%	35 469	32%	110 404
TOTAL	174 998	62%	105 208	38%	280 206

Tableau 9. - Répartition de l'emploi salarié par branche et par résidence au 31 mars 2004

	Luxembourgeois	Etrangers	Frontaliers résidant en			Total
	résidant au Luxembourg		Allemagne	Belgique	France	
Agriculture, viticulture et sylviculture	345	562	84	160	134	1 285
Industrie	9 577	6 441	3 484	4 378	10 550	34 430
Energie et eau	889	68	27	13	27	1 024
Construction	3 249	13 149	4 028	3 452	6 519	30 397
Commerce, restauration et hébergement, réparations	11 424	16 229	3 136	5 792	12 343	48 924
Transports et communications	9 315	5 354	3 823	2 675	4 031	25 198
Intermédiation financière	9 139	9 362	3 856	5 077	5 838	33 272
Immobilier, location, services fournis aux entreprises	6 172	11 186	2 334	6 038	13 156	38 886
Autres services	43 451	13 890	2 318	2 446	4 685	66 790
TOTAL	93 561	76 241	23 090	30 031	57 283	280 206

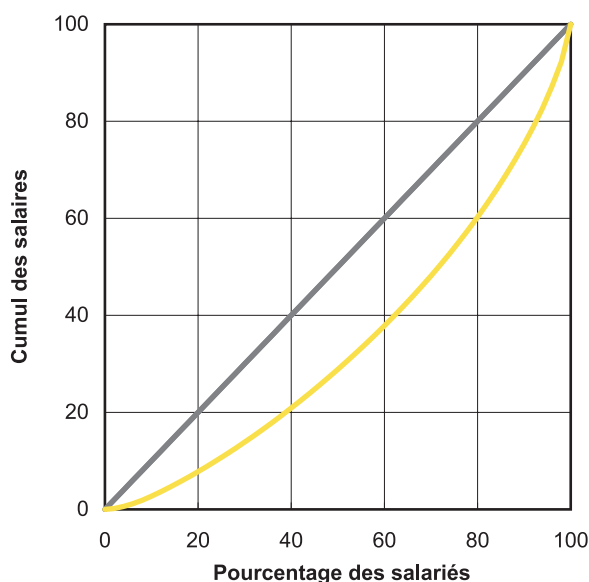
En confrontant résidence et nationalité (tableau 9) avec les secteurs de l'emploi, on constate une certaine préférence sectorielle pour les différentes catégories.

46% des Luxembourgeois sont employés dans la branche "autres services", qui comprend notamment les administrations publiques. Le fait que les salariés de la société nationale des chemins de fer luxembourgeois et ceux de la société des postes et télécommunications sont comptés dans le secteur Transport et communication explique la proportion élevée de Luxembourgeois y employés (37%). 28% des salariés de l'industrie et 27% des salariés de l'intermédiation financière sont des Luxembourgeois. La branche où travaille le plus grand nombre de frontaliers est celle des immobilier, location, services fournis aux entreprises, suivie du commerce, ainsi que de l'industrie. Les étrangers résidant au Luxembourg sont employés pour 21% dans le commerce, la restauration, l'hébergement et les services de réparation et pour 17% dans la construction, branche économique dont les salariés sont pour 43% des étrangers résidant au Luxembourg.

2.5. La rémunération

Les déclarations de salaire qui parviennent au Centre Commun de la Sécurité Sociale servent de base au calcul des cotisations pour les différentes branches des assurances sociales. Ces données sont aussi la base des informations concernant les rémunérations publiées dans ce chapitre. Il faut signaler que les particularités des sources de données de la sécurité sociale entraînent certaines différences avec les chiffres publiés par le STATEC. Le minimum cotisable est égal au SSM, sauf dérogations spéciales. Au 31 mars 2004, le SSM s'est élevé à 1 402,96 €.

Graphique 7. - Courbe de Lorenz de la distribution des salaires



La courbe de Lorenz indique sur l'axe vertical le pourcentage de la masse totale des salaires déclarés par le pourcentage correspondant de salariés (rangés par ordre croissant selon leur salaire) sur l'axe horizontal. Ainsi au Luxembourg, 40% de la population active salariée rangée par salaire croissant, gagnent 20% de la masse salariale totale, alors qu'aux dix pour cent des salariés gagnant les salaires les plus élevés, reviennent presque 25% de cette même masse salariale. La courbe de Lorenz donne ainsi une indication sur l'inégalité entre salaires existant dans une population:

- si la courbe de Lorenz coïncide avec la diagonale, alors la distribution des salaires est parfaitement égale, c'est-à-dire que tout le monde est rémunéré de la même façon.
- si la courbe de Lorenz se situe au-dessous de la diagonale, la distribution des salaires présente des inégalités; plus l'écart entre la courbe et la diagonale est grand, plus grande est l'inégalité entre les salaires.

La comparaison entre la moyenne et la médiane du salaire horaire confirme l'inégalité de la répartition des salaires constaté sur la courbe de Lorenz.

Tableau 10. - Distribution du salaire horaire par statut

Statut	2003 *		2004	
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
Ouvriers	11,87	11,27	12,03	11,47
Employés	20,66	18,07	21,01	18,34
Fonctionnaires	27,61	26,00	28,76	27,11
TOTAL	17,41	14,36	17,73	14,48

* Chiffres corrigés.

Le tableau 11 nous montre une image plus détaillée de la distribution du salaire horaire moyen par statut, sexe et temps de travail. Les apprentis et stagiaires sont exclus de ce tableau.

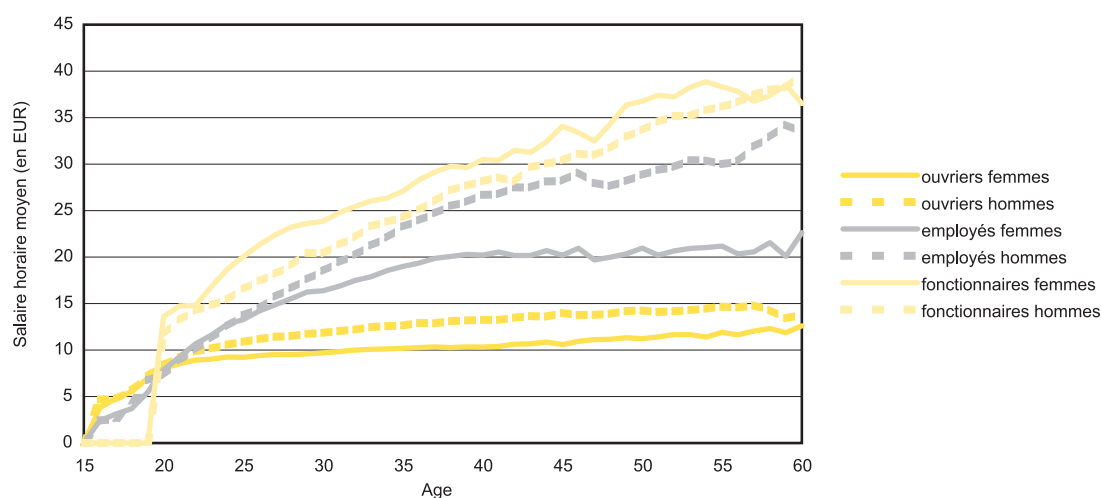
Tableau 11. - Montant moyen du salaire horaire par statut, sexe et temps de travail

Statut	Sexe	2003 *				2004			
		Temps partiel		Temps plein		Temps partiel		Temps plein	
		Montant moyen	Age moyen	Montant moyen	Age moyen	Montant moyen	Age moyen	Montant moyen	Age moyen
Ouvriers	Femmes	10,23	40,06	10,08	37,45	10,63	40,53	10,26	37,79
	Hommes	11,02	36,37	12,78	38,35	11,61	37,14	12,87	38,55
Employés	Femmes	18,51	39,70	17,25	35,05	19,27	39,98	17,68	35,55
	Hommes	21,08	41,22	23,77	38,55	21,88	41,35	24,00	38,90
Fonctionnaires	Femmes	29,60	42,15	27,86	38,64	30,51	42,04	29,00	38,75
	Hommes	26,74	43,43	27,37	42,01	28,28	43,40	28,55	42,20
TOTAL	Femmes	15,17	39,97	16,07	36,02	15,92	40,32	16,45	36,45
	Hommes	14,47	38,03	18,73	38,79	15,12	38,57	18,96	39,04

* Chiffres corrigés.

Chez les salariés masculins, les montants moyens des salaires temps plein sont les plus intéressants puisque la part des hommes travaillant à temps partiel ne dépasse dans aucune catégorie socioprofessionnelle les 7%. (Cf. tableau 6). Chez les femmes, celles travaillant à temps partiel gagnent en moyenne un salaire horaire plus élevé. Cela s'explique en partie par leur âge plus élevé. Le graphique 8 donne la distribution du salaire horaire de la population active par âge et par statut au 31 mars 2004.

Graphique 8. - Distribution du salaire horaire par âge au 31 mars 2004



On s'aperçoit que le salaire horaire est une fonction croissante de l'âge. Pour les ouvriers, cette croissance n'est que modérée. Bien que la courbe des ouvriers masculins se situe légèrement au-dessus de celle des femmes, les deux courbes sont plutôt planes. Pour les employés, ce sont aussi les hommes qui gagnent le plus. Mais tandis que la courbe des hommes s'oriente très nettement vers le haut avec l'âge, celle des employés féminins a la même allure que celle des ouvriers. Ce phénomène s'explique en partie par les nombreuses ruptures de carrières d'employées qui décident de se consacrer à l'éducation de leurs enfants. En effet jusqu'à l'âge de 30 ans on voit que la différence dans les salaires est moins prononcée, alors qu'elle est frappante pour les classes d'âge au-delà de 30 ans. Pour les fonctionnaires, on remarque que le salaire horaire moyen des femmes est supérieur à celui des hommes. La moyenne horaire est influencé par les salaires des fonctionnaires de carrières inférieures qui sont presque exclusivement des hommes.

2.6. Le salaire social minimum

Il existe deux salaires minima:

- le salaire social minimum pour travailleur non qualifié, qui s'élève à 1 402,96 € au 31.3.2004;
- le salaire social minimum pour travailleur qualifié qui est égal à 120% du salaire social minimum pour travailleur non qualifié, ce qui donne au 31.3.2004 un revenu de 1 683,55 €.

Tableau 12. - Pourcentage de travailleurs rémunérés au salaire social minimum

1988	12,5%
1989	12,2%
1990	11,5%
1991	10,5%
1992	12,5%
1993	13,8%
1994	14,3%
1995	16,1%
1996	14,5%
1997	15,4%
1998	16,4%
1999	16,8%
2000	16,2%
2001	15,5%
2002	15,1%
2003	16,9%
2004	18,0%

Le nombre de salariés rémunérés au salaire social minimum a été déterminé en comparant le salaire horaire au SSM horaire (SSM/173). On a compté tous les salariés (ouvriers et employés) dont le salaire horaire se situe entre le SSM horaire et 130% de ce même SSM horaire. De la sorte on a trouvé qu'environ 18% des salariés présents au 31.3.2004 disposaient d'un salaire aux alentours du salaire social minimum, ce qui représente en nombre absolu 46 300 salariés.

Parmi les salariés rémunérés au SSM au 31.3.2004, 58% se retrouvaient dans cette même population au 31.3.2003, 20% étaient présents en 2003 mais leur salaire était supérieur à 130% du SSM. Les 21% qui restent sont constitués par les nouveaux arrivés dans la catégorie des rémunérés au SSM. La totalité de ces personnes est occupée moins d'une année dans leur occupation en cours au 31.3.2004.

Le secteur du commerce présente la plus grande proportion de salariés rémunérés au salaire social minimum, tant en nombre relatif qu'en nombre absolu. Près de la moitié des femmes et 31% des hommes employés dans ce secteur travaillent pour une rémunération proche du salaire social minimum. En général on peut remarquer une certaine convergence des proportions des hommes et des femmes rémunérés au salaire social minimum. Tandis qu'en 1994, 9% des hommes et 26% des femmes étaient rémunérés aux alentours du salaire social minimum, ce taux se situe en 2004 à respectivement 16% et 22%.

Tableau 13. - Ouvriers et employés rémunérés au salaire social minimum en pourcent du nombre de salariés par sexe et par branche économique au 31 mars 2004

	Hommes	En % du nombre total d'hommes salariés dans la branche en question	Femmes	En % du nombre total de femmes salariées dans la branche en question	Total
Agriculture, viticulture et sylviculture	415	40	70	30	485
Industrie	3 210	11	2 115	34	5 325
Energie et eau	10	1	0	0	10
Construction	5 615	20	350	18	5 965
Commerce, restauration et hébergement, réparations	7 955	31	11 135	49	19 090
Transports et communications	1 960	12	435	12	2 395
Intermédiation financière	130	1	190	1	320
Immobilier, location, services fournis aux entreprises	3 040	13	2 955	19	5 995
Autres services	2 685	16	4 030	13	6 715
TOTAL	25 020	16	21 280	22	46 300

Partie statistique

Section 1 - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE

Tableau 1a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2003

Code NACE	Femmes			Hommes			Total
	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	
A. Agriculture, chasse, sylviculture							
01 Agriculture, chasse, services annexes	159	68	-	731	119	1	1 078
02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	4	5	-	144	11	-	164
Total	163	73	-	875	130	1	1 242
B. Pêche, aquaculture							
05 Pêche, aquaculture	-	-	-	2	-	-	2
Total	-	-	-	2	-	-	2
C. Industries extractives							
14 Autres industries extractives	6	31	-	241	46	-	324
Total	6	31	-	241	46	-	324
D. Industries manufacturières							
15 Industries alimentaires	993	308	-	2 212	416	-	3 929
16 Industrie du tabac	215	35	-	165	69	-	484
17 Industrie textile	54	29	-	293	56	-	432
18 Industrie de l'habillement et des fouritures	16	2	-	3	1	-	22
20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois	23	41	-	383	113	-	560
21 Industrie du papier et du carton	1	38	-	182	76	-	297
22 Edition, imprimerie, reproduction	256	555	-	1 058	865	-	2 734
24 Industrie chimique	195	136	-	714	387	-	1 432
25 Industrie du caoutchouc et des plastiques	177	368	-	2 613	1 866	-	5 024
26 Fabrication d'autres produits minéraux non-métalliques	362	181	-	1 983	560	-	3 086
27 Métallurgie	32	352	-	4 298	1 784	-	6 466
28 Travail des métaux	110	266	-	3 233	858	-	4 467
29 Fabrication de machines et équipements	74	220	-	1 157	838	-	2 289
30 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	-	-	-	-	-	-	-
31 Fabrication de machines et appareils électriques	25	51	-	316	133	-	525
32 Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	1	4	-	17	8	-	30
33 Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	815	143	-	446	385	-	1 789
34 Industrie automobile	36	10	-	199	40	-	285
35 Fabrication d'autres matériels de transport	1	5	-	11	8	-	25
36 Fabrication de meubles, industries diverses	20	34	-	160	26	-	240
37 Récupération	9	23	-	191	31	-	254
Total	3 415	2 801	-	19 634	8 520	-	34 370

Tableau 1a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2003 (suite)

Code NACE	Femmes		Hommes		Total
	Ouvriers	Employés	Ouvriers	Employés	
E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau					
40 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	18	105	283	490	896
41 Captage, traitement et distribution d'eau	1	6	52	2	111
Total	19	111	335	492	1 007
F. Construction					
45 Construction	331	1 475	24 460	3 212	29 478
Total	331	1 475	24 460	3 212	29 478
G. Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques					
50 Commerce et réparation automobile	818	1 109	3 211	1 512	6 650
51 Commerce de gros et intermédiaires de commerce	668	2 883	3 870	5 485	12 906
52 Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	3 477	7 386	2 717	2 824	16 404
Total	4 963	11 378	9 798	9 821	35 960
H. Hôtels et restaurants					
55 Hôtels et restaurants	5 115	862	4 794	838	11 609
Total	5 115	862	4 794	838	11 609
I. Transports et communication					
60 Transports terrestres	194	506	7 155	697	11 920
61 Transports par eau	109	102	848	870	1 929
62 Transports aériens	91	718	1 027	1 552	3 388
63 Services auxiliaires des transports	39	770	1 016	881	2 706
64 Postes et télécommunications	571	558	375	1 129	4 303
Total	1 004	2 654	10 421	5 129	24 246
J. Intermédiation financière					
65 Intermédiation financière	112	11 000	227	13 314	24 921
66 Assurance	8	1 191	15	1 386	2 600
67 Auxiliaires financiers et d'assurance	35	2 668	11	3 317	6 031
Total	155	14 859	253	18 017	33 552
K. Immobilier, location et services aux entreprises					
70 Activités immobilières	145	561	342	597	1 645
71 Locations sans opérateur	27	165	317	329	838
72 Activités informatiques	28	922	28	3 413	4 391
73 Recherche et développement	18	346	1 241	1 483	3 088
74 Services fournis principalement aux entreprises	5 838	7 089	4 881	9 401	27 209
Total	6 056	9 083	6 809	15 223	37 171

Tableau 1a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2003 (suite)

Code NACE	Femmes			Hommes			Total
	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	
L. Administration publique							
75 Administration publique		4 688	6 449	5 052	2 417	11 261	33 307
Total	3 440	4 688	6 449	5 052	2 417	11 261	33 307
M. Education							
80 Education	102	780	3	28	515	5	1 433
Total	102	780	3	28	515	5	1 433
N. Santé et action sociale							
85 Santé et action sociale	3 639	9 478	132	633	2 445	64	16 391
Total	3 639	9 478	132	633	2 445	64	16 391
O. Services collectifs sociaux et personnels							
90 Assainissement, voirie et gestion des déchets	20	72	4	551	100	50	797
91 Activités associatives	334	1 073	-	690	709	-	2 806
92 Activités récréatives, culturelles et sportives	123	514	3	262	811	10	1 723
93 Services personnels	1 815	209	1	240	69	1	2 335
Total	2 292	1 868	8	1 743	1 689	61	7 661
P. Services domestiques							
95 Services domestiques	3 471	34	-	86	15	-	3 606
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Total	3 471	34	-	86	15	-	3 606
Q. Activités extra-territoriales							
99 Activités extra-territoriales	40	610	-	90	231	-	971
Total	40	610	-	90	231	-	971
Non-déterminés							
Autres	65	315	-	188	529	-	1 097
Total	65	315	-	188	529	-	1 097
TOTAL	34 276	61 100	7 074	85 442	69 269	16 266	273 427

Tableau 1b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2004

Code NACE	Femmes			Hommes			Total
	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	
A. Agriculture, chasse, sylviculture							
01 Agriculture, chasse, services annexes	158	70	-	762	114	1	1 105
02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	5	6	-	152	15	-	178
Total	163	76	-	914	129	1	1 283
B. Pêche, aquaculture							
05 Pêche, aquaculture	-	-	-	2	-	-	2
Total	-	-	-	2	-	-	2
C. Industries extractives							
14 Autres industries extractives	6	27	-	245	47	-	325
Total	6	27	-	245	47	-	325
D. Industries manufacturières							
15 Industries alimentaires	1 001	311	-	2 232	397	-	3 941
16 Industrie du tabac	212	38	-	178	71	-	499
17 Industrie textile	47	34	-	278	60	-	419
18 Industrie de l'habillement et des fourures	13	2	-	2	1	-	18
20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois	23	37	-	377	108	-	545
21 Industrie du papier et du carton	1	35	-	256	79	-	371
22 Edition, imprimerie, reproduction	242	525	-	1 039	832	-	2 638
24 Industrie chimique	203	141	-	712	395	-	1 451
25 Industrie du caoutchouc et des plastiques	157	393	-	2 560	1 843	-	4 953
26 Fabrication d'autres produits minéraux non-métalliques	334	165	-	1 952	527	-	2 978
27 Métallurgie	30	391	-	4 064	1 742	-	6 227
28 Travail des métaux	111	268	-	3 225	848	-	4 452
29 Fabrication de machines et équipements	68	245	-	1 152	903	-	2 368
30 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	-	-	-	-	-	-	-
31 Fabrication de machines et appareils électriques	25	47	-	304	127	-	503
32 Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	-	3	-	17	7	-	27
33 Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'hortologie	812	148	-	489	410	-	1 859
34 Industrie automobile	40	10	-	220	42	-	312
35 Fabrication d'autres matériels de transport	1	4	-	12	8	-	25
36 Fabrication de meubles, industries diverses	21	35	-	162	28	-	246
37 Récupération	19	25	-	191	38	-	273
Total	3 360	2 857	-	19 422	8 466	-	34 105

Tableau 1b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2004 (suite)

Code NACE	Femmes			Hommes			Total
	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	
E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau							
40 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur							
41 Captage, traitement et distribution d'eau	16	114	-	144	639	-	913
Total	17	118	7	197	641	44	1 024
F. Construction							
45 Construction	364	1 543	-	25 092	3 398	-	30 397
Total	364	1 543	-	25 092	3 398	-	30 397
G. Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques							
50 Commerce et réparation automobile	806	1 273	-	3 341	1 627	-	7 047
51 Commerce de gros et intermédiaires de commerce	648	2 797	-	4 042	5 518	-	13 005
52 Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	3 544	7 428	-	2 760	2 902	-	16 634
Total	4 998	11 498	-	10 143	10 047	-	36 686
H. Hôtels et restaurants							
55 Hôtels et restaurants	5 376	972	-	4 988	902	-	12 238
Total	5 376	972	-	4 988	902	-	12 238
I. Transports et communication							
60 Transports terrestres	207	529	211	7 777	733	3 058	12 515
61 Transports par eau	137	102	-	1 171	1 057	-	2 467
62 Transports aériens	87	691	-	1 053	1 519	-	3 350
63 Services auxiliaires des transports	29	762	-	918	881	-	2 590
64 Postes et télécommunications	549	560	182	379	1 173	1 433	4 276
Total	1 009	2 644	393	11 298	5 363	4 491	25 198
J. Inter médiation financière							
65 Inter médiation financière	87	10 795	74	87	12 999	190	24 232
66 Assurance	7	1 217	-	15	1 411	-	2 650
67 Auxiliaires financiers et d'assurance	39	2 785	-	10	3 556	-	6 390
Total	133	14 797	74	112	17 966	190	33 272
K. Immobilier,location et services aux entreprises							
70 Activités immobilières	155	592	-	314	634	-	1 695
71 Locations sans opérateur	29	182	-	303	324	-	838
72 Activités informatiques	24	897	-	27	3 585	-	4 533
73 Recherche et développement	16	328	-	1 219	1 473	-	3 036
74 Services fournis principalement aux entreprises	6 040	7 635	-	5 375	9 734	-	28 784
Total	6 264	9 634	-	7 238	15 750	-	38 886

Tableau 1b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, statut et sexe au 31 mars 2004 (suite)

Code NACE	Femmes			Hommes			Total
	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	
L. Administration publique							
75 Administration publique	3 511	4 947	6 806	5 177	2 671	11 439	34 551
Total	3 511	4 947	6 806	5 177	2 671	11 439	34 551
M. Education							
80 Education	96	800	3	31	556	8	1 494
Total	96	800	3	31	556	8	1 494
N. Santé et action sociale							
85 Santé et action sociale	3 648	9 620	107	661	2 478	47	16 561
Total	3 648	9 620	107	661	2 478	47	16 561
O. Services collectifs sociaux et personnels							
90 Assainissement, voirie et gestion des déchets	19	73	4	558	100	50	804
91 Activités associatives	353	1 209	-	737	789	1	3 089
92 Activités récréatives, culturelles et sportives	151	526	5	225	842	9	1 758
93 Services personnels	1 901	201	1	239	81	1	2 424
Total	2 424	2 009	10	1 759	1 812	61	8 075
P. Services domestiques							
95 Services domestiques	3 606	23	-	86	12	-	3 727
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Total	3 606	23	-	86	12	-	3 727
Q. Activités extra-territoriales							
99 Activités extra-territoriales	40	870	-	93	329	-	1 332
Total	40	870	-	93	329	-	1 332
Non-déterminés							
Autres	91	267	-	214	478	-	1 050
Total	91	267	-	214	478	-	1 050
TOTAL	35 106	62 702	7 400	87 672	71 045	16 281	280 206

Tableau 2a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2003

Code NACE	Résidents				Frontaliers				Total
	Luxembourgeois		Etrangers		Allemands		Belges		
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
A. Agriculture, chasse, sylviculture									
01 Agriculture, chasse, services annexes	109	237	75	392	9	54	14	81	1 078
02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	2	7	3	78	-	4	3	53	164
Total	111	244	78	470	9	58	17	134	1 242
B. Pêche, aquaculture									
05 Pêche, aquaculture	-	1	-	1	-	-	-	-	2
Total	-	1	-	1	-	-	-	-	2
C. Industries extractives									
14 Autres industries extractives	20	76	6	86	3	34	1	14	324
Total	20	76	6	86	3	34	1	14	324
D. Industries manufacturières									
15 Industries alimentaires	321	523	494	599	64	260	56	221	3 929
16 Industrie du tabac	170	143	38	26	11	32	6	10	484
17 Industrie textile	19	89	38	53	4	13	9	175	432
18 Industrie de l'habillement et des fourrures	3	1	14	3	-	-	-	-	22
20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois	18	69	9	70	4	47	7	114	560
21 Industrie du papier et du carton	3	11	7	9	1	-	13	95	297
22 Edition, imprimerie, reproduction	315	889	168	267	22	104	236	166	2 734
24 Industrie chimique	42	163	44	121	56	154	162	114	1 432
25 Industrie du caoutchouc et des plastiques	166	1 752	81	784	48	501	194	914	5 024
26 Fabrication d'autres produits minéraux non-métalliques	99	454	96	528	23	168	35	231	3 086
27 Métallurgie	179	2 741	85	724	5	30	45	984	6 466
28 Travail des métaux	130	787	84	858	13	297	38	597	4 467
29 Fabrication de machines et équipements	61	335	66	434	52	520	29	173	2 289
30 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31 Fabrication de machines et appareils électriques	16	59	18	64	16	108	10	57	525
32 Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	1	3	-	2	-	-	-	6	30
33 Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	86	114	424	144	309	295	30	66	1 789
34 Industrie automobile	7	25	16	43	-	15	-	12	285
35 Fabrication d'autres matériels de transport	1	2	1	3	1	3	1	3	25
36 Fabrication de meubles, industries diverses	25	44	15	48	6	38	6	21	240
37 Récupération	9	23	9	48	4	13	-	13	254
Total	1 671	8 227	1 707	4 828	639	2 598	438	3 972	34 370

Tableau 2a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2003 (suite)

Code NACE	Résidents				Frontaliers				Total		
	Luxembourgeois		Étrangers		Allemands		Belges				
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes			
E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau											
40 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	100	673	15	43	3	23	1	28	4	6	896
41 Captage, traitement et distribution d'eau	13	96	-	2	-	-	-	-	-	-	111
Total	113	769	15	45	3	23	1	28	4	6	1 007
F. Construction											
45 Construction	661	2 644	474	12 557	161	3 266	349	6 081	161	3 124	29 478
Total	661	2 644	474	12 557	161	3 266	349	6 081	161	3 124	29 478
G. Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques											
50 Commerce et réparation automobile	448	1 458	375	1 509	347	457	532	856	225	443	6 650
51 Commerce de gros et intermédiaires de commerce	1 043	2 352	837	2 148	288	760	987	2 346	396	1 749	12 906
52 Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	3 464	1 527	3 193	1 388	382	365	2 588	1 441	1 236	820	16 404
Total	4 955	5 337	4 405	5 045	1 017	1 582	4 107	4 643	1 857	3 012	35 960
H. Hôtels et restaurants											
55 Hôtels et restaurants	627	564	3 080	3 235	116	97	1 839	1 424	315	312	11 609
Total	627	564	3 080	3 235	116	97	1 839	1 424	315	312	11 609
I. Transports et communication											
60 Transports terrestres	424	4 176	162	1 426	103	2 004	141	1 939	83	1 462	11 920
61 Transports par eau	5	4	134	892	22	422	27	111	23	289	1 929
62 Transports aériens	417	805	246	964	48	315	72	398	26	97	3 388
63 Services auxiliaires des transports	215	597	202	325	160	475	168	347	64	153	2 706
64 Postes et télécommunications	786	2 012	311	390	25	109	154	313	44	159	4 303
Total	1 847	7 594	1 055	3 997	358	3 325	562	3 108	240	2 160	24 246
J. Inter médiation financière											
65 Inter médiation financière	3 453	4 386	2 868	3 853	1 227	1 522	2 194	1 861	1 442	2 115	24 921
66 Assurance	377	422	332	386	68	92	249	213	173	288	2 600
67 Auxiliaires financiers et d'assurance	392	488	819	1 202	444	433	642	566	406	639	6 031
Total	4 222	5 296	4 019	5 441	1 739	2 047	3 085	2 640	2 021	3 042	33 552
K. Immobilier,location et services aux entreprises											
70 Activités immobilières	253	240	257	327	20	45	124	163	52	164	1 645
71 Locations sans opérateur	42	83	45	162	33	52	53	183	19	166	838
72 Activités informatiques	70	271	267	703	52	212	380	1 178	181	1 077	4 391
73 Recherche et développement	88	890	100	687	10	159	102	344	64	644	3 088
74 Services fournis principalement aux entreprises	1 805	2 066	5 020	3 360	438	847	4 405	5 758	1 259	2 251	27 209
Total	2 258	3 550	5 689	5 239	553	1 315	5 064	7 626	1 575	4 302	37 171

Tableau 2a. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2003 (suite)

Code NACE	Résidents				Frontaliers				Total
	Luxembourgeois		Étrangers		Allemands		Belges		
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
L. Administration publique									
75 Administration publique	12 371	17 622	1 851	880	143	70	99	86	33 307
Total	12 371	17 622	1 851	880	143	70	99	86	33 307
M. Education									
80 Education	421	286	293	142	30	27	59	47	1 433
Total	421	286	293	142	30	27	59	47	1 433
N. Santé et action sociale									
85 Santé et action sociale	6 072	1 631	3 269	493	992	361	954	252	16 391
Total	6 072	1 631	3 269	493	992	361	954	252	16 391
O. Services collectifs sociaux et personnels									
90 Assainissement, voirie et gestion des déchets	33	270	12	142	8	37	5	38	797
91 Activités associatives	817	916	410	373	49	19	51	53	2 806
92 Activités récréatives, culturelles et sportives	247	352	202	383	47	46	46	100	1 723
93 Services personnels	477	71	878	127	84	6	147	22	2 335
Total	1 574	1 609	1 502	1 025	188	108	249	213	7 661
P. Services domestiques									
95 Services domestiques	477	34	2 683	51	77	4	46	3	3 606
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	477	34	2 683	51	77	4	46	3	3 606
Q. Activités extra-territoriales									
99 Activités extra-territoriales	43	31	387	161	17	6	44	31	971
Total	43	31	387	161	17	6	44	31	971
Non-déterminés									
Autres	95	129	125	249	23	33	62	155	1 097
Total	95	129	125	249	23	33	62	155	1 097
TOTAL	37 538	55 644	30 638	43 945	6 068	14 954	8 142	20 865	273 427

Tableau 2b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2004

Code NACE	Résidents				Frontaliers				Total
	Luxembourgeois		Etrangers		Allemands		Belges		
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
A. Agriculture, chasse, sylviculture									
01 Agriculture, hasse, services annexes	108	223	71	403	13	66	23	95	1 105
02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	4	9	2	85	1	4	1	15	178
Total	112	232	73	488	14	70	24	110	1 283
B. Pêche,aquaculture									
05 Pêche, aquaculture	-	1	-	1	-	-	-	-	2
Total	-	1	-	1	-	-	-	-	2
C. Industries extractives									
14 Autres industries extractives	18	72	7	91	1	36	7	78	325
Total	18	72	7	91	1	36	7	78	325
D. Industries manufacturières									
15 Industries alimentaires	334	516	476	593	69	283	374	1 026	3 941
16 Industrie du tabac	166	146	34	28	13	36	27	25	499
17 Industrie textile	17	85	37	46	3	12	14	21	419
18 Industrie de l'habillement et des fourrures	4	1	10	2	-	-	-	-	18
20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois	17	67	7	66	3	48	25	189	545
21 Industrie du papier et du carton	4	12	4	9	-	-	15	204	371
22 Edition, imprimerie, reproduction	284	844	159	244	24	102	242	510	2 638
24 Industrie chimique	42	137	42	120	82	185	153	558	1 451
25 Industrie du caoutchouc et des plastiques	172	1 706	87	771	55	514	178	499	4 953
26 Fabrication d'autres produits minéraux non-métalliques	92	408	77	502	21	177	277	1 168	2 978
27 Métallurgie	183	2 559	96	682	6	33	85	1 600	6 227
28 Travail des métaux	124	752	83	836	14	325	121	1 581	4 452
29 Fabrication de machines et équipements	62	328	71	428	53	542	95	559	2 368
30 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31 Fabrication de machines et appareils électriques	15	54	17	54	18	95	14	169	503
32 Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	-	3	-	2	-	1	3	14	27
33 Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	79	124	412	159	325	335	113	221	1 859
34 Industrie automobile	8	29	15	47	-	15	27	158	312
35 Fabrication d'autres matériels de transport	1	3	1	2	-	3	3	8	25
36 Fabrication de meubles, industries diverses	24	44	14	57	6	26	5	40	246
37 Récupération	11	30	9	44	8	15	16	128	273
Total	1 639	7 848	1 651	4 692	700	2 747	1 787	8 678	34 105

Tableau 2b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2004 (suite)

Code NACE	Résidents				Allemands		Frontaliers Français		Belges		Total
	Luxembourgeois Femmes	Luxembourgeois Hommes	Etrangers Femmes	Etrangers Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
E. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau											
40 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	108	673	15	50	2	25	1	26	4	9	913
41 Captage, traitement et distribution d'eau	12	96	-	3	-	-	-	-	-	-	111
Total	120	769	15	53	2	25	1	26	4	9	1 024
F. Construction											
45 Construction	677	2 572	495	12 654	185	3 843	379	6 140	171	3 281	30 397
Total	677	2 572	495	12 654	185	3 843	379	6 140	171	3 281	30 397
G. Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques											
50 Commerce et réparation automobile	458	1 439	374	1 530	426	545	592	930	229	524	7 047
51 Commerce de gros et intermédiaires de commerce	1 017	2 359	825	2 190	241	789	968	2 368	394	1 854	13 005
52 Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	3 399	1 528	3 241	1 423	451	427	2 613	1 452	1 268	832	16 634
Total	4 874	5 326	4 440	5 143	1 118	1 761	4 173	4 750	1 891	3 210	36 686
H. Hôtels et restaurants											
55 Hôtels et restaurants	638	586	3 286	3 360	144	113	1 935	1 485	345	346	12 238
Total	638	586	3 286	3 360	144	113	1 935	1 485	345	346	12 238
I. Transports et communication											
60 Transports terrestres	433	4 098	157	1 508	117	2 118	158	2 212	82	1 832	12 515
61 Transports par eau	7	8	149	1 169	32	546	24	129	27	376	2 467
62 Transports aériens	403	797	236	946	50	316	68	413	21	100	3 350
63 Services auxiliaires des transports	226	587	183	316	146	362	176	368	60	166	2 590
64 Postes et télécommunications	772	1 984	282	408	30	106	160	323	47	164	4 276
Total	1 841	7 474	1 007	4 347	375	3 448	586	3 445	237	2 438	25 198
J. Inter médiation financière											
65 Inter médiation financière	3 333	4 139	2 814	3 718	1 194	1 501	2 143	1 870	1 472	2 048	24 232
66 Assurance	372	420	338	384	73	88	260	233	181	301	2 650
67 Auxiliaires financiers et d'assurance	392	483	843	1 265	477	523	694	638	418	657	6 390
Total	4 097	5 042	3 995	5 367	1 744	2 112	3 097	2 741	2 071	3 006	33 272
K. Immobilier, location et services aux entreprises											
70 Activités immobilières	256	262	275	342	23	41	138	160	55	143	1 695
71 Locations sans opérateur	44	80	47	144	30	32	56	197	34	174	838
72 Activités informatiques	59	293	243	705	66	247	387	1 289	166	1 078	4 533
73 Recherche et développement	84	874	91	664	11	161	94	365	64	628	3 036
74 Services fournis principalement aux entreprises	2 064	2 156	5 313	3 362	616	1 107	4 383	6 087	1 299	2 397	28 784
Total	2 507	3 665	5 969	5 217	746	1 588	5 058	8 098	1 618	4 420	38 886

Tableau 2b. - Salariés travaillant au Luxembourg selon code NACE, pays de résidence et sexe au 31 mars 2004 (suite)

Code NACE	Résidents				Frontaliers				Total
	Luxembourgeois		Étrangers		Allemands		Belges		
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
L. Administration publique									
75 Administration publique	12 951	17 986	1 926	1 019	162	100	101	102	34 551
Total	12 951	17 986	1 926	1 019	162	100	101	102	34 551
M. Education									
80 Education	426	308	308	159	25	36	59	46	1 494
Total	426	308	308	159	25	36	59	46	1 494
N. Santé et action sociale									
85 Santé et action sociale	6 014	1 637	3 290	500	1 106	359	975	288	16 561
Total	6 014	1 637	3 290	500	1 106	359	975	288	16 561
O. Services collectifs sociaux et personnels									
90 Assainissement, voirie et gestion des déchets	34	272	8	137	8	43	6	40	804
91 Activités associatives	908	972	437	431	71	27	61	53	3 089
92 Activités récréatives, culturelles et sportives	276	370	203	341	39	53	60	109	1 758
93 Services personnels	480	76	883	125	98	12	157	21	2 424
Total	1 698	1 690	1 531	1 034	216	135	284	223	8 075
P. Services domestiques									
95 Services domestiques	452	35	2 828	50	76	4	58	2	3 727
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	452	35	2 828	50	76	4	58	2	3 727
Q. Activités extra-territoriales									
99 Activités extra-territoriales	47	37	619	245	23	9	51	34	1 332
Total	47	37	619	245	23	9	51	34	1 332
Non-déterminés									
Autres	57	113	131	250	12	55	63	160	1 050
Total	57	113	131	250	12	55	63	160	1 050
TOTAL	38 168	55 393	31 571	44 670	6 649	16 441	8 384	21 647	280 206

Section 2 - Salariés travaillant et résidant au Luxembourg selon nationalité

Tableau 3a. - Salariés travaillant et résidant au Luxembourg selon nationalité, statut et sexe au 31 mars 2003

			Femmes			Hommes			Total
			Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	Ouvriers	Employés	Fonctionnaires	
U.E.	U.E. pays des 15	Allemagne	305	1 162	17	536	1 405	19	3 444
		Autriche	28	76	-	55	103	1	263
		Belgique	370	2 309	16	790	3 477	21	6 983
		Danemark	13	198	-	16	335	-	562
		Espagne	150	320	2	281	230	6	989
		Finlande	1	70	-	5	58	-	134
		France	1 153	2 963	12	2 031	3 333	18	9 510
		Grande-Bretagne	32	480	2	112	1 008	1	1 635
		Grèce	7	65	-	19	81	1	173
		Irlande	3	201	-	15	229	2	450
		Italie	933	1 650	9	2 171	1 822	28	6 613
		Luxembourg	7 302	23 294	6 942	17 583	22 062	15 999	93 182
		Pays-Bas	130	341	2	435	748	2	1 658
		Portugal	11 216	2 564	13	17 442	1 738	45	33 018
		Suède	5	148	-	4	228	-	385
	Total		21 648	35 841	7 015	41 495	36 857	16 143	158 999
	nouveaux pays membres à partir du 1.5.2004	Estonie	1	9	-	-	-	-	10
		Hongrie	20	35	-	58	22	-	135
		Lettonie	-	10	-	-	-	-	10
		Lituanie	1	11	-	1	-	-	13
		Malte	-	3	-	-	7	-	10
		Pologne	77	82	-	153	59	1	372
		République tchèque	10	20	-	106	42	-	178
		Slovaquie	52	36	-	97	25	-	210
		Slovénie	6	11	-	9	9	-	35
	Total		167	217	-	424	164	1	973
Total 1			21 815	36 058	7 015	41 919	37 021	16 144	159 972
Non-U.E.		Bosnie-Herzégovine	420	86	-	607	50	-	1 163
		Brésil	69	19	-	36	25	1	150
		Canada	2	36	-	6	50	-	94
		Cap Vert	520	35	-	408	16	-	979
		Chine	87	28	-	140	48	-	303
		Croatie	49	24	-	112	43	1	229
		Etats-Unis	9	106	-	24	177	-	316
		Islande	2	27	-	1	61	-	91
		Japon	2	32	-	7	68	-	109
		Macédonie	41	12	-	91	5	-	149
		Maroc	45	13	-	44	14	-	116
		Norvège	-	18	-	-	40	-	58
		Philippines	55	11	-	23	1	-	90
		Roumanie	45	51	-	41	27	-	164
		Russie	18	35	-	1	30	-	84
		Suisse	5	52	1	11	108	-	177
		Turquie	2	13	-	10	19	-	44
		Yougoslavie	632	148	-	1 338	108	-	2 226
		Autres	326	212	-	445	268	-	1 251
Total 2			2 329	958	1	3 345	1 158	2	7 793
TOTAL GENERAL			24 144	37 016	7 016	45 264	38 179	16 146	167 765

Tableau 3b. - Salariés travaillant et résidant au Luxembourg selon nationalité, statut et sexe au 31 mars 2004

			Femmes			Hommes			Total
			Ouvriers	Employés	Fonction- naires	Ouvriers	Employés	Fonction- naires	
U.E.	U.E. pays des 15	Allemagne	293	1 168	19	560	1 405	21	3 466
		Autriche	29	72	-	66	107	1	275
		Belgique	363	2 289	18	797	3 403	24	6 894
		Danemark	9	186	-	14	326	-	535
		Espagne	152	332	1	251	244	5	985
		Finlande	6	76	-	1	53	-	136
		France	1 130	3 020	15	2 087	3 376	18	9 646
		Grande-Bretagne	34	462	2	81	921	1	1 501
		Grèce	6	63	-	22	75	1	167
		Irlande	5	179	-	19	208	2	413
		Italie	919	1 616	9	2 094	1 834	26	6 498
		Luxembourg	7 304	23 626	7 238	17 162	22 244	15 987	93 561
		Pays-Bas	130	343	2	521	811	2	1 809
		Portugal	11 726	2 718	17	17 866	1 863	49	34 239
		Suède	2	140	-	7	210	-	359
	Total		22 108	36 290	7 321	41 548	37 080	16 137	160 484
	nouveaux pays membres à partir du 1.5.2004	Estonie	2	36	-	-	6	-	44
		Hongrie	34	62	-	76	43	-	215
		Lettonie	2	28	-	-	4	-	34
		Lituanie	1	42	-	1	6	-	50
		Malte	-	9	-	-	7	-	16
		Pologne	82	118	-	160	76	1	437
		République tchèque	12	47	-	154	59	-	272
		Slovaquie	68	58	-	130	43	-	299
		Slovénie	7	36	-	8	20	-	71
	Total		208	436	-	529	264	1	1 438
Total 1			22 316	36 726	7 321	42 077	37 344	16 138	161 922
Non-U.E.		Bosnie-Herzégovine	410	89	-	598	61	-	1 158
		Brésil	78	21	-	42	24	1	166
		Canada	2	34	-	6	45	-	87
		Cap Vert	534	30	-	400	18	-	982
		Chine	97	24	-	143	53	-	317
		Croatie	43	19	-	106	42	1	211
		Etats-Unis	8	100	-	24	159	-	291
		Islande	2	26	-	2	61	-	91
		Japon	1	32	-	5	64	-	102
		Macédonie	41	10	-	87	6	-	144
		Maroc	50	11	-	50	14	-	125
		Norvège	-	19	-	-	38	-	57
		Philippines	52	12	-	24	-	-	88
		Roumanie	44	51	-	50	27	-	172
		Russie	26	36	-	1	30	-	93
		Suisse	7	48	1	10	99	-	165
		Turquie	3	15	-	11	19	-	48
		Yougoslavie	642	163	-	1 350	123	1	2 279
		Autres	385	210	-	446	261	2	1 304
Total 2			2 425	950	1	3 355	1 144	5	7 880
TOTAL GENERAL			24 741	37 676	7 322	45 432	38 488	16 143	169 802

TRANSFERTS A L'ETRANGER

Introduction

Les migrations des personnes ne constituent pas un phénomène récent, mais les courants migratoires ont connu des changements profonds depuis les dernières décennies sous l'impulsion du développement des moyens de transports modernes. Le principe de la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux ancré dans les Traités de Rome et de Maastricht, accompagné par des instruments garantissant en matière de sécurité sociale des droits acquis, a favorisé leur mobilité.

Autrefois, les personnes qui se déplaçaient dans un autre pays pour des raisons de travail ou de loisirs, cessaient d'être protégées par la sécurité sociale de leur pays d'origine. Progressivement des accords bilatéraux et multilatéraux ont été conclus entre les pays avec comme finalité de garantir une protection complète et continue aux personnes se rendant à l'étranger.¹⁾

Les conventions internationales se sont assigné pour but de coordonner les législations nationales tout en éliminant les obstacles que pourrait rencontrer leur application. Le Luxembourg adhère à des conventions multilatérales conclues entre plusieurs pays, notamment au règlement (CEE) numéro 1408/71 applicable aux personnes qui se déplacent à l'intérieur de l'Union Européenne; il a conclu des conventions bilatérales avec les pays lorsque les fréquents déplacements des ressortissants des deux pays ont rendu nécessaire qu'un mécanisme de coordination des législations soit élaboré.

En principe, les travailleurs ne sont soumis qu'à la législation d'un seul Etat membre. La législation applicable, dite compétente, est celle du lieu de travail. Les conventions garantissent aux personnes qui se déplacent, une protection en vertu d'une législation nationale déterminée d'avance et celles-ci bénéficient des prestations de sécurité sociale dans les mêmes conditions que les nationaux du pays d'accueil. Lorsque le droit aux prestations est subordonné à l'accomplissement d'un stage, il est tenu compte des périodes effectuées dans l'autre pays lié par la convention. Le droit à des prestations immédiates ou futures acquis dans un pays est conservé au travailleur migrant dans un autre pays et les prestations ne peuvent ni être réduites, ni suspendues, ni annulées du fait que les personnes résident sur le territoire de l'autre Etat contractant.

1. Les conventions de sécurité sociale

Le Luxembourg adhère à diverses conventions multilatérales et bilatérales réglant des problèmes communs de sécurité sociale.

1.1. La sécurité sociale des travailleurs qui se déplacent en Europe

Le règlement (CEE) numéro 1408 du 14 juin 1971 et les dispositions d'application du règlement (CEE) numéro 574 du 21 mars 1972 établissent un mécanisme de coordination entre les différents régimes nationaux des pays membres de l'Union Européenne. La réglementation communautaire s'applique en particulier aux travailleurs salariés et non salariés qui sont ou ont été soumis à la législation de l'un ou de plusieurs Etats membres et qui sont des ressortissants de l'un des Etats membres ou bien des apatrides ou des réfugiés résidant sur le territoire d'un des Etats membres, ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants. Elle vise les prestations de maladie et de maternité, les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, les prestations d'accidents de travail et de maladie professionnelle, les allocations de décès, les prestations de chômage et les prestations familiales. L'Union Européenne, ses Etats membres ainsi que l'Autriche, la Finlande, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suède et la Suisse ont conclu l'Accord sur l'espace économique européen qui a été signé le 2 mai 1992. Par suite de la non-ratification de l'accord par la Suisse et depuis l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union Européenne, l'accord s'applique à l'Islande, à la Norvège et au Liechtenstein. L'accord prévoit que les parties contractantes assurent aux travailleurs, pour l'ouverture, le maintien du droit et pour le calcul des prestations, la totalisation de toutes les périodes prises en considération dans les diverses législations nationales. Les pays cités sont inclus dans la coordination des régimes de sécurité sociale établie par le règlement (CEE) 1408/71.

1.2. Les autres conventions multilatérales de sécurité sociale

Les accords intérimaires européens, la convention européenne de sécurité sociale et l'accord complémentaire pour l'application de la convention européenne sont des instruments négociés dans le cadre du Conseil de l'Europe. Le secteur des transports est réglé en particulier par l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans et la convention européenne concernant la sécurité sociale des travailleurs des transports internationaux.

1) Droit de la sécurité sociale Luxembourg 2001, chapitres 20-22.

1.3. Les conventions bilatérales

A côté des accords bilatéraux qui existaient entre les pays avant l'entrée en vigueur des règlements communautaires et maintenus moyennant inscription à l'annexe de ces mêmes règlements, le Luxembourg est lié par des conventions avec les pays suivants: Brésil, Chili, Cap-Vert, Etats-Unis d'Amérique, Pologne, Tchéquie, Suisse, Tunisie, Canada et Québec. La convention avec la Yougoslavie a été reprise pour les relations avec les nouvelles Républiques issues de l'ex-Yougoslavie.

Ces conventions sont régies par les principes de l'égalité de traitement, de la totalisation des périodes d'assurance et de l'exportation des prestations. Certaines conventions prévoient des dispositions particulières en ce qui concerne soit le champ d'application personnel soit le champ d'application matériel.

2. Particularités des transferts à l'étranger

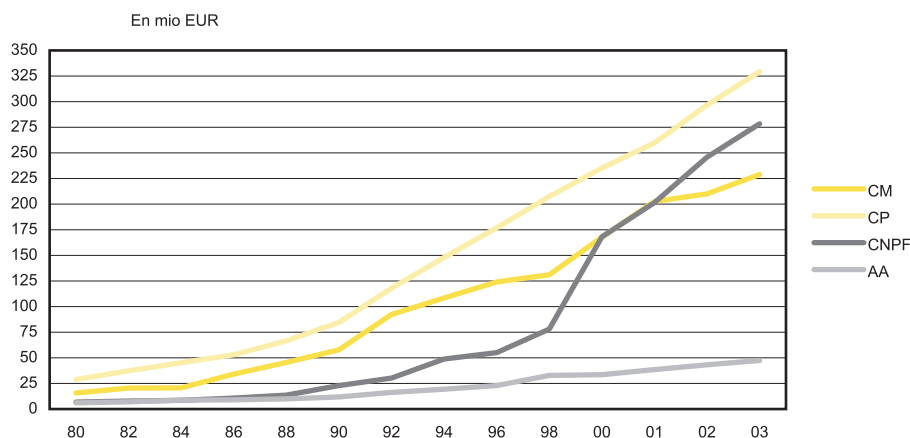
L'analyse sur l'emploi dans ce rapport décrit les caractéristiques de la composition et de l'évolution des forces de travail dans notre pays. Si le rythme d'expansion de l'économie a dépassé celui de la démographie au cours des cinquante dernières années, le déficit n'a pu être comblé que grâce à l'apport fourni par la main-d'oeuvre étrangère. La constance du phénomène se reflète particulièrement à l'examen des tableaux afférents aux pensions virées à l'étranger, étant donné que ces pensions sont échues un certain temps après l'accomplissement des périodes actives. Le nombre et surtout le montant de ces pensions accusent une tendance croissante. Il est utile de préciser encore que les montants des pensions payées par les établissements luxembourgeois correspondent uniquement aux périodes d'assurance qui ont été accomplies dans le cadre de l'affiliation au régime luxembourgeois; les montants ne représentent donc souvent que des pensions partielles auxquelles se joignent les parts de pension déterminées par application des législations des autres pays dans lesquels l'assuré a poursuivi une activité professionnelle.

Les dispositions conventionnelles règlent aussi le service des allocations familiales à l'étranger. Les conventions bilatérales prévoient parfois des montants forfaitaires adaptés au niveau de vie du pays de résidence. Le règlement (CEE) numéro 1408/71 quant à lui permet aux travailleurs soumis à la législation d'un Etat membre de bénéficier du droit aux allocations familiales prévues par cet Etat pour leurs enfants qui résident sur le territoire d'un autre Etat. Lorsque des allocations sont prévues par la législation du pays de résidence des enfants, le droit aux allocations dues en vertu de la législation du pays de travail est suspendu jusqu'à concurrence de ce montant. Eventuellement un complément est dû, qui pour des raisons techniques, n'est cependant pas inclus dans les séries suivantes. Les transferts à l'étranger découlant des dispositions internationales bénéficient plus fréquemment aux familles des travailleurs frontaliers de plus en plus nombreux, et continuent à croître au rythme de la conjoncture et du niveau divergent du taux des prestations inscrit dans les législations du pays de l'emploi par rapport au pays de résidence. Avec le relèvement par étapes du niveau de l'allocation familiale par enfant, l'écart entre les prestations s'est progressivement creusé.

En ce qui concerne les prestations de maladie et des accidents de travail, les travailleurs qui résident ou séjournent sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat compétent, bénéficient des prestations en nature servies à charge de l'institution compétente par l'institution du lieu de résidence ou de séjour suivant la législation que cette dernière applique. Les frais médicaux sont pris en charge aux taux et tarifs applicables aux assurés sociaux sur présentation d'une attestation certifiant le droit aux prestations documentée par un formulaire délivré par l'institution compétente du lieu de travail.

3. Evolution des montants exportés

Graphique 1. - Evolution des transferts aux non-résidents - Répartition par branche 1980 à 2003



L'observation porte uniquement sur les flux de prestations vers les pays étrangers négligeant les prestations versées à l'intérieur du pays mais dont les bénéficiaires sont des ressortissants étrangers.

Les prestations exportées portent essentiellement sur les quatre branches de la sécurité sociale à savoir, l'assurance maladie, le régime général de pension, les prestations familiales et l'assurance contre les accidents. L'évolution et la situation des prestations servies à l'étranger sont comparées à l'ensemble des prestations servies par les quatre branches, mais l'augmentation serait encore plus marquante si le rapport pouvait être calculé à partir des prestations versées aux personnes travaillant ou ayant travaillé dans le secteur privé caractérisé par une plus grande mobilité des travailleurs. Le volume des transferts augmente sans interruption tant en valeur absolue qu'en valeur relative des prestations totales servies. Le graphique illustre le phénomène des transferts qui continue à s'amplifier au cours des dernières années, puisque les montants transférés, qui étaient encore de 363 millions d'euros (14.6milliards de francs en 1995), sont passés à 890 millions d'euros en 2003.

Tableau 1. - Evolution des transferts à l'étranger

Année	Caisses de maladie	Dépendance	Caisses de pension	Caisse nationale des prestations familiales	Assurances accidents	Total
1980	15,687		28,845	6,812	6,034	57,378
1990	57,834		84,606	22,868	11,827	177,135
1995	123,630		165,618	52,484	21,830	363,561
2000	167,740	1,495	235,276	168,120	33,520	606,151
2001	202,690	3,276	259,792	201,500	38,480	705,738
2002	210,000	4,000	296,740	245,910	43,170	799,820
2003	228,900 *)	4,360 *)	329,397	278,460	47,421	890,538

*) Estimation.

Pour toutes les branches la part des prestations exportées par rapport au total des prestations augmente en 2003 (graphique 2). Après un léger ralentissement du rythme d'augmentation observé en 1996 et en 1997, la progression est remarquable. Le montant global exporté absorbe en 2003 près de 22% des prestations pour les quatre branches contre seulement 16% du total en 1999.

Les prestations transférées pour la maladie, les pensions et les allocations familiales augmentent tout au long de la période et se situent dans une fourchette de 15 à 38% en 2003 pour le régime des prestations familiales pour lesquelles le montant hors allocations différentielles atteint 279 millions d'euros contre 168 millions d'euros en 2001.

Tableau 2. - Transferts aux non-résidents d'après les différentes gestions (en millions EUR)

Organisme payeur	1975	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Union des caisses de maladie	0,362	0,633	2,333	4,987	167,740	202,690	210,000	228,900*)
Dépendance					1,495	3,276	4,000	4,360*)
Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité	0,538	0,981	2,861	5,484	188,100	205,728	232,660	255,366
Caisse de pension des employés privés	0,066	0,174	0,487	1,052	42,220	48,612	57,972	67,101
Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels	0,005	0,008	0,060	0,127	4,510	5,037	5,641	6,498
Caisse de pension agricole	0,001	0,001	0,006	0,019	0,430	0,415	0,467	0,432
Caisse nationale des prestations familiales	0,182	0,275	0,923	2,117	168,120	201,500	245,910	278,460
Association d'assurance contre les accidents								
-Section agricole et forestière	0,002	0,004	0,008	0,015	0,120	0,110	0,080	0,084
-Section industrielle	0,158	0,239	0,469	0,866	33,400	38,370	43,090	47,337
TOTAL DES PRESTATIONS AUX NON-RESIDENTS	1,313	2,315	7,146	14,666	606,135	705,738	799,820	888,538

*) Estimation.

Graphique 2. - Transferts aux non-résidents 1980 à 2003 - Montant total et montant en % des prestations des 4 branches de sécurité sociale

